

LA RÉVOLUTION PERDUE

ALLEMAGNE 1918-1923

Chris Harman

Traduit de l'anglais par Jean-Marie Guerlin.
Traductions des citations allemandes et russes par Sylvestre Jaffard.

Table des matières

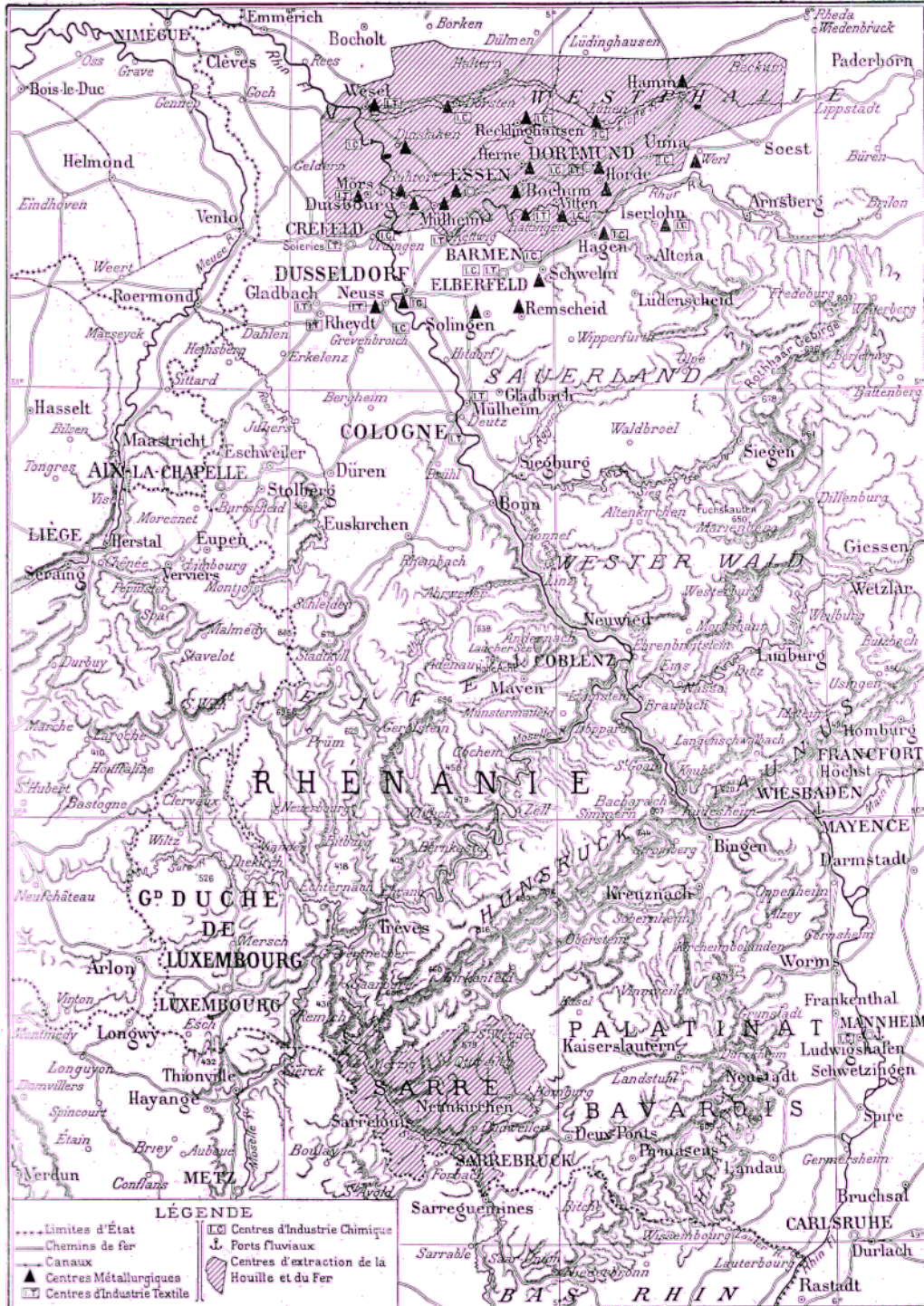
INTRODUCTION.....	6
Chapitre 1 - Avant l'orage.....	8
L'Etat allemand.....	8
La social-démocratie allemande.....	9
La gauche révolutionnaire.....	10
L'Allemagne en 1914.....	11
Chapitre 1 – Le 4 août 1914.....	13
L'impact économique et social de la guerre.....	14
Les premières secousses.....	15
Les grèves de janvier.....	17
La gauche.....	18
Chapitre 3 - La Révolution de Novembre.....	23
Les sociaux-démocrates prennent le contrôle.....	25
Chapitre 4 - Les jours du pouvoir ouvrier.....	28
La mosaïque du pouvoir ouvrier.....	28
L'autre pouvoir.....	30
L'armée du front.....	31
Les nouvelles forces de défense.....	32
Les Freikorps.....	33
Les premiers affrontements.....	33
La fondation du Parti Communiste.....	34
Chapitre 5 - Les jours de Spartakus.....	39
Les leçons de janvier.....	47
Janvier 1919 et juillet 1917.....	49
Chapitre 6 - Les mois de guerre civile.....	52
Brême.....	53
La Ruhr.....	55
L'Allemagne centrale.....	57
A nouveau Berlin.....	58
A nouveau La Ruhr.....	62
Le retour de l'ordre ancien.....	63
Chapitre 7 – la République des Soviets de Bavière.....	68
Des semaines de non-gouvernement.....	70
La soi-disant « République des Soviets ».....	71
La Seconde République des Soviets.....	72
Un choix correct ?.....	76
Chapitre 8 - Bilan de la première année.....	78
La classe ouvrière était-elle révolutionnaire ?.....	79
La croissance de l'USPD.....	81

Versailles.....	83
Chapitre 9 - Le putsch de Kapp (1920).....	85
La grève générale.....	86
Les Armées Rouges de la Ruhr.....	86
L'Allemagne centrale.....	90
En Allemagne du Nord et ailleurs.....	91
Kapp se retire.....	92
Le retour des Freikorps.....	96
Le résultat du putsch.....	99
Le Parti Communiste et les journées de Kapp.....	100
Les communistes dissidents.....	103
Une occasion manquée.....	103
Chapitre 10 - La folie de mars 1921.....	104
L'Action de Mars.....	106
La direction du KPD se divise.....	109
La « théorie de l'offensive ».....	113
La crise dans le parti.....	114
La dispute internationale.....	115
Le parti allemand en ruines.....	118
Chapitre 11 – Année de crise (1923).....	120
Les origines de la grande crise : l'inflation.....	120
Les origines de la grande crise : la Ruhr.....	122
Les origines de la grande crise : la droite nationaliste.....	125
La classe ouvrière.....	126
Chapitre 12 – L'été chaud.....	130
Les Centuries.....	130
La première vague de grèves.....	131
Les sociaux-démocrates en déclin.....	133
La politique des communistes.....	134
Le front unique.....	137
La journée antifasciste.....	140
Chapitre 13 - L'octobre allemand.....	142
L'accalmie.....	145
Vers la révolution ?.....	146
Stresemann, la Bavière, la Saxe.....	149
Le projet de prise du pouvoir.....	151
L'Octobre allemand.....	153
La débâcle.....	155
La fin d'un chapitre.....	157
Les leçons d'Octobre.....	158
Chapitre 14 - L'héritage de la défaite.....	164

L'Allemagne et ses provinces vers 1920



La Ruhr et la Rhénanie vers 1920



INTRODUCTION

« Le régiment Kaiser Alexandre est passé à la révolution ; les soldats se sont précipités hors des casernes, ont fraternisé avec la foule en liesse qui attendait là ; des hommes leur serraient les mains avec émotion, des femmes et des jeunes filles leur épinglaient des fleurs et les embrassaient. Mes collègues viennent et racontent qu'on (...) arrache aux officiers leurs insignes et leurs galons. (...) Des processions interminables de soldats et d'ouvriers s'étirent sans interruption sur la route. (...) Des camions pris au dépôt militaire, décorés de drapeaux rouges, avec des soldats et des civils portant des brassards rouges, accroupis, agenouillés ou debout là-haut à côté des mitrailleuses, tous dans une attitude de combat et prêts à faire feu. (...) Tous ceux qui sont près des mitrailleuses ou qui ont le fusil sur les genoux dans des voitures privées réquisitionnées font voir les visages et l'attitude d'une détermination révolutionnaire d'acier. »¹

« L'Hôtel Escherhaus est maintenant le quartier général de l'Armée Rouge. Les chambres sont maintenant bourrées de troupes rouges. (...) » A l'extérieur, « il y a un mouvement incessant dans cette mêlée chaotique d'hommes armés. Des marins, des civils pratiquement sans insigne militaire sur eux, des hommes armés en uniformes ou dans des vêtements militaires « civilisés », avec des casquettes, des chapeaux ou têtes nues, avec des fusils, des pistolets, des grenades – tout cela grouille comme une fourmilière. Des voitures arrivent constamment avec de nouveaux chargements d'hommes armés, pendant que de l'autre côté des soldats rouges défilent à pied, en chantant. (...) Du front viennent des blessés, ou bien des gardes rouges épuisés. »²

« Les messieurs élégants et les dames de la bonne société n'osaient pas se montrer dans les rues. C'était comme si la bourgeoisie avait disparu de la surface du globe. Seuls les ouvriers – les esclaves salariés – étaient visibles. Mais on les voyait armés. (...) C'était une vision sans précédent : une foule de prolétaires en armes, en uniforme ou en bleu de travail, avançant en colonnes sans fin. Il devait y avoir 12 à 15 000 hommes armés. (...) Le meeting devant le palais donnait l'image familière des défilés du Premier Mai – mais l'esprit en était si différent... »³

Les révolutions vaincues sont vite oubliées. On les perd de vue ; notes en bas de page de l'histoire, ignorées de tous hormis d'une poignée d'historiens spécialisés. Les récits de témoins oculaires cités ci-dessus, relatant des événements intervenus dans trois grandes villes différentes d'Allemagne, attestent d'un considérable séisme révolutionnaire. Et, malgré des similitudes avec ce qui se passait au même moment en Russie, à des milliers de kilomètres à l'est, ils nous parlent d'un soulèvement dans une société industrielle avancée, en Europe occidentale. A tel point que le premier ministre britannique, Lloyd George, peut écrire au président du conseil français Georges Clemenceau : « Tout l'ordre existant, dans ses aspects politiques, sociaux et économiques, est remis en cause par les masses d'un bout à l'autre de l'Europe. »⁴

Sans une explication de la défaite du mouvement révolutionnaire en Allemagne après la Première Guerre mondiale, le nazisme qui a suivi ne peut pas être compris. L'immonde barbarie qui a balayé l'Europe dans les années 30 a surgi des cendres d'une révolution vaincue. La route qui a mené à Buchenwald et à Auschwitz a commencé par des petites batailles oubliées, à Berlin et à Brême, en Saxe et dans la Ruhr, en Bavière et en Thuringe en 1919 et 1920. La swastika est entrée dans l'histoire moderne comme l'emblème porté dans ces batailles par les troupes contre-révolutionnaires.

La révolution perdue n'a pas laissé son empreinte dans la seule Allemagne. Celle-ci était, à la fin de la Première Guerre mondiale, la seconde puissance industrielle mondiale. Ce qui s'y est produit allait nécessairement affecter de façon décisive la totalité de l'Europe, et en particulier l'Etat révolutionnaire qui venait d'être créé en Russie, à quelques journées de marche des frontières orientales de l'Allemagne.

Les dirigeants de la Russie révolutionnaire ne savaient que trop bien que, dans les conditions misérables d'arriération économique de l'ancien empire des tsars, il n'était pas possible de créer le royaume d'abondance que les marxistes avaient toujours considéré comme la condition matérielle première de l'abolition de la société de classe. Ils portaient leurs espoirs, pour compenser l'arriération russe, vers la révolution internationale.

Quand la nouvelle de la chute de la monarchie allemande atteignit la Russie en novembre 1918, un témoin, Karl Radek, nous raconte comment « des dizaines de milliers de travailleurs laissèrent exploser leur joie. Je n'ai jamais revu une chose semblable. Jusque tard dans la nuit, des travailleurs et des soldats de l'Armée Rouge défilèrent. La révolution mondiale était arrivée. La masse du peuple avait entendu sa marche d'acier. Notre isolement était brisé. »⁵

1 Theodor Wolff, *Der Marsch durch zwei Jahrzehnte*, Amsterdam 1936, p. 194-197.

2 *Buersche Zeitung*, 4 mars 1920, cité in Erhard Lucas, *Märzrevolution 1920*, vol 1 (Francfort 1973) p. 64.

3 *Mitteilungsblatt*, Munich, 23 avril 1920, cité in Richard Grunberger, *Red Rising in Bavaria* (Londres 1973).

4 Cité in E H Carr, *The Bolshevik Revolution*, vol 3 (Londres 1966), p. 136.

5 Karl Radek, cité par Carr, p. 102.

Les attentes de révolution mondiale devaient s'avérer vaines. Les années 1918 à 1924 virent la chute des empires – en Allemagne et Autriche-Hongrie aussi bien qu'en Russie. Elles virent les conseils ouvriers gouverner à Berlin, Vienne et Budapest comme à Moscou et Petrograd. Elles virent des grèves parmi les plus massives de l'histoire britannique, la guérilla et la guerre civile en Irlande, les premiers grands mouvements de libération nationale en Inde et en Chine, les occupations d'usines en Italie, des luttes industrielles sanglantes à Barcelone. Mais cette période s'acheva en laissant la domination capitaliste intacte partout, sauf en Russie.

Une des thèses centrales de ce livre sera que ceci *n'était pas* inévitable. Mais c'est arrivé. Et étant arrivé, cela a sapé les bases sur lesquelles la Révolution Russe s'était établie.

« *Sans la révolution allemande nous sommes perdus* », disait Lénine en mars 1918. Mais la perte arriva d'une manière que Lénine n'avait pas prévue. Il avait pensé qu'une Russie des soviets isolée finirait par s'effondrer sous la pression des forces hostiles extérieures. Elle y a survécu – mais seulement à un prix exorbitant, l'isolement provoquant la dévastation de l'économie, menant elle-même à la fermeture de toutes les grandes usines, apportant aussi bien aux villes qu'aux campagnes famine et souffrances. Par dessus tout, il amena la désintégration de la classe ouvrière industrielle qui avait fait la révolution en 1917. Les bolcheviks, qui avaient dirigé les travailleurs en 1917, cessèrent d'être les représentants de la classe ouvrière pour devenir une espèce de dictature jacobine agissant à sa place. Et dans un pays retardataire, rejeté encore plus en arrière par les longues années de la guerre mondiale et de la guerre civile, une nouvelle dictature, bureaucratique, ne pouvait que trop facilement se cristalliser sur cette dictature révolutionnaire.

L'isolement engendra la dévastation et la dévastation engendra la bureaucratie, amenant une forme nouvelle de domination de classe. Traiter ce sujet nous éloignerait du thème de ce livre.⁶ Mais il est essentiel de comprendre que le point de départ du processus de dégénérescence de la Révolution Russe se situe hors de la Russie. Le stalinisme, autant que le nazisme, est un produit de la Révolution Allemande perdue.

Il y a une autre raison pour examiner la défaite du mouvement révolutionnaire en Allemagne. Depuis 1968, le monde est entré dans une nouvelle période de secousses révolutionnaires : la France en 1968, le Chili en 1972-73, le Portugal en 1974-75, l'Iran, le Nicaragua et El Salvador en 1979-80. Dans chacune d'entre elles, la force qui était centrale dans les événements d'Allemagne de 1918-23, la classe ouvrière industrielle, a joué un rôle fondamental.

Une connaissance de ce qui s'est passé en Allemagne, des erreurs des révolutionnaires et des manœuvres de leurs ennemis, met utilement en lumière les événements d'aujourd'hui. Ce n'est pas par hasard que ceux qui discutent des possibilités d'une révolution de la classe ouvrière dans le monde contemporain – que ce soient des libéraux américains comme Barrington Moore⁷, d'anciens militants communistes comme l'Espagnol Fernando Claudin⁸, ou les socialistes révolutionnaires de tous les pays – puisent leurs arguments dans les épisodes de la révolution perdue.

Le but de ce livre est de présenter l'histoire de cette période au public anglophone sous une forme accessible. Il est destiné à tous ceux qui – comme je l'étais moi-même avant d'entreprendre ce travail – sont frustrés dans leur besoin de condenser leurs connaissances fragmentaires sur la Révolution Allemande à partir d'une pléthore de sources différentes, dont certaines sont épuisées, et beaucoup, parmi les meilleures, disponibles uniquement en allemand ou en français. Ce n'est pas une œuvre « originale », dans le sens académique du terme. Je pense cependant que ce livre sera utile à ceux qui reconnaissent qu'il faut comprendre l'histoire lorsqu'on veut la changer.

Un dernier point. Il ne s'agit pas d'une de ces œuvres dans lesquelles l'auteur s'efforce de dissimuler ses propres « préjugés ». J'écris à partir d'une position de sympathie pour ceux qui ont combattu avec l'énergie du désespoir pour faire gagner la Révolution Allemande – pour la simple raison que je suis convaincu que le monde serait immensément meilleur s'ils n'avaient pas été vaincus.

6 Voir Alan Gibbons, *Russia : How the Revolution was Lost*, brochure du Socialist Workers Party (Londres 1980).

7 Voir, par exemple, J Barrington Moore, *Injustice: The Social Bases of Obedience and Revolt* (Londres 1978).

8 Voir, par exemple, Fernando Claudin, *Eurocommunism and Socialism* (Londres 1978).

Chapitre 1 - Avant l'orage

Les soulèvements sociaux ne se produisent pas parce que des organisations politiques les convoquent. Les gouvernements, aussi bien que les oppositions, craignent habituellement comme la peste le déchaînement des passions des masses. Si l'Etat vole en éclats, c'est parce que le développement des événements lui-même ne laisse pas à des millions de gens, à la périphérie des vieilles institutions, d'autre choix que celui de changer les choses.

L'Allemagne était en apparence, à l'été de 1914, la plus stable des sociétés. Deux forces se disputaient la loyauté de la population : l'Etat prussien et le Parti Social Démocrate (SPD) fort d'un million de membres. Chacun d'eux insultait l'autre régulièrement, et même parfois s'engageait avec précaution dans des formes restreintes d'action directe contre son adversaire. Aucun ne reconnaissait la légitimité de l'autre, mais il n'était pas question de bouleverser le cadre solide dans lequel ils opéraient tous deux, cadre dont les principales composantes perduraient sans secousse sérieuse depuis près d'un demi-siècle, et dont l'Etat aussi bien que la social-démocratie étaient convaincus qu'il circonscrirait leurs actes dans un avenir à durée indéterminée.

L'Etat allemand

L'Etat allemand n'était pas une démocratie bourgeoise conventionnelle. En Allemagne, à l'inverse de la France, la classe moyenne n'avait pas livré bataille pour conquérir le pouvoir, et, après son échec piteux de 1848, s'était couchée devant la monarchie prussienne. Le résultat était un compromis dans lequel la vieille structure monarchique continuait à exister tout en s'adaptant de plus en plus aux besoins des milieux d'affaires. Des concessions furent faites aux classes moyennes – et de façon très limitée à la classe laborieuse – mais la machine étatique continuait à être dirigée par l'aristocratie foncière prussienne, classe dirigeante dont l'allégeance allait à l'empereur et non à un quelconque parlement élu.

De ce compromis découlait un chaos d'institutions politiques hybrides. L'Allemagne était un empire unifié, ou *Reich* – cependant, en plus de l'Etat prussien (plus de la moitié de l'ensemble) on y trouvait une mosaïque de royaumes, principautés, Etats et cités libres, acceptant tous la domination prussienne, mais chacun possédant ses propres pouvoirs locaux et ses structures politiques distinctes. L'empire avait un parlement, le *Reichstag*, élu au suffrage masculin, mais ses pouvoirs n'allaient pas au delà d'un droit de veto sur les décisions d'un gouvernement dont la composition résultait exclusivement du choix du souverain. Chaque Etat local avait sa propre mouture de « démocratie », comportant dans les cas les plus importants une franchise restreinte basée sur un système électoral à trois ou quatre classes, dans lequel la classe dominante disposait de la plupart des suffrages, et ce pour la désignation d'un parlement dont le pouvoir de contrôle sur la monarchie héréditaire était sévèrement limité.

La liberté d'expression existait, mais seulement dans d'étroites limites. Les sociaux-démocrates, bien qu'ils fussent le parti politique le plus important, avaient été interdits formellement jusqu'au début des années 1890, et la loi était utilisée fréquemment contre la presse socialiste sous un prétexte ou un autre, dans le cadre de ce qu'une étude a appelé « une politique de guérilla permanente entre le parti et les autorités »¹. Le social-démocrate Max Beer raconte comment, ayant passé 22 mois à Magdebourg comme rédacteur en chef d'un journal de gauche, il avait séjourné en tout 14 mois en prison.² Entre 1890 et 1912 les sociaux-démocrates furent condamnés à 1 244 ans de prison, dont 164 ans de travaux forcés³. En 1910, le sénat municipal de Brême congédia des instituteurs qui avaient commis le crime d'envoyer au dirigeant social-démocrate Bebel un télégramme lui souhaitant un bon soixante-dixième anniversaire.

Le recours à la police et à la troupe contre les manifestations et les grèves était fréquent – comme en 1912, où la cavalerie utilisa sabres et balles de fusils contre les mineurs de la Ruhr en grève.

Les classes moyennes étaient au début hostiles à l'Etat prussien. Mais, dans les années 1860 et 1870, Bismarck avait utilisé ses institutions dans le sens des intérêts de l'industrie allemande, s'assurant ainsi la collaboration de la bourgeoisie. La plus grande partie de l'ancienne opposition libérale au trône se rangeait désormais derrière le très monarchiste Parti Libéral National (plus tard le Parti National du Peuple Allemand), qui prit une position sur la question de la « subversion » difficile à distinguer de celle de l'aristocratie prussienne. La « démocratie libérale » authentique était une force bien faible, et la seule autre opposition « bourgeoise » était un parti catholique dans les régions de l'Allemagne méridionale qui se méfiaient du protestantisme prussien. Dans l'ensemble, les enfants et les petits-enfants des révolutionnaires bourgeois de 1848 étaient d'ardents partisans de l'empire.⁴ Dans certains Etats, le résultat était que le régime devenait au fil du temps de moins en moins libéral.

Mais on aurait tort d'imaginer l'Allemagne impériale comme un despotisme sinistre, totalement oppressif. Le

1 Alex Hall, *Scandal, Sensation and Social Democracy* (Cambridge 1977) p. 53.

2 Max Beer, *Fifty Years of International Socialism* (Londres 1935) p. 65.

3 Chiffres tirés de A Hall, op. cit..

4 Une situation bien décrite dans le roman d'Heinrich Mann *Le sujet de l'empereur* (traduction française Gallimard, 1982).

capitalisme allemand avait connu 40 ans d'expansion économique constante, dépassant en capacité industrielle la Grande Bretagne. Effet secondaire de cette prospérité, l'Etat avait eu la capacité de faire des concessions économiques aux classes inférieures. D'importantes sections de la population ont vécu les années précédant la Première Guerre mondiale comme une période où leurs vies étaient devenues un peu moins difficiles.

Les salaires réels avaient augmenté dans les années 1880 et 1890 à partir du niveau très bas des années 1860 et 1870, même s'ils devaient stagner ou reculer légèrement après 1900, quand « *une minorité de travailleurs souffrit d'une véritable baisse de son niveau de vie ; la majorité connaissait la stabilité, voire une augmentation modérée des salaires* »⁵.

L'un des éléments de la tentative de Bismarck d'affaiblir l'opposition socialiste avait été la mise en œuvre d'un minimum de protection sociale. Il y eut, pendant la première décennie du vingtième siècle, une réduction générale de la journée de travail. Dans beaucoup d'industries plus anciennes, les employeurs avaient reconnu, non sans réticence, les syndicats, et accordé aux ouvriers un degré limité de contrôle sur leurs conditions de travail. Et si le mouvement ouvrier ne pouvait exercer pleinement son influence, aussi bien sur le plan national que dans la plupart des Etats, il pouvait néanmoins s'organiser et tempérer les pires excès de ceux qui dirigeaient l'empire, réussissant ainsi à constituer des bases dans de nombreuses localités. Il ne jouissait pas du même degré de liberté que ses homologues français ou britannique, mais il opérait malgré tout dans un environnement infiniment plus favorable que celui de l'empire des tsars voisin.

La social-démocratie allemande

Les hommes et les femmes font l'histoire. Mais il la font dans des circonstances qu'ils ne choisissent pas, dans des conditions qui réagissent sur eux et modèlent en retour leur propre comportement et leur pensée. Ceci était certainement vrai des hommes et des femmes qui ont construit le mouvement ouvrier allemand dans le dernier tiers du 19^{ème} siècle.

Le Parti Social-Démocrate incarnait les aspirations politiques de presque tous les travailleurs organisés. Ses seuls concurrents étaient une poignée d'anarchistes isolés et inefficaces, d'une part, de faibles syndicats jaunes et des catholiques amorphes, de l'autre. Le parti est habituellement caractérisé par les historiens comme révolutionnaire en théorie et favorable dans la pratique à une avance graduelle. Il tirait ses origines de deux mouvements plutôt différents issus de la jeune classe ouvrière des années 1860 et 1870 : un courant ouvertement révolutionnaire, se réclamant des idées de Karl Marx, et un courant, inspiré par Lassalle, qui se proposait d'obtenir des réformes en passant des compromis avec l'Etat prussien. Mais l'expérience de l'organisation au sein de cet Etat avait amené les deux courants à fusionner. Les lassalliens, malgré leurs rêves réformistes, devaient faire face à une réalité dans laquelle le mouvement ouvrier était persécuté et où ses dirigeants n'avaient aucun impact sur les prises de décisions nationales. Quant aux marxistes, leurs aspirations révolutionnaires étaient tempérées par le fait que l'Etat était trop puissant pour être renversé, ce qui les portait à éviter une politique de confrontation directe.

Le mouvement dans son ensemble en était réduit à se comporter comme une minorité marginale au sein de la société allemande, utilisant laborieusement toutes les opportunités de construire sa force par les moyens légaux que lui laissait l'Etat. Il se présentait aux élections, tenait des réunions, vendait ses journaux, distribuait sa propagande, construisait des syndicats. Mais il n'était pas plus capable de s'infiltrer dans les « coulisses du pouvoir » que de prendre d'assaut les édifices qui les abritaient.

Les militants du parti répondirent à la persécution de l'Etat en acceptant les notions révolutionnaires avancées par les marxistes. Dans les années 1880, le parti s'était déclaré « révolutionnaire » et « sans illusions » sur les méthodes parlementaires. Ces notions étaient incluses dans la déclaration générale des principes (les revendications « maximales ») du programme adopté par le parti lors de son congrès de 1891, tenu à Erfurt. En même temps, malgré tout, la marge de manœuvre permise aux actions du parti dans la société influençait aussi les opinions de ses membres. Ils avaient la possibilité de construire de puissantes institutions, qui semblaient s'accroître inexorablement année après année. Même s'ils ne pouvaient renverser l'Etat, les socialistes pouvaient bâtir leur « Etat dans l'Etat ». Avec son million de membres, ses 4,5 millions d'électeurs, ses 90 quotidiens, ses syndicats et ses coopératives, ses associations sportives et ses clubs de chant, son organisation de jeunesse, son organisation féminine et ses centaines de permanents, le SPD était, de loin, la plus importante organisation ouvrière du monde.

Les militants étaient très fiers de ces réalisations, et cherchaient continuellement à les développer en impliquant des éléments de la classe ouvrière dans les organisations du parti, même si c'était pour des activités qui n'avaient pas grand-chose à voir avec la lutte pour le pouvoir. Mais des décennies de travail légal dans les services sociaux, d'interventions dans les agences d'emploi étatiques, et par dessus tout d'activités électorales, avaient un effet inévitable sur les membres du parti : la théorie révolutionnaire du programme d'Erfurt en vint à ressembler à une chose réservée aux discours du Premier Mai ou du dimanche après-midi, avec peu de rapport avec l'activité réelle du parti.

5 G Bry, [Wages in Germany](#) 1871-1945 (Princeton 1960) p. 74. Voir aussi A V Desai, *Real Wages in Germany* (Oxford 1968) pp. 15-16, 35.

Les perspectives d'action comportant des affrontements directs avec l'Etat étaient limitées. Dans les années 1890, les grèves furent rares et espacées, un demi-million seulement de travailleurs débrayant dans la totalité de la décennie (moins de grévistes que dans les conditions très peu révolutionnaires de la Grande Bretagne dans le premier *mois* de 1979). Il y eut un certain retour de l'activité gréviste en 1905-6, mais le meilleur historien de la social-démocratie allemande a pu dire, au sujet du climat des trois années suivantes : « *Même le révolutionnaire le plus zélé ne pouvait trouver d'occasion concrète d'action radicale* »⁶.

Le programme d'Erfurt lui-même contenait, en même temps que ses principes maximalistes, un programme de revendications minimales. C'est ce minimum qui devint le véritable centre d'intérêt des militants du SPD au quotidien. La théorie du parti en vint à refléter sa pratique. Le théoricien majeur du parti, Karl Kautsky, auteur du programme d'Erfurt, défendait l'orthodoxie marxiste, y gagnant le surnom de « pape du marxisme ». Mais pour lui le but révolutionnaire s'était désormais installé dans un futur indéfini, une chose inévitable qu'on devait attendre, mais vers laquelle il était tout à fait exclu de vouloir chercher un raccourci. Pendant ce temps, les militants étaient totalement engagés dans la routine quotidienne, absolument non-révolutionnaire, des activités du parti. Des leçons politiques étaient retirées de l'agitation, mais la leçon centrale était le besoin de gagner, avant tout changement socialiste, la majorité aux élections.

La transformation de l'activité socialiste résultant de tout cela n'était pas imposée au parti par des dirigeants traîtres à la cause. Elle découlait des circonstances dans lesquelles se trouvaient les militants. Mais elle produisit de plus en plus dans le parti un certain nombre d'activistes pour lesquels la routine non-révolutionnaire était devenue l'alpha et l'oméga, en particulier dans la couche d'administrateurs permanents qui s'était constituée autour des finances, des campagnes électorales et de la parution des journaux. Ces gens en vinrent à contrôler véritablement le parti, en particulier lorsque le vieux marxiste Bebel céda le secrétariat du parti à l'administrateur Ebert en 1906.

Pourtant jusqu'en 1914 il n'y eut pas de véritable alternative, même pour ce groupe, à leur exclusion de la politique de l'empire, de telle sorte que leur vécu leur donnait peu de raisons de jeter par dessus bord les principes marxistes. Comme l'a noté Schorske :

*Tant que l'Etat allemand maintenait la classe ouvrière dans un statut de paria, et aussi longtemps que cette même classe, parvenant à extraire une part des bienfaits matériels d'un capitalisme qui connaissait une vigoureuse expansion, n'était pas portée à la révolte, la synthèse d'Erfurt pouvait tenir.*⁷

Il y avait eu une tentative de réviser les principes révolutionnaires, au tournant du siècle, de la part d'Eduard Bernstein, un ancien disciple d'Engels. Elle avait bénéficié d'une sympathie non négligeable de la part de certains permanents du parti, en particulier en Allemagne du Sud où les sociaux-démocrates avaient davantage d'occasions d'influencer les parlements locaux. Mais la direction nationale brisa la tentative « révisionniste ».

En 1907, la direction nationale elle-même sembla brièvement opérer un tournant à droite. Après que les partis monarchistes aient obtenu presque toutes les voix de la classe moyenne dans une consultation électorale où l'une des questions clés était la colonisation allemande de l'Afrique du Sud-Ouest, une section de la direction, comprenant Bebel, se mit à rechercher dans la terminologie marxiste des justifications à la « défense nationale » et même au colonialisme. Mais la formation d'un gouvernement de tous les partis bourgeois, y compris les « démocrates », devait bientôt révéler l'isolement des sociaux-démocrates et éliminer tout espoir de participer à des combinaisons parlementaires. « *La social-démocratie revint à la politique erfurtienne d'opposition pure, mais sans action* »⁸.

Le centre du parti défendait cette politique contre la gauche aussi bien que contre la droite. Il avait soutenu la gauche dans la discussion sur le « révisionnisme » de Bernstein. Mais lorsque la figure dirigeante de la gauche, Rosa Luxemburg, influencée par la vague de grèves de 1903-1906 et la révolution russe de 1905, soutint que le parti devait pousser pour des grèves de masse contre l'Etat, elle se retrouva face à une direction nationale qui utilisait toutes ses forces pour faire reprendre le travail. Et lorsque, après une nouvelle vague de grèves et d'affrontements entre la police et les manifestants en 1910-1912, elle reprit le même argument, ce fut le « pape du marxisme » lui-même qui empoigna la matraque contre elle.

Pourtant, aux yeux de ceux qui n'étaient pas introduits dans les manœuvres internes de la direction, le parti semblait toujours fidèle à la révolution socialiste. Lénine lui-même continua, jusqu'au déclenchement de la guerre en août 1914, à considérer Kautsky comme l'autorité par excellence en matière de marxisme.

La gauche révolutionnaire

Il y avait, dans le mouvement ouvrier allemand, une poignée d'individus qui, eux, étaient conscients des déficiences de la direction. La figure centrale en était l'exilée polonaise Rosa Luxemburg. Mais pour la plupart des militants du SPD, les critiques de la gauche semblaient plutôt lointaines. Après tout, n'importe quel activiste passait la plus grande partie de sa vie engagé dans ces mêmes activités routinières que la bureaucratie glorifiait. Il n'y avait, vu le bas niveau des

⁶ C E Schorske, *German Social Democracy 1905-1917* (Londres 1955) p. 53.

⁷ *Ibid.*, p. 6.

⁸ *Ibid.*

luttons, pas grand-chose d'autre à faire. Les activités essentielles de Rosa Luxemburg elle-même n'étaient pas si différentes – donner des leçons de marxisme dans l'école du parti, écrire pour les journaux du parti, faire de la propagande dans les campagnes électorales, débattre dans les réunions internes et les conférences du parti.

Il est clair que Rosa Luxemburg se sentait impuissante à changer les choses. Le nombre de personnes qui partageaient ses doutes extrêmes sur la direction était très restreint, et elle sentait bien que ses opinions ne pouvaient obtenir aucun soutien de masse. Dans de telles conditions, sa plus grande peur était qu'elle et ses partisans fussent coupés de la masse des travailleurs regroupée au sein des organisations social-démocrates. Une telle séparation, pensait-elle, serait la plus grossière erreur imaginable. De telle sorte qu'elle s'opposait à toute idée selon laquelle l'aile radicale de la social-démocratie devrait former sa propre organisation, à l'intérieur ou à l'extérieur du parti. Comme l'a indiqué un de ses biographes,

même les historiens communistes postérieurs, recherchant avec acharnement des traces de l'émergence d'une organisation d'extrême gauche avant la guerre, n'ont pas été capables d'affirmer l'existence d'un groupe radical organisé. Par tempérament aussi bien que par nécessité, Rosa Luxemburg agissait en tant qu'individu, sous sa responsabilité personnelle.⁹

Au lieu d'organiser un tel groupe, le seul espoir qu'elle entrevoyait était d'attendre qu'un jaillissement massif et spontané des luttes de la classe ouvrière vienne briser la passivité satisfaite de l'appareil social-démocrate. Elle écrivait à son amie Clara Zetkin, dirigeante du mouvement féministe social-démocrate, en 1907 :

La timidité et la petitesse de tout le régime de notre parti m'apparaît plus brutalement et plus douloureusement que jamais. Mais je ne suis pas aussi énervée que toi par ces choses, parce que j'ai déjà vu avec une clarté effrayante que ni ces choses ni ces gens ne peuvent être changés tant que la situation n'a pas changé profondément – et même alors, (...) nous aurons à prendre en compte l'inévitable résistance de ces gens si nous voulons mener les masses vers l'avant. (...) Ce sont des tâches, qu'il faut compter en longues années !¹⁰

Les éléments de gauche furent forcés de se secouer un peu dans les années postérieures à 1910, alors que la renaissance de la lutte des classes donnait à leurs arguments une signification concrète et que le centre du parti commençait à les attaquer sérieusement. Un réseau informel commença à se développer dans le parti, regroupant des gens qui étaient plus ou moins d'accord, qui votaient ensemble dans les réunions et les conférences du parti, et qui essayaient de faire passer dans les journaux locaux du parti des articles des dirigeants de la gauche. L'intensification du débat dans le parti amena même Rosa et ses amis à former, vers la fin de 1913, une revue hebdomadaire dans laquelle ils donnaient une expression à leurs idées.

Mais c'était encore loin d'être une fraction organisée. Il n'y avait pas, autour de la revue, de corps discipliné d'adhérents discutant des relations entre leur théorie et leur pratique, établissant des critères d'appartenance. Au premier test sérieux, le réseau devait s'avérer complètement inadéquat. Certains de ses membres virèrent immédiatement à droite ; la majorité manquait d'une direction centrale pour l'intervention et l'organisation. Mais ce n'était pas tout. La dépendance envers le Parti Social-Démocrate en tant qu'organisation de la classe ouvrière signifiait l'acceptation de ses normes disciplinaires, au point qu'en 1912 Rosa Luxemburg était prête à en appeler au centre du parti dans un effort pour faire exclure un autre révolutionnaire polonais en exil, Radek, pour de prétendues infractions à la discipline à Varsovie sept ans plus tôt. Un dégât collatéral de cet épisode a été l'intensification des soupçons et de l'hostilité dans différentes sections de la gauche.

Rosa Luxemburg était une grande révolutionnaire. Mais le prix à payer pour n'avoir pas réussi à réunir ses partisans en une force cohésive minimale avant 1914 allait être élevé.

L'Allemagne en 1914

D'un côté, l'Etat prussien, Etat capitaliste avec des composantes féodales, piloté par des politiciens réactionnaires issus de l'aristocratie foncière ; de l'autre, le mouvement social-démocrate de la classe ouvrière, prêchant une doctrine révolutionnaire mais infiniment peu révolutionnaire dans la pratique, avec seulement une minorité inorganisée de radicaux conscients de la contradiction – voilà les acteurs qui devaient jouer les rôles principaux dans les grands soulèvements d'après-guerre. Mais avant d'assister au déroulement du drame, examinons brièvement la scène sur laquelle il s'est joué.

On considère en général l'Allemagne de 1914 comme un pays industriel avancé, et il l'était – selon les critères de l'époque. C'était la seconde puissance industrielle mondiale, avec d'énormes usines de génie électrique à Berlin, des hauts fourneaux et des aciéries géantes dans la Ruhr, des mines en Allemagne centrale et dans la Ruhr, des chantiers navals et des ports à Hambourg et à Brême, ainsi qu'une importante industrie textile en Saxe. Mais, selon les critères

⁹ Peter Nettl, *Rosa Luxemburg* (Londres 1966) p. 460.

¹⁰ Paul Frölich, *Rosa Luxemburg. Gedanke und Tat*, Berlin 1990, pp. 165-166.

d'aujourd'hui, l'Allemagne était encore relativement arriérée. Un tiers de la population vivait toujours à la campagne. L'est, une zone qui devait plus tard être incorporée en grande partie à l'URSS et à la Pologne, était dominé par de vastes domaines fonciers et le Sud par des paysans petits et moyens à l'esprit conservateur. La plus grande partie de l'industrie n'était pas ce que nous appellerions aujourd'hui de grande échelle. La production de masse, avec ses chaînes de montage et ses armées d'ouvriers « spécialisés », commençait à peine à apparaître, et la plus grande partie de la production était encore assurée par des firmes locales employant tout au plus quelques centaines de salariés.

Il est significatif que la plus grande usine allemande de la période révolutionnaire, les chantiers de la Leuna près de Halle, n'ait été construite qu'en 1916. Des 11 millions de travailleurs industriels, seulement 1 370 000 étaient employés par des firmes comptant plus de 1 000 ouvriers.¹¹ La plupart des travailleurs vivaient encore dans des petites villes ou même des villages industrialisés, plutôt que dans des grandes villes, et subissaient la pression de l'opinion publique petite-bourgeoise locale. C'était encore l'exception plutôt que la règle que des femmes de la classe ouvrière travaillent dans la production : dans la ville industrielle de Remscheid une proportion significative d'entre elles continuaient à se louer comme « gens de maison ».¹²

Ce n'était pas une situation immobile. Les petites firmes étaient dépassées par la croissance des cartels ou des trusts géants, qui inauguraient l'intégration verticale de secteurs entiers de l'industrie. De grandes usines remplaçaient les petites : à Remscheid, en 1890 60 % des ouvriers travaillaient dans des usines de moins de 50 salariés ; en 1912, 60 % travaillaient dans des usines de *plus* de 50 ouvriers. De nouveaux complexes industriels gigantesques se développaient, dans lesquels les anciennes qualifications ne valaient souvent plus rien : trois grandes entreprises de la ville de Hamborn, dans la Ruhr, employaient en 1900 10 000 ouvriers ; en 1913, elles en employaient 30 000.¹³

Tous ces changements s'étaient opérés en quelques décennies sans que la structure fondamentale de la société allemande ne soit remise en cause. L'expansion réussie du capitalisme allemand lui avait permis de faire suffisamment de concessions aux différentes sections de la population pour s'assurer des décennies de paix sociale. En 1914, la révolution semblait la perspective la plus éloignée qui soit. Mais le succès même du capitalisme allemand avait pour effet inévitable de déstabiliser l'environnement international dans lequel il existait. Les capitalismes britannique et français, même s'ils étaient plus faibles économiquement, avaient des présences globales plus fortes, avec des empires sur lesquels « le soleil ne se couchait jamais ». Des sections du capital allemand voulaient s'étendre au delà des frontières nationales de façon similaire. Les classes dirigeantes française et britannique cherchaient à protéger leurs biens par une alliance avec la Russie tsariste contre l'Allemagne et ses alliés, l'Autriche-Hongrie et l'empire ottoman déclinant. Les impérialismes rivaux luttaient contre leur influence réciproque au Maroc, en Afrique orientale et méridionale, au Moyen-orient, et surtout en Europe du sud-est. A un moment donné, la friction des forces locales allait nécessairement produire une étincelle qui mettrait le feu aux poudres dans les centres impérialistes rivaux.

L'explosion vint lorsqu'un nationaliste serbe assassina un archiduc autrichien. L'Autriche prit des mesures de rétorsion contre la Serbie, la Russie soutint les Serbes ; l'Allemagne s'empressa de soutenir l'Autriche, la France soutint la Russie ; l'Angleterre prit prétexte d'un traité de 80 ans avec la Belgique pour s'engager aux côtés de la France dans l'espoir de remettre l'Allemagne à sa place. Les quarante-quatre années d'expansion capitaliste « pacifique » avaient été en réalité la période de gestation de la plus horrible guerre que l'humanité ait connu jusque là. L'environnement stable qui avait conditionné la pensée aussi bien de l'Etat prussien que du mouvement ouvrier allemand avait volé en éclats.

11 J Barrington Moore, *Injustice : the Social Bases of Obedience and Revolt* (Londres 1978) fournit une masse de chiffres – c'est à peu près tout ce qu'il y a de valable dans le livre. Voir aussi K H Roth, *Die « andere » Arbeiterbewegung* (Francfort 1976) p. 35.

12 Erhard Lucas, *Zwei Formen Arbeiterradikalismus in der Deutschen Arbeiterbewegung* (Francfort 1976) p. 35.

13 *Ibid.*, pp. 35-36.

Chapitre 2 – Le 4 août 1914

Le prolétariat allemand possédant la conscience de classe (...) élève une protestation passionnée contre cette machination criminelle des fauteurs de guerre. (...) Pas une goutte du sang d'un seul soldat allemand ne doit être sacrifiée à la soif de pouvoir des dirigeants autrichiens, aux intérêts des profits impérialistes.¹

Pour notre peuple et son développement pacifique beaucoup, sinon tout, est en jeu dans l'éventualité d'une victoire du despotisme russe (...). Il s'agit d'éloigner ce danger, de sauvegarder la civilisation et l'indépendance de notre pays. (...) Nous ne laisserons pas notre propre patrie en difficulté à l'heure du danger.²

Dix jours séparent ces deux déclarations du Parti Social-démocrate Allemand, dix jours qui ont vu la menace autrichienne d'écraser la Serbie se transformer en guerre mondiale, dix jours qui ont commencé avec l'organisation par les sociaux-démocrates de 27 meetings contre la guerre dans la seule ville de Berlin, et qui se sont achevés avec la déclaration du vice-président du parti, Hugo Haase, proclamant au Reichstag que son parti voterait les crédits de guerre du gouvernement.

Haase lui-même, ainsi que 13 autres des 92 députés du SPD au Reichstag, s'était opposé, dans une réunion fermée de la direction du parti, au vote des crédits de guerre. Mais leur conviction que le SPD était l'organisation par excellence de la classe ouvrière les conduisit à se comporter de façon disciplinée – et, dans le cas de Haase, à aller jusqu'à lire la déclaration de la majorité. Ce n'est qu'en novembre qu'un membre isolé du parti, Karl Liebknecht, se décida à défier la discipline du parti et à montrer publiquement qu'il existait une opposition à la guerre en votant contre les crédits.

Hors du parlement, ceux qui s'étaient entassés dans les meetings contre la guerre furent, soit emportés par la vague de chauvinisme exacerbé qui déferlait, soit relégués dans les marges de la vie politique par son impact. Il régnait dans les rues une excitation frénétique. La foule braillait des chants patriotiques. De folles rumeurs étaient répandues par des groupes hystériques, qui partaient à la chasse des « espions russes » ou des « poseurs de bombes français ». Les jeunes gens étaient dévorés d'impatience de partir au front.

Les rares socialistes qui persistaient à s'opposer à la guerre se retrouvèrent isolés et pleins de confusion, ne sachant pas qui était d'accord avec eux, ayant peur d'exprimer leur opinion dans l'atmosphère de lynchage ambiante et face aux nouveaux décrets relatifs aux paroles « séditeuses ». Dans les organisations de la classe ouvrière, les éléments les plus chauvins donnaient le ton. Le vote des crédits par le SPD fut accompagné de la proclamation d'une « trêve sociale » par les syndicats. La plupart de ceux qui avaient des doutes sur la guerre les gardaient pour eux, ou tentaient de formuler une distinction entre une guerre « de défense nationale », qu'ils soutenaient, et des visées expansionnistes, auxquelles ils s'opposaient. Ceux qui contrastaient le plus complètement avec le bellicisme des dirigeants du SPD – Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Karl Liebknecht, l'historien marxiste vieillissant Franz Mehring, et une poignée d'autres – se retrouvaient sans partisans ou sans moyens de faire connaître leur opinion.

Rosa Luxemburg et Clara Zetkin souffrirent toutes deux d'une prostration nerveuse et furent à un moment proches du suicide. Ensemble, elles essayèrent, les 2 et 3 août, d'organiser une agitation contre la guerre ; elles contactèrent 20 membres du SPD dont les opinions radicales étaient connues, mais elles n'obtinrent que le soutien de Liebknecht et de Mehring. (...) Rosa envoya 300 télégrammes à des responsables locaux qu'on pensait oppositionnels, leur demandant quelle était leur attitude vis-à-vis du vote [au Reichstag] et les invita à Berlin pour une conférence urgente. Les résultats furent pitoyables. Seule Clara Zetkin répondit immédiatement pour exprimer son soutien sans réserve.³

Ils ne purent donner un avis public de leur opposition avant septembre – et seulement un paragraphe dans un journal suisse, disant qu'il existait une opposition qui ne pouvait faire connaître ses vues à cause de la loi martiale. En Allemagne même, avant que Liebknecht ne vote et ne s'exprime contre les crédits de guerre au début de décembre, le point de vue révolutionnaire contre la guerre n'avait pas été entendu en public :

Cette guerre (...) n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination capitaliste du marché mondial (...) Le mot d'ordre allemand : « Contre le tsarisme » tout comme le mot d'ordre anglais et français : « Contre le militarisme », a servi de moyen pour mettre en mouvement les instincts les plus nobles, les traditions et

1 [Appel de la direction du Parti Social-Démocrate](#), 25 juillet 1914.

2 [Intervention du député social-démocrate Hugo Haase au Reichstag](#), 4 août 1914.

3 Nettl, Rosa Luxemburg, p. 610.

*les espérances révolutionnaires du peuple au profit de la haine contre les peuples.*⁴

La voix de Liebknecht était isolée. Les rédacteurs en chef d'un ou deux journaux sociaux-démocrates de province montrèrent une certaine opposition à la guerre – et perdirent leur emploi. Autrement, seule une poignée de socialistes se joignit à Luxemburg et à Liebknecht. De plus, leurs partisans étaient décimés par l'Etat : Rosa fut bientôt mise en prison, et Liebknecht envoyé au front, bien qu'il eût plus de quarante ans, puis emprisonné.

Mais la guerre elle-même commençait à modifier le sentiment populaire. Elle s'éternisait mois après mois, année après année. Les soldats en permission ramenaient les histoires des horreurs de la guerre de tranchées. L'enthousiasme des masses pour la guerre commençait à se dissiper.

Dès 1915, Rosa Luxemburg pouvait en effet écrire :

La scène a changé fondamentalement. La marche de six semaines sur Paris a pris les proportions d'un drame mondial ; l'immense boucherie est devenue une affaire quotidienne, épuisante et monotone, sans que la solution, dans quelque sens que ce soit, ait progressé d'un pouce. La politique bourgeoise est coincée, prise à son propre piège : on ne peut plus se passer des esprits que l'on a évoqués.

Finie l'ivresse. Fini le vacarme patriotique dans les rues, la chasse aux automobiles en or ; les faux télégrammes successifs ; on ne parle plus de fontaines contaminées par des bacilles du choléra. (...) finis les débordements d'une foule qui flairait partout l'espion ; finie la cohue tumultueuse dans les cafés où on était assourdi de musique et de chants patriotiques...

*Le spectacle est terminé. (...) L'allégresse bruyante des jeunes filles courant le long des convois ne fait plus d'escorte aux trains de réservistes et ces derniers ne saluent plus la foule en se penchant depuis les fenêtres de leur wagon, un sourire joyeux aux lèvres ; silencieux, leur carton sous le bras, ils trottaient dans les rues où une foule aux visages chagrinés vaque à ses occupations quotidiennes.*⁵

Il n'y avait pas que l'enthousiasme qui était perdu. La guerre détruisait les conditions même qui avait si longtemps permis l'adaptation du mouvement ouvrier à l'Etat prussien.

L'impact économique et social de la guerre

Lorsque la guerre a commencé, les politiciens et les généraux des deux camps pensaient qu'elle serait terminée en quelques mois. Schlieffen, le premier chef d'état-major allemand, considérait une guerre longue comme « *inconcevable* ». Son successeur, Moltke, était un peu moins optimiste : il n'excluait pas la « *possibilité* » que la guerre dure deux ans. Tous les calculs économiques du gouvernement tablaient sur une guerre de neuf mois.⁶ De telle sorte qu'aucun préparatif n'avait été fait pour assumer le fardeau économique d'une guerre qui durait, consommant une quantité inouïe de munitions, et dans laquelle chaque camp recourait de plus à plus au blocus pour essayer de briser l'économie de l'adversaire.

Les problèmes liés à la guerre économique dans un conflit à caractère « industriel » n'avaient même pas fait l'objet d'un commencement d'anticipation.⁷

En même temps que les armées ennemies étaient embourbées dans les champs du nord de la France, l'économie allemande dans son ensemble devait être mise à contribution pour alimenter la machine de guerre. La première victime fut le niveau de vie des salariés. Les approvisionnements alimentaires diminuèrent fortement, en partie à cause du blocus, mais aussi, et surtout, à cause de la conscription de la main d'œuvre agricole dans les forces armées. A la fin de 1916, la ration de viande était tombée à moins du tiers de la moyenne d'avant-guerre, les œufs à un cinquième, la ration de pain à près de la moitié, et le lait ne pouvait plus être obtenu qu'au marché noir. La ration hebdomadaire de la plupart des travailleurs était limitée à quatre livres de pain, cent grammes de beurre et une demie livre de viande. Sa valeur calorique – 1 313 – était égale à la moitié des besoins normaux d'un adulte.

On toucha le fond pendant l'hiver 1916-17, quand l'approvisionnement des villes fut interrompu. Pendant « l'hiver des navets », les éléments de base de l'alimentation furent remplacés – par du pain de navet, de la confiture de navet, et même du café de navet. La faim frappait la plupart des quartiers ouvriers. Dans son sillage, la moindre épidémie faisait des ravages : la ville de Hamborn connut 854 cas de typhus en 1917.

En quelques mois, la vie de la classe ouvrière allemande fut transformée. Quarante ans de lente amélioration avaient cédé la place à une détérioration cauchemardesque.

⁴ [Déclaration de Karl Liebknecht au Reichstag](#), 2 décembre 1914.

⁵ Rosa Luxemburg, [La crise de la social-démocratie](#) – la « *brochure de Junius* », Editions La Taupe (Paris 1970) pp. 53-54.

⁶ Hardach, *The First World War* (Londres 1977) p. 56.

⁷ Ibid.

Ce n'était pas seulement les conditions matérielles qui avaient souffert. Des millions de travailleurs avaient été, bien sûr, envoyés au front. Ceux qui restaient dans les villes découvrirent que les maigres droits civiques qui avaient été arrachés à l'Etat dans les décennies passées avaient disparu du fait des règlements du temps de guerre relatifs à la sédition. Une *Loi sur le service patriotique* (« [Hilfdienstgesetz](#) ») votée fin 1916 organisait la conscription industrielle des travailleurs de sexe masculin, les liait à leurs employeurs et les soumettait aux juridictions militaires. Les cercles conservateurs et les industriels accueillirent la loi comme le premier pas vers une dictature militaire directe des nouveaux chefs des forces armées, Hindenburg et Ludendorff.

La structure même de la vie quotidienne fut transformée par la guerre. Comme des millions d'hommes étaient dans l'armée, ils furent remplacés dans les usines par des femmes, de telle sorte qu'en 1916 la force de travail industrielle était constituée de 4,3 millions de femmes et de 4,7 millions d'hommes⁸. Le gouvernement décida qu'il n'y avait pas besoin d'imposer la conscription industrielle aux femmes, dans la mesure où la faim les poussait de toute manière à chercher du travail. Dans les mines et les aciéries de la Ruhr, les déportés étrangers et les prisonniers de guerre en vinrent à former un cinquième ou même un quart de la force de travail.

L'effet immédiat de ces changements fut d'accroître la confusion dans la classe ouvrière et d'affaiblir son organisation interne. En même temps que les vieux militants (pas moins des trois quarts des membres masculins du SPD) étaient envoyés au front et remplacés par des travailleurs nouveaux et inexpérimentés, les effectifs des organisations social-démocrates et des syndicats tombèrent de plus d'une moitié⁹. La tâche de ceux qui voulaient argumenter contre la guerre dans ces organisations était très difficile, même après la retombée de l'enthousiasme guerrier des premiers temps.

Mais l'effet cumulatif de l'économie de guerre était de créer un potentiel plus grand que jamais pour l'organisation de la classe ouvrière. L'Allemagne de 1914 était encore, selon les critères d'aujourd'hui, un pays où les usines étaient relativement petites et la production relativement sous-développée. Désormais, les décrets gouvernementaux fermaient les petites usines et concentraient la production dans des installations modernes plus grandes et plus efficaces. Dans une usine après l'autre, les techniques que nous associons à la production de masse – la division des tâches individuelles « qualifiées » en une multiplicité de tâches « spécialisées » – devinrent la norme pour la première fois.

La cheville ouvrière de la social-démocratie d'avant-guerre avait été en grande partie les travailleurs qualifiés dans des industries comme la métallurgie, où les syndicats étaient les plus forts. Par dessus tout, leur expérience dans l'obtention d'augmentations de salaire avait fourni la base matérielle du réformisme dans la pratique de la social-démocratie. Désormais, à l'intérieur de l'usine les travailleurs qualifiés étaient menacés par de nouvelles formes de discipline industrielle, même s'ils étaient les mieux placés pour éviter le front du fait de leur importance pour l'industrie de guerre. De plus, ils ressentirent vraiment l'impact de la guerre sur le niveau de vie. Jusqu'en 1914, du fait de barèmes différentiels, leur vie était plus facile que celle des ouvriers non qualifiés. Maintenant tous les ouvriers étaient réduits à la ration minimale nécessaire à la survie physique¹⁰.

La guerre avait détruit beaucoup des liens qui avaient uni les travailleurs organisés, mais en même temps elle concentrait la classe ouvrière dans des unités de production de plus en plus grandes, créant une nouvelle uniformité de conditions d'existence pour la classe. Si l'effet immédiat était de rendre l'organisation contre la guerre pratiquement impossible, l'effet à long terme était de créer une nouvelle base pour l'organisation révolutionnaire, à la fois dans les secteurs traditionnellement influencés par la social-démocratie et dans des secteurs nouveaux, à l'écart de son influence.

Les premières secousses

Pour une minorité de travailleurs, la perte d'enthousiasme pour la guerre commençait à se transformer en colère face à ses résultats.

Durant l'année 1915, il y eut à nouveau des manifestations dans les rues. Mais ce n'était plus les défilés patriotiques comme en août 1914. (...) L'enthousiasme s'était évaporé. On ne cherchait plus d'espions, mais du pain. Ici et là la faim poussait les masses, en particulier les femmes, dans la rue. (...) Au cours de l'année il y eut à Berlin quelques manifestations pour la paix, auxquelles d'abord quelques centaines de participants, puis quelques milliers de personnes participèrent. Mais ces nombres relativement modestes à cette époque, alors que chacun subissait le joug de la dictature militaire, avaient une signification immense.¹¹

Certaines manifestations étaient des explosions plus ou moins spontanées de la part de groupes inorganisés, le plus souvent des femmes : la colère éclatait lorsqu'un magasin n'avait plus de nourriture, ou augmentait ses prix, ou lorsque les rationnements étaient brusquement réduits. Il y eut une vague de « manifestations » de ce type pendant l'hiver

8 K H Roth, *Die « andere » Arbeiterbewegung* (Munich 1974) p. 40.

9 E Bevan, op. cit., p. 229.

10 Pour des chiffres, voir G Bry, *Wages in Germany 1871-1945* (Princeton 1960) pp. 83-84.

11 *Illustrierte Geschichte der Deutschen Revolution*, par Paul Frölich et autres (Berlin 1929/réédition Francfort sur le Main 1970) p. 134.

1915-16, et à nouveau l'hiver suivant, qui menaient souvent à des affrontements entre des travailleurs « apolitiques » et la police.

Mais il y avait aussi des manifestations plus ouvertement politiques. Le changement dans le sentiment populaire donnait un courage nouveau à ceux qui s'étaient opposés à la guerre au sein de la social-démocratie. Dans des réunions du SPD, certains exigeaient que leur député au Reichstag vote contre les crédits de guerre et que le journal local lance la discussion sur la guerre. Par exemple, à Brême en 1915 la gauche ne comptait que 15 personnes et ne tenait que des discussions privées. Pendant l'hiver de 1915-16 il y avait des assemblées générales du parti local, réunissant jusqu'à 1 100 participants (le quart des effectifs totaux), où des opinions sur la guerre étaient ouvertement exprimées¹². A Berlin, la gauche était assez forte pour que le groupe de Luxemburg et Liebknecht, l'Internationale, puisse appeler à une manifestation le Premier Mai 1916 : Liebknecht fut arrêté alors qu'il commençait à parler à plusieurs milliers de travailleurs et de jeunes gens. Le jour de son procès, 55 000 travailleurs se mirent en grève de solidarité. Désormais Liebknecht n'était plus une voix solitaire, y compris au Reichstag : en décembre 1915, 19 autres députés le rejoignirent dans l'opposition aux crédits de guerre.

Le sentiment antiguerre fut renforcé par le fait que les cercles militaires et industriels faisaient de moins en moins mystère de leurs buts de guerre. La préservation des anciennes frontières de l'Allemagne n'était plus de nature à les satisfaire. Ils exigeaient l'incorporation dans le Reich de la Belgique et du nord de la France, la mise en place d'un gouvernement fantoche en Pologne et « l'hégémonie » sur les autres Etats d'Europe centrale et orientale. Lorsque Hindenburg et Ludendorff reçurent le commandement des forces armées (et de l'économie de guerre) en été 1916, les militaires et les industriels prirent les choses en mains de plus en plus ouvertement – même si le gouvernement n'approuvait pas formellement leurs buts de peur d'indisposer son allié austro-hongrois (leur but était « l'hégématisation » de l'Autriche-Hongrie).

Les arguments des dirigeants sociaux-démocrates de droite parlant de « *guerre de défense nationale* » sonnaient encore plus creux après l'effondrement du tsarisme en Russie sous les coups de la Révolution de Février 1917. La « *tyrannie russe* » ne pouvait plus être présentée comme une menace – pour une minorité croissante de travailleurs, la véritable menace était la politique de guerre expansionniste de l'Etat prussien et du grand capital.

Avril 1917 vit une grève des métallos contre une réduction de la ration de pain avec la participation de 200 000 travailleurs, dirigée par des opposants à la guerre. Des mouvements spontanés contre la pénurie alimentaire commençaient à fusionner avec l'opposition politique à la guerre. Mais commençaient seulement.

Les événements de l'été 1917 et du début de 1918 montrèrent à la fois l'impact potentiel d'un mécontentement qui fermentait spontanément – et les limitations politiques internes qu'il avait encore à surmonter.

La structure de classe de la société allemande était parfaitement reflétée dans les rapports entre les officiers et les hommes dans les forces armées. Les privilèges des officiers contrastaient de façon permanente avec les maigres rations et la discipline sévère imposées aux rangs subalternes. Au front, la camaraderie qui résultait du danger partagé émuissait souvent la colère issue de cette situation. Ce n'était pas le cas dans la flotte, qui, craignant une confrontation directe avec les navires britanniques en haute mer, restait prudemment à l'abri dans les ports de la côte nord-ouest.

*Les hommes trimaient comme des esclaves et faisaient perpétuellement l'exercice, pendant que les officiers soignaient leurs ongles et peignaient leurs chevelures. La différence entre les conditions d'existence des officiers et des hommes était soulignée par leur proximité étroite à bord des navires. L'équipage voyait que ses supérieurs mangeaient mieux, allaient à terre quand cela leur plaisait, et avaient des clubs de loisirs spéciaux...*¹³

Le ressentiment fit place à l'organisation lorsque les rations furent réduites au minimum à la suite de « l'hiver des navets ». Un mouvement pour l'élection de « comités alimentaires » vit le jour. Les marins sentaient qu'ils pouvaient construire quelque chose de proche d'une organisation syndicale, et il y eut des grèves de la faim et des arrêts de travail, en juin et juillet 1917, exigeant la reconnaissance de ces comités. Mais, au début d'août, les autorités arrêtaient un certain nombre de marins. L'équipage d'un navire entama une action de protestation, mais l'abandonna aussitôt. Leurs notions syndicalistes passives d'action étaient impuissantes contre la force armée de l'Etat et sa justice militaire. Le mouvement s'effondra. Deux de ses dirigeants furent fusillés ; les autres se virent infliger un total de 360 ans de travaux forcés.

Les matelots avaient appris à la dure une amère leçon : on ne peut pas lutter contre un appareil militaire avec des protestations pacifiques, « apolitiques ». Ils devaient se rappeler cette leçon 14 mois plus tard. Mais elle devait d'abord être apprise par les travailleurs de Berlin.

12 E Lucas, *Die Sozialdemokratie in Bremen während des ersten Weltkrieges* (Brême 1969) p. 45.

13 Daniel Horn, *Mutiny on the High Seas* (Londres 1973) p. 33. Pour une vision différente, voir *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, pp. 157-160.

Les grèves de janvier

Le mécontentement croissant contre la guerre se focalisa politiquement en novembre 1917. Les bolcheviks établissaient un nouveau pouvoir en Russie, basé sur les soviets – des conseils d'ouvriers et de soldats. Ils proposaient aux puissances qui étaient en guerre contre la Russie un armistice immédiat, préalable à une paix permanente « sans annexions ni indemnités », publiaient les traités secrets qui avaient abouti à la guerre, et renonçaient aux possessions coloniales de la Russie tsariste.

Le nouveau gouvernement de la Russie avait désespérément besoin de la paix. Mais il ne croyait pas que les dirigeants de l'Allemagne impériale ou de l'Autriche-Hongrie pouvaient accepter de telles conditions – ils étaient entrés en guerre parce qu'ils étaient poussés économiquement de se saisir de portions de plus en plus grandes de la planète. Ce qu'ils croyaient, par contre, c'était que l'appel à la paix amènerait les peuples du monde – en particulier en Allemagne – à se retourner contre leurs vieux gouvernements capitalistes. La révolution à l'étranger devait produire la paix et l'assistance internationale nécessaire pour stabiliser le pouvoir des soviets dans la Russie arriérée.

La révolution avait à peine triomphé en Russie que les bolcheviks s'employaient à la répandre au dehors. Ils commencèrent à publier *Die Fackel* (La Torche), un journal destiné aux soldats allemands des tranchées du front oriental. Il fut imprimé 500 000 exemplaires de chaque numéro.

La hiérarchie militaire allemande considéra l'offre de paix des Russes comme une chance d'agrandir encore plus l'empire germanique. Ils envoyèrent des représentants négocier avec les bolcheviks dans la ville de Brest-Litovsk – pour y exiger qu'une énorme portion de l'ancien empire des tsars soit convertie en Etats nominalement indépendants qui deviendraient, en fait, des « protectorats » allemands.

Mais les négociateurs russes s'adressaient autant aux travailleurs allemands qu'au Haut commandement. Lorsque Trotsky arriva à Brest-Litovsk à la fin de décembre 1917, il était accompagné par un Austro-Polonais qui avait été un révolutionnaire actif en Allemagne avant la guerre – Karl Radek. « *Radek, sous les yeux des diplomates et des officiers rassemblés sur le quai pour les accueillir, se mit à distribuer des brochures aux soldats allemands.* »¹⁴

Les négociations de Brest-Litovsk échouèrent face aux exigences germaniques d'annexions, et la Russie révolutionnaire dut assister impuissante à l'avance des troupes allemandes. Mais des nouvelles des déclarations bolcheviks commençaient à parvenir aux opposants à la guerre en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Karl Liebknecht écrivit de sa cellule :

*Grâce aux délégués russes, Brest est devenu une tribune révolutionnaire qui retentit loin. Il a dénoncé les puissances de l'Europe centrale, il a révélé l'esprit de brigandage, de mensonge, d'astuce et d'hypocrisie de l'Allemagne.*¹⁵

Dans la première quinzaine de janvier, les membres d'un petit groupe révolutionnaire allemand, la Ligue Spartakus (anciennement le groupe l'Internationale), distribua des tracts appelant à une grève générale sur la question de la paix. D'autres opposants « modérés » à la guerre, comme le dirigeant social-démocrate dissident Haase, appelèrent à une grève de trois jours.

Mais, en même temps que ces préparatifs étaient en cours, des nouvelles d'événements importants arrivèrent de l'empire austro-hongrois voisin. Le 14 janvier, les ouvriers de l'usine Daimler, dans la ville autrichienne de Wiener Neustadt, se mirent en grève contre une réduction de la ration alimentaire. A peu près en même temps, les travailleurs de l'usine de munitions Csepsel de Budapest cessèrent le travail. En l'espace de deux jours, les usines des deux villes étaient paralysées. Les sociaux-démocrates autrichiens estimaient que deux cent cinquante mille travailleurs étaient en grève dans la seule région de Vienne.¹⁶

Mais ce n'était pas tout. A Vienne, des conseils ouvriers furent élus, qui exigeaient l'abolition de la censure, la fin de la loi martiale, la journée de huit heures et la libération du socialiste antiguerre emprisonné Friedrich Adler.

La grève ne dura pas plus d'une semaine. Mais elle avait été la protestation la plus importante jusque là contre les effets de la guerre. Il n'a pas fallu longtemps pour que ce qui s'était passé en Autriche germanophone trouve un écho à Berlin.

La Ligue Spartakus y distribua un tract décrivant « *des conseils ouvriers viennois sur le modèle russe* » et proclamant « *le lundi 28 janvier le début de la grève de masse* ». ¹⁷ Cet appel a été repris par une assemblée des membres de la section des tourneurs du syndicat des ouvriers métallurgistes. L'un des responsables de la section était le socialiste antiguerre Richard Müller et, sur sa proposition, ils votèrent pour la grève le lundi et pour la direction de l'action par des délégués élus dans des assemblées générales.

14 Isaac Deutscher, *Le prophète armé* (10/18) p. 80.

15 Cité in P Broué, *Révolution en Allemagne* (Paris 1971), p. 109.

16 Il y a différentes descriptions des grèves en Autriche, qui diffèrent sur des points de détail. Voir, par exemple, *ibid*, p. 111.

17 In *Dokumenten und Materialien zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung, (1914-45)* vol. 2 (Berlin Est 1957). Egalement sur Internet : http://germanhistorydocs.ghi-dc.org/pdf/deu/919_Januarstreiks_183.pdf

La grève allemande connut tout d'abord un grand succès. 400 000 ouvriers débrayèrent le premier jour et furent rejoints le lendemain par 100 000 de plus. Le mouvement s'étendit bien au delà des limites de la capitale et gagna Kiel, Hambourg, Dantzig (aujourd'hui Gdansk), Magdebourg, Nuremberg, la Ruhr, Munich, Cologne, Mannheim et Kassel.¹⁸ Au début aussi, l'organisation de la grève semblait parfaite. 414 délégués d'usine se rencontrèrent à Berlin et désignèrent un comité d'action de 11 personnes.

Mais les autorités ne restaient pas inactives. Elles dispersèrent la réunion suivante des délégués, interdirent les réunions de masse dans les usines et occupèrent les locaux syndicaux. Dès le mercredi, Berlin était couvert d'affiches officielles renforçant l'état de siège et annonçant des tribunaux militaires extraordinaires. Il y eut des affrontements entre les grévistes et la police, qui reçut le renfort de 5 000 policiers d'autres villes. Même le journal officiel, belliciste, des sociaux-démocrates, *Vorwärts*, fut interdit par les autorités pour avoir « répandu de fausses informations » - il indiquait le nombre des grévistes.

Les affrontements aggravaient l'amertume des masses. Un des dirigeants spartakistes, Jogiches, décrivit comment « après chaque affrontement » avec la police on entendait : « *Camarades, demain nous viendrons armés* ».¹⁹

Mais il y avait dans le mouvement de grève une faiblesse fondamentale. Les militants qui le dirigeaient n'avaient pas beaucoup réfléchi à l'action à entreprendre en cas de succès. Comme Jogiches l'écrivit peu de temps après, ils « *ne savaient pas quoi faire* [de l'énergie révolutionnaire] ».²⁰

Pour faire l'unité de toute la classe ouvrière dans la grève, le comité d'action avait insisté, face à une certaine opposition, sur la présence dans le comité de trois représentants du Parti Social Démocrate partisan de la guerre. Mais ces dirigeants n'avaient pour s'y joindre qu'une seule raison, comme ils devaient s'en expliquer plusieurs années après. Ebert était très clair : « *J'ai participé à la direction de la grève avec l'intention précise de faire cesser la grève le plus vite possible pour éviter des dommages au pays.* ».²¹ Son collègue Scheidemann ajoutait : « *Si nous n'avions pas participé au comité, le tribunal ne serait pas ici aujourd'hui* ».²²

Ebert et Scheidemann firent tout leur possible pour semer la confusion dans la grève. Ebert, par exemple, alla jusqu'à braver la loi en parlant dans une réunion interdite – mais seulement pour saper le mouvement d'une façon qui n'aurait pas été possible aux autorités militaires, en disant : « *C'est le devoir des travailleurs de soutenir leurs frères et leurs pères qui sont au front et de fabriquer les meilleures armes. (...) La victoire est le but le plus cher de tous les Allemands.* ».²³

Pour avoir parlé à cette réunion, le socialiste de gauche Dittmann se vit infliger une sentence de quatre ans de prison. Ebert, bien sûr, ne fut pas inquiété.

Les dirigeants sociaux-démocrates apportèrent la confusion au cœur même du comité d'action. Ils proposèrent de négocier avec le gouvernement sur les revendications purement *économiques* des grévistes – comme s'ils n'avaient pas eu des motivations politiques, aussi confuses fussent-elles. Les dirigeants de la grève n'étaient pas satisfaits de cette suggestion des sociaux-démocrates, mais n'avaient pas d'alternative claire. Ils admettaient que la guerre était la question centrale, même s'ils avaient utilisé des motifs économiques pour mobiliser les travailleurs. Mais pour mettre fin à la guerre ils avaient besoin d'action révolutionnaire aussi bien que de grèves – et ils ne s'y étaient pas préparés. Finalement, ils n'eurent pas d'autre choix que d'appeler à la reprise du travail, malgré le grand nombre de travailleurs qui avaient participé à la grève.

Le gouvernement saisit l'occasion que fournissait la démoralisation qui suivit pour décapiter le mouvement. De nombreux dirigeants grévistes furent arrêtés, et à Berlin un ouvrier sur dix fut envoyé au front. L'avant-garde du mouvement contre la guerre fut éloignée physiquement des usines berlinoises.

Comme pour les marins de Kiel l'été précédent, la grève fut défaite parce qu'elle essayait de mettre en œuvre des tactiques purement syndicales pour régler une question concernant le pouvoir militaire et politique. Comme l'a résumé Jogiches, « *Parce qu'on ne pouvait pas s'imaginer la vague de grèves comme quelque chose de plus qu'un simple mouvement de protestation, le comité de grève a essayé, sous l'influence des députés au Reichstag, d'entrer en négociations avec le gouvernement, plutôt que de refuser toute négociation et de diriger l'énergie des masses* ».²⁴

La gauche

Aucun de ces mouvements n'avait été dirigé par une organisation révolutionnaire. Des révolutionnaires individuels jouèrent un rôle à certains moments. Ils donnèrent une expression à la colère de beaucoup de travailleurs contre la faim,

18 Pour un récit de la grève de Berlin par un de ses dirigeants, voir Richard Müller, *Vom Kaiserreich zur Republik* vol. 1 (Berlin 1924) pp. 100-110.

19 Reproduit in *Dokumenten und Materialien* vol. 2, page 134.

20 Ibid.

21 Citations in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 152. Voir aussi R Müller, *op. cit.*, p. 110.

22 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 162.

23 Ibid.

24 *Dokumenten und Materialien* vol. 2.

les bas salaires et l'effusion de sang futile de la guerre. Mais ces travailleurs n'étaient pas eux-mêmes des socialistes révolutionnaires, pas plus qu'ils n'observaient la discipline d'une organisation révolutionnaire. Ils désiraient tout simplement un retour aux conditions d'avant-guerre. Ils gardaient une certaine confiance dans les dirigeants sociaux-démocrates, y compris lorsqu'ils faisaient grève contre la guerre que ces dirigeants soutenaient.

Le mécontentement croissant avait un impact sur l'organisation social-démocrate elle-même. Même les dirigeants les plus à droite, comme Ebert, ne pouvaient pas se désolidariser complètement des grands mouvements de grève. Ils savaient que ce faisant ils auraient perdu toute influence sur les masses – la seule influence, pensaient-ils, qui pouvait éviter un effondrement de « la loi et de l'ordre ».

Le changement dans le sentiment populaire avait un effet encore plus marquant sur les milliers de permanents subalternes du parti. Beaucoup d'entre eux n'avaient pas été, en 14, des enthousiastes de la guerre. Mais ils étaient membres d'un parti qui possédait des millions de marks, des centaines d'immeubles des syndicats et des coopératives, des douzaines de journaux quotidiens, des centaines d'employés. Tout cela, craignaient-ils, aurait été détruit par la répression si le parti s'était opposé à l'hystérie guerrière généralisée. Il était plus facile, à leurs yeux, de se comporter de façon « réaliste », d'accompagner l'humeur belliciste tout en résistant à ses pires excès. Alors ils soutenaient la guerre, mais s'opposaient aux appétits de l'état-major et des milieux d'affaires pour l'annexion d'immenses portions de territoires étrangers.

Trotsky, qui était à Vienne lorsque la guerre éclata, décrivit les attitudes à l'intérieur du parti social-démocrate local. Ce qu'il écrivait s'appliquait également à l'Allemagne :

Quelle fut l'attitude que je trouvai dans les cercles dirigeants de la social-démocratie autrichienne, à l'égard de la guerre ? Les uns s'en réjouissaient ouvertement. (...) Ils étaient au fond, organiquement, des nationalistes ; le léger vernis de culture socialiste dont ils étaient couverts tombait d'eux, et non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. (...) D'autres, et à leur tête Victor Adler, considéraient la guerre comme une catastrophe extérieure qu'il fallait savoir supporter. Cette passivité expectative ne servait cependant qu'à dissimuler l'aile du parti qui était activement nationaliste.²⁵

C'était exactement la situation dans le parti allemand. « L'acceptation à contre-cœur » y était abondamment répandue.

Mais maintenant que le sentiment antiguerre connaissait un regain de popularité, ces gens trouvèrent commode de faire connaître leurs doutes jusque là secrets. Ils pouvaient désormais le faire sans briser avec la mixture de couardise et de carriérisme qui les avait fait taire en 1914.

De telle sorte qu'en 1916 un courant commença à se développer dans le SPD en opposition à la direction va-t-en-guerre. L'humeur des travailleurs de base, qui en avaient assez de la guerre mais ne voulaient pas encore la révolution, trouvait sa contre-partie chez de nombreux permanents du parti, qui n'aimaient pas non plus la guerre et qui étaient aussi hostiles à la révolution qu'ils l'avaient toujours été.

Ce courant fut bientôt connu sous le nom de « centre » ou de « centriste », à cause de sa position à mi-chemin des dirigeants du parti et des éléments révolutionnaires regroupés autour de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Les dirigeants du centre voulaient la fin de la guerre – mais ils ne voulaient pas de grandes secousses sociales. Ils voyaient la paix comme le produit possible de la « bonne volonté » des puissances en lutte, et tendaient de plus en plus à mettre leurs espoirs dans la politique du président américain Woodrow Wilson. Ils prenaient soin de se distancier des slogans des spartakistes tels que : « *L'ennemi est dans notre propre pays* », « *La paix passe par la révolution socialiste* ». Ils proclamaient avec insistance qu'ils ne croyaient pas aux actes « séditieux », comme appeler les marins à se mutiner. Le maximum qu'il étaient prêts à faire était de fonctionner comme un groupe parlementaire distinct de la droite du SPD.

Mais la direction bureaucratique du SPD n'était pas disposée à tolérer quelque opposition que ce fût à sa politique favorable à la guerre, même aussi molle que celle-là. Elle lui retira les journaux sous son influence – et surtout le plus important d'entre eux, le quotidien berlinois *Vorwärts* – puis exclut en bloc la minorité au début de 1917, l'obligeant à former son propre parti, qu'elle le voulût ou non. Le Parti Social-Démocrate Indépendant (l'USPDD ou simplement les « Indépendants ») était né.

Ce n'était en aucune manière un parti révolutionnaire. Ses dirigeants n'étaient liés que par une chose – leur désir de voir la majorité du Parti Social-Démocrate cesser de soutenir la guerre. Sur la plupart des autres sujets, il y avait le même éventail de différences que celles qui existaient au SPD. Certains étaient pour la révolution, d'autres pour la réforme, la plupart préférant parler un langage révolutionnaire et agir de façon réformiste. Certains voulaient une fin négociée à la guerre, d'autres parlaient de la transformer en guerre civile.

De façon caractéristique, le parti fut rejoint par le théoricien principal de la social-démocratie d'avant-guerre, le « pape du marxisme » Karl Kautsky, et par celui du réformisme, le « révisionniste » Eduard Bernstein.

Mais le développement du nouveau parti était d'une extrême importance. Il emportait avec lui une bonne part du

25 L. Trotsky, *Ma vie* (Paris, Folio Gallimard 1953), p. 279.

vieil appareil du SPD – des douzaines de permanents, des députés au Reichstag et aux parlements d'Etat, des quotidiens, des dirigeants syndicaux, des bureaux et des salles de réunion. Surtout, c'était un parti légal, libre d'organiser des réunions publiques, même si c'était dans les limites de la censure et des lois sur la sédition. L'USPD fournissait un point de ralliement pour les aspirations de dizaines de milliers de personnes qui commençaient, même si c'était de façon hésitante, à critiquer la guerre. Six mois après la scission il pouvait revendiquer 120 000 membres, contre 150 000 dans le SPD.²⁶ Un grand nombre des dirigeants des grèves d'avril 1917 et de janvier 1918 étaient dans ses rangs ; et les marins révoltés d'août 1917 commençaient à s'identifier à lui et à prendre contact avec ses dirigeants locaux et nationaux.

Les vrais révolutionnaires étaient plus à gauche. A la place de la vague revendication de « paix » formulée par les Indépendants, ceux-ci parlaient de *révolution* comme seul moyen de mettre un terme à la guerre capitaliste. Mais il n'y avait autour d'eux que de petits groupes isolés d'activistes.

Il est vrai que Liebknecht était connu dans tout le pays, et admiré par beaucoup de monde aussi bien comme le député au Reichstag qui avait le premier parlé contre la guerre que comme victime de la persécution gouvernementale depuis lors. Mais la répression rendait pratiquement impossible à ses collègues d'expliquer en détail leurs opinions à des publics plus larges que des cercles restreints de travailleurs. Il fut lui-même envoyé au front, malgré son âge (il avait plus de quarante ans), puis emprisonné. Rosa Luxemburg elle aussi fut jetée en prison, et leurs contacts dans les usines furent les premiers à être persécutés et envoyés à la boucherie après la grève de janvier 1918.

Une estimation récente des forces (ou de la faiblesse !) de la gauche révolutionnaire indique que :

*Les révolutionnaires de Brême ne disposent plus d'un seul militant sur les chantiers ou dans les entreprises du port (...) A Berlin, le groupe spartakiste de la 6^e circonscription, qui s'étend sur Charlottenburg, Berlin-Moabit et jusqu'à Spandau, ne compte que sept membres. La direction spartakiste a été démantelée par les arrestations (...).*²⁷

La faiblesse numérique de la gauche révolutionnaire était aggravée par le fait qu'elle n'avait pas d'organisation nationale unique, mais au contraire était divisée en trois groupes distincts, qui n'étaient pas toujours d'accord.

Les dirigeants spartakistes – Rosa Luxemburg, Leo Jogiches, Franz Mehring, Clara Zetkin et Karl Liebknecht – adhéraient toujours à l'idée d'avant-guerre selon laquelle un petit groupe de révolutionnaires ne pouvait maintenir un contact vivant avec la majorité des travailleurs que s'il faisait partie d'une organisation plus grande. De telle sorte que les spartakistes restèrent dans l'USPD, même si leur politique était complètement différente de celle de la direction du parti. Ils pensaient que les travailleurs qui devenaient hostiles à la guerre ne seraient pas capables au début de faire la différence entre les bruits vaguement antiguerre émis par la direction des Indépendants et la position de Liebknecht, et qu'ils se tourneraient vers la plus importante force d'opposition, l'USPD. Les révolutionnaires pourraient établir des contacts avec ces travailleurs en étant à l'intérieur de l'USPD, où ils pourraient maintenir leur propre organisation, leur propre presse et leur propre discipline de fraction. Jogiches écrivait :

*Nous devons lutter pour les masses confuses ou toujours vacillantes qui suivent aujourd'hui l'AG [le groupe parlementaire des Indépendants]. (...) Et nous ne pouvons faire tout cela qu'à la condition de mener le combat à l'intérieur du parti et de ne pas mener des attaques sur l'AG depuis l'extérieur en tant qu'organisation complètement séparée.*²⁸

Une autre section de la gauche rejetait cette perspective. Basée essentiellement à Brême, elle était en relation avec les bolcheviks russes par l'intermédiaire d'un de ses membres d'avant-guerre, l'exilé polonais Radek, qui travaillait alors avec Lénine. Ce groupe était connu sous le nom de « radicaux de gauche » (plus tard les Communistes Internationaux d'Allemagne). En restant dans l'USPD, disaient-ils, les spartakistes rendaient *plus* difficile aux travailleurs de distinguer entre la véritable gauche et les pacifistes mous qui dirigeaient l'USPD.

Les figures les plus connues de ce groupe étaient Johann Knief, l'inspirateur du groupe de Brême, l'ouvrier devenu journaliste Paul Frölich, et l'intellectuel hambourgeois Laufenberg. Malgré leurs critiques envers les spartakistes, ces dirigeants s'avérèrent un groupe possédant peu de cohésion ou d'homogénéité politique.

Enfin, il y avait encore un troisième groupement révolutionnaire, même s'il n'était pas une tendance pleinement organisée, constitué d'un certain nombre de militants ouvriers influents au sein du Syndicat des Métallurgistes Berlinoises. Ces derniers avaient dirigé les grandes grèves de 1917 et de 1918 et se considéraient comme révolutionnaires, organisés dans un groupe appelé « les Délégués Révolutionnaires ». Cependant, ils ne rompirent pas complètement avec la direction de l'USPD, étant particulièrement proches du vétéran député au Reichstag Georg Ledebour, dont l'avis était souvent décisif dans les moments de crise.²⁹

²⁶ E Bevan, *op. cit.*, p. 232.

²⁷ P Broué, *op. cit.*, p. 133.

²⁸ Cité in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, pp. 147-148.

²⁹ Pour une description complète des délégués d'usine révolutionnaires, voir R Müller, *op. cit.*, p. 115 et suite.

Dans l'ensemble, à l'été 1918, il y avait probablement trois ou quatre mille socialistes révolutionnaires en Allemagne. Ils n'avaient pas d'organisation unique, pas de traditions de discipline commune, aucun moyen de parvenir à un accord stratégique ou tactique, aucun moyen de sélectionner parmi eux des dirigeants à la tête froide, dignes de confiance. Pourtant, ces révolutionnaires allaient entrer dans une des périodes de lutte de classe les plus intenses de l'histoire du capitalisme.

À l'été de 1918, l'armée allemande lança une offensive massive sur le front occidental. Elle tendit les ressources à la disposition des généraux au delà du point de rupture. Lorsque les succès initiaux furent réduits à néant par une contre-offensive des forces alliées, il devint clair pour le haut commandement allemand que la défaite les regardait dans les blanc des yeux. Ils étaient en état de choc. À peine quelques semaines plus tôt, ils parlaient de victoire avec assurance. Le retrait de la Russie avait laissé libre leur flanc oriental et leur avait permis de tout transférer sur le front Ouest. L'agitation contre la guerre de janvier s'était calmée, apparemment pour de bon : il était possible pour un commentateur contemporain de la scission dans le SPD de proclamer en mai que la paix à l'est avait eu pour effet « *d'amener les masses aux côtés du gouvernement* ». ³⁰

La discussion dans les cercles dirigeants n'avait pas porté sur la question de savoir s'il fallait continuer la guerre ou faire la paix, mais sur ce qui devait être annexé après la victoire allemande. Désormais les généraux voyaient que le front tout entier allait s'effondrer, sauf si le pays pouvait sortir de la guerre les plus rapidement possible. Ils cessèrent de vanter leur invincibilité et commencèrent à chercher des moyens d'éviter d'être rendus personnellement responsables de la défaite.

Hindenburg et Ludendorff, pour l'état-major, eurent un entretien avec le Kaiser le 29 septembre. Ils lui révélèrent que « *la guerre était perdue* » et que la situation était désespérée. L'ouverture immédiate de négociations pour une paix de compromis était la seule alternative à une défaite désastreuse. La seule façon de garantir la stabilité sociale était de remplacer le pouvoir absolu par un nouveau gouvernement, libéralisé, comportant des ministres sociaux-démocrates.

Le Kaiser était stupéfait. Les représentants de l'élite militaire prussienne étaient en train de lui suggérer de former un gouvernement qui inclurait son ennemi traditionnel. Il n'avait pas le choix, insistaient-ils. Comme devait le formuler le secrétaire d'Etat, Hintze, « *il faut prévenir le bouleversement d'en bas par la révolution d'en haut* ». ³¹

Ainsi, avec la bénédiction des secteurs les moins libéraux de la société allemande, un nouveau gouvernement de coalition « libérale » fut formé. Le chancelier en était le cousin du Kaiser, le prince Max de Bade. Son programme : des concessions, à la fois aux travailleurs allemands et aux puissances alliées. Son but : sauver la monarchie.

Le SPD avait toujours été, par principe, républicain. Là, les dirigeants du parti consentaient à faire partie d'un gouvernement dont la seule raison d'être était la préservation de la monarchie. Le secrétaire du parti, Ebert, déclara lors d'une réunion de la direction :

Si nous ne voulons pas d'entente avec les partis bourgeois et le gouvernement, nous devons laisser les événements suivre leur cours. (...) Qui a vécu les événements de Russie ne peut pas souhaiter, dans l'intérêt du prolétariat, qu'un tel développement advienne chez nous. ³²

C'était suffisant pour convaincre les collègues d'Ebert qu'il avait raison de soutenir les efforts du prince Max – mais il était trop tard pour qu'un tel soutien puisse éloigner le spectre de la révolution.

Les discussions sur une armistice eurent un impact considérable au sein de l'armée. Les soldats du rang ne voyaient plus l'intérêt de continuer à se battre. Comme l'a noté un historien de l'armée allemande, dès le printemps de 1918 de nombreuses « *jeunes recrues* » étaient « *infectées par la propagande de gauche contre la guerre* ». Le sentiment était moins dominant au front qu'à l'arrière. Malgré tout, il y eut plus de 4 000 passages à l'ennemi en 1918. Maintenant qu'on avait dit aux soldats que tous leurs efforts passés n'avaient servi à rien. (...) « *les désertions dans les rangs s'accrurent après la demande hâtive de Ludendorff aux alliés d'un compromis* ». ³³

Le tournant dans la situation politique ouvrait de nouvelles opportunités pour les forces de l'extrême gauche. Le sentiment que l'ordre ancien était en crise grandit dans une couche significative de travailleurs et trouva une expression dans les rues. « *Le mois d'octobre fut (...) le moment de l'éveil de larges masses de travailleurs, les assemblées tempétueuses et les manifestations spontanées alternaient les unes avec les autres* ». ³⁴ L'impression que le gouvernement n'était pas sûr de lui fut confirmée lorsque, le 23 octobre, Liebknecht fut libéré de prison – une concession faite sous la pression des sociaux-démocrates qui voulaient lui ôter son prestige de martyr.

Mais cette concession n'était pas suffisante pour faire cesser les troubles croissants. Les gens n'étaient que trop conscients que l'appareil répressif et les lois restaient intactes : les condamnations continuaient de tomber sur les participants aux grèves de janvier. Et surtout, la guerre n'était pas finie. Le Haut Commandement allemand avait espéré

30 E Bevan, *op. cit.*, p. XV.

31 Cité in P Broué, *op. cit.*, p. 137 ; plus développé in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 169.

32 Cité in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 170.

33 H J Gordon, *The Reichswehr and the German Republic 1919-26* (Princeton 1957) pp. 3-5.

34 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 181.

obtenir facilement une paix de compromis. Mais les puissances alliées, en particulier la France, étaient déterminées à traiter l'Allemagne comme les Allemands avaient traité la Russie soviétique au début de l'année – briser sa force, accaparer des portions de son territoire, lui prendre ses colonies, piller son économie.

Plutôt que d'accepter ces conditions, le Haut Commandement préféra envoyer ses troupes livrer des batailles perdues. Finalement, dans une tentative désespérée de changer la donne, il lança à la mer une flotte qu'il avait maintenue à l'abri des hasards des batailles pendant la plus grande partie de la guerre.

L'humeur des matelots du rang était encore plus amère, si cela était possible, que l'année précédente. Ils savaient que s'ils laissaient la flotte défier les navires britanniques en haute mer ils connaîtraient la défaite et une mort certaine. Lorsque les marins de Wilhelmshaven reçurent l'ordre, à la fin d'octobre, de mettre leurs navires en marche, ils répondirent en éteignant les chaudières. Comme l'écrivit un marin à son père, « *Nous sentions tous que ce serait notre dernier voyage, d'où le refus instinctif d'obéir aux ordres* ». ³⁵ Ils furent immédiatement arrêtés.

Mais le mouvement ne fut pas brisé par la répression comme il l'avait été l'année précédente. Il y avait désormais trop de choses en jeu. Cinq jours plus tard, des milliers de marins défilaient dans les rues de Kiel pour protester contre les arrestations. Ils furent rejoints par les travailleurs du port. Des affrontements avec des patrouilles loyales au gouvernement laissèrent neuf morts sur la chaussée. Mais ces patrouilles rencontrèrent bientôt une résistance qui les força à se retirer de la ville. La Révolution Allemande avait commencé.

³⁵ *Ibid.*, p. 185.

Chapitre 3 - La Révolution de Novembre

La monarchie prussienne régnait depuis des centaines d'années. Elle dirigeait la totalité de l'Allemagne depuis un demi-siècle. En quelques brèves journées, elle s'effondra. C'est à peine si un coup de feu fut tiré pour la défendre.

Les événements de Kiel suivirent un schéma qui fut reproduit dans pratiquement toutes les villes allemandes. Dans la soirée des premières manifestations de rues, un meeting de masse de 20 000 hommes élut un conseil de marins. A sa tête était un machiniste, Karl Artelt, qui avait été condamné à cinq ans de prison pour le rôle qu'il avait joué dans la précédente mutinerie manquée. Dès le lendemain, le conseil était l'autorité de la ville.

Des nouvelles de Kiel parvinrent bientôt aux autres ports. Dans les 48 heures qui suivirent, il y eut des manifestations et des grèves générales à Cuxhaven et Wilhelmshaven. Des conseils d'ouvriers et de marins furent élus, qui détenaient le pouvoir effectif.

Dans la plus grande ville de la région, Hambourg, on aurait dit au début que le mouvement révolutionnaire pouvait s'arrêter. Une réunion des Socialistes Indépendants, tenue le 5 novembre, appela à la libération des marins emprisonnés mais rejeta une motion en faveur de l'élection d'un conseil ouvrier. Un des matelots, Friedrich Zeiler, prit alors les choses en mains. Il réunit 20 camarades et descendit au port chercher du soutien. A minuit ils étaient une centaine, avaient pris possession du quartier général du syndicat pour appeler à une manifestation le lendemain, et avaient envoyé des délégations dans toutes les casernes.

L'atmosphère de la ville était telle que 40 000 personnes participèrent à cette manifestation improvisée, « non-officielle », et votèrent pour une « *république des conseils ouvriers* ». Dans la soirée, un conseil d'ouvriers et de soldats fut formé, avec à sa tête le révolutionnaire Lauffenberg. En même temps, un groupe de soldats armés, dirigé par un autre révolutionnaire, Paul Frölich, s'empara de l'atelier d'imprimerie du quotidien le *Hamburger Echo*, et sortit un journal au nom du conseil d'ouvriers et de soldats appelé *die Rote Fahne* (le Drapeau Rouge).

« *C'est le début de la révolution allemande, de la révolution mondiale !* », proclamait-il. « *Vive le plus grand événement de l'histoire mondiale ! Vive le socialisme ! Vive la république allemande des travailleurs ! Vive le bolchevisme mondial !* ».¹

La première grande ville allemande était passée à la révolution. Désormais, plus rien ne pouvait l'empêcher d'avancer. Déjà, il y avait eu des manifestations dans les grandes villes du sud, Munich et Stuttgart. Maintenant les marins des ports du nord agissaient comme un bacille propageant l'infection révolutionnaire de ville en ville. Lorsque la flotte de la Baltique s'était soulevée, de nombreux marins voulaient rentrer chez eux. Il n'y avait plus aucune autorité pour les empêcher d'entreprendre leur voyage de retour – mais lorsqu'ils arrivaient, c'était pour se rendre compte que les autorités militaires locales les considéraient toujours comme des déserteurs. Les marins avaient donc le choix entre deux solutions : soit répandre la révolution chez eux, dans leurs villes, soit être arrêtés et emprisonnés.

Le 6 novembre la révolution avait conquis tout le nord-ouest. Les conseils prenaient le pouvoir à Brême, Altona, Rendsburg et Lockstedt. Le 7, c'était le tour de Cologne, Munich, Braunschweig et Hanovre. Les grandes villes restantes passèrent à la révolution le 8 : Oldenburg, Rostock, Magdebourg, Hall, Leipzig, Dresde, Chemnitz, Düsseldorf, Francfort, Stuttgart, Darmstadt et Nuremberg. Berlin demeurait un centre isolé de pouvoir impérial, où, comme le décrivait un journaliste :

*Les nouvelles arrivent de tout le pays des progrès de la révolution. Les cercles qui affichaient si bruyamment leur loyauté envers le Kaiser et étaient si fiers de leurs médailles ne bougent nulle part le petit doigt pour défendre la monarchie, et les soldats quittent les casernes en courant.*²

Pourtant les autorités semblaient toujours tenir la capitale. Les soldats restaient dans leurs casernes, saluant loyalement leurs officiers. Les travailleurs pointaient dans les usines comme si rien n'avait changé. Seule une couche réduite de leurs dirigeants était engagée dans une activité frénétique. Les sociaux-démocrates avaient fait de leur mieux pour prendre la révolution de vitesse, en pressant le Kaiser d'abdiquer volontairement en faveur d'un autre membre de la famille impériale. Comme leur dirigeant Ebert le disait au premier ministre, le prince Max : « *Si le Kaiser n'abdique pas, une révolution sociale est inévitable. Mais je n'en veux pas, oui, je la hais comme le péché* ».³

Pendant ce temps les spartakistes, les Délégués Révolutionnaires et les Sociaux-Démocrates Indépendants discutaient sur le point de savoir quand lancer le mouvement révolutionnaire à Berlin. Déjà, quelques jours plus tôt, il y avait eu une réunion des dirigeants de ces trois groupes. Les révolutionnaires avaient proposé une grève de masse, et une manifestation qui devait être dirigée par des unités de l'armée sympathisantes. La proposition fut rejetée.

1 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, pp. 189, 192. Lorsque aucune source n'est indiquée pour les événements décrits dans ce chapitre, le texte se base généralement sur l'*Illustrierte Geschichte*, ou sur Pierre Broué, [Révolution en Allemagne](#).

2 Theodor Wolff, *Der Marsch durch zwei Jahrzehnte*, Amsterdam 1936, p. 192

3 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 518

L'opposition principale à l'action venait du dirigeant social-démocrate indépendant Haase, qui craignait tout ce qui pouvait compromettre son désir d'unité avec les sociaux-démocrates majoritaires. Il appela le soulèvement de Kiel « *une explosion impulsive* » et dit qu'il avait promis au dirigeant du SPD Noske de ne rien faire qui puisse rendre plus difficile l'unité entre les deux partis.

Ainsi, pendant que la révolution s'étendait d'un bout de l'empire à l'autre, la question de l'action à Berlin était laissée en suspens. Plus grave, dans la capitale l'appareil répressif demeurait intact. La police étouffait tout soulèvement dans l'œuf. Le 6 novembre, elle empêcha une réunion des délégués d'usine révolutionnaires, puis arrêta un de leurs dirigeants, Daümig. Elle réussit à empêcher toute coordination entre les divers groupes qui désiraient passer à l'action. Elle dispersa une réunion célébrant l'anniversaire de la Révolution Russe le 7 novembre. Le lendemain, des policiers armés patrouillaient dans les rues et gardaient tous les édifices publics.

Une réunion des militants sociaux-démocrates majoritaires dans les usines le soir du 8 novembre fit savoir à la direction qu'ils ne pouvaient plus retenir les ouvriers, qui voulaient passer à l'action le lendemain.

Liebkecht, quant à lui, était désespéré. Il semblait impossible d'amener les Délégués Révolutionnaires à agir en solidarité avec les autres villes allemandes – ils étaient toujours influencés par les dirigeants Indépendants qui prétendaient qu'un soulèvement armé n'était pas encore possible techniquement. La grande peur de Liebkecht était que les dirigeants du SPD, même s'ils étaient au gouvernement, appelleraient à l'action pour parvenir à mettre au pouvoir un nouveau gouvernement contre-révolutionnaire revu et corrigé. Finalement, le 8 novembre, Liebkecht sortit un tract appelant à la révolution, signé seulement de deux noms, le sien et celui d'un autre membre de la Ligue Spartakiste, Ernst Meyer. Il fut distribué dans les rues juste au moment où les Délégués et une partie des Indépendants avait aussi décidé de ne plus attendre, éditant leur propre tract.

Le Haut Commandement militaire avait toujours l'impression que n'importe quel « désordre à Berlin » pouvait être réduit en utilisant des troupes de première ligne. Ses espoirs furent de courte durée. L'atmosphère de la caserne d'un des régiments « sûrs » le lendemain matin a été décrite par le rédacteur en chef de la principale agence de presse berlinoise de la façon suivante :

Le régiment Kaiser Alexandre est passé à la révolution ; les soldats se sont précipités hors des casernes, ont fraternisé avec la foule en liesse qui attendait là ; des hommes leur serraient les mains avec émotion, des femmes et des jeunes filles leur épinglaient des fleurs et les embrassaient. Mes collègues viennent et racontent qu'on (...) arrache aux officiers leurs insignes et leurs galons.⁴

L'appel à la grève générale fut suivi dans toutes les usines. Ceux qui souffraient depuis quatre ans de guerre se déversaient des banlieues dans le centre de la ville, conduits par des groupes de soldats en armes et porteurs de drapeaux rouges.

Des processions interminables de soldats et d'ouvriers s'étirent sans interruption sur la route. La plupart des travailleurs étaient d'âge mûr, avec des visages barbus et sérieux, (...) mais ils ont l'état d'esprit syndicaliste, ils marchent consciencieusement en rangs, et beaucoup d'entre eux ont un fusil, (...) Tous les participants au défilé ont en boutonnière ou sur la poitrine un nœud rouge, les membres du service d'ordre qui marchaient à leurs côtés, le fusil en bandoulière, se distinguent par des brassards rouges. Au milieu de cette lente masse qui passe étaient brandis de grands drapeaux rouges.⁵

L'initiative de la direction de cette vaste manifestation avait été prise par la minorité persécutée de la veille, les spartakistes, et par les Délégués Révolutionnaires. Les mots qu'ils avaient, pendant quatre ans, gribouillés sur des tracts mal imprimés étaient repris par des centaines de milliers de voix. Maintenant, ils pouvaient appeler à l'action et des dizaines de milliers de personnes allaient répondre à l'appel. Liebkecht conduisit une colonne de soldats et d'ouvriers prendre le palais impérial, le *Schloss* ; Eichhorn, un indépendant de gauche, en emmena une autre se saisir du quartier général de la police, où il fut installé comme le nouveau chef de la police révolutionnaire. Le pouvoir semblait passer directement des dignitaires du Kaiser aux tenants du socialisme révolutionnaire.

Pendant que les masses s'emparaient de la ville, les dirigeants sociaux-démocrates majoritaires conféraient avec les chefs de l'ancien régime. Dans une tentative désespérée pour conserver une espèce de contrôle de la situation, le prince Max avait nommé le dirigeant SPD Ebert premier ministre. Mais les sociaux-démocrates devaient en même temps donner l'impression qu'ils étaient avec les travailleurs dans les rues. Ils déclarèrent à une réunion de députés indépendants : « *Nous retenons les nôtres jusqu'à midi* ». Puis, à 13h, une édition spéciale du *Vorwärts* appela à la grève générale, qui était déjà une réalité depuis cinq heures !

Lorsqu'une immense colonne de travailleurs et de soldats parvint au Reichstag, des députés se précipitèrent auprès du collègue d'Ebert, Scheidemann, qui déjeunait au restaurant de l'assemblée, et le supplièrent de parler à la foule pour la calmer. Abandonnant sa soupe à regret, il alla au balcon. Il vit en dessous de lui une masse de visages affamés, de

⁴ Theodor Wolff, *op. cit.* p. 194.

⁵ Ibidem.

drapeaux rouges, de poings tendus, beaucoup d'entre eux brandissant des fusils. Il leur dit que tout avait changé, que le socialiste Ebert était maintenant premier ministre. Comme cela n'avait pas l'air de faire cesser les clameurs, il ajouta : « *Vive la République allemande !* ». Un tonnerre d'applaudissements secoua l'édifice.

Les collègues de Scheidemann n'étaient pas très satisfaits de ses efforts. Ebert devait par la suite lui hurler au visage : « *Tu n'as pas le droit de proclamer la république !* ».⁶

En réalité, Scheidemann avait été pile à l'heure. Quelques centaines de mètres plus loin, Liebknecht avait escaladé la façade du palais impérial jusqu'à une fenêtre – la fenêtre même d'où le Kaiser s'adressait à des foules patriotiques. Le message de Liebknecht était un peu différent : « *Le jour de la liberté a commencé (...) Nous proclamons maintenant la libre république socialiste d'Allemagne. (...) Nous leur tendons la main et les appelons à accomplir la révolution mondiale. Ceux parmi vous qui veulent voir l'accomplissement de la libre république socialiste d'Allemagne et de la révolution mondiale, qu'ils lèvent la main et prêtent serment.* »⁷ Des milliers de mains se levèrent.

Les sociaux-démocrates prennent le contrôle

L'empire allemand s'était effondré. La monarchie des Hohenzollern avait vécu. Il n'y avait même pas un parlement investi d'une quelconque autorité. Dans les journées qui suivirent, les seuls organes porteurs d'un semblant de pouvoir étaient les conseils d'ouvriers et de soldats. Il n'était pas étonnant que de nombreux travailleurs considérassent la révolution comme accomplie, avec au pouvoir un gouvernement qui s'appelait lui-même « socialiste ».

Mais en finir avec l'ordre ancien n'était pas la même chose qu'en fonder un nouveau. Pour détruire l'empire allemand, des grèves spontanées et des combats de rue avaient suffi. Mais pour construire un ordre socialiste nouveau, la majorité de la classe ouvrière devait être consciente de ce qu'elle était en train de bâtir. Ce qui était loin d'être le cas.

Un événement des débuts du soulèvement révolutionnaire peut donner une preuve vivante de ses limites. Dès que la révolte de Kiel commença, le commandement naval demanda au gouvernement d'envoyer un dirigeant social-démocrate au port « *pour empêcher que la mutinerie ne s'étende à toute la flotte* ».⁸ Le gouvernement persuada le social-démocrate de droite Noske de s'en charger. Noske avait l'ordre de proposer aux marins une amnistie s'ils retournaient à leurs navires et rendaient les armes. Noske fut stupéfait à la vue des 20 000 matelots armés refusant d'accepter l'autorité de leurs officiers, et se rendit compte qu'il n'était pas en mesure de les persuader de rentrer. Au lieu de cela, il contacta les sociaux-démocrates indépendants et les membres élus du comité de marins – et les trouva tout à fait disposés à transmettre le pouvoir de la révolution de Kiel à Noske lui-même.

Artelt (le chef des mutins) et le dirigeant syndical Garbe suggérèrent que Noske soit nommé président du conseil des marins. Noske monta sur le capot d'une voiture et annonça à la foule qu'il acceptait la responsabilité. La foule applaudit ; la révolte avait trouvé son maître.⁹

Noske était donc à la fois le représentant du gouvernement chargé d'en finir avec la révolution à Kiel et celui dont les marins et les ouvriers attendaient qu'il fasse avancer la révolution. Dans les jours qui suivirent, il utilisa sa position pour empêcher la destruction du capitalisme allemand ou des structures – les hiérarchies militaire, policière, administrative – qui le protégeaient depuis de nombreuses années.

Le succès de Noske à Kiel se répéta lorsque la monarchie s'effondra à Berlin. Les sociaux-démocrates n'avaient pas été à l'initiative de la révolution. Mais à Berlin comme à Kiel la vaste masse des travailleurs – et encore plus celle des soldats – entraient dans l'action politique pour la première fois de leur vie. Beaucoup d'entre eux avaient auparavant soutenu les partis ouvertement capitalistes et considéraient les sociaux-démocrates comme l'extrême gauche. Ils ne faisaient pas encore la différence entre un parti « socialiste » et un autre. La masse des ouvriers et des soldats ne savait pas que les sociaux-démocrates soutenaient la monarchie. Ils ignoraient que Scheidemann n'avait proclamé la « république » que pour battre de vitesse la proclamation par Liebknecht de la « république socialiste ».

Les chefs de l'USPD accroissaient la confusion sur les visées des sociaux-démocrates majoritaires. Haase, le plus éminent des dirigeants Indépendants, avait déjà accepté, à Kiel, que Noske prenne la présidence du conseil des marins. A Berlin, le coup fut réédité. Un « gouvernement révolutionnaire » conjoint fut formé, comportant trois membres de chacun des deux partis sociaux-démocrates, mais avec les majoritaires clairement aux commandes. On donna à ce gouvernement un vernis révolutionnaire – il fut appelé, à la mode russe, « *Conseil des Commissaires du Peuple* ».

En fait, il était tout sauf révolutionnaire. Les trois membres venant du SPD majoritaire (Ebert, Scheidemann et Landsberg) se consacraient avec passion, à peine 24 heures plus tôt, à arrêter la révolution. Deux des Indépendants, Haase et Dittmann, se situaient à l'aile droite de leur parti, dont le but n'était pas la révolution, mais la « *réunification de la social-démocratie* » – comme si la guerre n'avait jamais eu lieu. Seul des soi-disant « Commissaires du Peuple », Emil

6 Il existe de nombreuses versions. Voir, par exemple, P Broué, *op. cit.*, p. 154 ; et R M Watt, *The Kings Depart*, London 1973, p. 221.

7 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, pp. 209-210 ; et P Broué, *op. cit.*, pp. 154-155. Voir aussi <http://www.novemberrevolution.de/dokument.php?key=liebkrepublik>

8 Daniel Horn, *Mutiny on the High Seas* (Londres 1973) p. 248.

9 *Ibid.*, p. 251.

Barth venait de l'aile gauche, associée aux Délégués Révolutionnaires.

Liebkecht s'était vu offrir un siège dans ce « gouvernement révolutionnaire », mais il avait décliné, voyant bien qu'il serait l'otage de la majorité non-révolutionnaire. Malheureusement, Barth n'avait ni ses principes ni sa perspicacité.

Le nouveau gouvernement se proclamait « *purement socialiste* ». Mais auprès de chaque « Commissaire du Peuple » se trouvaient des « conseillers » agissant comme secrétaires d'Etat. Ils étaient en général membres des divers partis bourgeois et s'assuraient que les « Commissaires » laissaient intacte la hiérarchie de hauts fonctionnaires qui avaient administré l'empire déchu. Ce que signifiait cette continuité avec l'ancien régime devint apparent au bout d'une dizaine de jours, lorsque le gouvernement appliqua la décision prise par le gouvernement du Kaiser d'expulser l'ambassadeur de la Russie révolutionnaire.

Mais le vernis révolutionnaire était suffisant pour tromper les ouvriers et les soldats – tout au moins pendant quelques semaines cruciales.

Le « gouvernement révolutionnaire » fut formé le 10 novembre, le deuxième jour de la révolution à Berlin. Ce jour-là, les Indépendants de gauche et les spartakistes avaient fait leurs propres préparations pour résoudre la question du pouvoir. Ils appelèrent à une assemblée des délégués des travailleurs et des soldats – un délégué pour 1 000 travailleurs et pour chaque bataillon de soldats. Mais lorsque l'assemblée se réunit au Cirque Busch les révolutionnaires se rendirent compte que les choses n'étaient pas telles qu'ils l'espéraient.

Les dirigeants sociaux-démocrates avaient mis en branle tout l'appareil de leur parti pour assurer leur domination sur l'assemblée. La veille, alors que la révolution faisait rage dans les rues, ils avaient constitué leur propre « *comité d'ouvriers et de soldats* », constitué d'une douzaine de travailleurs sociaux-démocrates triés sur le volet et de trois dirigeants du parti. Ces derniers avaient alors lancé des milliers de tracts dans les casernes demandant qu'il n'y ait pas de « *lutte fratricide* ». On donna à des soldats politiquement naïfs l'impression que quiconque mettait en question le besoin d'une unité inconditionnelle entre les différents partis « socialistes » était un scissionniste, un naufrageur, un saboteur.

Plus de 1 500 délégués s'entassèrent dans la salle de réunion. Les sociaux-démocrates s'étaient arrangés pour que les soldats soient là plus tôt, de telle sorte qu'ils prenaient presque toute la place dans la salle, obligeant les délégués ouvriers plus expérimentés politiquement à trouver refuge dans les balcons. Les soldats n'étaient pas intéressés par les subtilités du débat. Beaucoup agitaient leurs poings et leurs fusils. Il y avait de fréquentes interruptions des intervenants – en particulier de ceux qui semblaient remettre en cause le slogan d'unité à tout prix. Il était difficile, dans cette atmosphère, pour les délégués de gauche d'objecter lorsque les notables sociaux-démocrates prirent en charge la tribune.

Ebert parla pour eux. Il annonça la formation d'un gouvernement de coalition « *purement socialiste* » avec les indépendants. Haase monta ensuite à la tribune et répéta le même message. Pour les masses présentes il semblait que la révolution était terminée. Leurs dirigeants les plus connus étaient unis. La dernière chose dont il pouvait être question était davantage d'effusion de sang.

La résolution adaptée à cette assemblée avait une sonorité assez révolutionnaire. Elle proclamait que l'Allemagne était une « *république socialiste* » : « *Les détenteurs du pouvoir politique sont maintenant les conseils d'ouvriers et de soldats. (...) La paix immédiate est le mot d'ordre de la révolution. Des salutations fraternelles seront envoyées au gouvernement des ouvriers et des soldats en Russie* ».

Les soldats n'étaient pas contents lorsque Liebkecht mit un bémol à l'euphorie révolutionnaire. « *Liebkecht, très calme, mais incisif, n'a pas la partie facile : l'écrasante majorité des soldats est contre lui, hachant son discours d'interruptions, d'injures, le menaçant même de leurs armes, scandant : « Unité ! Unité ! » à chacune de ses attaques contre les majoritaires* ». ¹⁰

Malgré tout il continua, mettant en garde les délégués contre les sociaux-démocrates « *qui vont aujourd'hui avec la révolution et qui avant-hier encore étaient ses ennemis. (...) La contre-révolution est déjà en marche, elle est déjà en action, elle est au milieu de nous !* ». ¹¹

Les avertissements de Liebkecht n'eurent aucun effet sur les soldats. Ils insistèrent pour désigner 12 soldats sociaux-démocrates majoritaires dans un Exécutif des Conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin, aux côtés de 12 ouvriers – six venant de chacun des partis sociaux-démocrates.

L'Exécutif berlinois des Conseils nouvellement élu proclama son droit à contrôler le gouvernement. Il était, pour l'instant, le pouvoir souverain. Mais il était entre les mains des partisans du SPD. L'organe de la révolution était contrôlé par ceux qui avaient peur de la révolution. ¹²

A la mi-décembre, l'Exécutif de Berlin transmet sa souveraineté à un congrès des délégués ouvriers et soldats de toute l'Allemagne. Mais les efforts des sociaux-démocrates furent une nouvelle fois couronnés de succès. Les délégués

¹⁰ P Broué, *op. cit.*, p. 159.

¹¹ Ibidem.

¹² Pour une histoire de l'exécutif par son président, voir Richard Müller, *Der Bürgerkrieg in Deutschland* (Berlin-Ouest 1974) pp. 15-98.

votèrent l'abandon de leur souveraineté au Reichstag qui devait être élu dans les quatre semaines – à un parlement pour lequel les classes qui s'étaient opposées à la révolution avaient le même suffrage que ceux qui l'avaient faite.

Dans les premières semaines de la révolution, il y avait eu chez les vieux politiciens bourgeois une vraie peur d'être exclus définitivement du pouvoir politique par les conseils. Ils étaient désormais rassurés. Ils pouvaient envisager avec confiance des élections dans lesquelles le contrôle par les milieux d'affaires de la presse et des finances leur donnerait une longueur d'avance sur les socialistes. Les élections pouvaient être utilisées pour détruire le pouvoir révolutionnaire qui les avait organisées.

Les manœuvres des sociaux-démocrates faisaient le jeu de la vieille classe possédante. Mais elles n'étaient possibles que du fait de la contradiction qui apparaît toujours au début de toute grande révolution. Les révolutions jettent dans la vie politique des gens qui n'étaient jamais sortis de leur place, dans les marges de l'histoire, ignorants des grandes questions de société. Lorsqu'ils se mettent en mouvement ils s'identifient souvent avec ceux auxquels la vieille société permet d'exister, « l'opposition officielle ». L'ancien ministre a plus de chances d'être connu que l'ancien prisonnier politique. Ses vagues bavardages oppositionnels touchent ceux qui n'ont pas encore compris pourquoi ils se battent. Seules des expériences amères peuvent amener des millions de gens à se détourner de l'opposition officielle et à évoluer vers la gauche.

Bien sûr, dans la chaleur d'une insurrection contre un système d'oppression ce sont ceux qui sont les plus francs et les plus courageux – les Rosa Luxemburg et les Karl Liebknecht – qui appellent des centaines de milliers de personnes à descendre dans la rue. Mais lorsque la poussière retombe, ce sont ceux qui sont encore à moitié connectés avec l'ordre ancien qui bénéficient d'un soutien de masse – parce que les masses n'abandonnent pas du jour au lendemain les préjugés qu'on leur a inculqués toute leur vie. Il n'y a pas de chemin facile par lequel les dures leçons de l'expérience, qui seules sont capables de changer leur façon de voir, peuvent être contournées.

C'est la raison pour laquelle les premiers soulèvements spontanés contre l'ordre ancien qui réussissent sont presque invariablement suivis d'une période d'euphorie, dans laquelle les tensions sous-jacentes de la société sont oubliées. Les journalistes utilisent des épithètes « poétiques » pour décrire de tels moments – la « révolution des œillets », le « printemps en octobre », la « révolution de la fraternité ».

Il en était ainsi à Berlin en novembre 1918. Comme certains participants devaient se le rappeler dix ans plus tard :

En une semaine la révolution s'était répandue dans toute l'Allemagne. Il y avait des manifestations et des meetings de travailleurs. Mais il n'y avait plus aucune menace. C'était des festivals de l'amitié. Drapeaux rouges, rubans rouges flottaient aux boutonnières, et les visages étaient rieurs. C'était comme si les jours sombres et pluvieux de novembre s'étaient transformés en printemps. Tout le monde nageait dans la confiance mutuelle. La révolution avait commencé, et elle avait commencé par une fraternisation universelle des classes.¹³

Cela ne devait pas durer longtemps.

13 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, op. cit., p. 215.

Chapitre 4 - Les jours du pouvoir ouvrier

Les symboles des premiers jours de la révolution furent ceux du socialisme révolutionnaire – les drapeaux rouges, le chant de l'*Internationale*, la formation de conseils d'ouvriers et de soldats dans tout le pays. La vieille structure politique s'était désintégrée – et ses symboles avaient provisoirement disparu. Les partis politiques bourgeois étaient dans une crise profonde, leurs dirigeants se demandant comment ils pouvaient sauver quelque chose. Ils savaient que leur unique salut reposait sur ces sociaux-démocrates qu'ils avaient tant méprisés dans le passé.

Les sociaux-démocrates avaient la moitié des sièges au gouvernement. Mais pour les obtenir ils avaient dû user de slogans d'extrême gauche. Deux jours après la révolution, Scheidemann était découragé : « *Oui, les Indépendants ont le pouvoir maintenant* », déclarait-il au journaliste berlinois Theodor Wolff, « *Je n'ai pas de soldats* ». Le collègue « commissaire » de Scheidemann, Landsberg, ajoutait : « *Nous sommes dans une situation impossible. Haase est beaucoup plus fort que nous. Si les choses continuent ainsi, nous n'aurons pas d'autre choix que de démissionner* ». ¹

Etre au gouvernement ne servait à rien s'il ne pouvait commander ceux qui avaient la force armée. Dans le passé, c'étaient les officiers, mais leur autorité se désintégrait à grande vitesse. Dès le premier jour de la révolution à Berlin les symboles de l'autorité militaire furent déchirés :

A travers la masse compacte de la foule en marche des camions militaires se frayaient un chemin, pleins à déborder de soldats et de marins qui agitaient des drapeaux rouges et poussaient des cris féroces. (...) Ces voitures, remplies de jeunes gens en uniforme ou en civil, portant des fusils chargés ou des petits drapeaux rouges, me semblèrent caractéristiques. Ces jeunes hommes quittaient constamment leur place pour forcer des officiers ou des soldats à arracher leurs galons... ²

La mosaïque du pouvoir ouvrier

Les soldats du rang étaient dégoûtés de la guerre, des épreuves, de la discipline militaire, de leurs misérables rations quand leurs officiers se gobegeaient. Ils décidèrent que les officiers devaient écouter leurs hommes maintenant. Partout, ils mirent en place des conseils de soldats.

Durant les journées de novembre, des conseils de soldats apparurent spontanément non seulement dans toutes les plus grandes villes allemandes, mais aussi dans les armées en campagne en Belgique et en France, de même qu'en Russie. ³

A Bruxelles, un centre de communications d'une importance vitale pour la retraite de la France et de la Belgique occupées, un conseil de soldats fut constitué le 10 novembre et prit le contrôle de toute autorité, militaire et civile, à la place du gouvernement. (...) A Malines, le même jour un conseil de soldats de 20 membres, parmi lesquels deux lieutenants, fut élu pour la IV^{ème} Armée. Il publia une proclamation qui abolissait le mess des officiers séparé et le devoir de saluer lorsqu'on n'était pas en service. (...) En Pologne occupée, le conseil de soldats élu à Grodno proclama le 12 novembre qu'il prenait le commandement dans le gouvernement de Lituanie du Sud. ⁴

En Allemagne même, l'armée avait tendance à être beaucoup plus radicale qu'au front. Elle avait eu un contact plus étroit avec la classe ouvrière organisée et beaucoup plus d'occasions de parler politique. Dans un centre industriel après l'autre, les conseils de soldats se joignaient aux conseils ouvriers et ils désignaient leurs dirigeants élus comme responsables des gouvernements d'Etat ou de ville.

A Cologne, par exemple, un conseil constitué en parts égales de délégués de travailleurs et de soldats établit des sous-comités pour la sécurité, le ravitaillement et le logement, la démobilisation, la presse, l'hygiène et les transports. Les membres du conseil jouaient un rôle de supervision auprès du maire (qui devait plus tard devenir chancelier d'Allemagne de l'Ouest, Konrad Adenauer), les chemins de fer, la poste et le télégraphe, la police, les tribunaux, la banque nationale et le commandement militaire. ⁵

Dans un certain nombre d'endroits le nouveau conseil ouvrier qui prenait en charge le gouvernement local reconnaissait à peine le gouvernement d'Ebert à Berlin. En Saxe, les conseils d'ouvriers et de soldats de Dresde, Leipzig et Chemnitz se réunirent et annoncèrent que le prolétariat révolutionnaire prenait le pouvoir pour abolir l'exploitation

1 Theodor Wolff: *Der Marsch durch zwei Jahrzehnte*, Amsterdam 1936, p. 205

2 Cité in R M Watt, *The Kings Depart* (Londres 1973) p. 122.

3 F M Carsten, *Revolution in Central Europe* (Londres 1972) p. 56.

4 *Ibid.*, pp. 26-27.

5 Pour des détails voir *ibid.*, p. 36.

capitaliste. Le vieux gouvernement de Saxe fut remplacé par un gouvernement socialiste de coalition, avec la plupart des postes importants aux mains des Indépendants. Dans le petit Etat de Brunswick, un gouvernement socialiste radical fut également formé.

Le plus significatif des gouvernements des conseils « autonomes » se trouvait dans le second Etat d'Allemagne, en Bavière. Le nouveau premier ministre, le social démocrate indépendant Eisner, négocia même avec les puissances étrangères indépendamment de Berlin. La Bavière avait depuis longtemps des aspirations séparatistes.

Dans l'armée, les choses furent encore plus accidentelles. Jusqu'au 9 novembre les discussions dans les casernes ou dans les tranchées devaient être secrètes. Manquant d'expérience, les soldats ne pouvaient pas savoir qui pouvait assurer une direction digne de confiance à leurs camarades, ou qui était simplement intéressé ou bien fou furieux. Les soldats tendaient à se tourner vers ceux qui étaient les plus francs ou qui parlaient le mieux, pourvu qu'ils promissent la paix, un retour rapide dans les foyers, un meilleur ordinaire et la fin de la discipline militaire. De telle sorte que dans un centre militaire important les conseils pouvaient être tenus par des sociaux-démocrates majoritaires, dans un autre par des spartakistes, dans un troisième par des démagogues ou des aventuriers, ou ailleurs par l'officier le plus sympathique. Il y a même eu des cas où les soldats élaient leurs commandants au conseil, et où des conseils de soldats désignaient des politiciens bourgeois pour diriger les villes.

A Berlin, les ouvriers des grandes usines tendaient à s'aligner sur les indépendants, comme l'admet l'historien pro-SPD Landauer.⁶ Mais cela était compensé par l'équilibre des pouvoirs dans l'armée ; la plupart des soldats de retour du front sympathisaient au début avec les sociaux-démocrates majoritaires – comme le montre l'assemblée des délégués du Cirque Busch.

Le vieux Parti Social-Démocrate s'était lamentablement ratatiné dans les grandes villes, et les Indépendants avaient l'avantage presque partout. Mais les hommes de confiance du SPD pouvaient utiliser les promesses du gouvernement pour influencer les masses peu politisées, inactives et arriérées et ce sont eux qui donnaient le ton. Ce sont surtout les conseils de soldats qui venaient à leur aide. Les conseils ouvriers représentaient fidèlement la classe, mais dans la masse hétérogène et confuse des soldats, les beaux parleurs de la classe moyenne venaient au premier plan – des employés, des intellectuels, des sous-officiers et même des officiers, pour l'essentiel des socialistes de novembre frais émoulus, qui parlaient un charabia politique et qui agissaient toujours selon leurs intérêts de classe bourgeois.⁷

Mais une armée en décomposition ne reste pas figée dans ses attitudes. Les soldats qui rompaient avec la vieille discipline commençaient bientôt à rompre aussi avec les anciennes façons de penser. Une polarisation politique rapide commença à prendre place. Les comités de soldats dominés par les sociaux-démocrates ne firent pas longtemps la loi dans les casernes des grandes villes. Et un grand nombre de soldats avaient abandonné les casernes, emportant leurs fusils avec eux. Ils se rendirent rapidement compte qu'ils ne pouvaient pas trouver du travail. La faim et la colère les radicalisaient, et à Berlin ils se massaient derrière les manifestations conduites par Karl Liebknecht et la Ligue des Soldats Rouges.

A la question « Qui dirige l'Allemagne ? », il ne pouvait y avoir à l'évidence qu'une seule réponse : les conseils. Mais ils ne reflétaient qu'à moitié les aspirations confuses, peu mûries et changeantes des masses armées qui contrôlaient les casernes et les rues. Et ils n'étaient certainement pas organisés en un système coordonné permettant de diriger le pays sur de nouvelles bases. Il y avait au contraire tout un patchwork de différents conseils, avec des pouvoirs différents, poursuivant des buts dissemblables et présentant des degrés variés d'allégeance envers le gouvernement Ebert – qui était lui-même à moitié au service du vieil ordre impérial et à moitié soumis à l'exécutif berlinois de la révolution.

Les sociaux-démocrates ne pouvaient ignorer le pouvoir dont disposait cette mosaïque de conseils. Ils essayèrent de prendre le contrôle du mouvement dans le but de détruire son pouvoir. Cela signifiait en partie utiliser les conseils de soldats contre les conseils d'ouvriers – ce qui pouvait aller jusqu'à des affrontements armés entre l'armée en retraite et les travailleurs locaux. Il jugeaient également important d'empêcher l'humeur changeante des masses de se refléter dans les conseils. Les permanents sociaux-démocrates élus aux conseils dans l'euphorie du 9 novembre refusèrent d'organiser de nouvelles élections en décembre et en janvier.



6 Landauer, *European Socialism* (Berkeley 1959) p. 986.

7 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 217.

Si l'attitude des travailleurs ne pouvait être stabilisée dans une période de soulèvement révolutionnaire, par contre celle des conseils pouvait l'être.

Le Congrès National des Conseils d'Ouvriers et de Soldats, tenu à la mi-décembre, était une assemblée de ceux qui exerçaient localement le pouvoir révolutionnaire dans tout le pays. Mais ce fut surtout une assemblée de ceux dont la préoccupation principale était de détruire la base révolutionnaire du pouvoir. Sur les 499 délégués, seulement 179 étaient des travailleurs manuels ou des employés, 71 étaient des intellectuels, alors que pas moins de 164 étaient journalistes, députés, responsables syndicaux ou dirigeants sociaux-démocrates, ou membres des professions libérales. Il n'était pas surprenant qu'une majorité massive de 288 délégués fût favorable aux Sociaux-Démocrates, contre 90 pour les Indépendants et 21 pour la gauche révolutionnaire. Ceux qui appelaient le plus fortement à l'établissement du pouvoir des travailleurs, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ne furent même pas admis dans la salle.

L'autre pouvoir

Les dirigeants sociaux-démocrates étaient assez observateurs pour voir qu'avec le temps la base de l'armée se radicalisait, mettant en danger leur base de pouvoir dans son sein. Dès le premier jour de la révolution ils se mirent en quête d'un autre type de soutien. Ils s'assurèrent que des « experts » conservateurs, « responsables », étaient nommés assistants auprès des « commissaires du Peuple ». Ils utilisèrent ces derniers pour éviter le démantèlement de la machine administrative qui avait gouverné l'Allemagne sous le Kaiser.

Comme l'écrivit un historien – loin d'être révolutionnaire – du mouvement des conseils :

Ce qui a le moins changé, c'est l'appareil bureaucratique qui gouverne la Prusse depuis des siècles. Cette machine, créée par les Hohenzollern, les a servis loyalement et avec dévotion. La grande majorité des hauts fonctionnaires qui administraient le pays, de même que les juges, commissaires de police et professeurs du secondaire, était fermement conservatrice et monarchiste, les dissidents ayant été soigneusement éliminés. (...) Ils sont émotionnellement liés à l'ordre ancien, et non au nouveau gouvernement et à la république. (...)

Il y eut une scène, restée fameuse, à l'occasion d'une réunion cabinet, lorsque le Dr Solf, qui restait sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères, refusa de serrer la main de Haase au motif que ce dernier aurait reçu de l'or des Russes pour son parti avant la révolution. Non seulement Solf restait en fonctions, mais également les secrétaires dans les ministères de la Justice, des Finances, du Travail, des Postes et Télégraphes, le secrétaire de la Marine et le ministre prussien de la Guerre, le général Scheuch, même si les sociaux-démocrates avaient au début parlé de le limoger.⁸

Cela dit, la machine bureaucratique ne pouvait fonctionner que si en dernier ressort elle disposait de la force armée, qui sous l'empire était sous les ordres du Haut Commandement des Forces Armées Impériales. C'était vers lui que louchaient les sociaux-démocrates, désireux qu'il fasse pour eux ce qu'il avait fait pour le Kaiser.

Le second jour de la révolution à Berlin, le 10 novembre, Ebert avait été confirmé au pouvoir par une réunion tumultueuse des délégués des conseils d'ouvriers et de soldats au Cirque Busch. Peu de temps après, il fut confirmé au pouvoir d'une façon complètement différente. Il reçut un appel téléphonique du général Groener, qui lui annonça que le Haut Commandement Impérial reconnaissait le gouvernement.

« Qu'attendez-vous de nous ? », demanda Ebert.

« Le Maréchal Hindenburg attend du gouvernement qu'il soutienne le corps des officiers en maintenant une discipline et un ordre stricts dans l'armée. »

« Quoi d'autre ? »

« Le corps des officiers attend du gouvernement qu'il combatte le bolchevisme, et se tienne à la disposition du gouvernement pour cela. »

Ebert demanda à Groener de « transmettre au Maréchal les remerciements du gouvernement. »⁹

Hindenburg avait exercé une dictature militaire virtuelle pendant les deux dernières années de la guerre. Et là, Ebert lui garantissait, à lui et à la vieille caste des officiers, le contrôle des forces armées, qu'ils devaient utiliser quatorze

⁸ F M Carsten, *op. cit.*, p. 45.

⁹ La teneur de la discussion entre Ebert et Groener fut mise en lumière lors d'un procès en diffamation en 1925 ; voir *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 233.

ans plus tard pour installer Hitler au pouvoir.

Ebert fut aidé par l'empressement des sociaux démocrates indépendants à valider cette politique. L'un d'entre eux, Dittmann, écrivit plus tard : « *Mon consentement à remettre la direction de l'armée à l'ancien commandement était acquis d'avance* ». ¹⁰ Même le plus à gauche des « commissaires » indépendants, Barth, contresigna un ordre mettant les troupes sous le commandement des officiers et limitant les conseils de soldats à un rôle consultatif.

Ainsi, les sociaux-démocrates de gauche et de droite collaboraient pour donner le monopole de la force armée à des hommes qui non seulement haïssaient le « bolchevisme », mais tout parti, aussi « modéré » soit-il, menaçant leurs privilèges séculaires. Ces hommes utiliseraient cette force pour renverser la donne du 9 Novembre et, au bout du compte, à offrir le pouvoir à un dictateur déterminé à détruire la social-démocratie.

L'armée du front

Pour l'instant, cependant, l'accord que le Haut Commandement avait obtenu des deux ailes de la social-démocratie n'était qu'un chiffon de papier. Il devait être traduit en action. Le Haut Commandement devait trouver des combattants prêts à l'exécuter.

Au début, ils pensaient pouvoir se fier à l'ancienne armée de campagne. Les troupes en retraite du front semblaient beaucoup plus disciplinées que celles cantonnées dans les villes, et leurs conseils étaient beaucoup plus à droite. Il semblait très facile de les faire marcher contre les travailleurs en armes des villes.

A l'occasion d'autres conversations téléphoniques avec Groener, Ebert put donner à ce plan sa complète approbation. « *Un plan fut conçu* », disait Groener devant un tribunal huit ans plus tard :

Dix divisions devaient marcher sur Berlin. Ebert était d'accord. (...) Les Indépendants avaient demandé que les troupes entrent sans munitions. Ebert était d'accord pour qu'elles soient équipées de balles réelles. Nous élaborâmes un programme qui prévoyait après l'entrée un nettoyage de Berlin et le désarmement des spartakistes. (...) Cette alliance a été conclue contre le danger des bolcheviks et le système des conseils. ¹¹

Mais Ebert et Groener devaient être déçus. La « discipline » de l'armée de campagne dura seulement jusqu'à qu'elle ait accompli sa retraite en deçà de la frontière allemande. Puis elle commença à tomber en ruines. Même les divisions de soldats engagés se décomposaient. Ils avaient accepté la discipline parce qu'ils voulaient rentrer chez eux le plus vite possible. Maintenant, ils commençaient à écouter les agitateurs « bolcheviks ». Les troupes « sûres » abandonnaient bientôt les casernes, refusaient de saluer les officiers et couraient participer aux manifestations organisées par la Ligue des Soldats Rouges.

Le plan échoua. Le seul Indépendant de gauche du gouvernement, Barth, réussit à monter à la tribune. Il semble avoir regretté son acceptation de l'appel à la « discipline » du gouvernement. Il dit aux soldats que les officiers les trompaient. Les soldats l'écoutèrent. Ils étaient prêts à accepter la propagande contre les « bolcheviks subversifs » en termes généraux – et à voter pour des élections à l'Assemblée Nationale ainsi que pour une interdiction des grèves dans les « services essentiels » – mais ils n'étaient pas disposés à revenir au vieux système d'obéissance aveugle à une caste privilégiée d'officiers. Ils votèrent pour l'abolition de toute marque extérieure de grade et pour la réélection des conseils de soldats.

Les soldats du rang en avaient assez de la discipline militaire. Pour beaucoup, le plus important était de retourner à la vie civile dès que possible. Chaque tentative de la part des officiers ou des dirigeants sociaux-démocrates de les soumettre à la discipline ne faisait que les radicaliser davantage. La marche de l'armée du front sur Berlin ressemblait davantage à un morceau de sucre plongé dans de l'eau chaude qu'à un couteau planté dans du beurre. Les unités disciplinées se fondirent dans la masse des silhouettes vert de gris hagardes, affamées et grelottantes, qui peuplaient les rues.



Dans la première semaine de décembre, il y eut une tentative directe d'utiliser l'armée contre la révolution. La presse bourgeoise lança une campagne hystérique contre la gauche, prétendant que les puissances alliées avaient fait savoir au gouvernement allemand qu'aucune livraison de nourriture ne serait faite à leur pays affamé tant que les conseils d'ouvriers et de soldats n'auraient pas été dissous. Des milliers d'affiches « anti-bolcheviks » commencèrent à apparaître, avec des messages tels que « *Tuez Liebknecht* ». ¹²

Le 5 décembre, un meeting de sous-officiers se porta en manifestation au bureau du chancelier, où ils dirent à Ebert qu'ils étaient prêts pour le mot d'ordre « *faire face à un coup d'Etat de Liebknecht ou*

¹⁰ Cité in F M Carsten, *op. cit.*, p. 59.

¹¹ Cité in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 233.

¹² Pour des exemples, voir *ibid.*, pp. 238, 241.

de ses camarades ».

Le lendemain des troupes de diverses casernes marchèrent sur le Reichstag. On leur avait dit que l'Exécutif des Conseils de Berlin avait détourné 2,5 millions de marks, et elles arrêtaient leurs membres. D'autres troupes marchèrent sur la Chancellerie où elles appelèrent à la dissolution du Comité Exécutif et à la désignation d'Ebert comme président avec les pleins pouvoirs.

Ebert ne dit ni oui ni non. Il se borna à déclarer qu'il devait consulter ses « collègues ». Il n'était pas disposé à soutenir une entreprise militaire dont l'issue était incertaine ; mais il n'était pas non plus prêt à la désavouer.¹³

Le coup d'Etat échoua. Les troupes qui y étaient engagées n'avaient pas une claire conscience des buts de leur lutte, et leurs chefs n'avaient pas de plan détaillé pour la prise du pouvoir. Elles supposaient qu'une fois qu'elles seraient en mouvement, les choses se mettraient en place d'elles-mêmes. Mais les hésitations d'Ebert donnèrent un coup d'arrêt à l'opération. Après avoir contrôlé le centre de Berlin, les soldats retournèrent tout simplement dans leurs casernes. Mais après que 200 d'entre eux aient ouvert le feu avec des mitrailleuses contre une manifestation spartakiste, faisant 18 morts.

La conséquence immédiate de cette tentative de coup d'Etat fut de radicaliser Berlin plus encore. Les agitateurs les plus réactionnaires de la garnison étaient compromis. Les soldats qui les avaient suivis le 6 décembre commencèrent à se poser des questions. L'une des unités engagées dans l'action – la Division de Marine – était, à la fin du mois, au centre de la désaffection vis à vis du gouvernement.

Les nouvelles forces de défense

L'armée était visiblement en train de se désintégrer. Quiconque voulait contrôler Berlin devait chercher ailleurs.

La gauche révolutionnaire avait appelé, au début de la révolution, à la formation d'une « Garde Rouge » pour maintenir l'ordre et empêcher toute tentative de contre-révolution. Cela avait été décidé par l'Exécutif des Conseils de Berlin le 12 novembre, mais le plan avait été abandonné sous la pression de la droite du gouvernement. La gauche révolutionnaire gardait cependant le contrôle de la Force de Sécurité que l'indépendant de gauche Eichhorn avait constituée au sein de la Kommandantur de la police. Les deux tiers de ses membres étaient des volontaires révolutionnaires, l'autre tiers des policiers.

Les Sociaux-Démocrates Majoritaires entreprirent de contrer cette force – et de désamorcer tout nouvel appel à la constitution de Gardes Rouges. Ils commencèrent à recruter leur propre Corps de Soldats Républicains à partir de leurs sympathisants dans l'armée en désintégration. Les premiers pas avaient été faits par Noske lorsqu'il était en charge à Kiel. Il avait choisi 3 000 marins qui lui étaient loyaux et les avait envoyés à Berlin. Il pensait que cette « Division de Marine du Peuple » donnerait au gouvernement social-démocrate le soutien armé dont il avait besoin. Retranchée dans le palais impérial, le *Schloss*, sous le commandement d'un vieux monarchiste, Wolff Metternich, elle semblait en effet garantir au gouvernement toute protection contre le retour de troubles révolutionnaires.

Mais après leur engagement dans le coup d'Etat avorté du 6 décembre, les arguments des travailleurs de gauche de Berlin commencèrent à les influencer. Un grand nombre d'entre eux déserta, rentrant dans ses foyers, et le reste suivit un révolutionnaire, l'ancien lieutenant Dorrenbach.

Le ministre prussien de l'Intérieur, le social-démocrate Wels, et son gouverneur militaire de Berlin, Anton Fischer, constituèrent le Corps des Soldats Républicains comme seconde force, financée par des dons des grands patrons, dans l'espoir qu'il pourrait remplacer leur premier instrument, désormais inutilisable. Comme Fischer l'écrivit plus tard : « *Déjà, le 17 novembre, Wels et moi-même avons commencé à constituer une force armée qui serait sûre jusqu'à un certain point* ». Le problème était d'ordre financier. Mais il fut résolu par un « *certain étranger* » qui (...) « *disait qu'il pensait que tout Berlin était intéressé au rétablissement de l'ordre et [qui] offrit à Wels son assistance financière. (...) Lorsque l'argent arriva, Wels, Colin Ross [plus tard un partisan de Hitler], Strierner et moi allâmes dans les casernes recruter les meilleurs éléments.* »¹⁴

Le Corps des Soldats Républicains fut bientôt engagé dans des affrontements avec la gauche révolutionnaire, qui laissaient souvent des morts sur le pavé. Mais à terme il finit lui aussi par donner des migraines aux ministres sociaux-démocrates majoritaires. Ses membres étaient, dans l'ensemble, des sociaux-démocrates plutôt conservateurs, qui n'aimaient pas le comportement apparemment « désordonné » des spartakistes. Ils avaient tendance, du moins dans les premiers mois de la révolution, à croire aux promesses du gouvernement selon lesquelles l'avènement du « socialisme » se ferait dans « l'ordre » et la « discipline ». Mais ils ne voulaient pas du capitalisme. Ils avaient assez souffert sous l'ordre ancien pour ne pas vouloir son retour.

Les dirigeants sociaux-démocrates, au contraire, avaient passé un accord avec le Haut Commandement militaire et les vieux bureaucrates impériaux – des hommes pour lesquels l'ancien régime était sacro-saint et devait être restauré le plus tôt possible. Cet accord exigeait du gouvernement des choses qui étaient peu compatibles avec toute notion de

13 Cité *ibid.*, p. 243.

14 Cité in M Phillips Price, *Germany in Transition* (Londres 1923) p. 88.

« marche vers le socialisme ». Et comme le Corps des Soldats Républicains devait imposer par la force l'obéissance à une telle politique, les premiers murmures vinrent de ses rangs. Comme devait le dire plus tard son commandant, Fischer, il devenait « *chaque jour un facteur de moins en moins sûr* ». ¹⁵

Aucune force issue des rangs de l'ancienne armée ne pouvait être « sûre » pour le Haut Commandement, Ebert, Noske et leurs amis. Ils durent au contraire créer ce qui devint connu sous le nom de *Freikorps* ou de Gardes Noske.

Les Freikorps

Il y avait dans l'armée des couches qui n'étaient absolument pas attirées par la révolution. C'étaient les dizaines de milliers d'officiers qui s'identifiaient avec la classe dirigeante et n'avaient rien à gagner à la démobilisation. Il y avait aussi un certain nombre de soldats privilégiés et hautement entraînés – appelés les troupes d'assaut – qui n'avaient pas souffert des rigueurs de la discipline, des corvées et de la mauvaise nourriture comme la masse de l'armée. Ils étaient liés à la fois par un ensemble de privilèges et par la camaraderie du combat. Ils risquaient de perdre tout cela s'ils étaient démobilisés – et saisirent la chance de gagner un salaire en se battant contre « les rouges ».

Le 22 décembre, le gouvernement social-démocrate désigna un des généraux de l'empire, Märcner, pour organiser ces officiers et ces troupes d'assaut en une force mercenaire grassement payée, les Freikorps.

« *La plupart des dirigeants étaient monarchistes d'esprit. Ceux dont on remarquait l'absence étaient les travailleurs modérés organisés* ». ¹⁶ Après avoir vu défiler les Freikorps, l'historien conservateur Meinecke pouvait commenter : « *C'était comme si l'ordre ancien ressuscitait* ».

Lorsqu'il vit parader ces troupes le 4 janvier, Noske se tourna vers Ebert et [lui dit](#) : « Sois tranquille : à présent tu vas voir que la roue va tourner ! »

Les premiers affrontements

A Berlin les mois de novembre et de décembre furent marqués par une radicalisation croissante, en particulier parmi certaines sections de soldats et dans la multitude des anciens soldats désormais au chômage. Les manifestations quotidiennes de la Ligue des Soldats Rouges attiraient de plus en plus de monde. Comme le rapporte un témoin hostile :

Le mouvement spartakiste, qui influençait aussi une partie des Indépendants, réussissait à attirer une fraction des ouvriers et des soldats (...) et à les maintenir dans un état d'excitation permanente, mais il restait sans influence sur la grande masse du prolétariat allemand. Les meetings, processions et manifestations quotidiens auxquels Berlin assista en novembre et en décembre 1918 faisaient croire au public et aux leaders spartakistes qu'ils étaient suivis dans cette direction intransigeant, ce qui n'était pas le cas en réalité. ¹⁷

Nous avons vu comment la droite avait réagi à cela – les officiers essayèrent de lancer la garnison contre la gauche le 6 décembre – et comment la presse social-démocrate avait ajouté à l'hystérie en accusant les spartakistes de « *fomenteur un coup d'Etat* ». Le but était d'isoler et de briser la gauche révolutionnaire avant que la majorité des travailleurs moins mobilisés ne se rende compte que le gouvernement se préparait à détruire les acquis du 9 Novembre. Mais les choses ne devaient pas se passer comme prévu.

L'idée se répandait parmi les masses que les socialistes de droite avaient vendu la révolution à la réaction, que les Indépendants au gouvernement se laissaient mener par le licou et que les travailleurs révolutionnaires seraient obligés de passer à l'action. Ces sentiments s'exprimèrent avec force lors du meeting de protestation du 8 décembre. La manifestation spartakiste attira une large foule : trente mille ouvriers et soldats défilèrent ce jour-là dans la ville, sous la direction de Liebknecht. Plusieurs camions de soldats furent désarmés par les manifestants. ¹⁸

Le journal spartakiste, *Die Rote Fahne*, revendiqua 150 000 participants à cette manifestation – et 250 000 à une autre une semaine plus tard, lors de la réunion du Congrès National des Conseils à Berlin. Le Congrès ne reprit pas les revendications de la manifestation, et, comme nous l'avons vu, consentit à transmettre ses pouvoirs à une assemblée parlementaire, mais il ne pouvait pas négliger les pressions de la garnison de Berlin hostile à tout retour à une armée à l'ancienne. Après avoir entendu un rapport de Dorrenbach au nom des unités de la garnison, elle adopta une résolution proposée par Hambourg qui appelait à l'abolition des signes extérieurs de grade, à l'élection des officiers, au contrôle de la discipline par les conseils de soldats et au remplacement rapide de l'armée régulière par une « armée populaire » basée sur une milice.

Mais la plus importante rebuffade que devait connaître le gouvernement se produisit à Noël. La Division de Marine

¹⁵ Cité in H J Gordon, *The Reichswehr and the German Republic 1919-26* (Princeton 1957) p. 20.

¹⁶ *Ibid.*, p. 23.

¹⁷ Heinrich Ströbel : *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, Berlin 1920, p.79

¹⁸ *Ibid.*

du Peuple était toujours stationnée dans le palais impérial, au cœur des édifices gouvernementaux de Berlin. Le gouvernement, qui craignait que cette force, destinée à le protéger de la révolution, ne se retourne contre lui au nom de la révolution, tenta de la contraindre à se disperser en bloquant sa solde. Les marins en colère réagirent le 23 décembre en se saisissant du dirigeant social-démocrate prussien Wels. Il ne serait relâché, insistaient-ils, que lorsqu'ils toucheraient leur solde.

Le gouvernement prit prétexte de cette action pour attaquer la division. Le jour suivant, il lança à l'assaut les Gardes Montés, apparemment dignes de confiance, commandés par le général Lequis et basés hors de Berlin à l'abri de son atmosphère subversive. Un officier adressa aux marins l'ultimatum suivant : S'ils ne déposaient pas les armes et ne se rendaient pas dans les deux heures, il ouvrirait le feu de l'artillerie. En fait, le bombardement commença avant même que le délai ne soit écoulé.

Pendant ce temps, des groupes de civils s'étaient joints au combat, membres de la Ligue Spartakiste et d'autres organisations – ainsi que des sections de la Force de Sécurité d'Eichhorn et du Corps de Soldats Républicains qui, eux aussi, soutenaient les marins. Et surtout, des femmes de la classe ouvrière, ignorant le danger, avaient infiltré les rangs des Gardes et leur expliquaient l'indignité qui était en train de se commettre. Cela brisa la cohésion des assiégeants. Les Gardes jetèrent leurs fusils et arrêtaient leurs officiers. À midi, la victoire des marins était complète. Le combat avait fait 11 morts du côté des marins et 56 du côté des Gardes.¹⁹

L'emprise des sociaux-démocrates majoritaires sur Berlin se décomposait à grande vitesse. Les détachements spéciaux qu'ils avaient constitués dans la ville étaient passés du côté des marins contre le gouvernement. L'Exécutif des Conseils dominé par les sociaux-démocrates condamna l'attaque contre la Division de Marine. Les sociaux-démocrates ne disposaient même pas des forces qui leur auraient permis d'empêcher que les locaux de leur journal, *Vorwärts*, ne soient saisis cette nuit-là par des milliers de révolutionnaires.

Leur isolement s'aggrava les jours suivants lorsque les ministres indépendants quittèrent le gouvernement. Ils avaient assisté impuissants aux combats de Noël et à la collusion d'Ebert et de Lequis. Ils ne pouvaient pas se permettre d'être davantage compromis, de peur de perdre leur soutien à Berlin.

Dans une couche de plus en plus large de travailleurs, de soldats et de chômeurs de la capitale régnait le sentiment que le gouvernement était désarmé, qu'avec un petit effort ils pouvaient rallumer un mouvement comme celui du 9 novembre et remplacer ce gouvernement par un autre de leur choix. Mais le gouvernement s'apprêtait déjà à utiliser une autre arme, celle des détachements de Freikorps qui se rassemblaient hors de Berlin. Et ses opposants avaient une grande faiblesse dont il pouvait profiter – leur extrême désorganisation.

La fondation du Parti Communiste

Dans la situation révolutionnaire qui se développait rapidement, la gauche souffrait d'une grave carence – il n'y avait pas de parti révolutionnaire puissant, capable d'unir les soldats révolutionnaires et les ouvriers armés en une force basée sur l'acceptation volontaire d'une discipline commune. La Ligue Spartakiste, avec ses 3 000 membres environ, de même que le parti de gauche radicale plus petit, les Communistes Internationaux, étaient noyés dans un grand nombre de travailleurs et de soldats qui croyaient que leur enthousiasme personnel pouvait agir comme un substitut à la stratégie et à la tactique.

Pierre Broué, l'historien français de la révolution, exagère sans doute un peu, mais son récit contient un très important élément de vérité :

Liebke, agitateur infatigable, prend la parole partout où les idées révolutionnaires peuvent rencontrer un écho. Des colonnes entières du mince Die Rote Fahne sont consacrées à des convocations, des appels, pour des réunions, meetings, manifestations, défilés de soldats, chômeurs, déserteurs, permissionnaires. Or ces manifestations, que le noyau spartakiste n'a pas la force ni sans doute le désir de contrôler, sont souvent l'occasion, pour les éléments douteux qu'elles entraînent, de violences ou d'incidents inutiles et même nuisibles. (...) Liebke peut avoir l'impression qu'il est, par les foules qui l'acclament, le maître de la rue, alors que, faute d'une organisation authentique, il n'est même pas maître de ses propres troupes (...). A ces hommes impatients et durs qui sortent de la guerre, il n'est pas question de faire des conférences ni des cours de « théorie » : il faut des mots d'ordre clairs, précis, enthousiasmants, il faut de l'action.²⁰

En fait, le *Spartakusbund* lui-même n'était pas vraiment une force cohérente, malgré sa petite taille. Comme l'a décrit Paul Frölich : « La Ligue Spartakus était encore rudimentaire, et était faite essentiellement d'innombrables groupes, petits et autonomes, dispersés dans tout le pays ». C'était « une organisation informe qui ne comptait que quelques milliers de membres ».

¹⁹ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 257.

²⁰ P Broué, *Révolution en Allemagne* (Paris 1971) pp. 207-208.

Un biographe de Rosa Luxemburg rapporte que

Sur le plan de l'organisation Spartakus était lent à se développer. (...) Dans les plus grandes villes, il ne constitua un centre organisé qu'au cours du mois de décembre et, dans de nombreux cas, pas avant février ou mars 1919. (...) Des tentatives pour mettre en place des réunions de sympathisants spartakistes dans le Conseil des Ouvriers et des Soldats de Berlin ne produisirent aucun résultat satisfaisant et une tendance communiste indépendante dans le conseil de Berlin ne fut formée que le 20 février 1919.²¹

Une telle organisation n'était ni assez forte ni suffisamment cohésive pour fournir un centre discipliné aux rangs en formation rapide des soldats et des ouvriers révolutionnaires.

Quatre jours après les combats de Noël, 112 délégués de différentes régions d'Allemagne se réunirent pour tenter de corriger cette déficience en transformant la Ligue Spartakus en un Parti Communiste totalement indépendant, le KPD. Rosa Luxemburg avait décidé de s'engager dans cette voie après qu'un appel aux Sociaux-Démocrates Indépendants à se joindre à une conférence spéciale du parti ait été rejeté.

La plupart des délégués venaient de l'ancienne Ligue Spartakus, mais une minorité était issue des Radicaux de Gauche basés à Brême qui avaient décidé de rejoindre le nouveau parti – malgré les mauvais pressentiments de leur meilleur dirigeant, Knief²². Était également présent, en tant que représentant du Parti Communiste de Russie, l'associé austro-polonais du groupe de Brême, notre vieille connaissance Karl Radek.

Dès le début, il y eut un contraste marqué entre l'analyse des événements des anciens dirigeants révolutionnaires et celle de la majorité des délégués. Rosa Luxemburg, Leo Jogiches, Paul Levi, Karl Radek reconnaissaient tous que pour réussir, une révolution dépendait de plus que d'un soutien temporaire pour certains slogans de la part d'une masse désorganisée d'ouvriers et de soldats. Luxemburg insistait, lorsqu'elle présenta le programme du parti au troisième jour de la conférence, sur le fait que la révolution n'en était encore qu'à son stade primitif :

(...) qu'en résulte-t-il pour notre ligne tactique générale dans la situation où nous allons nous trouver prochainement ? La première conséquence que vous en tirerez est sans doute l'espoir de voir tomber le gouvernement Ebert-Scheidemann qui serait alors remplacé par un gouvernement expressément révolutionnaire, socialiste et prolétarien. Cependant, je voudrais attirer votre attention, non pas vers le haut de la pyramide, mais vers le bas. Nous ne pouvons continuer à nourrir l'illusion, retomber dans l'erreur de la première phase de la révolution, celle du 9 Novembre, croire qu'il suffit en somme de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre, pour faire une révolution socialiste.²³

Seule la lutte dans les usines pouvait commencer à renverser les rapports sociaux et établir la base d'une véritable révolution socialiste. Elle poursuivait :

(...) il est très caractéristique que la première période de la révolution qui va, pourrait-on dire, jusqu'au 24 décembre (...), ait été encore exclusivement politique. (...) c'est ce qui explique les balbutiements, les insuffisances, les demi-mesures et le manque de conscience de cette révolution. C'était le premier stade d'un bouleversement dont les tâches principales se situent dans le domaine économique : renversement des rapports économiques.

La nature même de cette révolution fait que justement les grèves prennent nécessairement de plus en plus d'ampleur, deviennent de plus en plus le centre, l'essentiel de la révolution. C'est alors une révolution économique et c'est par là qu'elle devient une révolution socialiste. Mais la lutte pour le socialisme ne peut être menée que par les masses, dans un combat corps à corps contre le capitalisme, dans chaque entreprise, opposant chaque prolétaire à son employeur. Alors seulement il s'agira d'une révolution socialiste...

Le socialisme ne se fait pas et ne peut se faire par décrets, même s'ils émanent d'un gouvernement socialiste, aussi parfait soit-il. Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire. C'est là où ils sont rivés à la chaîne du capitalisme que la chaîne doit être rompue.

Il fallait « miner progressivement le gouvernement Ebert-Scheidemann » et non tenter de prendre le pouvoir avant que les conditions ne soient mûres.

Camarades, voilà un vaste champ à labourer. Nous devons faire les préparatifs à partir de la base, nous devons donner aux conseils d'ouvriers et de soldats un pouvoir tel que le renversement du gouvernement

21 P. Nettl, *Rosa Luxemburg* (Londres 1966) p. 725.

22 Voir les mémoires de Berlin de Karl Radek, in Schudenkopf, *Archiv für Sozialgeschichte II* (1962) p. 366.

23 Rosa Luxemburg, *Discours au congrès de fondation du KPD, Œuvres II*, Maspéro (Paris 1971) pp. 124-125.

Ebert-Scheidemann, ou de tout autre gouvernement semblable, ne sera plus que l'acte final. Ainsi, la conquête du pouvoir ne doit pas se faire en une fois, mais être progressive : nous nous introduirons dans l'Etat bourgeois jusqu'à occuper toutes les positions. (...)

Les luttes économiques n'étaient pas quelque chose de séparé de cette tâche politique, disait-elle, mais en constituait un point central.

Et la lutte économique : à mon avis, qui est aussi celui de mes amis les plus proches dans le parti, elle doit être également menée par les conseils d'ouvriers. C'est aussi aux conseils d'ouvriers qu'il appartiendra de diriger le conflit économique et de lui faire emprunter des voies de plus en plus larges. (...) Car il s'agit bien de lutter pied à pied, corps à corps, dans chaque Etat, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque commune, afin de remettre aux conseils d'ouvriers et de soldats tous les instruments du pouvoir qu'il faudra arracher bribe par bribe à la bourgeoisie.

(...) l'histoire nous rend la tâche moins aisée que lors des révolutions bourgeoises où il suffisait de renverser le pouvoir officiel au centre et de le remplacer par quelques douzaines d'hommes nouveaux, tout au plus. Nous devons agir à la base. (...) C'est à la base, là où chaque employeur fait face à ses esclaves salariés, . (...) là où les organes exécutifs de la domination politique de classe font face aux objets de cette domination, c'est à la base que nous devons arracher, bribe par bribe, aux gouvernants les instruments de leur puissance pour les prendre en main.²⁴

Le discours de Rosa Luxemburg reçut des applaudissements prolongés. Cela dit, la majorité des délégués ne comprenaient pas complètement le point crucial de son analyse – que le conflit décisif pour le pouvoir d'Etat était encore considérablement éloigné, qu'il ne pourrait pas y avoir une insurrection réussie à Berlin avant que les conseils ouvriers ne soient véritablement en lutte pour le contrôle de la société dans chaque localité, attirant les plus larges masses dans la lutte, et non les sections les plus avancées de la capitale. Néanmoins, ils adoptèrent [le programme du parti](#), qui proclamait :

La Ligue spartakiste ne prendra jamais le pouvoir que par la volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes de l'ensemble de l'Allemagne. Elle ne le prendra que si ces masses approuvent consciemment ses vues, ses buts et ses méthodes de lutte . (...) La Ligue spartakiste refusera. (...) de prendre le pouvoir uniquement parce que les Scheidemann-Ebert se seraient usés au pouvoir et que les indépendants auraient abouti à une impasse en collaborant avec eux.

Mais la majorité des délégués était loin d'accepter la patience de Rosa vis à vis du processus révolutionnaire, sa conviction qu'il était nécessaire de gagner les masses pour une prise du pouvoir totale avant d'essayer de prendre le gouvernement. Cela avait été prouvé par les précédentes discussions du congrès relatives à la participation aux élections à l'Assemblée Nationale et à la lutte économique. Comme Rosa Luxembourg l'avait exprimé une semaine plus tôt :

Nous sommes aujourd'hui au milieu d'une révolution, et l'Assemblée Nationale est une forteresse contre-révolutionnaire érigée contre le prolétariat révolutionnaire. Notre tâche est de prendre cette forteresse d'assaut et de la raser jusqu'au sol.²⁵

Les dirigeants spartakistes n'étaient certes pas partisans de l'absurdité prêchée par les Indépendants et les sociaux-démocrates – et par les partis communistes de l'époque présente – selon laquelle on peut parvenir au socialisme par les moyens parlementaires. Mais ils croyaient fermement que les révolutionnaires pouvaient utiliser les élections comme une tactique dans la lutte pour détruire les illusions des travailleurs sur le parlement.

Pour mobiliser les masses contre l'Assemblée Nationale et les diriger dans une lutte décisive contre elle, écrivait Rosa,

nous devons utiliser les élections, et la tribune de l'Assemblée Nationale. (...) Dénoncer clairement et sans réserve tous les procédés et les machinations de cette excellente assemblée, de révéler pas à pas aux masses son œuvre contre-révolutionnaire, d'en appeler aux masses à décider, à intervenir – telle est la fonction de la participation à l'Assemblée Nationale.²⁶

L'argument fut martelé au congrès par Paul Levi, qui proclama que les communistes ne pouvaient ignorer les élections que s'ils se sentaient assez forts pour renverser l'Assemblée. Mais même s'ils étaient sans doute assez forts pour cela à Berlin, dans la Ruhr et la Haute Silésie, dans le reste de l'Allemagne les conditions étaient très différentes.

²⁴ *Ibid.*, pp. 118-119,126,127,128.

²⁵ *Die Rote Fahne*, 23 décembre 1918.

²⁶ Rosa Luxemburg : « Die Wahlen zur Nationalversammlung », in: Rosa Luxemburg : *Gesammelte Werke*, Volume 4, Berlin 1974, pp. 472/473

La question est trop sérieuse. Nous voyons tous que la décision sur cette question peut déterminer pour des mois le destin de notre mouvement. (...) Pensez donc à la situation suivante. L'Assemblée Nationale va se réunir. Pendant des mois, et vous ne pouvez pas l'empêcher, elle va dominer peut-être la totalité de la vie politique en Allemagne. (...) Vous ne pourrez pas empêcher que tous les yeux soient fixés sur elle. (...) Elle entrera dans la conscience des travailleurs allemands, et confronté à ce fait vous voulez rester en dehors, et agir de l'extérieur ?²⁷

Mais les délégués n'étaient pas ébranlés. Ils avaient vu, quelques jours plus tôt, l'humiliation du gouvernement Ebert échouant à briser la Division de Marine. Ils ne croyaient pas qu'il pourrait détourner l'attention, même temporairement, vers des voies parlementaires.

Paul Lévi décrivit lui-même plus tard cet état d'esprit :

L'air de Berlin (...) était empli de tension révolutionnaire. (...) Il n'y avait personne qui n'eût le sentiment que l'avenir immédiat allait voir se produire de nouvelles grandes manifestations et de nouvelles actions. (...) Les délégués qui représentaient ces masses jusqu'alors inorganisées venues à nous seulement dans l'action, par elle et pour elle, ne pouvaient absolument pas comprendre qu'une nouvelle action, facilement prévisible, pourrait aboutir non pas à la victoire, mais à des reculs. Ils n'envisageaient même pas en rêve de suivre une tactique qui aurait laissé une marge de manœuvre au cas où ces reculs seraient produits.²⁸

Le sentiment de la majorité fut exprimé par l'ancien député social-démocrate Otto Rühle, qui proclamait avec insistance qu'il n'y avait aucun besoin d'utiliser l'Assemblée comme tribune : « *Nous avons maintenant d'autres tribunes. La rue est la grande tribune que nous avons conquise et que nous n'abandonnerons pas, même s'ils nous tirent dessus* ».

Les révolutionnaires n'avaient pas besoin d'un « *nouveau cadavre* », disait-il. Ils en avaient fini avec « *les compromis et l'opportunisme* ». Il n'y avait pas de souci à se faire. Peut-être l'Assemblée s'enfuirait-elle dans une ville de province pour échapper à l'atmosphère révolutionnaire de la capitale. « *Dans ce cas nous établissons un nouveau gouvernement ici à Berlin* ». De toutes façons, il y avait encore 14 jours avant les élections.²⁹

Tous les délégués opposés à la participation aux élections ne s'attendaient pas une bataille pour le pouvoir à court terme, mais il y en avait beaucoup. Leur soutien au programme de Rosa Luxemburg deux jours plus tard ne voulait pas dire qu'ils étaient vraiment d'accord avec la perspective dont il était porteur.

La même impatience se manifesta à l'occasion de la discussion sur la lutte économique. Lange, qui fit le rapport introductif pour la direction, ne prit pas position sur la question de savoir si les révolutionnaires devaient rester dans les syndicats. Mais beaucoup d'autres délégués étaient convaincus que les communistes devaient briser avec de telles institutions « réformistes ». Paul Frölich lança le slogan « *Hors des syndicats* », appelant à constituer à la place des « unions ouvrières » qui mettraient fin une fois pour toutes à la distinction entre le parti et les syndicats. Il fut critiqué par Rosa Luxemburg – mais parce qu'il n'avait pas mis l'accent sur les conseils ouvriers. Elle n'était pas satisfaite du slogan « *Hors des syndicats* », mais suggérait malgré tout que la « liquidation » des syndicats était à l'ordre du jour. Seul Heckert fit remarquer que les syndicats étaient loin d'être finis, qu'ils rassemblaient encore de grandes quantités de travailleurs et que le slogan « *Hors des syndicats* » était extrêmement dangereux.

L'exaspération vis à vis d'organisations syndicales dominées par des bureaucrates droitières était naturelle dans une conférence tenue au milieu de grèves à répétition et de manifestations de rue. Mais il n'est pas douteux qu'elle était erronée. Les travailleurs mobilisés dans les grandes usines berlinoises n'attendaient pas, eux, l'avis des organisations syndicales nationales avant de passer à l'action, mais pour des ouvriers d'usines plus petites et avec moins d'expérience de la lutte, les syndicats étaient plus importants que jamais. Alors même que les spartakistes discutaient de la liquidation des syndicats, les travailleurs les rejoignaient de façon massive : les effectifs syndicaux s'accrurent de 50 % dans le premier mois de la révolution, et triplèrent dans les 12 mois suivants. Comme le soulignait Radek quelques mois plus tard :

Les masses qui s'éveillent au cours de la révolution rentrent en phalange compacte dans les syndicats, en se moquant de leurs dirigeants. Il y a depuis la révolution de novembre environ quatre millions de nouveaux syndiqués. C'est la réponse des masses à la question de la nécessité des syndicats, qu'aucun révolutionnaire ne peut négliger.³⁰

Il y avait un contraste important entre l'attitude de la majorité des spartakistes et celle des bolcheviks en Russie.

27 Paul Levi, [Minutes du congrès de fondation du Parti Communiste Allemand](#), in Hermann Weber (Ed.), *Die Gründung der KPD*, Berlin 1993, p. 95.

28 Rapport au II^e congrès de l'I.C. Archives Levi, p. 124/8, p. 4, cité d'après Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 239 et 241.

29 [Minutes du congrès de fondation du Parti Communiste Allemand](#)

30 K Radek (écrivant sous le pseudonyme d'Arnold Struthörn), *Die Entwicklung der Deutschen Revolution und die Aufgaben der Kommunistischen Partei*, septembre 1919, p. 35.

Les bolcheviks considéraient comme nécessaire de faire un effort vers le travail syndical même après la Révolution d'Octobre : c'était un moyen d'amener à l'activité politique des couches nouvelles de travailleurs. Les discussions au congrès spartakiste révélaient toutes la même impatience, la même incapacité à prendre au sérieux la tâche de gagner les plus larges couches de travailleurs à la révolution.

Beaucoup des dirigeants les plus expérimentés du nouveau parti étaient consternés. L'organisateur révolutionnaire vétéran et collègue de toute une vie de Rosa Luxemburg, Leo Jogiches, voyait dans les décisions du congrès la preuve qu'il avait été convoqué prématurément, de façon isolée des masses qui faisaient encore confiance aux Indépendants. Il était profondément pessimiste quant à l'avenir, malgré la vague montante de lutte au dehors du lieu de la conférence. Il vota, seul, contre la fondation du parti. Ce qui ne l'empêcha nullement, cependant, d'en devenir l'organisateur principal.

Ses doutes étaient partagés par Radek, qui écrivit dans ses mémoires : « *Le congrès montrait de façon aiguë la jeunesse et l'inexpérience du parti. (...) Je ne me sentais pas encore en présence d'un parti* ». ³¹

Rosa Luxemburg était moins pessimiste, même si elle était convaincue que ses opposants au congrès avaient eu tort. « *Notre défaite* », écrivait-elle à sa vieille amie Clara Zetkin,

a été simplement le triomphe d'un radicalisme un peu puéril, à moitié digéré, d'esprit étroit. C'est en tout cas ce qui s'est passé au début de la conférence. Plus tard, le courant entre nous (la direction) et les délégués a commencé à passer. (...) Les spartakistes sont une nouvelle génération, exempts des traditions crétines du « bon vieux parti » (le SPD). (...) Nous avons décidé à l'unanimité de ne pas faire de la question (du boycott) une question cardinale et de ne pas la prendre trop au sérieux. ³²

Ce qui était le plus important, pour Rosa, c'était que le Parti Communiste qui venait d'être fondé attirait à lui les meilleurs éléments de la jeune génération. Leur inexpérience et leur « gauchisme » était l'autre face de leur jeunesse et de leur esprit combatif. Mais elle sous-estimait l'impact de cette inexpérience sur un parti qui manquait de cadres trempés. Cela devait s'avérer fatal dans les jours qui suivirent, même si l'ancienne direction devait être réélue dans sa totalité à la fin du congrès. Comme Radek le nota huit mois plus tard :

Dans la direction communiste, seule une minorité comprit correctement ce problème. (...) C'est pour cela que la lutte contre l'idéologie putschiste (...) a été si faible dans la presse communiste. ³³

Le manque de cohésion de la gauche révolutionnaire fut aggravé par une autre conséquence de la politique gauchiste adoptée par le congrès. Le groupe le plus expérimenté d'activistes ouvriers de Berlin, les Délégués Révolutionnaires, devait rejoindre le parti lors de sa fondation. Mais des discussions entre leurs dirigeants et une délégation du nouveau parti, conduite par Liebknecht, avaient buté sur des difficultés. Ils exigeaient un certain nombre de changements politiques – parmi lesquels l'abandon de toute référence à Spartakus dans le nom du nouveau parti.

En fait, ils voulaient surtout des garanties que le nouveau parti n'aurait rien à voir avec les bandes armées incontrôlables que beaucoup identifiaient avec le spartakisme. Richard Müller exprimait cela lorsqu'il fit dépendre l'activité commune de l'abandon par le Parti Communiste de ce qu'il appelait le « *putschisme* ». Liebknecht répliqua que Müller parlait le langage du journal social-démocrate *Vorwärts*. Sur cette note acide, les négociations furent rompues. ³⁴ Pourtant, deux des trois représentants des Délégués, Müller et Daümig, devaient finalement prouver leur sincérité révolutionnaire en adhérant au parti en 1920.

Le résultat immédiat fut désastreux. Le Parti Communiste fut engagé dans des luttes massives sans avoir dans ses rangs certains des meilleurs et des plus influents dirigeants des travailleurs de Berlin. Les Délégués, d'autre part, devaient se retrouver plongés dans une situation complexe et changeante sans pouvoir bénéficier des conseils que des individualités comme Rosa Luxemburg, Jogiches et Radek auraient pu leur donner. Le résultat, paradoxalement, fut que certains d'entre eux tombèrent dans le putschisme même dont ils faisaient procès aux Spartakistes.

31 Karl Radek : « November - Eine kleine Seite aus meinen Erinnerungen », Anlage in : O. E. Schüddekopf: *Karl Radek in Berlin*, nach: *Archiv für Sozialgeschichte*, 2. Band, Hannover 1962, p. 36

32 Cité in P. Nettl, *op. cit.*, p. 758.

33 K. Radek (alias A. Struthörn), *op. cit.*, p. 8.

34 Pour un récit des négociations entre les spartakistes et les Délégués Révolutionnaires, voir R. Müller, *Der Bürgerkrieg in Deutschland* (Berlin Ouest 1974) pp. 88-89.

Chapitre 5 - Les jours de Spartakus

Berlin, dans les premiers jours de 1919, avait l'air d'une ville dans laquelle rien ne pouvait arrêter l'influence croissante de la gauche révolutionnaire. Le gouvernement Ebert était de plus en plus fragile. Les Sociaux-Démocrates Indépendants l'avaient abandonné. L'armée se décomposait. Une vague de grèves poussait de plus en plus d'ouvriers dans l'opposition et le gouvernement demeurait impuissant, son organe de parti saisi. Par dessus tout, la gauche révolutionnaire exerçait une influence sur les deux corps armés les plus importants de la ville – la Division de Marine du Peuple et la Force de Sécurité d'Eichhorn.

Ebert songeait à abandonner Berlin. « *Vous savez, maintenant je m'en vais.* », dit-il au général Groener. « *Si la bande de Liebknecht en profite pour prendre le pouvoir, personne ne peut les en empêcher. Mais si rien ne peut être trouvé, si je ne peux rien trouver, alors nous sommes en capacité après quelques jours d'établir à nouveau notre gouvernement ici ou là* ».¹

Mais les généraux le persuadèrent de tenir. Le 4 janvier, le gouvernement fit sa première contre-offensive. Il annonça qu'Eichhorn avait été démis de ses fonctions de chef de la police.

Il s'agissait là d'une provocation délibérée. Le gouvernement savait que plus il attendait, plus il perdait sa popularité dans la capitale. Mais il pensait aussi que les Freikorps avaient rassemblé suffisamment de forces hors de Berlin pour briser tout coup d'Etat de la gauche. Il cherchait désormais à provoquer une action prématurée des masses de Berlin, pour reprendre ensuite la ville par la force, en prétendant qu'il se bornait à restaurer l'ordre et à empêcher le chaos.

Le général Groener déclara devant un tribunal en 1925 que dès le 29 décembre, « *Ebert avait ordonné à Noske de lancer les troupes contre les spartakistes. Le corps de volontaires se rassembla le 29 et tout était prêt pour l'ouverture des hostilités* »²

Noske prit sans états d'âme l'emploi de ministre de la défense. Et il ne faisait pas mystère de ce qu'il comportait. « *Quelqu'un doit être le bourreau ! (Bluthund – littéralement : le chien de Saint-Hubert)* », déclara-t-il.

Le jour où le limogeage d'Eichhorn fut annoncé, Noske et Ebert inspectèrent en dehors de Berlin six corps de volontaires composés d'officiers d'extrême droite triés sur le volet. Le général Märcher raconte :

*Déjà dans les premiers jours de janvier une réunion des chefs des Freikorps au sujet des détails de la marche sur Berlin avait eu lieu à l'état-major à Berlin, à laquelle (...) Noske était présent.*³

Rien de tout cela ne constituait une réplique à un « soulèvement spartakiste » à Berlin. C'était au contraire l'élément d'un plan soigneusement mis au point pour provoquer une action qui pourrait être présentée comme un soulèvement, puis la réprimer. Comme le social-démocrate Ernst, qui avait remplacé Eichhorn comme chef de la police, devait le dire quinze jours plus tard à des journalistes : « *Avec nos préparatifs, nous avons forcé les spartakistes à frapper plus tôt* ».⁴

Les travailleurs de Berlin accueillirent la nouvelle du renvoi d'Eichhorn par une énorme vague de colère. Ils sentaient qu'il avait été démis pour s'être rangé de leur côté contre les attaques des officiers d'extrême droite et des patrons. Eichhorn répondit en refusant d'évacuer les locaux du quartier général de la police. Il proclama avec insistance qu'il avait été désigné par la classe ouvrière berlinoise et qu'il ne pouvait être renvoyé que par elle. Il accepterait une décision du l'Exécutif de Berlin des Conseils d'Ouvriers et de Soldats, et de personne d'autre.

Si le gouvernement ne s'était soucié que du poste d'Eichhorn, il l'aurait alors pris au mot – puisque l'Exécutif de Berlin était à majorité social-démocrate. Mais c'était autre chose qui était en jeu – une bataille à mort avec la révolution et avec ses organisations, même si ces dernières étaient temporairement sous le contrôle des sociaux-démocrates. Cette bataille ne pouvait être menée en reconnaissant qu'une telle organisation avait le pouvoir de nommer le chef de la police de Berlin.

Les dirigeants des Indépendants rencontrèrent des représentants des Délégués Révolutionnaires et du Parti Communiste récemment constitué pour discuter de la suite à donner au renvoi d'un de leurs membres d'un poste aussi important. Il fut décidé que la résistance devait prendre la forme d'une manifestation *pacifique* le lendemain, un dimanche. Un tract fut distribué, qui expliquait ce qui était en jeu :

Ce que veut le gouvernement Ebert-Scheidemann, ce n'est pas seulement se débarrasser du dernier homme de confiance de la classe ouvrière révolutionnaire de Berlin, mais surtout établir contre ces

1 Groener, cité in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* (Berlin 1929, réédition Francfort 1970) p. 272.

2 Cité in Paul Frölich, *Rosa Luxemburg*, Berlin 1990, p. 357.

3 *Idem*, p. 358.

4 Cité in M Phillips Price, *Germany in Transition* (Londres 1923) p. 30.

*travailleurs révolutionnaires un régime de coercition. (...) Le coup dirigé contre le chef de la police de Berlin doit frapper le prolétariat allemand dans son ensemble, doit frapper toute la révolution allemande.*⁵

La réaction des travailleurs dépassa les attentes les plus optimistes. « *Des masses énormes, des centaines de milliers d'individus, répondirent le dimanche 5 janvier à cet appel* » lancé par les organisateurs à montrer « *que l'esprit de Novembre (...) n'était pas encore éteint* ». ⁶ Les ouvriers, beaucoup d'entre eux armés, répondit avec enthousiasme aux discours dynamiques de Liebknecht, de Daümig pour les Délégués Révolutionnaires, et de Ledebour pour la direction des Indépendants.

Les organisateurs voulaient une protestation pacifique. Mais la foule en colère n'était pas disposée à manifester pour ensuite rentrer à la maison. Avec un léger encouragement (il fut dit par la suite qu'il provenait de nervis d'extrême droite décidés à causer un soulèvement prématuré⁷), ils se précipitèrent pour saisir les locaux, ainsi qu'une édition entière du journal social-démocrate *Vorwärts* qui fut jetée à la rivière. D'autres groupes commencèrent à occuper les gares de chemin de fer.

« *La réunion des organisateurs* », raconta plus tard Eichhorn, « *n'était pas folle de joie à la nouvelle de l'occupation des locaux du journal, qu'elle n'avait pas prévue* ». ⁸ La direction spartakiste s'était en fait réunie la veille, et avait décidé à l'unanimité qu'un soulèvement devait être évité à tout prix. Paul Levi a écrit :

il y avait une complète unanimité. (...) un gouvernement soutenu par le prolétariat n'aurait pas eu à vivre plus de quatorze jours. (...) il fallait éviter tous les mots d'ordre qui auraient eu nécessairement pour conséquence le renversement du gouvernement de cette époque.

*Nos mots d'ordre devaient être précisés dans le sens suivant : annulation de la révocation d'Eichhorn, désarmement des troupes contre-révolutionnaires (...), armement du prolétariat. Aucun de ces mots d'ordre n'impliquait le renversement du gouvernement ; pas même celui de l'armement du prolétariat, dans une conjoncture où ce gouvernement aussi possédait encore dans le sein du prolétariat un parti non négligeable.*⁹

L'attitude de Rosa Luxemburg consistait à dire que la demande d'un renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann devait être

*un slogan propagandiste (...) mais non pas l'objectif à portée de main de combats révolutionnaires. Dans les conditions existantes, en particulier en se limitant à Berlin, ils auraient conduit au mieux à une « Commune de Berlin », vraisemblablement à une échelle historique plus modeste par surcroît. Le seul objectif de combat ne pouvait être que de repousser vigoureusement l'attaque contre-révolutionnaire.*¹⁰

Dans toute bataille, un dirigeant doit avoir la tête froide, et la capacité de distinguer dans les fluctuations, heure par heure, de la fortune des armes, le véritable équilibre des forces en développement. Cela, Rosa Luxemburg et Leo Jogiches l'avaient. Ce qu'ils n'avaient pas, c'était un parti puissant capable de communiquer leur tactique aux travailleurs. Ils avaient à la place un petit nombre d'individus parmi lesquels certains étaient suffisamment connus des travailleurs pour que ceux-ci les suivissent à l'occasion. Mais le plus connu d'entre eux, Liebknecht, n'avait certainement pas la tête froide et claire. Il était facilement exalté par les événements, et prêt à oublier les décisions de la direction. Il admettait, à l'époque du débat sur les élections à la conférence du parti, qu'il se couchait avec une opinion et se réveillait avec une autre.

Liebknecht avait voté à la réunion de la direction contre toute tentative de prendre le pouvoir. Mais il admettait en privé qu'il avait des réserves. « *Notre gouvernement est encore impossible, c'est vrai, mais un gouvernement Ledebour appuyé sur les délégués révolutionnaires est d'ores et déjà possible.* »¹¹

Pourtant c'est Liebknecht qui, avec Wilhelm Pieck, représentait les spartakistes dans les discussions cruciales avec les Indépendants et les Délégués Révolutionnaires sur la tactique à adopter à la suite de la manifestation du dimanche.

Les dirigeants des Indépendants de Berlin n'étaient pas, dans l'ensemble, des révolutionnaires. Leur conférence locale, tenue à peine quinze jours plus tôt, avait voté contre le point de vue révolutionnaire par 485 voix contre 185. Ils n'avaient pas encore compris que pour faire une révolution, et commencer à construire le socialisme, il était nécessaire de transformer la société par en bas, à travers l'action consciente de la classe ouvrière. Ils étaient représentatifs de la sorte de gens qu'évoquait Rosa Luxemburg lorsqu'elle parlait de « *l'erreur de la première phase de la révolution celle du*

5 Cité in Heinrich Ströbel, *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, Berlin 1920, p. 104.

6 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 274.

7 Cela est indiqué avec insistance dans la version de l'*Illustrierte Geschichte*, pp. 280-281.

8 *Meine Tätigkeit im Berliner Polizeipräsidium und mein Anteil an den Januar-Ereignissen* (Berlin 1919) – traduit de l'anglais.

9 In *Die Rote Fahne*, 5 septembre 1920 – traduction in Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, [chapitre XII](#).

10 Clara Zetkin, citée in Frölich, *op. cit.*, p. 364

11 Cité in P Broué, *Révolution en Allemagne* (Paris 1971) [p. 239](#).

9 novembre, croire qu'il suffit en somme de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre, pour faire une révolution socialiste. ».¹²

Le 9 novembre, ces gens avaient mis leur foi dans un gouvernement de coalition USPD-SPD agissant *pour* les travailleurs, mais au-dessus de leurs têtes. Désormais ils ressentaient de plus en plus la pression, la colère, des masses berlinoises. Ils pensaient qu'il leur fallait y répondre d'une manière ou d'une autre. Ce qu'ils firent sans changer leur idée de base, qu'ils devaient agir *pour* les masses. Le 9 novembre, les masses avaient été utilisées comme un levier pour remplacer le kaiser par Ebert et Haase. Maintenant elles devaient être instrumentalisées pour remplacer Ebert par Ledebour et Liebknecht. Les noms étaient différents, le mécanisme restait le même.

Lorsque Lénine et Trotsky dénonçaient ces gens comme « centristes » et « réformistes », ils voulaient habituellement dire qu'ils mettaient les moyens parlementaires au dessus de tous les autres. Mais cela ne signifiait pas que les réformistes excluaient a priori tout recours à la force. Il y avait des situations dans lesquelles la violence semblait le meilleur moyen de *réformer* la structure existante de la société : en portent témoignage la succession de coups d'Etat militaires de gauche dans le tiers monde, où on peut parler de « réformisme » militaire aussi bien que parlementaire.

La seule chose que les réformistes et les centristes ne feront jamais, c'est placer leur confiance dans l'activité autonome des travailleurs. Les masses sont pour eux une armée qui ne doit paraître sur la scène de l'histoire que pour les porter, eux, au premier plan. Lorsqu'une véritable lutte se développe, ils s'efforcent de faire rentrer l'armée, même si le résultat doit être une défaite aux proportions immenses. Réformisme ne veut donc pas seulement dire timidité – il comporte aussi parfois des actes d'aventurisme suicidaire.

Ledebour était un ancien député social-démocrate, un homme qui devait bientôt se montrer très hostile au bolchevisme, et qui refusa toujours de rejoindre une organisation clairement révolutionnaire. Mais, le 5 janvier, il sentait que les pressions des masses était telle qu'un petit effort suffirait à contraindre Ebert à transmettre le pouvoir à un gouvernement dans lequel lui, Ledebour, serait une figure centrale, un gouvernement capable d'introduire le socialisme « par décret ».

« *On rapporta* », dit-il plus tard au sujet de la réunion qui fut tenue ce soir-là,

*qu'en plus de la classe ouvrière, la garnison de Berlin était aussi entièrement de notre côté. Pas seulement la Division de Marine, mais pratiquement tous les régiments étaient prêts à prendre les armes et à se mettre à la tête de la classe ouvrière de Berlin pour renverser le gouvernement Ebert-Scheidemann. (...) Nous reçûmes de plus la nouvelle qu'à Spandau de grandes masses étaient prêtes à se porter à notre aide en cas de besoin, avec 2 000 mitrailleuses et 20 canons. Nous eûmes des nouvelles semblables en provenance de Francfort sur l'Oder.*¹³

Dans un élan d'enthousiasme, l'organisation berlinoise des Indépendants constitua un « Comité Révolutionnaire Conjoint » avec les Délégués Révolutionnaires et Liebknecht et Pieck, qui se proclamaient les porte-parole des spartakistes. Ils sortirent un tract qui appelait à la grève générale et à des manifestations de masse le lendemain, concluant : « *Au combat pour le pouvoir du prolétariat révolutionnaire ! A bas le gouvernement Ebert-Scheidemann !* ».¹⁴

Un second tract, qui semble n'avoir jamais été distribué, clarifiait plus encore les intentions du Comité :

le gouvernement Ebert-Scheidemann s'est rendu intolérable. Le comité révolutionnaire sous-signé, représentant des ouvriers et soldats révolutionnaires (parti social-démocrate indépendant et parti communiste), proclame sa déposition.

Le comité révolutionnaire soussigné assume provisoirement les fonctions gouvernementales.

Camarades ! Travailleurs !

Serrez les rangs autour des décisions du comité révolutionnaire !

*Signé : Liebknecht, Ledebour, Scholze.*¹⁵

Au début, tout sembla aller au mieux pour les révolutionnaires. La grève générale fut une réussite totale. Même l'indépendant de droite Heinrich Ströbel dut admettre : « *La grève générale commença le 6 janvier avec force* ».¹⁶ Rosa Leviné-Meyer, qui était à Berlin à l'époque, écrit : « *La réaction des travailleurs, y compris les membres du SPD, fut*

12 Rosa Luxemburg, *Discours au Congrès de fondation du P. C. Allemand (Ligue Spartacus)*, *Oeuvres II*, Maspéro (Paris 1971) pp. 125.

13 Cité in H Ströbel, *op. cit.*, p. 106.

14 Cité in Richard Müller, *Bürgerkrieg in Deutschland, Geschichte der deutschen Revolution*, Band 3, Berlin 1979, p. 223.

15 Cité in P Broué, *op. cit.*, p. 244.

16 H Ströbel, *op. cit.*, p. 107.

massive, et le gouvernement était complètement impuissant »¹⁷

Une autre énorme manifestation parada dans les rues. Les travailleurs révolutionnaires saisirent tous les journaux bourgeois, de même que le *Vorwärts*. Les imprimeries gouvernementales avaient été envahies, de même que les gares. Des tireurs sur la porte de Brandebourg dominaient tout le centre de la ville. « *Seuls quelques points forts dans le quartier des ministères demeuraient entre les mains du gouvernement* ».¹⁸

Lors d'une réunion à la Chancellerie Landsberg fit son rapport : « *Les spartakistes ont pris l'Administration des Chemins de Fer, le Ministère de la Guerre est juste après, et ensuite c'est notre tour* ». Terrifié par les masses répandues dans les rues, même le « chien de Saint-Hubert » Gustav Noske, récemment nommé ministre de la défense, s'enfuit de Berlin intra muros pour installer son quartier général dans la banlieue de Dahlem.

Mais la révolution n'était pas aussi forte qu'elle en avait l'air, ni le gouvernement aussi impuissant. Alors même que les travailleurs révolutionnaires semblaient les maîtres de Berlin, le comité révolutionnaire montrait sa faiblesse.

Pour commencer, il n'était pas véritablement représentatif des trois corps qui l'avaient constitué. Liebknecht et Pieck l'avaient rejoint pour le compte des spartakistes. Mais la direction spartakiste n'avait pas été consultée ; en fait, elle était sérieusement en désaccord. Pieck devait plus tard admettre :

*Le comité central du KPD ne pouvait être tenue informée de ces réunions, pas plus qu'il n'était possible de lui indiquer immédiatement ce qui était décidé. Ce n'est que dans une réunion plus tardive du comité central qu'il apparut qu'ils étaient d'accord avec la lutte contre les mesures prises par le gouvernement, mais pas avec l'objectif assigné à l'action : celui d'une lutte pour le pouvoir gouvernemental.*¹⁹

Selon Radek, ce ne fut qu'une semaine plus tard que Rosa Luxemburg apprit que Liebknecht avait signé l'appel avec Ledebour pour la constitution du « gouvernement provisoire ». « *Rosa ne dit rien de plus de toute la soirée. Il était clair que Liebknecht s'était laissé emporter par l'idée d'un gouvernement transitoire des Indépendants de gauche et avait engagé l'affaire sans en informer le CC [Comité Central]* ».²⁰ Selon des rumeurs qui circulèrent plus tard dans le Parti Communiste Allemand, elle aurait dit à Liebknecht : « *Mais Karl, et notre programme ?* »²¹

Les combats de janvier sont connus aujourd'hui comme le « soulèvement spartakiste ». Mais la direction spartakiste du Parti Communiste était opposée au projet ! Tel est le sort des révolutionnaires qui ont la bonne politique, mais qui ne disposent pas d'un puissant parti discipliné pour la mettre en pratique. Ils se voient reprocher des actions dont ils n'ont pas décidé et qu'ils n'ont pas pu contrôler.

Les Délégués Révolutionnaires n'étaient pas plus unis derrière la tentative de prise du pouvoir que les spartakistes. Leurs éléments individuels les plus influents dans les usines de Berlin, Richard Müller et Daümig, étaient nettement opposés à cette action – ils étaient tous deux des révolutionnaires, et devaient plus tard rejoindre le Parti Communiste.

Les Sociaux-Démocrates Indépendants se trouvaient, par nature, déchirés par des divisions internes, sur cette question comme sur la plupart des autres. Ils devaient bientôt prouver qu'ils étaient les alliés les plus dangereux et les moins dignes de confiance dans une démarche de conquête du pouvoir.

Le comité révolutionnaire n'était pas seulement sans représentativité – il était aussi trop gros et incompétent pour diriger quelque action que ce soit, pour ne pas parler d'une prise du pouvoir. Avec ses 52 membres, c'était un parlement en réduction, et non un exécutif capable de coordonner les mouvements de troupes révolutionnaires et de travailleurs en armes. Au lieu d'agir, il débattait interminablement.

L'effet sur le moral de ceux qui combattaient dans les rues fut catastrophique. Comme l'écrivit plus tard Paul Levi, un des dirigeants spartakistes :

Ce que l'on vit le lundi à Berlin fut peut-être la plus grande action de masse prolétarienne de l'histoire. (...) De la statue de Roland [devant l'hôtel de ville] à celle de la Victoire [sur la Königsplatz] les prolétaires se tenaient au coude à coude. (...) Ils avaient amené avec eux leurs armes, ils faisaient flotter leurs drapeaux rouges. Ils étaient prêts à tout faire, à tout donner, même leurs vies. Il y avait là une armée de 200 000 hommes comme Ludendorff n'en avait jamais vue.

C'est alors que se produisit l'incroyable. Les masses étaient là très tôt, depuis 9 heures, dans le froid et le brouillard. (...) Le brouillard augmentait et les masses attendaient toujours. Mais les chefs délibéraient. Midi arriva et, en plus du froid, la faim. Et les chefs délibéraient. Les masses déliraient d'excitation : elles voulaient un acte, un mot qui apaisât leur délire. Personne ne savait quoi. Les chefs délibéraient.

17 Rosa Leviné-Meyer, *Leviné. Leben und Tod eines Revolutionärs*, Munich 1972, p. 72.

18 H J Gordon, *The Reichswehr and the German Republic 1919-26* (Princeton 1957) p. 28.

19 Cité in P Nettl, *Rosa Luxemburg*, Cologne 1967, p. 728

20 Mémoires de Radek à Berlin, *November - Eine kleine Seite aus meinen Erinnerungen*, in Schudenkopf, *Archiv für Sozialgeschichte II* (1962) p. 139.

21 Selon Rosi Wolfstein, cité in P Nettl, *op. cit.*, p. 728.

*Le brouillard augmentait encore et avec lui le crépuscule. Tristement les masses rentraient à la maison : elles avaient voulu quelque chose de grand et elles n'avaient rien fait. Et les chefs délibéraient. (...) Ils siégèrent toute la soirée, et ils siégèrent toute la nuit, et ils délibéraient. Et ils siégeaient le lendemain matin quand le jour devenait gris, et ceci, et cela, et ils délibéraient encore.*²²

Paul Frölich, qui assista aux événements, raconte comment :

*L'organe qui avait si vaillamment proclamé le renversement du pouvoir, se montra complètement inapte à toute initiative dans ce but. Le Comité Révolutionnaire lança un appel à manifester le 6 janvier, il fit distribuer quelques armes dans le Marstall, et s'engagea dans une molle tentative d'occupation du ministère de la guerre. Ce fut tout. Il ne se soucia pas des soldats qui avaient occupé les journaux, ne leur donna aucune instruction, les laissa dans des bâtiments sans aucune valeur stratégique. La seule mesure sensée, l'occupation des gares, se fit à l'initiative des travailleurs eux-mêmes.*²³

Le Comité Révolutionnaire s'était formé sur la base d'une évaluation excessivement favorable du sentiment des travailleurs et des soldats à Berlin. Ils étaient prêts à manifester, à faire grève, à arracher les galons des officiers. Mais ils n'étaient pas prêts à prendre le pouvoir entre leurs mains.

Beaucoup des ouvriers et des soldats que le renvoi d'Eichhorn avait mis en rage considéraient que les sociaux-démocrates majoritaires avaient rompu « l'unité socialiste ». Mais là, le gouvernement pouvait présenter l'offensive de la gauche sous la même lumière. Un tract dans lequel ses arguments étaient présentés de façon caractéristique fut distribué le soir du 6 janvier :

*Pour la deuxième fois, les bandits armés de la Ligue Spartakus ont saisi le Vorwärts. Les chefs de ces bandes ont proclamé aujourd'hui ouvertement le renversement par la force du gouvernement, le meurtre et la guerre civile sanglante et la mise en place d'une dictature spartakiste. Le peuple allemand et en particulier la classe ouvrière sont menacés d'un très grave danger. L'anarchie et la famine seront le résultat du règne des spartakistes.*²⁴

La responsabilité des désordres fut transférée du gouvernement à la gauche. Il y avait encore un nombre considérable de travailleurs et de soldats prêts à accepter ces arguments. L'Exécutif berlinois des Conseils dénonça les spartakistes – même si, à peine une semaine plus tôt, il avait critiqué l'attaque du gouvernement contre la Division de Marine. Le jour suivant, une manifestation de plusieurs milliers de sociaux-démocrates autour des édifices gouvernementaux empêcha les forces révolutionnaires d'agir à l'intérieur. Des sections de la garnison de Berlin que le gouvernement considérait comme « *peu sûres* » – comme le Corps des Soldats Républicains – combattirent néanmoins pour lui.

Plus significative, peut-être, était l'opposition de nombreux travailleurs et soldats aux *deux* côtés. Des groupes cruciaux de soldats, comme la Division de Marine, refusèrent de soutenir l'action armée de la gauche et proclamèrent leur neutralité. Le 9 janvier, une réunion conjointe de travailleurs de deux des plus grandes usines, Schwarzkopf et AEG, votèrent pour que les prolétaires s'unissent « *sinon avec vos chefs, du moins par dessus leurs têtes*. ». Ceci fut réitéré par un meeting de 40 000 travailleurs, de ces usines ainsi que d'autres, qui appelaient à la constitution d'un gouvernement des trois « *partis ouvriers* ». ²⁵

Les dirigeants communistes étaient conscients que la masse des travailleurs continuait à se cacher la vérité ; Müller et Daümig, des Délégués Révolutionnaires, en étaient conscients ; mais le Comité Révolutionnaire, de Liebknecht à Ledebour, ne l'était pas. Ils ignorèrent la neutralité de sections clés de travailleurs et de soldats. Ils refusèrent de voir que, malgré la grève générale et d'énormes manifestations, le nombre des soldats et des ouvriers prêts à combattre ne dépassait pas quelques milliers.

Pourtant, même lorsque la décision de combattre fut prise, tout n'était pas perdu. L'équilibre des forces à Berlin même n'était pas favorable au gouvernement. « *Le camp des rebelles disposait d'un avantage matériel considérable* », selon le jugement d'un historien de l'armée allemande.²⁶ Par une action déterminée, les forces révolutionnaires auraient pu rapidement neutraliser les concentrations de troupes gouvernementales dans la ville. Cela aurait mis le gouvernement sur la défensive. Pour conserver leurs positions ministérielles, Ebert et Scheidemann auraient très bien pu, dans ces circonstances, se résoudre à accepter une formule qui les maintînt au pouvoir, les travailleurs restant armés (comme après les affrontements du début et de la fin de décembre). La gauche révolutionnaire aurait conquis des positions à partir desquelles elle aurait pu avancer avec un soutien ouvrier bien plus important dans un avenir peu éloigné.

22 P Levi in *Die Rote Fahne*, 5 septembre 1920, traduction tirée de P Broué, *Révolution en Allemagne*, [chapitre XII](#).

23 P Frölich, *Rosa Luxemburg*, p. 361 et suivantes.

24 Cité in R Müller, *Bürgerkrieg in Deutschland*, p. 222. Exemples reproduits in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, pp. 276-277.

25 P Broué, *op. cit.*, [p. 247](#).

26 H J Gordon, *op. cit.*, p. 28.

Mais le Comité Révolutionnaire ne put fournir aucune coordination. Il permit au gouvernement de garder le contrôle de bâtiments qu'il n'aurait pas été capable de défendre une heure face à un assaut déterminé. A partir de ces bâtiments, il put mettre en œuvre sa contre-attaque dans l'impunité.

Pire encore, le Comité Révolutionnaire accumula les erreurs. Dès qu'il fut clair que le gouvernement n'allait pas s'écrouler immédiatement entre leurs mains, les dirigeants indépendants demandèrent à négocier avec lui – alors qu'ils l'avaient déclaré renversé un jour ou deux plus tôt !

Les Jacobins français faisaient observer que « *les gens qui font des révolutions à demi ne parviennent qu'à se creuser un tombeau* », et Engels enfonça le clou en disant : « *la défensive est la mort de toute insurrection armée* ». ²⁷ Un soulèvement ne peut réussir que si les masses sentent qu'elles ont une chance de gagner. Elles ne sont pas des formations militaires entraînées à maintenir leurs rangs aussi bien en retraite qu'à l'offensive. Ce sont des hommes et des femmes qui vont tout donner s'ils croient qu'ils vont réaliser la libération, mais qui battront rapidement en retraite et reviendront à leurs vies normales à l'usine, dans leur taudis et au cabaret s'ils sentent que l'objectif a été abandonné. Un mouvement révolutionnaire qui est sûr de la victoire oubliera tout le reste. Mais au moment où les dirigeants admettent que l'ordre ancien va continuer en négociant avec lui, les travailleurs de base vont commencer à se soucier de leur emploi, de leur foyer, de l'attitude du contremaître et du policier local. Même dans les meilleures conditions, négocier avec l'ennemi signifie que la mobilisation commence à reculer. C'est ce qui était en train de se passer. Une situation qui n'était pour les révolutionnaires que mauvaise devint exécration.

Rosa Luxemburg aperçut le danger. Même si elle était contre toute tentative d'insurrection, une fois que celle-ci était en route il n'y avait pour elle pas d'autre choix que de la pousser en avant de la façon la plus énergique. Comme le raconta plus tard Clara Zetkin, Rosa n'était pas partisane de prendre le pouvoir mais de « *repousser vigoureusement les attaques contre-révolutionnaires. (...) Pour ces revendications il fallait agir, et non négocier* ». ²⁸ C'est la raison pour laquelle, dans la *Rote Fahne* du 7 janvier, Rosa insistait sur la différence entre la combativité des masses et l'indécision fatale des dirigeants :

Quiconque a vécu hier la manifestation de masse de la Siegesallee, quiconque a ressenti cette conviction révolutionnaire solide comme le roc, cette état d'esprit magnifique, cette énergie, qui déferlent des masses, celui-là a senti, celui-là doit conclure que politiquement les prolétaires ont énormément grandi grâce à l'éducation de ces dernières semaines, des événements les plus récents. Ils sont devenus conscients de leur puissance, et tout ce qui leur reste à faire c'est de tirer profit de cette puissance. (...)

La masse doit apprendre elle-même à combattre, à agir dans la lutte. Et aujourd'hui on peut sentir que les ouvriers de Berlin ont dans une grande mesure appris à agir ; ils sont avides d'actes résolus, des situations claires, de mesures vigoureuses. (...)

Mais leurs dirigeants, les organes exécutifs de leur volonté, sont-ils à la hauteur ? Les Délégués Révolutionnaires, les gens de confiance des grandes entreprises, les éléments radicaux de l'USPD ont-ils pendant ce temps acquis plus de force, de résolution ? Est-ce que leur capacité d'action est allée au même rythme que l'énergie croissante des masses ?

Nous avons bien peur de ne pas pouvoir répondre à ces questions par un oui catégorique. (...)

Qu'ont ils [les dirigeants] fait ? Qu'ont-ils décidé ? Quelles mesures ont-ils pris pour assurer la victoire de la révolution dans cette situation tendue, dans laquelle le sort de la révolution au moins pour la période qui vient va être décidée ? Nous n'e voyons, nous n'entendons rien ! Peut-être que les hommes de confiance de la classe ouvrière délibèrent de leurs tâches de la façon étendue et approfondie. Mais maintenant il faut agir.

Les Ebert-Scheidemann ne perdent pas leur temps en délibérations. (...) Ils préparent leurs intrigues en silence avec l'énergie et la circonspection habituelles des contre-révolutionnaires à agir avec la ruse et l'énergie dont font preuve habituellement les contre-révolutionnaires, ils aiguisent leur épée, pour prendre la révolution par surprise, pour l'assassiner. (...)

Il n'y a pas de temps à perdre. Des mesures énergiques doivent être prises immédiatement. (...) Les éléments indécis de la troupe ne peuvent être gagnés à la cause sacrée du peuple que par une action vigoureuse et déterminée de la part des corps révolutionnaires.

Agir ! Agir ! Avec courage, avec résolution, avec constance – tel est le devoir des Délégués

²⁷ Friedrich Engels, [Révolution et contre-révolution en Allemagne](#), chapitre XVII.

²⁸ Cité in Frölich, *Rosa Luxemburg*, p. 364

Révolutionnaires et des dirigeants socialistes honnêtes. Désarmer la contre-révolution, armer les masses, occuper toutes les positions de pouvoir. Agir vite !²⁹

Mais les spartakistes n'étaient pas capables de donner au mouvement la détermination, l'organisation et la direction dont il avait besoin – pas plus qu'ils n'avaient été capables auparavant de le restreindre à des mots d'ordre défensifs. Ils étaient tout simplement trop petits pour exercer l'influence nécessaire.

Des militants spartakistes individuels pouvaient jouer un rôle. Leviné, par exemple, qui quelques jours plus tôt avait été envoyé par la direction en Haute-Silésie pour arrêter une insurrection prématurée, prenait maintenant en charge les opérations militaires à l'intérieur et autour du bâtiment du *Vorwärts*. Mais ce n'était pas du tout la même chose que d'être à même d'imposer une organisation stratégique et tactique générale aux forces révolutionnaires.

Le gouvernement n'était que trop disposé à tirer profit de la désorganisation et de l'indécision de ses adversaires.

Déjà, le 6 janvier, Noske avait délégué ses pouvoirs de police au général Lüttwitz en prévision de l'utilisation des Freikorps en provenance de l'extérieur de Berlin. Mais la désorganisation des révolutionnaires permit la création d'une force pro-gouvernementale au cœur même de Berlin. Le 8 janvier, deux régiments de soldats sociaux-démocrates avaient été organisés dans le bâtiment du Reichstag. Leurs effectifs, d'environ 5 000 hommes, étaient inférieurs aux forces révolutionnaires, qui auraient pu facilement les disperser. Mais il n'y avait, dans le camp révolutionnaire, aucun commandement général qui aurait permis cela. Au lieu de cela, en s'engageant dans des négociations, les Indépendants donnèrent au gouvernement le temps de regrouper ses forces jusqu'à ce qu'il se sentît assez fort pour les jeter dans la bataille destinée à briser les révolutionnaires.

La détermination des chefs des forces gouvernementales leur permit de déloger très rapidement les révolutionnaires de leurs positions. Le commandant des Corps de Soldats Républicains pro-gouvernementaux raconte que dès le 13 janvier

J'étais en situation de dire à Noske qu'il n'y avait plus rien à faire, à part maintenir l'ordre qui avait été rétabli et poursuivre les opérations de désarmement. Les troupes berlinoises des Corps de Soldats Républicains et les volontaires (les soldats sociaux-démocrates), sous les ordres de Kuttner et de Baumeister, qui ont pris la Porte de Brandebourg et défendu le Reichstag, ont restauré l'ordre à Berlin.³⁰

Mais cet ordre n'était pas suffisant pour les dirigeants sociaux-démocrates, en particulier Ebert et Noske, dans la mesure où il dépendait d'ouvriers et de soldats sociaux-démocrates armés. Ils préféraient contrôler Berlin à l'aide de troupes plus « sûres » – les milliers de monarchistes des Freikorps qui s'assemblaient en dehors de la capitale pendant que la rébellion y était matée. Ils commencèrent à marcher dans Berlin le 11 janvier, mais la force principale n'y entra que 36 heures plus tard.

Lorsqu'ils entrèrent dans la ville, ils n'avaient rien de mieux à faire qu'arracher les brassards des membres du Corps de Soldats Républicains et les insulter à tout propos.³¹

Cela semble légèrement exagéré : il y avait encore des tireurs de gauche dans un certain nombre de bâtiments. Les Freikorps les liquidèrent bientôt, installant des mitrailleuses et des véhicules blindés sur les principales places publiques. Toute résistance était brisée de la façon la plus brutale. Lorsqu'une délégation de sept personnes fut envoyée pour discuter de la reddition pacifique du bâtiment du *Vorwärts*, elle fut massacrée. L'artillerie fut utilisée pour détruire la façade du quartier général de la police avant que les hommes d'Eichhorn ne cessent toute résistance. « *Il n'y eut pas de quartier, les défenseurs étaient abattus sur place. Seule une poignée réussit à s'échapper par les toits* ». ³² Les locaux de la direction du Parti Communiste furent pris d'assaut et détruits.

L'ancienne police du temps de la monarchie fut rappelée et se vit confier la tâche d'aider les Freikorps à faire la chasse aux « *spartakistes* ». La presse quotidienne ne tarissait pas d'éloges pour les Freikorps qui avaient « *délivré Berlin* » de « *l'anarchie et de la dictature* ».

La presse accompagnait le massacre de la soldatesque dans les quartiers ouvriers avec des hymnes aux « libérateurs ». Elle chantait les murs éclaboussés de la cervelle des exécutés selon la loi martiale. Elle changeait toutes la classe moyenne en populace assoiffée de sang, prise de la fièvre de la dénonciation, qui poussait les suspects – révolutionnaires, ou complètement inoffensifs - devant les fusils des pelotons d'exécution.³³

« *L'effusion de sang fut naturellement attribuée aux spartakistes, et une chasse sauvage contre leurs dirigeants*

29 Rosa Luxemburg, *Was machen die Führer ?*, *Gesammelte Werke*, Volume 4, Berlin 1974, pp. 518-520.

30 Cité in M Phillips Price, *op. cit.*

31 Fischer, cité in M Phillips Price, *op. cit.*

32 R M Watt, *The Kings Depart* (Londres 1973) p. 299.

33 P. Frölich, *Rosa Luxemburg*, p. 372.

emplir la ville », raconte Rosa Leviné-Meyer. « A l'hôpital aussi on pouvait sentir l'excitation générale. Les infirmières couraient dans tous les sens comme un troupeau de brebis affolées, racontant d'affreuses histoires sur les spartakistes sanguinaires... ».³⁴

Le journal social-démocrate *Vorwärts* encouragea tant qu'il put l'hystérie meurtrière, appelant ouvertement à l'assassinat des dirigeants spartakistes :

Des centaines de cadavres en rangs

Prolétaires.

Karl, Rosa, Radek et compagnie

Aucun d'eux n'est couché là –

*Prolétaires.*³⁵

La terreur blanche atteignit son apogée deux jours plus tard. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht avaient refusé de fuir la ville – en fait, même si elle se cachait, Rosa continuait à diriger la *Rote Fahne*. Le 15 janvier, ils furent arrêtés dans leur cachette, avec Wilhelm Pieck, et traînés séparément au quartier général des Freikorps de l'Hôtel Eden. Là, un certain capitaine Pabst avait déjà fait des préparatifs pour leur assassinat. Après avoir été interrogé, Liebknecht fut emmené hors du bâtiment, à moitié assommé à coups de crosse et traîné au Tiergarten où il fut tué. Rosa fut emmenée peu de temps après, eut le crâne fracassé et fut aussi emportée, abattue d'une balle dans la tête et jetée dans le canal.

*Le jeudi 16 janvier, le Vorwärts put annoncer avant tous les autres journaux que Liebknecht avait été abattu alors qu'il tentait de s'échapper et Rosa Luxemburg tuée par la foule.*³⁶

La nouvelle causa une joie immense dans la classe moyenne. Dans l'hôpital de Rosa Leviné-Meyer, « l'édition spéciale passait de main en main ; tout le monde hurlait et dansait de joie ».³⁷

La Révolution Allemande était loin d'être terminée. De nombreuses et âpres batailles étaient encore à venir. Même à Berlin, il y aurait à nouveau des combats dans les deux mois, et il devait s'écouler cinq années entières avant que le capitalisme allemand ne soit complètement stabilisé. Mais son succès de janvier donna à la bourgeoisie une victoire importante, sur laquelle elle pouvait construire.

Elle avait émergé de la Révolution de Novembre avec un appareil d'Etat en miettes. Elle avait perdu son monopole de la force armée : l'armée était déchirée entre la pression de la base et les ordres des généraux. A l'époque des combats de janvier, les généraux avaient sous leur contrôle immédiat au maximum 10 000 hommes – même pas assez pour tenir une ville, sans même parler d'un Etat moderne. Leur victoire leur rendit le monopole de la force armée et la possibilité d'étoffer les unités sûres très rapidement.

De plus, l'assassinat de Rosa Luxemburg avait privé les révolutionnaires de leur dirigeante la plus capable et la plus expérimentée. Ses successeurs étaient compétents et courageux – mais ils manquaient de pratique et n'avaient pas sa capacité à dépasser des impressions immédiates pour comprendre une situation dans sa totalité. La classe ouvrière allemande devait payer un prix énorme pour cette perte. Le meilleur résumé de ce que le gouvernement avait réussi à faire fut établi quelques mois plus tard par le chef de la police révolutionnaire révoqué, Eichhorn :

Le prolétariat de Berlin fut sacrifié à la provocation, dont les buts étaient larges, et qui avait été soigneusement calculée, du gouvernement du jour. Le gouvernement cherchait l'occasion de porter un coup mortel à la révolution : le mouvement de janvier la lui offrit.

*Le prolétariat révolutionnaire était sans doute armé et mobilisé, mais il n'était aucunement prêt à des combats sérieux ; il tomba dans le piège des négociations et s'y laissa perdre en force, en temps et en élan révolutionnaire. Pendant ce temps, le gouvernement, ayant à sa disposition toutes les ressources de l'Etat, pouvait préparer la défaite complète.*³⁸

34 Rosa Leviné-Meyer, *op. cit.*, p. 73.

35 *Vorwärts*, 13 janvier 1919, reproduit in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 293.

36 Frölich, *op. cit.*, p. 373.

37 Rosa Leviné-Meyer, *op. cit.*, p. 73.

38 Cité in H. Ströbel : *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, Berlin 1920, p. 112.

Les leçons de janvier

Dans le dernier article qu'écrivit Rosa Luxemburg avant d'être assassinée, elle mettait la défaite sur le compte de « *la contradiction entre la manifestation vigoureuse, résolue, offensive des masses berlinoises et l'irrésolution, les hésitations, les atermoiements de la direction (...)* ».³⁹

Il n'est pas douteux qu'elle avait raison. Avec un puissant parti révolutionnaire, la classe ouvrière berlinoise ne serait probablement pas tombée dans le piège que lui tendaient Ebert, Noske et les généraux. Avec un puissant parti révolutionnaire, il y aurait eu la direction globale nécessaire pour coordonner les forces révolutionnaires si une insurrection s'était déclenchée contre son gré.

Mais il n'y avait pas un tel parti. Et son inexistence était le produit de l'histoire des années précédentes : la croissance et la stabilité du capitalisme allemand d'avant-guerre ; l'échec personnel de Rosa Luxemburg à donner à cette époque une forme organisationnelle pratique à son opposition de principe à la politique de Kautsky et de la direction du SPD ; la friction entre les spartakistes et les révolutionnaires de Brême en 1916 ; la prédominance d'éléments gauchistes impatients dans le Parti Communiste lorsqu'il fut finalement formé, à peine une semaine avant le début des combats.

Bien sûr, il y avait des différences d'ordre objectif entre l'Allemagne du début de 1919 et la Russie de 1917. Mais là n'est pas l'explication décisive de la défaite de janvier : en Russie en 1917, il y eut souvent des situations dans lesquelles les travailleurs de certains centres industriels voulaient aller à la bataille sans préparation et isolement des autres travailleurs. Luxemburg était tout aussi capable que Lénine et Trotsky de voir les dangers d'une telle action prématurée. Ce qui manquait, c'était le genre de parti que Lénine avait construit pendant les vingt années précédentes. Et sans ce parti, les idées de Rosa étaient réduites au niveau d'un commentaire sur les événements révolutionnaires, au lieu de pouvoir leur imprimer une orientation.

Mais cela ne signifie pas nécessairement que les spartakistes n'avaient aucun moyen d'agir pour éviter les aspects les plus dommageables de la défaite.

Le débat sur la tactique des spartakistes commença alors même que les événements étaient en cours. Et il commença, au sein de la direction du Parti Communiste récemment créé, sous la forme d'un désaccord entre Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

La position de Rosa était formulée dans ses derniers articles – *Que font les dirigeants ?*, *Châteaux de cartes*, et *L'ordre règne à Berlin*⁴⁰ – et dans un exposé de ses vues fourni plus tard par sa camarade et amie Clara Zetkin. Le point central, pour elle, était que « *la révolution est en marche, pas à pas, à travers tous ces mouvements qui semblent autant de zig-zags, et elle marche en avant de manière irrésistible. La masse doit apprendre elle-même à combattre, à agir, dans la lutte* ».

L'action devait distinguer aux yeux des masses ceux qui étaient révolutionnaires de ceux qui ne l'étaient pas. « *Agir ! Agir ! Avec courage, avec résolution, avec constance – tel est le devoir des délégués révolutionnaires et des dirigeants socialistes honnêtes* », écrivait-elle.⁴¹

Pouvait-on s'attendre, dans le présent affrontement, à une victoire décisive du prolétariat révolutionnaire, pouvait-on escompter la chute des Ebert-Scheidemann et l'instauration de la dictature socialiste ? Certainement pas, si l'on fait entrer en ligne de compte tous les éléments qui décident de la réponse. (...)

La lutte de la semaine écoulée constituait-elle (...) une « faute » ? Oui, s'il s'agissait d'un « coup de boutoir » délibéré, de ce qu'on appelle un « putsch ». Mais quel a été le point de départ des combats ? (...) Une provocation brutale du gouvernement ! ...

(...) la révolution n'agit pas à sa guise, elle n'opère pas en rase campagne, selon un plan bien mis au point par d'habiles « stratèges ». Ses adversaires aussi font preuve d'initiative, et même en règle générale bien plus que la révolution.

Placés devant la provocation violente des Ebert-Scheidemann, les ouvriers révolutionnaires étaient contraints de prendre les armes. Pour la révolution, c'était une question d'honneur que de repousser l'attaque immédiatement, de toute son énergie, si l'on ne voulait pas que la contre-révolution se crût encouragée à un nouveau pas en avant (...)

Or il existe pour la révolution une règle absolue : ne jamais s'arrêter une fois le premier pas accompli, ne jamais tomber dans l'inaction, la passivité. La meilleure parade, c'est de porter à l'adversaire un coup

39 R Luxemburg, *L'ordre règne à Berlin*, *Die Rote Fahne*, 14 janvier 1919, traduit in *Oeuvres II*, Maspéro (Paris 1971) p. 135.

40 Les deux premiers sont *Was machen die Führer?* et *Kartenhäuser*. Curieusement, seul *L'ordre règne à Berlin* est à notre connaissance traduit intégralement en français.

41 Rosa Luxemburg, *Was machen die Führer ?*

énergique. Cette règle élémentaire qui s'applique à tout combat vaut surtout pour les premiers pas de la révolution (...)

De cette contradiction entre la tâche qui s'impose et l'absence, à l'étape actuelle de la révolution, des conditions préalables permettant de la résoudre, il résulte que les luttes se terminent par une défaite formelle. Mais la révolution est la seule forme de « guerre » – c'est encore une des lois de son développement – où la victoire finale ne saurait être obtenue que par une série de « défaites ».⁴²

Pour Rosa, le combat était inévitable. Une fois qu'il avait commencé, les spartakistes devaient gagner la confiance des masses, les soustraire à l'influence des indécis et des opportunistes parmi les sociaux-démocrates indépendants, en se montrant les meilleurs combattants, les plus courageux et les mieux dirigés. Cela permettrait peut-être de repousser l'attaque du gouvernement. Dans le pire des cas, il y aurait une défaite – mais ce ne serait qu'une défaite partielle. Elle renforcerait le soutien des révolutionnaires dans la classe ouvrière, et elle conserverait à la classe la force de lutter une autre fois.

Les ruines et les cadavres de ce dernier épisode seront à peine déblayés que la révolution reprendra son inlassable travail quotidien. Les « spartakistes » continuent d'aller de l'avant avec une fermeté inébranlable. Le nombre de leurs camarades tombés augmente chaque semaine, mais le nombre de leurs partisans grandit cent fois plus vite.⁴³

Clara Zetkin expliquait ainsi l'attitude de Rosa :

Le jeune Parti Communiste était donc confronté à une tâche très difficile, comportant de nombreux conflits. Il ne pouvait faire sien l'objet de l'action de masse – le renversement du gouvernement, il devait le refuser. Mais en même temps il ne pouvait se laisser séparer des masses qui avaient engagé le combat. Malgré la contradiction, il devait rester avec les masses, au milieu des masses, pour les renforcer dans leur lutte avec la contre-révolution, et stimuler le processus de leur maturation révolutionnaire pendant l'action, en leur donnant conscience des conditions de leur action. Dans ce but, le Parti Communiste devait montrer son propre visage, élaborer de façon claire et tranchée son évaluation de la situation, sans nuire à la solidarité prolétarienne, révolutionnaire qu'elle devait apporter aux combattants. Son rôle dans l'action devait être en même temps négatif et critique d'un côté, positif et encourageant de l'autre.⁴⁴

Les articles écrits par Rosa Luxemburg au cours de ces journées ne trahissent aucun de ses mauvais pressentiments concernant les combats de rues. Le sens de ses articles était d'inciter les masses à aller de l'avant et non de les retenir. Le côté « négatif et critique » résidait dans sa sévérité à l'égard des défaillances des dirigeants, les Indépendants de gauche et les Délégués Révolutionnaires. Radek disait que le ton de la *Rote Fahne* était un ton « de lutte finale ».⁴⁵

Radek lui-même avait une approche nettement différente de celle de Rosa. Il partait de la même évaluation du rapport des forces – les travailleurs ne pouvaient pas prendre le pouvoir. Mais il traduisait cette appréciation en un ensemble de tactiques complètement différent. Il pensait que le parti devait dire aux masses, tout crûment, de cesser le combat. Au troisième jour de la lutte, il adressa la lettre suivante à la *Zentrale* (le comité de direction de neuf membres) de Spartakus :

Dans le programme de votre parti [Que veut la Ligue Spartakiste ?](#), vous déclarez que vous ne voulez pas prendre le pouvoir avant d'avoir les masses derrière vous. Ce point de vue absolument correct est basé sur le fait que le gouvernement ouvrier est inconcevable sans qu'existe une organisation de masse du prolétariat. Mais à l'heure présente, les seules organisations de masse existantes, les conseils d'ouvriers et de soldats, n'ont qu'une force toute nominale. Ils n'ont pas encore mené de combat susceptibles de déclencher des forces de masses. Et par conséquent, le parti du combat, le Parti Communiste, n'y a pas le dessus, mais les social-patriotes et les Indépendants. Dans cette situation, il ne saurait être question de songer à une prise du pouvoir par le prolétariat. Si le gouvernement tombait entre vos mains à la suite d'un putsch, il serait étranglé et asphyxié par la province en quelques jours.

Dans cette situation, l'action de samedi décidée par les délégués révolutionnaires en réponse à l'attaque du gouvernement social-patriote contre le chef de la police aurait dû avoir simplement le caractère d'une action de protestation. L'avant-garde prolétarienne, exaspérée par la politique du gouvernement, et mal dirigée par les délégués révolutionnaires dont l'inexpérience politique les a rendus incapables d'apprécier le rapport de forces dans tout le pays, ont dans leur enthousiasme transformé le mouvement de

42 R Luxemburg, *L'ordre règne à Berlin*, op. cit., pp. 132-134.

43 R Luxemburg, *Kartenhäuser*, *Die Rote Fahne*, 13 janvier 1919.

44 Citée in P Frölich, *Rosa Luxemburg*, p. 364.

45 Mémoires de Radek à Berlin, in Schudenkopf, *Archiv für Sozialgeschichte*, Volume 2, p.133 (traduit de l'anglais).

protestation en une lutte pour le pouvoir. C'est cela qui permet à Ebert et Scheidemann de porter au mouvement berlinois un coup qui peut affaiblir pour des mois le mouvement dans son ensemble.

La seule force modératrice qui soit capable de prévenir ce désastre, c'est vous, le Parti Communiste. Vous avez assez d'intelligence pour savoir que la bataille est sans espoir. Vous le savez, vos camarades Levi et Duncker me l'ont dit. (...) Rien n'interdit au plus faible de battre en retraite face à la force supérieure. En juillet 1917, alors que nous étions plus forts que vous ne l'êtes aujourd'hui, nous avons retenu les masses de toutes nos forces, et lorsque nous n'y sommes pas parvenus nous leur avons évité par une intervention déterminée une bataille sans espoir.⁴⁶

Radek appelait les dirigeants spartakistes à demander à leurs partisans d'abandonner le combat. Ses arguments étaient défendus, au sein de la direction, par Paul Levi et Leo Jogiches. Mais même si Rosa Luxemburg avait dit (d'après Levi) qu'il n'était plus possible de travailler avec Liebknecht après son appel à la lutte pour le pouvoir, elle n'était pas prête à donner l'ordre de la retraite. Elle savait que les Indépendants négociaient pour une retraite de leur cru, et ne voulaient pas que les spartakistes leur fournissent une excuse. Elle pensait que c'était seulement en restant ferme, pendant que les Indépendants dirigeaient la retraite, que la nécessaire polarisation pouvait se produire dans les masses, les meilleurs éléments se trouvant alors attirés vers le Parti Communiste. Le danger de la formulation de Radek, c'était que, selon elle, les spartakistes devaient courir se mettre à l'abri pendant que les plus combattifs des ouvriers et des soldats continuaient à lutter seuls. Cela n'aurait fait que renforcer les attitudes anti-parti gauchistes et anarchisantes, plutôt que contribuer à construire le parti.

Janvier 1919 et juillet 1917

Radek comparait les combats de janvier avec les journées de Juillet en Russie en 1917. Il y avait des similitudes. A Petrograd en juillet 1917, comme à Berlin en janvier 1919, les ouvriers et les soldats se sentaient très forts ; le gouvernement mit en scène une provocation (ordonnant au régiment des mitrailleurs de partir pour le front), et les travailleurs réagirent en pressant pour une prise du pouvoir. Et de la même manière que Liebknecht et Pieck s'associèrent à l'appel à l'insurrection en janvier 1919, au mépris de la discipline du parti, en juillet 1917 « *Les dirigeants de l'organisation militaire bolchevik aidèrent à attiser les flammes de la révolte. (...) : « Les soldats I M Golovine, K Kazakov, K N Romanov et L Linsky (tous membres du collectif de l'organisation militaire bolchevik) s'exprimèrent en faveur d'un coup d'Etat immédiat »* ». ⁴⁷ Le journal militaire des Bolcheviks, la *Soldatskaïa Pravda*, appela ouvertement les travailleurs à « *déloger la bourgeoisie du pouvoir* ». ⁴⁸

Mais Lénine s'en tint fermement à l'opinion que le mouvement était prématuré et extrêmement dangereux :

Nous devons être prudents et spécialement attentifs à ne pas être attirés dans une provocation. (...) un faux mouvement de notre part peut tout compromettre. (...) Si nous étions capables aujourd'hui de prendre le pouvoir. (...) nous ne serions pas capables de le garder.⁴⁹

L'attitude des dirigeants bolcheviks fut clairement exprimée dans un discours prononcé par Tomsy lorsque la conférence du parti de Petrograd entendit parler de mouvements opérés par le régiment des mitrailleurs : « *Les régiments qui se sont mis en mouvement* », déclara-t-il, « *n'ont pas agi en bonne camaraderie, n'ayant pas invité le comité de notre parti à discuter la question. (...) On ne peut parler en ce moment d'une manifestation sans désirer une nouvelle révolution* ». ⁵⁰

Les dirigeants bolcheviks ne furent pas capables de retenir les masses. Les manifestations eurent lieu malgré eux. Auraient-ils dû simplement ordonner à leurs membres de ne pas participer aux manifestations ? Agir ainsi eût été fatal. Cela aurait semé la confusion et la démoralisation parmi de nombreux travailleurs qui venaient juste de rompre avec les mencheviks, et qui identifiaient l'activisme révolutionnaire avec la participation aux manifestations. Ils n'auraient pas dans l'avenir considéré les bolcheviks comme leur parti si Lénine leur avait donné l'ordre de se retirer de la bataille et d'abandonner les masses.

Les membres du parti devaient être avec les masses dans les rues, lançant des slogans susceptibles de cimenter les masses et d'exprimer leur esprit combatif, en évitant tout ce qui aurait pu être interprété comme un appel à prendre le pouvoir. Comme Kamenev, au nom des bolcheviks, le disait à la section des travailleurs du soviet de Petrograd à l'apogée des manifestations :

⁴⁶ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 282.

⁴⁷ Tony Cliff, *Lenin* vol 2 (Londres 1976) p. 259. La citation est de Vladimir Nevsky, cité in Alexander Rabinowitch, *Prelude to Revolution* (Indiana University Press, 1991) p. 138. Traduit de l'anglais.

⁴⁸ Cité in Rabinowitch, *op. cit.*, p. 134. Traduit de l'anglais.

⁴⁹ Cité in Cliff, *op. cit.*, p. 261. Traduit de l'anglais.

⁵⁰ L. Trotsky, *Histoire de la Révolution Russe*, Seuil (Paris 1950) p. 32.

Nous n'avons pas appelé à une manifestation. (...) mais les masses populaires sont elles-mêmes descendues dans la rue . (...) Et du moment que les masses sont sorties, notre place est au milieu elles. (...) Notre tâche, maintenant, est de donner au mouvement un caractère organisé.⁵¹

Lénine expliquait avec insistance que le parti ne pouvait pas simplement laisser les masses se battre toutes seules :

Si notre parti s'était refusé à soutenir le mouvement spontané des masses les 3 et 4 juillet, mouvement qui se produisit malgré les efforts que nous avons faits pour le contenir, cela eût été trahir manifestement et complètement le prolétariat, car le mouvement des masses naissait de l'indignation juste et légitime⁵²

Il écrivit deux ans après les événements :

Lorsque les masses luttent, les erreurs sont inévitables : les communistes, tout en voyant ces erreurs, en les expliquant aux masses, en cherchant à les rectifier, en luttant sans relâche pour la victoire de la conscience sur la spontanéité, restent avec les masses.⁵³

Dans la pratique, lorsque les bolcheviks virent que toute tentative d'argumenter contre une action des travailleurs était vouée à l'échec, appelèrent eux-mêmes à des manifestations armées, mais des « manifestations pacifiques et organisées ». Trotsky raconte comment

Sous les murs du palais de Tauride, pendant les Journées de Juillet, Zinoviev fut extrêmement actif, inventif et fort. Il poussait aux plus hautes notes l'excitation des masses – non point pour les appeler à des actes décisifs, mais, au contraire, pour les en empêcher.⁵⁴

Après trois jours de manifestations, l'enthousiasme des masses s'épuisait. C'est à ce stade que les bolcheviks purent appeler les masses à se retirer, sachant qu'une quantité d'individus bien plus élevée que leurs propres effectifs obéirait à l'appel. Ils pouvaient avoir une audience parce qu'ils avaient partagé eux-mêmes tous les dangers de la lutte au cours des journées précédentes, alors que les mencheviks ne l'avaient pas fait.

Il est possible, à cette lumière, de voir plus clairement l'erreur commise par les spartakistes en janvier 1919. Elle n'est pas qu'ils aient pris part au mouvement – ils étaient bien plus faibles que les bolcheviks pendant les journées de Juillet, et les bolcheviks n'avaient pas été capables de s'en tenir à l'écart. Ce n'était pas non plus qu'ils n'aient pas appelé à la retraite – les bolcheviks n'avaient pu le faire que lorsqu'ils sentirent que les masses suivraient, et la faiblesse des spartakistes les rendait moins capables de le faire.

La véritable erreur des dirigeants spartakistes fut de ne pas dire de façon suffisamment claire – dans leur journal et dans leurs discours – qu'ils considéraient le mouvement comme ayant des objectifs strictement limités.

On ne peut pas dire qu'alors que Liebknecht se répandait en déclarations enflammées et prononçait des discours exaltés, Rosa Luxemburg se fût exprimée en termes mesurés, mettant publiquement en garde les travailleurs révolutionnaires contre le danger d'une action trop hâtive. En réalité, les articles de Rosa Luxemburg dans *Die rote Fahne* avaient un ton très ardent. Comme Radek lui en faisait le reproche, elle insista sur le fait qu'elle devait être au diapason des masses : « *Lorsqu'un enfant sain vient au monde, il hurle et ne couine pas* ». ⁵⁵

Cela signifie que les masses n'avaient aucun moyen de prendre connaissance de l'évaluation réaliste du mouvement que faisait Rosa. Elle lança l'appel au renversement du gouvernement comme un « *slogan propagandiste* », destiné à éduquer les masses et non à les inviter à l'action directe ; mais le ton sur lequel elle le lança doit avoir donné une impression très différente aux travailleurs nouveaux à la lutte et inexpérimentés.

C'est là que réside la vraie différence avec Lénine en 1917. Il expliquait avec insistance qu'il ne fallait pas lancer un slogan s'il y avait un danger que les travailleurs ne comprennent pas ce qu'il était possible de réaliser immédiatement :

Le mot d'ordre : « A bas le Gouvernement provisoire ! » n'est pas juste en ce moment car tant qu'au sein du peuple une majorité solide (c'est-à-dire consciente et organisée) ne se sera pas ralliée au prolétariat révolutionnaire, un tel mot d'ordre n'est qu'une phrase en l'air, ou bien conduit objectivement à s'engager dans une voie d'aventures.⁵⁶

Une telle erreur, de la part d'une grande marxiste et d'une grande révolutionnaire comme Rosa Luxemburg, ne peut être expliquée en disant qu'elle avait un « tempérament différent » de celui de Lénine. Son vrai problème, c'est qu'elle

51 Cité *ibid*, p. 37.

52 Lénine, *Projet de résolution sur la situation politique actuelle*, Œuvres quatrième édition, t. 25, pp. 340-346, (Paris-Moscou).

53 Lénine, *Les héros de l'internationale de Berne*, Œuvres, tome 29, pp. 397-406, (Paris-Moscou).

54 L Trotsky, *op. cit.*, p. 59.

55 Cité in Mémoires de Radek à Berlin, in Schudenkopf, *op. cit.*

56 *Résolution du comité central du P.O.S.D.R. (b) adoptée dans la matinée du 22 avril (5 mai) 1917*, in Lénine, Œuvres, tome 24, pp. 208-210, Paris-Moscou.

craignait d'être trop dure dans sa critique des actes de groupes de travailleurs récemment radicalisés, parce c'était à partir de ces groupes qu'elle essayait de construire le parti. Lénine, lui, avait déjà construit un parti. Ses militants jouissaient déjà d'un tel respect dans la classe qu'ils pouvaient se permettre une impopularité temporaire parmi les travailleurs nouveaux à la lutte – à condition qu'ils participent aux actions de masse à leurs côtés.

Quiconque se retrouve, comme Rosa Luxemburg, en train d'essayer de construire un parti révolutionnaire, à partir de rien ou presque, dans le cours même de la révolution ne peut manquer d'être confronté à d'extrêmes difficultés. Cela est montré par le fait que ceux qui étaient les plus critiques envers l'attitude de Rosa en janvier – Paul Levi et Karl Radek – étaient en désaccord, après la mort de Rosa, sur la façon dont les communistes devaient intervenir dans un certain nombre de luttes majeures : Levi critiquait les communistes bavarois et hongrois pour avoir « *prématurément* » pris le pouvoir, alors que Radek les défendait ; Radek encouragea « l'action de mars » de 1921 – aventuriste s'il en fut.⁵⁷

Rosa Luxemburg fit une erreur tactique dans la première semaine de janvier 1919 en adoptant dans ses écrits un ton trop vif, trop brûlant. Pourtant son appréciation générale de la situation était correcte. Son erreur tactique ne trouve pas son explication dans un événement quelconque de décembre ou de janvier, mais dans quelque chose de bien plus ancien – le fait d'avoir, en 1912 et en 1916, sous-estimé l'importance de la construction d'un parti socialiste révolutionnaire indépendant. Elle avait écrit en mars 1917 :

*La Ligue Spartakus n'est qu'une tendance historique de plus dans l'ensemble du mouvement du prolétariat allemand. Elle se caractérise par une attitude différente sur toutes les questions de tactique et d'organisation. Mais penser qu'il est donc nécessaire de former deux partis soigneusement distincts, correspondant à ces deux aspects de l'opposition socialiste [les Indépendants et les Spartakistes] repose sur une interprétation purement dogmatique de la fonction des partis.*⁵⁸

Le contraste avec l'insistance de Lénine sur l'indépendance politique *et* organisationnelle des révolutionnaires à l'égard des « centristes » ne pouvait être plus saisissant, et contribua à préparer le terrain aux difficultés tragiques que Rosa Luxemburg et la Révolution Allemande devaient connaître en janvier 1919.

⁵⁷ Voir infra, [chapitre 10](#).

⁵⁸ *Der Kampf*, 31 mars 1917. Traduit de l'anglais.

Chapitre 6 - Les mois de guerre civile

Les militaires et la bourgeoisie, qui aident aujourd'hui Ebert et Scheidemann à se sortir du borbier, veulent jouir eux-mêmes des fruits de la moisson sanglante. Ces éléments ne voulaient soutenir le gouvernement « socialiste » qu'aussi longtemps qu'ils pouvaient croire tenir la bride sur le cou du des masses prolétariennes avec le faux drapeau. (...) Désormais le charme est rompu. La semaine écoulée a rendu béant l'abîme qui sépare le gouvernement Ebert de la révolution. Aujourd'hui il est évident qu'Ebert et Scheidemann ne peuvent régner que par les baïonnettes. Mais dans ce cas, les baïonnettes régneront sans Ebert et Scheidemann. (...) Ainsi le corps des officiers contre-révolutionnaires se rebelle contre le gouvernement Ebert. (...)

Quel que soit, demain ou le jour d'après, le résultat et la solution de la crise, ce sera un arrangement provisoire, un château de cartes (...) A très court terme la force primitive de la révolution, les luttes économiques, barrera d'un trait tous ces calculs (...) Les ruines et les cadavres de ce dernier épisode seront à peine déblayés que la révolution reprendra son inlassable travail quotidien.¹

C'est ainsi que Rosa Luxemburg, l'avant-veille de son assassinat, pointait les problèmes auxquels faisaient face les vainqueurs de janvier 1919. Ses prédictions devaient bientôt s'avérer correctes.

L'écrasement de la gauche révolutionnaire à Berlin avait permis aux dirigeants sociaux-démocrates et au Haut Commandement militaire de réaliser leurs premiers buts. Ils avaient créé les conditions dans lesquels les élections de janvier à l'Assemblée Nationale pouvaient se tenir en toute sécurité ; ils s'assuraient que les élections étaient dominées, d'une part par le vieil appareil du SPD et, d'autre part, par les fonds massifs versés par les milieux d'affaires aux partis bourgeois ; et ils laissaient intactes les vieilles structures du pouvoir dans la presse, la fonction publique, l'armée et la magistrature.

Mais leur victoire sur les révolutionnaires était précaire. La plus grande partie de l'Allemagne était toujours sous l'influence des conseils d'ouvriers et de soldats. La fonction publique dépendait toujours de leur bonne volonté pour que les choses soient faites, et les seules forces de police, dans de nombreuses localités, étaient les « détachements de sécurité » ou les « armées populaires » sous les ordres des conseils.

Dans les premiers jours de la révolution, les sociaux-démocrates avaient dans l'ensemble réussi à dominer ces conseils, parce que la plupart des travailleurs et des soldats étaient complètement nouveaux à la politique et croyaient que le SPD poursuivait une stratégie socialiste « réaliste ». Mais les sociaux-démocrates ne pouvaient conserver ce soutien que s'ils faisaient des concessions verbales aux travailleurs. Ils n'entraient pas dans la bataille sous la bannière de la contre-révolution. Bien au contraire. Ils faisaient des promesses qui, dans d'autres temps, auraient paru révolutionnaires.

Les premières proclamations du gouvernement insistaient sur sa « *composition purement socialiste* » et sur le fait qu'il « *se donnait pour tâche d'appliquer le programme socialiste* », comme l'a noté un historien favorable aux dirigeants du SPD.² C'était vrai en particulier dans la sphère économique, où il était continuellement question de « *socialisation* ». Le même Congrès National qui avait voté pour transmettre le pouvoir à l'Assemblée Nationale avait aussi voté pour « *la socialisation de l'industrie, en particulier des mines* ». Et le Congrès était dominé par les sociaux-démocrates.

Le SPD devait aussi faire des concessions verbales en ce qui concernait les conseils ouvriers eux-mêmes. Les conseils étaient extrêmement populaires dans de larges couches de travailleurs, y compris parmi ceux qui soutenaient le gouvernement ; là encore, le Congrès National des conseils avait approuvé la résolution de Hambourg qui donnait aux conseils de soldats des pouvoirs étendus.

Une des raisons pour lesquelles le gouvernement avait si facilement brisé le mouvement de janvier à Berlin était qu'une section importante des ouvriers de la ville était toujours prête à collaborer activement à la lutte contre la révolution. Les plus grandes usines et certains des régiments les plus importants étaient restés neutres, exhortant les deux camps à la « paix ». L'Exécutif des Conseils de Berlin dénonça le soulèvement. En fait, cela signifiait que la défaite des forces de gauche n'était pas égale à la destruction du pouvoir de la classe ouvrière dans son ensemble, mais seulement de ses éléments les plus révolutionnaires. Une défaite complète des travailleurs n'aurait pas seulement signifié la déroute des spartakistes et des Indépendants de gauche, mais aussi de certaines forces social-démocrates qui avaient combattu les révolutionnaires. Il y avait des dizaines de milliers de travailleurs et de soldats qui étaient prêts à donner leur accord au désarmement, voire même à l'exécution des « rouges », mais qui étaient loin d'être disposés à accéder aux autres exigences de la contre-révolution – la restauration de l'essentiel du régime d'avant Novembre, la destruction du pouvoir des syndicats, le retour à la discipline militaire, et une augmentation des salaires inférieure à la hausse des

¹ Rosa Luxemburg, [Kartenhäuser](#), *Die Rote Fahne*, 13 janvier 1919.

² Landauer, *European Socialism* (Berkeley 1959) p. 814.

prix.

Il était dès lors possible pour les sociaux-démocrates d'obtenir, et de loin, la majorité des voix de la classe ouvrière aux élections de l'Assemblée Nationale, tenues moins d'une semaine après le bain de sang de Berlin. Ils eurent 11,5 millions de voix, contre 2,3 millions aux Indépendants, sur un électorat total de 30 millions. Seul un électeur sur 13 montra un signe de sympathie pour le socialisme révolutionnaire. La plupart des travailleurs voulaient le socialisme – mais ils pensaient toujours pouvoir y accéder par des moyens autres que révolutionnaires.

Cela dit, Berlin une fois écrasé et les élections à l'Assemblée tenues sans problème, les dirigeants sociaux-démocrates commencèrent à démontrer qu'ils avaient plutôt tendance à s'éloigner du socialisme qu'à s'en rapprocher. Ils formèrent un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois, puis, le 19 janvier, Noske publia un décret mettant fin aux pouvoirs des conseils de soldats et restituant aux officiers toute leur ancienne autorité.

« *La politique faible (...) des socialistes de droite, et la politique subséquente du gouvernement de coalition, suscitérent une amertume d'autant plus profonde que les conditions d'existence (...) s'aggravaient* », écrivit un observateur contemporain.

*Non seulement le nombre des chômeurs a atteint des sommets avec la démobilisation de millions de soldats et l'arrêt de la production des industries de guerre, mais de plus la partie employée du prolétariat a souffert de plus en plus de la hausse incessante de tous les prix. Les efforts des travailleurs pour obtenir des compensations par des augmentations de salaires étaient vains.*³

En novembre et décembre, alors que les Indépendants étaient toujours au gouvernement, ils avaient dénoncé les grèves visant à maintenir le niveau de vie – un peu de la même façon que de prétendus marxistes dénoncent aujourd'hui « l'économisme » ; l'indépendant de gauche Emil Barth, par exemple, s'insurgea contre la tentative « *de rabaisser la révolution au niveau d'une grande revendication salariale* ». Rosa Luxemburg, au contraire, proclamait avec insistance que seule la lutte économique pouvait permettre à la lutte politique de s'élever à un niveau supérieur. Son jugement était désormais confirmé. Dans une région de l'Allemagne après l'autre, la lutte pour les conditions d'existence amena les travailleurs à utiliser les institutions créées par la Révolution de Novembre – et par dessus tout les conseils – contre le gouvernement pour lequel la plupart d'entre eux avaient voté.

Les dirigeants sociaux-démocrates répondirent en se tournant vers leur amis militaires pour détruire le pouvoir des conseils et des forces de sécurité locales basées dans la classe ouvrière. Les Freikorps furent lancés dans une marche à travers l'Allemagne pour une opération de « nettoyage », de la même manière qu'ils avaient « nettoyé » la gauche à Berlin. Cela les amena de Berlin à Brême, de Brême dans la Ruhr, de la Ruhr en Allemagne centrale, de l'Allemagne centrale à Berlin, de Berlin à nouveau dans la Ruhr, puis encore une fois en Allemagne centrale, puis à Munich, de Munich à Chemnitz et à Hambourg. Les Freikorps étaient de plus en plus dirigés contre toutes les organisations ouvrières, et pas uniquement la minorité révolutionnaire. Des milliers de travailleurs furent tués, et à la fin une grande partie de la classe ouvrière allemande avait l'impression de vivre sous une occupation militaire.

Brême

La gauche révolutionnaire avait acquis à Brême une influence sans équivalente ailleurs. La ville, sur la côte nord-ouest de l'Allemagne, était un centre de l'opposition interne du SPD dès avant 1914, son parti local publiant des articles de Luxemburg, Mehring et Radek. La scission du SPD de 1917 se fit dans des termes beaucoup plus favorables à l'opposition à Brême qu'ailleurs, ne laissant au « *vieux parti* » que « *quelques centaines* » de membres.⁴ En même temps, la gauche révolutionnaire, sous la direction du très capable Johann Knief, avait réussi à produire un hebdomadaire local, *Arbeiterpolitik*. Ils avaient pu neutraliser la répression de l'Etat impérial en construisant une organisation illégale enracinée dans les lieux de travail.

Dans la première semaine après la révolution, les sociaux-démocrates purent prendre le contrôle : dans l'euphorie générale beaucoup pensaient que les conseils étaient compatibles avec le vieux Sénat qui avait dirigé la cité-Etat de Brême sous l'empire. Mais les attitudes commencèrent bientôt à changer, en particulier après l'arrivée en ville de Knief le 16 novembre avec un détachement de marins révolutionnaires, déterminé à construire « *le noyau du pouvoir ouvrier armé* ». ⁵

Dès le 24 novembre les révolutionnaires conduisaient des manifestations de masse devant l'hôtel de ville, et le conseil d'ouvriers et de soldats de la ville votait pour la dictature du prolétariat et contre la réunion de l'Assemblée Nationale. Les communistes avaient « *une majorité des travailleurs industriels derrière eux* »⁶, même si les sociaux-démocrates conservaient une base dans la garnison. Lors d'une réélection des conseils ouvriers le 6 janvier, le SPD bénéficia d'un peu moins de la moitié des voix – 113, contre 64 pour les Indépendants et 62 pour les communistes.

3 Heinrich Ströbel, *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, (Berlin 1920), p. 123

4 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* (Berlin 1929, Francfort 1970) p. 334.

5 *Ibid.*, p. 335.

6 *Ibid.*

Les combats continuaient à Berlin lorsque le nouveau conseil se réunit à l'hôtel de ville de Brême le 10 janvier. Les rues environnantes avaient été conquises par une énorme manifestation de travailleurs armés dirigée par les communistes. Les Indépendants du conseil se soumièrent à l'humeur ambiante. Ils votèrent avec les communistes pour déclarer Brême « *république socialiste indépendante* ». Un « *Conseil des Commissaires du Peuple* » (cinq Indépendants et quatre communistes) fut élu, et un certain nombre de mesures révolutionnaires furent prises : la loi martiale, qui devait être mise en œuvre par « *l'armée prolétarienne du peuple* » ; la remise de toutes leurs armes par la bourgeoisie et les officiers dans les 24 heures ; la censure de la presse bourgeoise.

A ce stade, le mouvement révolutionnaire de Brême connut un recul tout à fait inattendu et inévitable : Johann Knief, son dirigeant de loin le plus capable, tomba fatalement malade. Son dernier acte politique avait été de sonner l'alarme contre toute tentative de soutenir Berlin militairement ou contre une insurrection locale. Son avis fut ignoré.

La justesse de l'avertissement de Knief se trouva prouvée à peine trois jours plus tard, alors que la plupart des Indépendants commençaient à quitter le navire. Le conseil des ouvriers et des soldats vota, à une courte majorité, pour permettre la tenue dans la ville des élections à l'Assemblée Nationale. Les communistes se rendirent compte qu'ils n'avaient pas assez de soutien dans la population pour maintenir la « *république* ». Le 21 janvier, le conseil votait pour la mise en place dans la ville d'une nouvelle autorité au moyens « *d'élections citoyennes* » à tenir en mars. La « *république socialiste indépendante* » était oubliée par ses initiateurs – mais elle continua à fournir une excuse pour l'intervention militaire.

Pour l'instant les conseils ouvriers demeuraient le pouvoir à Brême, et les travailleurs restaient armés. Cela constituait en soi un affront au gouvernement de Berlin. Dès que les élections à l'Assemblée Nationale furent terminées, les opérations contre Brême purent commencer.

Une campagne de presse prétendit que le régime radical de Brême retenait des fournitures alimentaires américaines destinées au reste de l'Allemagne. « L'opinion publique » une fois mise en rage, l'action militaire se mit en branle. Le 28 janvier, le commandant des Freikorps, le futur nazi Erhardt, lança ses troupes à l'assaut de la base navale de Wilhelmshaven. Mitrailleuses, artillerie et grenades furent utilisées pour briser le pouvoir des conseils de marins. Il y eut huit morts. Le 30 janvier, les troupes reçurent l'ordre de se porter sur Brême.

A certains égards, la situation était la même qu'à Berlin au début du mois. L'extrême gauche avait échoué dans une tentative de prendre le pouvoir. Elle pouvait dès lors être présentée au reste du pays comme étant composée de « *fanatiques* » et de « *putschistes* » qui voulaient interrompre « *la marche dans l'ordre à la socialisation* » entreprise par le gouvernement de Berlin.

Mais il y avait une différence importante. A Berlin, l'Exécutif des Conseils Ouvriers, le corps qui détenait la légitimité depuis la Révolution de Novembre, avait soutenu le gouvernement. A Brême, c'était le pouvoir des conseils ouvriers lui-même qui était attaqué.

La gauche de Brême se trouva donc soutenue par un large éventail d'opinion de la classe ouvrière, à la fois dans la ville et à l'extérieur. « *La classe ouvrière de toute la Waterkant* (la côte nord-ouest) considéra l'action contre Brême comme une menace ». ⁷ Le journal social-démocrate de l'autre grande ville de la région, Hambourg, le *Hamburger Echo*, posait la question : « *Devons-nous laisser la révolution se faire étrangler par le militarisme ?* »

La région avait été le berceau du mouvement des conseils qui avait renversé l'empire à peine trois mois auparavant. Et tous les conseils semblaient devoir présenter un front uni pour la défense de Brême.

Le conseil de soldats du XI^{ème} Corps d'Armée, basé à Hambourg, promit son aide. Le conseil ouvrier de Hambourg décida, par 232 voix contre 206, que le XI^{ème} Corps devait empêcher toute marche sur Brême ; il se prononça également pour « *l'armement des travailleurs de Hambourg dans les 48 heures* », l'occupation des quais pour prendre le contrôle de tous les moyens d'existence, et le soutien à Brême « *par tous les moyens militaires* ».

A Brême, les Commissaires du Peuple et les conseils d'ouvriers et de soldats proposèrent au gouvernement un compromis, selon lequel les travailleurs de Brême ne rendraient pas les armes aux Freikorps, mais à des unités stationnées à Hambourg et Brême, et le Conseil des Commissaires lui-même serait réaménagé, la moitié des sièges étant réservés aux sociaux-démocrates.

Les sociaux-démocrates de Brême étaient très contents de cette proposition. Mais Noske n'était pas intéressé. Les chefs des Freikorps Lüttwitz et Erhardt lui avaient dit que « *le prestige du commandement militaire ne pourrait pas résister à un retrait* ». ⁸ Passer un compromis avec Brême revenait à accepter le droit des conseils de soldats de déterminer les mouvements de l'armée.

Le 3 février, les Freikorps entrèrent dans la ville, où les combats étaient bientôt acharnés :

Les travailleurs n'avaient pas laissé les négociations les entraîner à un sentiment trompeur de sécurité, comme cela s'était trop souvent passé dans cette révolution. Depuis que le télégramme d'avertissement venu de Berlin le 30 janvier avait mis en branle les sirènes de l'usine, on avait travaillé à l'armement des

⁷ *Ibid.*, p. 342.

⁸ *Ibid.*, p. 344.

*ouvriers.*⁹

Les Freikorps durent faire refluer les travailleurs rue par rue. Les ouvriers tenant les ponts essayèrent attaque après attaque de véhicules blindés : seul, l'usage de grenades put les déloger. Dans le combat lui-même 46 Freikorps furent tués, presque le double des 28 ouvriers qui tombèrent.¹⁰

Mais les travailleurs comptaient sur le soutien de Hambourg – et ce soutien ne vint jamais. Les sociaux-démocrates de Hambourg, qui avaient dénoncé verbalement les menaces du gouvernement contre Brême, n'étaient pas prêts à transformer en actes leurs rododromades. Ils restèrent passifs, et Brême fut réduite.

Le « nettoyage » de Brême se solda par une centaine de morts, des arrestations arbitraires suivies d'exécutions sommaires et de perquisitions en quête d'armes dans les maisons des travailleurs. Ces mêmes sociaux-démocrates qui avaient « négocié » pour faire cesser l'assaut collaboraient désormais avec les Freikorps pour former un gouvernement d'Etat provisoire.

Cela dit, l'état d'esprit révolutionnaire des travailleurs n'était pas complètement brisé. En avril, la ville fut paralysée par une grève générale pour la libération des prisonniers de février. Une nouvelle intervention militaire fut nécessaire pour y mettre un terme, avec des combats de rues, des arrestations en masse, des procès militaires et des condamnations pour « pillage » allant jusqu'à 15 ans de prison.

La Ruhr

Dans la révolution, comme dans la guerre, le facteur temps peut être déterminant. Quelques jours, ou même quelques heures, peuvent décider de la victoire ou de la défaite. Si les sociaux-démocrates et le Haut Commandement avaient dû faire face à une révolte contre leur politique explosant de façon simultanée dans tout le pays, ils n'auraient pas pu survivre. Mais leur organisation centralisée leur permit de conserver l'initiative. Ils ne pouvaient pas empêcher la révolte – mais ils pouvaient faire en sorte que les travailleurs de différentes villes et régions se rebellent séparément, et soient vaincus séparément.

C'était particulièrement important en février. Alors que les Freikorps allaient de Berlin à Brême, la Ruhr entra en ébullition. Ebert et Noske risquaient de devoir livrer bataille sur deux fronts, ce qui aurait pu facilement les engloutir. Il leur fallut toute leur science des concessions verbales pour différer la confrontation dans la Ruhr jusqu'à ce que Brême eut été écrasée.

La Ruhr était le cœur industriel du capitalisme allemand. Ses mines et ses aciéries formaient la base des grands trusts dirigés par Krupp, Thyssen et Stinnes, qui avaient été la force motrice de la guerre, qui devaient dominer la vie économique de la république de Weimar, et qui financeraient l'accession d'Hitler au pouvoir.

Le 9 novembre, lorsque l'empire s'effondra, les travailleurs de la région étaient déjà d'humeur maussade. Six ans plus tôt, une grève des mineurs avait été écrasée par la police et la troupe, et les ouvriers s'étaient retrouvés avec des salaires réduits et de plus longues journées de travail. Leur organisation n'avait jamais été traditionnellement forte – elle était divisée en quatre, avec un syndicat « libre » social-démocrate, un syndicat chrétien qui était assez puissant dans la région d'Essen, un syndicat libéral « apolitique », et une organisation spéciale pour les travailleurs immigrés polonais. Pendant la guerre, l'organisation avait été encore affaiblie par l'utilisation de prisonniers de guerre comme travailleurs privés de droits. Malgré tout, il y avait eu de plus en plus de grèves en 1916, 1917 et 1918.

La Révolution de Novembre s'était, en tant que telle, déroulée paisiblement dans la Ruhr, où elle n'avait rencontré pratiquement aucune opposition. Et, dans l'ensemble, les sociaux-démocrates dominaient les conseils ouvriers fraîchement élus. Mais avant longtemps les ouvriers commençaient à faire usage de leur liberté nouvelle pour remettre à l'ordre du jour les revendications économiques qui n'avaient pas abouti dans le passé.

Déjà, en octobre, les employeurs s'étaient empressés, pour la première fois, de reconnaître les syndicats. Ils avaient, pour essayer de calmer les mineurs, accepté la journée de huit heures. Mais les mineurs exigeaient déjà davantage – ils voulaient la journée de six heures, faisant observer que la malnutrition rendait impossible un travail de huit heures. Le nombre de grèves se multiplia. Au sommet de la période de famine, la colère contre les employeurs, qui avaient augmenté le prix du charbon de 50 % en décembre, était latente.

Les syndicats mettaient en garde contre les grèves sauvages, et les travailleurs commencèrent à se retourner contre les bureaucrates, d'abord dans le syndicat chrétien, puis dans la « Vieille Ligue », le syndicat social-démocrate.¹¹ Ils étaient aussi, inévitablement, déçus par ceux qui contrôlaient les syndicats, les dignitaires sociaux-démocrates qui dominaient les conseils ouvriers.

Les conseils ouvriers dirigeaient dans la plupart des villes des « *forces de sécurité* » improvisées ou des « *forces du*

9 Ibid.

10 Ibid., p. 345.

11 Ibid., p. 314

peuple », dont ils avaient purgé dès novembre les éléments révolutionnaires. Désormais elles étaient utilisées contre les grévistes : à Gladbach la force de sécurité tua trois manifestants le 17 décembre, et deux autres le 13 janvier.

De tels incidents amenèrent un nombre croissant de travailleurs à exiger la réélection des conseils – et dans de nombreux endroits ce furent en réalité les premières élections, les sociaux-démocrates ayant simplement nommé leurs propres hommes aux « conseils ouvriers » dans les premiers jours de la révolution. A Gladbach, le SPD fut contraint, pour apaiser la colère provoquée par la fusillade, d'accepter trois communistes dans le conseil d'ouvriers et de soldats. A Oberhausen, un « conseil » mis en place par des représentants du SPD et des partis bourgeois fut forcé, sous la pression d'éléments radicaux dans les forces de sécurité locales, de se démettre au profit d'un autre, constitué de communistes et d'Indépendants. Des développements semblables menèrent à des changements dans les conseils de Hamborn, Duisburg, Ickern et Hervest-Dorstein. A Buer, après de nouvelles élections, un bureaucrate d'Etat qui avait été membre de l'ancien conseil ouvrier persuada des soldats mécontents d'assiéger l'hôtel de ville et d'ouvrir le feu sur la réunion du nouveau conseil, tuant cinq personnes.

La colère grandissante des mineurs trouva son expression dans la revendication politique de « *socialisation* » de l'industrie minière. Cette dernière avait toujours fait partie du programme de la social-démocratie et n'avait fait que gagner en popularité après la chute de l'empire. Cela ne semblait être qu'une question de temps. Mais les mineurs ne se contentèrent pas d'attendre que Berlin agisse. Le 10 janvier – alors que la gauche était écrasée à Berlin et la « *république socialiste* » proclamée à Brême – une conférence d'ouvriers et de soldats tenue à Essen élut une Commission de Contrôle de neuf personnes pour occuper les bureaux des trusts miniers. Leur but était « *la préparation de la socialisation des mines* » en collaboration avec le ministère de la socialisation à Berlin.

La décision fut approuvée par les sociaux-démocrates locaux aussi bien que par les Indépendants et les communistes, et chacun des trois partis était également représenté dans la commission de neuf hommes. Comme un des dirigeants du mouvement le disait plus tard, « *Pendant qu'à Berlin, Brême et ailleurs, des batailles de rues sanglantes opposaient les troupes du « Commissaire du Peuple » social-démocrate aux ouvriers révolutionnaires, à Essen les dirigeants sociaux-démocrates, indépendants et spartakistes siégeaient tranquillement ensemble, et votaient aux conseils des puits* ». ¹²

Une déclaration conjointe des trois partis déclara que la conférence avait décidé « *de prendre en mains la socialisation des mines* » et qu'ainsi « *la révolution, de politique, devient sociale* ».

Mais les tentatives de superviser les bureaux miniers se heurta à des sabotages de tous côtés. Les sociétés et la bureaucratie étatique rendirent aussi malaisée que possible la tâche de la commission de neuf membres, pendant que les dirigeants syndicaux trouvaient mille raisons pour ne pas coopérer avec elle.

Au début, le gouvernement semblait en accord avec le mouvement de socialisation. Il nomma sa propre commission d'experts chargée d'élaborer un plan de socialisation, qui bien évidemment laissa s'écouler de nombreuses semaines avant de déposer son rapport. Cela suffisait pour empêcher une éruption de colère dans la Ruhr pendant les semaines cruciales où Berlin et Brême étaient écrasées.

Mais au début de février, même les plus chauds partisans du gouvernement dans les bassins houillers commençaient à trouver qu'il prenait son temps avec la socialisation. Une nouvelle conférence des conseils d'ouvriers et de soldats nomma le communiste Karski « conseiller économique et journalistique » de la commission de neuf membres, et présenta au gouvernement un ultimatum d'une semaine : si la commission ne se voyait pas investie des pleins pouvoirs pour mettre en œuvre la socialisation, il y aurait une grève générale.

Le jour suivant, la position des mineurs fut renforcée par une décision du conseil des soldats du VII^{ème} Corps d'Armée basé à Münster, en Westphalie, juste au nord de la Ruhr, d'ignorer le règlement gouvernemental du 19 janvier restreignant leur pouvoir et de maintenir un droit de veto sur tous les ordres militaires dans la région. Il semblait que tout refus du gouvernement de poursuivre la socialisation rencontrerait une forte opposition de tous les conseils et de tous les partis ouvriers de la Ruhr.

Mais le gouvernement, tout en prétendant mettre en œuvre ses propres plans de socialisation, faisait de soigneux préparatifs avec le Haut Commandement militaire. Des unités de Freikorps commencèrent à faire mouvement de Brême vers la Ruhr, et le général Watter les utilisa pour désarmer la force de sécurité locale de Münster et pour arrêter le conseil de soldats. De Münster, les unités passèrent dans la Ruhr elle-même, entrant dans le village minier d'Hervest-Dorstein. Une centaine de mineurs armés tentèrent de résister à leur entrée. Mais l'artillerie brisa bientôt toute résistance et les villages de mineurs du district furent occupés, avec les habituelles arrestations de masse. A la fin de la journée 40 mineurs avaient été tués, parmi lesquels Fest, le dirigeant du conseil ouvrier, qui fut battu à mort alors qu'il se cachait dans une église.

Des actions d'une telle brutalité provoquèrent une grande colère même là où l'influence du SPD était dominante. Une conférence des conseils ouvriers convoquée à la hâte – mais non représentative – appela à la grève générale immédiate. Alors que le travail commençait à cesser, une réunion plus représentative confirma la décision – mais pas avant que la majorité des dirigeants sociaux-démocrates aient quitté la salle, dénonçant un mouvement qu'ils avaient

12 H Teuber, *Für die Sozialisierung des Ruhrberghaus* (Francfort 1973) p. 55. Traduit de l'anglais.

prétendu jusque là soutenir. Un grand nombre de sociaux-démocrates se joignirent à la grève, mais d'autres étaient encore suffisamment sous l'emprise de leurs dirigeants pour les aider à tenter de « rétablir l'ordre » contre ceux que la presse sociale-démocrate appelait les « *bandits* ». Les détachements de sécurité sociaux-démocrates attaquèrent les travailleurs dans un certain nombre d'endroits : à Elberfeld, des patrouilles des chemins de fer tirèrent sur les ouvriers ; à Dortmund, la force de sécurité arrêta des travailleurs qui appelaient à la grève générale ; à Essen, une compagnie de marins abattit deux ouvriers ; à Barbeck, « l'armée du peuple » locale tua encore deux personnes, et d'autres affrontements à Elberfeld laissèrent 12 morts sur le pavé.

Mais tout n'allait pas comme le voulaient les autorités. A Bottrop, des ouvriers armés s'emparèrent de l'hôtel de ville et, après une bataille acharnée dans laquelle périrent 72 travailleurs, firent prisonniers les membres de la force de sécurité.

Ce que l'on a parfois appelé la « *première Armée Rouge de la Ruhr* » exista pendant les quelques jours où les travailleurs armés agissant au nom des divers conseils ouvriers combattirent l'avance des Freikorps dans les villes minières et sidérurgiques de l'Ouest de la Ruhr. Une étude détaillée a récemment conclu :

Le 19 février, les forces de la gauche étaient à leur zénith. Elles contrôlaient toute la région occidentale à l'exception de Duisburg. En plus de Dusseldorf, Remscheid, Mülheim et Hamborn, les conseils d'ouvriers et de soldats radicaux contrôlaient Obershausen, les villes de la Wupper, Dinslaken et Sterkrade. Leur force militaire était suffisante pour stopper les troupes de Freikorps sur la rivière Boye, entre Gladbach et Bottrop.¹³

La participation à la grève fut massive. Le 20 février, 183 000 ouvriers avaient débrayé. Mais la combinaison de répression militaire et de trahison social-démocrate commençait à porter ses fruits ; le jour suivant, leur nombre était tombé à 154 000. Le jour même, des renforts de Freikorps en provenance de Brême commençaient à prendre Hamborn.

A ce moment là, les dirigeants Indépendants décidèrent que la grève avait échoué. Mais au lieu d'organiser une retraite en ordre, ils firent la même erreur qu'à Berlin et tentèrent de négocier avec leurs ennemis. Le noyau de la force armée des travailleurs était à Bottrop. Mais le succès même des travailleurs était insupportable pour certains dirigeants Indépendants.

Ils avaient parlé un langage radical, mais confrontés brusquement à la réalité de l'effusion de sang ils perdirent courage. Le tour violent que prenait la grève était trop pour Baade, le dirigeant pacifiste de l'USPD d'Essen ; les reportages tendancieux sur la bataille de Bottrop eurent aussi décourager Wills (de l'USPD de Mülheim). Les deux hommes commencèrent à négocier avec les autorités militaires à Munster.¹⁴

Watter, toujours dans l'attente de ses renforts de Brême, se montra fort obligeant – mais revint deux jours plus tard sur ses engagements et recommença sa marche de ville en ville, entrant dans Bottrop le 23 février avec le cortège habituel d'arrestations massives et d'exécutions sommaires.

Les premières secousses de la Ruhr avaient été réprimées – mais au prix de la radicalisation d'une large couche de travailleurs, comme le gouvernement aussi bien que le Haut Commandement devaient le découvrir plus tard à leurs dépens. Avant la lutte, les bassins houillers du centre et de l'est de la Ruhr étaient encore des bastions sociaux-démocrates ; après, ce n'était plus le cas.

L'Allemagne centrale

A quelques jours de la défaite de la grève générale dans la Ruhr, l'Allemagne centrale s'enflamma. La région était une des principales zones minières et tenait, géographiquement, une importante position stratégique, séparant Berlin du sud et du sud-ouest du pays – de Munich, Francfort, Stuttgart et de la Ruhr.

Sous l'empire, sa structure gouvernementale était complexe – et cela continuait dans les premières années de la république de Weimar. L'empire était constitué d'une multitude de petites principautés, de royaumes, et « d'Etats libres ». En Allemagne centrale, il y avait le royaume de Saxe, qui comprenait Leipzig, Dresde et Chemnitz, une pléthore d'Etats libres qui constituaient la Thuringe, comportant Weimar, Gotha et Erfurt, et la province prussienne de Saxe, avec Halle et Magdebourg – elle-même souvent appelée de façon à induire en erreur « l'Allemagne moyenne ».

Au début de 1919, cette géographie fracturée avait pour équivalent une importante variété politique. A Halle, Leipzig, Magdebourg et dans les villes et villages industriels de Thuringe, les Sociaux-Démocrates Indépendants étaient fortement implantés avant même la révolution. A l'inverse, à Dresde et Chemnitz le SPD était au début majoritaire dans la classe ouvrière.

Là où les Indépendants étaient dominants, l'appareil du gouvernement local, y compris les pouvoirs de police des

¹³ J Tampke, *Ruhr and Revolution* (Canberra 1978) p. 135.

¹⁴ *Ibid.*, p. 136.

détachements de sécurité, restaient entre les mains des conseils ouvriers, même après les élections à l'Assemblée Nationale. Le gouvernement de Berlin était résolu à mettre un terme à cette situation, mais en faisant en sorte de ne pas attaquer les conseils d'Allemagne centrale en même temps que Berlin, Brême ou la Ruhr. Le premier problème était la Thuringe, pour la simple raison que l'Assemblée Nationale s'était réfugiée à Weimar en vue de se soustraire à la pression des travailleurs berlinois.

Noske envoya une section de Freikorps à Weimar « *pour protéger l'Assemblée Nationale* ». Le conseil des soldats de Thuringe s'insurgea, au motif qu'il était tout à fait capable de s'acquitter de la tâche lui-même, et s'opposa à la présence de « *troupes extérieures* » : le général Mächer se fit un devoir de dissoudre le conseil au début de février et décréta une zone close de 10 kilomètres autour de Weimar. Puis il dirigea son attention vers les autres villes, à commencer par Gotha, où il occupa les bâtiments gouvernementaux, les Freikorps faisant feu sur les manifestants qui protestaient.

Pendant ce temps des travailleurs, dans une autre partie de l'Allemagne centrale, passaient à l'action sur une question complètement différente. Il y avait de plus en plus d'agitation, en particulier dans les bassins houillers, sur le pouvoir des conseils d'usine et de puits, que les Sociaux-Démocrates Indépendants présentaient comme « *le premier pas vers la socialisation* ». Le gouvernement faisait de son mieux pour noyer le poisson par des négociations : c'était la troisième semaine de février et, avec les problèmes qu'il avait dans la Ruhr, il ne voulait pas devoir lutter sur deux fronts.

Le 23 février, il n'était plus possible d'atermoyer, surtout après que Mächer ait dissous le gouvernement des conseils de Gotha. Une conférence des délégués des conseils d'ouvriers et de soldats d'Erfurt et de Merseberg, des puits, des travailleurs de l'électricité, de la chimie et des chemins de fer vota pour une action gréviste totale. La moitié des délégués étaient des Indépendants et le quart des communistes. Mais – détail important – le reste était constitué de sociaux-démocrates majoritaires. L'appel à la grève provenait de la direction de la totalité de la classe ouvrière de la région.

La grève fut une réussite totale, extraordinaire. Non seulement elle mit au point mort l'industrie de toute la région, elle stoppa aussi l'approvisionnement en énergie de Berlin et coupa les liens ferroviaires entre la capitale et le sud du pays. Les députés de l'Assemblée Nationale, à Weimar, étaient sans lien avec les ministères de Berlin. « *L'Assemblée Nationale qui s'était réfugiée à Weimar pour échapper à « l'influence de la rue » était maintenant au milieu d'un territoire en grève* ».¹⁵

Les Freikorps n'étaient pas adaptés à la résolution d'une telle crise. Seuls les « certificats de socialisme » dont pouvaient encore se prévaloir les ministres SPD étaient à même de calmer la colère des travailleurs. Le gouvernement eut recours à une manœuvre destinée à diviser les grévistes. Il distribua un tract ruisselant de phraséologie « de gauche » : « *Nous sommes sur le point fonder les statuts de la démocratie économique. Nous allons développer les organes de la démocratie économique : les conseils d'usine* ». Une première page proclamait : « *La socialisation est en marche, avant tout dans les mines* ». Mais, avertissait le texte gouvernemental, tout cela était compromis par des « *terroristes qui voulaient éliminer l'Assemblée Nationale et détruire le Reich par l'anarchie politique et économique* ».¹⁶

Pendant que ce tract agissait sur ceux des travailleurs qui croyaient encore aux intentions socialistes du gouvernement, Noske ordonnait aux Freikorps de marcher de Gotha sur Halle. Cette ville, proche des chantiers de la Leuna, la plus grande usine d'Allemagne, était dirigée par un conseil ouvrier Indépendant de gauche, avec un détachement de sécurité sous l'influence des communistes. Face à des tentatives de la classe moyenne locale d'affamer les travailleurs par une « contre-grève », le conseil ouvrier avait censuré, puis interdit la presse bourgeoise.

Le conseil ouvrier décida qu'une résistance efficace contre les Freikorps, lorsque ceux-ci investirent la ville le 1^{er} mars, avait peu de chances de succès, mais le comportement ignoble des troupes déclencha bientôt des combats acharnés dans lesquels 27 ouvriers et sept Freikorps furent tués. Mächer mit ensuite sur pied une version locale des Freikorps, un « *Régiment de Garde* » formé de petits bourgeois et d'étudiants, pour tenir en respect les travailleurs lorsque ses propres troupes auraient quitté la ville.

Pourtant le gouvernement essayait encore de présenter un visage « de gauche » aux grévistes. Dans des négociations, il accepta de légiférer dans le sens d'un « ancrage » des conseils d'usine dans la constitution. Même si l'accord réduisait soigneusement le pouvoir des conseils d'usine, limité à une fonction de « *participation* » indolore aux décisions des employeurs, les délégués d'usine, influencés par les Indépendants, considéraient que suffisamment de concessions avaient été faites. Ils appelèrent à la reprise le 6 mars – au moment même où les Freikorps retournaient à Berlin pour faire face à un mouvement qui avait en partie commencé par un appel à la solidarité avec les travailleurs d'Allemagne centrale.

A nouveau Berlin

Le soulèvement berlinois de janvier avait été écrasé parce que ses participants constituaient une minorité de la

¹⁵ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 374.

¹⁶ *Ibid.*

classe ouvrière. Ils avaient été en grande partie désarmés par des soldats qui subissaient l'influence des sociaux-démocrates avant que les Freikorps n'entrent dans la ville. Mais les buts des Freikorps et ceux des soldats qui voulaient une « marche pacifique vers le socialisme » étaient diamétralement opposés. Il y eut très rapidement un antagonisme déclaré entre les deux groupes armés qui avaient vaincu les « spartakistes ». Selon le commandant des Corps de Soldats Républicains Sociaux-Démocrates :

*Parmi les troupes de Noske une propagande constante était organisée contre « Berlin la rebelle » et ses défenseurs socialistes. (...) Lorsqu'ils entrèrent à Berlin, ils n'avaient rien de mieux à faire qu'arracher les brassards des membres du Corps de Soldats Républicains et de les insulter à tout propos.*¹⁷

Le comportement des Freikorps inquiéta même un de leurs généraux. Märcher écrivit à son supérieur Lüttwitz le 25 janvier :

*Il est avéré que la population de Berlin a été maintenue pendant dix jours dans une terreur mortelle par des éléments irresponsables des Freikorps. Ceux-ci deviennent un danger pour la capitale, et je considère comme très probable que tôt ou tard des combats opposeront les différents corps.*¹⁸

Un historien a soutenu, par ailleurs, que des sections de Freikorps commençaient à hésiter à accomplir leurs tâches :

*Le fait de tirer sur des travailleurs allemands, de fouiller leurs appartements à la recherche d'armes et de faire face aux regards haineux des gens dans les rues devenait trop ; même pour les Freikorps. Les officiers s'alarmèrent du changement d'attitude des troupes et les retirèrent à la hâte de la capitale.*¹⁹

Il y avait, en fait, une raison de plus pour retirer la plupart des Freikorps de Berlin après une quinzaine de jours – on avait besoin d'eux pour réprimer les travailleurs dans une autre partie de l'Allemagne. Mais parmi les travailleurs qui s'étaient tenus à l'écart des combats de janvier il y avait certainement une hostilité croissante envers les soudards de Noske. Les Indépendants lui donnèrent une expression en appelant à une grève de protestation après le meurtre de Luxemburg et de Liebknecht, s'adressant à « tous les travailleurs, hommes et femmes, même s'ils n'étaient pas d'accord avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ». ²⁰ D'après un dirigeant des Indépendants de droite, « L'enterrement (...) fut la plus impressionnante manifestation de masse que Berlin ait jamais vue ». ²¹

Les grandes grèves combatives de la Ruhr et de l'Allemagne centrale en février bénéficièrent de la sympathie des travailleurs de Berlin. Six semaines d'occupation militaire n'avaient pas détruit leur moral, et un mouvement se développa, qui devait mettre à nouveau le feu aux poudres.

Le 27 février, les ouvriers des entreprises d'Etat de Spandau appelèrent à une grève, en solidarité avec l'Allemagne centrale aussi bien que pour une liste de revendications qui leur étaient propres, allant des augmentations de salaire à l'élection de conseils d'usine et à la mise en place de tribunaux révolutionnaires pour juger les anciens chefs militaires. Le lendemain, la question fut discutée dans une assemblée générale des conseils de Berlin. Mille cinq cent délégués étaient présents, chacun représentant 1 000 travailleurs. La réélection de l'Exécutif des conseils de Berlin révéla un déplacement politique dans la classe ouvrière : les Indépendants eurent 205 voix, les Sociaux-Démocrates 271, les communistes 99 et les Démocrates (le plus « à gauche » des partis bourgeois) 95. Le nouvel Exécutif comportait sept membres SPD, sept USPD, deux communistes et un Démocrate ; pour la première fois « l'organe de la révolution » de Berlin pouvait être dominé par la gauche si les communistes et les Indépendants votaient ensemble.

L'assemblée générale se réunit à nouveau le 4 mars et cette fois, après une préparation vigoureuse de la part de travailleurs de Spandau, Siemens et Schwartzkopf, appela à la grève générale à une large majorité, comportant les voix des délégués qui soutenaient le SPD. Les revendications étaient, entre autres, la reconnaissance des conseils, la libération des prisonniers politiques, l'organisation d'une garde ouvrière et la dissolution des Freikorps.

Les spartakistes refusèrent de siéger au comité de grève parce qu'il comptait des membres du SPD : ils disaient que c'était contradictoire avec les revendications de la grève, qui étaient en opposition à la politique du gouvernement social-démocrate.

La grève fut beaucoup plus suivie que celle de janvier. Toute l'activité industrielle de Berlin était paralysée, l'électricité coupée, les bus, les tramways et les trains arrêtés. Ce n'était pas l'action d'une minorité impatiente de la classe ouvrière, voulant la révolution socialiste immédiate. C'était une grève à laquelle participaient un grand nombre de travailleurs qui se considéraient toujours comme de loyaux sociaux-démocrates, mais qui étaient perturbés par le résultat des élections (qui avaient donné la majorité aux partis bourgeois), d'autres qui craignaient que leur contrôle virtuel des usines ne soit supprimé, ou qui protestaient contre la répression par les Freikorps, d'autres encore qui désiraient

17 Cité in M Phillips Price, *Germany in Transition* (Londres 1923) p. 32.

18 Cité *Ibid.*, p. 33.

19 R M Watt, *The Kings Depart* (Londres 1973) p. 331.

20 *Freiheit*, 17 janvier 1919. Traduit de l'anglais.

21 Heinrich Ströbel, *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, Berlin 1920, pp. 116-117.

protéger leur niveau de vie.

Il y avait aussi une différence marquante dans la façon dont le Parti Communiste était considéré par comparaison avec janvier. Comme nous l'avons vu, en janvier la direction était partisane d'une action *défensive* – mais le ton des publications du parti était « offensif » et fit peu pour neutraliser l'agitation insurrectionnelle menée par Liebknecht. Là, le quotidien communiste, *Die Rote Fahne*, insistait fortement et clairement sur le fait que la grève n'était pas une insurrection. Elle commençait par appeler à une action gréviste massive :

Travailleurs ! Prolétaires ! Les morts se lèvent à nouveau. A nouveau, ceux qui étaient piétinés partent en cavalcades. (...) Le gouvernement « socialiste » d'Ebert-Scheidemann-Noske est devenu le bourreau du prolétariat allemand. Aujourd'hui ils ne font que guetter une occasion de « défendre l'ordre ». Partout où des prolétaires se dressent, Noske a envoyé ses sbires. Berlin, Brême, Wilhelmshaven, Cuxhaven, Rhénanie-Westphalie, Gotha, Erfurt, Halle, Düsseldorf : ce sont là les étapes sanglantes de la croisade de Noske contre le prolétariat allemand.

Elle continuait en mettant en garde contre la provocation :

Travailleurs ! Camarades du parti ! (...) Que le travail s'arrête ! Restez constamment dans les usines, pour que les usines ne puissent vous être enlevées. Rassemblez-vous dans les usines ! Expliquez les choses à ceux qui hésitent et qui sont restés en arrière. Ne vous laissez pas pousser à ouvrir le feu sans raison. Noske n'attend que cela pour avoir une raison de répandre encore plus de sang. (...)

*La plus grande discipline ! La plus grande attention ! Un calme de fer ! Mais aussi une volonté de fer ! Vous tenez le sort du monde entre vos mains.*²²

Malheureusement, le parti était encore trop petit pour contrôler la situation comme il le souhaitait. Ses dirigeants avaient appris les leçons de janvier, mais un grand nombre d'ouvriers et de soldats qui étaient jusque là passifs ou du côté du gouvernement étaient attirés par la lutte. Beaucoup avaient ressenti une profonde déception dans les semaines qui avaient suivi janvier. Ils détestaient le gouvernement et les Freikorps, mais ne considéraient pas le petit Parti Communiste comme le dirigeant naturel de leurs luttes.

Le gouvernement se préparait à renouveler sa tactique de janvier. Malgré la grande popularité de la grève parmi les travailleurs sociaux-démocrates, le gouvernement SPD de Prusse proclama l'état de siège « *pour protéger le grand Berlin des attaques terroristes d'une minorité* ». Noske stationna à nouveau des unités de Freikorps dans la ville. Dès le second jour de la grève, malgré les appels à l'action non violente, « *Berlin était ébranlée par les tirs d'artillerie, des obus s'écrasaient sur les maisons des quartiers ouvriers, et les mitrailleuses crépitaient* ».²³

Il y a différentes versions de la façon dont les combats furent déclenchés – étant donné la grande quantité de travailleurs engagés dans la grève, il n'est pas surprenant qu'il soit malaisé d'établir avec précision le déroulement exact des événements. L'historien marxiste français Pierre Broué, par exemple, décrit comment

Dans la nuit du 3 au 4 mars, des incidents éclatent dans plusieurs quartiers de Berlin entre policiers et ouvriers. Plusieurs pillages de magasins se produisent, dans lesquels les révolutionnaires et les grévistes vont dénoncer l'oeuvre de provocateurs. Au matin du 4, tenant un prétexte, Noske donne aux corps francs l'ordre de marcher sur Berlin.

Le 4, une foule énorme se rassemble au début de l'après-midi sur la place Alexandre à proximité de la préfecture de police : la colère y monte rapidement quand parviennent les nouvelles des Incidents de Spandau : les corps francs ont désarmé les soldats qui gardaient le dépôt de mitrailleuses et des fusillades se sont produites. Un détachement des corps francs de von Lüttwitz tente de pénétrer dans la foule : l'officier qui le commande est malmené, et les chars d'assaut interviennent, tirant sur la foule pour faire évacuer la place : c'est « une effroyable boucherie ». (...)

Le jour suivant, les Freikorps firent mouvement contre un détachement des marins de la Division du Peuple – qui étaient restés neutres en janvier. L'incident fut décisif : les marins, dans leur majorité, se retournèrent contre les Freikorps, distribuant à la foule les stocks d'armes à leur disposition.²⁴

L'historien américain R M Watt, lui, met le déclenchement des combats sur le compte d'une action concertée d'une partie des révolutionnaires :

La grève n'avait pas été sitôt proclamée que des révolutionnaires armés attaquaient et prenaient 32

22 *Die Rote Fahne*, 3 mars 1919, réimprimé in *Dokumenten und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, Ruhe 11* (1914-45) vol 3 (Berlin Est 1957) pp. 282-2

23 M Phillips Price, *op. cit.*, p. 34.

24 P Broué, *Révolution en Allemagne* (Paris 1971) p. 271.

*postes de police berlinois. Les matelots de la Division de Marine du Peuple marchèrent dans les rues et assiégèrent les plus importants commissariats.*²⁵

Aussi bien M Phillips Price que Heinrich Ströbel – qui étaient en Allemagne à l'époque – avancent des versions plus proches de Broué que de Watt. Phillips Price écrit :

*Il s'avéra bientôt que le combat n'opposait pas le corps de volontaires de l'ancienne armée aux forces spartakistes, mais les premiers, d'une part, à la Division de Marine du Peuple et aux Corps de Soldats Républicains, qui avaient toujours été considérés comme une force loyale envers le gouvernement.*²⁶

Et Ströbel écrit :

*Les combats de mars à Berlin n'avait pour origine rien d'autre que les jalousies et la méfiance des gardes de Noske envers les pauvres restes des troupes révolutionnaires des journées de novembre, la Division Populaire de Marine et la Garde Républicaine. Ces troupes étaient une épine dans le pied des officiers et des généraux qui commandaient les Corps Francs de Noske, et elles devaient être dispersées à tout prix. (...) Ces combats étaient donc issus aussi de conflits entre ces deux corps de troupe. Les communistes avaient aussi peu à voir là dedans que les Indépendants.*²⁷

Le 5 mars une foule se rassembla sur l'Alexanderplatz, face au quartier général de la police, et des voyous commencèrent à piller un entrepôt. La Division Populaire de Marine (...) envoya 800 hommes et deux camions en réponse à un appel téléphonique du quartier général de la Police leur demandant de rétablir l'ordre. Ce détachement arrêta 20 pillards et plaça un garde devant l'entrepôt.

*Alors qu'une députation de la Division de Marine quittait le quartier général de la police (dirigé par la droite depuis janvier) le chef de la députation fut blessé par un coup de feu. (...) En un clin d'œil, des tirs étaient échangés entre la Division de Marine et le bâtiment de la police. Et les événements de la semaine Spartakus se répétèrent, avec de légères variations. Une section de la Division de Marine et les Gardes Républicains, renforcés par des civils en armes, se retranchèrent dans le quartier est de Berlin, pendant que les troupes de Noske occupaient le centre et les autres parties de la ville.*²⁸

Le commandant du Corps de Soldats Républicains, Fischer, donne une version à peu près identique.²⁹

Le Parti Communiste continuait à se dissocier complètement du combat. Il distribua un tract qui expliquait que les affrontements étaient le fait des sections de la Division de Marine du Peuple et du Corps de Soldats Républicains, qui avaient été contre les travailleurs en janvier :

*Nous luttons pour le socialisme et contre le capitalisme, et leurs chefs luttent pour leurs postes militaires contre leurs employeurs avec qui ils se sont brouillés. C'est tout cela et plus encore qui nous sépare d'eux. Entre eux et nous n'existe aucune solidarité politique*³⁰

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les dirigeants communistes avaient vis à vis du combat une attitude trop abstentionniste. Le fait que les marins et les sociaux-démocrates de base du Corps Républicain aient été du mauvais côté en janvier ne signifiait pas qu'ils étaient incapables de comprendre – à la dure – leurs erreurs passées.

Mais les déclarations du Parti Communiste avaient de toute façon peu d'effets. Les dirigeants syndicaux sociaux-démocrates de Berlin, qui s'étaient sentis obligés de soutenir la grève du fait de la pression de leur base, prirent alors prétexte des combats pour changer de camp. Le 6 mars, ils appelèrent à la reprise. Lorsqu'ils se trouvèrent en minorité dans l'assemblée des conseils ouvriers, ils se retirèrent purement et simplement, faisant distribuer des tracts et coller des affiches appelant à reprendre le travail.

Les Freikorps profitèrent immédiatement de cette trahison et des divisions dans les rangs des travailleurs. Ils commencèrent par briser la grève, assurant la distribution du ravitaillement dans la partie bourgeoise de la ville. Au bout de deux jours, la grève n'avait plus aucun effet, et le comité de grève fut obligé à appeler à une reprise sans conditions. Le 9 mars, la grève et les combats étaient terminés.

Mais Noske et ses amis ne s'estimaient pas satisfaits. Ils voulaient gagner la guerre, et pas seulement une bataille. Et ils pensaient que ni la gauche révolutionnaire ni le mouvement ouvrier n'étaient alors en mesure de se défendre.

25 R M Watt, *op. cit.*, p. 340.

26 M Phillips Price, *op. cit.*, p. 34.

27 Heinrich Ströbel : *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, Berlin 1920, p. 136.

28 *Idem*, pp. 137 et suivantes.

29 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 362.

30 Cité in P Broué, *op. cit.*, p. 272.

L'attaque qui suivit

dépassait de loin en horreur sanglante tout ce que Berlin avait connu en janvier lors de la « semaine spartakiste ». Pendant des jours, la Reichswehr a combattu dans les quartiers prolétariens de Berlin avec toutes les ressources de la guerre moderne – des canons, des lance-mines et des avions. D'innombrables maisons furent endommagées, certaines complètement détruites par des grenades et des bombes. (...) Dans de nombreux cas, les travailleurs chez lesquels on trouvait une arme à feu étaient même exécutés sur place.³¹

Le nombre de morts a été estimé à entre 1 500 et 2 000, avec 20 000 blessés. Le nombre des tués, à gauche, était dix fois supérieur à ceux du camp gouvernemental.

Noske eut recours à des mensonges éhontés – auxquels la presse, social-démocrate et bourgeoise, emboîta le pas sans sourciller – pour justifier un tel bain de sang. On proclama que les spartakistes étaient à l'origine des combats et qu'ils avaient massacré 70 policiers du poste de Lichtenberg. « *C'était faux et Noske le savait* », a conclu récemment un historien qui n'est pas suspect de sentiments de gauche, « *mais il était commode qu'il y eût une « atrocité » à venger : cela fournissait une excuse pour des représailles* ». ³²

Noske édicta un décret selon lequel tout individu trouvé les armes à la main serait exécuté sommairement. *Vorwärts*, le quotidien social-démocrate, estima que c'était la seule réponse possible aux « *atrocités de Lichtenberg* ». De nombreux travailleurs et soldats loyaux envers le SPD furent ainsi assassinés. Exemple fut le sort de certains membres de la Division de Marine du Peuple qui n'avaient pas pris part aux combats. Ils furent attirés dans un bâtiment où, leur avait-on dit, ils allaient toucher leur solde. A leur arrivée, 29 d'entre eux reçurent l'ordre de se rendre derrière le bâtiment, où ils furent abattus sur le champ.

Dans les districts ouvriers, des centaines de personnes connurent un sort semblable – parmi lesquels Leo Jogiches, le collègue de toute une vie de Rosa Luxemburg et le dernier des dirigeants les plus expérimentés du Parti Communiste.

A nouveau La Ruhr

Les premières expéditions des Freikorps, en janvier et février, étaient rarement suffisantes pour en finir une fois pour toutes avec la résistance armée des travailleurs. Max Hoeltz – qui devint une vedette nationale comme une espèce de Robin des Bois communiste ou de Che Guevara – a décrit dans ses mémoires la situation dans le Vogtland, la région proche de la frontière tchèque. Les Freikorps pénétraient dans une ville le matin ; les travailleurs armés se cachaient dans les forêts environnantes ; les Freikorps partaient à midi ; les travailleurs armés entraient à nouveau dans la ville et tenaient un meeting pour les milliers de chômeurs. ³³

Cela devait être la situation de nombreuses villes industrielles où les Freikorps n'avaient pas suffisamment de soldats pour conserver une garnison permanente – même si cela ne prenait pas toujours une forme aussi dramatique. La force armée pouvait briser une minorité isolée de travailleurs, comme les révolutionnaires de Berlin en janvier ; elle pouvait empêcher la classe ouvrière dans son ensemble de prendre le pouvoir dans une localité particulière ; mais elle ne pouvait pas annihiler toute résistance.

Cela fut démontré de façon éclatante dans la Ruhr. A la fin mars, il s'y développa un nouveau mouvement qui avait beaucoup moins d'illusions sur le gouvernement. Les ouvriers en avaient assez des vagues discours sur la « socialisation ». Au lieu de cela, ils se tournèrent vers des questions qui étaient en rapport avec la substance de leur vie quotidienne – la journée de six heures. Comme Rosa Luxemburg l'avait prédit en décembre, la révolution s'approfondissait dans la lutte sur le lieu de travail.

Le soutien à la revendication de la journée de six heures grandit au cours du mois de mars, de telle sorte que les bureaucrates qui dirigeaient les syndicats de mineurs durent la soutenir verbalement – même s'ils parlaient d'en répartir l'application sur une période de deux ans. Les mineurs n'avaient pas envie d'attendre. Le 27 mars, 32 puits imposèrent la journée de six heures de la façon la plus simple : en débauchant deux heures plus tôt. Une conférence sur ce thème à la fin du mois réunit 475 délégués de 195 puits. Une tentative de la part du syndicat contrôlé par les sociaux-démocrates de mettre un terme à la lutte ne servit qu'à mettre en colère les délégués, qui votèrent pour la formation d'un « Syndicat Général des Travailleurs des Mines » révolutionnaire, avec une direction conjointe KPD-USPD – une décision contre laquelle le dirigeant communiste Karski mit en garde.

La lutte qui suivit fut acharnée. Huit travailleurs furent abattus par les « forces de l'ordre » à Castrop le 31 mars. Le 1^{er} avril, le mouvement parti des mines gagna l'industrie lourde, où les ateliers de martelage Krupp se mirent en grève. Le 4 avril, des délégués de 211 puits appelèrent à une grève conjointe avec l'Allemagne centrale et la Haute Silésie – les deux autres régions houillères d'Allemagne. Le gouvernement coupa alors l'approvisionnement en vivres des deux zones

³¹ H Ströbel, *op. cit.*, p. 132.

³² R M Watt, *op. cit.*, p. 342.

³³ Voir ses mémoires, *Un rebelle dans la révolution: Allemagne 1918-1921*, Paris, 1988.

en grève, et envoya les Freikorps occuper les centres principaux.

Les troupes eurent recours aux méthodes les plus brutales pour tenter de briser la grève. Ce n'était plus seulement les manifestants et les piquets qui étaient attaqués : les soldats ouvrirent le feu sur une réunion syndicaliste, tuant quatre personnes, et à nouveau quelques jours plus tard sur une réunion de plusieurs centaines de délégués des grévistes, dont quatre cents furent conduits en prison.

La grève, confrontée à une telle provocation, ne fit que monter en puissance : 160 000 grévistes le 1^{er} avril, 300 000 le 10 ; selon une étude historique le nombre total aurait atteint 800 000.³⁴ Le nombre de mineurs grévistes fut dépassé par celui des autres travailleurs en grève de solidarité, avec également des arrêts de travail de sympathie dans d'autres régions d'Allemagne – à Württemberg, à Berlin, à Francfort, à Dantzig.

Le gouvernement perdait de plus en plus le contrôle de la situation. Les dirigeants syndicaux lui disaient qu'une seule chose pouvait arrêter la grève : « *Seule la mise en place de la journée de six heures peut ramener les mineurs sous le contrôle des organisations* ».

Noske avait nommé le politicien social-démocrate Severing commissaire spécial pour la Ruhr, avec des pouvoirs quasi-dictatoriaux. C'est lui qui avait supervisé la plupart des mesures répressives. Mais il devint rapidement clair que seules des concessions pouvaient mettre fin à la grève. Les mineurs se virent finalement offrir la journée de sept heures – à condition qu'ils fassent des heures supplémentaires lorsque c'était « essentiel ». La proposition était enrobée de nouvelles menaces – des décrets prévoyaient des amendes de 500 marks ou des sentences de 12 mois de prison pour quiconque continuerait la grève. Cette combinaison – en plus de la faim très réelle dont souffraient la plupart des familles de mineurs – commença à porter ses fruits. Dès le 24 avril, le nombre des mineurs grévistes était descendu à 130 000. En même temps que la grève donnait des signes de fatigue, la répression s'intensifia, jusqu'à ce que la majorité des dirigeants élus des travailleurs de la région fussent les prisonniers du gouvernement et de ses chiens de chasse militaires.³⁵

Le retour de l'ordre ancien

La marche des Freikorps à travers l'Allemagne annihila les conseils d'ouvriers et de soldats naguère si puissants. Le pouvoir des conseils – en particulier celui des conseils de soldats en armes et les sections de gauche des détachements de sécurité – fut remplacé par la vieille structure étatique de l'Allemagne du Kaiser, avec ses bureaucrates, ses officiers, ses juges et ses commissaires de police qui, dans l'ensemble, avaient les mêmes opinions que les membres des Freikorps qui avaient restauré leur pouvoir – ils soutenaient les partis bourgeois les plus à droite. Comme le personnel des Freikorps, ils devaient finalement devenir des supporters enthousiastes du III^{ème} Reich nazi. Mais, pour l'instant, la bourgeoisie ne se sentait pas encore suffisamment en sécurité pour permettre à l'extrême droite de se pousser au centre de la scène politique : elle avait encore besoin des dirigeants sociaux-démocrates.

Comme le formulait Stresemann, dirigeant du parti des grands milieux d'affaires, le Parti National du Peuple Allemand :

*Un gouvernement sans ministres sociaux-démocrates me paraît tout à fait impossible dans les deux ou trois prochaines années, sinon nous allons avoir grève générale sur grève générale.*³⁶

Un signe que le mouvement ouvrier était loin d'être définitivement brisé fut l'entrée dans la lutte, au cours de l'été 1919, des éléments les plus attardés de la classe ouvrière. Des centaines de milliers de salariés agricoles adhèrent à un syndicat pour la première fois en été 1919 (après la marche des Freikorps en Allemagne), portant ses effectifs à 700 000. Ils défiaient les grands propriétaires jadis tout-puissants, les Junkers, exigeant des augmentations de salaire et la fin des restrictions imposées à leurs vies personnelles.

Dans un tel contexte, les sociaux-démocrates eux-mêmes ne pouvaient survivre s'ils permettaient à l'opinion de les considérer comme une simple façade des Freikorps. Il leur fallait encore faire des phrases sur la « socialisation », la « démocratie industrielle », même s'ils y mettaient moins de conviction. Et il leur fallait faire semblant de croire que les conseils ouvriers existaient encore. Ils convoquèrent un Second Congrès National des Conseils Ouvriers à la mi-avril. C'était un exemple, s'il en fut, dont la façon dont l'histoire se répète, la première fois comme une tragédie, la seconde comme une farce.

Les délégués du Premier Congrès avaient le pouvoir, et l'abandonnèrent tragiquement. Le Second Congrès, lui, fut réuni après que le pouvoir des conseils ait été détruit à peu près partout. Ses 219 délégués n'étaient plus élus par des conseils locaux, basés dans les usines et les casernes, mais par des scrutins de district ouverts à tous ceux qui avaient un revenu inférieur à 10 000 marks, ce qui assurait au SPD une majorité des trois quarts. Les communistes boycottèrent le congrès qualifié de « parent pauvre de l'Assemblée Nationale ». Après que le congrès eut entériné la reconstitution du

34 J Tampke, *op. cit.*, p. 164.

35 Pour des détails sur la grève, voir Beuer, pp. 63-65, et Temple, pp. 153-158.

36 Cité in H A Turner, *Stresemann and the Politics of the Weimar Republic* (Princeton 1963) p. 44. Traduit de l'anglais.

pouvoir bourgeois, on n'entendit plus parler de lui.

Cela dit, pour le gouvernement le « nettoyage » n'était pas terminé. Non seulement il y avait le royaume de Bavière, autrefois autonome, où le mouvement des conseils connaissait son zénith au moment même où le Second Congrès l'enterrait partout ailleurs, mais il y avait d'autres districts où le pouvoir était toujours entre les mains d'élus de la classe ouvrière.

L'écrasement définitif de l'Allemagne centrale avait été remis à plus tard, les Freikorps étant absorbés par des troubles à Berlin, puis par un regain des luttes dans la Ruhr.

Magdebourg était toujours administrée par un conseil d'ouvriers et de soldats dirigé par les Indépendants. La région était tranquille depuis la révolution et ne s'était pas associée à la grève de février. Mais cela n'empêcha pas Noske de donner à un fabricant local de spiritueux (un futur nazi) tout pouvoir pour constituer une « Garde locale » petite-bourgeoise afin de « rétablir l'ordre », ni de traîner trois dirigeants des conseils ouvriers (dont un SPD) à Berlin sous mandat d'arrêt. Le 9 avril, les Freikorps entrèrent dans la ville, tirèrent sur des manifestants, en tuant sept, arrêtaient le conseil ouvrier et armèrent les forces de la classe moyenne, la Garde locale et le « Régiment de Magdebourg ».

Puis ce fut le tour de la ville de Braunschweig, où les travailleurs s'étaient joints en avril à une grève générale de toute l'Allemagne en solidarité avec la Ruhr. Les dirigeants de la grève étaient en fait le pouvoir de la ville depuis plusieurs jours, contrôlant la distribution du ravitaillement et faisant respecter un couvre-feu. Le 11 avril, 10 000 Freikorps pénétraient dans la ville. Ils rencontrèrent au début une résistance armée, et 11 travailleurs furent tués dans des escarmouches. Puis les chefs grévistes décidèrent que toute résistance était devenue inutile – ce qui n'empêcha pas les Freikorps de satisfaire pleinement leur appétit de meurtre habituel.

Finalement, des mouvements furent opérés contre Leipzig – un point sensible non seulement pour les autorités d'Allemagne centrale, mais aussi pour le gouvernement national. En même temps que le reste de la Saxe – en particulier Chemnitz – restait un bastion du SPD, Leipzig subissait fortement l'influence de conseils d'ouvriers et de soldats à majorité Indépendante. Ses travailleurs avaient pris part à la grève générale de février, et le journal communiste *Rote Fahne* se réfugia à Leipzig lorsqu'il fut interdit à Berlin. Le 11 mai, 20 000 Freikorps occupaient la ville sans rencontrer de résistance, dissolvaient les conseils, interdisaient la presse de gauche et mettaient en place une « Garde locale » à composition petite bourgeoise pour maintenir l'ordre.³⁷

Hambourg, la deuxième ville allemande, était un bastion traditionnel de la social-démocratie. En 1913, le parti y comptait 40 000 membres et les « syndicats libres » 140 000, sur une population d'un million d'habitants. Il tenait tous les sièges de la ville au parlement national, même si le mode de scrutin peu démocratique « à trois classes » le maintenait en minorité au Sénat et à la *Burgerschaft* qui gouvernaient la ville.

Avant la guerre, Hambourg était aussi un des rares centres industriels dans lesquels l'activisme syndical tendait à échapper au contrôle du mouvement ouvrier « officiel ». Il y eut des grèves dures en 1896-97, en 1906 et en 1912. « Il y avait (...) dans le mouvement ouvrier de Hambourg un élément qui grandissait rapidement. (...) Un groupe de travailleurs relativement important, d'abord dans le port puis aussi dans d'autres zones, qui n'était pas vraiment représenté dans les syndicats, les coopératives ou les organisations du parti ». Dans les années de l'immédiat avant-guerre, « les grèves sauvages se suivaient de près ».³⁸

La ville aurait dû être idéale pour devenir un centre de l'extrême gauche en 1918-19, et au début c'était la direction que semblaient prendre les choses. Elle avait été, comme nous l'avons vu, la première ville à suivre l'exemple de Kiel et à renverser l'ordre ancien, le 5 novembre. Les sociaux-démocrates majoritaires locaux furent complètement dépassés par les événements. Les conseils ouvriers, élus par des délégués des usines dans les premiers jours de la révolution, avaient une claire majorité à gauche du SPD, et élurent comme président et dirigeant réel de la ville le Radical de Gauche Heinrich Laufenberg.

Laufenberg était un ancien social-démocrate de droite qui était passé à gauche en réaction à la guerre et qui avait établi des liens avec les « Radicaux de Gauche » de Brême. Il avait acquis une énorme popularité dans de larges couches de travailleurs lorsque la lassitude de la guerre s'était répandue. Cela lui permettait de dominer le conseil ouvrier, même si la « majorité de gauche » était essentiellement composée d'Indépendants.

Mais les sociaux-démocrates, ainsi que les banquiers et les négociants qui naguère dominaient la ville, passèrent bientôt à la contre-attaque. Les sociaux-démocrates s'empressèrent de se constituer une majorité dans les conseils de soldats, pendant que les banquiers menaçaient de couper tout crédit au gouvernement local.

Laufenberg se fit plus tard une réputation comme « ultra-gauche ». Cela dit, à cette époque son comportement était du genre normalement associé avec l'USPD. Il subordonnait tout à des manœuvres destinées à lui conserver le contrôle des conseils, son gouvernement « de gauche » bien installé aux commandes. Il accepta l'argument des sociaux-démocrates sur la nécessité des élections à l'Assemblée Nationale³⁹, et, après avoir dissout le Sénat municipal le 10 novembre, le rétablissait le 18 pour obtenir des crédits bancaires.

37 Les détails de la lutte en Allemagne centrale viennent de *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, op. cit., pp. 377-384.

38 R A Comfort, *Revolution in Hamburg* (Londres 1970), p. 28.

39 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, op. cit., pp. 351-352.

Laufenberg continuait à faire usage des ministères et de leurs équipes de fonctionnaires. (...) A Hambourg, le véritable pouvoir résidait exactement là où il avait toujours été – entre les mains de la grande bourgeoisie des affaires et de la finance, et de la bureaucratie d'Etat.⁴⁰

Laufenberg ne se préoccupa même pas d'assurer l'existence d'une presse révolutionnaire indépendante – au lieu de cela, il négocia avec les sociaux-démocrates le contrôle conjoint d'un journal imprimé sur leurs presses.

Un gouvernement basé sur la conciliation avec les banquiers et les sociaux-démocrates pouvait difficilement passer à l'action face au chômage et à la pénurie de denrées alimentaires. Il était facile pour les sociaux-démocrates de mettre tous les problèmes de la classe ouvrière sur le compte du gauchiste Laufenberg. Au début de janvier, ils furent en mesure de contrer les grandes manifestations pro-Laufenberg par des manifestations encore plus importantes. Un signe du manque de soutien réel pour la politique de Laufenberg dans la majorité de la classe ouvrière fut donné par les résultats des élections à l'Assemblée Nationale de la mi-janvier : le SPD obtenait 51 % des voix à Hambourg, l'USPD 7 % seulement. Un autre signe était que le conseil ouvrier n'exerçait aucun contrôle sur des troupes qui avaient été constituées en « armée du peuple » : celle-ci arrêta même une fois Laufenberg.

Finalement, le 19 janvier, Laufenberg fut contraint de reconnaître que les manœuvres politiques n'étaient pas un substitut satisfaisant à l'organisation sur le terrain. Il démissionna de son poste de président des conseils, permettant une nouvelle élection qui donna la majorité au SPD. Cette majorité devait bientôt transmettre le pouvoir à un nouveau Sénat dirigé conjointement par les vieux oligarques de la ville et la majorité électorale social-démocrate.

Cela dit, le SPD avait encore une crise majeure à surmonter. L'invasion de la voisine Brême par les Freikorps à la fin de janvier provoqua à Hambourg une colère profonde, et Laufenberg n'eut aucun mal à faire voter au conseil ouvrier une résolution selon laquelle une assistance armée devait être dépêchée à Brême.

Mais Laufenberg n'avait pas encore appris que le succès de ses discours et de ses résolutions n'était pas égal à l'action. Le manque d'organisation de la gauche révolutionnaire, qu'il avait refusé de construire, était désormais une faiblesse fatale. Des travailleurs armés s'assemblèrent pour partir pour Brême – et s'aperçurent que les fonctionnaires des chemins de fer et les bureaucrates syndicaux sociaux-démocrates avaient saboté les moyens de transports.⁴¹ De violentes manifestations suivirent, mais les sociaux-démocrates de Hambourg montrèrent qu'ils pouvaient y maintenir l'ordre avec leur propre force armée et n'avaient pas besoin des Freikorps de Brême – dont la présence, d'ailleurs, était requise d'extrême urgence dans la Ruhr.

Malgré tout, une fois que les sociaux-démocrates furent de façon visible la force politique dominante à Hambourg, ils ne pouvaient plus accuser les autres de la misère endémique et commencèrent à voir s'effriter leur popularité parmi les travailleurs. Il y eut à la mi-avril de violentes manifestations contre le chômage, et – mauvais présage – l'armée du peuple témoigna d'une grande sympathie envers les manifestants.

L'hostilité pour le nouveau pouvoir s'exacerba à la fin de juin. A l'occasion d'une manifestation apparemment spontanée, des travailleurs, des soldats et des marins dirigèrent une procession de brouettes partant d'une conserverie locale de viande où était fabriquée la *Sülze* (viande en gelée). La première brouette transportait le propriétaire de l'usine, suivie par d'autres portant des travailleuses de l'usine qui agitaient des têtes de chien et des rats morts qui, semble-t-il, entraient dans la composition de la viande en gelée. La manifestation bon enfant fut conclue par l'immersion du propriétaire dans les eaux de l'Alster.

Les autorités étaient profondément perturbées par ces événements. Une fois de plus, l'armée du peuple s'était rangée du côté des manifestants. Le commandant de la ville décida que le moment était venu de montrer où était le vrai pouvoir – il envoya 300 hommes des Bahrenfelder, une version locale des Freikorps, prendre le contrôle de l'hôtel de ville. Mais il sous-estimait les capacités combattantes des ouvriers hambourgeois. Une véritable guerre civile fit rage cette nuit là, et, au matin, les Bahrenfelder avaient été expulsés de l'hôtel de ville et désarmés. Dix-neuf des soldats de droite furent tués dans les combats pendant que la gauche perdait seize hommes – six sociaux-démocrates, cinq Indépendants et cinq communistes.

La paix régna bientôt. La gauche avait assimilé l'amère leçon de Berlin et de Brême, et ne fit aucune tentative pour prendre le pouvoir. Une fois les Bahrenfelder désarmés, elle exhorta les travailleurs à ne pas rester dans les rues. Mais cet « ordre » ne valait rien pour Noske à Berlin. L'armée du peuple de Hambourg avait montré qu'elle ne pouvait pas protéger les profiteurs de l'humiliation – elle devait donc être remplacée par une force « sûre ». Le 30 juin, 10 000 Freikorps entrèrent dans la ville avec auto-mitrailleuses, torpilleurs et artillerie. Il s'ensuivit une occupation militaire qui devait durer jusqu'en décembre.

A Chemnitz, de l'autre côté de l'Allemagne, les événements furent, en août, très semblables à ceux de juin à Hambourg. La ville était aussi, et depuis longtemps, un bastion social-démocrate. La gauche révolutionnaire, qui avait joué un rôle important en novembre, n'avait pas fait l'erreur de s'accrocher au pouvoir en l'absence d'un soutien de la

⁴⁰ R A Comfort, *op. cit.*, pp. 48-49.

⁴¹ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, *op. cit.*, p. 354. Pour une version légèrement différente, voir R A Comfort, *op. cit.*, p. 71.

majorité de la classe ouvrière. La ville était dirigée par les sociaux-démocrates, qui maintenaient l'ordre au moyen de leurs propres forces de sécurité.

Les sociaux-démocrates au pouvoir perdaient rapidement leur soutien populaire. En août, il y eut des troubles – liés en particulier à la pénurie de produits alimentaires. Il y eut au début du mois une semaine de manifestations pacifiques. Les militaires s'employèrent alors à créer des désordres. Des tracts antisémites incitaient les foules à la violence. Puis, le 7 août, des troupes locales tirèrent sur la foule. L'ensemble de la classe ouvrière de la ville se souleva contre la provocation militaire. Alors que les sociaux-démocrates du gouvernement saxon décrétaient que tout travailleur qui prendrait les armes contre les troupes serait fusillé, le SPD local était contraint de se joindre aux protestations contre les soldats.

Cette première attaque des militaires fut rapidement maîtrisée – 14 soldats et 15 travailleurs avaient été tués – mais Noske disposait désormais de l'excuse dont il avait besoin. Dix jours plus tard, un large contingent de troupes entra dans la ville, interdit la presse communiste, et commença à constituer une force de police « sûre ».⁴²

Hambourg et Chemnitz prouvèrent de façon définitive que la marche des Freikorps n'était pas seulement dirigée contre la gauche, mais contre toute force armée indépendante basée dans le mouvement ouvrier. Dans les deux cas, l'intervention armée provoqua une grande colère contre les sociaux-démocrates, mais il y avait des différences – différences qui devaient s'avérer vitales dans le cours suivant de la révolution.

A Hambourg, il n'y avait personne pour former une organisation révolutionnaire substantielle à la gauche des Indépendants. C'était la conséquence inévitable du jeu de Laufenberg avec le pouvoir et la confiance illimitée qu'il avait dans les résolutions. C'est l'USPD qui recueillit en termes de croissance les fruits du mécontentement des travailleurs, et non le parti communiste. Mais l'USPD était incapable de fournir une ligne claire dans les moments décisifs. Lorsque la grande crise suivante de la révolution éclata en mars, l'USPD était un salmigondis de tendances rivales incapables de donner la moindre orientation au mouvement des travailleurs.

On parla beaucoup, plus tard, de « Hambourg la Rouge ». Pourtant, le fait est que les échecs organisationnels de 1919 devaient hanter la ville tout au long de l'histoire de la République de Weimar : les sociaux-démocrates restèrent plus forts que les communistes dans le mouvement ouvrier local.

A Chemnitz, au contraire, la gauche révolutionnaire avait commencé, dès après la Révolution de Novembre, par faire une évaluation honnête de ses forces. Sous le leadership du travailleur du bâtiment Heinrich Brandler, elle avait évité tout insurrectionnisme prématuré ou toute tentative de s'accrocher au pouvoir à l'aide de subterfuges. Au lieu de cela, elle avait soigneusement construit ses forces, servant de point de ralliement à tous ceux qui perdaient leurs illusions dans le SPD, et empêcha l'USPD de s'enraciner profondément. Au printemps 1920, elle était en position de conduire tout le mouvement ouvrier de la ville à la bataille.

42 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, op. cit., p. 384.

Chapitre 7 – la République des Soviets de Bavière

La République Bavaroise des Conseils commença comme une farce. Elle se termina en tragédie. Ses débuts furent grotesques, ridicules. Mais il se cachait derrière eux une signification historique. C'était la fin d'une étape de la Révolution Allemande, une étape qui avait déjà été atteinte à Berlin en janvier.¹

La Révolution de Novembre avait mis au pouvoir ceux qui étaient les plus audibles et les plus préparés à le prendre : dans le cas de la Bavière, l'homme de lettres social-démocrate indépendant Kurt Eisner. Avant la guerre, Eisner était journaliste de la social-démocratie, bien connu pour son soutien au « révisionniste » Bernstein. Il avait été nommé rédacteur en chef politique du quotidien du SPD à Munich, capitale de la Bavière. Lors du déclenchement des hostilités, il soutint la guerre comme « guerre de défense nationale », mais révisa bientôt son opinion et passa au pacifisme extrême, fermement convaincu que l'Allemagne était « coupable de la guerre ».

Il fut condamné, pour ses activités pendant les grèves de janvier 1918, à huit mois et demi de prison et lors de sa libération, en octobre de la même année, il était ce que Munich avait de plus proche d'un martyr socialiste. Mais ses opinions politiques personnelles étaient « modérées » : il écrivit qu'il y avait « entre Kautsky et moi un accord complet sur presque toutes les questions » - et Kautsky était, des sociaux-démocrates indépendants, l'adversaire le plus acharné des bolcheviks.

Vers la fin d'octobre 1918, les vibrations de la révolution dans l'Autriche voisine parvenaient jusqu'à Munich. Eisner reprit la campagne pour la paix – et se mit dans une position de visibilité politique – en se présentant lors d'une élection partielle contre le dirigeant social-démocrate Auer. Puis, au début de novembre, des nouvelles filtrèrent du soulèvement de Kiel – en même temps que des centaines de marins allemands basés en Autriche faisaient halte à Munich sur le chemin du retour.

Une nouvelle disposition d'esprit s'empara des travailleurs de Munich. Des centaines d'entre eux se mirent à assister à des meetings pour la « paix » qui n'en comptaient jusque là que quelques douzaines. Eisner, pratiquement sans organisation derrière lui, devint virtuellement une force politique en lui-même – à tel point qu'Auer, avec le puissant appareil de la social-démocratie, ne put refuser de signer avec lui un appel conjoint à la grève générale.

Le 7 novembre, la ville était paralysée par la grève. Auer vint parler à ce qu'il croyait être une manifestation pacifique, et découvrit que ses éléments les plus dynamiques étaient composés de soldats et de marins en armes, rassemblés derrière la figure bohémienne hirsute d'Eisner, avec une immense banderole où on lisait « Vive la révolution ». Pendant que les dirigeants sociaux-démocrates, abasourdis, se demandaient quelle attitude adopter, Eisner emmena son groupe, avec une grande partie de la foule derrière lui, dans une tournée des casernes. Les soldats se précipitèrent aux fenêtres en entendant le tumulte, échangèrent quelques mots avec les manifestants, prirent leurs fusils et se joignirent à eux. Puis Eisner les conduisit directement au bâtiment du parlement local, y proclama « l'Etat libre de Bavière », le renversement de la monarchie, et la fin de la guerre. Ce soir là, le roi et ses ministres prenaient le chemin de l'exil.

En prenant l'initiative au bon moment, Eisner s'était emparé du pouvoir d'Etat. Les dirigeants sociaux-démocrates n'avaient pas d'autre choix que de lui emboîter le pas, au moins provisoirement, s'ils ne voulaient pas perdre totalement le contrôle de la situation.

Pour la plupart des historiens, le nouveau régime a été une anomalie. Il donnait l'apparence d'être un des plus radicaux à émerger de la Révolution de Novembre. Pourtant la Bavière était une région de l'Allemagne des plus conservatrices, dominée par le clergé, sa population de huit millions d'habitants constituée essentiellement de paysans catholiques. « Aucune ville bavaroise », nota un dirigeant communiste quelques mois plus tard, « ne possède un caractère prononcé de ville de grande industrie. Munich particulièrement pas ».² Cela se reflétait dans le caractère droitier de l'organisation social-démocrate avant la guerre.

« L'anomalie » était le résultat des secousses que la guerre avait imprimées à l'ensemble de la structure sociale. En novembre 1918, tout le monde voulait le changement. Même ceux qui avaient soutenu le monarque, et qui devaient plus tard se rassembler sous les bannières du nazisme, sentaient que les choses ne pouvaient se perpétuer inchangées. Dans la paysannerie, la colère contre l'économie de guerre et le rationnement avaient encouragé la croissance d'une Ligue Paysanne radicale. Même si elle ne fut jamais composée que d'une minorité de paysans, la Ligue parvint à menacer le conservatisme immémorial des campagnes. A Munich même, une nouvelle classe ouvrière avait vu le jour. Krupp y avait construit une nouvelle usine de munitions employant 6 000 salariés (un nombre important dans une ville de 600 000 habitants). Certains de ces ouvriers, originaires d'Allemagne du Nord, vinrent porteurs de traditions bien plus radicales que celles de la Bavière. Les travailleurs de Krupp avaient été en première ligne de la grève de janvier 1918 et constituaient désormais une force politique importante.

¹ P Frölich, *Die Bayerische Räterepublik* (Leipzig 1920) p. 71. Publié originalement sous le pseudonyme de Paul Werner.

² Ibid, p. 9.

De plus, Munich était une ville étape pour les troupes retirées du front. A la mi-décembre, on y trouvait 50 000 soldats logés de façon temporaire – l'équivalent du cinquième de la population adulte de la ville. Il en résultait une concentration de travailleurs industriels et de soldats en cours de radicalisation accélérée, qui faisait plus que compenser le poids politique de la Bavière rurale.

Un autre facteur permit à Eisner de jouer un rôle apparemment indépendant de l'équilibre des forces sociales : la classe moyenne et la paysannerie bavaïses étaient porteuses d'une forte tradition séparatiste. La Bavière avait été un royaume autonome dans l'Empire germanique, maintenant même la fiction d'une armée et d'une politique étrangère spécifiques. La population, catholique dans son immense majorité, se méfiait de la Prusse protestante et nourrissait une affinité considérable avec l'Autriche voisine, elle aussi germanophone – un sentiment renforcé par le fait que l'Autriche avait perdu son empire et recherchait l'unité avec d'autres peuples de langue allemande.

Eisner put jouer de tout cela pour maintenir sa position à la tête du gouvernement, soutenant les revendications séparatistes de façon à opposer la classe moyenne et les dirigeants sociaux-démocrates centralistes. Et les opinions politiques d'Eisner lui-même n'étaient aucunement d'extrême gauche. Ses premières déclarations furent pour appeler à la convocation rapide d'un parlement bavaïse, et il s'opposait à la socialisation comme étant « prématurée », nommant un économiste libéral à la tête de la commission chargée d'instruire la question.

Mais Eisner ne pouvait balancer indéfiniment entre les éléments divers et variés à l'œuvre dans la situation politique bavaïse. Son propre Parti Social-Démocrate Indépendant était faible. Il était issu d'un cercle de discussion de brasserie formé d'une poignée de dissidents du SPD et d'intellectuels tels que le poète anarcho-communiste Mühsam et le dramaturge expressionniste Toller. Pendant l'année 1918, son opposition à la guerre lui avait valu un soutien considérable des délégués des grandes usines, en particulier de chez Krupp. Mais, en termes électoraux, il n'avait en rien les racines et l'organisation des sociaux-démocrates majoritaires, pas plus qu'il ne pouvait se mesurer à l'influence des partis bourgeois dans la paysannerie.

Il n'a pas dû y avoir, dans l'histoire, beaucoup de cas semblables à celui du 19 janvier 1919, où le parti du chef de l'exécutif avait seulement 2,5 % du total des voix – et continuait à gouverner.

Eisner ne pouvait pas non plus se réclamer d'un soutien qu'il aurait eu de la part du système des conseils ouvriers. Six mille différents conseils étaient censés avoir été formés en Bavière dans les journées de Novembre³, mais leur force variait énormément. Ils dirigeaient virtuellement le centre textile d'Augsbourg, et dans d'autres endroits exerçaient les pouvoirs des anciennes autorités municipales. Mais la plupart ne semblent pas avoir représenté beaucoup plus qu'une vague aspiration au changement une fois passée la jubilation des premiers jours de la révolution. Le conseil des soldats de Munich, par exemple, laissait le ministre social-démocrate de la guerre exercer le plein contrôle de l'armée.

Par dessus tout, il y avait peu d'organisation des conseils en vue de coordonner les différentes forces qui avaient amené la révolution. Les divers corps exécutifs des conseils formés en Novembre étaient la plupart du temps auto-désignés, avec peu de base dans les usines et les casernes. Ensuite les sociaux-démocrates avaient constitué un conseil prétendument unifié pour Munich. Leurs propres membres avaient une majorité de 50 pour un et leurs statuts déclaraient qu'ils n'avaient « aucun pouvoir exécutif ».

Déjà, en décembre, la position d'Eisner était faible. Il ne pouvait rester au pouvoir qu'en faisant des concessions à ses partenaires de coalition sociaux-démocrates – par exemple en acceptant l'établissement d'une espèce de force de sécurité régulière « pour maintenir l'ordre ». Les résultats des élections le poussaient de plus en plus entre leurs mains.

Pendant qu'Eisner évoluait à droite, les conditions d'existence des travailleurs et des soldats de Munich se détérioraient rapidement. Le conseil municipal annonça qu'il ne pouvait plus acquérir de légumes à vendre ; le nombre des chômeurs augmentait, et l'inflation détruisait la valeur des salaires.

Il y avait déjà eu des émeutes à la mi-décembre, en protestation à une réunion tenue par le sociologue Max Weber en faveur d'élections à l'Assemblée Nationale. Au début de janvier le sentiment de beaucoup de travailleurs, de chômeurs et de soldats était empreint d'amertume : ils venaient d'apprendre que le sang avait coulé à Noël à Berlin. Le sang devait aussi bientôt couler sur le pavé de Munich – trois personnes furent tuées après une manifestation de chômeurs.

La réponse des sociaux-démocrates à cette montée de la colère était d'accentuer la pression pour la création d'une force de police « sûre ». Ils confièrent cette tâche à Rudolf Buttman, qui s'était déclaré plus tôt partisan de la « contre-révolution ». Mais l'effet principal de la proposition fut de provoquer l'antagonisme du conseil de soldats et de le pousser vers la gauche.

Eisner lui-même semble ne pas avoir su quoi faire. Il essayait de se concilier à la fois les sociaux-démocrates de son cabinet et les ouvriers et soldats qui s'éloignaient de plus en plus. A la mi-février, il vota, lors d'une réunion de cabinet, en faveur de la nouvelle force de maintien de l'ordre – puis alla parler à une énorme manifestation de travailleurs qui portaient des banderoles où on lisait « Tout le pouvoir aux conseils », « Souvenez-vous de Liebknecht et Luxemburg », « Vive Lénine et Trotsky ». Au pouvoir sans aucune base personnelle, il était forcé de se comporter d'une façon de plus en plus arbitraire, et apparemment irrationnelle.

3 Allen Mitchell, *Revolution in Bavaria* (Princeton 1965) p. 146.

Le fait que ce comportement n'était pas seulement le résultat de la personnalité d'Eisner est montré par la façon dont les dirigeants sociaux-démocrates s'y conformaient. Eux aussi se rendaient compte qu'ils devaient provisoirement se concilier la seule force militaire organisée de Munich – les soldats radicalisés – même si c'était contraire à tout ce à quoi ils croyaient. Ainsi un jour le ministre social-démocrate de la défense pouvait concéder au conseil de soldats le droit de contresigner ses ordres, et le lendemain une conférence du SPD déclarait par un vote qu'une telle chose était « impossible ».

Des semaines de non-gouvernement

Eisner décida finalement lui-même de démissionner pour permettre aux sociaux-démocrates de former un gouvernement stable. Mais il n'en parla à personne. Il décida de faire son discours de démission lors de la première réunion du nouveau parlement bavarois, le 21 février – et fut abattu en chemin par un aristocrate d'extrême droite.

Pour la classe ouvrière de Bavière, le meurtre d'Eisner était le symbole de tout ce qu'ils craignaient. A Munich et à Nuremberg il y eut des grèves générales. Des groupes armés de travailleurs et de soldats occupèrent les rues de Munich. Un travailleur armé pénétra au parlement et tua le social-démocrate de droite Auer, dont beaucoup pensaient qu'il avait fomenté l'assassinat d'Eisner. Les députés terrorisés s'enfuirent de la ville.

Désormais le seul pouvoir résidait dans les soldats et travailleurs en armes de Munich – et les instances qui pouvaient conserver leur allégeance. Dans les faits, les décisions étaient prises par un exécutif central des conseils de Bavière fraîchement formé, présidé par le social-démocrate « de gauche » Niekisch et comportant le communiste Levien. Celui-ci imposa la loi martiale et une censure molle de la presse bourgeoise. Mais ses membres, en majorité sociaux-démocrates, refusèrent d'admettre qu'il représentait le pouvoir. Le lendemain du meurtre d'Eisner, ils convinrent avec les syndicats, le SPD et l'USPD de « rappeler le parlement aussitôt que les conditions le permettraient ».

Pendant quelques semaines, les conditions ne le permirent pas, et « seul le Conseil Central des Conseils d'Ouvriers et de Soldats disposait d'un semblant de pouvoir. Mais ce n'était pas un gouvernement ».⁴

Un congrès des conseils bavarois se réunit – et discuta pendant deux semaines sans parvenir à la moindre décision, à part voter contre la constitution d'un gouvernement des conseils ouvriers. Il fallut attendre la mi-mars pour qu'un vrai gouvernement soit formé, dirigé par le social-démocrate Hoffmann et comportant des ministres USPD et le président social-démocrate de gauche du conseil ouvrier, Niekisch. Le parlement d'Etat donna, à l'issue d'une session d'un jour, les pouvoirs d'urgence au gouvernement, puis les prorogea indéfiniment.

Mais le nouveau gouvernement était impuissant. Ses ministres SPD voulaient « rétablir l'ordre » mais avaient peu d'influence sur les troupes. « Le mouvement de masse était déjà si fort que l'appareil gouvernemental ne pouvait fonctionner de manière organisée ».⁵ Hoffmann lui-même expliqua plus tard : « Lorsque le 17 mars je pris le contrôle du gouvernement, il y avait à Munich une armée de 30 000 chômeurs, bien organisée contre le gouvernement ».⁶

Le gouvernement était aussi paralysé par ses propres dissensions internes. Les ministres USPD poussaient pour la socialisation de l'industrie – mais se heurtaient au blocage de Hoffmann. Les ministres SPD voulaient un rétablissement rapide de « l'ordre » – mais ne pouvaient aller trop loin de peur de mettre en porte-à-faux l'USPD, dans lequel les soldats avaient une certaine confiance. Le plus important parti non gouvernemental – le Parti Bavarois du Peuple – exigeait une déclaration d'indépendance vis-à-vis de Berlin. Hoffmann répondit que c'était « impossible ». Mais la pression indépendantiste était assez forte pour l'empêcher de faire appel aux Freikorps, dirigés par Berlin, pour briser la gauche.

Pendant ce temps, les conditions d'existence de la masse de la population s'aggravaient de jour en jour. Il y avait dans la ville environ 40 000 chômeurs. Un mois de mars très froid avait englouti les stocks de charbon et provoqué une annulation de toutes les rations de carburant. La municipalité était en faillite, ses propres employés refusant sa monnaie de papier.

Si les conditions locales étaient de nature à pousser les travailleurs au découragement, les événements extérieurs, eux, étaient porteurs d'un espoir révolutionnaire. Le 22 mars, une république des travailleurs prit le pouvoir en Hongrie. Les conseils ouvriers restaient une force importante en Autriche, où la politique dominante était une version de gauche de la social-démocratie. Il semblait à beaucoup de travailleurs que la Bavière pouvait constituer un point dans une ligne de républiques ouvrières s'étendant, à travers l'Autriche et la Hongrie, jusqu'à Moscou. De telles visions étaient encore plus vraisemblables dans les derniers jours de mars, avec la Ruhr en route vers la grève générale, l'état d'urgence proclamé à Stuttgart et des émeutes secouant Francfort.

Les choses explosèrent finalement au début d'avril. Il y avait des rumeurs selon lesquelles le parlement devait être reconstitué, avec sa majorité bourgeoise. Les soldats disaient qu'ils ne s'opposeraient pas aux travailleurs s'il y avait une grève générale. Des meetings nocturnes de milliers de chômeurs avertissaient Hoffmann que ceux-ci envisageaient de « se servir » si les augmentations des tarifs du gaz, de l'électricité et des tramways n'étaient pas annulées. Puis une

⁴ P Frölich, *op. cit.*, p. 11.

⁵ *Ibid.*

⁶ Cité *ibid.*, p. 11.

réunion des conseils ouvriers à Augsbourg, où était intervenu le ministre social-démocrate de gauche Niekisch, vota à une immense majorité pour la fondation d'une république des conseils. C'était une motion qui bénéficiait du soutien des sociaux-démocrates de base de la Bavière du sud, exprimé lors d'une conférence du SPD deux jours plus tôt.

La soi-disant « République des Soviets »

La scène la plus étonnante se déroula. Une réunion fut organisée pour discuter de la formation d'une république des conseils – par le ministre de la guerre social-démocrate de droite, Schneppenhorst, dans son propre bureau.

Une centaine de personnes étaient présentes, du conseil d'ouvriers et de soldats, du SPD, des Indépendants et de cercles bohémiens influencés par les anarchistes. Tous semblaient enthousiasmés par un plan grâce auquel la crise gouvernementale serait résolue en formant un gouvernement basé sur les conseils comportant les trois partis ouvriers, le SPD, l'USPD et le KPD. Mais le communiste Leviné, récemment arrivé de Berlin, se présenta à la réunion. Il rejeta le plan et mit en garde :

Je viens d'apprendre l'existence de vos plans. Nous, communistes, trouvons profondément suspecte l'idée d'une république soviétique dont les représentants sont les ministres social-démocrates Schneppenhorst et Durr, qui ont combattu constamment et par tous les moyens le système des conseils. Nous ne pouvons interpréter leur attitude que comme la tentative de dirigeants en banqueroute de se ménager la faveur des masses par une action qui ait l'air révolutionnaire, ou comme une provocation délibérée.

Nous savons par notre expérience en Allemagne du Nord que les socialistes majoritaires ont souvent tenté de provoquer des actions prématurées, pour pouvoir les étouffer d'autant plus facilement.

Une république des conseils ne peut pas être proclamée de façon abstraite. Elle est le résultat d'âpres luttes du prolétariat et de sa victoire. Le prolétariat de Munich n'est pas encore entré dans des luttes décisives de ce type...

L'euphorie initiale une fois dissipée, les sociaux-démocrates saisiront le premier prétexte pour se retirer, trahissant délibérément les travailleurs. Les Indépendants collaboreront, puis commenceront à vaciller, à négocier et à se transformer inconsciemment en traîtres. Et nous, communistes, devrons payer pour vos entreprises avec le sang des meilleurs d'entre nous.⁷

Ce discours provoqua une explosion de colère. Schneppenhorst s'écria : « Frappez ce Juif derrière les oreilles ! » Mais ce n'était pas suffisant pour mettre un terme aux jeux dangereux. Le 7 avril, les citoyens de Munich découvrirent avec stupéfaction que la République Bavaroise des Soviets avait été proclamée.

Les communistes l'appelèrent la « République pseudo-Soviétique ». C'était une caricature, « une de ces comédies dont la démolition est nécessaire pour le progrès de la révolution – plus elle est rapide, mieux c'est ».⁸

La république des conseils n'est pas issue de la libre intention de la classe ouvrière. (...) Elle était pour les anarchistes et les Indépendants un changement purement formel du gouvernement (...) Une république des conseils a été établie, qui a été fabriquée dans un bureau. (...) La participation des masses s'est limitée à une chose : on leur a donné une fête. (...) La pensée que la république des conseils ne pouvait être constituée que par l'action du mouvement de masse leur était totalement étrangère. La Bavière avait une république des conseils et les conseils restaient impuissants comme auparavant.⁹

Mais, en l'absence de structures reliant les ministres « soviétiques » aux masses, ils ne pouvaient rien faire. Comme l'a dit un historien américain de la révolution bavaroise, « La Première République Soviétique dura six jours – une semaine de confusion bruyante, souvent ridicule ».¹⁰

Des décrets étaient édictés, pour la socialisation de la presse et des mines, pour la réorganisation des banques, pour le remplacement des cours de justice par des tribunaux révolutionnaires spéciaux, pour la confiscation des stocks de nourriture et pour la création d'une Armée Rouge. Mais « les mesures signées au nom du Conseil Central Révolutionnaire n'existaient que sur les affiches ».¹¹

Le dirigeant communiste Leviné a résumé ainsi cet épisode :

Au troisième jour de la République Soviétique. (...) Dans les usines les travailleurs triment et gèlent

7 Cité d'après Rosa Leviné-Meyer, *Leviné: Leben und Tod eines Revolutionärs*, München 1972, pp. 82 et suivantes.

8 Paul Levi, *Die Internationale* 9/10 (1919), p. 10.

9 P Frölich, *op. cit.*

10 A Mitchell, *op. cit.*, p. 310.

11 *Ibid*, p. 311.

comme auparavant pour le Capital. Dans les bureaux sont assis les même fonctionnaires royaux. Dans les rues, les vieux gardiens armés du monde capitaliste (...) Les ciseaux de tonte des profiteurs de guerre et des chasseurs de dividendes continuent de cliqueter.

Les rotatives de la presse capitaliste continuent de crépiter, crachant leur venin et leur bile, leurs mensonges et leurs calomnies aux gens assoiffés de cris de guerre révolutionnaires. (...) Pas un seul prolétaire n'a obtenu d'arme. Pas un seul bourgeois n'a été désarmé.¹²

Le gouvernement lui-même était tout autant une farce que ses mesures dénuées d'effet. L'homme qui avait présidé à sa formation, Schnepfenhorst, avait décampé pour Nuremberg, prétendant qu'il allait chercher un soutien pour le gouvernement des conseils. Mais une fois arrivé, il assista à une réunion du SPD qui vota à l'unanimité contre le gouvernement des conseils et commença à rassembler des troupes pour l'attaquer. Le premier président du gouvernement des conseils, le social-démocrate « de gauche » Niekisch, s'attarda un jour de plus – avant de disparaître à son tour.

Les communistes déclarèrent plus tard que le rôle des sociaux-démocrates avait été « un acte de démagogie perfide ».¹³ L'interprétation plus récente de l'historien américain Mitchell n'est guère différente : « Schnepfenhorst n'avait pas une idée très claire de ce qu'il faisait. (...) En invitant le KPD à participer à une coalition gouvernementale, il espérait impliquer ses dirigeants dans une responsabilité officielle pour leurs paroles et leurs actes, qui auraient pu alors – par un moyen quelconque – être combattus vigoureusement ».¹⁴ Il ne réussit pas à obtenir la participation du KPD. Mais il pouvait toujours aller chercher une armée pour le « combattre vigoureusement ».

La désertion des sociaux-démocrates laissa, comme figure de proue du comité « révolutionnaire », l'Indépendant Ernst Toller, poète expressionniste de 25 ans. Les critiques communistes prétendaient que la seule ambition de Toller était de jouer un rôle, comme dans un de ses propres drames historiques. « Toller était enivré par la perspective de jouer le Lénine bavarois », raconte Rosa Leviné-Meyer.¹⁵

Les restant du « conseil révolutionnaire » était composé de vieux habitués du cercle bohémien de discussion d'Eisner, comme les anarchistes Mühsam et Landauer. Le Commissaire des Finances était un passionné de numismatique, le Dr Gesell. Toller présenta un de ses « vieux amis », un certain Dr Lipp, et persuada les autres de l'accepter en tant que Commissaire aux Affaires Etrangères. D'après la plupart des témoins, Lipp était complètement fou : il disait avoir « déclaré la guerre à la Suisse et au Wurtemberg parce que ces chiens ne m'ont pas prêté immédiatement 60 locomotives », et il écrivit à Lénine : « Le prolétariat de la Haute Bavière a connu le bonheur de la victoire. (...) Mais le fugitif Hoffmann est parti en emportant la clé des toilettes de mon ministère ».

Mais Hoffmann devait faire des choses autrement plus dangereuses que de voler des clés de toilettes. Il reforma son gouvernement en dehors de Munich, dans la ville de Bamberg, au nord de la capitale. Sans rencontrer la moindre résistance de la part du soviet d'opéra bouffe installé à Munich, il se fut bientôt rendu maître des principales villes de la Bavière – à l'exception d'Augsbourg. Il bloqua alors le ravitaillement de la zone de Munich et commença à chercher des troupes pour l'attaquer. A la fin de la semaine, il avait réussi à rassembler 8 000 hommes armés. Mais on pensait qu'il y avait 25 000 soldats dans la ville – et il était toujours hors de question de faire appel aux Freikorps, à cause de la vieille question sensible de l'autonomie bavaroise.

Malgré tout, une première tentative de prendre la ville fut faite au sixième jour de l'existence de la République des Conseils. Un détachement de composition petite bourgeoise basé à Munich, la Force de Sécurité Républicaine, s'empara de quelques bâtiments le dimanche 13 avril et colla des affiches proclamant « le renversement du conseil révolutionnaire ».

Hoffmann, cependant, avait assez de bon sens pour maintenir le gros de ses troupes hors de la ville. Bien lui en prit. Les soldats d'une des casernes de Munich attaquèrent la milice de droite, la repoussant jusqu'à la gare du chemin de fer, où ils furent rejoints par plusieurs milliers d'ouvriers et de soldats armés, et, après plusieurs heures de combat, la tentative de coup de main fut brisée - au prix de 20 morts. Par chance plus que par habileté, le soi-disant soviet resta intact. Mais la façon dont il restait intact jeta ses dirigeants dans une crise aiguë.

La Seconde République des Soviets

Les membres et les sympathisants du parti communiste avaient joué le rôle central dans la défense, improvisée à la hâte, de Munich. Toute la semaine, les travailleurs leur avaient demandé avec insistance de faire quelque chose pour mettre un terme aux divagations du « comité révolutionnaire » bohémien. L'urgence devenait brûlante. Si rien n'était fait, il n'y aurait pas vingt morts, mais des centaines.

12 R. Leviné-Meyer, *op. cit.*, p. 89.

13 P. Frölich, *op. cit.*.

14 A. Mitchell, *op. cit.*, p. 305.

15 R. Leviné-Meyer, *Leviné*, London 1973, p. 94

Cependant, la stratégie générale du Parti Communiste dans tout le pays consistait à éviter toute répétition des événements de janvier à Berlin. La direction nationale pensait que la lutte armée ne pouvait être victorieuse tant qu'il n'y avait pas un parti puissant soutenu par la majorité des travailleurs et capable de coordonner l'action dans tout le pays.

Eugen Leviné avait été envoyé prendre la direction des opérations à Munich avec pour instruction que « toute occasion d'action militaire de la part des troupes gouvernementales doit être rigoureusement évitée ». Il s'était immédiatement consacré à réorganiser le parti pour le séparer clairement des éléments bohémiens anarchisants. Il insista pour rappeler toutes les cartes des membres du parti, ne ré-enregistrant que ceux qu'il considérait comme dignes de confiance. Le parti demeurait néanmoins une force substantielle pour une ville de la taille de Munich, avec 3 000 membres comparés à la centaine qui avait constitué la gauche inspirée par l'USPD un an auparavant.

Conformément à ses instructions générales (et à son propre instinct), Leviné se tint à l'écart de la pseudo-République des Conseils. Chaque jour de son existence, la *Rote Fahne* locale répéta qu'elle n'était pas une véritable république des conseils, laquelle ne pouvait être construite que par des gens ayant complètement brisé avec la social-démocratie, ce qui incluait l'USPD, dont les dirigeants s'étaient compromis avec les sociaux-démocrates. Même les « conseils » qui formaient la base de la « République des Conseils » étaient inadéquats, ayant été élus pour un objet tout autre que l'exercice du pouvoir politique. Les travailleurs élus à ces conseils étaient censés avoir des connaissances sur le système national d'assurances, sur les lois régissant le service du travail auxiliaire, la santé et la sécurité dans les usines :

*Bien d'autres qualités sont attendues des membres du nouveau conseil ouvrier révolutionnaire : celles nécessaires pour une lutte acharnée contre les citadelles de la bourgeoisie et du capitalisme, et de leurs complices pseudo-socialistes.*¹⁶

Il y avait cependant un problème qui ne pouvait être contourné. Une large section de la classe ouvrière munichoise s'identifiait avec l'appel aux soviets, sinon avec la République pseudo-Soviétique. Et ces travailleurs voyaient dans les manœuvres de Hoffmann une menace pour les soviets, vrais ou faux. De plus en plus écœurés par la farce burlesque, ils demandaient aux communistes de prendre les choses en main et de mettre en place quelque chose d'authentique. D'après la veuve de Leviné, « Dans de nombreux meetings étaient adoptées des résolutions pour que « tout le pouvoir » soit transmis aux communistes ».¹⁷

Au début, les communistes se bornèrent à dire qu'ils étaient opposés à la proclamation de la République Soviétique, mais qu'ils seraient aux « avants-postes de la lutte » contre toute tentative contre-révolutionnaire. Leviné exhorta les travailleurs à élire des « délégués révolutionnaires » pour défendre la révolution. « Ainsi vous élirez des hommes qui brillent du feu de la révolution, remplis d'énergie et de combativité, capables de prendre des décisions rapides tout en étant porteurs d'une vue claire du véritable rapport des forces, pour (...) choisir sobrement et avec prudence le moment de l'action », écrivait-il.¹⁸

Ce n'est qu'avec de telles forces qu'une véritable république des travailleurs pouvait être formée. Mais pour le moment tout cela restait très hypothétique, dans la mesure où il était évident que la pseudo-République des Soviets était sur le point de s'effondrer, et toute l'expérimentation soviétique bâclée serait terminée. Parler de la façon dont les délégués révolutionnaires pouvaient former la base d'une véritable république des soviets semblait se ramener à de la propagande éducative. « Tout cela sera résolu à l'amiable », dit Leviné à sa femme le 12 avril. « Dans quelques jours l'aventure sera liquidée ».

Mais lorsque l'offensive contre-révolutionnaire fut lancée le lendemain même, elle échoua lamentablement. Mieux, elle transforma l'humeur jusque là passive des travailleurs :

*Quand la nouvelle du putsch se répandit, une excitation terrible s'empara des travailleurs. (...) L'amertume envers le gouvernement de Hoffmann (...) était universelle. La Social-Démocratie n'osait pas appeler à des réunions publiques du parti, tellement grande était leur peur que leurs propres partisans leur brisent le crâne. Le Conseil Révolutionnaire appela à des manifestations de protestation, ce qui ne provoqua que des railleries. L'unité du prolétariat (...) était née en un instant de la volonté de vaincre ou mourir !*¹⁹

Les travailleurs avaient maintenant l'énergie nécessaire pour créer les véritables conseils ouvriers dont Leviné leur parlait. Ils lui proposèrent, ainsi qu'au Parti Communiste, de prendre la tête d'une nouvelle, authentique, République des Conseils. Il accepta. Les communistes mirent toute leur énergie dans la création d'un véritable système de conseils et d'un véritable gouvernement à partir du chaos de la semaine passée.

16 Paul Frölich, *op. cit.*, p. 81

17 R. Leviné-Meyer, *Leviné: Leben und Tod eines Revolutionärs*, München 1972, p. 90

18 *Münchner Rote Fahne*, 7 avril 1919, in Paul Frölich, *op. cit.*, p. 82.

19 R. Leviné-Meyer, *op. cit.*, p. 97

La Seconde République des Soviets était tout ce que la première n'avait pas été. Elle était basée sur des conseils récemment élus dans les usines. Cela lui permettait d'appliquer ses décisions facilement. Elle décréta l'armement des travailleurs : 10 à 20 000 fusils furent distribués. Elle ordonna le désarmement de la bourgeoisie :

Le Ministère de la Guerre était littéralement assiégé et des masses toujours renouvelées y affluaient en troupes. C'étaient les bourgeois, venus livrer leurs armes. (...) Ils se poussaient (...) pour se débarrasser le plus vite possibles des armes cachées sous leurs manteaux. « C'est là le vote de confiance de la bourgeoisie pour le nouveau gouvernement' » remarqua Leviné.²⁰

L'exécutif des nouveaux conseils ouvriers décréta la grève générale : pas une roue ne tournait dans la ville.

Des patrouilles d'ouvriers en armes commencèrent à perquisitionner dans les maisons bourgeoises à la recherche de stocks de nourriture cachés à l'intention de la population affamée, à confisquer les automobiles (à l'époque, bien sûr, un luxe de la classe dirigeante), à installer des délégués révolutionnaires chargés de superviser les banques.

Du 14 au 22 avril une grève générale eut lieu, mais les travailleurs étaient dans les usines se tenant prêts à toute alarme. Les communistes envoyèrent leurs faibles forces aux points les plus importants. Sur leur proposition une commission militaire, une commission pour le désarmement de la contre-révolution, un comité de propagande, une commission économique, et une commission des transports furent constitués. Le matelot Rudolf Egelhofer, qui avait dirigé le combat du 13 avril, mit en œuvre de façon impitoyable en tant que commandant de la ville et commandant en chef de l'Armée Rouge le désarmement de la bourgeoisie. (...) L'administration de la ville était prise en charge par les conseils d'usine. (...) Les banques étaient bloquées, chaque retrait soigneusement contrôlé. (...) La presse bourgeoise fut interdite. Les services du téléphone et du télégraphe étaient constamment supervisés.²¹

L'efficacité de la nouvelle République des Conseils gagna même le respect de certaines sections de la classe moyenne. Des employés de bureau et des petits fonctionnaires qui étaient très éloignés du communisme se joignirent à la grève générale.

Comme le disait un rapport officiel du 23 avril destiné au gouvernement Hoffmann :

A de nombreuses reprises nous avons entendu dans les discussions de rue que la Bavière était destinée à faire avancer la révolution mondiale, que le monde entier ressemblait maintenant à la Bavière, etc. Ceux qui parlent sont souvent des gens tout à fait raisonnables. Il était aussi très souvent proclamé que la Bavière ne devrait avoir rien de commun avec le gouvernement du Reich.

Ce serait une erreur fatale si nous supposions qu'il existe à Munich la même division claire entre les spartakistes et les autres socialistes. Pour l'instant, la politique des communistes se donne constamment pour but d'unir toute la classe ouvrière contre le capitalisme et en faveur de la révolution mondiale.²²

Dans une démonstration de force impressionnante, « le dernier jour de la grève générale le prolétariat armé de Munich manifesta. De 12 000 à 15 000 personnes défilèrent en armes dans les rues ».²³ Egelhofer avait construit une véritable Armée Rouge, même si elle n'était encore qu'à moitié entraînée. L'armée avait connu un vrai succès militaire, même s'il était limité, lorsqu'une de ses sections, commandée par Toller, avait trois jours plus tôt rejeté les forces de Hoffmann au delà de la zone de Dachau.

Mais dans toutes ces réussites il y avait quelque chose qui clochait. Munich était une ville isolée, dont le pouvoir n'allait pas au delà des autres grandes villes de Bavière. Ailleurs, la presse bourgeoise et social-démocrate dépeignait la ville comme soumise à une tyrannie anarcho-communiste, le sang coulant tous les jours dans les rues. Dans toute la Bavière « libre » des affiches proclamaient :

La terreur russe, déclenchée par des éléments venus de l'étranger, fait rage dans Munich. Cette situation honteuse ne doit pas durer un jour de plus, une heure de plus. (...) Hommes des montagnes bavaïses, des plateaux et des forêts, levez-vous comme un seul homme. (...) Dirigez-vous vers les dépôts de recrutement.

Signé : Hoffmann, Schnepfenhorst.²⁴

La prise de la citadelle révolutionnaire isolée n'était plus qu'une question de temps.

20 *Ibidem*, pp. 99 et suivantes.

21 *Illustrierte Geschichte*, pp. 393 et suivantes.

22 Cité in F. M. Carsten, *Revolution in Mitteleuropa*, Cologne 1973, p. 176.

23 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 395.

24 Cité in Richard Grunberger, *Red Rising in Bavaria* (Londres 1973) p. 24.

Quelques semaines plus tard, le dirigeant communiste Paul Frölich écrivit un article défendant la décision de proclamer la Seconde République des Soviets. Il décrivait la proclamation de la Première République comme « une absurdité » :

*La Bavière n'est pas auto-suffisante économiquement. Ses industries sont extrêmement retardataires. Une République Soviétique sans zones d'industrie de grande échelle ni bassins houillers est impossible en Allemagne. De plus, ce n'est que dans une poignée d'entreprises industrielles que le prolétariat bavarois a véritablement un état d'esprit révolutionnaire et débarrassé des traditions, illusions et faiblesses de la petite bourgeoisie.*²⁵

Mais toutes ces déficiences étaient toujours là pendant la Seconde République des Soviets. Le seul changement était qu'un nombre croissant de travailleurs voyaient les sociaux-démocrates et les anarcho-Indépendants comme des poseurs. Les conditions matérielles objectives s'étaient en réalité aggravées avec la raréfaction des approvisionnements en carburant et en produits alimentaires.

Étrangler la ville économiquement ne demanda pas un grand effort au gouvernement Hoffmann. Sans nourriture, sans charbon, il était clair que l'effondrement de la République des Conseils n'était qu'une question de semaines. Malgré sa merveilleuse efficacité, la Seconde République ne pouvait d'un coup de baguette magique faire apparaître nourriture et charbon. Les patrouilles parvinrent à saisir un peu de ravitaillement chez les riches – mais c'était loin d'être suffisant pour nourrir l'Armée Rouge, sans parler de la masse des travailleurs. Les tentatives d'obtenir des produits alimentaires pour les plus démunis ne pouvaient qu'aboutir à des conflits avec les couches inférieures de la classe moyenne, que les contre-révolutionnaires étaient ravis d'exploiter. Vers la fin de la deuxième semaine, le ressentiment commença à monter y compris dans les rangs des sections les plus radicales des travailleurs. Ils souffraient de privations extrêmes et sentaient bien que la fin de la République Soviétique était proche.

Les dirigeants au rancart de la Première République étaient prêts à profiter du développement du défaitisme. Toller parla à une réunion très importante de l'assemblée des conseils d'usine le 26 avril. A peine quinze jours plus tôt, il avait exhorté les communistes de prendre le pouvoir pour réparer les dégâts de son propre passage aux affaires. Désormais il les dénonçait avec aigreur : « Je considère que le gouvernement présent est un désastre pour les masses laborieuses bavaroises. Le soutenir équivaldrait à mes yeux à compromettre la révolution et la république soviétique ».

Son ami le social-démocrate indépendant Klingelhofer s'exclama : « Les communistes sont des terroristes capricieux. Leur politique immédiate, avec ses revendications provocatrices, ne peut qu'avoir des conséquences funestes ».

« Des rumeurs furent répandues », raconte un témoin, selon lesquelles « les dirigeants communistes s'étaient procurés cinquante faux passeports en même temps qu'une grosse somme d'argent et un avion pour préparer leur fuite. Les discours, y compris ceux de Toller et de ses amis, étaient épicés de termes suggestifs tels que « éléments étrangers », « Prussiens », « Russes » – on pouvait même entendre dans le public l'inévitable épithète « Juif ». »²⁶

Il était clair que les communistes avaient perdu la confiance d'une classe ouvrière désormais démoralisée et défaitiste. Leviné insistait pour que les conseils d'usine acceptent la démission de son gouvernement, et essaya immédiatement de négocier la fin de la République des Conseils.

Cela aurait été possible trois semaines plus tôt, cela ne l'était plus. Après l'échec de ses premières tentatives d'action armée contre Munich, Hoffmann avait abandonné ses scrupules « bavarois » et s'était tourné vers Noske. Sous le commandement du général Oven, 30 000 Freikorps faisaient route vers Munich. L'humeur n'était pas au compromis. Les tentatives de bons offices des Indépendants ne purent retenir la férocité des Freikorps. Bien au contraire, elles aggravèrent la chute du moral dans la ville, avec des querelles continues entre les partisans de Toller et les communistes, et un flot de rumeurs contre ceux qui avaient assuré la survie de la République des Conseils pendant les quinze jours passés (on alla jusqu'à prétendre que Leviné et Leviné avaient fait main basse sur les pensions des grands blessés de guerre), ainsi qu'un relâchement du contrôle sur les bourgeois et leur presse qui permit à la contre-révolution de s'organiser une fois de plus ouvertement à l'intérieur de la ville.

Lorsque les Freikorps entrèrent finalement dans Munich le 1^{er} mai, il ne restait pas grand-chose de la République des Conseils. Mais les Freikorps avaient mis à mort 20 auxiliaires médicaux non armés à Starnberg, et les combattants de l'Armée Rouge savaient que le choix était entre la résistance armée et l'exécution sommaire. Ils ne pouvaient qu'être d'accord avec la déclaration finale des communistes :

*Les Gardes Blancs n'ont pas encore conquis qu'ils accumulent déjà les atrocités. Ils torturent et exécutent les gardes rouges faits prisonniers, achèvent les blessés. Ne facilitez pas la tâche des bourreaux. Vendez vos vies chèrement.*²⁷

25 P. Frölich, in *Die Internationale* 9/10 (1919), p. 5

26 R. Leviné-Meyer, *op. cit.*, p. 110 et suivantes.

27 *Ibidem*, p. 117.

Malgré le fait qu'il n'y avait plus trace de gouvernement dans la ville, il fallut aux Freikorps deux jours de combat pour réduire complètement la résistance. Il y eut plus de 600 morts. La répression la plus odieuse s'installa, comme l'admet l'histoire universitaire la plus complète de la révolution bavaroise :

La résistance fut rapidement brisée, et sans pitié. Les hommes trouvés avec des fusils en leur possession étaient fusillés sans procès et souvent sans interrogatoire. La brutalité irresponsable des Freikorps continua à s'exercer sporadiquement les jours suivants, les prisonniers politiques étaient battus et parfois exécutés.²⁸

Pour justifier la boucherie généralisée, les Freikorps prirent argument de l'exécution par les soldats révolutionnaires de dix otages, essentiellement des membres du groupe antisémite précurseur du nazisme, la Société de Thulé (hélas, par manque de chance un de ses dirigeants, Rudolf Hess, n'était pas parmi eux). « Les gens étaient tirés de leur lit, fusillés, poignardés, et effroyablement battus ».²⁹ Vingt et un apprentis catholiques tenaient leur réunion habituelle lorsque les soldats les saisirent : « Les pauvres garçons furent battus, frappés à coups de pieds, percés de baïonnettes, piétinés », avant d'être tués. « Des bâtons brisés et des sabres tordus furent présentés comme pièces à conviction lors du procès qui suivit ».³⁰ L'horreur provoquée par cet incident mit un terme au règne du meurtre – mais pas avant qu'il y ait eu 186 exécutions militaires.

Il ne manquait plus désormais au gouvernement Hoffmann qu'un paragraphe sinistre pour clore le chapitre de cette République Bavaroise des Conseils que son propre ministre de la guerre avait inaugurée : le procès et l'exécution d'Eugen Leviné. Pourtant, même cela éclaboussa en retour les sociaux-démocrates. Car même si Leviné dut subir un assassinat judiciaire, ce ne fut pas avant d'avoir prononcé un brillant discours dans lequel il justifiait ses actes – un discours qui a dû amener nombre de travailleurs allemands à rompre avec la social-démocratie une fois pour toutes. Une phrase de ce discours est entrée dans la mythologie révolutionnaire – peut-être parce qu'elle semble, prise isolément, résonner de façon quasi-existentialiste. Mais elle vaut d'être citée dans le contexte. Parce qu'elle ne résuma pas seulement l'expérience munichoise, mais le cours tout entier de la Révolution Allemande dans la première moitié de 1919 :

Les socialistes majoritaires saisisrent le premier prétexte pour se retirer, trahissant délibérément les travailleurs. Les Indépendants collaboreront, puis commenceront à vaciller, à négocier et à se transformer inconsciemment en traîtres. Et nous, communistes, devons payer pour vos entreprises avec le sang des meilleurs d'entre nous. (...) Nous autres communistes sommes des morts en sursis. J'en suis totalement conscient.³¹

Un choix correct ?

Les communistes avaient-ils eu raison de proclamer la Seconde République des Conseils ?

Leviné pensait qu'ils n'avaient pas le choix. Ils avaient critiqué âprement la pseudo-République des Soviets et avaient dit aux masses d'élire de véritables délégués révolutionnaires pour se défendre. Les masses l'avaient fait – et s'étaient alors tournées vers les communistes. Leviné pensa que, pour les communistes, ne pas prendre le pouvoir équivalait à abandonner les masses.

Sa veuve, Rosa Leviné-Meyer, dit qu'il assumait la responsabilité du pouvoir en sachant que la défaite était inévitable. Mais, estimait-il, cette défaite physique avec les communistes à la tête du mouvement était préférable à une défaite morale, les communistes dirigeant la déroute.

Leviné lui-même semble avoir nourri des illusions sur la possibilité d'une issue victorieuse. Il dit, lors d'une réunion des conseils ouvriers :

Le danger n'est pas passé. Les Gardes Blancs pourraient nous attaquer. La faim pourrait frapper aux portes de Munich. Mais Ebert, Noske et Scheidemann ne peuvent tenir que pour quelques semaines. La Saxe est en fermentation ; à Braunschweig une République des Conseils a été proclamée. A l'étranger, la nouvelle de l'établissement de la Première République des Conseils a été accueillie avec jubilation. La Hongrie est une République des Conseils. En Italie on regarde à présent avec espoir et joie du côté de la Bavière. (...) Nous tenons un poste avancé. Les prolétaires russes ont eux aussi tenu un poste avancé. Ils ont persévéré et ils ont eu raison.³²

Si la proclamation de la Seconde République des Soviets reposait sur un tel raisonnement, il ne fait aucun doute

28 A Mitchell, *op. cit.*, p. 239.

29 R. Leviné-Meyer, *op. cit.*, p. 127.

30 *Ibidem*, p. 128.

31 *Ibidem*, p. 83, Le discours entier est donné pp. 145 et suivantes.

32 Cité in *ibidem*, pp. 107 et suivantes.

qu'elle était basée sur une illusion. Non que les révolutions ne se répandent jamais. Mais à la mi-avril le mouvement dans le reste de l'Allemagne était en déclin ; la République Soviétique Hongroise se battait désespérément contre une invasion étrangère ; les sociaux-démocrates étaient fermement au pouvoir en Autriche. La Bavière ne pouvait, dans de telles conditions, survivre plus de quelques semaines au maximum.

En fait, il semble que Leviné n'en soit venu à accepter cette évaluation trop optimiste que quelque temps après avoir pris le pouvoir (voir son discours sur les quais).³³ Son motif personnel semble avoir été plus proche de l'argument reproduit par sa veuve – qu'il ne pouvait pas abandonner la classe. Paul Frölich écrivit peu de temps après, en justification de ses actes, de la défaite du putsch de droite du 13 avril

*Elle conduisit à la victoire, et cette victoire devait être liquidée. Il n'y avait plus de retour en arrière possible à présent. La pré-condition la plus essentielle existait : l'action victorieuse des masses. La République des Conseils était la seule possibilité. Nous nous mîmes sans réserve à la disposition de la classe ouvrière.*³⁴

Cette défense de la décision de Leviné provoqua une violente rebuffade du plus éminent dirigeant du KPD d'alors, Paul Levi. Il distinguait trois phases dans la lutte. Dans la première, il y avait la « pseudo-République des Conseils », disait-il. Les communistes de Munich l'avaient dénoncée de façon « tout à fait juste ». Puis il y avait eu l'attaque d'Hoffmann. Les communistes avaient à nouveau raison de s'y opposer – non pas parce qu'ils combattaient pour la pseudo-République des Soviets (« La République des Conseils de Toller-Mühsam » n'était « rien » ; « on ne défend pas pour un rien ») mais parce que « par cela certaines positions réelles conquises par le prolétariat » étaient défendues « qu'il avait conquis justement à Munich pendant les mois de la révolution ».

Les particularités de la Bavière signifiaient que même une défense armée – hors de question ailleurs en Allemagne – était possible. (...) La situation à Munich était telle que le prolétariat n'était obligé de regarder passivement comment les droits qu'il avait acquis durant la révolution lui étaient confisqués.

Le gouvernement Hoffmann était impuissant, mais il hésitait à faire appel à Noske. Par conséquent, « le gouvernement Hoffmann allait devoir trouver un arrangement avec le prolétariat munichois, fût-ce à contre-cœur ».

Mais, juge Levi, c'était une erreur fondamentale que de proclamer la Seconde République des Conseils. « Si la masse entre dans des actions qui ne sont révolutionnaires qu'en apparence et qui en réalité ne mènent qu'à des reculs, c'est notre devoir de nous signaler par des avertissements et des critiques » même si « on comprend aisément aussi combien c'est particulièrement dur pour nous, (...) lorsque les masses passent à l'action et que nous devons leur dire que l'action est inutile. »³⁵

Il ne fait aucun doute que les critiques de Levi sont essentiellement correctes – même s'il sous-estimait l'importance, pour les communistes, de montrer leur solidarité avec les éléments impatients qui voulaient se battre, tout en faisant les critiques nécessaires de leur action (un défaut de Levi sur lequel nous aurons l'occasion de revenir).

Leviné a montré comment la direction communiste peut transformer la capacité des masses à agir. La Seconde République Bavaroise des Conseils fut un excellent exemple de la façon dont les travailleurs peuvent organiser la vie dans une grande ville moderne – à cet égard elle était proche de la Commune de Paris. Mais les exemples, aussi excellents soient-ils, n'assurent pas la victoire de la nouvelle société. A Munich, le résultat fut une défaite désastreuse de toute la classe ouvrière. A partir de là, les Freikorps et l'extrême droite avaient les mains libres en Bavière – dix mois plus tard, ils déposaient ce même gouvernement Hoffmann qui leur avait ouvert les portes de Munich.

Il n'y avait, bien sûr, aucune garantie qu'une décision différente de Leviné eût évité la défaite : à cet égard, sa décision était dure à prendre, et pas du tout de la même nature que la folie de Liebknecht en janvier. Hoffmann aurait peut-être eu recours aux Freikorps de toute façon, et les Freikorps auraient pu prendre brutalement leur revanche sans avoir besoin de prétextes. Mais ce ne sont pas des certitudes. Ce qui est certain, c'est que, une fois proclamée, la Seconde République Bavaroise des Conseils était condamnée à la défaite, et avec elle la classe ouvrière de Bavière.

³³ *Ibidem*.

³⁴ P. Frölich in *Die Internationale* 9/10, p. 8.

³⁵ *Ibidem*, pp. 11 et suivantes.

Chapitre 8 - Bilan de la première année

A la fin de l'été 1919, la nouvelle république bourgeoise semblait s'être stabilisée. Les conseils ouvriers avaient été éliminés, les milices de travailleurs désarmées, les discours sur la « socialisation » étaient en recul. Les drapeaux rouges et les soldats mutins ne semblaient plus, pour les classes moyennes, qu'un cauchemar lointain.

Tout n'était pas tout rose, cependant, pour les sociaux-démocrates au pouvoir. Ils avaient pu briser les divers soulèvements et grèves générales parce que leur influence restait assez grande pour obtenir que la majorité des travailleurs reste passive pendant que les Freikorps occupaient les différentes régions l'une après l'autre. Mais l'emprise du SPD commençait à faiblir. D'abord, parce que de plus en plus de travailleurs voyaient de leurs yeux que c'étaient les Freikorps, et non les « spartakistes » ou les « bolcheviks », qui créaient le désordre.

Mais le plus important était que les travailleurs étaient contraints par la situation économique à engager la lutte sur le terrain des salaires, et le gouvernement ne pouvait garder le contrôle qu'en dirigeant sur la masse des salariés la répression jusque là réservée aux « spartakistes ».

La guerre mondiale avait dévasté l'économie allemande. Le pays avait été coupé du marché mondial et dirigé comme une économie de guerre pendant quatre ans, il ne pouvait continuer à fonctionner qu'en maintenant le niveau de vie des travailleurs en dessous de la subsistance à long terme. A la fin de la guerre, les puissances victorieuses s'étaient emparées des anciens marchés de l'Allemagne. La production industrielle était en 1920 la moitié de celle d'avant-guerre. L'Allemagne était également contrainte par les termes du traité de Versailles à livrer un quart de sa production de charbon comme « réparation » à la France, à la Belgique et à l'Italie.

Cela signifiait que pour les travailleurs allemands les conditions de vie du temps de guerre continuaient, avec des pénuries aiguës de produits alimentaires et de combustible. La consommation de viande était tombée à 37 % de son niveau d'avant-guerre ; celle de farine à 56 % ; celle de café à 28 %. Et les prix furent multipliés par dix entre 1913 et 1920. Pour couronner le tout, le chômage augmentait rapidement au fur et à mesure de la démobilisation.

Pourtant les travailleurs émergèrent de la Révolution de Novembre avec la conviction qu'au moins leurs revendications économiques traditionnelles seraient satisfaites. Ils rejoignirent en masse les syndicats. Avant la révolution, il y avait 1,5 million de syndiqués ; au début de décembre 1918 il y en avait 2,2 millions, en décembre 1919, 7,3 millions.

Le chiffre des grèves explosa également :¹

	Nombre de grèves	Unités (usines) touchées	Journées
1918	773	7 397	5 219 290
1919	4 970	51 804	48 067 180
1920	8 800	197 823	54 206. 942

La plupart des grèves concernaient les salaires. Mais elles se fixèrent bientôt des buts, sinon toujours politiques, du moins semi-politiques : le droit des fonctionnaires et des cheminots à s'organiser, les pouvoirs des conseils d'usine, la question de la socialisation. Par dessus tout, un gouvernement qui s'était engagé sur la voie du rétablissement des fortunes du capitalisme allemand ne pouvait éviter de passer à l'action politique *contre* les grèves. Nous avons vu comment les troupes avaient occupé les puits pendant la grève pour les six heures dans la Ruhr. Elles furent à nouveau mises en action pendant une grève nationale des chemins de fer, arrêtant les piquets, et pendant une longue grève de 150 000 travailleurs de la métallurgie de Berlin, qui dura d'août à novembre.

A l'été 1919, Noske créa une unité spéciale de briseurs de grève, la *Technische Nothilfe* (« service technique d'urgence ». En janvier 1920 son collègue Heine, ministre de l'intérieur de Prusse, fit un pas de plus. Confronté à une énorme manifestation appelée par les Indépendants devant le Reichstag, qui concernait les dispositions d'une nouvelle loi régissant les conseils d'usine, il concentra des forces militaires dans le centre de la capitale. Après quelques bousculades avec les centaines de milliers de manifestants, les troupes se déchaînèrent. Il y eut « un feu terrible de mitrailleuses qui dura plusieurs minutes, devant lequel la foule se dispersa en proie à la panique ».² On releva 42 morts et 105 blessés. Par la suite « non seulement les ministres sociaux-démocrates proclamèrent avec insistance que les troupes s'étaient comportées tout à fait correctement, (...) mais ils déplacèrent la responsabilité finale sur les Indépendants et les Communistes. (...) Le sang des morts, déclara le chancelier du Reich Bauer, est sur les mains des

1 Chiffres donnés in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* (Berlin 1929, Francfort 1970) p. 412.

2 Heinrich Ströbel, *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, Berlin 1920, pp. 213 et suivantes.

Indépendants. »³

Un certain nombre de dirigeants révolutionnaires, parmi lesquels l'Indépendant de gauche Daümig, furent arrêtés et maintenus en détention pendant des mois. Trente journaux, indépendants et communistes, furent interdits. Un nouveau décret gouvernemental prévoyait des peines d'emprisonnement pour les grévistes dans les « services essentiels » tels que les mines, les chemins de fer, l'électricité et le gaz. Lorsque les junkers entreprirent de réprimer les salariés agricoles en Prusse orientale, Noske s'empressa de leur fournir des troupes.

Les travailleurs avaient massivement rejoint les rangs sociaux-démocrates dans la première excitation de la révolution. Ses effectifs, réduits à 243 000 par la scission de 1917, grimpèrent à 1 012 800 en 1919. Beaucoup étaient des travailleurs qui « pendant la guerre avaient été conservateurs, libéraux ou pangermanistes », comme le rapporta Wels au congrès du SPD de 1919. Le même afflux de soutien fut démontré par les élections de janvier 1919. Le SPD s'y affirma comme le parti le plus important avec 11,5 millions de voix, par comparaison avec l'USPD et ses 2,5 millions de suffrages. Le progrès du SPD était le plus remarquable dans les régions les moins industrialisées du pays : en Prusse Orientale, il obtint 50,1 % des voix alors qu'il n'en avait eu que 14,8 % en 1912 ; en Poméranie, 41 % contre 24 %.

Mais la déception s'installa bientôt. Même aux élections de janvier, les sociaux-démocrates majoritaires ne conservèrent pas l'allégeance des ouvriers des plus grandes villes. A Halle-Merseberg, le SPD obtint seulement 16,3 % des voix, les Indépendants 44,1 ; à Leipzig le SPD fit 20,7 %, les Indépendants 38,6. Ailleurs le SPD obtenait la majorité, mais seulement par 34,6 % contre 22,5 à Düsseldorf, par 34,6 % contre 22,5 en Thuringe, par 36,7 % contre 27,6 à Berlin.

A l'évidence, une section de son soutien ouvrier traditionnel commençait déjà à abandonner le SPD et à évoluer à gauche, remplacée par les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui jusque là votait pour les partis bourgeois.

Aux élections nationales suivantes, 18 mois plus tard, on put voir l'impact de la politique du SPD au gouvernement en 1919 : il perdit des voix au bénéfice de la droite, mais beaucoup plus à gauche. Le score total du parti était *divisé par deux*.

	Janvier 1919	Juin 1920
SPD	11,5 millions	5,5 millions
USPD	2,3 millions	4,9 millions

En prenant en compte le soutien continu de certains électeurs de la classe moyenne pour le SPD, il ne fait aucun doute que pendant un certain temps les Indépendants ont été le parti majoritaire dans la classe ouvrière industrielle. La déception causée par la social-démocratie à l'ancienne se reflétait rapidement dans les syndicats : le congrès de 1920 de la principale fédération, l'ADGB, vota pour la « neutralité » entre les deux grands partis ouvriers. La classe ouvrière allemande était en train de se radicaliser – même si ce fut seulement *après* la première grande vague de lutte armée et de défaites.

La classe ouvrière était-elle révolutionnaire ?

Mais jusqu'où allait cette radicalisation ? Certains historiens ont conclu, des défaites de la première année de la révolution, que les ouvriers allemands n'étaient tout simplement pas révolutionnaires. Ainsi, par exemple, Barrington Moore écrit :

*Sans la combinaison des privations matérielles et des griefs moraux, il semble peu vraisemblable que le mouvement politique de masse [pour les conseils d'usine] aurait pu avancer de façon notable. Et même avec ces éléments, les travailleurs étaient essentiellement non-révolutionnaires et prôtaient peu d'attention aux agitateurs putschistes. (...) Il a fallu la déception et la menace de la force pour amener les travailleurs sur les barricades.*⁴

Claudin affirme, de la même façon :

*La révolution semblait une fois de plus à l'ordre du jour en 1917-1921. Mais la grande majorité du mouvement ouvrier de l'Ouest, éduqué dans l'idéologie et la pratique de la social-démocratie, n'était pas en condition de profiter de la crise. (...) Sous l'hégémonie social-démocrate, la Révolution Allemande s'arrêta au renversement de la monarchie et à l'instauration d'une république. La majorité de la classe ouvrière vit dans ses résultats limités une grande victoire.*⁵

³ *Ibidem*, p. 214.

⁴ J Barrington Moore, *Injustice: The Social Bases of Obedience and Revolt* (Londres 1978), p. 327.

⁵ Fernando Claudin, *Eurocommunism and Socialism* (Londres 1978) pp. 74-75.

Une version plus sophistiquée des mêmes arguments peut être trouvée chez l'historien allemand des conseils d'usine (et politicien social-démocrate de gauche) Peter Oertzen. Développant une idée du premier historien de la République de Weimar, Rosenberg, il prétend que le soutien de masse dont bénéficiait le mouvement contre les gouvernements sociaux-démocrates en 1918 et en 1919 venait d'une « tendance médiane dans le mouvement ouvrier socialiste, qui ne voulait pas la révolution socialiste immédiate, mais qui n'était pas non plus satisfaite de la république bourgeoise social-conservatrice ».⁶

*Un mouvement populaire correspondant à différentes motivations sous la direction des organisations ouvrières obtint par la lutte la république démocratique bourgeoise. A partir de ce mouvement se constitua une puissante tendance socialiste ouvrière qui voulait développer celle-ci en une république démocratique socialiste. Cette tendance fut brisée entre les forces de la révolution socialiste radicale, d'un côté, et la démocratie bourgeoise alliée aux forces conservatrices, de l'autre. La seule véritable alternative à la démocratie bourgeoise n'était pas le « bolchevisme » mais une démocratie sociale soutenue par les conseils.*⁷

Toutes ces visions souffrent du même défaut fondamental. Elles voient la conscience comme une caractéristique fixe des individus. Elles se demandent ce que pensaient les travailleurs à un certain moment, puis proclament que ces idées, ces croyances, établissent les limites que la révolution ne pouvait dépasser. Mais la conscience n'est jamais une propriété figée des individus ou des classes. C'est, en fait, un aspect, un moment de leur interaction dynamique, changeante, avec leurs semblables et avec le monde.

Comme l'a fait remarquer le révolutionnaire italien Antonio Gramsci, il y a habituellement une fragmentation dans la conscience que les êtres ont du monde. Nous pouvons avoir au même moment des idées différentes, et même souvent contradictoires. Certaines idées sont le résultat de ce que nous avons été amenés à croire dans la société capitaliste existante, d'autres sont le produit des luttes, aussi limitées soient-elles, dans lesquelles nous nous sommes trouvés engagés contre certains aspects de cette société :

*L'homme de masse actif agit pratiquement, mais n'a pas une claire conscience théorique de son action qui pourtant est une connaissance du monde, dans la mesure où il transforme le monde. Sa conscience théorique peut même être historiquement en opposition avec son action. On peut dire qu'il a deux consciences théoriques (ou une conscience contradictoire) : l'une qui est contenue implicitement dans son action et qui l'unit réellement à tous ses collaborateurs dans la transformation pratique de la réalité, l'autre superficiellement explicite ou verbale, qu'il a héritée du passé et accueillie sans critique.*⁸

La classe ouvrière allemande est entrée dans la période révolutionnaire avec tout un ensemble de théories politiques « explicites », « verbales » – la social-démocratie du SPD et de l'aile droite de l'USPD, la démocratie chrétienne du Parti Catholique du Centre, les notions démocratiques libérales du Parti Démocratique. Toutes disaient aux travailleurs que la discordance entre leurs désirs et le monde cruel, dévasté par la guerre, de l'empire allemand serait surmontée dans une démocratie bourgeoise pleine et entière. Au surplus, l'idéologie social-démocrate faisait observer qu'en passant par la démocratie bourgeoise quelque chose d'encore meilleur pouvait être atteint – la « démocratie sociale » chère à Oertzen. La « démocratie » et la « démocratie sociale » étaient des idéologies et, comme toutes les idéologies, elles n'existaient pas dans le vide, mais avaient un sens pour des millions de gens parce que, pendant une période, elles semblaient fournir un mécanisme permettant d'ajuster une réalité déplaisante aux besoins de ceux qui la vivaient.

Les cruelles réalités de l'Allemagne de 1918-1919 ne devaient cependant pas être changées en se bornant à satisfaire les exigences de l'idéologie démocratique. Les conditions d'existence des travailleurs ne s'amélioraient pas sous la république démocratique. Elles tendaient plutôt à s'aggraver. Et lorsque les travailleurs s'employèrent à réduire l'écart entre la réalité « nouvelle » et leurs désirs en passant de la « démocratie » à la « démocratie sociale » – par exemple avec le mouvement pour la socialisation dans la Ruhr, ou celui des conseils en Allemagne centrale ou en Bavière – ils trouvèrent toutes les forces de la vieille Allemagne rangées contre eux en ordre de bataille.

Lorsque les vieilles croyances ne sont plus adaptées aux circonstances, le résultat est toujours une violente confusion idéologique. Cela ne signifie pas que les travailleurs abandonnent *automatiquement* leurs vieilles idées. Ils essaient de faire face en utilisant les anciennes façons de penser. Ils essaient d'expliquer la ruine de leurs espoirs comme étant un « accident », qui ne durera pas longtemps. Ils changent leurs anciennes idées aussi peu que possible, tentant de se convaincre que rien d'important n'est arrivé. Mais finalement ces ajustements ne parviennent plus à rendre compte de la réalité, et une complète révolution dans les idées s'avère nécessaire.

C'est, à l'évidence, ce qui s'est passé dans toute l'Allemagne en 1918 et 1919. Il n'y a pas d'autre façon d'expliquer

⁶ Peter von Oertzen, *Betriebsräte in der Novemberrevolution* (Bonn/Bad Godesberg 1976) p. 60.

⁷ *Ibidem*, p. 67.

⁸ Antonio Gramsci, « [La philosophie de la praxis face à la réduction mécaniste du matérialisme historique](#) [L'anti-Boukharine \(cahier 11\)](#) » *Textes* (Editions sociales/Messidor, Paris 1983) p. 146.

comment les métallurgistes de Berlin, un bastion social-démocrate, ont pris les armes en mars 1919 contre un gouvernement dirigé par le SPD ; comment l'attitude des travailleurs sociaux-démocrates de Munich était telle, en avril, que leurs dirigeants politiques ont été contraints de jouer à la « République des Soviets » ; comment les travailleurs de la Ruhr de l'ouest sont passés en quelques mois de « l'apolitisme », en passant par la politique social-démocrate, à des notions anarcho-syndicalistes ou communistes de gauche, de telle sorte qu'un observateur de la Ruhr de l'est pouvait écrire, à l'été 1919 :

*Lorsque j'ai quitté Hamborn à la fin de l'été 1918, les travailleurs étaient, presque à un homme près, tous sociaux-démocrates majoritaires. (...) Quand j'y suis allé récemment ils étaient, presque à un homme près, tous communistes.*⁹

Le processus de passage des idéologies « démocratique » et « démocratique sociale » au socialisme révolutionnaire n'a été nulle part aussi complet qu'à Hamborn. Des traditions différentes et des luttes différentes ont interagi, dans divers parties de l'Allemagne, pour produire différents degrés de radicalisation.

Il y a toujours une relation entre la disposition des gens à envisager le changement social et les possibilités de succès de la lutte. Un vécu de lutte victorieuse ouvre l'esprit d'un grand nombre de travailleurs à la notion que leur classe peut aller plus loin et révolutionner la société. A l'inverse, les luttes qui se terminent en défaites peuvent très facilement ôter à ces idées toute crédibilité. Les gens sentent que s'ils ne peuvent agir ensemble pour changer de petites choses, ils ne peuvent certainement pas en changer de grandes. Même des gens qui croyaient auparavant à une transformation totale de la société peuvent battre en retraite. Quand une classe vaincue, démoralisée, lutte pour la survie au jour le jour, d'anciens révolutionnaires peuvent facilement en venir à penser que le mieux à faire est de s'en tenir à ce qui est plutôt que de se battre pour ce qui pourrait être.

C'est la raison pour laquelle après toute grande période révolutionnaire, seule une minorité des participants continue à adhérer à des théories explicitement révolutionnaires. Le reste ne sera à nouveau gagné à ces idées que lorsque de nouvelles réalisations ou des luttes collectives auront restauré leur crédibilité.

Ainsi la question de savoir si, oui ou non, la classe ouvrière était révolutionnaire dans l'Allemagne de 1918-1919 doit être posée d'une manière complètement différente de celle de Barrington Moore, Claudin et même Oertzen. La question-clé est celle-ci : y a-t-il eu, dans les luttes ouvrières de la période, un élan qui a porté des travailleurs, qui étaient au départ loin d'être révolutionnaires, à entreprendre d'en finir avec la société existante ?

La réponse est clairement « oui ». Dans ville après ville, la majorité des travailleurs en est venue à une telle démarche, même si c'était seulement pour une courte période. A Brême, dans la Ruhr, en Allemagne centrale, à Munich, à Berlin, ces batailles ont été livrées. Mais elles ne pouvaient conserver la victoire, parce qu'elles étaient non coordonnées et isolées les unes des autres. Et à chaque fois qu'une expérience locale s'effondrait, les travailleurs qui y avaient été engagés perdaient foi à nouveau dans leur pouvoir de remodeler la société.

Cela ne signifie pas que dans l'une quelconque de ces luttes locales la conscience ait été totalement révolutionnée. La contradiction entre les idées des travailleurs et leur remise en cause de la société bourgeoise était toujours présente ; mais leur pensée fut mise en mouvement lorsqu'ils ont commencé à comprendre les nouvelles possibilités – et une étape de plus dans la marche en avant du processus révolutionnaire aurait encore plus transformé leurs idées.

La question de la conscience révolutionnaire des travailleurs allemands en 1918-19 est en réalité la question du potentiel révolutionnaire. Ceux qui prétendent que les travailleurs « n'étaient pas » révolutionnaires disent en fait que les idées doivent toujours être fixes, figées dans le schéma que la société existante imprime dans l'esprit des gens. En fait, ce que toute l'expérience de l'Allemagne de 1918-19 met en évidence, ce sont les fluctuations phénoménales que connaît la conscience dans une période d'intenses luttes sociales.

La croissance de l'USPD

Les bénéficiaires de la radicalisation ne furent pas les communistes, mais les Indépendants. Aux yeux de la plupart des travailleurs qui quittaient le SPD, « l'USPD était le parti révolutionnaire ».¹⁰ Pourtant le moins qu'on puisse dire est que ses dirigeants, tels que Haase, Hilferding, Dittmann, étaient bien peu révolutionnaires. Alors pourquoi les travailleurs qui venaient d'être gagnés à la révolution allèrent-ils vers l'USPD ?

Une partie de la raison réside dans les conditions illégales dans lesquelles devait fonctionner le parti communiste après les premières semaines de janvier. Ses réunions et ses conférences étaient dispersées par la police. Beaucoup de ses dirigeants nationaux et locaux les plus capables avaient été assassinés ; beaucoup d'autres étaient en prison.

A l'inverse, l'USPD était un parti légal, bien organisé, avec une presse puissante et un appareil efficace. C'était le seul parti à gauche du SPD que les travailleurs rencontraient. Et ils le rejoignirent en masse.

⁹ Cité in Jürgen Tampke, *Ruhr and Revolution* (Canberra 1978) p. 140.

¹⁰ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 438.

Mais il y avait une autre raison. Les premières recrues du KPD n'étaient pas, dans l'ensemble, des ouvriers d'usine porteurs de traditions syndicales établies. C'étaient des jeunes gens radicalisés par la guerre et les luttes armées qui avaient suivi. Beaucoup étaient passés directement de l'école au front, et du front au bureau de chômage. Comme le notait le rapport d'organisation du Second Congrès du KPD, ils étaient venus au parti au zénith de la lutte, considérant la révolution comme imminente. Ils ne voyaient pas un grand intérêt dans les activités quotidiennes dans les usines et les syndicats, dans les réunions longues et fastidieuses, les cercles de formation, le travail systématique d'enrôlement des membres et la construction des structures d'organisation. L'excitation directe de la révolution les attirait beaucoup plus que les efforts nécessaires pour la rendre possible. Ils voulaient des combats de rues et non des réunions ennuyeuses.

Mais dans l'action de rue, il n'était pas toujours possible de faire la différence entre les révolutionnaires impatients, mais sérieux, et ceux qui étaient instables, perturbés et peu dignes de confiance. Le rapport d'organisation notait : « Comme dans toute organisation qui se situe à l'extrême gauche, il se trouve aussi chez nous beaucoup d'éléments douteux, des excentriques politiques, des aventuriers, et même des vauriens ».¹¹

Dans les premiers mois de 1919 les membres du parti étaient portés à ignorer les instructions de la direction contre les actions armées, les petits putschs, les émeutes alimentaires et le pillage. Au début de l'été, ces activités étaient grossièrement futiles. Comme l'a noté Radek dans une brochure écrite lorsqu'il était en prison au mois de septembre :

*Il a fallu Brême, les troubles de mars à Berlin et la catastrophe de Munich pour mettre un terme aux tendances putschistes des bataillons avancés du prolétariat.*¹²

Mais souvent l'impatience subsistait. Elle trouva une expression dans l'attitude envers les luttes économiques : si les dirigeants syndicaux trahissent les grèves, rompez avec eux et formez de nouveaux syndicats délivrés de leur influence. De la même manière que les partisans du combat de rue immédiat oubliaient que la majorité des travailleurs continuait à soutenir, ne serait-ce qu'à moitié, les sociaux-démocrates, ceux qui proposaient de créer de nouveaux syndicats perdaient de vue que la plupart des salariés étaient d'accord, ne serait-ce qu'à moitié, avec l'approche réformiste de la bureaucratie syndicale. Ils portaient leurs regards vers la minorité des ouvriers révolutionnaires et oubliaient les millions qui adhéraient au syndicat pour la première fois.

Le district de Hambourg du Parti Communiste alla jusqu'à *ordonner* à ses membres de quitter les vieux syndicats et de former une nouvelle organisation, l'*Allgemeine Arbeiter Union* (AAU), basée sur le modèle des *Industrial Workers of the World* (IWW) américains. Le résultat, c'est que pendant de nombreuses années les communistes restèrent une minorité dans la classe ouvrière hambourgeoise – beaucoup plus faibles, par exemple, qu'ils ne l'étaient à Chemnitz, qui pourtant était au départ une forteresse social-démocrate.

Rompre avec les syndicats n'était pas de nature à séduire la masse des travailleurs qui perdaient peu à peu confiance dans la social-démocratie, mais qui croyaient peu possible une alternative révolutionnaire, ne voyant le plus souvent en elle rien d'autre que l'image populaire d'anarchistes lançant des bombes.

Ainsi, bien que le Parti Communiste ait multiplié le nombre de ses adhérents, passant de 3 000 ou 4 000 membres lors de sa fondation à un effectif proclamé de 106 656 à la fin de l'été 1919, son influence là où elle aurait été nécessaire, comme dans les usines et les mines, était très limitée. La majorité des travailleurs qui rompaient avec le SPD étaient plus attirés par la politique apparemment « raisonnable » et « réaliste » de l'USPD que par un KPD qu'ils pensaient « putschiste » et favorable aux syndicats indépendants. L'USPD avait le soutien de la majorité de la classe ouvrière, avec des dizaines de milliers de militants dans des centres industriels comme Berlin, Leipzig, la Ruhr méridionale, Hambourg. Le Parti Communiste était le plus souvent une petite minorité, avec seulement quelques centaines ou même quelques dizaines d'activistes.

Les dirigeants du Parti Communiste firent en octobre 1919 un effort désespéré pour remédier à cette déficience. Ils convoquèrent un congrès du parti, s'assurèrent par quelques légers tripotages qu'ils avaient une étroite majorité, puis firent adopter une liste de points politiques qui définissaient les conditions pour continuer d'appartenir au parti : en particulier la reconnaissance du besoin d'agir au sein des syndicats établis, l'acceptation de la participation aux élections législatives comme moyen de faire de la propagande communiste, et la volonté de construire un parti régi par le centralisme démocratique. Près de la moitié des délégués – et plus de la moitié des organisations locales – élevèrent des objections. En agissant de la sorte, ils se disqualifiaient eux-mêmes comme membres du parti. Beaucoup de ces derniers se rassemblèrent plus tard pour former un parti « ultra-gauche », le Parti Communiste des Travailleurs (KAPD).

En elles-mêmes, ces conditions étaient incontestablement correctes. Le parti ne pouvait, sans elles, développer une influence significative au delà d'un cercle étroit de jeunes travailleurs fortement radicalisés. Mais le résultat immédiat fut d'éloigner du KPD la plupart des groupes locaux importants – à Hambourg, Brême, Berlin, le Rhin et la Ruhr. Le parti se retrouva avec une fraction de ses effectifs précédents – 50 000 au maximum. La direction du parti aurait mieux fait de pousser pour sa propre ligne au congrès, puis d'éliminer l'une après l'autre les plus irréconciliables des figures dirigeantes de l'opposition dans les localités – d'autant plus que dans les mois qui suivirent il devint clair que différentes

11 *Bericht der II. Parteitag der KPD* (20-24 octobre 1919).

12 K Radek (écrivain sous le pseudonyme d'Arnold Struthörn), *Die Entwicklung der deutschen Revolution und die Aufgaben der Kommunistischen Partei*, septembre 1919.

formes d'impatience dirigeaient les différents oppositionnels dans des directions complètement différentes. En l'état, le remède était pire que le mal : lorsque six mois plus tard une nouvelle crise importante s'abattit sur la société allemande, le KPD était un parti très petit et très inefficace.

Versailles

« La position du gouvernement Ebert-Scheidemann est ébranlée. Il ne survit que par la grâce de la bourgeoisie, et tout tend à indiquer que cela ne peut plus durer très longtemps », écrivait le dirigeant spartakiste Levi à Lénine en mars 1919.¹³ Plus ils perdaient leur base ouvrière de gauche, plus leur avenir dépendait du Haut Commandement et des partis bourgeois. Mais s'ils ne pouvaient plus contrôler les travailleurs, pourquoi les faire bénéficier de cette bonne volonté ?

La première question importante qui devait diviser les Alliés contre-révolutionnaires était d'ordre externe : le Traité de Versailles, qui mettait fin formellement à la Première Guerre mondiale, et dans lequel les puissances victorieuses exigeaient la sécession de parties importantes du territoire allemand, le paiement d'énormes réparations et une déclaration signée reconnaissant la « culpabilité » de l'Allemagne dans la guerre.

La réaction initiale des sociaux-démocrates avait été l'incrédulité. Ils avaient supposé qu'une fois la guerre terminée, elle était finie. Ils ne parvenaient pas à comprendre pourquoi les bons démocrates libéraux des puissances alliées voulaient imposer des mesures punitives aux bons démocrates libéraux d'Allemagne.

Cela a été souvent la réaction de ceux qui ont, depuis, entrepris d'écrire l'histoire allemande. Ils présentent le Traité de Versailles, la bête noire de toute la période de Weimar, comme une espèce d'accident historique, du à « l'obstination française », qui ne devait pas être interprété comme partie intégrante du développement de la société capitaliste. Ce n'était pas plus un « accident » que la guerre dont il était la continuation logique.

La Première Guerre mondiale avait éclaté parce qu'il n'était plus possible aux différentes puissances capitalistes de résoudre l'opposition de leurs intérêts par des moyens pacifiques. Comme l'ont montré Lénine et Boukharine dans leurs écrits sur l'impérialisme du milieu de la guerre, un point avait été atteint où les Etats capitalistes rivaux devaient recourir à la force armée pour décider du sort de leurs intérêts économiques antagoniques. La concurrence « pacifique » pour les marchés se transforma en conflit militaire pour les frontières des Etats et des empires. Les grandes puissances étaient entraînées, par la dynamique de l'accumulation capitaliste concurrentielle, à « partager et repartager » le monde entre elles.

La guerre avait temporairement résolu la question en faveur des capitalismes alliés. Mais une Allemagne qu'on autoriserait à continuer à développer son industrie serait une Allemagne en rivalité avec les autres puissances pour le contrôle des ressources nécessaires à l'expansion économique. Elle serait aussi porteuse d'un potentiel de réarmement, et du danger d'un nouveau conflit militaire pour obtenir lesdites ressources. Elle chercherait inévitablement à « repartager » le monde dans le sens de ses intérêts (elle le fit, dans les faits, à partir du milieu des années 1930). La seule question, pour les puissances alliées, était de savoir si, comme la France et la Belgique, elles préféraient piller et handicaper l'Allemagne, ou si, comme l'Angleterre, elles étaient favorables au retournement de l'agressivité du capitalisme allemand en direction de la Russie soviétique.

Aucune de ces options ne ménageait un avenir au rêve social-démocrate d'un retour au capitalisme, ignorant des luttes pour l'hégémonie mondiale, du 19^{ème} siècle. Les exigences du Traité de 1919 – et l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises quatre ans plus tard – étaient le prix que devait payer l'Allemagne pour continuer à faire partie du monde capitaliste.

Même après l'annonce initiale des termes de Versailles, les sociaux-démocrates s'accrochaient à leurs illusions dans la bonne volonté de l'Entente. Ils croyaient qu'une démonstration symbolique de résistance obtiendrait une diminution des demandes alliées. Ils se joignirent donc aux partis de droite dans une campagne nationaliste d'opposition aux termes du traité, organisant d'énormes meetings du SPD sur des slogans nationalistes.

Mais les alliés ne reculaient pas d'un pouce. Les sociaux-démocrates étaient confrontés à un grave dilemme. Le capitalisme allemand, qui venait de perdre la guerre, n'avait aucun moyen de résister à l'Entente. Toute tentative de résistance aurait replongé l'Allemagne dans le chaos – et probablement la révolution. En désespoir de cause, le SPD opéra un tournant à 180°, adopta la position qui était auparavant celle des Indépendants, et vota *pour* le traité.

Les représentants de la bourgeoisie au gouvernement – les dirigeants des Partis du Centre et Démocratique – adoptèrent essentiellement la même position. Ils savaient que le capitalisme allemand n'avait pas d'autre option que de se soumettre. Mais cela ne signifiait pas que la bourgeoisie allemande entendait porter la responsabilité de cette capitulation. Les partis non-gouvernementaux pouvaient faire de grands progrès en utilisant l'agitation nationaliste contre le traité, financée par les grands intérêts industriels et agricoles. Il était facile de mettre la misère des travailleurs et d'une section croissante de la classe moyenne au compte de « l'exploitation étrangère », et de se retourner contre les « traîtres de Novembre » dont l'agitation en faveur de la paix avait « poignardé l'armée dans le dos » et « mené à la défaite ». La faim, la misère, la pauvreté, le chômage, l'inflation, tout cela pouvait être reproché au SPD et à l'USPD

13 P Levi, [Brief an Lenin](#), in *Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie* (Francfort 1969) p. 20.

« marxistes ». En votant pour le traité, ces partis en apportèrent la « preuve ».

Il est impossible d'exagérer l'impact de cet argument. En novembre 1918, il y avait eu un soutien très large pour le changement social, même dans les classes moyennes. Désormais ces classes étaient convaincues que c'était la tentative de changer les choses qui avait créé tous leurs problèmes. Après avoir approuvé la révolution, ils devinrent les fantassins de la contre-révolution.

Comme l'explique Rosenberg dans son histoire de la République de Weimar :

Mais c'est justement l'hésitation des dirigeants républicains qui a aliéné les classes moyennes. Si de grandes actions décisives avaient eu lieu, par exemple l'expropriation des grands propriétaires terriens et des mines, si le gouvernement avait montré au peuple qu'une ère nouvelle avait réellement commencé, le gouvernement aurait aussi emporté l'adhésion des classes moyennes. Mais comme de toute évidence tout devait rester inchangé, l'enthousiasme pour la révolution s'évapora, et la république et la démocratie se retrouvèrent accusées de tous les maux de l'existence.¹⁴

Les étudiants, par exemple, devinrent la force d'avant-garde de la contre-révolution :

La grande majorité des étudiants avaient été amèrement déçus par les épisodes postérieurs au 9 novembre. Ils voyaient la détresse économique et l'humiliation nationale, et mettaient la situation sur le compte des partis du gouvernement républicain et des événements du 9 novembre.¹⁵

Mais le ressentiment le plus vif à l'égard du Traité de Versailles venait du groupe social dont les intérêts étaient directement frappés par ses dispositions – les soldats professionnels de l'armée qui se reconstituait autour des Freikorps. Ces derniers avaient grandi rapidement dans la première moitié de 1919, jusqu'à atteindre le chiffre de 400 000 hommes. Désormais les termes du traité stipulaient que les forces armées allemandes devaient être réduites à 200 000 en avril 1920 et 100 000 en juillet. Trois soldats sur quatre devaient être renvoyés dans leurs foyers. Des centaines de milliers de ceux qui avaient fait la guerre aux conseils ouvriers se voyaient soudain menacés de perdre leurs moyens d'existence. « La « vague du nationalisme » était une vague de simple combat pour leur existence pour les centaines de milliers d'officiers, de sous-officiers et de soldats ».¹⁶

L'exaspération était à son comble parmi les 40 000 hommes du Corps de la Baltique, qui avaient mené une guerre acharnée sur les frontières orientales, en partie contre les Polonais, mais surtout contre la révolution bolchevik dans les pays baltes et en Ukraine. Ils furent rapatriés en Allemagne dans la seconde moitié de 1919 pour découvrir que le gouvernement « marxiste » se préparait à les licencier à la demande des Alliés.

La colère fournissait un point de ralliement à tous ceux qui voulaient extirper les derniers vestiges des changements de Novembre. Le terrain fut préparé par un nouveau soulèvement qui devait secouer la république de Novembre jusque dans ses fondations et voir se lever à nouveau le spectre d'une classe ouvrière révolutionnaire en armes – et, cette fois, sans illusions sur les sociaux-démocrates majoritaires.

14 Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, Francfort, 1970, p. 91

15 *Ibidem*, p. 112.

16 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 453.

Chapitre 9 - Le putsch de Kapp (1920)

Le 13 mars 1920, à quatre heures du matin, une colonne de soldats fortement armés entra dans Berlin et déclara le gouvernement renversé. Pas un coup de feu ne fut tiré contre eux. La plupart des unités de l'armée et de la police « protégeant » la ville les accueillirent avec enthousiasme.

Noske, le ministre de la guerre nominalement en charge des armées de la république, avait tenté désespérément d'arrêter la colonne en marche. Il avait envoyé des officiers supérieurs ordonner aux troupes de faire halte : les officiers avaient eu des discussions amicales avec les commandants des soldats rebelles – et les avaient autorisés à poursuivre leur route vers la capitale. Noske avait ordonné à la police de procéder à des arrestations : elle avait simplement averti les conspirateurs que des manœuvres étaient en cours contre eux. Il avait demandé à ses généraux des troupes pour combattre le coup d'Etat : le chef de l'armée, Seeckt, lui avait répondu : « La Reichswehr ne tirera pas sur la Reichswehr ». Il ne put contacter les officiers de la police de sécurité de Berlin : ils s'étaient eux-mêmes joints au coup d'Etat.

Les « Gardes de Noske » s'étaient retournés contre Noske. « Tout le monde m'a abandonné », gémissait le limier intrépide de l'année précédente, « Il ne me reste plus que le suicide ».¹

Mais Noske tenait à sa peau plus qu'à ce qu'il pouvait lui rester de principes. Au lieu de se brûler la cervelle, lui et le reste du gouvernement choisirent la poudre d'escampette, et ce avant même que les troupes rebelles ne soient entrées dans la ville. Les soldats, une brigade commandée par le capitaine Erhardt, prirent les ministères sans rencontrer aucune résistance et proclamèrent un nouveau gouvernement présidé par le bureaucrate conservateur Kapp.

Berlin avait été arrachée au gouvernement social-démocrate par ces mêmes militaires que les sociaux-démocrates avaient promus l'année précédente : Erhardt, à qui ils avaient confié la tâche de lutter contre la Révolution Russe ; Lüttwitz, qui avait dirigé la répression contre les travailleurs de Berlin en janvier et mars 1919 ; Pabst, qui avait joué un rôle d'organisateur dans l'assassinat de Rosa Luxemburg ; et Oven, qui avait commandé les Freikorps dans l'écrasement de la Bavière soviétique.

Un certain nombre de généraux ne prirent pas part au putsch, mais ils se dérobèrent quand on leur demanda de le combattre. Le refus de Seeckt de porter secours au pouvoir exécutif « légitime » fut imité par beaucoup d'autres. Lorsque Noske, Ebert et leur gouvernement arrivèrent à Dresde en quête de protection, le général Märcher, commandant de la région, les obligea à poursuivre leur route vers Stuttgart. Il voulait savoir qui avait gagné avant de se déclarer pour un camp ou un autre.

Le coup d'Etat n'aurait dû être une surprise pour personne. Il y avait des rumeurs, depuis l'été précédent, qu'une telle entreprise était imminente. Dès juin 1919, Lüttwitz avait commencé par suggérer à Noske lui-même la mise en place d'une dictature. Pabst était prêt depuis la fin juin à lancer un assaut militaire sur le gouvernement, mais avait été persuadé de l'ajourner par un groupe de généraux. Lüttwitz avait pris langue avec Märcher à propos d'un coup d'Etat à peu près à la même époque ; Märcher avait refusé de collaborer – mais, de façon significative, n'avait pas songé à faire part des entreprises mutines de Lüttwitz au gouvernement. « En octobre 1919, les rumeurs d'une révolte de droite imminente étaient très répandues », écrit Gordon.²

Noske refusa tout simplement d'accorder son attention à ces rapports. Pour lui, le corps des officiers avait un droit sacré, constitutionnel, de faire tout ce qu'il souhaitait. Interférer eût été une offense à l'honneur de l'armée. Ainsi il se laissa persuader par d'autres généraux de ne pas sanctionner Lüttwitz. Au lieu de cela, il travailla avec Lüttwitz à la préparation des mesures de janvier 1920, interdisant la presse de l'USPD et du KPD et déclarant les grèves illégales.

A peine quelques heures avant le putsch, Noske déclara à un collègue social-démocrate, Kuttner, qu'il était totalement convaincu que les généraux continueraient à soutenir le gouvernement légal.³ Il est donc peu surprenant que les conspirateurs fussent persuadés que si le coup réussissait Noske et Ebert soutiendraient – ou même rejoindraient – un nouveau gouvernement.

Même s'ils n'étaient pas prêts à aller jusqu'à participer au putsch, ils n'avaient pas le pouvoir de le stopper. Ils avaient passé 14 mois à restaurer l'appareil d'Etat comme mécanisme hors d'atteinte du contrôle populaire. Et là, ils découvraient qu'ils ne pouvaient le contrôler eux-mêmes. Ils avaient contribué à faire en sorte que « la quasi-totalité du corps des officiers adhère aux principes monarchiques et aux idées sociales conservatrices ».⁴ Ils pouvaient dès lors difficilement s'appuyer sur lui pour empêcher un putsch d'extrême droite.

Les partis bourgeois de droite, eux aussi, étaient réticents à accorder leur soutien total à un putsch qui pouvait

1 Cité in HJ Gordon, *The Reichswehr and the German Republic 1919-26*, (Princeton 1957) p. 115.

2 *Ibidem*, p. 101.

3 Heinrich Ströbel, *The German Revolution and After* (Londres 1923) p. 223 ; et *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* (Berlin 1929, réédité Francfort 1970) p. 458.

4 H J Gordon, *op. cit.*, p. 57.

tourner court. Mais il n'allaient ni le condamner ni entreprendre quoi que ce soit pour empêcher son succès. L'historien du principal parti des grands milieux d'affaires, le Parti du Peuple Allemand, écrit :

En ce qui concernait Stresemann lui-même, il était évidemment hors de question qu'il s'associe activement, lui ou son parti, à une offensive contre le gouvernement républicain. Mais une rébellion couronnée de succès, organisée par d'autres, était quelque chose de tout à fait différent.⁵

La grève générale

En fait, malgré son succès militaire, le putsch échoua. Il y avait une force, la seule, que la puissance de l'armée allemande était incapable d'écraser – une classe ouvrière unie.

Ebert et Noske avaient fui Berlin. Mais tous les dirigeants sociaux-démocrates n'avaient pas la même attitude complaisante. Leur réputation auprès des travailleurs était en jeu – ainsi que quelque chose qui comptait encore plus, leur peau. C'était une chose que de collaborer avec des généraux pour assassiner des révolutionnaires. C'en était une autre que de s'incliner devant un coup d'Etat qui menaçait l'existence même de leur parti.

L'initiative de l'appel à la grève générale à Berlin, et l'organisation de la résistance furent prises en charge, de façon extraordinaire, par le dirigeant syndical droitier Legien, le bureaucrate qui, depuis des années, était le fléau de la gauche dans les syndicats et le SPD. Il refusa de fuir, attaqua l'attitude des dirigeants sociaux-démocrates et jeta tout son poids dans la bataille pour la grève générale.

Une réunion fut organisée à la hâte entre les syndicats, l'USPD et les dirigeants SPD restés à Berlin. On imprima à la hâte un tract proclamant une « grève générale illimitée ». Au bas du texte s'alignaient les signatures des membres SPD du gouvernement. De façon caractéristique, Noske, dans un télégramme au général Watter, nia l'avoir signé.

L'appel eut un effet immédiat. Il commença à être distribué le jour du putsch, le samedi 13 mars, à 11 heures du matin. A midi la grève avait démarré. Ses effets furent ressentis partout dans la capitale en 24 heures, bien que ce fût un dimanche. Il n'y avait plus de trains, plus d'électricité, plus de gaz. Kapp édicta un décret menaçant de fusiller les grévistes. Son effet fut nul. Dès le lundi, la grève s'étendait dans tout le pays – la Ruhr, la Saxe, Hambourg, Brême, la Bavière, les villages industriels de Thuringe, et même les grandes propriétés de la Prusse rurale.

Et le mouvement ne concernait pas seulement les ouvriers de l'industrie. Même si la classe moyenne commençait déjà à virer à droite, la réponse déterminée des travailleurs industriels attira à elle une grande partie des cols blancs traditionnellement conservateurs. Comme un rapport au congrès du Parti Communiste l'exposait, « Certes, les employés de rang moyen des chemins de fer, de la poste, des prisons et des tribunaux ne sont pas devenus communistes et ne vont pas le devenir très rapidement de façon massive. Mais ils ont, pour la première fois, lutté aux côtés du prolétariat ».⁶

Kapp et ses affidés découvrirent, selon le socialiste belge de Bruckere, que « la grève générale les enlaçait d'un pouvoir terrible et silencieux ». A partir de là s'est développé un mythe selon lequel le putsch avait été mis en échec par la seule vertu d'une grève pacifique. Par exemple Richard Watt, dans son histoire populaire par ailleurs utile de la période révolutionnaire, écrit :

Le putsch de Kapp fut vaincu par une combinaison de la totale incompétence du « chancelier » (Kapp) et de l'efficacité stupéfiante d'une grève générale à laquelle appelèrent les socialistes.⁷

Mais le putsch était, en fait, confronté à quelque chose d'infiniment plus menaçant. Dans de plus en plus de lieux, les travailleurs transformaient la grève en assaut armé sur le pouvoir à l'œuvre derrière le putsch – la structure du pouvoir militaire minutieusement construite par Noske et le Haut Commandement au cours des 14 mois précédents. Comment aurait-il pu en être autrement, dans la mesure où le gouvernement de Kapp avait ordonné à l'armée d'ouvrir le feu sur des grévistes « pacifiques » ? Soit les travailleurs désarmaient les troupes, soit les soldats massacraient les grévistes.

Dans trois endroits d'Allemagne, le cœur industriel de la Ruhr, les zones industrielles et minières de l'Allemagne centrale, et la région du Nord entre Lübeck et Wismar – la classe ouvrière armée prit effectivement le pouvoir entre ses mains.

Les Armées Rouges de la Ruhr

Les travailleurs de la Ruhr avaient déjà fait l'expérience de la brutalité sans limite de l'occupation militaire par les

⁵ H A Turner, *Stresemann and the Politics of the Weimar Republic* (Princeton 1963) p. 50.

⁶ *Bericht über der IV Parteitag der KPD*, p. 20.

⁷ R M Watt, *The Kings Depart* (Londres 1973) p. 561.

Freikorps et par l'armée. La « restauration » sauvage de l'ordre en février et avril 1919 fut suivie par une nouvelle période de pouvoir militaire au commencement de 1920. En réponse à une grève des chemins de fer et à un regain de l'agitation pour la journée de six heures dans les puits, le ministre social-démocrate Severing avait donné au général Watter les pleins pouvoirs pour disperser les meetings, dissoudre les comités de grève et arrêter les membres des piquets. La presse communiste et indépendante fut interdite et des centaines de militants de gauche jetés en prison. Les travailleurs savaient ce que cela signifierait si les généraux étaient capables de gouverner sans même *faire semblant* de respecter les formes démocratiques.

Des nouvelles arrivant de Berlin, des réunions de représentants des partis ouvriers et des syndicats furent organisées pour reprendre l'appel à la grève. Déjà, dans ces réunions, beaucoup parlaient d'une action qui ne se bornerait pas à vaincre le putsch et à retourner à la situation précédente. Lors d'une réunion de délégués de la région du Rhin inférieur (la Ruhr du Sud) tenue à Eberfeld, l'Indépendant de gauche Otto Brass présenta une résolution appelant au désarmement des classes moyennes et à l'établissement d'une dictature prolétarienne basée sur les conseils ouvriers. Les dirigeants sociaux-démocrates locaux ne savaient que dire, face à l'écroulement de leurs arguments sur la loyauté des autorités militaires. A la surprise générale, ils votèrent *pour* la résolution.⁸

Mais même à ce moment, certains ouvriers étaient encore sous l'influence des sociaux-démocrates ou des Indépendants de droite. A Essen, lorsque les communistes et les Indépendants de gauche appelèrent à la dictature du prolétariat, les sociaux-démocrates se retirèrent et formèrent leurs propres comités de grève avec des membres des partis bourgeois « démocratiques ».⁹ Cela ne se produisit pas à Hagen, un bastion indépendant – mais seulement parce que les revendications du comité d'action se limitaient à un appel à « défaire le putsch », protéger la république, rétablir les droits des travailleurs.¹⁰

Dans de telles circonstances, l'appel à la grève générale fut diffusé, et l'industrie de la Ruhr s'arrêta le lundi matin. L'action armée contre les autorités militaires fut lente à se développer. A Dortmund, les sociaux-démocrates réussirent à l'empêcher en proclamant que la Garde Locale était à 90 % SPD et qu'on pouvait lui faire confiance. A Hagen, les dirigeants Indépendants consentirent à l'armement des travailleurs – mais le firent lentement, de façon typiquement bureaucratique.

Le comportement des autorités changeait rapidement ces attitudes. A Hagen, le lent armement des travailleurs fut remplacé par une action de masse spontanée lorsqu'il apparut qu'un des journaux locaux de droite soutenait le putsch de Kapp. En quelques heures, des foules de travailleurs avaient pris possession du centre de la ville, saisi les armes de la police, et imposé une censure ouvrière de la presse.

Mais ce fut l'action du commandement de l'armée qui radicalisa le plus les travailleurs. Le général des Freikorps, Watter, était stationné en dehors de la Ruhr elle-même, à Munster. Il était assez avisé pour ne pas s'engager aux côtés de Kapp ni du gouvernement tant qu'il ne voyait pas lequel allait gagner. Il restait sur la touche, obtenant même l'accord du dirigeant social-démocrate Severing pour se joindre à un appel en faveur de « la paix et l'ordre ». Mais pour Watter, « la paix et l'ordre », cela signifiait poursuivre la répression militaire du mouvement ouvrier local, tout en restant passif à l'égard de ses officiers subalternes qui étaient ouvertement du côté de Kapp : une partie du plan national du coup d'Etat était la marche sur Berlin du Corps Lutzow, basé à Remscheid, et le drapeau monarchiste flottait sur les casernes de Mülheim.

Dans son effort pour maintenir « la paix et l'ordre », Watter envoya deux brigades, sous les ordres d'un capitaine Hasenclaver, confisquer les fusils des ouvriers de Hagen. Un dirigeant des « Armées Rouges » décrivit plus tard ce qui se passa alors :

La batterie du capitaine Hasenclaver arriva à la gare de Wetter-am-Ruhr le 15 mars 1920, à dix heures du matin. Le comité d'action local – constitué d'Indépendants et de sociaux-démocrates – interpella le capitaine : « De quel côté sont les militaires ? » Vint alors la réponse solennelle, dont dépendait tout le résultat de l'action de défense dans le bassin houiller de la Ruhr : « Nous sommes ici par ordre du général Watter et il est du côté du général Lüttwitz »

Puis commença une bataille sans équivalent dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Les travailleurs attaquèrent avec leurs rares fusils. Le terrain montagneux leur était favorable. De derrière chaque rocher, chaque arbre, chaque buisson et chaque cachette, frappait la mort rouge. Des camarades travailleurs vinrent se joindre au combat, venus de Brommern, Volmarstein, Wengern, Hagen, Witten, avec dans leurs mains des armes prises à l'ennemi. Et quand la bataille meurtrière fut terminée, les espoirs de Kapp, Lüttwitz et Watter étaient étendus sans vie dans la gare – abattus par l'enthousiasme embrasé des prolétaires. Soixante-quatre morts, parmi lesquels quatre officiers, dont le capitaine Hasenclaver, une centaine de prisonniers ! Mais les travailleurs portèrent en terre six des meilleurs d'entre

8 Erhardt Lucas, *Märzrevolution 1920* vol 1 (Francfort 1974) p. 127.

9 *Ibid*, p. 135.

10 *Ibid*, p. 137.

eux.¹¹

Pendant ce temps, à Dortmund, les Gardes Locaux « à 90 % sociaux-démocrates » ouvraient le feu sur un meeting ouvrier, tuant six personnes. La colère contre les dirigeants SPD grandit. Elle devint même plus brûlante le lendemain, lorsque deux dirigeants sociaux-démocrates locaux se joignirent au Freikorps Lichtschlag dans une marche en direction de Hagen. « Ce fut la rupture entre la masse social-démocrate et la direction social-démocrate ».¹²

Il n'était désormais plus question de retenir un soulèvement plus ou moins spontané, un mouvement qui devait se développer en attaques frontales coordonnées qui bousculèrent l'armée, la forçant à évacuer la Ruhr.

A Hagen, une direction militaire régionale fut constituée sous les ordres de l'Indépendant Joseph Ernst. En même temps que des trains électriques étaient utilisés pour envoyer des renforts d'ouvriers armés à Wetter, tous les autres transports furent stoppés pour empêcher les troupes d'obtenir de l'aide. Dortmund, à quelques kilomètres au nord, était encore tenue par les militaires. Quand Watter essaya d'envoyer des renforts à la garnison, ceux-ci durent d'abord faire face à un système ferroviaire saboté, puis à des attaques d'ouvriers armés à Berghofen et Aplerbeck. Pendant ce temps, des travailleurs en armes marchaient sur Dortmund, où un comité d'action composé d'Indépendants, de communistes et de syndicalistes (les sociaux-démocrates refusèrent de s'y joindre) dirigeait l'attaque sur les troupes. Après une bataille acharnée, l'armée dut abandonner ses positions et faire retraite sur sa base de Remscheid – où elle fut attaquée de tous côtés.

Les travailleurs, qui avaient en tout et pour tout 50 fusils lorsqu'ils engagèrent le combat le mardi, avaient, le mercredi, forcé les troupes à se retirer – jusqu'à ce que, à nouveau attaquées par des travailleurs à Morsbachtal, beaucoup se rendirent et furent désarmés. Trente trois ouvriers furent tués dans ces batailles.

Les travailleurs tenaient désormais la totalité de la partie orientale de la Ruhr, avec un front face à Münster au nord et à Essen à l'ouest. A Essen, la police de sécurité « Verte » et les Gardes locaux avaient imposé un étroit contrôle militaire, interdisant le comité d'action de grève et tirant sur les manifestants. Mais, comme l'a relaté un témoin oculaire :

Le 18 mars le Front Rouge avait déjà atteint les limites de la ville d'Essen. Les « Verts » défendaient avec ténacité chaque bâtiment. Les combats pour le contrôle de Stoppenberg furent particulièrement acharnés. (...) Dans la nuit du 18 au 19 mars l'Armée Rouge franchit la limite nord de la ville. Les forces d'occupation firent à la hâte des préparations pour arrêter l'Armée Rouge. Tôt dans la matinée du 19 mars il y eut une bataille furieuse autour des abattoirs. (...) Il y eut de nombreuses pertes des deux côtés. (...) Entre 9 et 10 heures du matin les premiers Gardes Rouges apparurent dans la Beuststrasse. Ils furent accueillis avec une incroyable jubilation. L'abattoir était maintenant sous le feu des deux côtés. Puis les « Verts » qui occupaient l'abattoir comprirent que résister plus longtemps était inutile. Ils se replièrent en déroute vers la ville, laissant derrière eux d'importants stocks d'armes et de munitions dont les travailleurs s'emparèrent. (...) Les travailleurs d'Essen purent enfin participer à la bataille. Des milliers d'entre eux s'armèrent et rejoignirent le Front Rouge. Mais cela prit longtemps pour que les travailleurs se rendent maîtres de la ville d'Essen. Sur la Viehofer Platz et le Pferdemarkt les Verts résistaient avec acharnement. (...) Il était midi lorsque le drapeau rouge fut hissé sur l'hôtel de ville. (...) D'importants combats faisaient encore rage autour de la gare et de la poste.¹³

Avec la perte d'Essen, Watter vit que ses autres garnisons dans la région n'allaient pas durer longtemps. Il ordonna à ses troupes de se retirer de Düsseldorf, Mülheim, Duisburg et Hamborn.

Comme il l'expliqua à ses officiers dans un ordre du jour du 22 mars, sept jours après la tentative de putsch :

La bataille actuelle dans la ceinture industrielle est différente des précédentes interventions pour mater les désordres intérieurs, en ceci que nous sommes désormais confrontés à une troupe bien organisée, bien armée et bien commandée, qui a un plan tactique unique. (...) Il s'agit d'une opération purement militaire, le combat des troupes gouvernementales contre l'Armée Rouge révolutionnaire.¹⁴

Ce qui avait commencé comme une série de soulèvements isolés s'était développé en moins de cinq jours en une confrontation frontale entre deux armées – la Reichswehr et « l'Armée Rouge », forte, selon certaines estimations¹⁵, de 50 000 hommes et équipée des armements les plus modernes, y compris de l'artillerie. Et la Reichswehr avait été vaincue et avait battu en retraite, laissant comme pouvoir unique dans la région industrielle de la Ruhr celui de l'Armée Rouge.

11 Adolf Meinberg, *Aufstand an der Ruhr* (Francfort 1973) pp. 74-75.

12 *Ibid*, p. 94.

13 Cité in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 499.

14 Cité in E Lucas, *op. cit.*, pp. 307-308.

15 Voir, par exemple, M Buber-Neumann, *Kriegsschauplätze der Weltrevolution* (Stuttgart 1967) p. 20.

Pourtant, dans un certain sens, l'appellation « Armée Rouge » est erronée. C'était une forme de pouvoir prolétarien, mais il n'y avait pas de structure unique de commandement pour l'unifier. Le soulèvement des travailleurs avait été la réaction à des attaques de la droite dans diverses régions :

*Les travailleurs obtinrent leurs premières armes de la police, des membres bourgeois des Gardes Locales, etc., dans une attitude défensive, et en se limitant à des revendications locales. (...) A chaque fois, ils étaient surpris par l'apparition des militaires. (...) Plus les troupes avançaient dans les villes, mieux les travailleurs apprenaient à se coordonner entre eux. Certaines grandes villes devinrent de véritables centres d'alerte et de mobilisation.*¹⁶

Les travailleurs qui avaient entamé la lutte, chassant « spontanément » la Reichswehr et la police de lieu en lieu, le firent en groupes plus ou moins organisés – peut-être à partir d'une usine, d'une section syndicale ou d'une cellule de parti ouvrier. Bientôt ils furent organisés par des centres locaux sous le contrôle des comités d'action. Un observateur bourgeois a décrit un « bureau de recrutement » de l'armée des travailleurs :

*Devant le bureau de recrutement les gens s'assemblaient. Mais tout se déroulait (...) dans un calme exemplaire. La distribution des armes se faisait dans un autre endroit, où, semble-t-il, étaient envoyées les armes saisies. La première solde est payée à chaque volontaire au moment de l'enrôlement. (...) Les lieux d'appels, la répartition des troupes, la distribution des armes, leur vérification par le responsable des armes, la distribution de pain, le départ des unités, c'était le même tableau que lors de la mobilisation de 1914. Des troupes ordonnées en colonnes de quatre, avec un chef à leur tête, marchaient de façon extrêmement disciplinée dans les rues.*¹⁷

Des qualifications minimales commencèrent à être exigées pour être membre de l'Armée Rouge ; habituellement 12 mois d'appartenance à un parti ouvrier ou un syndicat, et six mois d'expérience des combats au front pendant la guerre.

Mais le fonctionnement de l'organisation au niveau local n'avait pas sa contre-partie dans une centralisation. Dans chaque ville, les comités d'action étaient portés, alors que la police et la Reichswehr étaient hors d'état de nuire, à se transformer en conseils ouvriers exécutifs ; mais c'est seulement à Dortmund et à Mülheim qu'ils étaient subordonnés à des instances constituées de délégués élus des usines ; ailleurs, ils demeuraient des coalitions d'individus nommés par les partis. La bataille faisait rage depuis dix jours et aucun effort sérieux n'avait été fait pour coordonner les comités d'action de l'ensemble de la Ruhr.

De plus, l'organisation de la lutte armée avait tendance à s'émanciper de ces organes. Plus l'armée des travailleurs était nombreuse, moins les conseils exécutifs avaient de contrôle sur elle, et plus l'organisation de l'Armée Rouge venait d'elle-même.¹⁸ Des dirigeants émergeaient, qui commandaient les unités dans chaque section du front. Mais, comme l'indiquait un membre dirigeant du Conseil Exécutif de Dortmund :

*Les dirigeants qui jouaient alors un rôle avaient une importance plus ou moins locale, et pas plus. Les partis, l'USPD, le Spartakusbund, les syndicalistes, n'étaient guère mieux lotis. (...) Autour de Dortmund la direction de l'USPD « régnait » ; à partir de Dortmund les spartakistes, organisationnellement faibles, essayaient, à l'aide de slogans clairs et fondés historiquement – conseil central, dictature des conseils – à organiser et solidifier le pouvoir des travailleurs ; autour de Mülheim se développait un syndicalisme anti-centraliste, anti-dirigeants.*¹⁹

A Mülheim et Hagen des tentatives furent faites d'établir une direction militaire centralisée pour l'ensemble de la Ruhr. Les leaders de Mülheim formèrent un « Quartier général de l'Armée Rouge », qui proclama la dictature du prolétariat. Mais aucun des deux n'étendait son influence au delà de quelques villes de sa région, et la communication entre les deux était réduite.

Lors de la réaction initiale au putsch de Kapp, ces déficiences étaient de peu d'importance. Malgré elles, les travailleurs chassèrent la police et les troupes, saisirent leurs armes – y compris de l'artillerie lourde et deux avions – et établirent ce qui était effectivement un pouvoir des travailleurs. Les Armées Rouges contrôlaient le front, pendant que les conseils exécutifs organisaient une police locale de travailleurs en armes, censuraient la presse bourgeoise, essayaient de négocier des livraisons de denrées alimentaires pour prévenir la famine, relâchaient les prisonniers politiques et supervisaient les activités des autorités locales. Mais l'absence d'une coordination centrale allait devenir de plus en plus importante après la fin du premier stade de la lutte, dès lors que se posait la question : que fait-on maintenant ? Pour savoir pourquoi, nous devons d'abord porter notre regard sur ce qui se passait ailleurs en Allemagne.

¹⁶ E Lucas, *op. cit.*, p. 214.

¹⁷ Cité in E Lucas, *op. cit.*, vol. 2, p. 67.

¹⁸ *Ibidem*, p. 71.

¹⁹ A Meinberg, *op. cit.*, p97.

L'Allemagne centrale

En 1919, les grèves de mineurs de la Ruhr avaient été rapidement suivies de luttes similaires engagées par les mineurs et les ouvriers de l'industrie d'Allemagne centrale. Un an plus tard, l'effet du putsch de Kapp fut de pousser les ouvriers du centre à réagir en même temps et à peu près de la même façon que les travailleurs de la Ruhr. Dans presque tous les centres industriels d'Allemagne centrale, la grève générale fut immédiate et donna bientôt naissance à la lutte armée.

A l'ouest de l'Allemagne centrale, on trouvait dans les sept principautés de Thuringe plus de vestiges de la Révolution de Novembre que partout ailleurs en Allemagne. L'USPD était le parti ouvrier le plus important, contrôlant un grand nombre des gouvernements locaux et influençant la composition de la police et des détachements de sécurité. Le gouvernement de Kapp déclara sans pouvoirs ces gouvernements locaux ; ils répondirent en soutenant officiellement la grève générale et en prenant des mesures d'autodéfense.

A Gotha, après que le gouvernement de l'Etat ait appelé à la formation de comités de défense ouvrière basés dans les usines, à la constructions de conseils ouvriers et à la formation d'une « armée du peuple », des travailleurs et des policiers sympathisants prirent le contrôle des plus importants bâtiments municipaux, dont ils furent bientôt délogés par des renforts de l'armée. Mais les travailleurs des villes et villages de la périphérie, qui avaient désarmé les éléments de la droite locale, marchèrent sur Gotha où ils remportèrent une victoire contre l'armée, au prix de 46 morts.

Il y eut des développements semblables à Weimar. Les travailleurs de la ville voisine d'Iéna désarmèrent la réactionnaire « Garde Paysanne » locale et se mirent en marche pour venir en aide à la capitale de l'Etat.

A Gera les travailleurs s'armèrent et prirent d'assaut l'hôtel de ville, les bâtiments gouvernementaux et les casernes. A Sommerda, à 25 kilomètres d'Erfurt, les ouvriers désarmèrent les Gardes Locaux réactionnaires, saisirent 2 000 armes et constituèrent une armée ouvrière. Le fait qu'il y eût en Thuringe un certain nombre d'usines d'armement s'avéra très utile pour les travailleurs. Ils avaient bientôt pris le pouvoir armé entre leurs mains dans tous les centres importants, à l'exception d'Erfurt.

La situation était très semblable dans la province prussienne de Saxe, au nord de la Thuringe. Là aussi, les villes et villages périphériques étaient bientôt sous le contrôle des travailleurs en armes. A Burg, les officiers de la garnison furent arrêtés, et le conseil municipal donna 30 000 marks pour renforcer les Gardes Locaux avec des travailleurs. A Neuhandelsleben, il y eut des confrontations armées entre les ouvriers et la force réactionnaire des Volontaires. A Strassfurter les ouvriers prirent totalement le contrôle de la ville. Les travailleurs d'Aschersleben prirent les armes et marchèrent sur Quedlingburg, où, après de combats qui coûtèrent une centaine de vies, « les ouvriers agricoles étaient souvent maîtres de la situation ».²⁰

La plus grande ville de la région, Halle, était toujours dominée par les Volontaires de droite. Des meetings de travailleurs votèrent pour la constitution d'un commandement militaire et l'adjonction d'éléments ouvriers aux Gardes Locales, mais ne purent briser l'emprise des militaires sur la ville jusqu'à ce que des travailleurs armés venant de la région assiègent la ville, formant un véritable front militaire.²¹ Une bataille s'ensuivit, dans laquelle les ouvriers étaient en nombre supérieur mais manquaient d'armes et de munitions. 106 personnes furent tuées dans la bataille, qui dura une semaine.

Venons-en enfin à l'Etat (le Land) de Saxe (à ne pas confondre avec la province prussienne du même nom), avec ses concentrations industrielles autour des trois grandes villes de Chemnitz, Leipzig et Dresde.

A Chemnitz, les travailleurs remportèrent immédiatement de grands succès. L'une des principales agences de presse d'Allemagne rapportait :

*Les travailleurs règnent maîtres à Chemnitz. Samedi un comité d'action provisoire a été constitué avec trois membres venant des sociaux-démocrates, des Indépendants et du Parti Communiste. Il a immédiatement désarmé les Volontaires, expurgé les éléments bourgeois de la Garde Locale (...) et armé 3 000 travailleurs révolutionnaires. La poste, la gare des chemins de fer et l'hôtel de ville sont occupés par la Garde Ouvrière. Les journaux bourgeois sont interdits. (...) Dans les villes voisines aussi les travailleurs ont pris le pouvoir entre leurs mains.*²²

Le pouvoir ouvrier se répandit bientôt hors de la ville, les forces militaires bourgeoises étant désarmées dans un rayon de 50 kilomètres alentour. Des élections furent tenues dans les usines de Chemnitz pour remplacer le comité d'action des partis par un conseil ouvrier. Les 1 500 délégués (un pour 50 ouvriers) désignèrent un exécutif composé de dix communistes, neuf sociaux-démocrates, un Indépendant et un Démocrate. Une armée ouvrière fut constituée, avec à peu près les mêmes effectifs pour les deux partis principaux, les communistes et les sociaux-démocrates. Le conseil de Chemnitz devint bientôt l'axe d'une structure de pouvoir ouvrier dans toute la région, appelant à une conférence des

²⁰ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 487. La plupart des détails de cette section viennent de l'*Illustrierte Geschichte*.

²¹ *Ibidem*, p. 468.

²² Cité *ibidem*, p. 490.

délégués des conseils ouvriers du reste de la Saxe et des parties limitrophes de la Thuringe et de la Bavière. En fait, le niveau réel d'*organisation* du pouvoir ouvrier était plus élevé que dans la Ruhr, où il n'y eut jamais un tel degré de centralisation.²³

La raison d'un tel succès réside en partie dans la faiblesse relative des forces réactionnaires dans la ville à l'époque du putsch. Le désarmement de l'ennemi ne constitua pas le problème politique majeur qu'il fut, par exemple, à Halle. Mais il faut sans doute accorder plus d'importance à la direction politique du mouvement ouvrier. Chemnitz avait le Parti Communiste le plus puissant d'Allemagne, ce qui était le résultat des activités de Heinrich Brandler et de Fritz Heckert, qui militaient dans les mouvements socialiste et syndical locaux dès avant la guerre. Ils avaient construit la Ligue Spartakus locale, y compris pendant les jours les plus sombres de la guerre, et n'avaient pas fait l'erreur de se lancer prématurément à la conquête du pouvoir en 1918-1919. Ils prirent au sérieux les arguments insistants de Rosa Luxemburg, à savoir que les communistes ne pourraient prendre le pouvoir tant qu'ils n'auraient pas le soutien de la majorité de la classe ouvrière, et s'étaient consacrés à construire ce soutien en travaillant politiquement à briser les illusions que pouvaient encore nourrir les travailleurs envers la social-démocratie.

En ce qui concernait la réaction au putsch de Kapp, cela signifiait qu'ils ne s'avisèrent ni de prendre le pouvoir eux-mêmes, ni d'insister pour que les sociaux-démocrates s'engagent sur un programme de dictature du prolétariat. Au lieu de cela, ils proposèrent aux dirigeants SPD une action commune sur une liste de revendications que ceux-ci pouvaient difficilement refuser si leur résistance au putsch était sérieuse : la purge des éléments petits bourgeois de la Garde Locale ; la transformation du restant en armée ouvrière ; l'occupation des casernes des Freikorps et la dissolution de ceux-ci ; la prise de contrôle de tous les bâtiments officiels ; et l'élection dans toutes les usines de délégués au conseil ouvrier.²⁴

Les dirigeants sociaux-démocrates furent contraints par leur propre base à consentir à ces exigences, même si, étant les meilleurs combattants, les communistes étaient destinés à recueillir le plus de prestige de l'action commune. La mise en œuvre de ces demandes impliquait la constitution d'une structure *de facto* de pouvoir ouvrier dans laquelle les travailleurs, aussi bien sociaux-démocrates que communistes, étaient engagés – et permettait d'envisager de persuader les travailleurs influencés par les sociaux-démocrates que c'était de cette façon que la société devrait être organisée dans l'avenir.

Malheureusement, la transformation de la région de Chemnitz en noyau de pouvoir ouvrier ne rencontra pas d'écho dans les deux autres grandes villes de Saxe, Dresde et Leipzig.

Dresde était le centre militaire de l'Etat, et son commandant, le général Mächer, s'était, comme Watter dans la Ruhr, déclaré « neutre » entre le gouvernement et ceux qui soutenaient le putsch. Le mouvement ouvrier local ne savait pas quelle réponse politique donner à cette attitude. L'USPD était aussi influent que les sociaux-démocrates – mais presque aussi bureaucratique. De telle sorte que tout se résuma à une grève générale de vingt-quatre heures, qui en tant que telle ne déboucha sur aucun conflit avec les forces de Mächer – même si 50 personnes furent tuées lorsque les troupes tirèrent sur un petit groupe de travailleurs qui avaient essayé de s'emparer des bâtiments postaux. Le groupe communiste de la ville était incapable d'une intervention réaliste dans la mesure où son dirigeant, Otto Rühle, refusait par principe d'appeler à une action commune avec le SPD ou l'USPD.²⁵

Leipzig était un bastion de l'USPD. C'était aussi la base de 4 000 soldats partisans de Kapp. Le deuxième jour du putsch ces derniers tirèrent sur une manifestation ouvrière, tuant 15 personnes. Les travailleurs se procurèrent des armes comme ils purent – en obtenant des centaines de Chemnitz et des usines d'armement de Thuringe – et assiégèrent les troupes à l'intérieur de la ville. Des combats acharnés firent rage pendant trois jours, jusqu'à ce qu'un ministre social-démocrate du gouvernement d'Etat de Dresde n'arrange un cessez-le-feu avec l'accord des dirigeants Indépendants. Comme cela devait se produire si souvent dans l'histoire de la Révolution Allemande, les militaires utilisèrent les négociations pour dissimuler le renforcement de leurs positions. Lorsque la vigilance des travailleurs sur les barricades se relâcha, les troupes firent mouvement pour attaquer, réussirent une percée et purent prendre le contrôle de la ville.

En Allemagne du Nord et ailleurs

Dans une seule autre région le tempo de la lutte avait atteint celui de la Ruhr et de l'Allemagne centrale : la côte du Nord – une zone qui ne s'était pas spécialement manifestée dans le passé par des traditions de lutte révolutionnaire. Pourtant à Wismar la république des conseils fut déclarée et à Rostock 1 000 réactionnaires furent désarmés, les armes servant à la création d'une armée ouvrière.

Le même activisme – mais pas toujours la même réussite – se retrouvait dans les zones agricoles situées à l'est de l'Elbe. Dans de nombreux districts les salariés agricoles, non contents de se joindre à la grève, désarmèrent les troupes soutenant le putsch. Ils saisirent des fusils dans des unités de police isolées, des Gardes Locaux et des transports

²³ *Ibidem* et E Lucas, *op. cit.*, vol. 2, p. 163.

²⁴ *Ibidem*, p. 163.

²⁵ *Ibidem*, p. 168.

ferroviaires, et les utilisèrent pour prendre le contrôle des villages et des villes.

Ce qui était significatif dans ces actions était que des travailleurs sociaux-démocrates (les communistes n'existaient pratiquement pas dans ces régions) se comportaient de la manière qui avait été auparavant celle des communistes et des Indépendants de gauche. Ils avaient été appelés à cesser le travail par leurs dirigeants syndicaux sociaux-démocrates – alors que dans les zones rurales la répression militaire était telle qu'elle rendait toute grève impossible sans recours à la résistance armée. Tout ce que les dirigeants sociaux-démocrates avaient dit à leur base sur la nécessité de « respecter les forces de la loi et de l'ordre » devait être oublié si on voulait que la grève à laquelle ces mêmes dirigeants avaient appelé ait un semblant de réalité.

C'était vrai d'une grande partie de l'Allemagne. Dans de nombreux endroits, les uns après les autres, la grève amenait inévitablement à des affrontements avec les militaires, même s'ils n'atteignaient pas l'échelle de l'Allemagne centrale et de la Ruhr. A Nuremberg, par exemple, 22 manifestants furent tués par l'armée, et les travailleurs furieux tentèrent de prendre d'assaut les postes de police. A Stuttgart, 47 usines élirent des conseils ouvriers. A Hanau, des travailleurs essayèrent de détourner des transports de troupes se dirigeant vers la Ruhr. A Kiel, des ouvriers se battirent avec des fusils contre les partisans du putsch – et gagnèrent par là même le soutien des rangs inférieurs de la marine, qui se mutinèrent contre leurs officiers.

Le paysage n'était pas homogène. Dans deux des centres de l'orage de 1918-1919, Hambourg et Brême, il ne se passa pas grand-chose. A Hambourg, le gouvernement d'Etat social-démocrate se borna à incorporer 1 000 travailleurs dans la Garde Locale. A Brême, seuls les cheminots se joignirent à la grève. De façon surprenante, Berlin était aussi relativement calme. La grève y était absolument solide, mais il fallut attendre le quatrième ou le cinquième jour pour assister à des soulèvements armés dans les faubourgs ouvriers, et aucun n'atteignit le niveau de ceux de la Ruhr ou de l'Allemagne centrale.

En définitive, les généraux avaient, dans leurs efforts pour enterrer les derniers vestiges d'une première révolution, provoqué les débuts d'une seconde. La situation ressemblait à ce que sera l'Espagne de juin 1936 après le soulèvement militaire franquiste. Le coup d'Etat militaire d'extrême droite provoqua un contre-soulèvement de la part des travailleurs, qui ne pouvaient se borner à attaquer les partisans avérés du putsch. Les travailleurs comprenaient que si Kapp et Lüttwitz réussissaient, le reste de l'armée se rangerait bientôt derrière eux. C'était le corps des officiers dans son ensemble qui était pris de nostalgie des jours d'avant Novembre, et pas seulement une poignée d'excités.

Beaucoup de travailleurs s'étaient opposés aux Spartakistes en janvier 1919, étaient restés passifs quand les Freikorps avaient marché dans Berlin et dans Brême, avaient considéré les grévistes de la Ruhr comme des extrémistes, et avaient accepté les raisons des sociaux-démocrates dans l'écrasement de la République des Conseils de Bavière. Désormais ils voyaient que non seulement les « extrémistes » mais eux-mêmes étaient l'objet d'une agression, et ils suivirent l'appel des Indépendants de gauche et des communistes à détruire la structure de pouvoir qui avait rendu possible le putsch de Kapp. Ce faisant, ils commencèrent à créer des structures de pouvoir nouvelles – celles du pouvoir ouvrier – aux côtés des anciennes.

Trois ou quatre jours après le putsch, l'autorité de l'Etat ne s'exerçait plus dans certains des centres industriels essentiels de l'Allemagne. Les forces militaires, qui avaient dominé le pays en marchant d'une frontière à l'autre en 1919, avaient connu la défaite au combat. Elles commencèrent à perdre pied à partir du moment où elles étaient confrontées, non pas à une section des travailleurs qui luttait pendant que les autres se tenaient tranquilles, mais des soulèvements simultanés dans de nombreux endroits différents. Pour couronner le tout, la grève des chemins de fer les empêchait d'envoyer des troupes fraîches pour soulager les garnisons locales assiégées.

Kapp se retire

A Berlin, les partisans de Kapp se retrouvaient dans une situation confuse. Ils avaient effectué un coup d'Etat militaire impeccable : en termes militaires, c'était une opération couronnée de succès. La moitié de l'armée les soutenait et l'autre moitié attendait d'être sûr que le putsch était réussi pour faire de même. Les partis de droite les reconnaissaient.

Pourtant ils ne pouvaient rien faire face à la grève générale et aux insurrections locales – parce que toute la puissance de l'armée était annulée une classe ouvrière unie et déterminée. Dans une tentative désespérée de briser la grève, Kapp fit distribuer un tract, le troisième jour, décrétant l'exécution des grévistes – et, incapable de mettre la mesure en pratique, la retira quelques heures plus tard. « L'Etat fort » construit par Noske avait des pieds d'argile qui s'écroulaient rapidement. Kapp et Lüttwitz avaient proclamé un « gouvernement d'action » – mais ils furent paralysés, la plus simple mesure ne pouvant être exécutée.

Kapp et ses partisans avaient espéré recueillir l'allégeance d'une section des travailleurs grâce à la collaboration de l'extrême aile droite de la social-démocratie. « Severing, Heine et Sudekum avaient la confiance des kappistes ».²⁶ Mais l'intensité de l'émotion au sein du SPD empêcha les dirigeants de mériter cette confiance – à l'exception de Winnig, le

26 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 464.

social-démocrate qui présidait aux destinées de la Prusse Orientale. Les kappistes se retrouvèrent isolés, incapables d'agir, dans une situation militaire qui se détériorait rapidement.

Les partis bourgeois de droite qui avaient reconnu le gouvernement de Kapp commencèrent à avoir des doutes. Le biographe de Stresemann raconte comment « Les porte-parole [des partis bourgeois] commencèrent à s'alarmer des rumeurs d'un soulèvement communiste à Berlin ».²⁷ Ils pressèrent les généraux insurgés de passer un compromis avec le gouvernement social-démocrate avant qu'il ne soit trop tard.

Lüttwitz était la tête militaire du putsch – mais des craintes semblables avaient agité beaucoup de ses officiers dès la fin du troisième jour. Ce soir là le Bataillon du Génie des Gardes de Berlin se mutina, arrêta ses officiers et ses proclama en faveur du gouvernement Ebert. La police de sécurité commença à changer de camp. Lüttwitz fut averti par ses officiers que « d'autres troupes étaient au bord de la mutinerie » et qu'il devait démissionner.²⁸ Puis Kapp lui-même eut une attaque de nerfs et s'enfuit ventre à terre, laissant à Lüttwitz le bébé agonisant.

Ce qui se produisit alors devait être d'une importance déterminante pour toute l'histoire postérieure de la République de Weimar. Les partis gouvernementaux, les sociaux-démocrates à leur tête, avaient l'occasion de briser une bonne fois pour toutes l'emprise de l'extrême droite sur les forces armées. Ils ne la saisirent pas. Bien au contraire, ils s'employèrent à mettre hors de cause la plupart des personnalités qui avaient rendu le coup d'Etat possible. Ebert, Noske et ses amis, même lorsqu'ils avaient fui Berlin en proie à la terreur, n'avaient pas abandonné toute foi dans les généraux qui avaient organisé le putsch d'extrême droite. Ils firent un appel aux travailleurs selon lequel il fallait « éviter toute effusion de sang » (après avoir eux-mêmes présidé un gouvernement qui ne s'était pas montré avare du sang des ouvriers, 20 000 d'entre eux environ tués par les Freikorps en 14 mois). Et ils avaient en partant laissé à Berlin un intermédiaire entre les gouvernements rivaux, le vice-premier ministre social-démocrate Schiffer.

Severing, le ministre de l'intérieur (en exil) social-démocrate, alla jusqu'à donner aux travailleurs de la Ruhr, le 16 mars, l'instruction de ne pas gêner les mouvements des troupes qui essayaient de prendre le contrôle de la région : « Dans les intérêts de l'ancien gouvernement, les mouvements de troupes ne doivent subir aucune interférence ».²⁹

Pourquoi ? Parce que le chef de l'armée de la Ruhr, Watter, ne s'était pas déclaré partisan de Kapp. Mais il ne s'était pas non plus déclaré partisan du gouvernement – jusqu'à ce qu'il soit clair que l'entreprise de Kapp était vouée à l'échec. Et ses subordonnés avaient été des enthousiastes du coup d'Etat. Ils avaient donné ensemble l'ordre de harceler et de réprimer la grève générale appelée par le gouvernement « légitime ». Si les ordres de Severing avaient été obéis, cela aurait fait pencher la balance de façon décisive du côté des insurgés.

Les dirigeants des partis bourgeois (y compris ceux qui participaient au gouvernement) étaient restés à Berlin pendant le coup d'Etat. A la première opportunité, ils ouvrirent des négociations avec Lüttwitz pour une solution « pacifique » du conflit. Ils en vinrent bientôt à un accord verbal acceptant certaines revendications des putschistes – de nouvelles élections, que la droite s'attendait à gagner (même s'il y avait eu des élections seulement 13 mois plus tôt, les partis de droite considéraient de nouvelles élections comme un « droit constitutionnel »), et une amnistie pour les officiers qui avaient soutenu le coup d'Etat.

Mais le mouvement populaire était déjà trop avancé pour que le gouvernement puisse parvenir à concéder de telles demandes. Lüttwitz lui-même semble avoir compris à ce stade que s'il se maintenait au pouvoir, il serait renversé en quelques heures par une réédition de Novembre 1918. Il se contenta des vagues promesses des partis bourgeois, et fila sans demander son reste.

Le gouvernement social-démocrate avait survécu à ses moments les plus difficiles. Cependant ses premières pensées n'allèrent pas à empêcher une répétition de ces moments en purgeant l'armée des éléments putschistes, mais à mettre un terme à la grève et aux soulèvements contre le putsch. Il plaça aux commandes de l'armée l'homme que les putschistes eux-mêmes avaient désigné vers la fin de leur aventure – Seeckt. A peine quatre jours plus tôt, souvenons-nous, il avait refusé d'obéir à l'ordre de Noske lui enjoignant de marcher contre le coup d'Etat.

Avec Schiffer, au nom du gouvernement, il éditait un tract qui fut lancé par avion dans tout le pays : « La grève générale s'effondre – Faites front contre le bolchevisme qui anéantit tout ».³⁰ Le groupe parlementaire social-démocrate fit usage d'un ton très semblable lorsqu'il avertit que « la révolte junkeriste et syndicaliste continuent à menacer l'Etat du peuple allemand. (...) La grève générale ne frappe plus seulement les coupables de haute trahison, mais aussi notre propre front ».³¹

Seeckt lui-même « protégea » de nombreux putschistes,³² permettant aux officiers supérieurs les plus compromis de s'enfuir, ne prenant pas de sanctions contre les partisans de Kapp qui n'avaient pas manifesté trop ouvertement leurs sympathies, et n'inquiétant aucunement les officiers subalternes.

27 H A Turner, *op. cit.*, p. 58.

28 H J Gordon, *op. cit.*, p. 120 et s.

29 Ordre cité dans sa totalité in A Meinberg, *op. cit.*, p. 86.

30 Reproduit in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 471.

31 Cité *ibidem*, p. 471.

32 Voir, par exemple, H J Gordon, *op. cit.*, pp. 120 et suivantes.

Malgré tout, les sociaux-démocrates avaient un problème. Leur capacité à jouer un rôle politique reposait, en dernier ressort, sur leur influence dans de larges couches de travailleurs. Et cette influence était menacée. Tout le monde pouvait voir que tout ce qu'ils avaient proclamé à cor et à cri, pendant l'année écoulée, sur la « loyauté » d'officiers tels que Lüttwitz et Erhardt s'était avéré faux. Dans tout le pays, des sociaux-démocrates de base avaient fait grève et lutté aux côtés de ceux qu'on leur avait appris à insulter, les Indépendants de gauche et les communistes. Ils s'étaient fait tirer dessus par des troupes que pratiquement tout le monde appelait les « Gardes Noske ». Ils n'allaient pas accepter sans broncher un simple retour à l'état des choses antérieur au putsch.

Ceux qui étaient à la direction du parti se sentirent obligés d'exprimer des regrets symboliques (même s'ils étaient dénués de sincérité) pour ce qui s'était passé. Scheidemann lui-même fit des discours dans lesquels il se montrait sévère envers Noske. Le premier numéro du *Vorwärts* qui parut après l'échec du putsch comportait des exigences :

*Le gouvernement doit être restructuré. Pas vers la droite, surtout pas, mais vers la gauche. Nous avons besoin d'un gouvernement qui s'engage sans réserve dans la lutte contre la réaction militaro-nationaliste, et qui sache gagner autant que possible la confiance des travailleurs sur une orientation de gauche.*³³

Une quinzaine de jours plus tard, le ministre social-démocrate Wels décrivait ainsi les problèmes de son parti : « Comment faire pour sortir le parti du chaos dans lequel il s'est trouvé entraîné par le combat en commun contre la réaction? »³⁴ – en d'autres termes, comment amener ses membres à s'identifier avec leurs dirigeants nationaux, et non avec les éléments de gauche qui étaient très récemment leurs compagnons de lutte.

Le « problème » était particulièrement grave dans les tout premiers jours qui suivirent l'échec du putsch. La fuite de Kapp et de Lüttwitz n'avait pas automatiquement mis fin à la grève générale, et ce dans la majeure partie de l'Allemagne, y compris à Berlin. Et dans la Ruhr les combats continuaient. Dans l'ensemble, les travailleurs étaient désireux d'obtenir des garanties concrètes contre une nouvelle attaque de l'extrême droite. Le climat était tel que les dirigeants syndicaux ne se sentaient pas autorisés à donner l'ordre de la reprise. Legien suggéra aux sociaux-démocrates, aux Indépendants et aux communistes que la condition préalable d'une reprise du travail serait une rupture complète avec les anciennes méthodes de gouvernement, par la grâce d'un nouveau « gouvernement ouvrier » issu des trois partis et des syndicats.

Il ne faut pas exclure que Legien ait pu être sincère dans cette suggestion. Il était certainement très préoccupé par les ennuis que lui avait causé le flirt des ministres SPD avec les généraux d'extrême droite. Mais il pensait sans doute aussi, comme les dirigeants sociaux-démocrates bavarois au mois d'avril précédent, que le meilleur moyen de mettre un terme aux sempiternelles critiques de l'extrême gauche était de l'inviter à participer au gouvernement, soit pour tempérer son action, soit pour la mettre dans une situation où il serait aisé de développer contre elle une opposition « modérée ». La proposition de « gouvernement ouvrier » était à la fois une échappatoire de la difficile situation dans laquelle se trouvaient Legien et ses amis, et un piège possible pour la gauche. Mais elle pouvait aussi constituer une ouverture vers quelque chose de plus radical, malgré Legien, dans la mesure où un tel gouvernement eût été responsable devant les organisations de la classe ouvrière et non devant la majorité bourgeoise du parlement.

Laquelle de ces combinaisons de possibilités devait l'emporter dépendait de la réponse de la gauche, et de la clarté avec laquelle elle l'expliquerait aux travailleurs. Heureusement pour le capitalisme allemand, la gauche ne fit aucune réponse claire.

Le Parti Communiste finit par donner une réponse cohérente – mais seulement après qu'un désaccord dans la direction ait abouti à ce qu'une position adoptée lors d'une réunion du Centre soit rejetée par une autre réunion le lendemain, et cette dernière position elle-même renversée quelques jours plus tard. La position finale était que, en tant que Parti Communiste, il ne pouvait participer à un tel gouvernement parce que la majorité des travailleurs n'était pas encore convaincue de la justesse du point de vue communiste. Mais il considérerait un gouvernement des deux partis sociaux-démocrates et des syndicats sous une lumière différente d'un gouvernement Ebert-Noske. Comme le disait *Rote Fahne* du 26 mars :

L'étape actuelle du combat, où le prolétariat n'a à sa disposition aucune force militaire suffisante, où le parti social-démocrate majoritaire a encore une grande influence sur les fonctionnaires, les employés et les autres couches de travailleurs, où le parti social-démocrate indépendant a derrière lui la majorité des ouvriers des villes, prouve que les bases solides de la dictature du prolétariat n'existent pas encore. Pour que les couches profondes des masses prolétariennes acceptent la doctrine communiste, il faut créer un état de choses dans lequel la liberté politique sera presque absolue et empêcher la bourgeoisie d'exercer sa dictature capitaliste.

Le K.P.D. estime que la constitution d'un gouvernement socialiste sans le moindre élément bourgeois et capitaliste créera des conditions extrêmement favorables à l'action énergique des masses prolétariennes, et leur permettra d'atteindre la maturité dont elles ont besoin pour réaliser leur dictature politique et

³³ Edition spéciale du *Vorwärts*, 18 mars 1920.

³⁴ Cité in P Broué, *Révolution en Allemagne* (Paris 1971) p. 349.

sociale.

Le parti continuait en déclarant qu'il agirait comme une « opposition loyale » à ce gouvernement, tant que ce dernier « n'attentera pas aux garanties qui assurent à la classe ouvrière sa liberté d'action politique, et tant qu'il combattra par tous les moyens la contre-révolution bourgeoise et n'empêchera pas le renforcement de l'organisation sociale de la classe ouvrière ». Être une « opposition loyale », disait-il, signifiait pour le parti « ne pas préparer de coup d'État », tout en conservant sa « une liberté d'action complète en ce qui concerne la propagande politique en faveur de ses idées ».

La formulation était bien construite. Elle fournissait une base d'action commune avec les travailleurs sociaux-démocrates contre les ministres de droite, sans rendre les communistes responsables des actes d'un « gouvernement de gauche » qui fonctionnait encore dans les limites du capitalisme.

C'était très semblable à la proposition de Lénine, en août-septembre 1917, de soutenir la majorité mencheviks-socialistes révolutionnaires dans les soviets russes s'ils remplaçaient le gouvernement de coalition avec les partis bourgeois par un gouvernement d'union de tous les socialistes responsable devant les soviets. Comme Lénine l'expliquait à ses camarades du parti :

(...) nous pouvons, en tant que parti, proposer un compromis volontaire. (...) à nos adversaires les plus proches. (...) aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks. Ce n'est qu'à titre exceptionnel, ce n'est qu'en vertu d'une situation spéciale qui, vraisemblablement, durera très peu de temps. (...) Ce compromis serait que, sans prétendre à la participation gouvernementale (impossible pour un internationaliste sans que soient effectivement assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. (...) Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. (...) consentiraient. (...) à former un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les soviets, auxquels serait transmis tout le pouvoir central et aussi local.³⁵

Malheureusement, le comité central du KPD ne réussit pas à se mettre d'accord sur sa version du « compromis » avant que les négociations sur la forme que devrait prendre le gouvernement à la suite du putsch de Kapp ne soient terminées.

Les Indépendants étaient encore plus confus. Leur droite aussi bien que leur gauche étaient divisées par la proposition de Legien. Une partie de l'aile droite, menée par Hilferding, voulait accepter – elle voyait l'occasion d'obtenir des postes ministériels et d'empêcher de nouvelles attaques de la part de la droite militaire. L'autre section, derrière Crispian, proclamait qu'elle « ne siégerait pas à la même table que les meurtriers des travailleurs ». Crispian semble avoir été davantage motivé par la peur d'indisposer ses partisans que par des principes moraux, puisqu'il devait, à peine deux ans et demi plus tard, rejoindre le parti des « meurtriers des travailleurs » et serrer la main tachée de sang d'Otto Wels.³⁶

Sur la gauche des Indépendants il y avait ceux qui, comme Koenen, s'opposaient au rejet pur et simple de la notion de gouvernement de tous les socialistes, craignant que cela ne soit pas compris par les travailleurs sociaux-démocrates dégoûtés de Noske, Ebert, Wels et compagnie. À l'inverse, la plupart des Indépendants de gauche furent d'accord avec Daümig lorsqu'il déclara qu'un gouvernement SPD-USPD-syndicats serait une « simple répétition » du gouvernement de novembre-décembre 1918.³⁷

Il y avait, évidemment, ce danger – Hilferding devait participer à un gouvernement tout aussi mauvais que celui-là en 1923 – mais lorsque la question fut posée en 1920, ce gouvernement aurait été jugé par la masse des travailleurs sociaux-démocrates, beaucoup d'entre eux armés, selon un simple critère : utiliserait-il la force gagnée durant les derniers jours pour briser le corps des officiers et les forces armées de la droite ? Eût-il manœuvré de la même façon que le gouvernement SPD-USPD de novembre-décembre 1918, il y avait de grandes chances pour que les travailleurs sociaux-démocrates joignissent leurs forces avec les révolutionnaires contre le gouvernement et la droite. Ils auraient été préparés à suivre les orientations de la gauche et à prendre en mains la tâche de désarmer la contre-révolution, et la classe ouvrière serait restée unie sur la défense des positions gagnées dans la lutte contre Kapp.

Mais rien de tout cela ne put être soumis à l'expérimentation. Les Indépendants ne firent aucune réponse positive aux propositions de Legien. Même s'ils n'étaient pas eux-mêmes prêts à participer au gouvernement, ils auraient pu pousser pour un gouvernement social-démocrate majoritaire de gauche, porteur d'un engagement, clairement exprimé et doté d'un calendrier, de désarmer les réactionnaires, leurs unités, les Freikorps, les Volontaires et les Gardes Locaux

35 Lénine, « *Au sujet des compromis* », *Œuvres*, Vol. 25 (Moscou 1957) pp. 334-335 ; voir aussi T Cliff, *Lenin* vol 2 (Londres 1976) pp. 304-306.

36 Voir *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 441.

37 Pour une version de ces discussions, voir E Lucas, *op. cit.* vol. 2, pp. 103-121; P Broué, *op. cit.*, pp. 349-359; et *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, pp. 470-473.

de droite, et de renforcer les organisations armées de la classe ouvrière. Cela, au moins, aurait montré clairement à tous les travailleurs engagés dans la grève et dans le soulèvement ce que les sociaux-démocrates étaient prêts à faire. Si le SPD avait accepté de telles revendications, il aurait donné lui-même aux travailleurs le feu vert pour continuer la lutte et désarmer la droite. S'il les avait rejetées, ses propres membres auraient vu que rien n'était offert en échange de l'arrêt de la grève et de la restitution des armes.

Mais l'USPD, unissant dans son sein des gens porteurs de conceptions complètement différentes de la lutte pour le socialisme, était incapable d'une telle clarté. Ses dirigeants refusèrent simplement les propositions de Legien, le laissant négocier à son idée avec le gouvernement.

Le résultat fut un désastre. Quels que fussent les motifs de Legien, cela faisait trop longtemps qu'il était un bureaucrate droitier pour obliger ses vieux amis du SPD à s'engager clairement, sur un calendrier, à désarmer la droite, en spécifiant les unités à dissoudre, les noms des éléments à purger et *la manière* dont cela devait être effectué. Au lieu de cela, il accoucha d'un ramassis de vagues promesses : « reconnaissance par le futur gouvernement du rôle des organisations syndicales dans la reconstruction économique et sociale du pays » ; « le désarmement et le châtimement immédiat des rebelles » (sans spécifier qui étaient les rebelles) ; une « réforme de l'Etat sur une base démocratique » (sans préciser le sens à donner à ces mots) ; aucune action contre « les unités de la Reichswehr et de la police fidèles lors du putsch »³⁸ (là encore, aucune spécification – Watter et Märcher étaient-ils loyaux lorsqu'ils refusaient d'aider le gouvernement ?).

C'est sur cette base que les fédérations syndicales appelèrent à la reprise du travail. Mais l'USPD et le comité de grève de Berlin rejetèrent le texte. A Berlin la grève continuait. Mais elle n'avait pas de perspectives claires, et dans d'autres régions du pays, où les organisations de gauche étaient plus faibles, les travailleurs ne voyaient pas l'intérêt de rester en grève s'il n'y avait rien à y gagner. Petit à petit ils commencèrent à reprendre le travail.

A Berlin, d'autres négociations s'engagèrent. Mais le résultat n'était toujours pas satisfaisant. Et le gouvernement savait que, la grève s'affaiblissant, chaque journée écoulée jouait en sa faveur.

Bauer, le premier ministre social-démocrate, proposa un retrait des troupes de Berlin, « aucune action offensive contre les travailleurs armés », en particulier dans la Ruhr, et le recrutement en Prusse de travailleurs dans des « détachements de sécurité » contrôlés par les syndicats. L'offre restait vague – aucune mention des divers corps de Volontaires, ni de spécification des unités de l'armée qui avaient été « déloyales », ou de ce qui arriverait aux policiers qui, à un moment ou à un autre, s'étaient battus pour le putsch. Elle n'accordait aux comités d'action et aux conseils ouvriers aucun pouvoir pour traiter de ces affaires. Mais les Indépendants finirent par accepter les propositions – les Indépendants de droite parlant d'une « fin » de la grève, et la gauche, dirigée par Daümig, d'une « interruption » conditionnée au comportement du gouvernement.

Mais les grèves ne sont pas des mécanismes que l'on peut brancher ou débrancher à volonté. Leur succès dépend de la détermination des grévistes, un certain élan dans la lutte, qui permet de croire à la victoire. Une pause dans la lutte – ou parfois la seule mention d'une telle pause – peut détruire cet élan, briser l'unité et renvoyer les travailleurs vers leurs vies individuelles. C'est la raison pour laquelle les grèves sont presque toujours plus faciles à continuer, malgré les difficultés, qu'à reprendre après une « interruption ».

La grève durait à Berlin depuis dix jours. La confusion des négociations avait provoqué chez beaucoup de travailleurs une perte de clarté sur les objectifs. De nombreux centres de province s'étaient déjà retirés du mouvement. L'appel à la reprise du travail signifiait en fait l'arrêt de la lutte unitaire qui avait neutralisé le putsch, *sans* la moindre transformation radicale des structures du pouvoir militaire qui avaient rendu ce putsch possible.

Pendant ce temps, les ministères s'étaient remis au travail, on commença à nouveau à obéir aux ordres des vieux fonctionnaires, et la chaîne du commandement fut rétablie dans l'armée sous le commandement de Seeckt. Pendant que les dirigeants ouvriers hésitaient, la bourgeoisie se remettait de ses frayeurs et se réorganisait.

Sa position une fois raffermie, elle pouvait commencer à répliquer au mouvement ouvrier. La presse commença à se plaindre du « contre-gouvernement » des syndicats. Legien se vit signifier que tout gouvernement devait disposer d'une majorité à l'Assemblée – et donc être soutenu par au moins un des partis bourgeois. Finalement, un nouveau gouvernement de coalition fut constitué, très semblable à celui qui avait permis au putsch de Kapp de se développer. Noske était trop compromis pour jouer un rôle, mais il fut remplacé par un homme encore plus disposé à se plier aux désirs du Haut Commandement (si cela était possible !), le politicien bourgeois Gessler, qui s'empessa d'accorder à Seeckt une entière liberté de manœuvre.

Le retour des Freikorps

On se rendit bientôt compte à quel point on avait raté le coche. « Le gouvernement n'a pas pris la moindre mesure pour briser le pouvoir de la réaction et pour sauvegarder la démocratie contre de nouvelles attaques », se plaignait peu après un Indépendant de droite :

³⁸ Cité dans les trois sources ci-dessus.

On n'a pas formé un seul bataillon d'ouvriers : au lieu de cela le chancelier, Bauer, a investi Seeckt des pleins pouvoirs pour instaurer un régime de terreur militaire. Une fois encore, la loi martiale règne dans tout le pays, comme au temps de Noske. A Kopenik – pour ne mentionner qu'un des nombreux incidents qui se sont produits dans les environs de Berlin – l'Indépendant Futran et trois de ses compagnons ont été arrêtés et fusillés. Futran était bien connu comme un politicien modéré, innocent de la moindre peccadille.

Le 19 mars fut publié le décret gouvernemental qui conférait à Seeckt le pouvoir de constituer des tribunaux d'exception et de proclamer la loi martiale. (...) Les travailleurs qui (...) s'étaient armés et levés en défense de la démocratie et pour désarmer les rebelles devinrent bientôt la proie des gardes citoyennes réactionnaires, du corps des Volontaires, ainsi que des corps de troupes qui avaient toléré les rebelles avec une incontestable indulgence.

Les travailleurs grévistes, ou ceux qui s'étaient armés pour résister, devinrent bientôt des « spartakistes » et des « communistes » qui fomentaient une dictature bolchevik, et qui devaient par conséquent être réprimés avec la dernière rigueur. Ce qui s'était produit à Kopenik fut bientôt répété ailleurs sur une grande échelle. Un incident survenu en Thuringe peut être mentionné à titre d'exemple. Le 24 mars, Bad Thal, en Thuringe, fut occupé par des Volontaires étudiants de Marburg, et le maire du district fut enjoint d'indiquer la résidence de quinze citoyens, qui furent sur le champ arrêtés et emportés. Le matin suivant les corps des prisonniers, affreusement mutilés, furent retrouvés au coin d'une rue. Les hommes, désarmés, avaient été traités avec une affreuse cruauté par le corps des étudiants nationalistes, aux cris de « Fusillez-les ! » et « Nous voulons des cadavres pour nos cours d'anatomie ».³⁹

Dans ce contexte, les partisans de Kapp eux-mêmes purent en toute liberté remporter une victoire significative. En Bavière, au point culminant du putsch, le commandement militaire local avait « persuadé » le gouvernement social-démocrate présidé par Hoffmann de démissionner. Le pouvoir passa entre les mains d'un gouvernement du Parti du Peuple Bavarois dirigé par Kahr – qui devait offrir asile et protection pendant les trois années suivantes aux éléments fascistes et nationalistes de toute l'Allemagne. Les sociaux-démocrates locaux lancèrent en fait un appel conjoint contre la grève générale avec le général Mohl, qui penchait vers le soutien à Kapp. Lorsque Kapp disparut, ses protégés bavarois restèrent au pouvoir.

Mais les développements les plus significatifs eurent lieu dans la région où les combats avaient été les plus durs pendant le putsch lui-même, la Ruhr.

Pendant qu'à Berlin les négociations suivaient leurs cours, l'armée de Watter dans la Ruhr restait sous la pression de l'Armée Rouge de la Ruhr. La résolution de la gauche à poursuivre la lutte se trouva renforcée lorsqu'on découvrit des fournitures militaires envoyées par Berlin à Watter pour qu'il les utilise contre elle.

Mais même s'il fournissait des armes à Watter, le souci principal du gouvernement de Berlin était de mettre un terme aux combats de la Ruhr. Dans le sud de l'Allemagne, les cheminots avaient repris le travail, ce qui rendait plus facile à la Reichswehr la concentration de ses troupes autour de la Ruhr. Mais à Berlin, ce n'est qu'après le 22 mars que les usines sous l'influence des Indépendants acceptèrent d'arrêter la grève générale. Tout regain des combats dans la Ruhr pouvait facilement mettre en danger le raffermissement du pouvoir gouvernemental dans la capitale. De sorte que, dès le premier jour de la reprise du travail à Berlin, Severing – qui avait supervisé la répression de la Ruhr l'année précédente – entama des négociations à Bielefeld pour faire cesser les hostilités dans la Ruhr, au moins temporairement, et gagner du temps pour le gouvernement. Il expliqua plus tard :

Je ne pouvais et ne voulais approuver une nouvelle entrée des troupes dans la Ruhr que si l'on pouvait garantir que cette entrée serait effectuée dès le départ avec de telles forces que toute résistance semblerait inutile aussi aux insurgés. Mais pour cela, il était nécessaire de faire sortir du soulèvement la partie de la classe ouvrière qui n'avait combattu que pour défendre la constitution. (...) Les autorités ne pouvaient alors constituer une telle force, même avec la meilleure des volontés. Les troupes en étaient complètement incapables.⁴⁰

Les négociations ne comportaient pas seulement le gouvernement et ceux qui avaient combattu les militaires, mais aussi les dirigeants de tous les syndicats et des partis « démocratiques » de la région et les maires (le plus souvent membres de ces mêmes partis) des grandes villes. Les forces ouvrières étaient représentées par la direction du conseil ouvrier de Hagen. Mais, de façon significative, il n'y avait aucun représentant d'Essen, ni des zones où les combats continuaient.

La transaction qui fut conclue – les « Accords de Bielefeld » – posait les bases d'un cessez-le-feu. Les troupes de Watter devaient rester hors de la Ruhr ; une section de l'Armée Rouge était autorisée à conserver ses armes à travers

³⁹ H Ströbel, *op. cit.*, p. 236.

⁴⁰ Cité in A Meinberg, *op. cit.*, p. 128.

l'incorporation dans la police des autorités locales ; le reste de l'Armée Rouge devait rendre ses armes. Comme le traité conclu à Berlin pour mettre fin à la grève générale, les Accords étaient essentiellement caractérisés par leur imprécision. De plus, ils laissaient intactes les forces de Watter et leur permettaient de continuer à se renforcer.

Ce qui est certain, c'est qu'ils permirent au gouvernement de gagner le temps dont il avait besoin, et jetèrent le mouvement ouvrier dans la confusion la plus complète.

La section de l'Armée Rouge qui avait été représentée aux négociations, du front de l'est de Hagen, considéra les Accords comme une victoire et déposa les armes. Les travailleurs du front de l'ouest qui, eux, n'étaient pas représentés à Bielefeld, sentaient qu'ils étaient sur le point de chasser les troupes de Watter de leur dernier bastion, la caserne de Wesel, et que de là ils pouvaient s'emparer de son quartier général de Munster. Ils dénoncèrent comme traîtres les signataires des Accords – y compris les deux communistes de Hagen qui avaient été à Bielefeld – et poursuivirent le combat.

Il est clair que les deux positions étaient erronées. Rendre ses armes et se retirer du front sur la foi d'un morceau de papier était une folie, étant donné le passif de trahisons des sociaux-démocrates depuis Novembre 1918. Continuer le combat était aussi déraisonnable, la grève étant terminée dans toute l'Allemagne et les militaires se renforçant chaque jour davantage. La position tactiquement la plus sensée était celle que préconisa un représentant du Parti Communiste de Berlin, Pieck, qui arriva dans la Ruhr le lendemain des Accords : que l'Armée Rouge garde ses fusils et maintienne son front, mais en évitant la bataille, rejetant clairement la responsabilité de la reprise des hostilités sur Watter et Severing. La signification d'une poursuite de l'effusion de sang aurait alors été évidente pour les travailleurs du reste de l'Allemagne, que l'on pouvait convaincre de passer à l'action en soutien à la Ruhr.

En définitive, si l'Armée Rouge tout entière avait soutenu l'une ou l'autre des deux positions mauvaises, cela aurait été préférable à ce qui se passa, une moitié allant d'un côté et l'autre moitié de l'autre. Le gouvernement avait le prétexte qu'il lui fallait pour faire revenir les troupes dans la Ruhr – et trouva ce faisant devant lui une résistance diminuée. Les travailleurs de la Ruhr se retrouvèrent avec la pire option possible. C'était le prix qu'ils devaient payer pour l'échec à construire un commandement centralisé, basé sur les conseils ouvriers, pendant les journées euphoriques où les Armées Rouges repoussaient les soldats de Watter.

Une espèce de structure centrale vit bien le jour le lendemain de la signature des Accords. Les délégués de 70 conseils se réunirent à Essen avec les principaux chefs de l'Armée Rouge, élisant une direction centrale. Mais cela prit encore deux jours pour que cette dernière accepte la politique consistant à garder les fusils et éviter le combat. Et elle ne pouvait faire appliquer ses décisions sur le front de Wesel.

Il était trop tard. L'équilibre des forces s'était déplacé en faveur du gouvernement, qui en était conscient. Ses forces se raffermirent d'heure en heure, et il était capable de présenter la poursuite des combats aux travailleurs des autres parties de l'Allemagne comme la réédition du « putschisme spartakiste » de 1919. Le chancelier, Müller, informa le conseil central d'Essen qu'il ne pourrait y avoir de négociations tant que les travailleurs n'avaient pas déposé les armes, et que les Accords de Bielefeld n'étaient plus valables puisque l'Armée Rouge « les avait rompus ».

La guerre de classe est semblable à toute guerre sous un aspect : le résultat n'est pas seulement acquis par l'équilibre absolu des forces à un moment donné, mais aussi par la façon dont les chefs dirigent leurs forces en fonction des forces et des faiblesses de l'ennemi. Dans une guerre entre des armées aux forces à peu près égales, une seule erreur de jugement peut mener de l'approche de la victoire au désordre et à la désintégration. C'est d'autant plus le cas dans la guerre de classe, où les forces ouvrières ne sont pas des soldats conditionnés à l'obéissance aveugle, mais des volontaires, dont l'engagement dans le combat vient en grande partie de leur conviction que leur liberté est à portée de main ; ils sont rapidement jetés dans le désarroi lorsque l'élan en avant de la lutte est perdu. Cela peut être juste une petite erreur qui ouvre la voie à la défaite – mais une fois qu'elle est commise, le résultat peut être plus dévastateur que si la bataille n'avait pas été livrée.

Dans la Ruhr, une des plus grandes victoires de la classe ouvrière allemande se transforma en une grande défaite. Au début avril, ce qui avait été une action massive et disciplinée des travailleurs s'était effondrée, avec d'un côté la démoralisation et la passivité, et des attaques de guérilla isolées et des actes de sabotage de l'autre. Lorsque Watter entreprit, le 4 avril, sa nouvelle marche dans la Ruhr, personne ne pensait que la lutte armée pouvait l'arrêter, et il ne rencontra aucune résistance. Mais cela n'empêcha pas ses forces d'exercer les plus ignobles représailles.

Ernst, qui commandait l'Armée Rouge sur le front de Hagen, décrit comment

Pendant l'entrée des troupes dans Hamm, des travailleurs ont été immédiatement arrêtés, et abattus sans procédure régulière. Le comportement des soldats était méthodique. Le premier jour, lorsqu'ils occupaient un lieu, tout était paisible. On laissait même jouer des orchestres militaires les places des marchés. Le deuxième jour, ils commençaient brusquement à arrêter et à fusiller. Le meurtre des ouvriers était planifié. La lâche bourgeoisie participa aussi à ces événements. (...) Les travailleurs étaient pris dans leurs maisons et abattus. On peut mesurer la brutalité de ces bêtes sauvages par le fait que 65 ouvriers des canaux ont été littéralement massacrés. Ils étaient occupés à construire un pont à Haltern et n'avaient pris aucune part aux combats. Quand la Reichswehr avança, ils se retrouvèrent sous le feu des mitrailleuses. Ils se

*sont enfuis dans un hangar. La Reichswehr y donna l'assaut en lançant des grenades. Il n'y eut aucun survivant.*⁴¹

Des méthodes qui devaient plus tard être la marque du nazisme furent alors expérimentées pour la première fois, contre des travailleurs allemands et avec le consentement des ministres sociaux-démocrates : à Pelkum, 90 victimes de l'armée en marche furent enterrées dans une fosse collective ; il y avait parmi les victimes des femmes et des jeunes filles vêtues d'uniformes d'infirmières.

*L'armée nationale restaura l'ordre ancien par des exécutions de masse. De nombreux milliers de travailleurs s'enfuirent devant cette terreur blanche, à laquelle participèrent de nombreux officiers de Kapp, vers les zones occupées [par les Français]. Après que le gouvernement leur eut assuré qu'ils n'avaient pas à craindre des représailles, ils rentrèrent, pour se retrouver victimes de cours martiales d'exception qui prononcèrent des centaines de sentences de mort. Parmi la population des districts de Düsseldorf, Münster et Arnsberg, une émotion intense fut provoquée par les condamnations en masse.*⁴²

Il n'y eut aucune action équivalente entreprise contre les forces réactionnaires engagées dans le putsch initial. Personne ne fut exécuté – de telles punitions étaient réservées à ceux qui avaient combattu pour le « gouvernement légal ». Des procédures furent entamées contre 540 officiers pour leur rôle dans le putsch – mais jamais terminées. On laissa les chefs de la conspiration s'échapper à l'étranger, puis au bout d'un an ou deux on leur permit de revenir. Lüttwitz toucha même une retraite de 18 000 marks jusqu'à sa mort. Les soldats de la brigade Erhardt furent « punis » en étant envoyés écraser les travailleurs dans la Ruhr. En fait, une seule peine de prison fut prononcée – Jugow écopa de cinq ans.

Le résultat du putsch

Le putsch de Kapp commença comme une offensive de l'extrême droite. Au bout de deux jours, il avait donné lieu à une énorme contre-offensive de la gauche, qui menaçait de détruire toute la structure construite par la vieille classe dirigeante au cours des 14 mois précédents. Pourtant, en quelques semaines, la contre-offensive elle aussi était au point mort. Le gouvernement était reconstruit – mais pas à gauche. L'armée et les Freikorps reprirent leurs marches à travers l'Allemagne. Et le gouvernement dirigé par les sociaux-démocrates satisfait l'exigence de nouvelles élections émise par la droite, qui les gagna de très loin (les Indépendants aussi firent des progrès, recueillant presque autant de voix que le SPD – mais cela n'était pas suffisant, en termes parlementaires, pour compenser les suffrages obtenus par les partis de la droite).

Les dirigeants sociaux-démocrates s'étaient unis avec la droite, après les journées de Kapp, dans une offensive contre les travailleurs en armes. Après quoi la droite se retourna contre eux. Quelques mois après le putsch, ils furent éjectés du pouvoir au profit d'un nouveau gouvernement présidé par le « républicain modéré » Fehrenbach. De façon peu surprenante, on se mit à considérer les journées frénétiques du putsch de Kapp comme étant d'importance mineure, des notes en bas de page de l'histoire.

Pourtant ces jours auraient pu apporter bien plus. Lénine les a comparés un jour à l'époque de l'offensive de Kornilov contre le gouvernement russe de Kérénski en août 1917. Les bolcheviks étaient sortis de cette lutte comme le parti le plus puissant de la classe ouvrière, qui avait à moitié pris le pouvoir dans le cours de la lutte contre l'extrême droite. Il n'y eut qu'un pas des combats contre Kornilov à Octobre Rouge. Mais les choses ne se passèrent pas ainsi en Allemagne. Pourquoi ?

L'explication la plus simple consisterait à invoquer des « circonstances objectives » ou la « conscience non-révolutionnaire des ouvriers occidentaux ». Ce serait une façon de considérer la question comme réglée.

Dans des lieux comme Chemnitz, Halle, la Ruhr, même dans le Mecklenberg rural et à Vogtland sur la frontière tchèque, les conséquences du putsch furent les mêmes qu'en Russie en août-septembre 1917. La vieille structure militaire était vaincue, les travailleurs étaient armés, dans de nombreux cas la réalité du pouvoir était exercée par des conseils ouvriers. De plus, à la différence des journées de Novembre 1918, c'étaient des conseils ouvriers à majorité révolutionnaire. Cela n'aurait pas de sens de dire que les circonstances *objectives* étaient différentes dans ces endroits de ce qu'elles étaient dans le reste de l'Allemagne. Comment est-ce que Chemnitz différait « objectivement » de Brême, ou la Ruhr de Berlin, pour qu'il y ait un résultat révolutionnaire dans l'un et pas dans l'autre ?

Pourtant, on n'a pas assisté au développement d'une offensive contre la vieille structure d'Etat dans les centres industriels. Dans certaines grandes villes, la grève ne s'est pas transformée en soulèvement armé ; dans un ou deux endroits, la grève elle-même n'était pas très solide. Et dans beaucoup de lieux elle était dirigée, non pas par les conseils ouvriers, mais par des comités d'action dominés par des dirigeants – souvent les bureaucrates – des « partis ouvriers » et des syndicats.

⁴¹ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 505.

⁴² Heinrich Ströbel, *Die deutsche Revolution. Ihr Unglück und ihre Rettung*, Berlin 1920, p. 232.

Parler dans l'abstrait de « conscience ouvrière de classe » ne saurait expliquer ces écarts. Les endroits dans lesquels la lutte ne s'éleva pas au niveau d'une confrontation armée intégrale comportent des métropoles comme Hambourg, Brême, Leipzig et surtout Berlin – des villes considérées généralement pendant cette période comme des places fortes de l'extrême gauche ; et surtout des villes où le parti, supposé révolutionnaire, des Indépendants jouissait du soutien de la majorité de la classe ouvrière depuis 12 mois et plus.

Ce qui manquait, c'était une organisation solide, et une direction de la classe ouvrière capable de se hisser au niveau de la conscience engendrée par le putsch. La majorité des travailleurs regardaient du côté des Indépendants pour avoir une orientation. Mais les Indépendants de droite, au delà de leur bavardage « révolutionnaire », souhaitaient par dessus tout un retour à l'unité avec leurs vieux collègues de la direction des sociaux-démocrates majoritaires. Et les Indépendants de gauche n'avaient aucune structure leur permettant de mettre en œuvre des décisions indépendamment de la droite.

Le résultat était que la façon dont la conscience militante nouvelle de la majorité des travailleurs pouvait se transformer en action dépendait d'éléments relativement accidentels. Le facteur « subjectif » était décisif, par exemple s'il y avait, dans un district particulier ou dans une grande usine, des révolutionnaires capables de prendre l'initiative d'appeler à l'élection de conseils pour diriger la lutte armée – et disposant d'assez d'influence pour faire accepter un tel appel.

Objectivement, par exemple, la classe ouvrière de Chemnitz n'était pas « plus révolutionnaire » que sa voisine de Leipzig. En fait, au début de 1919 cela semblait plutôt être l'inverse – Leipzig était un bastion des Indépendants alors que Chemnitz était toujours sous la domination du SPD. La différence venait de ce que les communistes de Chemnitz avaient réussi, au cours de 1919, à améliorer leur pénétration dans le mouvement ouvrier local en dirigeant des luttes « économiques » « partielles », au point de reléguer dans l'ombre les Indépendants et de mettre en péril l'influence du SPD. Ils furent dès lors capables de prendre dès le premier jour du putsch l'initiative d'appeler à la grève générale, allant jusqu'à un appel à élire des conseils ouvriers politiques, à désarmer la classe moyenne et à constituer des détachements de travailleurs en armes.

A l'inverse, à Leipzig, comme le communiste de Chemnitz Brandler le déclarait au congrès de son parti un mois plus tard :

L'aile gauche [des Indépendants] laissa Lipinski [un Indépendant de droite] prendre la direction et négocia avec le gouvernement, sabota l'élection de conseils ouvriers pour des raisons de parti. Ainsi, la classe ouvrière fut divisée, au lieu d'être rassemblée, et pendant ce temps [les troupes de Kapp] furent rassemblées pour la défaite des travailleurs.⁴³

Le résultat de cet « accident d'influence » était d'une importance nationale majeure. Brandler fit observer que Leipzig et Chemnitz auraient pu, ensemble, contrôler la plus grande partie de l'Allemagne centrale : « Ensemble, nous aurions pu mettre la pression sur Dresde » (où le gouvernement s'était d'abord enfui et où le chef de file des attentistes, le général Mäcker, était basé). « Non seulement nous aurions exigé le démantèlement de l'ancien gouvernement, mais nous y aurions procédé ».

Au lieu de cela, les Indépendants de Leipzig appelèrent, avec les sociaux-démocrates locaux, à la reprise du travail et à l'arrêt de « la confrontation avec les troupes » au moment où Kapp lui-même avait décampé. Ils ne songèrent pas un instant à demander des garanties que des actions seraient engagées contre les vieilles structures militaires.

A Hambourg et à Brême, la situation semble avoir été encore plus sombre. A Hambourg, 1 500 travailleurs sociaux-démocrates et USPD furent armés – mais maintenus sous un contrôle étroit par le gouvernement SPD de l'Etat en étant incorporés dans les Gardes Locales et la police. La grève manquait d'un véritable enthousiasme. A Brême, un « comité d'action » mis en place par les « partis ouvriers » semble n'avoir fait à peu près rien.

A Berlin, comme nous l'avons vu, les Indépendants de gauche dirigèrent une grève massive qui commençait à se transformer en soulèvement – mais qui ensuite ne sut pas traduire ses succès en gains permanents.

Le Parti Communiste et les journées de Kapp

Le Parti Communiste avait été formé précisément à cause des tergiversations des Indépendants dans des situations de ce genre. Mais il n'était pas en état, au printemps 1920, de les défier à l'échelle nationale. C'était une organisation extrêmement faible. Même s'il était passé de trois ou quatre mille membres à ses débuts à 110 000 à l'été 1920, il avait ensuite scissionné. Le fragment résiduel autour de la direction du parti avait très peu de force en dehors de Chemnitz et Stuttgart. Il n'avait pratiquement pas de militants dans des villes essentielles comme Hambourg, Brême, Hanovre, Dresde et Magdebourg. A Berlin, il avait seulement « quelques centaines de membres » (selon un intervenant à son Quatrième Congrès), alors que les Indépendants en avaient « 100 000 ».⁴⁴

⁴³ *Bericht über der IV Parteitag der KPD*, p. 55.

⁴⁴ *Ibidem*.

Brandler déclarait au Troisième Congrès, à peine un mois avant le putsch :

*D'une manière générale nous n'avons pas encore de parti. Et si je le dis de manière si abrupte, c'est que je dois le faire après avoir pris connaissance du mouvement en Rhénanie-Westphalie. (...) Et il ne sera pas possible de mettre le Parti Communiste sur ses pieds dans un avenir proche. (...) Justement lors de la lutte des mineurs et des cheminots, il s'est révélé que nous n'avions pas la moindre influence sur les travailleurs.*⁴⁵

Dans les rares endroits où le parti existait, il donna le plus souvent une orientation que les travailleurs suivirent pendant les journées du putsch. Nous avons vu comment il s'était mis à la tête du mouvement à Chemnitz ; à Stuttgart, le parti appela à la grève générale et à l'armement des travailleurs dans la demie heure qui suivit l'annonce du putsch de Berlin ; même dans la Ruhr, les membres du parti isolés parvinrent à exercer une influence sur le cours des événements.

Le point le plus faible était Berlin. Une réunion clairesmée de la Centrale du Parti – Levi, par exemple, était en prison ; Brandler était à Chemnitz – se tint le jour même du putsch. Elle fit une erreur catastrophique. Elle fit une déclaration *s'opposant* à la grève générale, définissant la lutte comme un combat « entre deux ailes contre-révolutionnaires », et poursuivant :

*Ebert-Bauer-Noske sont partis sans bruit et sans résistance dans leurs tombes. (...) Alors qu'elle est en train de sombrer, cette société de banqueroutiers appelle la classe ouvrière à la grève générale pour « sauver la république ». (...) Le prolétariat révolutionnaire ne lèvera pas le petit doigt pour le gouvernement des assassins de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, tombé dans la honte et la disgrâce. Il ne lèvera pas le petit doigt pour la république démocratique, qui n'est que le masque misérable de la dictature de la bourgeoisie.*⁴⁶

Le lendemain, *Rote Fahne* expliquait que les travailleurs n'étaient pas assez forts pour une grève générale !

*Les travailleurs doivent-ils, à cet instant, se mettre en grève générale ? La classe ouvrière, hier encore attaquée par Ebert et Noske, désarmée, subissant la pire des oppressions, n'est pas prête pour l'action à cet instant. Nous pensons que c'est notre devoir de le dire clairement. La classe ouvrière engagera la lutte contre la dictature militaire au moment et avec les moyens qui lui paraîtront appropriés. Ce moment n'est pas encore venu.*⁴⁷

Les 14 et 15 mars, la Centrale fit volte-face, soutenant désormais la grève : il pouvait difficilement faire autrement, dans la mesure où la grève connaissait un succès grandissant. Mais il n'appela toujours pas à *l'armement* de la classe ouvrière – même si les meilleurs militants communistes de province, non seulement y appelaient, mais y procédaient dans la pratique. Même le lundi, le troisième jour du putsch, alors que les premiers affrontements armés éclataient en Allemagne centrale et dans la Ruhr, le parti n'alla pas plus loin que l'appel à la grève générale et à l'élection de conseils ouvriers. Au lieu d'appeler les ouvriers aux armes, il avertissait : « Travailleurs, ne descendez pas dans les rues. Réunissez-vous tous les jours dans les usines. Ne vous laissez pas provoquer par les Gardes blancs ».

Pour l'essentiel, la façon dont le parti essayait de façon centrale de se distinguer des sociaux-démocrates, des Indépendants et des dirigeants syndicaux passait par des attaques verbales contre Ebert et Noske :

*Pour la grève générale. A bas la dictature militaire. A bas la démocratie bourgeoise. Les communistes sont contre le gouvernement Ebert-Noske, contre le rétablissement du gouvernement sur une base bourgeoise, avec le parlement et la bureaucratie d'Etat.*⁴⁸

Le meilleur commentaire de ces déclarations est contenu dans une lettre adressée à la Centrale écrite par un de ses membres, Paul Levi, qui était temporairement en prison :

Je viens à l'instant de lire les tracts. Mon jugement : le KPD est menacé de faillite morale et politique. Il m'est incompréhensible que dans cette situation on puisse écrire des phrases telles que « la classe ouvrière n'est pas prête pour l'action aujourd'hui ». (...) Après avoir dit le premier jour que les travailleurs n'étaient pas prêts pour l'action, le lendemain on sort un tract : « Maintenant, enfin, le prolétariat allemand doit engager la lutte pour la dictature prolétarienne et la république communiste des conseils ». (...) J'ai toujours pensé que nous étions clairs et unis sur ceci : lorsqu'une action se produit – même pour le but le plus délirant ! (...) nous nous joignons à l'action, pour que nos slogans puisse la détourner du but délirant (...) et nous ne hurlons pas au départ : « Ne bougez pas le petit doigt ! » si le but ne nous

45 *Ibidem*, p. 12.

46 Cité in M Buber-Neumann, op. cit., p. 28. Ni Broué ni *l'Illustrierte Geschichte* ne citent ces déclarations, mais Frölich cite la phrase cruciale « ne pas lever le petit doigt » in *Die Internationale* (Juin 1920) p. 19, ainsi que Levi in *Die Kommunistische Internationale* (Juillet 1920).

47 *Rote Fahne*, 14 mars 1920, cité in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 468.

48 Cité in *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 468.

convient pas.

Nous devons donner des slogans concrets. Dire aux masses ce qui doit être fait dans l'immédiat ! (...) La république des conseils vient en dernier et non en premier. J'ai l'impression que personne ne pense aux élections aux conseils d'usine à présent. Le seul slogan du moment présent c'est : « Armement du prolétariat ! ».

Une grève doit comporter des revendications ! Il faut savoir ce qu'on peut gagner directement par la grève. (...) Avec ces slogans le KPD aurait pu donner un « visage » à la grève, qu'elle n'a pas encore. (...) C'est alors, et alors seulement, lorsque les masses auront repris nos revendications et que les « dirigeants » se seront refusé à les défendre, ou même les auront trahies, c'est alors que de l'action naît la revendication d'autres revendications, c'est à dire de conseils ! Des conseils, un congrès des conseils, une république des conseils, « A bas la république démocratique », etc ; toutes ces revendications s'élèvent d'elles-mêmes lorsque les revendications de la grève sont satisfaites. (...) Une fois les revendications satisfaites, la république doit basculer à gauche. (...) Une fois les revendications satisfaites, la force qui tient la république est le prolétariat, et son gouvernement, quel que soit le nom qu'il se donne, est la figure de proue de ces forces sociales complètement changées. De là à la république des conseils il y a un laps de temps de six mois de développement normal !⁴⁹

Le jugement de Levi sur l'inanité des tracts de la Centrale était indubitablement correct. Mais comment la Centrale en était-elle venue à commettre de telles bévues ?

On disait par la suite, dans le parti, que la direction avait été « lente » et « déconnectée », basée à Berlin où les effectifs du parti étaient maigres et peu enracinés dans la masse ouvrière. Au surplus, il y avait le souvenir de la séquence souvent répétée de 1919, lorsque les sociaux-démocrates poussaient les communistes à mettre leur tête sur le billot. Une direction qui n'avait pas un accès immédiat à la classe à travers un réseau de militants expérimentés ne pouvait pas sentir que, ce coup-ci, des millions de travailleurs jusque là passifs allaient répondre à l'appel des dirigeants syndicaux, et ne laisseraient pas les communistes agir – et mourir – seuls.

Nous ne devons pas oublier qu'à peine 12 mois plus tôt, en mars 1919, ce qui avait commencé comme un mouvement uni de toute la classe ouvrière de Berlin s'était terminé dans un bain de sang, dans lequel les communistes et les Indépendants de gauche avaient été massacrés en masse. En ce sens, l'erreur de la Centrale était une erreur qui vint empoisonner de façon répétitive la Révolution Allemande – une sur-compensation des fautes passées. Au lieu d'apprendre suffisamment du passé pour pouvoir agir dans le présent, les dirigeants révolutionnaires semblaient condamnés à vivre un cercle vicieux, dans lequel une défaite créait la confusion qui rendait la défaite suivante inévitable.

Mais la timidité ne saurait être la seule explication des déclarations qui furent faites. Cela n'explique pas le signe égal qui fut mis entre le gouvernement social-démocrate, aussi ignoble fut-il, et une dictature d'extrême droite.

L'explication réside dans la tentation, qui restait forte dans la direction du parti, du « gauchisme », que la scission n'avait pas éliminé. C'était particulièrement vrai dans les faibles districts berlinois sous la direction d'Ernst Friesland. Les déclarations sur le putsch de Kapp exprimaient ce « gauchisme » sous une forme qui en même temps permettait l'abstention de la lutte de masse – une combinaison favorite des petites sectes ultra-gauchistes qui peuvent ainsi garder la pureté de leurs principes sans courir le risque de l'action.

Lors de la conférence du parti tenue un mois plus tard il y eut une grande discussion sur la réaction du parti au putsch de Kapp. La question était essentiellement de savoir s'il avait eu raison de se joindre à l'appel pour un « gouvernement ouvrier » d'union SPD-USPD. Paul Levi fit remarquer qu'au moment où on lui demanda au parti son opinion sur ce sujet, il avait très peu d'influence. Il n'avait rien eu à dire au début de la lutte ; pourquoi l'écouterait-on maintenant ?

Il demandait : « Le KPD a-t-il avancé des slogans qui lui ont apporté un crédit politique et moral lui permettant de diriger lorsque d'autres facteurs l'en empêchaient ? »

Le fait de ne pas avoir pris la direction dès le samedi du putsch avait des conséquences :

Jusqu'au samedi 13 mars la direction des masses était visiblement entre les mains des cinq fédérations syndicales et de l'aile droite de l'USPD. Les masses n'étaient pas habituées à suivre une autre direction. Et maintenant, après cinq jours d'une grève dans laquelle la ville tout entière était au point mort, dans laquelle pas une roue ne tournait dans une grande ville, sans aucun convoi de ravitaillement, sans lumière, sans gaz, une ville complètement morte, après cinq jours, est-ce que la Centrale du parti, qui n'avait joué jusque là aucun rôle, pouvait lancer un appel à redoubler d'efforts dans la lutte ? Si nous avions pris la direction au début, alors oui, cela aurait été possible après l'appel à terminer la grève.⁵⁰

49 Paul Levi in *Die Kommunistische Internationale*, Hamburg 1920, pp. 147-150

50 *Bericht über den IV. Parteitag der KPD*, p. 48

Les communistes dissidents

Ceux qui avaient rompu avec le Parti Communiste parce qu'il était « trop à droite » étaient eux-mêmes incapables de fournir une quelconque direction nationale. A Hambourg, le district des communistes dissidents sous la direction de Laufenberg et Wolffheim sortit un tract qui disait : « La grève générale est une absurdité générale » et ne modifia plus sa position. Le résultat était qu'il n'y avait pas de présence communiste dans la ville pour compenser la passivité des sociaux-démocrates.⁵¹

A Mannheim, le conseil ouvrier sous l'influence des syndicalistes demanda aux travailleurs de ne pas descendre dans les rues et de « prendre le pouvoir sur le lieu de la production » en faisant fonctionner les usines sous le contrôle des travailleurs. En réalité, cela signifiait refuser de s'opposer au pouvoir des partisans de Kapp, des troupes, des Volontaires et de la police.⁵²

Dans la Ruhr, de nombreux communistes dissidents jouèrent un rôle très positif et courageux en organisant des détachements de combat et en les incorporant dans l'Armée Rouge. Ce qui leur manquait, c'était la conception de chaque bataille comme devant faire partie d'une lutte unifiée, prenant en compte des considérations stratégiques et politiques. Ils finirent par se couper des conseils ouvriers et s'engagèrent dans des actions isolées de guérilla, qui faisaient le jeu de Watter et de Severing. Levi a affirmé qu'en menaçant de faire sauter les puits ils braquèrent de nombreux mineurs contre eux, à tel point que certains étaient prêts à considérer les troupes de Watter comme des « libérateurs » – on ne pouvait s'attendre à ce que les mineurs accueillent favorablement la destruction des seuls emplois dans des villages où ils travaillaient comme l'avaient fait leurs pères et leurs grand-pères avant eux.⁵³ « En Rhénanie-Westphalie [en d'autres termes la Ruhr] un système de conseils complètement développé fut construit, qui reflétait fidèlement la volonté des travailleurs » expliquait Levi. Mais « contre la volonté des conseils, des camarades individuels pensaient qu'ils pouvaient faire la révolution par dessus la tête de cette représentation ».⁵⁴

Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est que si le Parti Communiste ne s'est pas manifesté au bon moment le 13 mars, ceux qui s'étaient éloignés de lui « sur la gauche » se montrèrent incapables de fournir quelque stratégie ou tactique que ce soit.

Une occasion manquée

La lutte contre le putsch de Kapp s'ajoute à la longue liste des occasions manquées de l'histoire de la Révolution Allemande – une liste qui se termine en 1933 avec la plus grande tragédie du 20^{ème} siècle. Et la raison fondamentale en était l'incapacité de l'organisation et de la direction révolutionnaire de se situer au niveau du brusque bond en avant de la conscience de la classe ouvrière.

Un des dirigeants révolutionnaires concluait, huit ans plus tard :

*Dans les rangs de la Ligue Spartakus, et par dessus tout dans sa direction à l'époque du putsch de Kapp, se reflètent toute les faiblesses idéologiques de la Révolution Allemande. (...) Ainsi, le manque d'un parti communiste fort, idéologiquement mûr, implanté dans les masses, a été la cause déterminante du recul subi par la révolution prolétarienne en Allemagne lors du putsch de Kapp.*⁵⁵

51 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 481.

52 E Lucas, *op. cit.*, vol. 2, p. 157.

53 *Bericht über der IV Parteitag der KPD*, p. 21.

54 *Ibidem*.

55 *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 467.

Chapitre 10 - La folie de mars 1921

L'histoire de la Révolution Allemande jusqu'en 1920 est une histoire de luttes plus ou moins spontanées, que des socialistes révolutionnaires individuels pouvaient influencer, mais que personne ne pouvait diriger. A l'inverse, après 1920 c'est en grande partie l'histoire d'un seul parti, le Parti Communiste (KPD).

Au début de l'année le KPD était pitoyablement petit. Il n'était une force de masse qu'à Chemnitz. Dans beaucoup des villes les plus importantes, le parti était complètement absent. L'initiative montrée par ses membres hors de Berlin pendant les journées de Kapp avait un peu amélioré les choses. Les effectifs s'étaient accrus, et le parti commençait à s'enraciner dans la plupart des régions. Mais avec ses 78 715 membres revendiqués il était encore plus petit qu'il ne l'était avant la scission avec l'ultra-gauche. Il avait 9 200 membres en Rhénanie, 17 500 en Allemagne moyenne, 4 200 dans le Wurtemberg (Stuttgart) – mais seulement 1 700 à Berlin et 1.850 en Thuringe.

Il ne pouvait pas non plus se vanter d'une grande influence en dehors de ses propres rangs, si l'on se fie à sa presse. Son quotidien se vendait à 58 000 exemplaires, avec 17 000 exemplaires d'hebdomadaires locaux – soit une vente combinée de moins d'un exemplaire par adhérent.¹

Pendant l'année 1919 et au début de 1920 le parti avait dû fonctionner illégalement, à part les trois semaines de décembre où il n'y avait pas eu d'état d'urgence à Berlin. Mais l'illégalité ne pouvait plus expliquer sa petite taille, dans la mesure où il avait pu à nouveau travailler ouvertement après les journées de Kapp, et ses dirigeants affirmaient qu'il avait tenu 3 000 réunions publiques pendant la campagne électorale de juin 1920. Les suffrages qu'il obtenait, comme ses effectifs, étaient piteux pour un parti révolutionnaire après 18 mois de grèves de masse et de soulèvements locaux – à peine 500 000, avec un pourcentage inférieur à celui de l'extrême gauche française dans l'atmosphère calme de mars 1921. Son influence sur les syndicats semble avoir été virtuellement nulle.

Les communistes dissidents, qui avaient quitté le parti, faisaient encore moins bien. A l'époque de la scission les dirigeants de l'opposition à la direction du parti étaient les communistes de Hambourg Laufenberg et Wolffheim. Leurs critiques de la direction furent largement soutenues par ceux que le KPD considérait comme « putschistes » et « impatients », n'ayant aucune envie d'attendre la révolution jusqu'à ce que les travailleurs soient prêts. Ces éléments impatients, mais instinctivement révolutionnaires, furent renforcés dans leur conviction que leurs critiques étaient correctes par les événements des journées de Kapp. Ils voyaient une connexion entre l'abstention des dirigeants du KPD de la lutte dans les premiers jours et leur discours ultérieur sur le « gouvernement ouvrier » et leur insistance à continuer la lutte dans la Ruhr quand tout le reste de l'Allemagne avait repris le travail.

C'est dans cette atmosphère que les divers groupes locaux exclus du KPD se réunirent pour une conférence en avril 1920 et formèrent le Parti Communiste des Travailleurs (KAPD), se réclamant d'un effectif de 38 000 membres. Le KAPD a pu être à l'occasion présenté comme la première opposition « anti-Moscou » ayant rompu avec le communisme « orthodoxe ». Ce n'était pas le cas. L'Internationale Communiste, proclamée six mois avant la scission et n'ayant alors virtuellement ni structure ni appareil, s'était opposée à l'expulsion des « gauchistes » du parti allemand. Et le congrès de fondation du KAPD se déclara partisan de la « dictature du prolétariat » et demanda à rejoindre l'Internationale – une demande dont les bolcheviks russes pensaient qu'elle devait être acceptée.

Il n'est pas non plus entièrement correct de décrire le KAPD comme « gauchiste ». Il est certain que tous ses membres partageaient une opposition « de gauche » au travail dans les syndicats et à la participation aux élections parlementaires. Mais sur la plupart des autres questions il y avait plusieurs courants d'opinion distincts et contradictoires – dont beaucoup étaient basés, il faut le dire, sur un manque de confiance « droitier » envers la révolution.

Laufenberg et Wolffheim avaient, en rompant avec le KPD à l'automne de 1919, développé une théorie qui *éloignait* de la lutte des classes militante. Ils déclarèrent que l'Allemagne était une « nation prolétarienne » et qu'il était nécessaire de mener une « guerre de libération nationale » contre les Alliés ; si le prolétariat menait cette lutte, la bourgeoisie accepterait une « trêve de classe ». Leur slogan devint : « guerre de libération nationale et non guerre de classe ». La vieille notion de révolution passant par une insurrection pouvait être abandonnée : la révolution pouvait être menée à bien plus ou moins pacifiquement dans les usines par l'organisation de syndicats industriels alternatifs. Déjà, au congrès du KPD où la scission se produisit, Wolffheim déclarait que le parti n'était pas destiné à diriger une lutte pour le pouvoir, mais que « le parti ne peut rien être d'autre qu'un organe de propagande pour la révolution et pour les conseils ».²

Le second courant principal dans le KAPD reçut sa direction théorique de deux communistes hollandais, Pannekoek et Gorter. Le point de départ de Pannekoek, à nouveau, n'était pas « gauchiste », tant il était convaincu, ce qui est plutôt « droitier », que l'heure de la révolution n'était pas encore venue en Europe de l'Ouest. Ceci, disait-il, à cause de la domination suffocante des idées bourgeoises sur la classe ouvrière. Le long et lent processus de construction d'organisations prolétariennes pures – des conseils révolutionnaires – dans lesquelles les travailleurs seraient libérés du

¹ Tous les chiffres viennent de *Bericht über der IV Parteitag der KPD*.

² *Ibidem*, pp. 3-4.

carcan idéologique de la bureaucratie et des influences parlementaires était encore à l'état de projet.³

Il était implicite que pour l'instant ces conseils ne comprendraient qu'une minorité de travailleurs. Le rôle du parti était de contribuer à construire ces conseils, puis de « se suicider ». Pour ces « communistes des conseils », comme pour Laufenberg et Wolffheim, le parti n'avait qu'un rôle limité, exclusivement propagandiste.

Une troisième tendance était représentée par un ancien député du SPD, Otto Rühle, qui rejetait la dictature du prolétariat et se rapprochait rapidement d'une position anarchiste, ce qui amena son exclusion du KAPD en novembre 1920.

Il est presque certain que la majorité des membres du parti ne suivaient aucune de ces idées. Ce qui les liait au KAPD était un zèle révolutionnaire impatient, une croyance que l'action était plus importante que la théorie. De manière différente, Pannekoek et Laufenberg rejetaient tous deux la lutte armée en tant que perspective immédiate. Mais leurs partisans étaient souvent parmi les plus intrépides dans les combats de rue.

Etant donné ces divergences internes, il n'est pas surprenant que le parti ait décliné assez rapidement. Les animateurs initiaux de la gauche, Laufenberg et Wolffheim, ne furent admis au congrès de fondation que pour être exclus la même année (Wolffheim gravita ensuite vers les nazis). Selon des sources du KPD, seulement la moitié des 38 000 membres fondateurs était encore actifs six mois plus tard.

Pendant que les forces communistes stagnaient, les travailleurs dégoûtés du SPD rejoignaient en masse les Sociaux-Démocrates Indépendants. Les effectifs de l'USPD, de 300 000 au début de 1919, s'étaient enflés jusqu'à atteindre 800 000 à l'automne 1920.

L'équilibre entre la gauche et la droite dans le parti était lui aussi changeant. Dans la première période de la révolution la droite de l'USPD – Haase, Hilferding, Kautsky et Bernstein – avait pu obtenir l'investiture des congrès du parti par plus de deux contre un. Ils ne faisaient pas mystère de leur perspective : réunifier les deux partis sociaux-démocrates comme avant la guerre. Mais l'âpreté de la lutte contre les Freikorps et les sociaux-démocrates poussa les membres du parti fortement sur la gauche. Une puissante opposition de gauche se développa, autour des Délégués Révolutionnaires de Berlin.

La controverse portait essentiellement sur deux questions – le rôle des conseils ouvriers par rapport au parlement et l'Internationale.

Lors du congrès du parti tenu à Berlin en mars 1919 (au moment où commençait la semaine sanglante), la direction chercha à se concilier l'aile gauche en parlant du besoin de « conseils ancrés dans la constitution » aux côtés de l'Assemblée Nationale. Pour la gauche, Däumig s'opposa à cela, proclamant avec insistance que le socialisme ne pouvait provenir que des conseils ouvriers formant la base de la dictature du prolétariat. L'équilibre des forces au congrès fut illustré par l'élection de la présidence : Haase, pour la droite, eut 159 voix, Däumig 109.

On arriva finalement à un compromis sur la question du parlement et des conseils – une formulation qui reconnaissait les conseils comme des « organisations combattantes » créées par la « révolution prolétarienne », déclarant que « le Parti Social-Démocrate Indépendant lutte pour la dictature du prolétariat », mais ajoutant bien vite que le parlement avait un rôle important à jouer.

En ce qui concernait l'Internationale, la question était de savoir si elle devait être reconstituée sur la même base que la Seconde Internationale qui s'était effondrée en 1914, et inclure ceux qui avaient soutenu des camps opposés à la fois dans le conflit mondial et dans la guerre civile qui avait suivi ; ou si le parti devait s'affilier à l'Internationale révolutionnaire qui avait été proclamée quelques semaines plus tôt par un certain nombre de délégués de la gauche révolutionnaire réunis à Moscou. Lors du congrès de mars, c'est la première option qui fut retenue ; mais la radicalisation des membres aboutit à ce qu'au congrès suivant, en décembre 1919, la direction fut contrainte d'opter pour des « négociations » avec l'Internationale Communiste.

De telles formulations correspondaient, au début, aux idées inabouties des travailleurs qui venaient de rejoindre le parti. Mais avec le temps, et l'évaluation que faisaient les membres des événements sanglants de 1919 et du putsch de Kapp, des résolutions de compromis devinrent de moins en moins praticables. Un dirigeant de l'aile droite de l'USPD a décrit ce qui se passait :

L'antagonisme au sein du Parti Social-Démocrate Indépendant avait été très incomplètement résolu par le programme, extrêmement ambigu, qui était le fruit d'un mariage entre la démocratie et la dictature des soviets consommé lors de la conférence de Leipzig (décembre 1919). (...) A l'intérieur des organes et de la presse du parti, la lutte acharnée pour le pouvoir (entre les deux ailes) n'avait subi que peu d'interruptions, y compris pendant le putsch de Kapp et la campagne électorale.⁴

La gauche pensait que si elle luttait avec persévérance, la droite finirait par quitter le parti comme Bernstein l'avait

3 Pour l'opinion de Pannekoek et Gorter, voir D A Smart (éd), *Pannekoek and Gorter's Marxism* (Londres 1978). Malheureusement l'introduction à ce travail par son éditeur ne peut être considérée comme digne de foi sur le plan factuel.

4 Heinrich Ströbel, *The German Revolution and After* (Londres 1923) p. 248.

déjà fait. Elle émergeait en même temps comme une force importante dans les syndicats : les « Délégués Révolutionnaires » de Berlin, regroupés autour de Richard Müller et Dissmann, eurent la majorité à la conférence du Syndicat des Travailleurs de la Métallurgie en 1919, obtinrent un tiers des voix lors de la conférence de la principale fédération syndicale, l'ADGB, forte de 9 millions de membres, et prirent le contrôle de la fédération syndicale locale de Berlin.

Les communistes critiquaient sévèrement les Indépendants de gauche, les accusant d'être souvent, lorsqu'il s'agissait de lutte concrètes, pieds et poings liés à la droite. La droite contrôlait l'appareil du parti, la fraction parlementaire et la plus grande partie de la presse, et cela déterminait la façon dont les décisions des congrès étaient interprétées dans la pratique. Dans la lutte contre Kapp, par exemple, la ligne de l'organisation nationale de l'USPD n'était pas très différente de celle des sociaux-démocrates majoritaires. Beaucoup de membres du parti étaient impliqués dans la lutte armée, et s'opposèrent à toute reprise du travail tant que les forces réactionnaires ne seraient pas complètement désarmées et purgées, mais le parti n'avait aucune politique *nationale* d'agitation autour de ces revendications. Même à Berlin, où la gauche était majoritaire dans le parti, ils finirent par consentir à reprendre le travail avant que des termes clairement définis aient été acceptés.

Le parti se vantait de sa structure « fédérale », non centralisée, mais c'était exactement ce que voulait la droite, car cela lui donnait une réputation « révolutionnaire » sans qu'elle ait à prendre la responsabilité d'un programme national d'agitation révolutionnaire.

Il y avait dans le parti communiste d'abondantes discussions sur la manière dont il y avait lieu d'influencer l'aile gauche des Indépendants – en collaborant amicalement ou en critiquant sans pitié. Mais quoi qu'il en soit cette influence était limitée.

Dans les discussions sur l'éventualité d'une fusion, un des jeunes dirigeants des Indépendants de gauche, Geyer, résumait bien le sentiment général envers le KPD lorsqu'il disait : « La gauche de l'USPD n'a pas besoin d'une fusion entre partis. L'U.S.P.D. est le parti révolutionnaire de masse en Allemagne. »⁵

L'attitude de la gauche de l'USPD changea à l'été 1920. Non pas du fait d'une action quelconque du KPD lui-même, mais à cause des pressions des dirigeants de la nouvelle Internationale Communiste, en particulier du parti bolchevik russe. La demande de l'USPD de négociations sur l'appartenance à l'Internationale Communiste reçut de Moscou une réponse simple : l'affiliation n'était possible que si la gauche prenait le contrôle de la totalité de l'appareil du parti et de sa presse, excluait les dirigeants droitiers et s'employait à construire un parti révolutionnaire centralisé. Telle était la substance des « 21 conditions » appliquées à l'USPD et à des partis semblables dans d'autres pays, y compris les partis socialistes français et italien, le Parti Travailleuse norvégien, et l'ILP britannique.

Le but, et les dirigeants de l'Internationale n'en faisaient pas mystère, était de séparer les « nombreux bons communistes » de ces partis des dirigeants mous, « centristes » et réformistes.

Quatre représentants des Indépendants allemands – deux de chaque aile du parti – assistèrent au Second Congrès de l'Internationale Communiste. Les délégués de la droite restèrent intraitables dans leur défense du parti tel qu'il était. Les délégués de la gauche, Däumig et Stocker, furent finalement convaincus que la seule chose à faire était d'exclure la droite, fusionner avec le KPD et rejoindre l'Internationale.⁶

La question fut résolue lorsque les délégués rentrèrent en Allemagne pour un congrès spécial du parti à Halle. Hilferding fit le principal discours pour la droite, et Zinoviev, venu de Russie, expliqua la position de l'Internationale. Il fit un discours brillant et démagogique qui remporta l'adhésion des derniers hésitants – et la position de la gauche fut adoptée par 237 voix contre 156.

La droite rompit immédiatement, insistant sur le fait qu'elle conserverait le nom de l'ancien parti avec la plupart de ses organes de presse. La gauche négocia alors les termes d'une fusion avec les communistes, et un congrès conjoint, tenu en décembre, fonda un « nouveau » parti, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne (VKPD – le V fut abandonné quelques mois après sa fondation).

Mais la masse des effectifs des Sociaux-Démocrates Indépendants ne rejoignit pas le nouveau parti. Sur les 400 000 qui restèrent en dehors, un tiers peut-être passa au nouvel USPD contrôlé par la droite. Le reste ne rejoignit aucun parti, attendant de voir comme les choses allaient se développer. Cela conservait cependant au Parti Communiste Unifié un demi-million de membres environ – dix fois plus qu'à l'époque du putsch de Kapp. Avec ce nouveau parti, il semblait que la Révolution Allemande allait à nouveau pouvoir faire de grands pas en avant. Mais ce ne devait pas être le cas.

L'Action de Mars

Les travailleurs d'Allemagne centrale, autour de Halle et Merseberg, étaient devenus parmi les plus révolutionnaires

5 Cité in Pierre Broué, *Révolution en Allemagne* (Paris 1971) p. 328.

6 Pour la discussion publique du congrès, voir *The Second Congress of the Communist International, Minutes of the Proceedings* (2 volumes, Londres 1977).

du pays en 1919 et 1920 – même si les mineurs de la région avaient été, avant la guerre, conservateurs et apolitiques. Ils se heurtèrent violemment aux Freikorps en 1919, et prirent en quelque sorte le contrôle de la région pendant le putsch de Kapp.

Ils avaient ensuite conservé leurs armes, et utilisé leur force fraîchement acquise pour se défendre des attaques contre leurs conditions de vie et de travail. Pour prendre la mesure de leur radicalisation, lors des élections du Land prussien en février 1921 ce fut la seule zone dans laquelle les suffrages des communistes (204 000) étaient supérieurs aux voix combinées des deux partis sociaux-démocrates (147 000) : c'était le seul endroit du pays où les communistes étaient visiblement la majorité de la classe ouvrière.

A la mi-mars le chef social-démocrate de la province, Horsing, décida que le moment était venu de mettre un terme à cet état de choses. Il annonça qu'il allait envoyer la police de sécurité dans la région pour en finir avec « les grèves sauvages, le pillage, les vols, le terrorisme et autres manifestations de non-droit ».

Horsing avait bien choisi son moment. Il savait que les fêtes de Pâques, dix jours plus tard, rendraient une action défensive difficile pour les travailleurs. Il espérait aussi que le reste de l'Allemagne ne réagirait pas à des « opérations de maintien de l'ordre » dirigées contre les travailleurs d'une localité – pas plus qu'il n'avait réagi aux marches des Freikorps en 1919 ou à l'écrasement de la Ruhr après le putsch de Kapp.

Mais à l'inverse de ces deux épisodes, la majorité de la direction communiste pensait que désormais, avec l'augmentation considérable des forces de leur parti, ils n'avaient plus besoin d'être constamment sur la défensive. Une partie de la direction du Comintern fit plus que les encourager dans cette voie. Il fut décidé de transformer les escarmouches relativement insignifiantes de l'Allemagne centrale en démonstration de force pour le nouveau Parti Communiste de masse. Toutes ses forces furent jetées dans la transformation des petits affrontements en une nouvelle offensive révolutionnaire – insurrectionnelle – de la classe au niveau national.

Le parti décida de pousser à la grève générale dans toute l'Allemagne centrale. Le 18 mars, le quotidien du parti, *Rote Fahne*, appela les travailleurs de toute l'Allemagne à s'armer. Il ne faisait pas mention de la situation en Allemagne centrale, préférant utiliser comme un prétexte le refus du gouvernement bavarois de désarmer les bandes d'extrême droite. Le 20 mars, le journal faisait référence à l'Allemagne centrale, appelant tous les travailleurs à venir à l'aide de cette région. En fait, le journal disait que tous ceux qui ne le feraient pas seraient des jaunes : « Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous », vociférait la première page.

Mais la grève de protestation ne fut pas générale, y compris en Allemagne centrale. Les travailleurs avaient fait grève dans la zone de Mansfeld-Eisleben, où la police de sécurité de Horsing était déjà présente. Mais l'ambiance à Halle était telle que la direction du parti hésitait à appeler à la grève générale. Les tentatives de la direction nationale pour pousser la lutte en avant prirent une note désespérée. Un représentant de la Centrale du Parti, Eberlein, expliqua aux communistes de Halle qu'ils devaient utiliser tous les moyens pour « provoquer un soulèvement en Allemagne moyenne ». Il alla jusqu'à proposer de faire sauter les locaux du parti, pour en mettre la responsabilité sur la police et susciter la colère des travailleurs !⁷

La tactique d'auto-provocation ne fut pas adoptée – même si l'histoire fut par la suite beaucoup utilisée pour discréditer le Parti Communiste. Au lieu de cela, le parti accepta les services de Max Hoelz, le dirigeant de « l'Armée Rouge » en Vogtland (près de la frontière tchèque) pendant les journées de Kapp et un héros populaire virtuel du fait de ses exploits en échappant à la police. Hoelz n'était pas membre du parti – il faisait partie de ceux, nombreux, qui s'étaient éloignés après la scission avec l'ultra-gauche. Il avait été qualifié, dans des publications du parti et lors de conférences, de « non-marxiste » et d'« aventurier révolutionnaire ».

Les activités les plus récentes de Hoelz avaient été extrêmement individualistes. Il raconte dans ses mémoires comment il s'employait à « déstabiliser les autorités et terroriser la population » en faisant sauter des tribunaux : il essaya de dynamiter l'hôtel de ville de Falkenstein, en Vogtland, « pour attirer l'attention sur le fait que nous étions, nous autres communistes, toujours vivants » ; il envoya des amis procéder à des actions semblables à Dresde, Freiburg et Leipzig ; finalement il dévalisa diverses banques pour financer le KAPD, bien qu'il n'en fût jamais membre.⁸

Lorsque Hoelz arriva en Allemagne moyenne le 21 mars, le moral des travailleurs était, admet-il, loin d'être insurrectionnel. Lors de la réunion d'un comité de grève à Mansfeld « il n'y avait pas la trace de la moindre préparation à une action armée. (...) Les travailleurs pensaient qu'une grève générale forcerait le « socialiste » Horsing à se retirer ses sentinelles armées ».⁹ Mais le soir suivant, d'après Hoelz, « le comportement brutal et complètement injustifié de la police amena cependant les travailleurs à prendre les armes. (...) Je devais bien plutôt tenter d'organiser les travailleurs qui s'armaient spontanément en unités combattantes ».¹⁰

En tout état de cause, Hoelz se proclama « commandant en chef du soulèvement », une position dont il dit qu'elle fut acceptée à la fois par le KPD et le quartier général du KAPD à Berlin. Travaillant en collaboration avec un dirigeant

7 P Broué, *op. cit.*, p. 481.

8 Max Hoelz, *Vom Weißen Kreuz zur Roten Fahne*, Francfort sur le Main, 1969.

9 Max Hoelz, *op.cit.*, p. 144.

10 *Ibidem*, p.148.

communiste local, Scheider, il réussit à constituer un détachement armé de 400 hommes qui entreprit des attaques de guérilla contre divers postes de police. Cette « armée » se déplaçait d'un endroit à l'autre, rassemblant autour d'elle des mineurs au chômage et « enrôlant » tous les hommes entre 18 et 45 ans,¹¹ jusqu'à ce qu'elle compte, toujours selon Hoelz, 2 500 hommes.

Ces derniers furent rejoints par 3 000 travailleurs qui s'étaient rassemblés à Halle et mis en marche à leur rencontre. En même temps, les ateliers de Leuna, avec leurs 20 000 salariés, s'étaient mis en grève, 2 000 ouvriers s'armant et prenant la contrôle de l'usine ; mais ils ne surent former aucun plan d'offensive, restant inactifs pendant une semaine, forteresse isolée, incapable de se relier aux forces de Hoelz.

Il existe différentes versions des actions entreprises par les armées de Hoelz. Celui-ci, naturellement, tend à exagérer leurs succès. Mais il doit tout de même admettre qu'ils n'étaient pas assez forts pour rester dans une ville plus de 24 heures. D'autres récits décrivent une opération à l'impact militaire très limité. Selon l'historien américain Angress, qui donne une narration détaillée de ces événements, « Ses destructions par le feu, dynamitages et pillages étaient sans système », ¹² le potentiel énorme des travailleurs de Leuna ne fut jamais utilisé ; et les combats eurent lieu sans aucun plan unifié. ¹³ D'après Buber-Neumann, dont on doit prendre en compte la forte animosité envers les communistes lorsqu'on considère ses écrits, il y avait « une confrontation générale avec la police » avec des « attaques d'hôtels de ville, de banques, d'équipements ferroviaires, et enfin de maisons privées ». ¹⁴

La mise en mouvement d'une police armée suffisante pour écraser le « soulèvement » n'était qu'une question de temps. Elle rattrapa « l'Armée Rouge » à Ammendorf, la vainquit dans une confrontation armée, puis pourchassa ses groupes dispersés à travers champs.

Le « soulèvement » lui-même fut un événement de peu de conséquence. Il ne saurait être comparé aux batailles sanglantes contre les Freikorps, ou aux journées de Kapp. Le gouvernement n'eut même pas besoin d'avoir recours à l'armée pour briser les forces de Hoelz, la police s'avérant suffisante. Il n'est pas surprenant que les travailleurs des autres régions, qui avaient assisté à trois reprises à l'écrasement de Berlin, de Brême, de la Bavière et de la Ruhr, ne l'aient pas considéré comme un événement important.

Son intérêt historique réside dans le fait que la direction du Parti Communiste ne comprit rien à ce qui se passait, réagissant de façon erronée, allant jusqu'à mettre en péril la survie de leur parti nouveau-né. Ils décidèrent que c'était une grande action « offensive », « révolutionnaire ». Ils appuyèrent sur des boutons qui n'existaient pas pour essayer d'obtenir une action de solidarité aux proportions insurrectionnelles – et accusèrent leur base de « passivité » lorsque cette action ne se produisit pas.

A Hambourg il y eut une manifestation de quelque 2 000 chômeurs. Ils essayèrent de prendre les docks, et échouèrent. Le gouvernement sauta sur l'occasion pour décréter l'état d'urgence. La direction du Parti Communiste répliqua en appelant à une grève générale nationale illimitée – la veille de la fête de Pâques. Le résultat fut pathétique : à peine 200 000 grévistes selon la plupart des versions, 400 000 selon quelques optimistes. Pourtant le KPD revendiquait 400 000 membres. A Berlin, pratiquement personne ne fit grève, malgré les 200 000 voix dont les communistes avaient été gratifiés aux élections à peine un mois plus tôt. Un ordre du parti local enfonceait le clou : « Un communiste, même s'il est minoritaire parmi les travailleurs, ne doit sous aucun prétexte continuer le travail ». ¹⁵

La classe ne bougea pas. Dans certains endroits, des membres du parti qui avaient plus de détermination que de bon sens essayèrent de bouger à sa place. Ils utilisèrent les chômeurs pour occuper les usines et en bloquer l'accès aux ouvriers. La majorité des travailleurs non communistes qui ignorèrent l'appel à la grève se firent traiter de « jaunes ». Le seul résultat fut de dresser les travailleurs non communistes contre les communistes, avec des disputes, des bagarres et même des coups de feu.

L'usine Krupp Friedrich-Alfred-Hütte de Rheinhausen fut le jeudi matin le théâtre de sévères bagarres entre les communistes qui occupaient les ateliers et les ouvriers qui voulaient travailler. Les ouvriers finirent par charger les communistes avec des bâtons, obtenant ainsi par la force d'entrer sur leur lieu de travail. A la fin, des soldats belges intervinrent dans les rixes, séparèrent les combattants et arrêterent 20 communistes. Ces derniers revinrent plus tard avec des renforts et réoccupèrent la forge. ¹⁶

Au lieu d'expliquer patiemment aux ouvriers sociaux-démocrates que leurs intérêts étaient opposés à ceux de leurs dirigeants, le Parti Communiste traita ces travailleurs comme s'ils étaient identiques à leurs dirigeants :

Nous disons en toute clarté aux ouvriers Indépendants et socialistes majoritaires : si vous tolérez en silence ou en ne la critiquant que mollement la terreur blanche et la justice blanche instituées par Ebert, Severing et Horsing contre les travailleurs, alors la faute en retombera non seulement sur les têtes de vos

11 M Buber-Neumann, *Kriegsschauplätze der Weltrevolution* (Stuttgart 1967), p. 50.

12 Werner Angress, *Stillborn Revolution* (Princeton 1963) p. 149.

13 *Ibidem*, p. 151.

14 M Buber-Neumann, op. cit., p. 50.

15 Cité in Paul Levi, *Unser Weg wider der Putschismus* (Berlin 1921) p. 41.

16 *Ibidem*, p. 40.

*dirigeants mais sur celles de chacun d'entre vous. (...) Honte et déshonneur au travailleur qui se tient aujourd'hui à l'écart ; honte et déshonneur au travailleur qui ne sait pas où est sa place.*¹⁷

La *majorité* des travailleurs se trouvait condamnée pour n'avoir pas bondi au commandement de la minorité !

Les ennemis du parti jubilaient. Le croupion droitier de l'USPD sentit que c'était une question qu'il pouvait facilement exploiter pour attirer à lui ceux qui n'avaient rejoint aucun parti après la scission. Ils dénoncèrent l'action, sous-entendant que Horsing avait eu raison d'envoyer la police de sécurité – et reçurent le soutien de nombreux travailleurs qui avaient été sympathisants des communistes jusqu'à ce qu'ils se fassent huer et traiter de « jaunes ».

Pour le Parti Communiste lui-même, les conséquences furent catastrophiques. Ses actions semblaient justifier tout ce que disaient ses ennemis lorsqu'il le traitaient de « dictatorial », « antidémocratique », « putschiste ». En l'espace de quelques semaines, il perdit 200 000 membres – la moitié de ses forces. Les militants qui étaient trop intelligents pour perdre leur emploi en faisant grève tout seuls pendant que leurs camarades d'atelier travaillaient quittèrent le parti plutôt que d'obéir à ses instructions idiotes. Et les centaines de milliers d'anciens membres de l'USPD qui n'avaient *pas* rejoint le VKPD trouvèrent leurs doutes confirmés.

L'Etat lui aussi sauta sur l'occasion pour mettre en œuvre des mesures répressives, jetant en prison des centaines de communistes – y compris Brandler, le président du parti – et interdisant les journaux communistes. Des dizaines de milliers de communistes loyaux qui avaient obéi au mot d'ordre de grève lancé par leur parti ne furent pas autorisés par la direction à reprendre leur travail. Dans de nombreux districts, les liens entre les travailleurs communistes et non-communistes furent rompus. Les communistes semblaient, aux yeux de nombreux travailleurs, confirmer les vieilles histoires sur les « saboteurs bolcheviks » et les « spartakistes assoiffés de violence ».

Le parti était passé à l'action sans la classe – et s'était presque brisé lui-même.

La direction du KPD se divise

La thèse centrale de ce livre jusqu'ici est que la Révolution Allemande a été vaincue à cause de l'absence, ne serait-ce que du noyau d'un parti cohésif en Novembre 1918. A chaque étape ultérieure, ce manque initial a empoisonné le mouvement, empêchant qu'une orientation cohérente soit donnée aux accès de colère révolutionnaire de la classe ouvrière. A première vue, cependant, l'Action de Mars ne semble pas coller avec cette thèse. Le parti de masse existait – pourtant il se comportait de façon aussi extravagante que Liebknecht et Ledebour en janvier 1919, ou que les dirigeants de l'Armée Rouge de la Ruhr à la fin de mars 1920.

Comment expliquer cette contradiction ?

Les mouvements révolutionnaires les plus puissants ne se libèrent jamais complètement des tares de la société qu'ils combattent. Ils sont construits par des hommes et des femmes qui ont grandi dans cette société, qui ont acquis par l'éducation un grand nombre de ses vices – vanité personnelle, petites jalousies, phobies irrationnelles, peurs obsessionnelles. Tout cela embrume nécessairement le jugement politique : de tous les grands chefs révolutionnaires, seul Lénine semblait capable de mettre complètement de côté de tels sentiments personnels.

La gravité du problème est multipliée par cent lorsque des partis révolutionnaires sont engagés dans des luttes désespérées, existant à peine un jour, propulsés aux portes du pouvoir le lendemain. Leurs dirigeants ne peuvent se payer le luxe de scrupules : ils doivent utiliser certaines des formes caractéristiques d'organisation autoritaire développées par le capitalisme pour combattre le capitalisme. Ils doivent exiger une totale discipline des membres du parti ; ils doivent être prêts à se débarrasser de ceux qui ne peuvent remplir les tâches qui leur sont assignées, aussi bonnes soient leurs intentions, aussi prestigieuses soient leurs réputations.

La frontière entre une action arbitraire, motivée seulement par des sentiments personnels irrationnels, et une action nécessaire est toujours difficile à délimiter dans de telles circonstances : on n'a pas le temps d'en débattre en long et en large. Dans l'Allemagne de 1920-21, la tâche semblait presque impossible.

Un parti révolutionnaire de masse avait été formé, *après* que les occasions révolutionnaires les plus favorables fussent passées, par une politique consistant à briser avec des éléments « gauchistes » impatients mais à l'évidence révolutionnaires (l'essentiel de la base du KAPD), et par l'unification avec des gens qui, certes, évoluaient à gauche, mais qui n'avaient pas encore fait leurs preuves en tant que révolutionnaires. Pendant toute cette période, il y avait eu des sections de travailleurs, dans une région industrielle après l'autre, qui étaient prêts à combattre. Mais le parti avait dépensé autant d'énergie à les empêcher de se lancer dans des aventures suicidaires qu'à exhorter d'autres sections à les soutenir.

Inévitablement, la période était frustrante aussi bien pour la base du parti que pour ses dirigeants. Ils étaient confrontés à des accusations quotidiennes de la part des « gauchistes » exclus, qui les appelaient « centristes », « opportunistes » voire « sociaux-démocrates déguisés ». Et ils se demandaient si une fusion avec les sociaux-

¹⁷ *Rote Fahne*, 30 mars 1921, citée in *ibidem*, p. 41.

démocrates indépendants pouvait produire un parti authentiquement révolutionnaire.

La tension était présente dès la République des Soviets de Bavière : Paul Levi avait critiqué la proclamation de la Seconde République (communiste) des Conseils comme une aventure, alors qu'un autre membre de la direction, Paul Frölich, la soutenait avec ardeur.¹⁸

Le débat fit rage à nouveau après la lutte autour du putsch de Kapp. Tout le monde était d'accord pour dire que la condamnation initiale de la grève générale par la réunion (tronquée) de la Centrale du Parti avait été une erreur grossière. L'incident était clos en ce qui concernait la responsabilité de ce cafouillage, que Frölich attribuait implicitement à Levi – alors que Levi avait lui-même, de prison, sévèrement dénoncé les décisions de la Centrale.

L'argument de Frölich était que, sous l'influence de Levi, la direction du parti avait oublié que c'était *l'action*, et non la propagande, qui gagnait les gens aux idées révolutionnaires. Et donc l'abstentionnisme de la Centrale du Parti au début de la lutte était lié à son soutien à un « gouvernement ouvrier » à la fin. Frölich dénonçait l'invitation faite aux indépendants à se joindre à ce gouvernement comme revenant à dire : « Vous êtes déjà une putain ; prostituez-vous à nouveau pour que nous puissions garder notre virginité ».

Il rappelait que Levi avait dit dans une réunion des conseils d'usine de Berlin que les conditions n'étaient pas mûres pour la dictature du prolétariat. Ceci, insistait Frölich, n'était rien d'autre qu'un « pseudo-marxisme » qui voyait la préparation de la révolution non pas dans l'action, mais dans « six mois de travail d'organisation et d'agitation, six mois de lecture quotidienne d'articles chargés de connaissances historiques et de bons arguments ». Ce que cela reflétait véritablement était « l'espoir d'un moment de pause » qui avait mené à une « politique purement opportuniste ».¹⁹

Levi conservait des appuis considérables dans la direction. Le principal théoricien du parti, Thalheimer, écrivit une réponse sarcastique (qui détruisait de nombreux arguments que Thalheimer lui-même devait utiliser douze mois plus tard). Il décrivait l'article de Frölich comme un « retour de la maladie infantile » - en d'autres termes du gauchisme :

*Lorsque aujourd'hui Paul Frölich lance la phrase générale selon laquelle le développement jusqu'à la victoire passe par une série de défaites ; lorsqu'il se détourne de la phrase du programme spartakiste concernant le besoin de s'appuyer sur la majorité expresse de la classe ouvrière, c'est qu'il n'a pas encore appris les leçons de la semaine de janvier ou de la république munichoise.*²⁰

Lénine, dans un [appendice à son célèbre petit livre *La maladie infantile du communisme*](#), semblait en accord avec la position tactique prise par le Centre du parti allemand sur la question du gouvernement ouvrier – même s'il critiquait comme fausses certaines formulations. Il la décrivait comme :

parfaitement juste dans ses prémisses fondamentales et dans sa conclusion pratique. (...) Cette tactique est, sans nul doute, juste quant au fond.. (...) il est cependant impossible de passer sous silence le fait qu'on ne saurait appeler « socialiste » (dans une déclaration officielle du Parti communiste) un gouvernement de social-traitres (...)

Mais Lénine n'était pas considéré à l'époque comme la divinité qu'il devint plus tard pour le Comintern stalinisé, et ses paroles semblent avoir eu moins d'impact en Allemagne que le jugement de Radek. Le vieux militant de la gauche allemande d'avant-guerre, conseiller de la direction du parti allemand à l'époque des grandes luttes de 1919, était maintenant à Moscou, secrétaire de l'Internationale Communiste à moitié formée. Il avait traversé les expériences de la direction allemande et semble avoir développé les mêmes frustrations et impatiences. Dans l'édition de juillet du journal de l'Internationale, *Die Kommunistische Internationale*, il soutint de tout son poids les arguments de Frölich :

« L'anti-putschisme a dans une certaine mesure mené au quiétisme : de l'impossibilité de la conquête du pouvoir politique en Allemagne – établie empiriquement en 1919 – ils ont tiré la conclusion, en mars 1920, de l'impossibilité de l'action en général... » L'exécutif de l'Internationale avait considéré « comme correcte la lutte contre le putschisme en Allemagne », mais voyait maintenant que « la propagande anti-putschiste doctrinaire est devenue un handicap pour le mouvement ». De plus, en proposant une « opposition loyale » à un « gouvernement ouvrier » la Centrale avait « abandonné sa mission historique ».²¹

Des discussions avaient commencé auparavant, avec une polémique ouverte entre Radek et Levi sur les leçons de la brève République Hongroise des Soviets de mars-juillet 1919. Levi avait sévèrement critiqué les dirigeants communistes hongrois, en particulier Béla Kun, pour avoir pris le pouvoir avant que les travailleurs n'y fussent prêts. Radek répliquait (avec de claires implications pour les événements d'Allemagne) que l'erreur n'avait pas été de prendre le pouvoir, mais de l'avoir fait sans avoir tiré une ligne claire entre eux-mêmes et les sociaux-démocrates « de

18 La partie essentielle du débat a été traduite en anglais in H Gruber (éd), *International Communism in the Era of Lenin* (New York 1972) pp. 157 et suivantes.

19 *Die Internationale*, juillet 1920.

20 *Die Internationale*, juillet 1920, p. 13.

21 *Die Kommunistische Internationale*, juillet 1920 (traduit de l'anglais).

gauche ».²²

À l'époque du Second Congrès de l'Internationale Communiste, tenu à Moscou en juillet 1920, la polémique s'aggravait et on parlait ouvertement d'une tendance « droite » dans le parti allemand, derrière Levi. Le Congrès du Parti Communiste Allemand s'entendit déclarer (par Ernst Meyer) qu'on pensait à Moscou qu'il y avait deux ailes dans le parti, une gauche menée par Meyer et Rosi Wolfstein, et une droite dirigée par Levi et Walcher. Levi leur avait dit que ce n'était pas un clivage politique, mais une différence d'« humeur ». Les « camarades russes » avaient cependant considéré cela comme une continuation des vieilles divergences qui avaient éloigné Rosa Luxemburg et Jogiches de Lénine.²³ Ce qui avait commencé comme une discussion politique se trouvait à l'évidence vicié par de vieilles animosités personnelles – qui remontaient peut-être à l'absurde vendetta d'avant-guerre de Rosa Luxemburg contre Radek.

Les principaux communistes russes engagés dans la construction de l'Internationale – Zinoviev et Boukharine aussi bien que Radek – exhortaient le parti allemand à passer à l'action pour éviter une dérive à droite. Ils conseillaient vivement l'unité avec le « levain révolutionnaire » du KAPD aussi bien qu'avec les « centristes » de la gauche de l'USPD. Avec cette perspective à l'esprit, ils voulaient admettre le KAPD dans l'Internationale. Face aux protestations unanimes de la délégation du KPD (« gauche » aussi bien que « droite »), le KAPD fut relégué au statut de sympathisant.

Zinoviev et Boukharine considéraient tout cela comme une preuve de l'influence « conservatrice » de Levi. L'Internationale n'était pas, à l'époque, le monolithe qu'elle devait devenir. Des désaccords sur de telles questions étaient monnaie courante, et les « Russes » ne pouvaient pas en user avec Levi de manière arbitraire. S'ils pensaient que son approche était fautive, ils devaient en convaincre le parti allemand. Il semble donc que Radek reçut pour instruction de gagner les partisans de Levi dans le parti allemand.

La tâche n'était pas difficile. Rien n'est plus éprouvant pour le système nerveux d'un dirigeant révolutionnaire que de devoir continuellement empêcher des sections des masses de passer prématurément à l'action. Même un dirigeant équilibré et expérimenté comme Brandler souffrait de sentiments de frustration – après tout, il avait lui-même reçu sa part de critiques pour ne s'être pas, pendant les journées de Kapp, engagé dans des « prouesses révolutionnaires » dans sa « forteresse de Chemnitz ». Il lui était plus facile de reprocher à d'autres, plutôt qu'à la situation objective, la politique qui l'avait rendu impopulaire. Même avec le bénéfice du recul historique, il pouvait écrire 40 ans plus tard qu'il était troublé par « des tendances, aussi bien dans la classe ouvrière allemande que dans le KPD, qui ne rejetaient peut-être pas la lutte armée, mais la considéraient avec indifférence ».²⁴

Ce « trouble » ne pouvait être justifié à la fin de 1920 par les besoins de la situation ; il reflétait bien plus la frustration d'être dans une situation où la lutte armée n'était en réalité pas adéquate.

La grande réussite de Levi fut la naissance du nouveau Parti Communiste Unifié par la fusion avec les Indépendants de gauche. Mais cela aussi braqua une partie de la direction contre ce qui leur paraissait chez Levi un excès de modération. Comme Brandler aussi le fit remarquer dans une occasion différente :

*Le parti était devenu si gros que beaucoup de membres pensaient que l'heure de la révolution avait sonné. Les gens étaient si impressionnés par le seul chiffre des effectifs du parti qu'ils refusaient de prendre en considération les forces infiniment supérieures de l'ennemi.*²⁵

Mais les vieux communistes n'étaient pas les seuls à être euphoriques. Beaucoup, dans la masse des effectifs en provenance de l'USPD, étaient encore plus impatients. Ils avaient rompu avec les anciens dirigeants parce qu'ils étaient désormais convaincus de la nécessité d'un parti révolutionnaire puissant basé sur l'action. Ils pensaient qu'étant un demi-million dans un parti authentiquement communiste, ils étaient capables de réaliser ce que près du double ne pouvaient faire dans un parti inerte et mou. Ils furent donc stupéfaits lorsque le premier acte public du parti unifié, en janvier 1921, fut une « lettre ouverte » appelant à l'unité d'action avec les syndicats et les autres « partis ouvriers », à savoir le SPD qu'ils méprisaient et l'USPD qu'ils venaient de quitter. L'appel énumérait un certain nombre de points sur lesquels les déclarations publiques de ces partis coïncidaient avec la position des communistes – défense du niveau de vie des travailleurs, nécessité de l'autodéfense armée contre les groupes terroristes d'extrême droite, libération des prisonniers politiques de la classe ouvrière, établissement de relations commerciales avec la Russie soviétique. Il déclarait :

En proposant cette base d'action, nous ne dissimulons pas un instant, ni à nous-mêmes ni aux masses, que les revendications que nous avons énumérées ne peuvent venir à bout de leur misère. Sans renoncer, fût-ce un instant, à continuer de propager dans les masses ouvrières l'idée de la lutte pour la dictature, unique voie de salut, sans renoncer à appeler et à diriger les masses dans la lutte pour la dictature à chaque moment propice, le parti communiste allemand unifié est prêt à l'action commune avec les partis qui s'appuient sur le prolétariat pour réaliser les revendications mentionnées plus haut.

22 Le débat est traduit en anglais in H Gruber, *op. cit.*, pp. 132 et suivantes.

23 *Bericht über der V Parteitag der KPD*, pp. 26-29.

24 Lettre à Isaac Deutscher, publiée dans *New Left Review* 105, p. 75.

25 Cité par I Deutscher, *New Left Review* 105, p. 50.

L'appel à l'unité d'action fut ignoré par les dirigeants des autres partis. Il reçut bien une réponse favorable de certaines sections de leur base,²⁶ ce qui montrait que c'était un bon moyen d'attirer celle-ci vers les communistes, en particulier d'anciens Indépendants qui n'avaient rejoint aucun parti après la scission. Mais au sein du Parti Communiste et de l'Internationale, cela accrût l'hostilité envers Levi : seule une intervention de Lénine empêcha l'exécutif de l'Internationale Communiste (dirigée par Zinoviev et Boukharine) de le dénoncer publiquement.

Toutes ces divisions atteignirent finalement leur paroxysme au début de mars. Levi avait indisposé les délégués du Comintern au Congrès du Parti Socialiste Italien en s'opposant ouvertement à leur tactique de division du parti pour former un nouveau Parti Communiste dirigé par le gauchiste Bordiga. Un de ces délégués, Rákosi, assista ensuite à une réunion du comité central du parti allemand qu'il persuada, profitant des animosités contre Levi, de condamner son attitude par 28 voix contre 23. De plus, en présentant sa résolution, Rákosi ajouta qu'il fallait qu'il y ait encore plus de scissions – « *en Italie, en France, ou en Allemagne* », ce qui était à l'évidence une attaque contre Levi lui-même.

Dans un mouvement d'humeur, Levi et quatre de ses partisans – parmi lesquels le co-président du parti, Däumig, et la vieille amie de Rosa Luxemburg Clara Zetkin – démissionnèrent de la Centrale. Ce qui laissait la direction entre les mains du groupe qui s'était laissé convaincre que Levi avait été trop « prudent » – Frölich, Brandler, Meyer et Thalheimer. Dans une série de lettres qu'il leur adressa, Radek les invitait instamment à détruire la position de Levi dans le parti une fois pour toutes.²⁷

Ce qui fut désastreux pour le développement ultérieur du parti fut l'énorme promotion donnée par ces actes à un courant bien plus « gauchiste » qui commençait à grandir dans le district de Berlin. Il est intéressant de noter qu'il était rassemblé autour d'Ernst Friesland, qui avait été le principal responsable de la ligne abstentionniste au début du putsch de Kapp (ce qui n'avait pas empêché la « gauche » d'en faire le reproche à Levi, qui était en prison). Mais ses personnalités les plus tonitruantes étaient deux jeunes intellectuels communistes dont aucun n'était révolutionnaire depuis plus de trois ans – Ruth Fischer et Arkadi Maslow.

La poussée finale pour l'Action de Mars ne fut cependant donnée par aucun des éléments qui, au sein du parti allemand, s'étaient dressés contre Levi. Quelques jours plus tard, le communiste hongrois Béla Kun arriva à Berlin en tant que délégué de Moscou. On ne sait pas très bien si le conseil qu'il donna au Centre du Parti restructuré venait de lui – Brandler prétend que Kun agissait sur instructions de Zinoviev, le président de l'Internationale.²⁸ Mais il y a peu de doutes en ce qui concerne l'avis qu'il formula alors.

Levi expliquait, dans une lettre à Lénine du 29 mars, que Kun l'avait rencontré, lui et Clara Zetkin, et leur avait dit :

que la Russie se trouvait dans une situation extraordinairement difficile [il y avait eu une famine qui avait provoqué des révoltes paysannes et le soulèvement de Kronstadt]. Que c'était une nécessité absolue qu'elle soit soulagée par des mouvements à l'Ouest et que pour cette raison le Parti Communiste Allemand devait passer à l'action.

Que le KPD unifié comptait 500 000 membres, avec lesquels on pouvait mettre en mouvement 1 500 000 prolétaires, ce qui est suffisant pour renverser le gouvernement. Qu'il était pour commencer la lutte immédiatement avec le slogan « Renversement du gouvernement » »²⁹

Kun, très clairement, délivra le même message à la nouvelle Centrale. Les 16 et 17 mars, lors d'une réunion du comité central, Brandler, qui remplaçait Levi comme président, déclarait :

Les antagonismes entre les Etats impérialistes se sont intensifiés, les antagonismes entre l'Amérique et l'Angleterre se sont aggravés. A moins qu'une révolution ne donne une orientation différente aux événements, nous allons très bientôt être confrontés à une guerre anglo-américaine. (...) Des difficultés domestiques sont dans le domaine du possible. (...) Il y a 90 % de chances pour que des conflits armés éclatent entre les impérialistes allemands et polonais. J'affirme qu'aujourd'hui nous sommes capables d'influencer deux à trois millions de travailleurs non-communistes qui vont combattre sous notre drapeau dans des actions, et même dans des opérations offensives. C'est donc notre devoir dans la situation présente d'intervenir par des actions pour influencer les choses dans notre sens.³⁰

De tout cela, Frölich, également pour la Centrale, concluait : « Par notre activité nous devons nous assurer que éruption se produit, même s'il est nécessaire que nous provoquions la Garde Locale. »³¹

26 Pour des détails, voir P Broué, *op. cit.*, p. 456.

27 In H Gruber (éd), *op. cit.*, p. 302.

28 Lettre à Deutscher, *New Left Review* 105, p. 68.

29 Paul Levi, *Brief an Lenin, Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie*, Francfort, 1969, p. 38.

30 Cité d'après Levi, *Unser Weg wider den Putschismus*, Berlin 1921, pp. 30 et suivantes.

31 *Ibid*, p. 32.

Ainsi, sur la base de prédictions hautement problématiques, la stratégie générale du parti fut de passer de la défensive à l'offensive.

La « théorie de l'offensive »

Ce qui sous-tendait le nouveau tournant en vint à être connu sous le nom de « théorie de l'offensive ». C'était une doctrine qui fut propagée par Boukharine à Moscou, et acceptée à des degrés divers par Zinoviev, Kun, Radek, la nouvelle Centrale allemande et la gauche berlinoise de Friesland, Fischer et Maslow.

L'argument de base était qu'il n'était plus nécessaire que le Parti Communiste soit passif, dans l'attente de développements spontanés en provenance de la classe. L'effondrement du capitalisme avait pour conséquence qu'un parti communiste de masse pouvait « éveiller » les masses à des actions armées offensives à caractère partiel. Cela aggraverait l'instabilité du système et amènerait davantage de travailleurs à passer à l'action, jusqu'à ce que la prise du pouvoir soit à l'ordre du jour.

Le mode d'emploi de cette « stratégie », telle qu'elle était appliquée à l'Allemagne, était indiqué dans une lettre envoyée à certains membres de la Centrale allemande peu avant l'Action de Mars :

*Si la faille entre l'Allemagne et l'Entente s'agrandit, et dans l'éventualité d'une guerre avec la Pologne, nous parlerons. C'est précisément parce que ces possibilités existent que vous devez tout faire pour mobiliser le parti. (...) Si, maintenant, vous ne faites pas tout, par une pression incessante en vue de l'action, (...) vous échouerez de nouveau à un moment décisif. (...) moins penser à la formule « radicale » qu'à l'action (...)*³²

La lettre était mesurée et conditionnelle comparée avec l'interprétation qui en fut faite par ceux qui la lurent. Frölich informa le comité central que la nouvelle tactique impliquait

...une rupture complète avec le passé. Jusque là nous étions guidés par la tactique, ou plutôt nous étions contraints d'accepter la tactique consistant à gagner de temps jusqu'à ce qu'une situation propice à l'action existât. (...) Maintenant nous disons : nous sommes si forts et la situation est si chargée de possibilités que nous pouvons forcer le sort du parti et de la révolution.

*Le parti doit aujourd'hui assumer l'initiative, indiquer que nous ne voulons plus gagner du temps, attendre jusqu'à ce que nous soyons confrontés au fait accompli ; nous entendons créer ce fait nous-mêmes.*³³

Les conséquences choquantes de l'Action de Mars ne discréditèrent pas immédiatement cette théorie. Radek, qui en privé concédait qu'on avait peut-être appelé à l'action « trop tôt », répétait avec insistance en public quatre semaines plus tard qu'il y aurait encore beaucoup d'« actions partielles » semblables. « Le développement de la révolution allemande passera par une centaine d'actions territoriales fragmentaires », disait-il.³⁴

La Centrale du Parti enfonceait le clou :

*Dans une époque de profonde tension politique, de telles actions, même si elles se terminent en défaites temporaires, constituent la condition préalable indispensable des victoires à venir, et, pour un parti révolutionnaire, la seule façon possible de conquérir les masses pour lui et pour le combat révolutionnaire victorieux et de commencer à faire prendre conscience aux masses indifférentes de la situation politique objective.*³⁵

En réalité, évidemment, l'Action de Mars avait causé au parti des dommages terribles, lui faisant perdre la moitié de ses membres et éloignant de lui les centaines de milliers de travailleurs qui hésitaient entre les deux moitiés de l'ancien USPD. Quelques actions de plus dans la même logique auraient détruit le parti complètement.

En fait, la « théorie de l'offensive » n'avait rien de nouveau. A de nombreux égards c'était une reformulation de ce que disait l'ultra-gauche en 1919. En tant que théorie, elle a également connu une vogue plus récente : elle était inscrite dans la vision guévariste, populaire dans de nombreux cercles révolutionnaires à la fin des années 1960 et au début des années 1970 – qui s'exprimait par le slogan : « Le devoir d'un révolutionnaire est de faire la révolution ».

Toutes les versions de cette même position fondamentale proclament que d'une manière ou d'une autre les révolutionnaires pouvaient pousser les travailleurs à l'insurrection au moyen d'actions armées entreprises par une

32 Cité d'après Broué, *op. cit.*, http://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all_25.htm#_ftnref5

33 Cité in Gruber, *op. cit.*, p. 278-279.

34 *Soll die VKPD eine Massenpartei der Revolutionäre Aktion, oder eine Zentristische Partei der Wartens Sein?* (mai 1921).

35 *Die Internationale*, volume 4, 1921, p. 125.

« minorité agissante ». Elles oublient toutes que les travailleurs, y compris les membres d'un parti révolutionnaire, ne passeront à l'action révolutionnaire que s'ils ressentent *par eux-mêmes* qu'une transformation de la société est nécessaire. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui *font* la révolution ; c'est la masse des travailleurs. La tâche des révolutionnaires est de *guider* ces travailleurs, et non de se substituer à eux.

L'Action de Mars de 1921 est le test historique le plus important auquel cette théorie ait jamais été soumise. Le recul qui suivit aurait dû être sa réfutation définitive.

La crise dans le parti

Le résultat de l'Action de Mars envoya une onde de choc à la fois dans le Parti Communiste Allemand et dans l'Internationale Communiste.

Le premier choc, en Allemagne même, fut le départ du parti de Paul Levi, le membre le plus important à s'être opposé à l'Action de Mars. Levi avait été le dirigeant le plus influent du parti de la mort de Jogiches à sa démission à peine une semaine avant l'Action. Il était incontestablement le plus capable des dirigeants. Mais il semble avoir eu un dédain considérable pour ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui, et il ne comprenait pas vraiment que c'étaient de sincères et courageuses convictions révolutionnaires qui avaient amené des communistes fraîchement convertis à des actes de démesure gauchiste.

Alfred Rosmer, qui n'avait pas une grande sympathie pour les ennemis de Levi, le décrivait à l'époque du Second Congrès de l'Internationale à Moscou :

Les communistes qui lui avaient résisté à Heidelberg [l'ultra-gauche] étaient sa bête noire ; il en était obsédé ; le conflit prenait l'allure d'une affaire personnelle . (...) il revenait toujours à cette terrible opposition ; cela frisait la manie de la persécution.³⁶

Levi était en rage contre la stupidité de la majorité de la direction, et ne cachait pas sa fureur. Dans un pamphlet publié quelques jours plus tard il dénonça l'Action. La brochure, intitulée *Notre chemin contre le putschisme*, était une dénonciation brillante du raisonnement qui avait mené au « plus important putsch bakouniniste de l'histoire ». Il utilisait toutes ses ressources de rhétorique et de sarcasme pour marteler l'argument selon lequel c'était de la folie que de lancer une action armée « offensive » alors que la masse des travailleurs était passive, et seulement quelques semaines après que le parti n'ait obtenu qu'un tiers des voix du SPD et de l'USPD combinés lors d'élections tenues dans les deux tiers du pays.³⁷

Levi expliquait que ce n'était pas plus facile, pour le Parti Communiste de masse, de pousser à la lutte des travailleurs sociaux-démocrates, que cela ne l'avait été pour la petite Ligue Spartakus de 1918-19, c'était au contraire *plus difficile*.

Au début de la révolution allemande les sociaux-réformistes de toutes sortes étaient complètement sur la défensive. Certes, ils avaient les grandes masses derrière eux, mais leurs rangs étaient inorganisés. (...) Aujourd'hui le social-réformisme a organisé une résistance consciente et tenace contre le communisme, il passe même déjà de la défensive à l'offensive. (...) L'influence morale des communistes sur les masses prolétariennes indécises ou toujours réformistes ne vient plus d'elle-même aux communistes. Elle doit être conquise.³⁸

Au lieu de gagner les travailleurs, « la Centrale a joué avec la garde favorite de Bakounine, le lumpenprolétariat ». « Les chômeurs ont été envoyés comme des colonnes d'assaut » contre les travailleurs ayant un emploi. Le résultat a été « une insurrection soudaine et irréfléchie contre la bourgeoisie et les quatre cinquièmes du prolétariat, un putsch ».³⁹

Le pamphlet démolissait les partisans de la « théorie de l'offensive ». L'ennui, malgré tout, était qu'il était écrit dans un style presque calculé pour ne pas convaincre la base du parti, mais simplement les mettre en colère. Il donnait l'impression de se moquer de leur courage, de leur promptitude à descendre dans la rue pour combattre. Son ton était celui de quelqu'un qui regardait le parti de l'extérieur, comme s'il n'en était pas membre, avec ses erreurs. Ce n'était que trop facile, pour la majorité de la direction du parti, qui n'avait toujours rien appris de l'Action, de dresser les militants contre Levi pour avoir écrit sur ce ton, plutôt que de répondre à ses arguments. Ils l'exclurent du parti pour « manquement à la discipline » sans se soucier de répliquer à aucune de ses critiques.

36 Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine*, (Petite Collection Maspéro, Paris 1970) p. 40.

37 Paul Levi, *Unser Weg*.

38 *Ibidem*, p. 25.

39 *Ibidem*, p. 43, 46 et 52.

La dispute internationale

La discussion sur l'Action de Mars faisait bientôt rage à Moscou autant qu'à Berlin. Car bien qu'une section de la direction de l'Internationale Communiste ait poussé à des actions offensives, des dirigeants comme Lénine et Trotsky n'avaient pas la moindre idée de ce qui se préparait et de ce qui se disait.

Levi lui-même désignait dans son pamphlet un des problèmes les plus importants auxquels était confrontée l'Internationale. Elle était dominée par le Parti Bolchevik russe, qui, avec son expérience de prise du pouvoir réussie, avait des millions de choses à enseigner aux autres partis. Mais le Parti Bolchevik était absorbé par la défense de la révolution en Russie elle-même. Par conséquent :

D'abord la Russie n'est naturellement pas dans une position lui permettant de mettre à disposition les meilleurs éléments. Ils occupent en Russie des postes où ils sont irremplaçables. Du coup, des camarades arrivent en Europe, chacun d'eux plein de bonne volonté, chacun plein d'idées propres, chacun désireux de montrer comment il « règle la question ». Ainsi, l'Europe de l'Ouest et l'Allemagne deviennent le terrain d'expérimentation de toutes sortes d'hommes d'Etat en miniature qui donnent l'impression qu'ils veulent y développer leur technique. (...) Les choses prennent des proportions tragiques lorsqu'on envoie des représentants qui ne possèdent pas les qualités humaines nécessaires.⁴⁰

Il ne fait aucun doute que c'est exactement ce qui s'est passé lorsque Béla Kun est venu à Berlin en mars 1921. Kun, pensaient la plupart des dirigeants communistes, avait fait d'énormes erreurs dans sa conduite de la République Hongroise des Soviets. Puis il s'était querellé avec Lénine sur ses activités dans le Moyen orient soviétique. Tout d'un coup, il voyait une chance de se racheter en organisant une opération réussie en Allemagne – s'il pouvait seulement parvenir à surmonter les réticences des dirigeants allemands « conservateurs », « semi-centristes ».

Mais la responsabilité ne repose pas uniquement sur Kun. Il est à peu près certain qu'il reçut le feu vert de la part de ceux qui étaient responsables des activités du parti allemand dans l'Internationale Communiste – en particulier de Zinoviev, président de l'Internationale. Zinoviev avait collaboré pendant des années avec Lénine, apprenant avec lui un certain style de travail. Il admettait que la construction d'un parti révolutionnaire impliquait de « *tordre le bâton* », ⁴¹ passer brusquement d'une tactique à une autre, lorsque les conditions changeaient. Malheureusement, il n'avait pas appris de Lénine à faire l'évaluation objective nécessaire pour savoir quand le changement de tactique devait être opéré. Il pouvait copier la *forme* de la méthode de Lénine, mais pas son contenu.

Il n'avait pas non plus appris de Lénine comment gagner d'autres communistes à un tel changement de tactique. Lénine argumentait avec soin et patience pour amener le parti à accepter le changement : ses œuvres complètes sont pleines d'articles répétant constamment, encore et encore, les mêmes thèmes lors de chaque étape particulière de l'histoire du Parti Bolchevik. A l'inverse, Zinoviev était un démagogue, brillant à la tribune, mais porté à forcer les choses plus qu'à expliquer patiemment. De façon caractéristique, Brandler le décrit « tapant du poing sur la table » pour amener les communistes étrangers à accepter son opinion ; ⁴² il est difficile d'imaginer Lénine se comportant de cette manière.

Isaac Deutscher écrit de Zinoviev : « Il faisait merveille lorsqu'il exploitait les idées de Lénine ou lorsqu'il se faisait son porte-parole tonitruant et tempétueux ; mais son intelligence manquait de vigueur ». ⁴³ Il est clair que lorsqu'il n'agissait pas sur les instructions directes de Lénine, Zinoviev avait presque toujours tort : il s'opposa à la révolution bolchevik en octobre 1917, et ne fit montre, après la mort de Lénine, ni de perspicacité ni de volonté.

L'autre poids lourd bolchevik engagé dans un travail régulier pour l'Internationale était Boukharine. Moins porté à la démagogie que Zinoviev, il avait une pensée plus substantielle. Mais, en 1920 et 1921, il était encore très marqué par le « bolchevisme de gauche ». Il avait défendu sa propre « théorie de l'offensive » en 1918 lorsque, à l'époque des pourparlers de Brest-Litovsk, il proclamait que les Bolcheviks pouvaient faire surgir une Armée Rouge du néant et répandre la révolution en prenant l'offensive contre les troupes allemandes. En 1920, le même raisonnement l'avait conduit à soutenir avec enthousiasme l'avance de l'Armée Rouge jusqu'aux portes de Varsovie, contre l'avis du Commissaire du peuple à la Guerre, Léon Trotsky. ⁴⁴

On peut dire que Zinoviev et Boukharine, avec Radek, dirigèrent l'Internationale Communiste jusqu'à l'Action de Mars. Lénine et Trotsky faisaient des apparitions occasionnelles lors des réunions de son exécutif, mais étaient le plus souvent trop occupés par d'autres choses. « L'exécutif du Comintern n'était alors qu'un modeste bureau. Lénine n'assista à ses réunions que deux ou trois fois : il n'avait tout simplement pas le temps de venir plus souvent », a dit Brandler. ⁴⁵

Avec le recul, il est possible de voir que ces « deux ou trois » visites de Lénine avaient déjà apporté le commencement d'une perspective différente, dans la construction des partis communistes d'Europe de l'Ouest, de celle

⁴⁰ *Ibidem*, p. 54.

⁴¹ Pour ce que cela signifiait pour Lénine, voir Tony Cliff, *Lenin vol 1* (Londres 1975).

⁴² *New Left Review* 105, p. 52.

⁴³ Isaac Deutscher, *Le prophète désarmé* (Paris 1979) p. 117.

⁴⁴ S F Cohen, *Bukharin and the Bolshevik Revolution* (Londres 1974) p. 101.

⁴⁵ Cité in I Deutscher, *New Left Review* 105, p. 31.

de Zinoviev et Boukharine. Lénine avait, par exemple, soutenu la proposition de « gouvernement ouvrier » lors des journées de Kapp et la lettre ouverte aux sociaux-démocrates de janvier 1921. Mais, jusqu'à l'Action de Mars, il n'avait pas saisi que cette perspective était fondamentalement différente de celle de Zinoviev et Boukharine – il était d'accord avec eux, par exemple, pour mettre la pression sur le KPD dans le sens d'une fusion avec le KAPD « gauchiste ».

Peu après l'Action de Mars, Lénine écrivit à Levi et à Clara Zetkin :

En ce qui concerne les dernières grèves et le mouvement insurrectionnel, je n'ai absolument rien lu. Qu'un représentant de l'exécutif de l'Internationale [Kun] ait proposé une tactique imbécile, gauchiste, d'action immédiate « pour aider les Russes », je le crois sans trop de peine : ce représentant se trouve souvent trop à gauche. A mon avis, dans de tels cas, vous ne devez pas céder, mais protester et porter immédiatement la question devant le plenum de l'exécutif.

Son attitude devait cependant se durcir bientôt considérablement. Il étudia les événements d'Allemagne dans le détail et décida que non seulement Kun, mais la direction du Comintern avait commis une pure folie. Le 10 juin, il écrivait à Zinoviev : « Levi, politiquement, avait raison sur beaucoup de points. (...) Les thèses de Thalheimer et de Béla Kun sont sur le plan politique radicalement fausses » - et ce, après que l'exclusion de Levi du parti allemand ait été confirmée par l'Internationale !

« C'est terrible, tout ce qu'on a laissé passer. », continuait Lénine. Traitant de la « théorie » qui avait justifié l'Action, il ajoutait :

Il est insensé et malfaisant d'écrire et d'admettre que la période de propagande est révolue et que celle de l'action a commencé. (...) Il faut sans cesse et de façon systématique lutter pour gagner la majorité de la classe ouvrière, d'abord à l'intérieur des vieux syndicats.

Il dit à Clara Zetkin – qui plaidait auprès de lui la cause de Levi – que « Levi avait perdu la tête : mais au moins il avait une tête à perdre ». La « théorie de l'offensive » était une absurdité :

Est-ce qu'on peut vraiment l'appeler une théorie ? Non, c'est une illusion, c'est du romantisme. (...) Nous ne pouvons pas écrire de la poésie et rêver. (...) En attendant nous avons plus à apprendre de Marx que de Thalheimer et Béla. (...) La Révolution Russe, après tout, continue à fournir plus d'enseignements que l'« Action de Mars » allemande.⁴⁶

Trotsky étant, de façon indépendante, arrivé à la même conclusion, ils décidèrent de lutter ensemble et d'« étouffer » la « théorie de l'offensive » à l'occasion du Troisième Congrès de l'Internationale, qui devait se tenir à la fin juin 1921.

Aussi curieux que cela puisse paraître, Lénine et Trotsky n'étaient pas sûrs d'obtenir la majorité au Congrès. Ce n'était pas la période de Staline, et les délégués étaient libres de se faire une opinion personnelle sur toutes les questions. Zinoviev et Boukharine étaient résolument opposés à Lénine et Trotsky, et tentèrent de gagner les délégués à leur point de vue individuellement avant le début du Congrès.

Mais Lénine et Trotsky furent aidés par une chose. Une section de la direction allemande qui avait lancé l'Action de Mars avait déjà des doutes : Brandler s'était enfui en Russie pour éviter d'être emprisonné et avait rapidement changé d'avis sur la question. A Moscou, Lénine et Trotsky réussirent même à convaincre le « théoricien de l'offensive », Thalheimer, et le gauchiste berlinois Friesland.

Le Congrès fut une victoire politique pour la ligne désormais adoptée par les deux dirigeants de la Révolution Russe. Lénine proclamait avec insistance, dans ses discours, que les positions politiques soi-disant « droitières » adoptées par la direction du parti allemand jusqu'au « tournant à gauche » de mars avaient été correctes. La lettre ouverte, appelant au front unique avec les autres « partis ouvriers » avait été, disait-il

une initiative politique exemplaire. (...) C'est exemplaire, car c'est le premier acte d'une méthode pratique visant à attirer la majorité de la classe ouvrière. Qui ne comprend pas qu'en Europe, où presque tous les prolétaires sont organisés, nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière, celui là est perdu pour le mouvement communiste, n'apprendra jamais rien, s'il ne l'a pas encore appris en trois ans de grande révolution.⁴⁷

Lénine se rangea aussi à l'idée que les dirigeants allemands avaient eu raison en 1920 dans leur opposition résolue au KAPD gauchiste. Il écrivit à Zinoviev : « Je vois clairement que ce fut une erreur de ma part que d'avoir accepté l'admission du K.A.P.D. [dans l'Internationale] ». Lors du Congrès même, Lénine déclara que c'était « à mon profond

46 Cité d'après Klara Zetkin, *Erinnerungen an Lenin*, Berlin 1985, p. 35.

47 Discours en faveur de la tactique de l'I.C., Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1921/07/vil19210701.htm>

regret et à ma grande honte » qu'il avait écouté favorablement l'opinion du KAPD sur la « lettre ouverte ».⁴⁸

Trotsky était tout aussi incisif : « C'est notre devoir de dire clairement aux travailleurs allemands que nous considérons la philosophie de l'offensive comme le danger suprême, et sa mise en pratique comme le pire des crimes politiques ». Non seulement il critiquait la « théorie de l'offensive », mais il commençait à élaborer une stratégie alternative – qui reçut au cours de l'année suivante le nom de stratégie du « front unique ». Il proclamait avec force que la première grande vague révolutionnaire était arrivée à son terme. Le capitalisme avait réussi, temporairement, à se stabiliser. Une nouvelle grande poussée ne serait *pas suffisante* pour le renverser. L'espace de temps avant que la révolution ne se répande serait fait d'années et non de semaines.⁴⁹

Le rôle du Parti Communiste, disait Trotsky, était d'utiliser l'entracte de deux ou trois ans pour s'assurer un soutien de masse dans la classe ouvrière. Il pouvait le faire parce que la bourgeoisie utilisait son nouveau répit pour lancer une offensive contre les gains passés des travailleurs – avec baisses de salaire, chômage, répression accrue, allongement de la journée de travail, progression de la droite fasciste. Les sociaux-démocrates et les bureaucrates syndicaux étaient trop liés aux capitalistes pour adopter les formes de lutte radicales qui pouvaient, seules, permettre de gagner ces batailles défensives. Le parti communiste devait se saisir de la lutte sur ces « revendications partielles » et montrer aux partisans de la social-démocratie que seules les méthodes révolutionnaires pouvaient gagner des batailles défensives, aussi limitées soient-elles.

Dans les mois suivant le Congrès, cet argument fut développé plus avant : la seule façon de gagner les travailleurs sociaux-démocrates était de suivre la tactique inaugurée par la « lettre ouverte » allemande – proposer l'unité d'action aux dirigeants des partis sociaux-démocrates et des syndicats. Ce n'est qu'en s'adressant aux dirigeants que les communistes pouvaient parler à leurs bases.

Si les dirigeants *acceptaient* l'invitation à l'unité d'action, même sur des revendications partielles, limitées, en provenance directe du programme réformiste de la social-démocratie, c'était parfait : leur base entrerait dans la lutte aux côtés des communistes, verrait que ce que racontaient ses dirigeants sur les communistes était mensonger, et apprendraient que c'étaient les communistes, et non les dirigeants sociaux-démocrates, qui étaient prêts à se battre « pour chaque miette de pain ».

Si les dirigeants *refusaient* l'invitation à la lutte, cela aussi ne pouvait que bénéficier aux communistes – les dirigeants sociaux-démocrates prouveraient dans la pratique que c'étaient *eux* qui divisaient la classe.

Lénine et Trotsky l'emportèrent sur leur nouvelle stratégie au Congrès de l'Internationale. Mais en même temps, ils acceptèrent un compromis partiel destiné à permettre à la fraction de la direction du Comintern qui avait soutenu les « gauchistes » du parti allemand de « sauver la face ». Un élément de ce compromis était que Levi restait exclu du parti et de l'Internationale.

Lénine justifia cela devant Clara Zetkin en faisant observer que le ton des attaques de Levi contre l'Action de Mars était de nature à détourner de lui de nombreux bons communistes :

*La critique entièrement négative de Levi, qui ne faisait montre d'aucune espèce de solidarité avec le parti et qui ont exaspéré les camarades plus par leur ton que par leur contenu, a détourné l'attention des aspects les plus importants du problème. (...) Une critique sévère de l'Action de Mars était nécessaire. Mais qu'est-ce que Levi a accompli ? Une cruelle lacération du parti.*⁵⁰

Pour Lénine, cela ne laissait pas d'autre choix que de sanctionner Levi, même s'il espérait que celui-ci, après une période disciplinaire de six mois hors du parti, finirait par y revenir.

Cette partie du compromis était peut-être nécessaire. Elle était loin d'être satisfaisante. Parce que pendant que Lénine disait à Zetkin : « Je sais apprécier Levi et ses capacités. (...) Il a fait ses preuves aux temps des pires persécutions », Radek, un des responsables de « l'offensive », parlait de Levi, dans les pages de l'organe officiel de l'Internationale, comme d'un dilettante bourgeois et d'un lâche.⁵¹ De plus, le bureau de l'Internationale publiait des déclarations – avec entre autres les signatures de Lénine et de Trotsky – disant ni plus ni moins : « Levi est un traître. (...) C'est un mensonge abominable que de prétendre que le comité exécutif ou ses représentants ont provoqué le soulèvement de mars ».⁵²

De telles déclarations ne pouvaient être considérées avec indulgence par Levi – ou, ce qui est peut-être plus important, par la section de la direction allemande qui, connaissant la vérité, était d'accord avec lui, pas plus qu'elles ne pouvaient préparer le parti et ses sympathisants à faire face à la vérité si celle-ci était révélée par ses ennemis – ce qui ne manqua pas d'arriver lorsque le journal social-démocrate *Vorwärts* mit la main sur des documents internes du parti

48 *Ibidem*.

49 Voir les discours de Trotsky au Troisième Congrès in [The First Five Years of the Communist International](#) (New York 1945) pp. 227 et suivantes. Traduit de l'anglais.

50 C Zetkin, *op. cit.*

51 [Die kommunistische Internationale](#) (Petrograd 1921).

52 *Die Kommunistische Internationale*, juin 1921. (traduit de l'anglais)

traitant dans le détail des « provocations » de mars.

L'autre partie du compromis était interne au Comintern lui-même. Des thèses conjointes furent présentées au Congrès par Zinoviev et Boukharine d'une part, Lénine et Trotsky de l'autre, après que les deux premiers aient consenti à la nouvelle perspective. En contre-partie, leur soutien à la folie allemande fut dissimulé à la grande majorité des délégués au Congrès. Les procès-verbaux du Congrès donnent l'impression que Zinoviev, Boukharine et Radek étaient aussi sévères envers l'Action de Mars que Lénine et Trotsky : le débat se déroule entre *tous les cinq* et la majorité de la délégation allemande. Ce n'est pas avant la fin des années 20 que Trotsky révéla publiquement qu'il y avait eu deux « factions » dans la direction russe.

Le compromis évita à Zinoviev de perdre la face, tout en permettant à Lénine et Trotsky de gagner la grande majorité de l'Internationale à leur « cours nouveau ». Cela semblait un faible prix à payer que d'abandonner une enquête sur le passé en échange d'un contrôle sur l'avenir. Mais avec le recul du temps, on peut se demander s'ils eurent raison. En sauvant la réputation de Zinoviev, ils laissèrent intacte sa crédibilité dans le mouvement communiste international – une crédibilité qui lui permit d'orienter plusieurs autres partis vers des défaites désastreuses au cours des quatre années qui suivirent.

Le compromis n'empêcha même pas la direction du Comintern de continuer à faire des dégâts en Allemagne – Zinoviev et Radek s'entêtèrent pendant plusieurs mois à stigmatiser ceux qui critiquaient l'Action de Mars comme le « véritable danger ». Lénine lui-même dut intervenir à nouveau en octobre, reprochant sévèrement à Radek de faire « des déclarations totalement fausses. (...) selon lesquelles Clara Zetkin « remet toute action générale du parti jusqu'au jour où les larges masses se soulèveront » », et, en fait, d'essayer « d'essayer de pousser Clara Zetkin hors du parti ». Lénine expliquait avec insistance qu'il y avait désormais un grave danger « d'exagération » dans la « lutte contre le centrisme », de « pratiquer le sport de la « chasse aux centristes » », ce qui ne pouvait que « sauver le centrisme, renforcer sa position ».

En ce qui concernait Levi, Lénine admettait sans hésitation que son infraction à la discipline l'avait mis en dehors du parti, mais se sentait néanmoins tenu de répéter que « Levi a raison sur l'essentiel [souligné par Lénine] dans sa critique de l'Action de Mars 1921 ».⁵³

Le parti allemand en ruines

En décembre 1921, le parti de masse plein de hardiesse de douze mois avant n'existait plus. Les machinations mal conçues de Zinoviev, Radek et Kun ne lui avaient pas seulement coûté la moitié de ses effectifs et son dirigeant le plus capable, elles avaient créé une atmosphère interne de lutte fratricide.

Le départ de Levi fut suivi par d'autres. Le « gauchiste » berlinois repentini Friesland devint président du parti après le compromis du Troisième Congrès du Comintern. Mais à peine assis à la place du conducteur, il se retrouva dans une position essentiellement semblable à celle de Levi – il était provoqué par ses anciens amis « gauchistes » et par le groupe de Zinoviev à la direction de l'Internationale. Il fut véritablement horrifié lorsque, pour la première fois, il apprit la vérité sur ce qui s'était passé en mars par la publication des documents dans *Vorwärts*, et se rapprocha du groupe communiste dissident de Levi. Finalement, en janvier 1922, il fut démis de la direction du parti et quelques jours plus tard il l'avait quitté.

La perte d'un second président en douze mois n'était pas de nature à renforcer la confiance des membres du parti. Des doutes et des disputes agitérent le parti de la tête aux pieds. D'autres personnalités issues de la classe ouvrière partirent bientôt – Däumig, Paul Neumann, Richard Müller, Otto Brass.

Pendant un temps, les anciens membres continuaient à se considérer comme faisant partie du mouvement communiste. Mais l'amertume pour la façon dont ils avaient été traités – en particulier de la part de Levi et de Friesland – les porta à développer une antipathie personnelle envers le parti, sa direction et la plus grande partie du Comintern. Levi remit bientôt en question de nombreuses positions pour lesquelles il s'était battu en deux années de direction du parti et obliqua vers l'aile gauche de la social-démocratie. Friesland alla plus loin, et, sous le nom de Reuter, devint dirigeant social-démocrate et maire de Berlin-Ouest.

Il y eut une deuxième conséquence, à de nombreux égards plus sérieuse que la perte même de nombreux dirigeants. Dans l'atmosphère factionnelle, ceux qui prospéraient étaient ceux pour lesquels l'intrigue et la rhétorique étaient des substituts à la pensée politique. Les deux jeunes intellectuels berlinois, Ruth Fischer et Arkadi Maslow, se délectaient du sectarisme ambiant, « jouant à la chasse au centrisme ». Eloquents et énergiques, ils parvinrent à regrouper autour d'eux beaucoup de nouveaux, des travailleurs qui étaient passés des Indépendants au parti – malgré leur nullité au delà d'une compréhension plus que sommaire du marxisme.

Ils firent cela en répétant sans cesse que la nouvelle direction repentante du parti était « molle », « centriste » et « réformiste ». « L'offensive », disaient-ils, était la seule méthode communiste correcte. « Un parti sur la défensive »,

⁵³ Lénine, Lettre aux communistes allemands, d'après l'original russe, <http://vilenin.eu/t44/p087>. Une traduction française se trouve dans le tome 32 des *Œuvres*.

proclamait Maslow, « est un parti social-démocrate. S'il veut être un parti communiste, il lui faut être offensif. ».⁵⁴ Le ton de Fischer était le même : « Un parti de 500 000 membres qui ne combat pas ne peut que devenir un borbier, et c'est ce qu'il était déjà devenu ».

Si le KPD avait eu une direction ferme et confiante, ceux qui proféraient de telles inepties auraient, soit appris l'humilité, soit pris la porte. Mais dans le chaos politique et le factionisme engendrés par l'Action de Mars, Fischer et Maslow purent gagner l'allégeance de près de la moitié du parti.

La conséquence finale de la folie de mars était la moins quantifiable, mais probablement la plus dévastatrice dans son impact.

La démence avait pris possession de certains des éléments les plus compétents du parti – Brandler, qui avait construit le district ouvrier le plus achevé ; Thalheimer, le théoricien du parti ; Frölich, journaliste et polémiste de grand talent ; Ernst Meyer, son nouveau président ; Radek, le lien avec l'Internationale. Une fois qu'ils eurent compris leur erreur, ils perdirent toute confiance dans leur propre jugement politique. Dans l'avenir, ils hésiteraient avant de se décider à l'action – en particulier pour une action qui impliquerait les travailleurs en armes. Et dans la politique révolutionnaire, comme à la guerre, l'hésitation peut être fatale.

Nous pouvons apercevoir maintenant la réponse à notre première question : pourquoi la folie de mars s'est-elle produite ? La plupart des dirigeants du parti manquaient de confiance dans leur propre jugement après les désastres de 1919 et de 1920. Ils regardaient les délégués de Russie comme les porteurs omniscients de la stratégie et de la tactique révolutionnaires – même si le fait de venir de Moscou ne rendait pas un Kun, un Radek ou même un Zinoviev plus compétent que les dirigeants allemands : seuls Lénine et Trotsky pouvaient prétendre à cette distinction – et eux aussi se trompaient souvent.

S'il y avait eu un parti avec de nombreuses années de lutte commune, au lieu de quelques mois seulement, les dirigeants allemands auraient été suffisamment sûrs d'eux-mêmes pour envoyer Kun (et Zinoviev si nécessaire) faire ses bagages. L'absence d'un embryon de parti avait mené aux défaites de 1919 et aux erreurs de 1920 ; celles-ci, à leur tour, provoquèrent un manque d'assurance qui fut près de détruire le parti de masse une fois qu'il vit le jour ; et l'amère expérience de l'Action de Mars devait miner encore plus la confiance de la direction et mener à de nouveaux désastres.

54 Cité in [P Broué, *op. cit.*](#), p. 506.

Chapitre 11 – Année de crise (1923)

Il n'y a jamais eu de périodes dans l'histoire récente de l'Allemagne aussi favorables à une révolution socialiste que l'été de 1923. Dans le tourbillon de la dévaluation monétaire toutes les idées reçues d'ordre, de propriété et de légalité avaient s'étaient dissoutes. (...) Ce n'étaient pas seulement les travailleurs dans leur ensemble qui ressentaient chaque jour plus clairement que les conditions étaient intolérables et que le système tout entier devait connaître un dénouement terrible. La classe moyenne pillée et ruinée était également remplie d'un ferment révolutionnaire. (Arthur Rosenberg, un ancien intellectuel communiste « de gauche » écrivant dans les années 1930.)¹

La misère économique est trop grande dans les masses. (...) La misère économique prépare le terrain sur lequel grandissent les semences de coups d'Etat et de révolutions. (Un rapport du commissaire prussien à la sécurité publique, au début de 1923.)²

On ne peut nier (...) que de larges masses de la classe ouvrière s'éloignent de la tactique des vieux syndicats et recherche de nouvelles voies. (...) Avec la meilleure volonté du monde, les dirigeants (ne peuvent plus) plus tenir en main la classe ouvrière en ébullition. (Un social-démocrate d'Allemagne centrale, Horsing, dans un rapport au gouvernement à l'été 1923.)³

L'Allemagne était au bout du rouleau. Par d'incessantes grèves, manifestations et combats de rue, les travailleurs protestaient contre le caractère désespéré de leur existence. (Une ancienne communiste écrivant dans les années 1960.)⁴

Une dissolution de l'ordre social était attendue d'un moment à l'autre (Le ministre des finances, se rappelant le passé immédiat en novembre 1923.)⁵

Nous faisons face aujourd'hui à la crise la plus grave que le Reich ait jamais connue (Ordre général émis par le chef des forces armées, Seeckt, en septembre 1923.)⁶

La situation en Allemagne est devenue telle que le problème de faire une révolution victorieuse est devant nous dans toute sa magnitude. (...) Les travailleurs accourent en masse vers notre parti. (...) La prise du pouvoir est possible. (Brandler, président du Parti Communiste Allemand, dans la Pravda du 23 septembre 1923.)⁷

L'année 1923, pour la grande majorité des Allemands, fut l'Année de la Faim. Ce fut l'année de la plus grande crise qu'ils aient connue, l'année où les salaires tombèrent à moins de la moitié de leur valeur de 1914, l'année où l'inflation détruisit l'épargne d'une vaste section de la classe moyenne.

Ce fut l'année où l'unité de l'Etat allemand semblait moribonde, avec quatre puissances rivales occupant différentes régions du pays : l'armée française en Rhénanie et dans la Ruhr, l'extrême droite en Bavière, l'extrême gauche en Allemagne centrale, et le gouvernement officiel au Nord. Ce fut l'année où à la fois la gauche révolutionnaire et la droite fasciste se mobilisèrent pour prendre le pouvoir. Pourtant, ce fut une année qui se termina en laissant la démocratie bourgeoise plus ou moins intacte.

Les origines de la grande crise : l'inflation

La grande crise sociale de 1923 a été constituée de trois éléments étroitement imbriqués. Le premier était une inflation sans précédent, qui atteignit son pic à la fin de l'été. A ce moment là, les prix doubleraient en quelques heures. Des histoires de la période sont entrées dans la mythologie sociale, bien au delà de l'Allemagne : les queues de gens portant des boîtes en carton à la banque pour y ranger les centaines de billets nécessaires pour acheter quelques rares

1 Arthur Rosenberg, *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Francfort sur le Main, 1988, p. 401.

2 Cité in J C Favez, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923* (Genève 1969) p. 35.

3 Cité in W Ersil, *Aktionseinheit stürzt Cuno* (Berlin 1961) p. 72.

4 Margarete Buber-Neumann, *Kriegsschauplätze der Weltrevolution* (Stuttgart 1967) p. 106.

5 Cité in Guttman et Meehan, *The Great Inflation*, p. 203. Traduit de l'anglais.

6 Cité in H J Gordon, *The Reichswehr and the German Republic 1919-26* (Princeton 1957) p. 230. Traduit de l'anglais.

7 Cité in M Buber-Neumann, *op. cit.*, p. 109.

nécessités ; les travailleurs payés à 11 heures du matin pour pouvoir aller faire leurs courses avant que les prix n'aient doublé à midi ; l'étudiant qui voyait le prix de sa tasse de café augmenter de 80 % pendant qu'il était assis devant elle ; et les billets d'un million de marks utilisés comme papier mural.

C'était l'argent-confetti dont les politiciens continuent sous nos yeux à agiter le spectre. Ce qu'ils n'expliquent pas, cependant, c'est *comment* une inflation à une telle échelle a pu s'abattre sur une nation dotée d'une des plus puissantes économies de la planète.

L'inflation commença pendant la guerre, lorsque le gouvernement avait d'énormes factures à payer. Il ne pouvait y parvenir en taxant les travailleurs, qui vivaient déjà en dessous du niveau de subsistance, et ne voulait pas faire payer ses amis du monde des affaires. Alors il emprunta de vastes sommes, dans l'espoir de les rembourser grâce aux bénéfices d'une victoire rapide. Lorsque la victoire se fit prier, il eut recours à la planche à billets. Dans les années 1914-1918 les prix doublèrent.

Mais la politique consistant à financer de cette façon les dépenses de l'Etat ne cessa pas avec la guerre. Elle comportait trop d'avantages pour le grand capital. Les prix augmentèrent de 42 % entre novembre 1918 et juillet 1919, et en février 1920 atteignirent huit fois et demi leur niveau d'avant-guerre.

Dans les années suivantes, les cercles nationalistes d'extrême droite financés par les grands milieux d'affaires mirent l'inflation sur le compte des réparations et des pertes de territoire consécutives au Traité de Versailles. Mais c'était loin de constituer une explication complète – le paiement des réparations n'ayant pas commencé avant janvier 1920. Avant cette date vinrent les énormes augmentations de prix mentionnées ci-dessus – et de mars 1920 à mars 1921 la valeur du mark sur le marché des changes resta stable. Puis elle s'effondra, passant de 70 marks pour un dollar à 270 ; mais il y eut encore cinq mois de stabilité.

La « grande inflation » commença à monter en puissance en juin 1922. Il fallait 300 marks pour acheter un dollar en juin, 8 000 six mois plus tard. Les prix intérieurs n'augmentèrent pas aussi vite – mais ils s'élevèrent comme jamais auparavant. L'effet sur les salaires était déjà catastrophique. En 1920, des groupes tels que les mineurs avaient vu leurs salaires réels s'améliorer, passant de 60 % du chiffre de 1914 à 90 %. Pendant l'année 1922 ils descendirent à moins de la moitié du chiffre de 1914.

Le retour de l'inflation en 1922 n'était pas « inévitable ». Bien des économistes dévoués au capital, à l'époque et depuis, ont diagnostiqué qu'elle aurait pu être conjurée si le gouvernement avait été prêt à utiliser ses réserves d'or et à introduire un système fiscal adéquat. En fait, l'action du gouvernement a bien réussi à trois reprises à arrêter provisoirement la chute de la valeur de la monnaie – en 1920, au début de 1922 et à nouveau en mars-avril 1923.

Mais aucun gouvernement ne pouvait maintenir longtemps une telle politique : elle fut obstinément combattue par les sections les plus puissantes du monde des affaires jusqu'à l'automne de 1923. Comme trois historiens récents de l'inflation ont noté :

Les représentants de l'industrie allemande propageaient inlassablement leurs thèses, avertissant des conséquences qu'un renversement de la tendance du mark à la baisse aurait pour les exportations, l'emploi et l'économie allemande dans son ensemble.⁸

L'industriel le plus influent était le « roi de la Ruhr », Stinnes. La direction du département d'Etat américain pour l'Europe l'appelait « l'homme le plus puissant d'Allemagne ».⁹ Stinnes parlait ouvertement de « l'arme de l'inflation » - et on pu voir quelle sorte d'arme c'était par ses effets sur Stinnes lui-même.

L'empire industriel contrôlé par Stinnes s'était étendu par bonds successifs en même temps que les prix montaient à partir de 1914. Lui et ses collègues magnats avaient un accès permanent aux crédits bancaires, qu'ils pouvaient rembourser des mois plus tard avec du papier-monnaie qui ne valait plus qu'une fraction des actifs « réels » que ces crédits avaient permis d'acquérir. De cette façon ils pouvaient racheter les entreprises plus petites qui n'avaient pas les mêmes liens avec la finance. Pendant la guerre, l'empire de Stinnes s'agrandit jusqu'à ce qu'il contrôle les mines, les aciéries et une partie de l'industrie électrique.

Le retour de l'inflation après la guerre lui permit de s'étendre à la fabrication du papier et à l'imprimerie, aux journaux et à l'édition, aux chantiers navals et aux lignes maritimes, aux hôtels et à l'immobilier. Au bout du compte, il possédait 4 000 entreprises distinctes. Et ce n'était pas tout. Le fait qu'il contrôle l'industrie de l'exportation lui fournissait des devises étrangères, avec lesquelles il pouvait spéculer contre le mark à volonté, et acheter pas moins de 572 entreprises étrangères.

La politique gouvernementale de financement des dépenses par la création de monnaie avait un grand avantage de plus pour Stinnes et ses amis : ils payaient les impôts de l'année passée avec l'argent de l'année en cours, qui ne valait plus qu'une fraction de la taxation originale. En fait, ils ne payaient pas du tout d'impôt : en été 1923, les recettes fiscales du gouvernement ne couvraient que 3 % des dépenses.

⁸ Guttman et Meehan, *op. cit.*, p. 36.

⁹ J C Favez, *op. cit.*, p. 31. Traduit de l'anglais.

Chaque fois qu'un gouvernement essayait de stabiliser le mark, c'étaient les grands industriels qui sapaient délibérément ses efforts. Ainsi, en 1920 ils réagirent à un impôt d'urgence sur la propriété en déplaçant des fonds à l'étranger et en réduisant la valeur du mark jusqu'à ce que les marks de papier avec lesquels ils payaient l'impôt n'aient plus qu'une valeur négligeable. En avril 1923, Stinnes prit la décision consciente de vendre de grandes quantités de marks sur les marchés étrangers, ce qui donna à la spirale inflationniste un nouvel essor. Stinnes et d'autres comme lui « espéraient, par le sabotage de la taxation et une inflation qui ruinait l'Etat, le peuple et le pays, sauvegarder leur pouvoir et accroître la fuite de leurs capitaux à l'étranger ».¹⁰

S'il y avait le moindre doute à ce sujet, ils le dissipèrent eux-mêmes. En 1920, et à nouveau en juin 1923, ils proposèrent un marché au gouvernement. L'Association des Industriels du Reich se déclara prête à consentir un prêt d'or et contribuer ainsi à stopper l'inflation si « les autres partenaires sociaux faisaient aussi des sacrifices » - un abandon complet des contrôles sur les prix et les loyers, une extension de la journée de travail de huit à dix heures « temporairement » (pour 15 ans !), la réduction des salaires « non productifs », la dénationalisation des chemins de fer, l'abandon des plans de participation industrielle, et une « législation qui défende et accroisse le capital industriel ».

Cela revenait en pratique à démanteler tous les gains que les travailleurs allemands avaient réalisés depuis la révolution de 1918. Les industriels avouaient implicitement que si la loi ne satisfaisait pas leurs exigences, ils pouvaient réaliser le même but, un accroissement massif des niveaux de profit, par l'effet de l'inflation en appauvrissant la masse de la population. L'inflation aboutissait à ce que les salaires étaient toujours en retard sur les prix, la différence allant aux profits, même à une époque où le gouvernement semblait encore faire des concessions aux salariés.

L'inflation était incontestablement une « arme » - une arme pour accroître la concentration et l'accumulation du capital aux dépens à la fois des travailleurs et de sections de la classe moyenne.

Les origines de la grande crise : la Ruhr

Le capitalisme allemand et les gouvernements allemands des années 1920 faisaient face à un grave dilemme. Ils restaient enchaînés aux buts et aux politiques impérialistes qui les avaient fait entrer en guerre en 1914. Stinnes, par exemple, rêvait d'une Allemagne qui serait capable d'éliminer la Pologne, de dominer la Russie et l'Italie et de se répandre industriellement en Europe du Sud-Est – la politique de Ludendorff et Hindenburg en 14-18, et plus tard celle de Hitler.

Mais l'Allemagne avait été battue et largement désarmée. Elle n'avait pas la possibilité de se développer par des moyens militaires. L'opposition de la France, par exemple, avait pu bloquer la demande du parlement autrichien de fusion avec l'Allemagne en 1919. Pire encore, l'Allemagne était elle-même la victime de l'expansion étrangère. Elle avait dû céder des territoires à la France et à la Pologne, et était obligée de livrer de l'or et des biens comme « réparations » à la France, la Belgique et l'Italie, parmi lesquelles un quart de sa production totale de charbon.

Les gouvernements sociaux-démocrates des premières années d'après-guerre n'avaient pas vu d'autre choix que celui de se soumettre à ces obligations. Ils suivirent ce qui devint connu sous le nom de « politique d'acquittement » (*Erfüllungspolitik*) – essayer de payer ce qu'exigeaient les Alliés.

Mais les partis bourgeois de droite trouvèrent politiquement avantageux d'adopter une attitude d'extrême hostilité envers le Traité de Versailles et les réparations. Ils n'étaient pas au gouvernement et savaient qu'ils pouvaient facilement améliorer leur popularité en mettant l'inflation et les difficultés au compte des « traîtres de Novembre » qui s'étaient « inclinés » devant le « diktat des puissances étrangères ».

Pour les partis bourgeois « modérés » – les Démocrates et le Parti du Centre catholique – les choses étaient un peu plus difficiles. Les sociaux-démocrates comptaient sur eux pour conserver une majorité parlementaire stable. Cependant ces partis ne voulaient pas porter la responsabilité des concessions à « l'ennemi » du temps de guerre, sachant que cela leur aliénerait la sympathie des partis situés sur leur droite.

Le résultat était que l'Allemagne avait des difficultés à garder un gouvernement stable, même après la défaite de la première vague de révolution en 1919. Il y avait des crises ministérielles à répétition, les partis bourgeois essayant d'accroître leur emprise sur le gouvernement au détriment des sociaux-démocrates – puis s'effrayaient des responsabilités liées à l'exécution des termes du Traité de Versailles. Ainsi, ils firent sortir les sociaux-démocrates de l'exécutif à l'été 1920, pour revenir dans un gouvernement à participation social-démocrate, avec Wirth comme chancelier, à peine 12 mois plus tard.

De telles manœuvres ne pouvaient, en tout état de cause, arrêter la croissance d'une extrême droite hostile à ces partis « modérés ». Un dégât collatéral était le doublement du vote d'extrême droite entre 1919 et 1920. Un autre fut l'assassinat par des gangs armés d'extrême droite de deux politiciens bourgeois associés à la « politique d'acquittement » – Erzberger en août 1921 et Rathenau en juin 1922.

Le grand capital encourageait l'extrême droite : le journal de Stinnes, *DAZ*, avait un ton strident d'extrême droite

10 *Ibid*, p. 25. Traduit de l'anglais.

nationaliste, pendant que Thyssen se vantait d'armer des groupes terroristes de même sensibilité. Mais ils n'étaient pas assez stupides pour croire que le capitalisme allemand pouvait opposer une résistance complète aux exigences de l'Entente. Stinnes, par exemple, savait que la guerre n'était pas une option. Alors il essayait d'atteindre ses buts impérialistes par d'autres moyens – en mettant la pression sur les Alliés, dans l'espoir que la Grande Bretagne et les Etats-Unis cesseraient de s'entendre avec la France, ouvrant une possibilité de compromis favorable à l'Allemagne. Il rêvait d'un arrangement par lequel les entreprises allemandes et françaises formeraient un trust conjoint, sur une base 40/60, pour l'exploitation des ressources minières de la Ruhr-Rhénanie et de l'Alsace.

Mais en été 1922 les Alliés – en particulier les Français – n'étaient pas d'humeur à conclure des compromis. Le capitalisme français, comme le capitalisme allemand, avait encore des dettes laissées par la guerre. Il subissait des pressions pour payer ce qu'il devait aux autres puissances de l'Entente et pour donner quelque chose aux classes moyennes. Un nouveau gouvernement, présidé par Poincaré, posa ses exigences : si les réparations n'étaient pas payées dans leur totalité, il mettrait en mouvement les troupes qui occupaient déjà le sud de la Rhénanie pour prendre le contrôle du centre de l'industrie allemande, la Ruhr.

Le grand capital allemand était convaincu que si la France mettait sa menace à exécution, elle en souffrirait davantage que l'Allemagne. Le chaos en résulterait, interrompant la livraison des matières premières allemandes à l'industrie française. Et l'Angleterre et les Etats-Unis se retourneraient contre la France. Pendant ce temps, les coûts subis par l'industrie allemande pouvaient être récupérés par une augmentation de l'inflation aux dépens des travailleurs et de la classe moyenne allemands. Comme le disait Stinnes, « Une extension de la zone d'occupation française est un moindre mal », comparée à la poursuite du paiement intégral des réparations.¹¹

A la fin de 1923, le « roi de la Ruhr » avait un gouvernement disposé à appliquer sa politique. Le gouvernement Wirth soutenu par les sociaux-démocrates fut remplacé par le gouvernement le plus droitier depuis la guerre, présidé par Wilhelm Cuno, un membre du parti auquel Stinnes appartenait et qu'il finançait, le Parti du Peuple Allemand. Cuno était aussi président de la ligne maritime *Hamburg-Amerika*, qui était liée aux intérêts des Rockefeller aux Etats-Unis.

Le nouveau gouvernement rompit avec la « politique d'acquiescement », lança le slogan « le pain d'abord, les réparations ensuite », et mit les Français au défi de passer à l'action. Ces derniers réagirent conformément à leur menaces. Dans la troisième semaine de 1923, ils occupèrent les deux tiers du bassin de la Ruhr.

Le résultat immédiat fut un sentiment d'unité nationale comme il n'y en avait pas eu en Allemagne depuis août 14. Le gouvernement Cuno se retrouva soudain extrêmement populaire. Sa politique fut approuvée par le Reichstag avec seulement 12 voix (les communistes) contre. Dans tout le pays se tenaient des meetings massifs d'opposition aux exigences françaises : un demi-million de personnes manifestèrent à Berlin.

Les sociaux-démocrates mirent tout leur poids dans le soutien à la politique du gouvernement dont ils venaient d'être éjectés. Ils organisèrent leurs propres meetings nationalistes, et lorsque les Français arrêtaient un certain nombre de chefs d'entreprises de la Ruhr, *Vorwärts* proclama :

*Que ces gens soient des amis ou des ennemis du mouvement ouvrier est de peu d'importance. Le sentiment légaliste et humanitaire des travailleurs reconnaît instinctivement, dans un moment pareil, que ces questions n'ont pas d'importance.*¹²

Les dirigeants syndicaux rencontrèrent des représentants des employeurs et du gouvernement tous les quinze jours pour coordonner la « résistance » à l'occupation. Le 15 janvier, ils soutinrent une grève de protestation d'une demi-heure. Dans la Ruhr même, les travailleurs faisaient montre d'une solidarité tout à fait inhabituelle avec leurs maîtres. Une tentative des Français d'arrêter Thyssen se heurta à une menace d'action gréviste de ses salariés : seuls ses arguments purent stopper la grève.

La politique officielle du gouvernement était la « résistance passive ». Le but était que l'occupation se retourne contre les Français, leur rendant difficile et coûteuse l'obtention des réparations et des matières premières dont ils avaient besoin pour leur industrie. Les fonctionnaires et la police se virent interdire toute coopération avec les occupants, les cheminots cessèrent tout mouvement de marchandises et les mineurs toute extraction sous la menace des baïonnettes françaises.

Il y eut une réponse quasi unanime des travailleurs et des fonctionnaires gouvernementaux. Le réseau ferré de la Ruhr fut bientôt paralysé ; il y eut des grèves spasmodiques lors de l'entrée des troupes françaises dans les mines ; les centres postaux et télégraphiques furent fermés. En fait, la réaction alla au-delà de ce que voulait le gouvernement – elle se répandit de la Ruhr aux régions de la Rhénanie qui étaient occupées par les Français avec l'accord du gouvernement allemand depuis quatre ans.

Les Français essayèrent de briser la résistance en procédant à des arrestations et en expulsant les employés gouvernementaux récalcitrants : quelque 100 000 expulsions dans les six premiers mois de 1923. Tous les cheminots furent licenciés et remplacés par des soldats français et des volontaires. Les douaniers allemands furent éjectés, et les

11 Cité *ibidem*, p. 31. Traduit de l'anglais.

12 *Vorwärts*, 20 janvier 1923. Traduit de l'anglais.

policiers de sécurité remplacés par des gendarmes français. Des villes de la Ruhr comme Bochum et Essen, théâtre de combats acharnés entre travailleurs et troupes *allemandes* en 1919 et 1920, étaient maintenant la scène d'affrontements entre les manifestants et la police française. En août, les Français avaient tué 121 travailleurs allemands.

Au début, les efforts mis en œuvre par les Français semblèrent peu efficaces. Ils ne parvinrent à expédier que 500 000 tonnes de charbon entre janvier et mai 1923 – à peine 14 % des réparations qui leur étaient dues. Mais il y eut dès le départ des accrocs à « l'unité nationale » de la résistance allemande.

Dans l'esprit des industriels et des propriétaires de mines de la Ruhr, la résistance était destinée à arracher des concessions à la France. Il considéraient que cela ne valait pas le coup de subir d'importantes pertes économiques. Et en janvier leur politique était de continuer les livraisons de charbon aux Français, à conditions que les paiements soient effectués en espèces :

*Les propriétaires de mines ont donc accepté, en accord avec le gouvernement, de continuer contre paiement des livraisons de charbon, et cela alors même que leurs journaux et les résolutions de leurs associations appelaient le peuple allemand à résister à l'invasion.*¹³

Le gouvernement finit par interdire ces livraisons par peur de troubles dans la population, mais les propriétaires firent de leur mieux pour poursuivre les opérations d'extraction, même si cela aboutissait à l'accumulation de vastes stocks de charbon. Ils ne semblaient pas non plus s'inquiéter outre mesure si, comme dans les mines de Stinnes à Buer, les Français faisaient des envois quotidiens prélevés sur les stocks ; jusqu'en juillet, les mines de Krupp tournaient encore à plein rendement.

Les réunions bimensuelles des syndicats et des employeurs furent utilisées pour *décourager* un excès de grèves de protestation contre les actes des Français. Ensemble, ils proclamaient avec insistance que « l'ordre doit régner face à l'occupant ». ¹⁴ Les dirigeants syndicaux *s'opposèrent* à un appel à la grève générale, et les patrons accordèrent au début de février une augmentation de salaire de 77,7 % aux mineurs de la Ruhr pour obtenir leur bonne volonté.

La presse de Stinnes prêchait une hostilité implacable envers les « traîtres » qui collaboraient avec les autorités d'occupation. Mais Stinnes lui-même était engagé dans des négociations secrètes avec les intérêts industriels français et, indirectement, avec le gouvernement français. Pendant ce temps, des peines de prison prononcées contre des industriels tels que Krupp leur permettaient miraculeusement de continuer à diriger leurs affaires de leurs « cellules » avant qu'ils ne soient, tout aussi miraculeusement, mis en « résidence surveillée ».

Il ne fallut pas beaucoup de temps pour que les Français, dans de telles conditions, commencent à jouir d'un certain succès : ils obtinrent que le réseau ferré local fonctionne à nouveau, persuadèrent la population de l'utiliser, et, en prime, expédièrent entre mai et août un million et demi de tonnes de charbon. Comme l'a remarqué un historien de la République de Weimar, « la soi-disant résistance passive de l'année 1923 est donc en réalité une fable ». ¹⁵

Cela ne l'empêcha pas, cependant, d'être une fable très *coûteuse* pour la plus grande partie du peuple allemand.

Le gouvernement devait à tout prix conserver le soutien des travailleurs et des échelons inférieurs de l'administration dans la Ruhr. Sans cela, non seulement la « résistance passive » s'effondrait, mais il y avait un vrai danger que les Français encouragent le séparatisme rhénan – et bien sûr il fallait aussi compter avec la puissante tradition socialiste révolutionnaire locale. Moyennant quoi le gouvernement paya les salaires et les frais de déplacement des 100 000 personnes expulsées par les Français, promit le maintien de leur entier salaire à ceux qui avaient été licenciés pour avoir directement résisté à l'occupation, et les trois quarts du salaire à ceux qui avaient perdu leur travail pour des causes indirectes. Pour couronner le tout, le gouvernement fit ce qu'il put pour assurer le ravitaillement de la région, pour compenser une pénurie qui provoquait une inflation supérieure à celle du reste de l'Allemagne.

Mais les sommes payées à ce titre étaient des misères comparées aux autres dépenses de « l'aide à la Ruhr » – les crédits consentis aux charbonniers et aux industriels de la région. Des prêts énormes leur furent accordés, financés par la planche à billets, qu'ils utilisèrent aussitôt sans vergogne pour spéculer contre le mark.

La « résistance passive » qui avait si bien uni le peuple allemand en janvier avait fin avril des conséquences qui déchiraient le pays comme jamais auparavant ; l'inflation cédait la place à l'hyper-inflation ; la classe ouvrière appauvrie accusait Stinnes et les profiteurs ; les classes moyennes ruinées affluaient dans les partis antisémites d'extrême droite financés par Stinnes et les profiteurs. Dans la Ruhr et sur le Rhin, le chauvinisme avait fait place au progrès de l'influence communiste, d'une part, et à une certaine dose de séparatisme rhénan, d'autre part. Dans les villes d'Allemagne centrale, il y avait une augmentation considérable de l'activisme ouvrier. En Bavière, un développement sans précédent de la droite fasciste.

¹³ J C Favez, *op. cit.*, p. 74.

¹⁴ *Ibidem*, p. 111.

¹⁵ A Rosenberg, *op. cit.*, p. 393.

Les origines de la grande crise : la droite nationaliste

L'inflation eut un effet dévastateur sur des sections entières de la classe moyenne – ceux qui vivaient des pensions et retraites, d'obligations à intérêts fixes, de leur épargne accumulée et des rentes sur la propriété. Même ceux qui avaient des emplois dépendaient de ces sources supplémentaires de revenus pour maintenir une façade de « respectabilité ». Et soudain, leurs coupons, leurs dividendes et leurs livrets d'épargne étaient sans valeur. Les éléments les plus « respectables » de la société allemande étaient au bord de la famine – les fonctionnaires, les officiers à la retraite, les professeurs d'université, les anciens policiers. Des gens qui avaient passé leurs vies à cultiver soigneusement un style de vie qui les plaçait un échelon au dessus des « gens du commun », se retrouvaient brutalement projetés bien en dessous : la vieille aristocrate faisait la queue à la soupe populaire ; la fille du général avait de la chance si elle parvenait à vendre son corps à un matelot étranger pour des devises.

Pour les partis d'extrême droite, il était très facile de tirer avantage de cette situation. Pendant les premières années de la république, ils avaient été marginalisés. Leurs valeurs étaient celles des Freikorps, mais lors des élections, les deux partis de droite – les Nationalistes Allemands, un parti paysan monarchiste, et le Parti du Peuple Allemand, soutenu par les industriels – recueillaient à eux deux à peine un cinquième des suffrages. Le gros de la classe moyenne s'identifiait toujours avec les partis républicains bourgeois – les Démocrates et le Parti du Centre. L'extrême droite militariste n'était même pas une aile extrémiste marginale : Hitler était à Munich pendant les journées de la République des Conseils et ne joua absolument aucun rôle politique.

Les choses avaient déjà commencé à changer pendant l'hiver 1919-1920. Malgré tout la classe moyenne, dans l'ensemble, se joignit à la lutte contre le putsch de Kapp et les partis de droite furent ensuite embarrassés par leur soutien, même tiède, à Kapp.

En 1922, cependant, la déception envers la république s'était véritablement installée. La droite croissait en force et en agressivité. Et aux côtés de la vieille droite conservatrice apparaissait une extrême droite nouvelle, militante, reposant sur un noyau d'anciens membres des Freikorps. Ce sont les hommes qui assassinèrent Erzberger en 1921 et Rathenau en 1922 – et qui commirent 351 meurtres politiques en quatre ans.

Leur force était assez grande, au milieu de 1922, pour inquiéter les politiciens sociaux-démocrates et démocrates bourgeois qui avaient utilisé les Freikorps contre la gauche en 1919-1920. En Prusse, le ministre de l'intérieur social-démocrate Severing essaya d'interdire les nazis et la formation militaire nationaliste conservatrice Stahlheim ; et après le meurtre de Rathenau, le premier ministre démocrate du Reich avait déclaré : « L'ennemi est à droite ».

Mais de tels efforts pour neutraliser la droite étaient futiles. Parce qu'elle avait deux grands protecteurs : les autorités de l'Etat en Bavière et le Haut Commandement des forces armées.

La Bavière était un centre d'intrigues et d'influence pour la droite depuis l'écrasement de la République des Conseils. C'était l'endroit où le putsch de Kapp avait bénéficié du soutien le plus durable, portant au pouvoir le très conservateur Parti du Peuple Bavarois, avec un ministre de l'intérieur d'extrême droite, Escherich. Celui-ci transforma la Bavière en une forteresse pour tous les groupes d'extrême droite d'Allemagne. Il créa une organisation armée nationale, l'*Orgesch* (pour *Organisation Escherich*) basée sur les Gardes Locaux Bavarois forts de 45 000 hommes, et rassembla dans le pays les divers vestiges des Freikorps, parmi lesquels la Brigade Erhardt, qui avait dirigé le putsch de Kapp, et d'autres groupes armés qui avaient combattu les Polonais en Haute Silésie.

Le travail du ministre de l'intérieur bavarois bénéficia de la collaboration du commandement de l'armée en Bavière. Grâce à la médiation d'un certain capitaine Röhm, celui-ci commença à coopérer avec le Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands, ou nazi, qui s'était récemment développé autour du démagogue antisémite autrichien Adolf Hitler.

Sur le plan national également, les forces armées étaient un bastion de l'extrême droite. Le commandant en chef, Seeckt, considérait les 100 000 soldats que lui autorisait le Traité de Versailles comme le noyau possible d'une armée bien plus importante dans l'avenir. Il fut donc ravi d'encourager la prolifération de groupes paramilitaires, à moitié secrets, qui œuvraient en liaison avec l'armée et qui pouvaient y être absorbés si nécessaire. Il maintint également la position qu'il avait prise à l'époque du putsch de Kapp : « La Reichswehr ne tirera pas sur la Reichswehr ». Peut-être pensait-il que l'extrême droite était trop impatiente et se mettait en mouvement prématurément, mais si elle réussissait, tant mieux.

Ce que cela signifiait en pratique fut démontré en 1922 lors de l'assassinat de Rathenau. Le gouvernement de Wirth fit voter une loi d'exception contre l'extrême droite au niveau de tout le pays – mais le gouvernement du Land de Bavière refusa tout simplement de l'appliquer. Comme Wirth savait que l'armée ne bougerait pas contre la Bavière, il fut forcé d'accepter un « compromis » qui constituait une véritable capitulation devant la droite bavaroise. Les paramilitaires continuèrent à parader à Nuremberg et Munich, et à recevoir un entraînement aux bons soins de la Reichswehr en Bavière – Wirth était impuissant.

En janvier 1923, ce fut au tour du premier ministre bavarois de reculer face à l'alliance des nationalistes et des militaires. Inquiet d'une vague grandissante de violence nazie, il interdit une série de manifestations armées. Hitler prit langue avec le commandant de l'armée en Bavière, Lossow, qui fit lever l'interdiction. Le journal nazi notait avec

satisfaction, après la parade des 6 000 sections d'assaut : « C'était un défilé militaire, même s'il n'y avait pas d'armes ».

Sur le plan national, la collaboration entre les militaires et l'extrême droite connut un nouvel essor après l'occupation française. Seeckt pensait qu'une action armée contre les Français serait une folie. Mais il était tout à fait prêt à encourager des petites opérations de guérilla organisées par l'extrême droite, et il donna le feu vert à l'absorption de nombreux groupes fascistes dans une section clandestine de la Reichswehr, la « Reichswehr noire ». L'argent des industriels était utilisé pour entraîner des volontaires nationalistes de toute l'Allemagne pour des opérations contre les Français dans la Ruhr – ou contre la gauche n'importe où.

Au fur et à mesure que la « résistance passive » se révéla être une plaisanterie, le nombre de ces volontaires ne faisait que croître, et dans tout le pays de jeunes nationalistes brûlaient du désir de combattre « l'envahisseur ».

Mais la croissance des forces de la droite n'était pas due essentiellement à la Ruhr. Elle avait saisi l'occasion pour affermir sa position en Bavière, où en été même le très modéré Parti Social-Démocrate fut à moitié persécuté :

La situation à Munich pendant l'été de 1923 était fantastique. Des rumeurs constantes d'un putsch nazi circulaient et atteignaient un paroxysme toutes les quatre semaines. La nuit, la ville bouillait d'excitation. Des sections d'assaut patrouillaient dans les rues, rossant les gens qui n'avaient pas le bonheur de leur plaire. (...) Dans les bâtiments du Münchener Post (le journal du SPD) et du Temple du Travail, les hommes du Détachement de Sécurité Social-Démocrate, armés de fusils, de quelques mitrailleuses et de grenades artisanales, se tenaient derrière des barricades faites d'énormes rouleaux de papier et regardaient passer les colonnes nazies.¹⁶

Pour le Haut Commandement de l'Armée, les nazis et les groupes similaires étaient un utile contrepoids aux forces de la gauche. Déjà, en janvier, Seeckt et Cuno avaient envisagé la possibilité de dissoudre le parlement et d'établir une dictature « temporaire ». Mais ils avaient été obligés d'abandonner cette idée du fait de l'opposition d'Ebert, qui était toujours président. Mais l'idée ne fit que croître en popularité, au cours de l'année, dans l'armée et les milieux d'affaires.

En Bavière, le gouvernement de droite local essayait lui aussi d'utiliser les nazis à ses propres fins – pas seulement pour terroriser la classe ouvrière, mais aussi pour préparer le terrain à la formation d'un Etat autoritaire, dirigé par la droite cléricale et autonome de Berlin.

Les projets d'Hitler allaient au-delà de ceux des piliers dont il avait besoin – l'armée et le gouvernement bavarois. Quelques mois auparavant, Mussolini avait marché sur Rome et pris le pouvoir. Hitler considérait la Bavière comme la base dans laquelle rassembler une armée fasciste pour marcher sur Berlin. Mais pour y arriver, il lui faudrait d'abord passer par les bastions traditionnels de l'extrême gauche – le Land de Saxe, en Allemagne centrale, la Thuringe et la Saxe prussienne.

L'inflation, la crise de la Ruhr, la montée du fascisme et l'éclatement de l'Etat national se nourrissaient mutuellement, créant une crise sociale et politique générale dans laquelle la lutte contre l'inflation ne pouvait être séparée du combat contre l'extrême droite.

La classe ouvrière

L'année 1922 avait été satisfaisante pour les deux grands partis en compétition pour influencer la classe ouvrière allemande. Les sociaux-démocrates avaient l'impression qu'ils pouvaient se reposer, maintenant que les années éprouvantes dans lesquelles la collaboration de classe avait été menacée par la guerre civile étaient passées. Dans ces temps moins turbulents, le résidu des sociaux-démocrates indépendants s'était rapproché d'eux, jusqu'à ce qu'une fusion se réalise à l'automne. Cela donna au nouveau Parti Social-Démocrate unifié un regain d'influence parlementaire, avec 170 des 466 sièges du Reichstag. Au surplus, cela facilitait les rapports avec la bureaucratie syndicale, dont l'allégeance n'était plus divisée entre deux partis sociaux-démocrates rivaux. Même en Bavière, le SPD avait gagné du terrain sur la droite. Et, jusqu'à la fin de l'année, il semblait qu'aucun gouvernement national ne pût durer longtemps sans la participation des sociaux-démocrates.

De façon caractéristique, cependant, obsédés qu'ils étaient par ce qui se passait dans les sommets de la société, les sociaux-démocrates négligeaient ce qui se produisait en bas, dans les profondeurs de la classe ouvrière.

L'inflation et les activités des paramilitaires de droite créaient un mécontentement nouveau. Il y eut une série de grandes grèves. Le meurtre de Rathenau produisit le même genre d'unité et de détermination de la classe ouvrière que le putsch de Kapp deux ans auparavant – même si cette fois cela n'alla pas jusqu'à des offensives armées des travailleurs.

Dans la base social-démocrate, on ressentait de plus en plus que les dirigeants ne faisaient pas ce qu'il fallait pour faire face à la situation. Cette année d'autosatisfaction social-démocrate fut tout de même une année dans laquelle les

16 Landauer, *European Socialism* (Berkeley 1959) p. 971.

effectifs du SPD s'effritèrent légèrement – il perdit 47 000 membres.¹⁷ Et seulement la moitié des adhérents de l'USPD avaient suivi leurs dirigeants dans le nouveau parti unifié.

La direction du SPD ne pouvait rester hors d'atteinte de ce mécontentement dans sa base militante. Certains leaders commencèrent à hésiter sur l'application intégrale de la vieille politique. Lorsque les sociaux-démocrates prussiens approuvèrent un gouvernement local de « grande coalition » incluant le Parti du Peuple Allemand de Stinnes, de nombreux députés au Landtag exprimèrent leur opposition. Lorsque la même idée fut évoquée en novembre pour le gouvernement central, l'opposition était suffisamment forte pour faire avorter le projet, que le groupe parlementaire national rejeta par 80 voix contre 48.

La conséquence de ce vote fut que le SPD fut évincé du gouvernement par ses partenaires bourgeois. Mais il ne mit pas fin aux divisions internes. Le nouveau chancelier, Cuno, était un réactionnaire notoire, dont la direction du SPD « tolérait » le gouvernement. Lorsque la Ruhr fut occupée, elle s'empessa d'appuyer l'appel de la droite à « l'unité nationale » – même si près de la moitié du groupe SPD voulait le rejeter. Au Landtag prussien, certains députés du SPD allèrent jusqu'à voter avec les communistes contre la ligne du parti.

Le Parti Communiste avait de meilleures raisons d'être satisfait de l'année 1922. Sans être une année où il pouvait rêver de lutte pour le pouvoir, il avait, petit à petit, pansé les blessures causées par l'Action de Mars et la perte de tant de cadres dirigeants.

La direction mettait désormais toute sa détermination dans la politique du « front unique ». Les membres avaient pour instruction de faire tous les efforts possibles pour agir avec des travailleurs non communistes, de combattre à leurs côtés sur des questions apparemment loin d'être révolutionnaires, pour montrer, selon les termes de Brandler, que les dirigeants sociaux-démocrates ne se battaient même pas pour un « quignon de pain ». Seuls les communistes pouvaient diriger de telles luttes et seule une tactique communiste pouvait permettre de gagner.

Le premier exemple frappant de ce que signifiait cette politique vint au début de 1922. Le gouvernement, dans une tentative molle d'améliorer ses finances et d'apaiser le grand capital, refusa les revendications de salaires des cheminots, exigeant au contraire des licenciements et une augmentation du temps de travail. Les dirigeants des principaux syndicats sociaux-démocrates « libres » étaient prêts à accepter, par loyauté envers leurs amis au gouvernement. Mais un syndicat de cheminots indépendant, « apolitique » et traditionnellement conservateur organisa la résistance.

« Les membres de ce syndicat », disait un rapport au Congrès du parti Communiste un an plus tard, « étaient loin d'être révolutionnaires. Ils croyaient qu'une action purement syndicaliste pouvait mettre en échec la politique du gouvernement ».¹⁸

Mais le gouvernement considérait qu'une question politique était en jeu. Il voulait montrer à la classe ouvrière qu'elle devait payer pour la stabilisation du capitalisme allemand. Ebert, en tant que président de la république, interdit la grève. Le chef social-démocrate de la police de Berlin confisqua la caisse de grève du syndicat. Des dirigeants de la grève furent arrêtés. Aussi bien l'armée que la *Technische Nothilfe*, la force anti-grève mis en place par Noske en 1919, furent utilisées pour essayer de briser le mouvement.

Le Parti Communiste était la seule force organisée, à l'intérieur de la classe ouvrière, qui fut prête à soutenir la grève. Le syndicat « libre » dirigé par les sociaux-démocrates restait intransigeant dans son opposition à l'action – même si la plupart de ses membres avaient cessé le travail.

Finalement le syndicat « indépendant » qui avait appelé à la grève recula face à ces pressions combinées. Mais les communistes avaient pu convaincre des centaines de milliers d'ouvriers et de petits fonctionnaires que les syndicats réformistes ne défendraient même pas des réformes.

Alors que la grève des chemins de fer se développait, les travailleurs municipaux qui alimentaient Berlin en eau, gaz et électricité cessèrent le travail. A nouveau les dirigeants des syndicats s'y opposèrent, et à nouveau seuls les communistes appelèrent à la solidarité.

Lorsque 200 000 métallos d'Allemagne du Sud entamèrent ce qui devait être une grève de deux mois, les dirigeants syndicaux furent plus prudents. Ils soutinrent *verbalement* les grévistes, mais, une fois de plus, seuls les communistes se joignirent aux grévistes eux-mêmes en appelant d'autres travailleurs à des actions de solidarité, et en s'opposant à des tentatives de diluer les revendications.

L'appel à l'unité d'action n'était pas limité aux questions économiques. Il y eut même une tentative de « front unique » international contre l'offensive capitaliste. « L'Internationale » dirigée par les Indépendants allemands (que l'on a appelée « l'Internationale Deux et Demi ») persuada aussi bien le Comintern que la Seconde Internationale reconstituée d'envoyer des délégués se réunir à Berlin. Peu de choses sortirent de cette conférence, sinon des discussions acerbes – mais elle fournit l'occasion de manifestations unitaires KPD-USPD dans toute l'Allemagne.

Mais la raison non-économique la plus importante pour l'action commune était la montée de la droite paramilitaire. Après que des affrontements sanglants se soient produits au début de juin à Königsberg entre des travailleurs de gauche

¹⁷ Chiffres de *Bericht der Verhandlung der III (8) Parteitag der VKPD* (28 janvier au 1er février 1923).

¹⁸ *Ibid.* Traduit de l'anglais.

et l'extrême droite, la direction communiste, dans une lettre ouverte, avertit les deux partis sociaux-démocrates et les syndicats que c'était un prélude à une offensive nationale de la contre-révolution. Il n'y eut aucune réponse des sociaux-démocrates. Mais l'argument des communistes dut sembler confirmé aux yeux de nombreux travailleurs lorsque Rathenau fut assassiné à peine une semaine plus tard.

Le meurtre provoqua une flambée de rage dans les rangs ouvriers. Les sociaux-démocrates ne pouvaient plus ignorer les appels des communistes à l'unité. Dans toute l'Allemagne, leurs membres marchèrent aux côtés des communistes contre l'extrême droite. Ils auraient déchiré leur carte du parti si leurs dirigeants n'avaient pas fait un geste dans le sens de l'unité. Dans une série sans précédent de réunions communes, des représentants des deux partis sociaux-démocrates, des syndicats et du KPD négocièrent les termes d'une réaction commune à l'assassinat. Les communistes poussaient à la mise en pratique de la politique acceptée verbalement par les sociaux-démocrates après le putsch de Kapp – un appel à la purge de la Reichswehr, au désarmement des paramilitaires d'extrême droite, à la libération des prisonniers politiques de la classe ouvrière, et à la formation de contingents armés de travailleurs pour faire face à l'extrême droite.

Les sociaux-démocrates répondirent en disant que la solution était dans l'action parlementaire, mais signèrent néanmoins un accord provisoire pour des manifestations communes, ce qui s'avéra suffisant pour satisfaire leur base. Ensuite, lorsque le gros de la colère fut passé et que les différents dirigeants se réunirent pour savoir quelle était la suite à donner à l'action, les sociaux-démocrates rompirent les négociations avec le KPD sous le fallacieux prétexte que les activités militantes du KPD dans certaines localités n'avaient pas « *privé du droit* » de participer à un accord. Le SPD mettait toute sa foi dans une nouvelle « Loi pour la protection de la république » qui fut votée en urgence au Reichstag – même si, comme nous l'avons vu, cette loi ne pouvait être appliquée en Bavière et fut, en fait, utilisée quelques mois plus tard dans le reste de l'Allemagne *contre la gauche*.

Cette rebuffade n'empêcha pas les communistes de poser encore et encore la question de l'unité d'action – liant en général l'autodéfense contre les fascistes à l'unité contre l'inflation, exigeant la saisie de la propriété industrielle par l'Etat et sous le contrôle des conseils d'usine.

Les appels du KPD étaient adressés aux dirigeants des organisations social-démocrates, mais ils étaient destinés aussi aux oreilles de leur base. Les organisations communistes locales s'employèrent à attirer celle-ci dans les activités conjointes que ses dirigeants refusaient.

Dans les usines, les communistes argumentaient en faveur de conseils d'usines puissants, qui ignoreraient les limites imposées par la loi les réglementant, et qui s'uniraient de façon transversale pour lutter sur les salaires et les conditions de travail.

Alors qu'une poussée d'activisme sur les salaires commençait à se développer vers la fin de l'année, une assemblée de délégués de conseils d'usine de Berlin appela à une réunion nationale. Les délégués adressaient pour commencer leur appel aux dirigeants syndicaux, et lorsqu'il fut rejeté, ils décidèrent de continuer sans eux. Le congrès qui en résulta n'était pas le congrès de toute la classe ouvrière qui avait été demandé aux syndicats. Mais c'était loin d'être une réalisation négligeable – avec 846 délégués, dont 657 appartenaient au KPD, 38 au SPD et 52 non-affiliés (vraisemblablement ceux qui avaient quitté l'USPD lors de la fusion avec le SPD). C'était un important indicateur de possibilités futures, et avant longtemps l'exécutif élu au congrès allait jouer un rôle important dans le déclenchement et l'unification de luttes majeures de la classe ouvrière.

Les conseils d'usine n'étaient pas conçus comme restreints à un rôle purement économique. Le but était qu'ils remplissent des fonctions sociales et politiques embryonnaires. Ils étaient exhortés à se lier à d'autres conseils d'usine et à des groupes de femmes au foyer pour former des « comités de contrôle » – qui luttèrent contre la hausse des prix et la spéculation sur les produits de première nécessité.

En fait, les comités de contrôle élargissaient le pouvoir des conseils de l'usine à la communauté, maillant les organisations locales de base de la classe ouvrière en un réseau serré capable à la fois de combattre les effets de l'inflation et de regrouper les travailleurs dans une autodéfense contre l'extrême droite.

Les dirigeants communistes ont proclamé que ces comités avaient été construits dans de nombreux endroits immédiatement après le meurtre de Rathenau, avec des « affrontements sanglants » avec « la police ou l'Orgesch » dans « la Rhénanie, Magdebourg, la Hesse, Bade et Pfalz. A Zwickau les travailleurs prirent pratiquement le pouvoir entre leurs mains. Il y eut aussi de nombreux tués et blessés ».¹⁹

La politique du « front unique » fut très critiquée à l'intérieur du Parti Communiste. Une section notable des effectifs considérait tout discours de collaboration avec les dirigeants sociaux-démocrates comme « révisionniste », et les détails de sa mise en pratique furent à l'occasion critiqués par la direction du Comintern pour son « excès de tolérance » envers le SPD (après le Congrès des Trois Internationales et la campagne consécutive à l'assassinat de Rathenau). Pourtant il est incontestable que cette politique reconstruisit le parti en 1922, après la dévastation quasi-totale de 1921. Les effectifs s'accrurent de 38 000 nouveaux adhérents. Avec un total de 222 000 membres (parmi lesquels 26 710 femmes) il était de loin le plus important parti communiste du monde occidental. Et en plus, le parti exerçait une

¹⁹ *Ibid*, p. 30. Traduit de l'anglais.

influence considérable au delà de ses propres rangs.

Les suffrages gagnés par le KPD en étaient un indicateur. Même si son attrait électoral n'avait rien de comparable à celui de l'USPD de 1920, il pouvait, par exemple, recueillir 266 000 voix dans les élections du Land de Saxe. Il avait 12 014 conseillers municipaux, contrôlait 80 conseils locaux et était le parti le plus important dans 70 autres.

Dans les syndicats également la tactique du KPD s'avéra payante. Les communistes prirent la direction du syndicat « libre » (en d'autres termes, social-démocrate) des cheminots à Berlin et à Leipzig, du syndicat des travailleurs du bâtiment à Berlin et Düsseldorf, des métallos à Stuttgart. Au congrès de 1922 de la fédération des syndicats « libres », un délégué sur huit était communiste et sur un certain nombre de questions les résolutions du parti furent adoptées – malgré une purge considérable des communistes par les bureaucrates syndicaux quelques mois auparavant.

Le KPD avait aussi une forte présence dans les conférences d'un certain nombre de syndicats – à la conférence des cheminots un cinquième des délégués étaient membres du KPD ; dans le syndicat des transports un dixième ; et celui des travailleurs municipaux un huitième.

Finalement, une addition faible mais utile aux forces du parti vint du contrôle de certains des syndicats dissidents constitués par les « gauchistes » deux ou trois ans plus tôt : le Syndicat des Travailleurs Manuels et Intellectuels, qui avait 80 000 adhérents dans la Ruhr et en Silésie, et deux syndicats de la construction navale de la côte nord-ouest.

Il y avait cependant des faiblesses dans les relations du parti avec ses partisans – qu'ils votent pour lui aux élections ou combattent avec lui dans les syndicats. La plus grande faiblesse semble avoir été sa presse. Le KPD était capable d'éditer 38 quotidiens locaux – grâce au financement des Russes.²⁰ Mais leur vente combinée était seulement de 388 600 exemplaires – à peine un et demi par membre. Cela peut avoir eu un rapport avec leur coût. Mais il ne fait aucun doute que le contenu était en cause : le journal central du KPD, *Die rote Fahne*, faisait peu de concessions à la popularité – pas de photos, très peu de dessins, un feuilleton à l'occasion, mais essentiellement page après page de longs éditoriaux pas particulièrement bien écrits. Souvent le style semblait indiquer que l'article n'était destiné qu'aux membres du parti : le titre d'une première page célèbre fut « Aux membres du parti », comme si personne ne s'attendait à ce que les sociaux-démocrates de gauche ou les non-membres ne soient intéressés.

Mais de telles faiblesses ne changeaient rien au fait que le KPD était le parti révolutionnaire le plus influent et le plus puissant qu'une puissance industrielle avancée ait vu, avant ou depuis. Il était, bien sûr, plus petit qu'immédiatement après la fusion avec la gauche du SPD, mais il était bien mieux organisé.

20 Voir Isaac Deutscher in *New Left Review* 105.

Chapitre 12 – L'été chaud

L'année 1923 est entrée dans l'histoire comme l'année du chaos monétaire, de la famine de masse, de la plongée dans l'abîme de sections entières de la société, et de bagarres de rue continues.

Pourtant, pendant les deux ou trois premiers mois, la vie sociale avait paru ordonnée et paisible. L'occupation de la Ruhr par les Français avait créé une atmosphère de patriotisme et d'unité sociale. La paix de classe régnait comme on l'avait rarement vu dans l'histoire de la République de Weimar. Les seules grèves apparues au cœur du capitalisme germanique, la Ruhr, avaient eu pour but de défendre les magnats de l'industrie. L'agitation sur les salaires, qui avait grandi en novembre et décembre, n'était plus qu'un lointain souvenir au moment où les employeurs doubleraient le salaire des mineurs. Et l'argent conservait sa valeur dans les transactions quotidiennes, même si les prix montaient déjà à une vitesse que nous considérerions aujourd'hui comme phénoménale – de 20 ou 30 % par mois. En fait, le gouvernement avait même réussi, en février et en mars, à stabiliser la valeur du mark.

Ce semblant d'ordre commença à être ébranlé à la mi-avril. Stinnes bougea son petit doigt, et la valeur du mark plongea. Il fallait 31 700 marks pour acheter un dollar le 1^{er} mai, 160.400 le 1^{er} juillet et 1 103 000 le 1^{er} août.

Dans la Ruhr, le front inébranlable de la « résistance passive » contre « l'envahisseur » fléchissait soudain : des travailleurs, non syndiqués et immigrés (essentiellement des Polonais), se mettaient à obéir aux ordres des Français, et les industriels négociaient avec « l'ennemi ».

Les premières manifestations contre les autorités *allemandes* commencèrent lorsque la hausse des prix réduisit la valeur des indemnités versées à ceux que la « résistance passive » avait réduits au chômage. *Die rote Fahne* du 20 avril avait pour titre : « Effusion de sang dans la Ruhr – Encore des morts et 35 blessés à Mülheim », après que la police criminelle ait tiré sur une manifestation de « plusieurs centaines de sans emploi » devant l'hôtel de ville. Il y eut des manifestations semblables à Essen, Duisburg et Düsseldorf.

Il n'y avait pas autant de chômeurs dans le reste de l'Allemagne que dans la Ruhr, mais leur sort était bien pire. On estimait qu'à Berlin les indemnités d'assistance versées aux privés d'emploi étaient alors à 25 % du niveau de subsistance. Par conséquent il y eut des « troubles » occasionnés par les chômeurs à Stettin, Chemnitz, Leipzig, Plauen, Zittau et Werdau. A Dresde des comités de contrôle « formés spontanément » commencèrent à forcer les prix à la baisse.¹

Les Centuries

La montée de l'extrême droite provoqua une réaction de la part des sections les plus actives des travailleurs. Le Parti Communiste appelait depuis quelque temps à la formation de groupes de défense des travailleurs appelées habituellement « Centuries prolétariennes ». Elles commencèrent alors à prendre racine – en particulier dans la Ruhr, où les Français avaient expulsé la police de sécurité allemande, et en Allemagne centrale où les gouvernements d'Etats sociaux-démocrates de gauche les toléraient.

Le comité élu au congrès de décembre des conseils d'usine appela, en avril, à « la construction de Centuries prolétariennes en tant qu'expression du front unique organisé et prêt à la lutte qui existe dans les usines ». Les cartes de membre délivrées aux Centuries à Leipzig définissaient leurs buts : « Eclairer la classe ouvrière sur les dangers (...) du fascisme. Protéger (...) les réunions et les manifestations (...) ouvrières ».²

Dans l'idéal, les Centuries devaient être constituées par décision de réunions de masse dans les usines. Le comité central du Parti Communiste appela à ce que les sans-emploi soient enrôlés dans des groupes d'autodéfense basés sur des travailleurs *employés* : « Pas de Centuries spéciales pour les chômeurs. (...) Pas de constitution de Centuries du parti ».³ De cette façon, le mouvement des Centuries devait être étroitement lié au mouvement des comités d'usine et à celui des comités de contrôle.

Il est difficile de savoir quelle efficacité eut tout ceci dans la pratique. Il est peu douteux que les Centuries étaient souvent des organisations du KPD. Mais en mai-juin à Chemnitz les grandes usines votèrent effectivement pour la construction d'organisations d'usine armées. Et à Leipzig le mouvement était dirigé par un comité de sept membres du SPD, cinq communistes et trois sans parti. Il revendiquait des affiliations dans 96 usines.⁴ Les effectifs des Centuries de Leipzig étaient constitués de deux cinquièmes de communistes, un cinquième de sociaux-démocrates, et le reste de

1 J C Favez, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923* (Genève 1969) p. 224.

2 Helmut Gast, « Die Proletarische Hundertschaften als Organe der Einheitsfront im Jahre 1923 » in *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 1956, p. 442.

3 *Ibidem*, p. 445.

4 *Ibidem*.

syndicalistes sans parti.⁵ On assurait que la majorité des membres étaient d'anciens combattants du front.

La première action des Centuries qui ait laissé des traces eut lieu le 9 mars à Chemnitz, où elles agirent contre une réunion fasciste. Deux jours plus tard 4 000 membres, parmi lesquels un contingent d'une centaine de femmes, manifesta en Thuringe. Et, le 18 mars, une manifestation communiste à Halle était précédée de « troupes ouvrières portant des drapeaux rouges ».⁶

Les défilés du Premier Mai furent utilisés comme une occasion de montrer le mouvement en cours à l'ensemble de la classe ouvrière. Dans tout le pays des manifestations étaient précédées des rangs ordonnés des Centuries. A Berlin, on a dit que 25 000 de ces travailleurs étaient à la tête d'une manifestation de 500 000 personnes.⁷ La manifestation à Essen, le même jour, comptait 100 000 participants ; à Halle 50 000 ; cependant qu'à Munich une manifestation unitaire de toutes les organisations ouvrières atteignait, malgré les menaces d'agression fascistes, 70 000 personnes.

Peu après les Centuries furent interdites dans toute la Prusse par le ministre de l'intérieur Severing. Il avait déclaré un mois plus tôt :

*Depuis quelque temps le KPD appelle à la formation de forces prolétariennes d'autodéfense – pas seulement comme une défense contre les fascistes et les organisations d'extrême droite, pour empêcher les réunions nationalistes et protéger les meetings communistes, mais aussi comme l'avant-garde d'une Armée Rouge.*⁸

L'interdiction n'empêcha cependant pas le mouvement de continuer à croître dans la Ruhr occupée par les Français et dans les Länder allemands centraux de Saxe et de Thuringe. Le 15 mai 10 000 travailleurs combattirent la police qui protégeait un meeting des paramilitaires d'extrême droite Stahlheim rassemblant 8 500 participants. En Saxe, les Centuries se renforcèrent au point de pouvoir dresser des barrages routiers pour empêcher les fascistes de se déplacer d'un endroit à un autre. Dans la Ruhr, les autorités étaient divisées sur l'importance des Centuries. Le point de vue officiel était qu'elles existaient probablement dans les usines mais pas dans les mines.⁹

Dans le reste de l'Allemagne des efforts furent faits pour continuer à construire le mouvement clandestinement – par exemple, à Halle les conseils d'usine votèrent, à la fin juin 1923, pour mettre en place des « forces de défense » bien qu'elles fussent « illégales ».¹⁰

Une fois constituées, les Centuries ne se limitèrent pas à des missions antifascistes. L'inflation s'accélérait, elles furent naturellement utilisées par les comités de contrôle comme un moyen de mettre en application des décisions contre la spéculation. On les envoyait, des centres industriels de l'Allemagne moyenne, empêcher des évictions de salariés agricoles. De plus en plus, elles prenaient en charge la défense des piquets et l'extension des grèves.

La première vague de grèves

L'effondrement du mark à partir d'avril aboutit à ce que la « paix » dans les usines du début de l'année se mit à se dégrader rapidement. En mars, une grève des mineurs impliquant 40 000 travailleurs éclata en Haute Silésie, en même temps que des arrêts de travail en Allemagne centrale. Mais ce n'était rien à côté de ce qui allait frapper le pays tout entier en mai-juin.

Le mouvement commença lorsque les mineurs d'un puits près de Dortmund, dans la Ruhr, se mirent en grève sur les salaires le 16 mai – rejetant comme inadéquat un accord entre les charbonniers et le gouvernement. Les mineurs occupèrent l'hôtel de ville de Dortmund, et envoyèrent dans des puits et des usines du voisinage des piquets volants accompagnés des Centuries prolétariennes locales. Des affrontements avec la police suivirent, dans lesquels un mineur fut tué d'un coup de feu. Mais cela n'empêcha pas la grève de s'étendre à toute la zone de Dortmund – même si le Parti Communiste fut complètement pris par surprise et ne donna au mouvement aucune direction pendant quatre jours.

Une conférence locale des conseils d'usine, tenue le 20 mai, réunit 200 délégués de 60 lieux de travail, et dans la semaine suivante la grève ferma toutes les mines et la plupart des grandes usines du cœur de la Ruhr, entre Dortmund et Essen – même si un comité central de grève sous direction communiste ne devait être formé qu'à la fin de la semaine. A ce point de l'action, il y avait 310 000 grévistes, à peu près la moitié des mineurs et des métallos de la Ruhr.

Les grévistes se heurtaient de façon répétée à la police. Le 22 mai, par exemple, une manifestation de 50 000 personnes se battit avec la police et trois travailleurs furent tués. Le lendemain, 50 000 manifestants protestaient contre les tirs. D'autres combats eurent lieu lorsque la police essaya d'expulser des travailleurs qui avaient occupé les bâtiments d'une mine. Les mineurs s'organisèrent instinctivement comme ils l'avaient fait dans les premières luttes d'après-guerre.

5 *Ibidem*, p. 452.

6 J C Favez, *op. cit.*, p90. Traduit de l'anglais.

7 *Rote Fahne*, 2 mai 1923.

8 Voir H Gast, *op. cit.*, p. 444; et W Ersil, *Aktionseinheit stürzt Cuno* (Berlin 1961) p. 94-100. Traduit de l'anglais.

9 J C Favez, *op. cit.*, p. 229.

10 W Ersil, *op. cit.*, p. 17. Traduit de l'anglais.

Les marches des Centuries prolétariennes rappelaient aux observateurs les Armées Rouges de 1920. Elles occupèrent les marchés et les boutiques pour le comité de contrôle local, faisant baisser les prix par la force.¹¹

Le gouvernement central ne savait trop que faire. Les Français avaient expulsé la police de sécurité de la région pour essayer d'amener les autorités locales à mettre un terme à la « résistance passive » et à collaborer à la mise en place d'une nouvelle police sous contrôle français. La police criminelle était tout ce qui restait et elle était bien incapable de faire face à la situation.

En désespoir de cause, le chef de l'autorité gouvernementale de Düsseldorf demanda de l'aide au général « ennemi », Devigues, lui rappelant qu'« à l'époque de la Commune de Paris le Haut Commandement allemand avait apporté une aide décisive dans l'écrasement du soulèvement ».¹²

Finalement on parvint à un demi-accord selon lequel les Français permettaient aux autorités locales de Mülheim et d'Essen de constituer des « forces de police auxiliaires » avec des volontaires. Selon *Rote Fahne*, il y eut ensuite des « arrestations massives de grévistes et de permanents communistes ».¹³

Les grévistes commencèrent à retourner au travail le 28 mai : le Parti Communiste, de peur qu'une grève isolée du reste de l'Allemagne ne soit écrasée, recommanda l'acceptation d'une augmentation de salaire substantielle.

Mais si la direction du KPD croyait que la colère était limitée à la Ruhr, elle se trompait. Cette colère s'ouvrit en juin « un chemin tempétueux dans toute l'Allemagne par des meetings de protestation, des manifestations contre la vie chère, par une vague de grèves, grandes et petites, ».¹⁴

Le 7 juin, 30 000 mineurs et métallos se mirent en grève en Haute Silésie. En deux jours leur nombre avait doublé, et encore deux jours plus tard ils furent rejoints par l'arrêt de travail de dizaines de milliers de salariés agricoles. Les grèves doivent avoir été dures – le Parti Communiste déclara qu'elles furent brisées physiquement par l'intervention de la police de sécurité. Mais cela n'empêcha pas l'agitation parmi les salariés agricoles de se répandre au Brandebourg, où 10 000 cessèrent le travail, ainsi qu'au cœur de la réaction, en Prusse orientale, où des « réunions spontanées » de salariés agricoles furent signalées.¹⁵

Il y avait des signes d'agitation partout : le jour où les mineurs de Haute Silésie se mirent en grève, *Die rote Fahne* avait pour titre « Sept morts à Leipzig » après que la police ait tiré sur une manifestation du SPD et des syndicats. Et sur la côte Nord-Ouest, des marins firent grève sous direction communiste trois jours plus tard.

En Allemagne centrale, les mineurs résistaient de plus en plus aux pressions poussant à des « sacrifices » à un moment où la principale zone minière du pays était fermée par les troupes françaises. L'inflation avait réduit leurs salaires à un point tel que, de l'aveu même d'un ministre du gouvernement du Land de Saxe, « Les mineurs de Zwickau ne peuvent pas acheter de pain avec leur salaire, sans parler des autres aliments ». Pendant les mois de mai et juin les mineurs firent des grèves du zèle qui réduisirent la production. En désespoir de cause, les charbonniers firent appel au gouvernement central. Lorsque le gouvernement leur répondit « le mouvement de Zwickau s'est produit contre la volonté des syndicats, qui perdent de plus en plus le contrôle de la classe laborieuse », les propriétaires demandèrent une répétition de la tactique de 1919 – une entrée de la Reichswehr en Saxe.¹⁶

En même temps que ces grands mouvements il y avait une prolifération de grèves locales et partielles, en particulier lorsque le rythme de l'inflation commença à s'emballer. Les prix ne changeaient plus tous les mois ou toutes les quinzaines mais tous les deux ou trois jours : entre le 29 et le 31 juin le prix des denrées de première nécessité s'éleva de 25 %. Des travailleurs jusque là pacifiques décidèrent que seule l'action directe pouvait les protéger – que ce soit en prenant le contrôle des marchés pour faire cesser la spéculation sur les pommes de terre, ou, comme les cols blancs des usines de Berlin, en faisant grève le 21 juin pour des salaires de « temps de paix » (en d'autres termes, d'avant-guerre).

La vague de grève atteignit son pic lorsque les métallos de Berlin votèrent la grève à dix contre un. Le 10 juillet, 150 000 d'entre eux avaient débrayé et à nouveau des manifestations de grévistes se mesuraient avec la police. Les luttes n'étaient plus seulement économiques. Comme un historien non révolutionnaire l'a noté récemment, en juillet « la vague des revendications ouvrières monte inséparablement d'une agitation véritablement révolutionnaire ».¹⁷

Un témoin encore moins révolutionnaire, Wissell, porte-parole du Conseil Economique Provisoire, écrivait au début de juin :

Un mélange de colère et de désespoir règne dans les grandes masses et parmi tous ceux qui sont forcés de se passer de nourriture. C'est tout autant le cas chez les fonctionnaires que parmi les demandeurs d'aide sociale et les ouvriers. Et je dois dire que l'atmosphère est telle que ces dernières semaines elle m'a

11 J C Favez, *op. cit.*, pp. 238-239.

12 Cité *ibidem*, p. 240. Traduit de l'anglais.

13 *Rote Fahne*, 30 mai 1923. Traduit de l'anglais.

14 W Ersil, *op. cit.*, p. 109.

15 *Die rote Fahne*, 21 juin 1923.

16 Citations in J C Favez, *op. cit.*, pp. 248-249. Traduit de l'anglais.

17 *Ibid*, p. 222. Traduit de l'anglais.

*effrayé et rempli de sombres appréhensions pour l'avenir. Je vous dis très clairement qu'un esprit révolutionnaire militant se lève parmi les masses les plus calmes et les plus stables. (...) Il ne manque plus qu'une petite étincelle pour faire tout exploser.*¹⁸

C'était exactement le moment pour lequel un parti révolutionnaire de masse avait été construit pendant les années précédentes. Pourtant « la petite étincelle » se faisait désirer.

Les sociaux-démocrates en déclin

En 1922, la tendance, réelle, de la classe ouvrière à s'éloigner des sociaux-démocrates et à se rapprocher des communistes était à peine perceptible. Au début de l'été 1923, toute la structure des allégeances politiques traditionnelles vola en éclats.

L'inflation en accélération rapide frappa le Parti Social-Démocrate de deux façons. D'abord, elle poussa les travailleurs à des grèves répétées, auxquelles les dirigeants syndicaux résistaient et que la police prussienne, dirigée par des sociaux-démocrates, réprimait violemment. Ensuite, elle détruisit les finances du SPD et des syndicats. Les cotisations avaient perdu toute valeur au moment où elles atteignaient la trésorerie nationale, de telle sorte qu'il n'y avait plus rien pour financer l'appareil, autrefois tout-puissant, ni pour la presse.

Un historien qui a vécu la période raconte :

*Au cours de 1923, la puissance du SPD décrivait constamment. (...) Surtout, les syndicats libres, qui avaient toujours été le support essentiel de l'influence des sociaux-démocrates, étaient dans un état de délabrement complet. L'inflation anéantissait la valeur des cotisations. Les syndicats ne pouvaient plus payer leurs employés normalement, ni apporter de l'aide à leurs membres. Les accords salariaux que les syndicats étaient habitués à conclure avec les employeurs devinrent sans intérêt dès lors que la dévaluation de la monnaie réduisait à peau de chagrin les salaires payés une semaine plus tard. Ainsi le travail syndical à l'ancienne perdit toute utilité. (...) La destruction des syndicats était en même temps un coup porté au SPD.*¹⁹

Il y a là quelque exagération. Mais il est vrai que les effectifs des syndicats « libres » s'effondrèrent – de neuf millions en 1922 à quatre millions en 1924. Il y avait une décomposition visible de l'appareil qui avait restreint la classe ouvrière allemande depuis la guerre.

Le vieux travail « syndical » de lutte sur les salaires devait désormais être effectué sur une base hebdomadaire, puis quotidienne, par des organisations proches des travailleurs. Les sections syndicales *locales*, et par dessus tout les conseils d'usine, assumèrent un nouveau rôle de direction des luttes. Et les militants communistes ouvraient la voie en suggérant des formes d'action qui pouvaient gagner.

Déjà, lors de l'élection à la mi-février d'un conseil d'usine chez Thyssen, dans la Ruhr, la liste communiste avait eu plus de voix que celles des syndicats « libres », en même temps qu'un syndicat dissident recueillait plus de suffrages que les syndicats « apolitiques » et chrétiens. Les syndicats comprirent le message – et remirent à plus tard les élections dans d'autres usines de la zone occupée.²⁰ Mais cela ne pouvait détruire l'implantation des communistes dans les conseils d'usine sur le plan national. Une estimation communiste pessimiste parle de *cinq mille* conseils que le KPD pouvait mobiliser – même s'il ne les contrôlait pas tous.²¹

En juin, les évaluations des communistes suggéraient que les militants du parti tenaient des positions qui organisaient deux millions et demi de syndicalistes au niveau local – un tiers du total des effectifs syndicaux de l'époque. Dans le syndicat du bâtiment, par exemple, le KPD dirigeait 65 des 749 sections locales et était à égalité avec les sociaux-démocrates dans 230 autres ; dans le syndicat des métallurgistes, le parti avait la majorité dans des centres clés comme Stuttgart, Hall, Merseburg, Iéna, Suhl, Solingen et Remscheid ; à Halle, il gagnèrent les élections des métallos par 2 000 voix contre 500, et à Magdebourg, où les sociaux-démocrates l'emportèrent avec 4.900 voix, les communistes pouvaient malgré tout se vanter d'en avoir obtenu 2 600.²²

Les effectifs du parti grossirent de 70 000 nouveaux membres – à peu près un tiers – et il y avait des signes que son influence sur un nombre bien plus important de travailleurs avait considérablement augmenté. Il n'y eut que deux compétitions électorales pendant la montée de la lutte en 1923 – dans l'Oldenburg au début de juin et au Mecklembourg un mois plus tard. Dans l'Oldenburg le score des communistes passa de 3 % du SPD en 1920 à 25 % ; dans le Mecklembourg rural les progrès étaient encore plus étonnants, car les communistes n'avaient pas cru devoir y présenter

18 Cité *ibid*, p. 228. Traduit de l'anglais.

19 A. Rosenberg, *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Frankfurt/M. 1988, S. 402

20 J C Favez, *op. cit.*, p. 230.

21 Remmele in *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, Présidium de l'Internationale Communiste, juin 1924.

22 Chiffres et exemples in Pierre Broué, *Révolution en Allemagne (Paris 1971) pp. 682-683.*

de candidat en 1920 et les Indépendants avaient obtenu seulement 2 000 voix – et là les communistes bénéficiaient de 10 000 voix, à peu près le même nombre que les sociaux-démocrates.

Au Mecklembourg quatre travailleurs sur dix qui votaient social-démocrate trois ans plus tôt votaient désormais communiste. Ces chiffres, bien sûr, peuvent ne pas être représentatifs du pays dans son ensemble. Mais ils indiquent un mouvement massif de sympathie dans la classe ouvrière, même si l'on peut concevoir qu'il n'ait pas connu la même amplitude partout.

C'est la même constatation qui ressort de la séquence électorale suivante, lorsque la crise inflationniste était terminée et que la gauche avait été mise en déroute. Malgré l'illégalité, le manque d'organisation et en particulier d'esprit offensif, à la fin de 1923 et au début de 1924 le Parti Communiste doubla (au moins) ses suffrages par rapport à 1921 dans les régions industrielles. En Thuringe, il fit quatre voix quand le SPD en faisait cinq, et même dans la Bavière réactionnaire il réalisait la moitié du score des sociaux-démocrates. Un nombre massif de travailleurs ayant participé aux grèves et aux manifestations de l'été 1923, on peut supposer que le soutien dont bénéficiaient les communistes à ce moment-là était considérablement plus élevé.

Il semble que l'on puisse considérer comme justifiée l'affirmation de l'historien et ancien communiste « de gauche » Rosenberg selon laquelle

*Le Parti Communiste (...) critiquait à haute voix et de façon vigoureuse le gouvernement Cuno. (...) Les masses affluèrent vers lui. (...) En été 1923, le KPD avait incontestablement la majorité du prolétariat allemand derrière lui.*²³

Même le président du parti, Brandler, peu porté à l'excès d'optimisme, pouvait affirmer six mois plus tard que dans les cœurs industriels du pays les communistes avaient l'avantage sur les sociaux-démocrates : « Donc dans trois endroits [en juin] – dans la Ruhr, en Haute Silésie et en Saxe, et plus tard en Allemagne moyenne, nous avons la direction de la classe ouvrière assez solidement en main ».²⁴ A nouveau, peu de temps plus tard il déclarait : « Nous avons la majorité de la classe ouvrière derrière nous... » – même si, d'après le contexte, on ne comprend pas clairement s'il s'agit de toute l'Allemagne ou seulement de « Berlin, la Ruhr et la Saxe ».²⁵

Pourtant au même moment, en juin 1923, la majorité de la direction du parti semblait ne pas avoir la moindre idée de la façon dont les événements changeaient en sa faveur.

La politique des communistes

Pendant les deux premiers mois de l'occupation de la Ruhr le Parti Communiste dut faire face à certains problèmes politiques complexes. La vague nationaliste influençait un nombre considérable de travailleurs, et dans la Ruhr elle-même les patrons allemands et les troupes françaises faisaient de leur mieux pour gagner les faveurs des travailleurs. La direction communiste devait élaborer une réplique à l'occupation qui ne la ferait identifier avec aucun des deux. Elle se comporta dans l'ensemble assez bien, même si dans une occasion au moins elle s'égarait dans une direction douteuse.

Die rote Fahne lança le slogan « Battons Poincaré et Cuno sur la Ruhr et sur la Spree » (Poincaré était le président du conseil français, la Spree est la rivière qui traverse Berlin et la Ruhr est la rivière qui parcourt la région à laquelle elle donne son nom). Le journal disait que les *travailleurs* de la Ruhr entendaient résister à l'exploitation de l'impérialisme français, mais que leur but était complètement différent de celui des *patrons* allemands :

La bourgeoisie française et la bourgeoisie allemande sont d'accord pour constituer un trust commun, qui lie le charbon allemand et le minerai de fer français. Mais les Français veulent avoir le dessus. Ils désirent une part de 60 % pour eux-mêmes, laissant à Stinnes, Krupp et Thyssen seulement 40 %. La lutte se mène sur ces 10 %. (...) Elle l'a payée jusqu'à présent avec la sueur des ouvriers allemands, payés dans une monnaie qui se déprécie constamment, pour vendre ainsi leurs marchandises à l'étranger bon marché.

La bourgeoisie allemande veut se servir de la faim et du coût de la vie croissant dont elle s'empiffre pour amener les masses paupérisées à marcher seulement contre l'impérialisme français. Elle veut ainsi faire d'une pierre deux coups. (...) les 10 % de la participation au trust charbon et fer, et en même temps submerger tous les barrages qui ont été érigés après l'assassinat de Rathenau (...) contre la contre-révolution.

Dans cette situation, le prolétariat doit savoir qu'il a à se battre sur deux fronts. (...) Les capitalistes français ne sont aucunement meilleurs que les capitalistes allemands, et les baïonnettes des troupes

²³ Artur Rosenberg, *op. cit.*, p. 402.

²⁴ *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, pp. 28 et 32.

²⁵ *Ibidem*, p. 32.

d'occupation françaises ne sont pas moins acérées que celles de la Reichswehr. Le Parti Communiste demande aux travailleurs conscients de la Ruhr de prendre en charge la lutte défensive contre les forces d'occupation françaises avec toute leur énergie.

*C'est seulement si, dans l'ensemble de l'Allemagne, vous marchez en tant que force indépendante, en tant que classe combattant pour ses propres intérêts, que vous pourrez écarter le danger du renforcement de la bourgeoisie allemande du fait de l'intoxication nationaliste.*²⁶

Cette politique impliquait d'élargir l'échelle de la résistance ouvrière à l'occupation française, tout en s'opposant aux actes de sabotage organisés par les groupes terroristes d'extrême droite. Alors que l'extrême droite appelait à boycotter les soldats français, le Parti Communiste préconisait la fraternisation. L'Internationale Communiste aussi travaillait, comme elle ne l'avait jamais fait auparavant, à mettre en place une solidarité pratique. Une réunion des partis communistes européens fut tenue à Essen le 6 janvier pour organiser la résistance internationale à l'occupation. Une réunion plus large de socialistes européens et de représentants des syndicats eut lieu à Francfort deux mois plus tard. Une réunion élargie spéciale de l'exécutif de l'Internationale (à laquelle fut donnée une large publicité) fut consacrée en juin à la question de la Ruhr. Des meetings furent tenus dans les grandes villes de France, Russie et Allemagne, et les Russes envoyèrent une grande quantité de blé pour nourrir les affamés de la Ruhr.

Le Parti Communiste Français, en particulier, dut faire des efforts spéciaux pour s'opposer à l'occupation organisée par son propre gouvernement. Les Jeunesses Communistes furent invitées à se rendre dans la Ruhr faire de l'agitation parmi les forces d'occupation. Ils étaient hébergés dans les familles de communistes allemands et éditérent toute une variété de journaux à l'intention des troupes – comme *le Conscrit*, *la Caserne*, et *le Drapeau Rouge*. Des affiches bilingues furent collées, qui proclamaient :

*Soldats français, ouvriers en uniforme, vous êtes entrés dans la Ruhr sur l'ordre de vos exploiters pour mettre sous le joug vos frères prolétaires allemands, déjà opprimés par leur propre bourgeoisie. (...) Soldats français, votre place est aux côtés des ouvriers allemands. Fraternisez avec le prolétariat allemand.*²⁷

Il est difficile de mesurer la portée que put avoir cette propagande. Il y eut très certainement des réponses : 57 soldats français passèrent en cour martiale et furent condamnés à des peines d'emprisonnement totalisant 130 années. A Paris, le gouvernement perquisitionna dans les locaux de la direction du parti, et arrêta un certain nombre de dirigeants communistes parmi lesquels Marcel Cachin, le secrétaire général.

L'agitation fut probablement plus efficace, cependant, dans la lutte contre le courant nationaliste parmi les travailleurs allemands. Lorsque, par exemple, des conseillers municipaux nationalistes suggérèrent que Thyssen, qui avait été arrêté par les Français, devrait être nommé maire d'honneur de Hamborn, une ville de la Ruhr, les communistes neutralisèrent la proposition en mettant en avant le nom de Cachin, qui « avait fait bien plus pour les travailleurs allemands ».²⁸ Les forces d'occupation françaises interdirent la plupart des journaux bourgeois allemands à cause de leur nationalisme – mais ils durent interdire des journaux communistes comme *l'Echo de la Ruhr* pour leur internationalisme, leurs appels destinés aux soldats français.

Le ton de la propagande du Parti Communiste est donné par les titres de l'édition du Premier Mai de *Die rote Fahne* : « Les Centuries de défense au premier rang », « Drapeaux rouges », « Provocation policière à Halle », « Fraternisation dans la Ruhr avec les soldats français », « Vive Cachin », « Vive la Commune de Paris », « *L'Echo de la Ruhr* interdit par le général français », « Les fascistes de Munich défiés ».

On se plaignit, dans l'Internationale Communiste, de l'insuffisance des efforts des communistes français parmi les troupes de la Ruhr, et un historien révolutionnaire français a proclamé depuis qu'ils étaient sans efficacité,²⁹ mais ils avaient au moins le mérite de poser le modèle d'une forme d'agitation internationale bien différente de celle qui caractérisait le mouvement ouvrier social-démocrate.

Cela dit, il y avait un autre aspect de la politique des communistes qui prêtait beaucoup plus à controverse – et qui a été attaqué avec colère par d'anciens communistes qui ont quitté le parti pendant l'ère stalinienne. Il s'agit de la tentative de s'implanter dans les classes moyennes appauvries qui étaient influencées par les nationalistes et les fascistes. Le parti et l'Internationale s'employaient à gagner certains de ces éléments à la révolution en expliquant que seuls le pouvoir des travailleurs et l'alliance avec l'Etat ouvrier russe pouvaient permettre de venir à bout de la misère qui frappait la grande masse du peuple allemand. Le but des communistes, comme le disait Brandler, était de séparer les « bandes de Pinkerton payés par les capitalistes » du fascisme de « ces petits bourgeois qui ont rejoint le mouvement

26 *Die rote Fahne*, 23 janvier 1923.

27 Texte in J C Favez, *op. cit.*, p. 40.

28 *Bulletin communiste*, 8 mars 1923 (Paris), p. 159.

29 P Broué, *op. cit.*, p. 660.

sur la base d'une honnête déception nationaliste ».³⁰

L'argument fut utilisé en premier par Frölich dans un discours parlementaire au début de l'occupation :

On vient nous voir et on nous : « à l'heure du danger nous devons être tous comme des frères, nous devons tous faire des sacrifices ! » Nous demandons : « où sont les sacrifices ? » (...) Les barons de la houille viennent de relever leurs prix de 50 % ! (...) Nous nous sentons être les frères du prolétariat français, avant tout les frères des camarades français qui sont entrés en lutte contre Poincaré. (...)

Que faire ? C'est Karl Marx nous a parlé de ce qui est en train d'arriver en ce moment : lorsque le danger menace la nation tout entière, il est nécessaire que la classe ouvrière se constitue elle-même en nation en prenant le pouvoir politique. (...) A bas ce gouvernement !

Alors seulement le peuple allemand pourra être sauvé. Constitution du prolétariat en nation, et sur cette base salut de la nation par le règne du prolétariat !³¹

Les propriétaires des trusts industriels, était-il dit, agissaient contre les intérêts de la masse du peuple allemand ; en fait, ils trahissaient les buts nationaux qu'ils prétendaient défendre. De là, il n'y avait qu'un pas vers l'argument selon il y avait d'une certaine manière un intérêt national que les communistes défendaient et non les grands industriels : lorsque Stinnes fut pris la main dans le sac en train de négocier avec les Français et lorsque les autorités allemandes firent appel à l'aide des Français pour écraser les travailleurs de la Ruhr, *Die rote Fahne* parla de « gouvernement de la trahison nationale ».

Radek opéra le développement le plus célèbre de cet argument au mois de juin dans un discours devant une réunion élargie de l'exécutif de l'Internationale. Schlageter, terroriste de droite et ancien membre des Freikorps, était devenu un héros dans les cercles nationalistes de droite, après son exécution par les Français. Radek sauta sur l'occasion pour s'adresser à ces cercles, tentant de leur montrer que la vie de leur héros avait été une contradiction que seule la révolution prolétarienne aurait pu résoudre.

Schlageter, dit Radek, avait été un « pèlerin du néan ». Il s'était engagé dans les Freikorps pour se battre à l'Est contre la Russie soviétique. Les gens qui l'avaient envoyé là espéraient de cette façon obtenir les bonnes grâces des Français. Aujourd'hui, les Français avaient fusillé Schlageter. « La presse de Stinnes le pleure. Mais dans les Alpes monsieur Stinnes était le compagnon de Schneider-Creusot, l'armurier de l'assassin de Schlageter ».

Schlageter était allé pour la première fois dans la Ruhr en 1920, non pas pour se battre contre les Français, mais pour réprimer la classe ouvrière. Il avait agi ainsi parce qu'il croyait que les travailleurs étaient « l'ennemi intérieur » qui devait être vaincu avant qu'on ne puisse s'occuper de l'ennemi extérieur. Mais aujourd'hui, dans la Ruhr, c'était ces mêmes travailleurs qui résistaient aux Français.

Les travailleurs étaient prêts à combattre l'impérialisme. Mais comment pouvaient-ils combattre l'impérialisme français s'ils étaient sans armes ? « La majorité du peuple allemand sont des travailleurs qui doivent combattre contre le besoin et l'oppression que la bourgeoisie allemande leur impose. (...) La liberté [des travailleurs allemands](...) est identique à la liberté du peuple tout entier(...) ». Schlageter avait été un « pèlerin du néant », mais il aurait pu être « un pèlerin d'un avenir meilleur pour l'humanité tout entière ».³²

Le discours sur Schlageter fut suivi d'une offensive idéologique contre les nazis parmi les partisans des nazis eux-mêmes. Des dirigeants communistes comme Ruth Fischer débattirent avec des porte-parole des nazis dans des réunions d'étudiants, par exemple, chez lesquels les nazis étaient implantés et où la gauche révolutionnaire était très faible.

Beaucoup de ceux qui ont depuis critiqué cette politique l'ont identifiée avec le national-bolchevisme de Laufenberg (le « communiste de gauche » hambourgeois) que Radek lui-même avait sévèrement dénoncé en 1919, et avec le national-communisme prêché par le Parti Communiste stalinisé du début des années 1930. Tous deux ont fait des concessions importantes à l'idéologie nazie – et dans les années 30 il y avait aussi une tendance à une phraséologie nationaliste rageuse qui avait bien peu à voir avec l'internationalisme du mouvement ouvrier. Le ton des déclarations communistes de 1923 était très différent.

Le discours de Frölich sur « la classe ouvrière se constituant elle-même en nation » est sans aucun doute loin d'être irrécusable ; le fait que Radek puisse appeler un nazi « camarade Schlageter »³³ est incontestablement nauséeux. De plus, la tentative de gagner le soutien des classes moyennes appauvries en faisant appel à leur nationalisme encourageait plus qu'elle ne combattait une idéologie fautive – mais le cadre général des déclarations communistes était

30 Cité in Werner Angress, *Die Kampfzeit der KPD*, Düsseldorf 1973, p. 352.

31 Le texte entier in Michaelis et Schlapper, *Ursachen und Folgen vom deutschen Zusammenbruch 1918 bis 1945, zur Staatlichen Neuordnung Deutschlands in der Gegenwart*, 5. *Das kritische Jahr 1923*, pp. 37-39.

32 Karl Radek, *Leo Schlageter, der Wanderer ins Nichts*, <http://www.marxists.org/deutsch/archiv/radek/1923/06/schlageter.html>

33 La formule « camarade Schlageter » n'apparaît nulle part dans le texte cité, dont la traduction en anglais est fautive par d'autres aspects. (Note du correcteur).

la résistance à l'hystérie nationaliste. Après tout, c'étaient les députés communistes qui votaient au Reichstag *contre* les résolutions nationalistes, alors que les sociaux-démocrates votaient pour.

Les débats avec l'extrême droite étaient une tactique marginale à une époque où en même temps, jour après jour, le parti appelait les sociaux-démocrates à un front unique contre les nazis. Une fois de plus, nous sommes bien loin de la politique de Laufenberg et du KPD au début des années 30. De plus, ce qui est peut-être le plus significatif, ce sont les nazis qui ont décommandé la série de débats – parce qu'ils y perdaient des membres.

Le « tournant » Schlageter fut certes une erreur, mais pas la folie criminelle dont certains ont cru bon de le qualifier.³⁴

Le front unique

L'axe principal de l'activité des communistes dans la première moitié de 1923 suivait la ligne de l'année précédente – tenter, par l'action commune, de gagner le soutien des travailleurs sociaux-démocrates. C'était cette priorité qui permettait au parti de grandir alors même que la social-démocratie commençait à donner des signes de désintégration.

La proposition générale de front unique devint désormais un appel à ce que les sociaux-démocrates rompent avec les partis bourgeois et forment un « gouvernement ouvrier » avec les communistes. C'était de plus en plus le slogan national depuis les derniers mois de 1922 – en particulier après que le Quatrième Congrès de l'Internationale Communiste l'ait adopté en décembre. Il rencontra une prompt réponse chez les travailleurs des Etats d'Allemagne centrale de Saxe et de Thuringe.

Là, les sociaux-démocrates et les communistes avaient ensemble la majorité des sièges dans les parlements des Länder – mais les sociaux-démocrates s'obstinèrent, jusqu'au début de 1923, à constituer des coalitions gouvernementales avec les partis bourgeois. Puis, en mars 1923, la gauche prit le contrôle du SPD en Saxe et un nouveau gouvernement, entièrement social-démocrate, fut formé sous la présidence du social-démocrate de gauche Zeigner. Les communistes votèrent pour lui au Landtag en échange de l'acceptation de la formation d'une force d'autodéfense ouvrière, de la libération des prisonniers politiques et de l'organisation de comités « consultatifs » basés sur les conseils d'usine.

Le gouvernement national, à Berlin, fut de plus en plus perturbé dans les mois qui suivirent. « La loi et l'ordre » semblaient se briser en Allemagne centrale, où les centuries prolétariennes manifestaient ouvertement, où les comités de contrôle intervenaient de plus en plus pour fixer les prix, et où les conseils d'usine se développaient comme nulle part ailleurs, malgré le sabotage de l'aile droite du SPD toujours puissante. Mais aussi bien pour les communistes que pour les sociaux-démocrates, un point d'interrogation était suspendu au dessus du slogan de « gouvernement ouvrier ». Cela signifiait-il que les communistes étaient prêts à gouverner conjointement avec les sociaux-démocrates ?

La question avait été, bien évidemment, posée en premier lieu au cours des journées turbulentes qui avaient suivi le renversement du Kaiser, et, à nouveau, à la suite du putsch de Kapp. Dans les deux cas, la participation des communistes à un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates avait été rejetée comme une question de principe. Même l'idée plus limitée d'« opposition loyale » à un gouvernement social-démocrate de gauche avait causé une âpre controverse en mars 1920. Désormais les dirigeants du KPD et certains leaders de l'Internationale trouvaient le slogan de gouvernement SPD/KPD très attrayant. Il mettait les dirigeants sociaux-démocrates au pied du mur face à leurs partisans – il prouvait qu'ils préféraient une coalition avec la bourgeoisie même lorsque l'équilibre des forces parlementaires leur aurait permis de faire autrement.

Le résultat fut excellent pour les communistes – aussi longtemps que les dirigeants sociaux-démocrates refusèrent un gouvernement d'unité. Mais s'ils acceptaient ? Ce serait alors les communistes qui seraient piégés, obligés de participer à un « gouvernement de gauche » avec un appareil d'Etat toujours contrôlé par des fonctionnaires bourgeois, et d'assumer la responsabilité de conditions économiques qui ne pourraient être modifiées par leur faible portion de pouvoir gouvernemental.

La discussion sur la participation au gouvernement saxon fut houleuse, aussi bien dans le KPD qu'au sein de l'Internationale communiste à l'époque du Quatrième Congrès. On ne peut pas dire qu'elle ait trouvé une issue satisfaisante. Thalheimer avait tendance à se passionner en faveur de gouvernements d'unité sur un programme très minimaliste, alors que Lénine et Trotsky insistaient plutôt sur la formation d'un tel gouvernement autour d'un programme contenant nécessairement le début d'une destruction de l'Etat bourgeois – en particulier l'armement des travailleurs et la responsabilité du gouvernement devant les congrès de conseils d'usine. Zinoviev martelait que le « gouvernement ouvrier » ne pouvait être que le synonyme de la dictature du prolétariat.

Mais personne ne semblait se soucier d'une question très simple : un slogan qui pouvait causer une telle confusion

³⁴ Un rôle important a été joué ici par le livre totalement fantaisiste de l'ancienne dirigeante « communiste de gauche » Ruth Fischer, *Stalin and German Communism*. Les racontars, une fois mis en circulation, ont influencé d'autres travaux par ailleurs excellents. Tony Cliff lui-même, dans son *Lenin* vol. 3, se laisse piéger par certaines histoires exagérées. Pour une version prenant en compte les preuves historiques, voir E H Carr, *The Interregnum* (Londres 1954) pp. 179-185.

parmi des dirigeants communistes expérimentés était certainement de nature à semer de plus fort le trouble à la base, aussi bien communiste que social-démocrate. Il donnait l'impression que la solution à tous les problèmes reposait dans une combinaison gouvernementale différente, et non dans la prise du pouvoir par les conseils ouvriers. Comme Brandler, un partisan du slogan, le faisait remarquer un an plus tard :

[Il] mena à des illusions dangereuses dans la classe ouvrière, y compris dans les cercles de notre parti, que peut-être une agitation intense et principielle aurait pu surmonter. Mais le danger le plus important était qu'ils se disaient : « D'abord une coalition bourgeoise, ensuite un gouvernement social-démocrate soutenu par les communistes, puis un gouvernement SPD/KPD, et puis un gouvernement communiste sans que ne survienne aucune bataille sérieuse, sanglante. »³⁵

L'insistance du parti sur l'appel au front unique et au gouvernement ouvrier se combina, jusqu'à l'été, avec le sentiment que les perspectives révolutionnaires immédiates étaient sombres et que par conséquent la seule chose sérieuse à faire était de gagner des sections de travailleurs sociaux-démocrates. Comme le formula Radek dans une réunion du Comité central du KPD tenue les 16 et 17 mai :

Nous ne sommes pas aujourd'hui en situation d'établir la dictature du prolétariat, parce que la condition préalable, la volonté révolutionnaire de la majorité du prolétariat, fait défaut.³⁶

Brandler exprima le même point de vue à la conférence internationale de Francfort : « Nous faisons face aujourd'hui à un reflux de la vague révolutionnaire ».

Cela aurait été correct en 1921 et en 1922. C'était encore partiellement vrai au premier trimestre 1923. Mais en avril et mai 1923, cela aboutissait à ignorer ce que remarquaient de nombreux commentateurs bourgeois – que l'inflation et l'occupation de la Ruhr avaient produit une déstabilisation profonde de la société, à laquelle une réaction de la classe ouvrière était inévitable.

Les dirigeants communistes ne comprirent pas cela. Ils poursuivirent une politique de front unique agressive – construction des Centuries, des Comités de Contrôle, des conseils d'usine, et attraction sous l'influence du parti de nombreux travailleurs de la base du SPD. Mais ils faisaient tout cela de façon purement défensive, sans préparer leur parti à utiliser les positions gagnées dans la lutte défensive pour passer à l'offensive.

Le parti fut surpris par la vague de grèves de mai-juin : comme nous l'avons vu, il lui avait fallu quatre jours pour pouvoir intervenir dans la grève de la Ruhr. Cela n'aurait dû en soi avoir aucune importance. Il arrive souvent que l'activité spontanée des travailleurs prend au dépourvu des dirigeants établis, même révolutionnaires. Mais même lorsque le parti eut commencé à comprendre qu'une nouvelle activité était en train de se développer, sa posture resta défensive. Il semblait être embarrassé par l'activisme des Centuries dans la Ruhr – peut-être à cause de l'influence en leur sein de syndicalistes et d'anciens membres du KAPD. Et il recommanda une fin rapide de la grève, sans apercevoir la poussée à l'action qui grandissait ailleurs en Allemagne.

Lorsque des grèves se déclenchèrent ailleurs, le parti fit de son mieux pour les encourager. Mais *Rote Fahne*, par exemple, ne donnait pas l'impression que la direction du parti se rendait compte qu'il y avait eu un changement *qualitatif* dans l'état d'esprit de la classe. En fait, il semble qu'il y ait eu une diminution de l'activité du parti pendant la grève par comparaison avec les débuts de mai, qui avaient vu le parti organiser à Berlin une série de grands meetings propagandistes et de manifestations de masse.

Dans un discours à la tonalité autocritique tenu quelques mois plus tard, Radek décrivait la séquence des événements : *die Ruhrgeschichte [hat] eine neue Phase in der Entwicklung des Klassenkampfes in Deutschland eröffnet ... Wir haben auf dem Leipziger Parteitag in dem Aufruf an die Partei gesagt: diese Phase endet mit dem Bürgerkrieg. Wir haben theoretisch richtig visiert, und wir haben die praktischen Schlüsse daraus nicht gezogen. [Hätten] wir seit Mai, als der Durchfall der Ruhraktion [das Scheitern des passiven Widerstands] schon klar war, als die Zersetzungselemente außerordentlich wuchsen, ... die wachsenden Massenkämpfe aufgerollt* .

L'affaire de la Ruhr a ouvert une nouvelle phase du développement de la lutte des classes en Allemagne. (...) Nous disions, dans l'appel au parti du congrès de Leipzig [en janvier] : cette phase se termine avec la guerre civile. Nous avons bien visé théoriquement, mais nous n'en avons pas tiré les conclusions pratiques. [Nous aurions dû] développer les combats de masse croissants à partir de mai, alors que l'échec de l'action de la Ruhr [l'échec de la « résistance passive »] était déjà patent, et alors que les éléments de décomposition sociale s'accumulaient de façon extraordinaire.³⁷

Même la construction des Centuries prolétariennes, un élément clé de la stratégie défensive de front unique, ne semble pas avoir été prise très au sérieux par de nombreuses sections du parti. Brandler déclara plus tard : « En août

35 *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, op. cit., p. 13.

36 Cité in W Angress, op. cit., p. 353.

37 *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, op. cit., p. 14.

1922, alors que je revenais en Allemagne après l'amnistie de Rathenau, j'ai fait une déclaration sur la préparation à la guerre civile. (...) Personne n'a rien entrepris. (...) C'était en particulier le cas à Berlin. »³⁸

Comment expliquer ce décalage par rapport aux événements ? Il ne fait aucun doute que pour la direction du parti dans son ensemble et pour son mentor de l'Internationale, Radek, l'expérience de l'Action de Mars fut décisive. Ils vivaient dans la hantise d'une répétition de l'aventure qu'ils avaient engagée avec tant d'enthousiasme à peine deux ans auparavant. C'est à l'ajustement de la tactique après l'Action de Mars que Radek se référait, dans le discours cité ci-dessus, lorsqu'il décrivait la lenteur de la réaction du parti en 1923. Il expliquait qu'après l'Action de Mars il était dit :

*il faut d'abord conquérir les masses. Cette période de conquête des masses (...) dura jusqu'à la guerre de la Ruhr. Ensuite, nous ne pouvions plus les gagner par la voie propagandiste, pour les conquérir nous devons passer à l'action. Et à nouveau le contexte (...) dans son ensemble n'a pas été saisi assez vite.*³⁹

La timidité de la direction fut aggravée par un autre facteur. Après l'Action de Mars, une puissante fraction d'opposition, dirigée par Ruth Fischer et Arkadi Maslow, avait grandi dans le parti, qui était partisane de l'action offensive en toute circonstance. Elle dénonçait la direction pour ses « concessions à la social-démocratie », son « opportunisme », sa position « sur le terrain de la démocratie » (par quoi elle voulait dire la démocratie bourgeoise), son « liquidationnisme idéologique et son révisionnisme théorique ». Lorsque la tactique du front unique fut formulée, elle la dénonça rageusement. Plus tard, elle l'approuva formellement – à condition qu'elle soit « par en bas » et non « par en haut ».

L'hostilité générale de l'opposition envers le front unique se traduisait nécessairement par un refus du « gouvernement ouvrier ». Mais les critiques en provenance de tels milieux étaient peu susceptibles d'influencer ceux qui avaient appris à la dure le besoin de gagner le soutien des travailleurs sociaux-démocrates. De la même façon, Fischer et Maslow pouvaient appeler de leurs vœux une réponse apparemment agressive à la crise de la Ruhr – sans proposer de véritable alternative à l'autosatisfaction de la direction.

En février et mars, Fischer visita la Ruhr et commença à y déclencher une campagne fractionnelle acharnée contre la direction. Elle proclamait que celle-ci n'avait pas mis en avant des revendications concrètes dans les premiers jours de l'occupation. Elle aurait dû, disait-elle, appeler au contrôle ouvrier des mines et des usines, et des produits de première nécessité. La lutte sur ces revendications aurait amené les ouvriers à se rendre maîtres des usines. En même temps, les Centuries prolétariennes auraient dû s'installer là où les Français avaient expulsé la police de sécurité. C'est alors que la base aurait été posée d'une lutte immédiate pour le pouvoir dans toute l'Allemagne.⁴⁰

Au lieu de cette « politique révolutionnaire », s'indignait-elle, la direction proposait ni plus ni moins un « soutien à un gouvernement social-démocrate minoritaire » - une position que les communistes ne devaient adopter « en aucun cas ».

La direction n'eut pas beaucoup de mal pour dénoncer tout cela comme un bavardage vide de sens. En janvier et en février, les autorités aussi bien allemandes que françaises traitaient les travailleurs avec des gants de velours – les Français prétendant qu'ils étaient venus pour punir les employeurs et non pas les travailleurs, les Allemands offrant des hausses de salaires et des indemnités de chômage au niveau de 100 % des rémunérations. Dans une telle situation, il n'y avait aucune base pour la construction d'un mouvement pour le « contrôle de la production » et des « produits de première nécessité ».

Pour couronner le tout, si une telle lutte avait commencé, elle aurait fait le jeu des bourgeoisies aussi bien allemande que française. Elle aurait donné aux autorités françaises une excuse pour saisir les mines à leur bénéfice, en utilisant le « désordre » comme un prétexte, et tout affrontement avec les troupes françaises aurait été mis à profit par l'extrême droite allemande pour développer l'hystérie nationaliste.

Fischer, comme la direction pouvait facilement le faire remarquer, ignorait tout simplement les faits les plus élémentaires relatifs à la conscience des travailleurs en janvier et février, la « grande passivité des travailleurs ». Dans la Ruhr, les conditions étaient « idylliques comparées aux journées de Noske et Watter en 1919 et 1920 ».⁴¹

La direction réussit à faire passer sa politique à la fois au congrès national du parti en janvier (par plus de deux contre un) et dans une conférence des districts de la Ruhr en mars (par 68 voix contre 55). Mais l'opposition avait une emprise sur d'importantes sections du parti – Berlin, la côte Nord-Ouest, et la moitié de la Ruhr. De plus, sa présence aboutissait à ce que toute la vie interne du parti était caractérisée par des débats semblables à ceux mettant en lice « gouvernement » et « opposition » dans un parlement bourgeois : chaque camp se sentait obligé de s'opposer par principe à toute proposition de l'autre. La discussion politique entre camarades de parti se ramenait à compter les points.

Même lorsque l'Internationale intervint pour forcer les deux côtés à travailler ensemble dans les comités de direction, rien ne fut réglé. Comme personne n'était capable de comprendre le changement qualitatif qui s'était produit

38 *Ibid*, p. 31.

39 *Ibid*, p. 16.

40 Un résumé de ces positions est contenu in *Material zu Differenzen mit der Opposition*, KPD (Berlin 1923) pp. 17-18.

41 *Ibid*, p. 7. (Traduit de l'anglais)

dans la lutte des classes à la fin du printemps, le fractionnisme dans le parti, loin de produire une dialectique de discussion qui pouvait élever le niveau de compréhension des événements, aboutit à figer les deux camps dans des postures sans pertinence.

La direction considérait l'opposition (à raison) comme une horloge arrêtée : sans égard pour les circonstances, elle tirait toujours les mêmes conclusions. L'opposition, malgré les injures dont elle abreuvait la direction, tendait aux moments cruciaux à adopter les mêmes conclusions passives que celle-ci : lorsque la véritable lutte éclata en mai dans la Ruhr, Fischer n'avait rien à dire.

La journée antifasciste

La seule tentative pour inverser l'attitude défensive du parti ne vint pas de la prétendue « gauche », mais du président du parti, Brandler. Le 12 juillet, la première page de *Die rote Fahne* était porteuse d'une importante déclaration écrite par lui, « Au Parti ». Elle décrivait une situation de crise montante, dans laquelle la lutte armée n'était pas éloignée. « Le gouvernement Cuno est en faillite. Les crises, interne et externe, l'ont amené au bord de la catastrophe.

Les fascistes progressaient, disait Brandler. Leurs attaques contre la classe ouvrière pouvaient prendre différentes formes :

L'offensive des fascistes ne commence pas nécessairement par un putsch à la Kapp ; elle peut commencer avec l'imposition de l'état de siège en Saxe et en Thuringe ; ou bien avec la proclamation d'une république indépendante de Rhénanie-Westphalie. Il peut suivre une attaque contre les luttes salariales des travailleurs. (...) [Dans tous les cas] nous sommes à la veille de luttes acharnées. Nous devons être entièrement prêts à agir.

Il sera nécessaire d'impliquer des travailleurs sociaux-démocrates et sans parti dans cette action, disait Brandler :

Notre parti doit développer la combativité de ses organisations au point où elles ne seront pas surprises par le déclenchement de la guerre civile. (...) Une attaque des fascistes ne peut être battue qu'en opposant la terreur rouge à la terreur blanche. Si les fascistes armés tirent sur les travailleurs, nous devons être prêts à les anihiler. S'ils mettent contre le mur un travailleur sur six, nous devons fusiller un fasciste sur cinq. Dans l'esprit de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, à l'attaque !

Le même numéro de *Die rote Fahne* annonçait que quinze jours plus tard, le 29 juillet, il y aurait une journée nationale de manifestations antifascistes. Il était clair que c'était le jour où l'offensive contre la droite devait être lancée.

L'appel de Brandler fut reçu comme un signal que les communistes abandonnaient leur posture défensive. Les grandes grèves avaient montré l'amplitude de la colère populaire. Le parti semblait sur le point de canaliser cette colère dans une bataille pour le contrôle de la rue le 29 juillet. La presse bourgeoise piaillait que l'appel n'était rien d'autre que le signal de la guerre civile. Pourtant il bénéficiait du soutien de sections de travailleurs sociaux-démocrates et de syndicalistes sans affiliation, dont les organisations locales s'engageaient nommément.

Ce que pouvait faire cette action unie fut démontré à Francfort le 23 juillet. Une manifestation conjointe du KPD et du SPD descendit dans les rues de la ville, fermant les boutiques et obligeant les passants petits bourgeois à scander des slogans tels que « Les exploités à l'échafaud » et « Pas de justice sans verser le sang ».⁴²

Il est clair que les dirigeants sociaux-démocrates nationaux étaient réduits à la défensive. Ils essayèrent de défendre à leurs membres de s'engager dans les Centuries prolétariennes. Puis des ministres SPD prirent l'initiative d'interdire les manifestations de la Journée Antifasciste dans les Länder qu'ils contrôlaient (à l'exception de la Saxe, de la Thuringe et du Wurtemberg) – un exemple que les autres Etats étaient tout à fait désireux de suivre. Si les communistes persistaient dans leurs manifestations, ils risquaient une confrontation armée dans les grandes villes avec la police de sécurité, peut-être même avec la troupe.

Les interdictions amenèrent à la surface les réserves de nombreux dirigeants communistes envers l'initiative de Brandler du 12 juillet. « Cet appel eut un effet particulier sur le parti », raconta Brandler plus tard. « Dans les masses laborieuses il éveilla de l'espoir, mais dans les rangs des permanents du parti il y avait cette idée : Brandler est encore devenu fou et veut faire un putsch ». Il prétendait que « c'était particulièrement le cas à Berlin », le centre de la « gauche ».⁴³

L'annonce des interdictions causa un désarroi dans la direction. La plupart les voyaient comme un prétexte pour prendre ses distances avec le « coup de folie » de Brandler. Ce dernier persistait dans son désir d'une tactique offensive. Il suggéra de défier l'interdiction partout où le rapport des forces permettait aux communistes de fournir une protection armée capable de dissuader la police d'attaquer les manifestations – dans la province prussienne de Saxe, dans la Ruhr,

⁴² *Die rote Fahne*, 24 juillet 1923 ; comparer avec W Angress, *op. cit.*, p. 398.

⁴³ *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 31.

en Haute Silésie aussi bien que dans le Land de Saxe et en Thuringe. De cette façon le parti montrerait qu'il était capable de braver les autorités sans pour autant prendre le risque de s'engager dans des affrontements sanglants pendant que la masse des travailleurs restait sur la touche.

Brandler s'aperçut que non seulement la plus grande partie de la « majorité » de la direction lui était opposée ; il n'avait non plus aucun soutien de la « gauche ». La dirigeante des « gauches », Ruth Fischer, se souciait surtout que son bastion personnel, Berlin, ne soit pas inclus dans le plan de Brandler. Lorsque celui-ci lui demanda si le district de Berlin pouvait fournir une protection armée à la manifestation, elle le traita d'« aventurier » et de « fasciste ».

Face à la rebuffade aussi bien de la majorité que de l'opposition, Brandler hésita. Il avait fait une erreur en 1921 en lançant une action prématurée et il n'avait pas l'intention de récidiver. Alors il répéta son autre erreur de 1921 – il se tourna, pour décider d'une question tactique, vers des hommes qui étaient éloignés d'une vision détaillée des événements. Il télégraphia à Moscou.

Mais il n'y avait personne à Moscou pour donner un conseil. Lénine, paralysé, était mourant. Le reste de la direction russe, à l'exception de Radek – qui avait été aussi mauvais tacticien que Brandler en 1921 – était en congé, se reposant d'une conférence éprouvante. La première bouffonnerie, le télégramme de Brandler à Moscou, fut suivie d'une seconde, Radek télégraphiant dans les endroits les plus distants de la Russie pour avoir l'opinion individuelle de dirigeants qui n'avaient même pas une connaissance de seconde main de la situation allemande.

Zinoviev et Boukharine étaient partisans d'une tactique offensive – mais Radek savait qu'eux aussi avaient eu tort en 1921. Staline (c'était l'une des première fois qu'il venait à l'esprit de quelqu'un de lui demander son avis sur des questions internationales) affirma avec insistance que le parti allemand devait être retenu. Comme il l'expliqua quelques jours plus tard : « Si le pouvoir tombait, pour ainsi dire, aujourd'hui en Allemagne, et que les communistes s'en emparent, ils échoueraient avec fracas ».⁴⁴ Trotsky fut le seul à avoir l'honnêteté d'admettre qu'il n'avait pas la moindre idée de la situation sur le terrain en Allemagne et donc ne pouvait rien dire.

Radek en fut réduit à choisir entre des positions contradictoires. Craignant une tentative, dans le style de 1921, de « forcer les événements », il répondit à Brandler : « Le Présidium de l'Internationale suggère de renoncer aux manifestations ».⁴⁵

Les manifestations prévues furent remplacées par des meetings, sauf en Saxe, Thuringe et Wurtemberg, où les rassemblements n'avaient pas été interdits. Les meetings furent imposants : 200 000 participants à Berlin, 50 000 à Chemnitz, 30 000 à Leipzig, 25 000 à Gotha, 20 000 à Dresde, 100 000 au total au Wurtemberg. Mais c'était un recul. Il n'y avait plus aucun défi aux fascistes ou au gouvernement autre que verbal. Le parti avait, dans les faits, abandonné l'offensive ouverte par l'appel de Brandler du 12 juillet. Au lieu de lancer dans la bataille la mobilisation construite au sein de la classe ouvrière depuis la mi-mai en la dirigeant politiquement, le parti était retourné à la posture défensive développée en 1922.

Dans la presse communiste l'appel « Aux armes » fut remplacé par l'avis de Radek : « Nous devons toujours garder à l'esprit que nous sommes encore faibles aujourd'hui. Nous ne pouvons encore livrer une bataille générale ». Brandler lui-même déclarait avec insistance, dans une réunion du Comité central tenue les 5 et 6 août, que ce à quoi ils se préparaient était une « lutte révolutionnaire défensive ».

Pourtant, l'abandon par le parti du bref tournant vers l'offensive ne précéda que de quelques jours le déclenchement par les travailleurs de Berlin de la plus formidable vague de grève qui ait été vue jusque là.

44 Staline, « Lettre à G.E. Zinoviev », 7 août 1923, *Сочинения*, tome XVII (2004), p. 173, http://grachev62.narod.ru/stalin/t17/t17_111.htm

45 Cité in EH Carr, *The Interregnum*, p. 187.

Chapitre 13 - L'octobre allemand

À l'été 1923, l'inflation prit des proportions absolument démentielles. Jusque là, la monnaie s'était dépréciée à un rythme hebdomadaire ou mensuel, mais il était encore possible de s'adapter. Désormais, elle perdait de la valeur toutes les heures. En juillet et août, le taux de change du mark contre le dollar était réduit de moitié tous les quatre jours. Et, pour la première fois, le pouvoir d'achat du mark en Allemagne même commença à baisser plus vite que sa valeur sur le marché international.

La masse de la population se trouva véritablement livrée au désespoir.

Sur les marchés de Berlin, le prix des pommes de terre, des œufs et du beurre changeait six fois par jour. (...) Le troc remplaça largement les transactions en monnaie. Les gens offraient leurs derniers bijoux, et leurs derniers meubles, pour avoir leur pain quotidien. (...) Les masses en colère et désespérées se mirent à se révolter, et il y eut des émeutes dans toute l'Allemagne.¹

Un changement significatif commença à se produire chez les travailleurs. Il y avait eu, en dehors des zones occupées de la Ruhr, un plein emploi relatif jusqu'au milieu de l'été, même si le petit nombre des chômeurs était vraiment dans la misère la plus complète. Mais à partir de la fin de juillet le boom inflationniste arriva à sa fin, et de nombreuses firmes firent faillite : le temps de porter leur encaisse à la banque, la monnaie valait trop peu pour renouveler les stocks. Le chômage, pratiquement nul au début de l'année, atteignait 6 % en août et 23 % en novembre. Un grand nombre de travailleurs se retrouvèrent en chômage technique partiel.

Mais, au début, le niveau de chômage n'affecta pas la combativité et la confiance des organisations ouvrières dans les usines. À la fin de juillet, une autre vague de grèves commença, semblable à celle de mai et juin, mais sur une bien plus grande échelle, et avec des conséquences politiques autrement plus importantes.

En Saxe, une grève de 20 000 mineurs avait éclaté le 25 juillet. Trois mille mineurs prirent d'assaut les locaux de la fédération patronale et les saccagèrent. Le même jour, les patrons de onze usines de la ville saxonne d'Aue furent obligés d'accepter des augmentations de salaires après des menaces de manifestations armées. À Schneeberg, une semaine plus tard, les Centuries prolétariennes saisirent une grande quantité de produits alimentaires. Le 1^{er} août, les ouvriers des usines de huit villes voisines firent le siège des négociations salariales en cours à Aue. Le 6 août, c'était le tour de 4 000 ouvriers métallurgistes de Pöbeln de descendre dans la rue. Les Centuries traînèrent physiquement les employeurs à la table des négociations et les obligèrent à faire des concessions.

Des rapports au Ministre de l'Intérieur du Reich se plaignaient : « La force a été utilisée pour obliger les employeurs à négocier, sans que les dirigeants syndicaux ou la police ne puissent intervenir ».² À Chemnitz, 150 000 travailleurs défilèrent dans les rues, demandant le renversement du gouvernement.

Dans la première semaine d'août, le mouvement gagna d'autres parties de l'Allemagne. Il y eut de grandes manifestations à Stuttgart. À Stettin, les dockers se mirent en grève. Au Brandebourg, des salariés agricoles en grève commencèrent à se livrer à des pillages. À Magdebourg les ouvriers ruraux cessèrent le travail le 9 août.

Pendant ce temps, dans la région Ruhr-Rhénanie, 200 000 mineurs commençaient une grève du zèle, malgré une augmentation de salaire de 87 % à la fin juin. Celle-ci avait déjà été absorbée par la valse des étiquettes. « Les manifestations et les meetings contre les hausses de prix se multiplièrent. (...) des affrontements avec la police se produisirent après un congrès des sans-emplois et des bénéficiaires d'emplois d'urgence dans les ateliers gouvernementaux, tenu les 28 et 29 juillet ».³ Il y eut trois morts à Oberhausen.

L'inflation commença à causer une pénurie de denrées alimentaires qui à son tour aggrava l'inflation : les paysans n'échangeaient plus leurs produits contre du papier-monnaie ; les magasins tiraient leur rideau parce que les commerçants n'avaient plus les moyens de reconstituer leurs stocks. Au moment où un conseil d'arbitrage du 2 août allouait aux mineurs de la Ruhr des augmentations de salaire de 90 à 110 %, leur valeur avait déjà été réduite à néant.

Dans les mines et l'industrie lourde, les esprits ne se calmaient pas. Des allocations spéciales de salaire furent exigées. C'est en vain que les organisations centrales des travailleurs obtinrent le 9 août une augmentation de 245 %. (...) Les troubles se répandirent.⁴

Ce n'était pas surprenant. Le prix du charbon quadrupla dans la seule journée du 9 août. Le coût de certains produits de première nécessité avait été multiplié par vingt au cours du même mois. À Berlin, il y avait déjà des grèves

1 Guttman et Meehan, *The Great Inflation*, p. 31.

2 Résumé de rapports fournis par J C Favez, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923* (Genève 1969) p. 291. Traduit de l'anglais.

3 Ibid, p. 291. Traduit de l'anglais.

4 Ibid, p. 295. Traduit de l'anglais.

sporadiques dans les usines de mécanique au début d'août et des arrêts de travail partiels dans le réseau ferré municipal. *Die rote Fahne* se fit l'écho d'une grève des cols blancs dans l'industrie mécanique. L'usine de Borsig s'arrêta le 9 août, puis les ateliers du Métro. Mais ce fut la grève des imprimeurs, le même jour, qui porta le mouvement à son sommet.

La grève des ouvriers de l'imprimerie était officielle – mais les dirigeants syndicaux ne voulaient pas impliquer les 8 000 travailleurs des imprimeries gouvernementales. Les communistes réussirent à amener ceux-ci à cesser le travail – frappant le gouvernement là où ça faisait vraiment mal. Car les presses qui déversaient des quantités toujours plus grandes de billets de banque cessèrent de tourner. Tout d'un coup, le flot énorme de papier-monnaie nécessaire pour suivre l'envolée des prix se tarissait. L'économie tout entière était menacée d'asphyxie.

Les dirigeants communistes comprirent enfin la dimension des événements : ils se mirent immédiatement à faire de l'agitation pour une grève générale pour renverser Cuno et mettre à sa place un « gouvernement ouvrier ». Les immenses ateliers de Siemens, à Berlin, cessèrent le travail à la suite de Borsig, et furent eux-mêmes imités par onze autres grandes usines. Désormais les revendications n'étaient plus seulement économiques, mais exigeaient le renversement du gouvernement. Les transports en commun de la ville s'arrêtèrent complètement, puis les travailleurs de l'eau, du gaz et de l'électricité posèrent eux aussi les outils.

En dehors de Berlin, il y eut un point mort total dans les zones minières saxonnes⁵, où les organisations armées de travailleurs montrèrent leur force comme jamais auparavant : « Les Comités de Contrôle semblaient dominer les marchés ».⁶ Dans l'ouest du pays, comme le disait un rapport destiné au Ministre de l'Intérieur :

La grève générale, malgré les syndicats paralyse Solingen, on se bat à Krefeld, Homberg, Aix-la-Chapelle, Clèves, Opladen, Stoppenberg, etc. Chômeurs et grévistes affamés pillent la campagne à la recherche de nourriture. (...) Par douzaines, des plaintes et des appels d'employeurs tombent sur le bureau du Ministre de l'Intérieur. (...) Sur la rive gauche du Rhin les mineurs occupent partiellement les installations et chassent la direction. (...) Dans certaines mines des échafauds sont élevés avec des écriteaux disant : « Ceci est pour vous si vous ne satisfaites pas nos revendications dans les 24 heures ».⁷

Le 11 août, une conférence des conseils d'usine et de puits de la Ruhr se réunit à Essen et formula les revendications de la grève dans la région. En même temps que le renversement du gouvernement Cuno et la formation d'un gouvernement ouvrier, la conférence demandait le retour aux salaires réels d'avant-guerre, la journée de six heures dans les puits et la réquisition des produits de première nécessité par les Comités de Contrôle. A Hambourg, les chantiers navals furent paralysés, et il y eut des tirs dans les rues de Hanovre, Lübeck et Neurode.

A Berlin les syndicats ne pouvaient ignorer la pression de leurs membres. Ils furent obligés de donner au moins l'impression de diriger le mouvement. Ils convoquèrent une réunion spéciale de représentants du SPD, de l'USPD croupion et des communistes le 10 août. Les communistes réitérèrent leur appel à la grève générale. Pendant un moment, certains dirigeants syndicaux profondément réformistes semblèrent s'engager, non sans hésitation, dans ce sens. Ils avaient peur de perdre tout respect de leur base s'ils s'opposaient à l'appel ; mais ils craignaient tout autant, s'ils approuvaient le mot d'ordre, la propagation d'un mouvement qu'ils seraient incapables de contrôler. L'un des délégués du SPD était le vieil ennemi de la révolution de 1919, Otto Wels. Il s'exclama que la grève, c'était l'anarchie, l'aventurisme, le chaos – et cela juste au moment, prétendait-il, où le gouvernement mettait en œuvre un ensemble de mesures économiques d'urgence qui allaient commencer à arranger les choses. Son intervention fit pencher la balance au sein des directions syndicales. La grève générale fut rejetée.

Mais les communistes savaient que la base des syndicats n'était pas d'humeur à écouter les avertissements de ses dirigeants. Une circulaire fut envoyée à tous les districts du parti :

Les informations que nous recevons indiquent qu'une situation semblable à celle de Berlin existe dans tout le pays. Partout, il y a des grèves du zèle et des arrêts de travail. Il est nécessaire d'unifier ces mouvements et de leur donner une orientation. Nous devons essayer d'obtenir des comités locaux de l'ADGB [la principale fédération syndicale] qu'ils prennent la tête du mouvement spontané. Là où cela n'est pas possible, les conseils d'usine doivent diriger et organiser le mouvement.

C'était précisément en vue d'une telle occasion que les communistes s'étaient employés, pendant toute l'année passée, à construire des organisations locales et nationales de conseils d'usine hors d'atteinte du contrôle des bureaucrates syndicaux. Le Comité des Quinze élu lors de la Conférence Nationale des Conseils l'année précédente prit l'initiative d'appeler à une réunion de délégués des conseils d'usine berlinois pour le lendemain (11 août).

« Les grandes salles débordaient de monde », se souvient un des participants :

Les rues (...) débordaient de voitures et de camionnettes que les conseils d'usine avaient réquisitionnées

⁵ *Ibid*, p. 293.

⁶ *Ibid*, traduit de l'anglais.

⁷ *Ibid*, pp. 293-294. Traduit de l'anglais.

*dans les usines pour avoir un moyen de transport rapide pour les travailleurs. Dans les rues avoisinantes, il y avait des voitures de police, mais ils n'osaient pas intervenir.*⁸

Il y a diverses estimations du nombre des présents. L'historien français Broué donne le chiffre de 2 000, l'historien suisse Favez, sur la base de documents officiels, dit que « 10 000 comités d'entreprise étaient représentés »⁹ et l'Allemand de l'Est Ersil écrit que « s'assemblèrent là près de 20 000 comités d'usine, parmi lesquels des milliers de sociaux-démocrates ».¹⁰ Sans s'arrêter aux chiffres, une chose est certaine. Le mouvement des conseils d'usine, qui semblait si faible neuf mois plus tôt, avait généré une force capable d'unir la classe ouvrière indépendamment des bureaucrates syndicaux.

La réunion appela à une grève générale immédiate avec les revendications suivantes : renvoi du gouvernement Cuno ; formation d'un gouvernement ouvrier ; réquisition des produits de première nécessité sous le contrôle des organisations ouvrières ; salaire minimum immédiat de 10 pfennigs-or ; levée de l'interdiction des Centuries prolétariennes.

Le Comité des Quinze donna des orientations à la grève générale – élection de comités de grève, organisation de Comités de Contrôle et de Centuries prolétariennes, désarmement par les Centuries des groupes fascistes, propagande et fraternisation avec les soldats et la police.

La police saisit une édition spéciale de *Die rote Fahne* qui était destinée à diffuser l'appel des conseils d'usine. Mais si la répression avait pour but d'empêcher le développement du mouvement, elle en fut pour ses frais. Berlin était complètement paralysée par la grève.

*la capitale privée d'eau, de gaz, d'électricité, de journaux – à la fois morte et tendue, où se multiplient les meetings, les cortèges (...)*¹¹

L'appel de Berlin donna un élan renouvelé aux mouvements hors de la capitale. A Halle, 1 500 travailleurs participèrent à un congrès local des conseils d'usine – 339 d'entre eux étaient des délégués des puits, qui votèrent par 320 voix contre 19 pour la grève générale. Il y avait dans la majorité favorable à la grève 70 délégués du SPD.¹² La grève fut effective à la fois dans la zone de Halle-Merseburg et dans celle, traditionnellement plus social-démocrate, de Magdebourg. Les travailleurs allaient de puits en puits et d'usine en usine, propageant l'action.

La grève générale fut un peu plus lente à gagner la Saxe et en Thuringe – elle ne fut pas réellement engagée avant les 13-14 août. Mais il était toujours possible, le 14, à un certain Dr Weigel de se plaindre, au Landtag, de la « terreur » exercée pendant les négociations salariales, lesquelles se tenaient « régulièrement face à des manifestations locales » qui « menaçaient les dirigeants des employeurs » - par exemple à Aue, Schneeberg et Annaberg.¹³

En même temps que la grève faisait tache d'huile dans tout le pays, elle mena à une vague de manifestations et de batailles de rue :

*Dans toutes les grandes villes ouvrières où la grève s'étend, des bagarres éclatent. (...) Le 12 août, collision entre manifestants et policiers à Hanovre, Rotthausen, Gelsenkirchen : trente morts. Le 13, nouvelles manifestations, nouvelles fusillades, plus graves, un peu partout : six morts à Wilhelmshaven, vingt à Hanovre, quinze à Greisz, dix à Aix-la-Chapelle, vingt à Zeitz, trente à Iéna, un à Breslau, quatre à Crefeld, quatre à Ratibor.*¹⁴

Il y a eu depuis bien des discussions sur l'échelle exacte du mouvement. Des historiens comme Ersil, Broué et Favez en donnent la représentation d'un soulèvement énorme. Pour l'historien américain Angress, au contraire, ce n'aurait été guère plus qu'une tempête dans un verre d'eau. Il admet que l'appel à la grève « fut suivi d'un effet d'une intensité surprenante dans plusieurs groupes professionnels à Berlin », mais il prétend que « même là, il ne prit pas les proportions d'une grève générale ». Il écrit ailleurs : « L'Allemagne du Sud dans son ensemble et la Ruhr n'en furent pas affectées ».

Mais c'est tout à la fois ignorer la documentation officielle du mouvement de grève citée par Favez et Ersil et traiter la grève générale isolément des arrêts de travail partiels qui l'ont précédée, en particulier dans la Ruhr. Il est clair que ces journées semèrent l'inquiétude dans les sections les plus conscientes du capitalisme allemand. Stresemann, le dirigeant du Parti National du Peuple Allemand, confiait à l'ambassadeur britannique :

8 Erich Hochler, cité in W Ersil, *Aktionseinheit stürzt Cuno* (Berlin 1961) p. 245.

9 Pierre Broué, *Révolution en Allemagne* (Paris 1971) p. 713, et J C Favez, *op. cit.*, p. 294.

10 W Ersil, *op. cit.*, p. 249.

11 J C Favez, *op. cit.*, p. 295.

12 W Ersil, *op. cit.*, pp. 290-295.

13 Michaelis et Schlapper, *Ursachen und Folgen vom deutschen Zusammenbruch 1918 bis 1945, zur staatlichen Neuordnung Deutschlands in der Gegenwart, 5. Das kritische Jahr 1923*, p. 476. Traduit de l'anglais.

14 P Broué, *op. cit.*, p. 714.

[Stresemann] pense que les communistes ne pouvaient pas laisser passer l'occasion présente. (...) Toutes les circonstances sont en leur faveur. Jamais une pareille occasion ne se présentera à nouveau à eux. Stresemann a dit : « J'ai donc peur de deux choses, d'un succès communiste immédiat et d'une réaction nationaliste violente qu'il déclencherait... »¹⁵

La grève générale eut lieu alors que le gouvernement était de toutes façons au bout du rouleau. Sa tentative de résoudre la crise de la Ruhr en faisant intervenir les Britanniques venait d'échouer. Il devait faire face à l'inflation. Et maintenant toute la classe ouvrière semblait être tombée sous l'influence des communistes. Cuno, « l'homme fort » huit mois plus tôt, qui caressait des rêves de dictature personnelle, se disait désormais « trop fatigué » pour continuer.

Le capitalisme allemand trouvait des raisons d'être rassuré, comme si souvent par le passé, dans l'attitude de la social-démocratie. Le 10 août, le vote des députés du SPD permit à Cuno de faire passer ses mesures financières. Le 12, la grève générale les faisait changer d'attitude – leur « neutralité bienveillante » ne pouvait plus maintenir Cuno au pouvoir. La question était dès lors de savoir quel genre de gouvernement devait le remplacer. La direction du SPD décida de voter contre Cuno, mais proposa de *participer* à un gouvernement dirigé par son collègue de parti Stresemann – Stresemann, porte-parole d'un secteur puissant du patronat allemand, le chef d'un parti qui dépendait de l'argent de Stinnes, devint chancelier.

Il était très heureux d'avoir quatre ministres sociaux-démocrates :

Dans certains cercles politiques, on voyait la situation sous le même jour que celle de l'automne 1918 : de même que l'entrée des sociaux-démocrates dans le cabinet du prince Max avait été alors nécessaire, la crise de 1923 exigeait la participation au gouvernement du parti le plus fort de la classe ouvrière.¹⁶

La décision de participer au gouvernement provoqua une intensification des discussions dans le parti : 53 des 171 députés SPD s'abstinrent lors du vote de confiance au Reichstag. Pour eux, comme l'écrit l'historien pro-social-démocrate Landauer, « c'était une humiliation de participer à un gouvernement fédéral avec le Parti National du Peuple Allemand ».

Malgré tout, un gouvernement fut ficelé qui unissait tous les partis séparant la gauche révolutionnaire de la droite fasciste – de l'économiste « marxiste », ancien dirigeant de l'USPD, Hilferding à ceux qui rêvaient, comme Stinnes et Cuno, d'une dictature d'extrême droite.

L'accalmie

L'effet immédiat de la constitution du nouveau gouvernement fut de casser la dynamique de la grève générale. Son slogan essentiel était « A bas le gouvernement Cuno » – et le gouvernement Cuno était tombé.

Bien sûr, la revendication était couplée à l'appel à remplacer Cuno par un « gouvernement ouvrier ». Mais satisfaire cette demande signifiait se mesurer à un obstacle que les groupes de grévistes ne croyaient pas pouvoir surmonter : les dirigeants sociaux-démocrates, tous les travailleurs le savaient, refusaient toute perspective de gouvernement ouvrier. Continuer à appeler à un tel gouvernement pouvait être un slogan propagandiste, mettant en évidence l'inclination pro-capitaliste des dirigeants du SPD, mais ne semblait pas constituer, aux yeux de larges couches de travailleurs, un objectif immédiatement réalisable au moyen de la poursuite de la grève.

En même temps, il était assez facile pour les plus gros employeurs individuels de satisfaire un certain nombre de revendications salariales : le taux de l'inflation était tel que des salaires doublés aujourd'hui seraient réduits au quart de leur valeur en moins d'une semaine.

Finalement, les pressions matérielles subies par les travailleurs dans le sens de la reprise du travail furent les plus fortes. Les caisses de grève des sections syndicales et les économies individuelles des travailleurs étaient vidées de toute valeur par l'inflation. Manquer une journée de salaire signifiait ne pas manger – sauf si la grève, devenant plus qu'une grève, menait à la réquisition révolutionnaire de denrées alimentaires. De longues grèves n'étaient plus matériellement possibles. Le choix était la reprise du travail ou la révolution – et personne n'avait encore fait de préparations pour une révolution.

La grève générale commença à s'essouffler à Berlin, raconta Brandler plus tard, malgré les tentatives des communistes de la prolonger « au moins 24 heures » pour en faire une grève contre la nouvelle Grande Coalition.

Même si nous à la Centrale nous avons décidé de ne pas s'arrêter après trois jours, mais de faire grève au moins encore un jour, nos camarades radicaux berlinois n'ont pas pu appliquer la décision, mais reprirent le travail malgré notre décision, parce que la force interne n'était plus là.¹⁷

¹⁵ Viscount d'Abernon, cité in Michaelis et Schlapper, *op. cit.*, p. 172.

¹⁶ Landauer, *European Socialism* (Berkeley 1959) p. 974.

¹⁷ *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, Présidium de l'Internationale Communiste, juin 1924, p. 30.

Die rote Fahne du 14 août titrait : « Des millions en lutte ». Mais la reprise continua à Berlin, et dans l'après-midi une édition spéciale appelait à « terminer la grève dans l'unité ». « La grève est terminée », ajoutait-elle, « préparons-nous pour la prochaine ». Ruth Fischer, de la soi-disant « gauche », expliquait dans une réunion des conseils d'usine qu'ils devaient tous reprendre le travail (ce qui ne l'empêcha pas d'attaquer par la suite Brandler pour avoir pris la décision !).

N'y avait-il aucun moyen de continuer la grève ?

Brandler prétend que c'était possible en Allemagne centrale et en Saxe, où la grève n'avait démarré à plein qu'après la chute du gouvernement Cuno. Mais c'était parce que la grève y était beaucoup plus politique qu'à Berlin, et que les travailleurs étaient quasiment prêts à passer à l'offensive révolutionnaire. Mais à Berlin même, disait-il, la grève était encore basée sur des revendications essentiellement « économiques », comme la vague de grèves de mai-juin en Allemagne centrale, en Silésie et dans la Ruhr.

A Berlin, la grève contre Cuno était la continuation des luttes révolutionnaires sur les salaires dans la Ruhr, en Saxe et en Haute Silésie. Mais à Berlin, cette lutte avait une signification autre que dans la Ruhr, la Saxe ou la Haute Silésie. C'est la grève qui causa la crise gouvernementale et la chute du cabinet Cuno. Mais elle ne fut une grève politique que dans ses conséquences, non au sens qu'elle se donnait des buts politiques conscients.

*Lorsque la démission de Cuno fut obtenue, l'élan de la grève fut brisé. Personne n'osera prétendre que nous aurions pu continuer cette lutte contre la constitution du gouvernement de coalition.*¹⁸

A l'inverse, « Les camarades saxons entraient dans une grève qui n'était pas économique mais politique, ce qui signifiait le prélude d'un soulèvement armé ». Mais Berlin n'était pas prête, et la Saxe ne pouvait aller de l'avant toute seule.

La version de Brandler donne sans aucun doute un sens au tour immédiat pris par les événements. Ce qu'elle suggère, c'est que le véritable point faible du mouvement était Berlin (et la côte Nord-Ouest) où la stratégie du front unique n'avait été mise en œuvre qu'à contre-cœur par la direction locale, « de gauche », du parti. Mais elle laisse sans réponse une question : les choses n'auraient-elles pas été un peu différentes si le parti était passé (comme Brandler lui-même le suggérait) de la défensive à l'offensive deux ou trois semaines *avant* le déclenchement de la grève – s'il n'avait pas reculé sur les manifestations de la Journée Antifasciste – et s'il avait lancé un slogan *plus clair* que celui de « gouvernement ouvrier » ?

En tout état de cause, la suite immédiate de la grève fut une baisse du niveau de combativité. Dans les mines de la Ruhr, par exemple, la lutte sur les salaires se termina rapidement, en dépit du fait qu'une addition de 50 % à l'augmentation de 245 % des rémunérations des mineurs ne suivait pas l'augmentation des prix de 2 000 % par mois.¹⁹

La faim et la colère ne disparurent pas. Loin de là. Le niveau de pauvreté augmenta en même temps que les étiquettes étaient libellées en millions et en milliards de marks. Il y eut davantage d'échos de pillage des cultures dans la région de la Ruhr ; les émeutes de la faim firent 13 morts à Aix-la-Chapelle²⁰ ; les 27-28 août, les chômeurs s'emparèrent de l'hôtel de ville de Plauen ; dans la deuxième semaine de septembre, 13 personnes furent tuées lorsque la police de Dresde attaqua une manifestation, d'abord avec des matraques, puis en ouvrant le feu (bien que le chef de la police saxonne fût un social-démocrate « de gauche »).

Mais ces incidents ne se combinaient pas pour former un mouvement national comme du 9 au 13 août. Toute grande grève est suivie d'une inévitable démoralisation : l'euphorie des manifestations et des piquets de masse est remplacée par l'humiliation d'avoir à nouveau à pointer et à obéir au contremaître. Cette fois-ci, la reprise du travail fut accompagnée par une importante augmentation du chômage, la prospérité due à l'inflation s'étant transformée en récession inflationniste. En même temps que les queues devant les bureaux de chômage s'allongeaient et que les travailleurs commençaient à craindre pour leur emploi, les employeurs passaient à l'offensive. Dans la semaine qui suivit la grève générale il y eut 100 000 licenciements – parmi lesquels de nombreux militants.

Les forces de l'Etat elles aussi commencèrent à vouloir prendre leur revanche. Deux cents grévistes furent arrêtés, la presse communiste fut interdite, et le ministre de l'intérieur prussien édicta des décrets mettant hors la loi à la fois le « Comité des Quinze » de l'organisation nationale des conseils d'usine et le comité des conseils d'usine du Grand Berlin. Dans la Ruhr, « l'ennemi » français donna un coup de main, en interdisant cinq journaux communistes.

Vers la révolution ?

Un effet immédiat de la grève contre Cuno fut de d'éveiller l'attention du mouvement communiste international – et

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ J C Favez, *op. cit.*, p. 306.

²⁰ *Ibid.*, p. 308.

les dirigeants du Parti Communiste russe – à ce qui se passait en Allemagne. Déjà, le 15 août, Zinoviev, le président du Comintern, écrivait : « La crise se prépare. (...) Un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire du Parti Communiste Allemand et, par conséquent, de l'Internationale communiste tout entière. ».²¹ Trotsky, en congé en Crimée, demanda à voir deux dirigeants communistes allemands résidant à Moscou, Walcher et Enderle, et les interrogea longuement sur la situation. Puis les dirigeants russes se hâtèrent de rentrer à Moscou, où une réunion spéciale du Politburo se tint le 23 août. Trotsky y exprima un point de vue que tous les présents (y compris Radek) semblèrent approuver.

Le moment d'une lutte décisive pour le pouvoir en Allemagne, disait-il, l'Octobre allemand, approchait rapidement. On n'avait que quelques semaines pour s'y préparer, et tout devait être subordonné à cette préparation.

Des dirigeants russes, Staline était le moins optimiste – il pensait qu'il fallait attendre au moins jusqu'au printemps 1924.²²

Quelques jours plus tard, les dirigeants les plus importants du parti allemand (parmi lesquels des représentants de la « gauche ») furent invités à Moscou pour y discuter des préparatifs d'une insurrection armée.

La direction allemande était elle-même, à la mi-août, passée de la défensive à l'offensive. *Die rote Fahne* publia un chapitre d'un livre sur la guerre civile, et conseilla au comité national des conseils ouvriers d'agir en violation de l'interdiction gouvernementale. Puis *Die rote Fahne* reproduisit l'appel de la direction russe : le 2 septembre, elle publia une adresse du Comintern écrite par Trotsky, qui proclamait : « l'Allemagne est en train de s'acheminer vers la révolution ».

Le président du parti allemand, Brandler, avait des doutes sur la perspective insurrectionnelle. Il prétendit plus tard que Radek partageait ces doutes : « Radek était convaincu de l'irréalité de toutes ces décisions ».²³ Mais Brandler fut bientôt intimidé par les arguments de Trotsky et de Zinoviev : « Je ne m'opposai pas aux préparatifs d'un soulèvement en 1923 », écrivit-il plus tard. « Simplement, je ne considérais pas la situation comme étant révolutionnaire, estimant qu'elle devait encore s'aiguïser. Mais dans cette affaire je considérais Trotsky, Zinoviev et les autres dirigeants russes comme plus compétents ».²⁴

Il fut décidé que toutes les forces de l'Internationale et du parti allemand devaient être mises au service de la préparation technique de l'insurrection. Trotsky voulait même qu'on lui assigne une date :

*le P.C. ne peut rien commencer en s'inspirant d'une loi historique libérale selon laquelle les révolutions se font, sans être faites, sans pouvoir être fixées à l'avance. (...) C'est juste du point de vue de l'observateur ; du point de vue du chef, c'est un lieu commun. (...) Si le pays traverse une profonde crise, si les antagonismes de classes y sont aggravés à l'extrême, si les masses laborieuses y sont en constante effervescence, si le parti est suivi de la majorité évidente des travailleurs, donc de tous les éléments actifs, conscients et dévoués du prolétariat, le parti doit fixer un moment, aussi proche que possible (...) puis concentrer les forces essentielles à la préparation de la lutte finale, mettre toute la politique et l'organisation courantes au service du but militaire afin d'oser finalement, par la concentration des forces, le coup décisif.*²⁵

Brandler et Radek n'étaient pas d'accord avec l'idée d'une date fixe pour la révolution (Trotsky avait suggéré l'anniversaire de la Révolution Russe, le 7 novembre), mais ils étaient suffisamment convaincus par l'approche de Trotsky pour proposer qu'il soit envoyé en Allemagne pour préparer l'insurrection.

La suggestion fut rejetée. Mais le Comintern s'efforça, pour la première fois, de saisir une opportunité révolutionnaire : dans l'histoire subséquente de l'Internationale, seules les interventions en Chine au milieu des années 20 et en Espagne à la fin des années 30 furent d'une plus grande échelle – et elles n'avaient pas pour but d'organiser, comme en Allemagne, une révolution *prolétarienne*.

Le parti allemand avait déjà une organisation militaire secrète, le M-Apparat (et aussi une organisation d'espionnage, le T – pour Terror – Apparat). Le M-Apparat avait été renforcé l'année précédente avec l'aide d'experts de l'Armée Rouge russe. Un général de l'Armée Rouge, Gorev, fut envoyé en Allemagne pour transformer tout cela en un mécanisme capable de mener à bien une guerre civile. Il divisa l'Allemagne en six commandements politico-militaires, correspondant aux six régions militaires du pays. Ceux-ci furent à leur tour subdivisés en districts et sous-districts. A chaque niveau correspondait une chaîne de commandement, reliant les « détachements de combat » (*Kampfleitungen*) chargés d'entraîner les Centuries prolétariennes et de les conduire à la bataille.

Un comité révolutionnaire présidait à toute la structure. Il avait à sa disposition à la fois un certain nombre d'officiers russes et quantité d'Allemands ayant connu, soit la Guerre Mondiale, soit les Armées Rouges de 1919 et 1920.

21 Cité par Kuusinen, « Un exposé fallacieux des événements d'Allemagne », *Cahiers du bolchevisme*, n° 11, 30 janvier 1925, p. 718.

22 P Broué, *op. cit.*, p. 720.

23 *New Left Review* 105, p. 52.

24 Lettre à Isaac Deutscher, *ibid*, p. 76.

25 L Trotsky, « Peut-on déterminer l'échéance d'une révolution ou d'une contre-révolution ? », <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1923/09/lt19230923a.htm>

Parmi eux, par exemple, se trouvaient Wilhelm Zaisser, plus tard le général Gomez de la guerre civile espagnole, et Albert Scheiner et Hans Kahle, respectivement commandant Schindler et colonel Hans dans cette guerre.

Le noyau des troupes rouges sur le terrain devait être fourni par les Centuries prolétariennes. Elles étaient fortes, selon Brandler, de 60 000 hommes²⁶ ; de 100 000 hommes, pour la plupart d'anciens combattants du front, d'après l'historien est-allemand Gast.²⁷ Il y avait 300 Centuries distinctes en mai, et 800 en octobre.

Chaque Century était basée dans une usine ou un district de la classe ouvrière, et organisée comme un bataillon militaire. L'unité de base était le « groupe » de 12, trois groupes formant une « colonne » de 36 hommes, et trois colonnes, avec ses cyclistes et son équipe médicale, formant une Century. La plupart de leurs forces étaient en Saxe et en Thuringe, où elles pouvaient opérer ouvertement : 8 000 hommes défilèrent dans Dresde le 9 septembre ; 5 000 à Leipzig le 16 septembre. Elles étaient essentiellement constituées de communistes ; mais, en Saxe au moins, il y avait des non-communistes et des sociaux-démocrates à tous les niveaux.²⁸

Mais les Centuries ne seraient pas les seules à agir le jour venu. Tout le parti était mobilisé comme pour une guerre, les dirigeants aux niveaux national et local entrant dans la clandestinité pour éviter des arrestations préventives. « Pas une cité du pays », écrivit un communiste français qui était en Allemagne pendant cette période,

*où l'on ne se soit consciencieusement préparé à la bataille avec le souci minutieux d'hommes résolus à tout donner. Pas une journée sans âpre labeur, pas une nuit sans tâche spéciale. Pas un problème négligé. Je sais des camarades qui n'ont pendant de longues semaines, pas dormi une nuit complète.*²⁹

Le ton de la presse du parti était assez strident. Il y avait des allusions continuelles à la lutte pour le pouvoir : par exemple, un poème qui déclamaient : « Formez fièrement les rangs pour la lutte finale – unissez-vous, braves jusqu'à la victoire » ; ou un titre : « La voie de la révolution prolétarienne en Allemagne ». Les journaux étaient interdits – mais parurent assez souvent dans des éditions semi-légales. Et leurs ventes montaient rapidement, malgré le fait que la vente de la presse quotidienne dans son ensemble baissait.

Mais, même à ce stade, tout n'allait pas pour le mieux. Beaucoup de dirigeants ne savaient pas comment relier le but, encore vague et distant, de la prise du pouvoir avec les luttes au jour le jour de la classe. Ils empêchaient les travailleurs de s'engager dans des « actions prématurées » – mais ne comprenaient pas toujours à quoi d'autre ils se préparaient. A la fin août, le principal théoricien du parti, Thalheimer, continuait à écrire :

*Il faudra par conséquent parcourir, tant sur le plan politique que celui de l'organisation, un long chemin avant de trouver les conditions qui assureront la victoire de la classe ouvrière.*³⁰

Selon Ruth Fischer (un témoin peu fiable), des dirigeants de premier plan disaient :

*En aucune circonstance nous ne devons proclamer la grève générale. La bourgeoisie découvrirait nos plans et pourrait nous écraser avant que nous ayons bougé. Il faut au contraire calmer les mouvements spontanés, retenir nos groupes dans les usines et les comités de chômeurs, afin que le gouvernement pense que le danger est passé.*³¹

Le résultat, inévitablement, était un conspirationnisme plus fréquent dans les groupes terroristes que dans les partis révolutionnaires de masse. En même temps, le travail dans la masse des travailleurs tendait à être négligé.

Brandler déclara plus tard que pendant qu'il était à Moscou – une période d'un mois – « il a manqué à ce moment la campagne politique d'alarme du parti ».³² Le fait que Brandler, le leader le plus capable, ait été à Moscou à ce moment crucial ne peut avoir été un facteur positif. Remmele, un dirigeant qui s'opposait à Brandler sur la plupart des questions, était pour une fois d'accord :

*Tout les autres travaux du parti, la mobilisation des masses, l'unification des conseils d'usine, furent négligés parce que tout notre appareil et nos permanents ne se souciaient que du problème de l'armement et de l'organisation de l'action de combat. (...) De telle sorte que tous les autres ponts menant au prolétariat furent négligés.*³³

Pourtant la classe ouvrière était poussée plus à bout que jamais. Le chômage, après avoir doublé en août, passa

26 Cité in P Broué, *op. cit.*, p. 732.

27 Helmut Gast, « Die proletarischen Hundertschaften als Organe der Einheitsfront im Jahre 1923 » in *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 1956, p. 452.

28 *Ibid.*

29 A R Albert (pseudonyme de Victor Serge), cité in P Broué, *op. cit.*, p. 739.

30 Cité *ibid.*, p. 737.

31 Cité *ibid.*, p. 735.

32 *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 34.

33 *Ibid.*, p. 41.

dans la Ruhr de 110 000 au début de septembre à 160 000 à la fin octobre. A côté des sans-emploi, il y avait cinq ou six millions de travailleurs en chômage partiel. Les prix montèrent comme jamais (ni avant ni depuis) : le coût de la vie augmenta de 165 % entre le 13 et le 19 septembre. Le salaire moyen était estimé à moins de la moitié du niveau de subsistance pour une famille de quatre personnes. A Lübeck, on disait que les salaires étaient tombés à 15 ou 20 % de leur niveau d'avant-guerre.³⁴ Il fallait à un mineur une heure de travail pour pouvoir acheter *un* œuf.

Les grèves partielles économiques étaient désormais beaucoup moins fréquentes. Le niveau de chômage aboutissait à ce que les licenciements en étaient le résultat le plus probable. Le lock-out devint plus répandu que la grève. Mais la colère pouvait encore exploser dans les rues. Dans la province relativement arriérée de Baden, des émeutes éclatèrent dans la petite ville de Lorrach, avec pillage des marchés de rue et des boutiques. Des travailleurs en grève prirent d'assaut la prison et libérèrent les prisonniers.

*Le 14 septembre, la ville était entre les mains de l'extrême-gauche. (...) Les jours suivants les grèves et la violence s'étendirent aux villes voisines, à Mülheim, Sackingen, Heidelberg, Karlsruhe. (...) Les travailleurs de Baden marchèrent avec des drapeaux soviétiques vers Lorrach, où la police d'Etat intervint. La poste et le trafic ferroviaire furent interrompus.*³⁵

Dans les territoires occupés, la colère trouva une expression légèrement différente. Des groupes séparatistes rhénans de droite tentèrent, avec l'encouragement des Français, de développer une agitation. Mais des travailleurs dirigés par des communistes se battirent contre la police et les séparatistes, au prix de nombreuses pertes. Ce fut le « Dimanche Rouge » de Düsseldorf (30 septembre).

Le mois de septembre vit des grèves continues en Allemagne centrale – en particulier une grande grève du textile en Saxe – et « une grève de 150 000 travailleurs dans les territoires occupés, où l'ajustement des salaires avait perdu tout sens du fait de l'impossibilité de créer une indexation assez rapidement ».³⁶

Un Anglais qui résidait en Allemagne à l'époque décrivit dans son journal intime l'atmosphère générale :

*Avec un salaire de 100 milliards, qui est la paye moyenne cette semaine, un homme reste sous-alimenté. (...) Des hommes sont licenciés tous les jours dans les chantiers navals et dans les usines, et l'Etat paie une indemnité de chômage misérable. Des hommes, des femmes et des enfants par centaines sont au bord de l'inanition, et il n'est pas étonnant que les magasins soient pillés et que le bolchevisme recrute des adeptes tous les jours.*³⁷

Dans cette atmosphère, il y eut un mouvement perceptible vers la gauche parmi les travailleurs qui demeuraient fidèles aux sociaux-démocrates. Dans le SPD une nouvelle gauche émergea, qui rejetait la Grande Coalition et appelait à la collaboration avec les communistes. Ses leaders les plus connus étaient les anciens dirigeants de l'USPD Crispian et Dittmann, le premier ministre saxon Zeigner, et l'ancien responsable communiste Paul Levi. Mais, de façon plus significative, elle avait l'allégeance des dirigeants ouvriers les plus populaires dans des endroits comme Zwickau et Plauen.

« Cette opposition », rapportait un communiste en octobre

*vient d'avoir de grands succès dans tout le Reich. Elle est dominante dans la plupart des districts de l'Allemagne centrale. Son influence pénètre même dans les anciennes organisations de droite à Cologne et Hambourg. La direction du district de Breslau a dû se prononcer (...) pour la dictature de la classe ouvrière. Le 9 septembre, l'opposition a conquis une majorité écrasante à l'assemblée générale du district de Berlin. (...) Le groupe Lipinski [de droite] a vécu dans sa citadelle de Leipzig.*³⁸

Les grèves économiques, répandues et généralement victorieuses, de mai-juin et du début d'août étaient reléguées dans le passé par le climat nouveau de chômage de masse, mais une colère aveugle, désespérée persistait dans la classe, pouvant exploser à la première (correcte) étincelle.

Stresemann, la Bavière, la Saxe

A la fin septembre le gouvernement Stresemann semblait en aussi mauvaise posture que le cabinet Cuno qui l'avait précédé. L'inflation faisait rage plus que jamais, accompagnée désormais par une chute rapide de la production. Les ordres du gouvernement central étaient le plus souvent ignorés en Bavière, où l'extrême droite était plus fermement établie que jamais – 100 000 paramilitaires défilèrent devant Ludendorff et Hitler au début du mois. Les injonctions

34 *Bulletin Communiste*, 11 octobre et 6 novembre 1923.

35 J C Favez, *op. cit.*, p. 310. Traduit de l'anglais.

36 *Ibid.* Traduit de l'anglais.

37 Harold Fraser, cité in Guttman et Meehan, *op. cit.*, pp. 75-76.

38 Heinz Neumann, in *Bulletin Communiste*, 11 octobre 1923, p. 636.

gouvernementales étaient aussi peu respectées par les gouvernements sociaux-démocrates de gauche de Saxe et de Thuringe. Dans les régions de la Ruhr et de la Rhénanie, la tension est telle que « seule une fin rapide de la résistance passive paraît encore capable d'éviter l'explosion ».³⁹

Les grands industriels décidèrent que les choses étaient finalement allées trop loin. « L'arme » de l'inflation se retournait en fin de compte contre eux, et la « résistance » dans la Ruhr était trop coûteuse. Le 21 septembre, Stinnes confia à l'ambassadeur américain : « C'est la fin. La Ruhr et la Rhénanie doivent capituler. » Il ajouta que les ouvriers auraient à travailler plus longtemps et plus dur, et qu'il y avait « besoin d'un dictateur ».⁴⁰ Helfferich, directeur de la Reichsbank et architecte de la politique de la planche à billets, sentait désormais que « l'effondrement du mark menace la nation d'une catastrophe ».

Stresemann écouta la voix de son maître le 26 septembre et annonça la fin de la résistance passive. Un programme économique d'urgence fut mis en place, dont le but était d'établir une monnaie stable. Pour la première fois, Stinnes et compagnie coopérèrent avec le gouvernement en acceptant le paiement des réparations en nature.

Cette décision représentait un tournant crucial pour la classe dirigeante. L'inflation et l'occupation de la Ruhr continuèrent, mais pour la première fois depuis mars il y eut le sentiment, dans les cercles du pouvoir, qu'une politique cohérente était mise en œuvre, qui pouvait sortir le pays de ses tourments. Et cette confiance en soi était la condition préalable du rétablissement d'une emprise idéologique sur les classes inférieures.

Il y avait encore de délicats problèmes à régler. Les industriels exigèrent, comme prix de leur collaboration dans la politique anti-inflationniste, l'abrogation de la journée de huit heures. La fraction parlementaire social-démocrate savait cela et résista au vote d'une loi-cadre donnant des pouvoirs économiques exceptionnels au gouvernement. Il en résulta une crise mineure, qui se termina par le renvoi de Hilferding du gouvernement. Mais il restait deux ministres sociaux-démocrates et finalement, le 15 octobre, la loi-cadre passa avec le soutien du groupe SPD. Même Angress, qui tend généralement à *sous-évaluer* la force de la gauche dans la classe ouvrière à cette période, admet que « La base du parti, dans l'ensemble, s'opposa à son adoption. (...) Il y eut de nombreuses manifestations contre le coût de la vie élevé ».⁴¹

Mais le premier défi majeur à la décision gouvernementale du 26 septembre vint de l'extrême droite, qui dénonça avec colère la « capitulation devant les Français ». Le gouvernement bavarois décréta immédiatement l'état d'urgence et nomma un dirigeant de droite, von Kahr, « commissaire général » – en fait dictateur – avec le slogan « Loin de Berlin ». Le prétexte de l'investiture de von Kahr avec des pouvoirs dictatoriaux fut fourni par une réunion nazie provocatrice – mais von Kahr désigna ensuite les sections d'assaut d'Hitler comme « police d'exception », prit certaines mesures antisémites et prononça la dissolution des « détachements de sécurité » sociaux-démocrates.

Le gouvernement national de Berlin répliqua en décrétant l'état d'urgence dans tout le Reich. Mais von Kahr, de la Bavière, refusa de le reconnaître. Lorsqu'il reçut l'ordre d'interdire le journal d'Hitler pour avoir calomnié Seeckt et Ebert, il refusa à nouveau. Il fut rejoint dans sa rébellion par les unités bavaroises de l'armée – le général qui était à leur tête, Lossow, refusa soit d'obéir à Berlin soit de rendre son commandement, et ses unités jurèrent fidélité à von Kahr au lieu du gouvernement de Berlin. Lossow mobilisa les unités de volontaires présentes en Bavière et les plaça sous le commandement d'Erhardt, l'ancien dirigeant du putsch de Kapp, qui s'était évadé de sa prison de Leipzig à peine quatre mois plus tôt et qui était toujours un homme recherché dans le reste de l'Allemagne. Les unités de volontaires furent stationnées le long de la frontière septentrionale de l'Etat, menaçant directement la « Saxe rouge » et prêtes à marcher sur Berlin si elles en recevaient l'ordre.

Pendant ce temps, en Allemagne du Nord, les unités de volontaires d'extrême droite de la « Reichswehr noire » se mutinèrent le 1^{er} octobre, prenant deux forteresses importantes près de Berlin. Mais le gros des officiers de l'armée du nord se rappelait de ses mauvais calculs à l'époque du putsch de Kapp : les mutins furent désarmés et leurs dirigeants mis aux arrêts de rigueur pour une courte période.

L'attitude des personnages clé, tant au gouvernement que dans l'armée, fut de se désolidariser de la tactique d'Hitler, de Ludendorff, du gouvernement bavarois et des volontaires de droite – mais ils pensaient que ce désaccord ne devait pas mener à l'effusion de sang si elle pouvait être évitée, car ils avaient tous intérêt à maintenir un front uni contre la gauche. Le biographe de Stresemann note :

*Dans l'opinion de Stresemann, les développements de Saxe et de Thuringe étaient bien plus contrariants que la dispute de Munich. (...) Il considérait les Bavarois, même s'ils étaient mal guidés, comme des Allemands loyaux.*⁴²

La Saxe et la Thuringe étaient des épines dans le pied du gouvernement central depuis des mois. Depuis juin, les patrons charbonniers demandaient la « pacification » de la région par l'armée. Pendant les mois de juillet, août et septembre, les Centuries prolétariennes et les Comités de Contrôle étaient devenus de plus en plus puissants, prenant le pouvoir effectif dans des localités entières pendant les grèves et les manifestations.

39 J C Favez, *op. cit.*, p. 370.

40 Cité in Michaelis et Schlapper, *op. cit.*, p. 201. Traduit de l'anglais.

41 Werner Angress, *Die Kampfzeit der KPD, 1921-1923*, Düsseldorf 1923, S. 468

42 H A Turner, *Stresemann and the Politics of the Weimar Republic* (Princeton 1963) p. 124.

Les gouvernements sociaux-démocrates de gauche n'étaient pas complètement favorables à ces activités révolutionnaires : ils refusèrent, par exemple, de soutenir un congrès des Centuries en septembre. Mais ils refusèrent aussi de s'attaquer aux Comités de Contrôle et aux Centuries – en partie parce que cela leur aurait fait perdre leur soutien dans la classe ouvrière, mais aussi parce qu'ils ne pouvaient y parvenir sans mettre en mouvement des forces, au sein de l'armée et de la police, dont ils avaient peur. Leur réticence à utiliser les policiers locaux contre les travailleurs était liée à leur échec à purger complètement les rangs de la police : de telle sorte que la police saxonne, par exemple, pouvait toujours agir à sa guise, au nez et à la barbe du gouvernement d'Etat, comme lorsqu'elle tira sur une manifestation au début de septembre à Dresde, faisant 13 morts parmi les travailleurs.

Les ministres de gauche pensaient que le meilleur moyen d'empêcher une intervention de l'armée dans les Länder était de promettre à Berlin qu'ils maintiendraient l'ordre eux-mêmes. Zeigner, par exemple, assurait au cabinet Cuno, le 8 août, que son gouvernement réprimerait le mouvement révolutionnaire « avec une entière détermination » en envoyant la police dans les zones troublées⁴³ ; mais, en pratique, ces détachements policiers étaient rarement envoyés. Brandler prétendit plus tard que « les gouvernements sociaux-démocrates de Saxe et de Thuringe étaient impuissants face aux communistes ».⁴⁴

Les historiens libéraux et sociaux-démocrates définissent le plus souvent le premier ministre de Saxe Zeigner comme « plein de bonnes intentions » mais « instable ».⁴⁵ Ils oublient d'ajouter que cette caractérisation a été appliquée à bon nombre de figures historiques, des Girondins de la Révolution Française à Kerensky dans la Russie de 1917, de Dubček en Tchécoslovaquie en 1968 à Allende au Chili : tous ont essayé de conclure des compromis entre des forces politiques se polarisant rapidement. Leurs « bonnes intentions », c'était qu'ils savaient qu'une réaction triomphante (qu'elle soit royaliste, tsariste, stalinienne ou de la CIA) signifierait un bain de sang dans lequel ils perdraient leur propre popularité ; leur « instabilité » consistait dans leur incapacité à adopter une position ferme contre la réaction, essayant plutôt d'atteindre leurs buts par la persuasion de préférence à la violence. Telle était la situation de Zeigner à l'automne de 1923.

Au début d'octobre, il était clair qu'à un moment ou à un autre le gouvernement central allait passer à l'action contre la Saxe et la Thuringe. L'état d'urgence national donnait au gouvernement des pouvoirs accrus qu'il pouvait utiliser contre la gauche. Déjà un général, Müller, avait été nommé commissaire en Saxe, avec des pouvoirs spéciaux qu'il avait utilisés pour mettre sous juridiction militaire les réunions publiques, les publications et le droit de grève. Ce n'était qu'une question de temps avant que le gouvernement d'un Land qui refuserait d'obtempérer à ses injonctions ne soit déposé par la force – que ce soit par les troupes d'Erhardt parties de la Bavière et faisant mouvement vers le nord, ou par celles de Seeckt et de Müller allant vers le sud en provenance de Berlin.

Le projet de prise du pouvoir

Le Parti Communiste passa le mois de septembre à faire des préparatifs militaires pour la prise du pouvoir. Mais la mécanique finale de l'opération ne fut décidée qu'à la fin du mois – à Moscou.

La menace de la droite contre la Saxe et la Thuringe devait fournir l'occasion d'une contre-offensive révolutionnaire. Dans toute l'Allemagne, il y avait des millions de partisans du SPD qui considéraient les gouvernements d'Allemagne centrale comme une alternative positive à la Grande Coalition discréditée. Une attaque de la droite contre ces gouvernements pouvait radicaliser ces partisans, les poussant à l'action révolutionnaire aux côtés des communistes. Ces derniers devaient montrer que la seule façon de briser l'attaque sur la Saxe et la Thuringe était le passage des travailleurs à l'offensive, avec la construction des Centuries prolétariennes et le désarmement des paramilitaires de droite, de la police et de la Reichswehr. Et ce n'était plus seulement un thème de propagande. De tels mouvements défensifs devaient être exécutés au moment même où commencerait l'attaque contre la Saxe et la Thuringe.

Mais même s'ils étaient présentés comme défensifs, ces mouvements étaient également *offensifs*. L'extrême droite et les unités de la troupe ne pouvaient être désarmées que par des actions militaires contre elles. L'appel à la défense de la Saxe et de la Thuringe était nécessairement un appel à une offensive révolutionnaire massive, culminant dans la mise en place d'un pouvoir nouveau. La base de celui-ci reposerait sur un congrès des conseils d'usine – ce réseau d'organisations ouvrières qui représentait le mieux la partie active de la classe ouvrière, et qui était étroitement lié aux Centuries et aux Comités de Contrôle.

Les groupes communistes locaux, dans tout le pays, furent alors engagés dans une préparation à l'action. Ils devaient établir des plans locaux d'opérations – y compris des projets de réquisition des approvisionnements vitaux, l'élimination des fonctionnaires locaux les plus dangereux, la prise des centres de distribution électrique, des chemins de fer et des télécommunications. Ils devaient surtout trouver des armes pour eux-mêmes – localiser des postes de police et des arsenaux dans lesquels des armes pourraient facilement être saisies.

43 Cité in Raimund Wagner, « Zur Frage der Massenkämpfe in Sachsen vom Frühjahr bis zum Sommer 1923 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, Cahier 1 (1956) p. 258. Traduit de l'anglais.

44 Cité in I Deutscher, *New Left Review* 105.

45 Voir, par exemple, Michaelis et Schlapper, *op. cit.*, p. 470.

L'appel à une grève générale nationale contre une attaque de la Saxe et de la Thuringe serait le signal sur lequel tous les groupes locaux devaient mettre leurs plans à exécution. Dans l'ouest, le sud-ouest et l'Allemagne centrale les révolutionnaires devaient prendre le pouvoir, envoyant toutes les unités dont ils pouvaient se passer comme renforts à la bataille pour Berlin. Dans la Ruhr occupée les soulèvements locaux devaient être évités, de peur de conflits prématurés avec l'armée française d'occupation ; mais les Centuries devaient pénétrer dans les zones non occupées et y prendre le pouvoir. Puis autant de forces que possible devaient être déployées le long de la frontière bavaroise, pour prévenir des interventions venues de là tant que la plus grande partie de l'Allemagne n'était pas aux mains des insurgés.

Le rôle clé dans l'insurrection revenait à l'Allemagne centrale, avec sa force légale de Centuries prolétariennes. « Nous pensions pouvoir utiliser l'Allemagne centrale comme zone de déploiement, que nous pouvions passer de la défensive à l'offensive ».⁴⁶

Un élément du plan fut cause de dissension entre Brandler et les dirigeants russes : les communistes devaient entrer dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe. Non pas parce qu'ils croyaient qu'un gouvernement socialiste-communiste gérerait mieux le capitalisme qu'aucun autre, mais dans le but de localiser les stocks d'armes de la police afin que les travailleurs puissent les saisir facilement. Ceci, proclamait Zinoviev, devrait les aider à armer « 50 000 à 60 000 hommes ».⁴⁷ Brandler objectait :

*Le gouvernement saxon n'était pas en situation d'armer les travailleurs parce que, depuis le putsch de Kapp, toutes les armes avaient été sorties de Saxe, à tel point que la police elle-même n'était pas armée.*⁴⁸

Il prétendit plus tard qu'il avait averti :

*L'entrée des communistes au gouvernement n'insufflera pas une nouvelle vie dans l'action des masses, mais au contraire l'affaiblira : parce qu'alors les masses attendraient des communistes qu'ils fassent ce qu'elles ne pourraient faire elles-mêmes.*⁴⁹

S'il donna effectivement cet avertissement, c'était un étrange renversement des rôles : dans la discussion du mois de décembre précédent, la direction du parti allemand était fortement favorable à des gouvernements communistes-socialistes et c'étaient Zinoviev, Trotsky et Lénine qui étaient plus réservés.

En tout état de cause, après que « Zinoviev ait frappé du poing sur la table » et que « Trotsky ait passé une soirée entière » avec Brandler, essayant de le convaincre,⁵⁰ Brandler accepta la décision. Il rentra de Moscou en Saxe et, en descendant du train, découvrit dans les journaux qu'il était ministre !

La décision sur la tentative de prise du pouvoir fut suivie par une énorme campagne mondiale de propagande de la part du Comintern. Partout, les partis communistes s'entendaient dire que, de la même manière que dans le passé leur priorité avait été la défense de la Russie ouvrière, désormais c'était le tour de l'Allemagne des travailleurs. De façon caractéristique, l'hebdomadaire communiste français, *Bulletin Communiste*, qui avait à peine mentionné l'Allemagne depuis des mois, se mit à donner une couverture abondante des événements d'outre-Rhin. Un éditorial typique proclamait : « Cinq années après la révolution démocratique-bourgeoise d'Allemagne, la révolution prolétarienne est en vue. »⁵¹ – malheureusement, l'article parut après la défaite de la révolution.

Nulle part le message ne fut aussi martelé qu'en Russie même. Les journaux, les affiches, les réunions, les manifestations exploitaient le thème de « la révolution allemande qui vient ». La Russie de 1923 était déjà loin de l'enthousiasme prolétarien exubérant et de la démocratie de 1917. La guerre civile avait prélevé une dîme énorme et la démocratie ouvrière avait laissé la place à la pauvreté, la famine, la fermeture de la plupart des usines, et le règne de plus en plus autoritaire d'un parti dont les liens directs avec les travailleurs se décomposaient rapidement. La guerre civile était terminée, pour abandonner le terrain à la « retraite forcée » de la Nouvelle Politique Économique. Le chômage de masse coexistait avec une nouvelle couche privilégiée de petits négociants et de bureaucrates.

En 1923, alors que Lénine, paralysé, se mourait, les pratiques bureaucratiques avaient envahi le sommet même du parti, la fraction stalinienne naissante manœuvrant, avec Zinoviev et Kamenev, contre Trotsky.

Pourtant tout ceci semble oublié dans les brèves semaines de ce début d'automne. L'avance de la révolution allemande insufflait un enthousiasme nouveau parmi ceux qui s'abandonnaient au cynisme ou se bureaucratisaient. Les intrigues dans le parti étaient remplacées par la recherche en commun des moyens de répandre la révolution. En Russie, pendant ces semaines, on peut apercevoir, brièvement, comment cette révolution aurait pu renaître si une Allemagne révolutionnaire avait pu la sauver de l'isolement et de la pauvreté.⁵²

46 Heinrich Brandler in *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 20.

47 Cité in P Broué, *op. cit.*, p. 755.

48 Cité par I Deutscher, *New Left Review* 105, p. 51.

49 *Ibid.*, p. 76.

50 Brandler, cité par I Deutscher, *ibid.*, pp. 50-51.

51 *Bulletin Communiste*, 1^{er} novembre 1923.

52 Pour une description de l'humeur à Moscou, voir P Broué, *op. cit.*, p. 722.

Lorsque Brandler rentra en Allemagne, Trotsky l'accompagna à la gare, l'embrassa sur les deux joues comme le dirigeant d'une révolution saluant le dirigeant certain d'une autre. Staline lui-même, dans une lettre à Thalheimer, faisait montre d'enthousiasme :

*La révolution qui approche en Allemagne est l'événement mondial le plus important de notre temps. La victoire de la révolution allemande aura plus d'importance encore pour le prolétariat d'Europe et d'Amérique que la victoire de la révolution russe il y a six ans. La victoire de la révolution allemande fera passer de Moscou à Berlin le centre de la révolution mondiale.*⁵³

L'Octobre allemand

Désormais les événements atteignaient rapidement une tension paroxystique. Les communistes avaient déjà, en septembre, menacé de déposer le gouvernement social-démocrate de gauche de Saxe pour son échec à purger la police saxonne, comme l'avaient montré les tirs sur les manifestants à Dresde. Le gouvernement fut remanié avec trois ministres communistes – Brandler, Böttcher et Heckert. De façon significative, cependant, les sociaux-démocrates refusèrent aux communistes le poste qu'ils voulaient le plus – le Ministère de l'Intérieur, avec son contrôle de la police.

Zeigner présenta son nouveau gouvernement au Landtag de Saxe le 12 octobre comme un gouvernement de « défense républicaine et prolétarienne ». Un de ses buts, disait-il, serait de désarmer les formations militaires bourgeoises et de renforcer les Centuries. Le président du groupe du KPD au Landtag exprima clairement l'attitude de son parti : « Préparez-vous partout à la grève générale ! Faites des préparatifs pour stopper les mouvements de la Reichswehr et des gangs armés contre les travailleurs ! »

Frölich, pour les communistes, déclara au Reichstag à Berlin :

Le gouvernement socialiste-communiste est un gouvernement de lutte contre la réaction, contre le séparatisme en Bavière et en Rhénanie, contre la politique d'oppression des grandes puissances économiques en Allemagne. C'est un pas vers la libération du prolétariat allemand.

S'il y a une tentative d'écraser la Saxe, ajoutait-il, « 15 millions de prolétaires décidés se dresseront contre vous ».⁵⁴

De leur côté, les autorités militaires de Berlin amplifiaient leur pression sur la Saxe. Le général Müller interdit les Centuries prolétariennes et les « organisations similaires », leur donnant trois jours pour rendre les armes.

Le décret fut défié ouvertement. Le même jour, 13 octobre, il y eut un congrès des Centuries saxonnes à Chemnitz, qui constitua un nouveau comité central du mouvement, composé de quatre sociaux-démocrates de gauche et de quatre communistes.⁵⁵

Les deux partis tinrent des meetings dans toute la Saxe contre les menaces de la Reichswehr. Ils furent renforcés par l'annonce, le même jour, de la constitution d'un gouvernement de coalition socialiste-communiste en Thuringe, engagé à construire « des Comités de Contrôle réquisitionnant les produits de première nécessité » et une « Force Républicaine d'Autodéfense ».

A Leipzig, le ministre communiste Böttcher renvoya son ultimatum au visage du général Müller et appela à l'armement immédiat des Centuries. A Berlin, le Centre communiste appela les travailleurs à s'armer pour se préparer à « une bataille pour établir un gouvernement de tous les travailleurs ».

Le général répliqua en édictant un nouveau décret le nommant chef de la police saxonne – ce à quoi la dite police s'empessa d'obéir – et en donnant à Zeigner un autre ultimatum : il avait 48 heures pour se désolidariser de Böttcher. Zeigner refusa, préférant faire un discours destiné à mettre en rage les généraux de Berlin : il donna des détails sur les activités secrètes des groupes paramilitaires attachés à la Reichswehr, la soi-disant « Reichswehr noire ».

Les menaces du général Müller contre ce qui était, après tout, un gouvernement légalement constitué jeta la consternation dans le seul parti du pays qui croyait vraiment à la constitution – le SPD. Même des contre-révolutionnaires endurcis comme Otto Braun et Severing se déclarèrent choqués. Il y eut des protestations dans le cabinet. Une assemblée de délégués syndicaux tenue à Berlin vota par 1 500 voix contre 50 pour une grève générale si la Saxe était touchée. A Berlin, la direction de district du SPD engagea des pourparlers avec les communistes sur la possibilité de former un Comité d'Action unitaire en soutien au gouvernement Zeigner. Le *Vorwärts* lui-même dénonça l'état d'urgence – disant qu'il avait été décrété sous le prétexte de lutter contre la droite mais était en fait utilisé contre la gauche.

Mais pour les dirigeants sociaux-démocrates de telles protestations étaient des gesticulations à ne pas prendre trop

53 *Die rote Fahne*, 10 octobre 1923. Egalement Staline, *Сочинения*, tome 17, 2004, p. 179, http://grachev62.narod.ru/stalin/t17/t17_115.htm

54 Texte in Michaelis et Schlapper, *op. cit.*, p. 483.

55 H Gast, *op. cit.*, p. 462.

au sérieux. Lorsqu'une déclaration du gouvernement proclama que les unités militaires étaient envoyées en Saxe pour défendre l'Etat contre toute avance des paramilitaires de droite en provenance de Bavière – les sociaux-démocrates firent semblant d'y croire.

Au cabinet Stresemann raconta une autre histoire – mais qui évitait toujours toute allusion au renversement du gouvernement « constitutionnel » de Saxe. Les concentrations de troupes, insistait-il, étaient destinées à « intimider les éléments radicaux et à rétablir l'ordre public » – il n'y avait rien dans cet exercice qui soit de nature à troubler des ministres sociaux-démocrates qui avaient eux-mêmes utilisé les Freikorps pour « intimider » la gauche.

Puis, le 20 octobre, le général Müller proféra son ultime menace. Les quelques soldats déjà en Saxe recouvrirent les murs de l'Etat avec le texte d'une lettre de celui-ci à Zeigner. Müller, disait-elle en substance, avait reçu l'ordre de déployer des unités militaires pour « rétablir l'ordre constitutionnel en Saxe ». Le lendemain matin, de larges contingents de troupes aux armes chargées commencèrent à traverser la frontière saxonne – même si pour l'instant elles évitaient soigneusement toute confrontation avec les travailleurs.⁵⁶

C'était, pour les révolutionnaires, l'heure de vérité. Ils devaient agir immédiatement, ou reculer et assister au démantèlement de la base de lancement de la Révolution Allemande. Comme l'a dit E H Carr :

*La Reichswehr avait fait ce que Brandler n'avait pas osé faire. Elle avait fixé la date à laquelle les communistes devaient soit agir, soit confesser leur impuissance.*⁵⁷

Quelle était l'humeur de la classe ouvrière allemande à ce moment ? Les historiens et les révolutionnaires n'ont cessé depuis lors de débattre sur le degré auquel la majorité des travailleurs était prête à l'action révolutionnaire. Il ne fait aucun doute qu'il y avait dans la classe laborieuse une grande colère. L'hebdomadaire communiste français *Bulletin Communiste* rapporta qu'entre le 12 et le 18 octobre il y eut des combats dans les rues de Hoesch, Francfort, Hanovre, Leipzig, Bibrich, Gelsenkirchen, Düsseldorf, Cologne, Halberstadt, et que des magasins furent pillés à Berlin.⁵⁸

La députée social-démocrate de gauche Toni Sender a donné par la suite un récit des événements de la même semaine à Francfort. Elle décrit comment la nouvelle des mouvements contre la Saxe avait coïncidé avec la fermeture d'une importante usine locale. A sa grande horreur, elle découvrit qu'une réunion des conseils d'usine locaux avait contraint les dirigeants syndicaux à appeler à la grève générale dans cette ville généralement peu combative.⁵⁹

A Hambourg, les nouvelles de Saxe parvenaient dans le cadre d'un renouveau des luttes sur les salaires. Le 20 octobre, il y avait eu une grève sur les docks qui s'était étendue aux entrepôts, et, le même jour, les chômeurs et la police s'étaient affrontés dans la rue. Le 21, les dockers votèrent pour la grève générale s'il y avait une attaque contre la Saxe – et le lendemain une réunion de représentants syndicaux de toute la ville appela les dirigeants nationaux à déclarer la grève générale.

Au cours des mêmes journées il y eut encore des échauffourées avec des séparatistes rhénans qui tentaient de constituer une république indépendante. Les séparatistes attaquèrent les hôtels de ville de Speier, Bonn, Coblenze, Krefeld et Gladbach. Selon un historien de la République de Weimar, il y eut aussi des émeutes, avec des victimes, dans les jours suivants à Aix-la-Chapelle, Berlin, Erfurt, Cassel, Harburg, Essen, Marienburg, Francfort, Hanovre, Beuthen, Lübeck, Braunschweig et Allenstein.⁶⁰

On peut mesurer l'irritation, dans la classe ouvrière, provoquée par l'attaque contre la Saxe par le fait qu'elle parvint, une quinzaine plus tard, à forcer les très respectables ministres socialistes de Berlin à démissionner de leurs postes.

Mais la question de savoir si cette colère ouvrière pouvait se transformer en combativité ne pouvait être tranchée que par l'action révolutionnaire. Le point était atteint où les travailleurs n'étaient plus disposés à s'engager dans des luttes pour des revendications limitées ou dans des grèves de protestation : en dehors de toute autre considération, le niveau de chômage était tel que les représailles étaient très faciles pour les employeurs. Seule la lutte elle-même pouvait prouver si l'exaspération qui avait fait tomber le gouvernement Cuno s'était transformée en détermination révolutionnaire, ou si, comme le pensait Victor Serge, alors permanent de l'Internationale Communiste, « le chômeur passe, par des gradations brusques, d'une fièvre d'insurgé à une lassitude de résigné ».⁶¹

La nécessité de soumettre le sentiment populaire à un test *pratique* s'appliquait encore plus aux autres couches de la société. Depuis que la « résistance passive » avait été abandonnée, la classe dirigeante avait, pour la première fois depuis le printemps, retrouvé une certaine confiance en elle, et se sentait capable de résoudre la question des réparations et le problème de l'inflation tout en préservant l'unité nationale. Mais il est peu probable que cette humeur

56 La séquence des événements menant à l'entrée des troupes en Saxe est décrite in : Michaelis et Schlapper, *op. cit.*, pp. 484-492 ; H A Turner, *op. cit.*, pp. 125-131 ; et P Broué, *op. cit.*, pp. 759-764.

57 E H Carr, *op. cit.*, p. 221.

58 *Bulletin Communiste*, 25 octobre 1923.

59 Toni Sender, *The Autobiography of a German Rebel* (Londres 1940).

60 Scheele, p. 73.

61 Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire* (Paris 1951) p. 180.

nouvelle se fût déjà répandue dans les niveaux inférieurs de la fonction publique et de la petite bourgeoisie, qui étaient plus paupérisés que jamais.

Dans les rangs intermédiaires des forces armées la capitulation dans la Ruhr avait accru, plutôt que diminué le courroux, même si c'était habituellement l'extrême droite qui en bénéficiait. Cela faisait des mois que le Parti Communiste dirigeait sa propagande vers les rangs de l'armée et des fonctionnaires. Mais à elle seule la propagande ne pouvait provoquer des failles réelles dans les forces de l'Etat – seule l'action révolutionnaire en était capable.

La débâcle

Jusqu'au 21 octobre, la direction communiste semblait déterminée à l'action qui seule pouvait mettre à l'épreuve le rapport des forces. Il est vrai que l'initiative du général Müller contraignait les communistes à agir plus tôt qu'ils ne l'avaient souhaité. Ils n'avaient pas été capables, et de loin, d'armer autant d'hommes qu'ils l'avaient espéré – ils avaient seulement 6 000 fusils au lieu des 60 000 annoncés. Il n'avait pas non plus été possible de convoquer un congrès national des conseils d'usine pour donner une légitimité à l'action révolutionnaire ; l'interdiction gouvernementale du mouvement national des conseils d'usine s'était avérée plus gênante que prévu. Mais dans toute l'Allemagne il y avait des centaines de milliers de communistes prêts à l'action. Et il semblait probable que leur démarche serait suivie par une énorme section désorientée de la social-démocratie.

Tôt le matin du dimanche 21 octobre, alors que les troupes de Müller commençaient à pénétrer en Saxe, Brandler expliqua le plan de l'insurrection dans une réunion, tenue à Chemnitz, de représentants de tous les districts du Parti Communiste. Il y aurait le lendemain dans tout le pays une agitation pour la grève générale, au moment où les ouvriers embaucheraient après le week-end. Le mardi, dans le cadre de la grève, les unités révolutionnaires armées exécuteraient les opérations qu'elles prévoyaient depuis un mois et plus – prise de contrôle des postes de police, des casernes, des centres de communication, des gares de chemin de fer et des bâtiments administratifs.

L'appel à la grève générale ne pouvait venir d'un congrès des conseils d'usine pleinement représentatif. Mais il n'y avait pas lieu de s'en soucier. Une conférence de diverses organisations ouvrières de Saxe avait été convoquée conjointement par les ministres sociaux-démocrates et communistes pour le même jour. Elle devait discuter des actions à engager face à la détérioration rapide de la situation économique – une personne sur sept, dans l'Etat, était au bord de l'inanition. Il serait facile d'amener la conférence à prendre en charge l'affaire urgente de la défense contre l'invasion de la Reichswehr et de l'appel à la grève générale.

Les Centuries prolétariennes patrouillaient dans les rues de Chemnitz pendant que les délégués à la conférence arrivaient en ville. Mais elle n'eurent pas besoin d'intervenir. Müller jouait un jeu attentiste rusé, évitant de provoquer les travailleurs d'une manière qui aurait forcé les sociaux-démocrates à réagir. Les 498 délégués s'assemblèrent sans incident – parmi eux 140 venaient des conseils d'usine, 120 de sections syndicales, 79 de Comités de Contrôle, 66 de sections du Parti Communiste, 7 du SPD. Les travaux commencèrent de façon normalement routinière. Il y eut des discours sur la crise économique, la pénurie aiguë de denrées alimentaires et sur la montée catastrophique du chômage par le ministre social-démocrate du travail, Graupe, et par les deux ministres communistes, Böttcher et Heckert. Des délégués intervenant de la salle abordaient les mêmes thèmes, mais certains mentionnèrent les mouvements de la Reichswehr qui faisaient passer au second plan les discussions sur le programme économique du gouvernement. Puis Brandler monta à la tribune.

Il proclama avec insistance que le moment était venu, pour les travailleurs de Saxe, d'appeler à l'aide le reste de l'Allemagne. Autrement, ils seraient écrasés. Leur seule planche de salut était l'appel immédiat à une grève générale nationale de solidarité. Il adjura les sociaux-démocrates de renoncer à leur espoir vain de compromis pacifique avec Berlin. Seul un vote immédiat et unanime pour la grève générale pouvait sauver la situation.

Brandler semble s'être attendu à ce que les dirigeants sociaux-démocrates l'approuvent avec enthousiasme. Au lieu de cela, il essuya un silence stupéfait.

Puis le ministre social-démocrate Graupe prit la parole. La conférence présente, dit-il, ne saurait par elle-même décider de la réponse que les travailleurs saxons doivent donner aux menaces de l'armée. La défense de la Saxe était la tâche du « Gouvernement de Défense Républicaine et Prolétarienne » et de la majorité socialiste-communiste au Landtag. Il serait tout à fait déplacé que la conférence usurpât le pouvoir de ces institutions officielles. Si une motion dans ce sens était déposée, l'ensemble de la délégation social-démocrate quitterait la conférence.

Brandler s'était mis – et la Révolution Allemande avec lui – dans une situation impossible. Il s'était attendu à ce que les sociaux-démocrates de gauche donnent leur accord à un projet dont ils sauraient très bien qu'il signifiait la guerre civile – même s'ils n'étaient pas au courant des préparatifs secrets des communistes. Mais les sociaux-démocrates de gauche restaient, malgré toutes leurs bonnes intentions, des *socials-démocrates*. Ils avaient une foi sans limite dans les possibilités de compromis, et n'étaient pas prêts à abandonner ces possibilités pour un pari révolutionnaire, aussi désespérée que soit la situation. Ils croyaient à moitié aux déclarations du gouvernement selon lesquelles l'armée était en marche pour faire face à la Bavière – et ils n'abandonneraient cette croyance que lorsque l'armée elle-même aurait rendu impossible toute ignorance de ses buts réels. Après tout, se disaient-ils, il n'y avait encore aucune *certitude* que le

rôle des politiciens sociaux-démocrates serait terminé.

Les communistes prirent la menace de Graupe comme un signe que la base des sociaux-démocrates ne soutiendrait pas une offensive révolutionnaire, et se laissèrent convaincre de retirer leur résolution. Brandler se souvenait, 36 ans plus tard :

Après des discussions avec les autres membres de la Centrale je me prononçai contre la proclamation d'une grève générale, et je reçus dans cette démarche l'assentiment de tous les membres de la Centrale présents, y compris Ruth Fischer.⁶²

Dans ce récit Brandler prétend que la situation militaire déterminait sa décision – mais d'autres versions établissent clairement que c'était le refus de combattre des sociaux-démocrates qui avait été décisif : *In Chemnitz auf der Konferenz zeigte sich der zweite Teil des Plans zerschlagen, nämlich der gemeinsame Aufmarsch der sozialdemokratischen und kommunistischen Arbeitermassen. Der Antrag auf Proklamierung des Generalstreiks und des bewaffneten Aufstandes in Chemnitz wurde angesichts des Widerstandes der linken S.D. [Sozialdemokratie] gar nicht gestellt ... Die Zentrale entschied sich, jedem Kampfe auszuweichen, aus der Anschauung heraus, daß die Einheitsfront des Proletariats in diesem Kampfe nicht mehr aufzustellen sei, daß es unmöglich sei, sie aufzustellen [wenn die Kommunisten allein vorangingen], und daß in dieser Situation bei den geteilten Kräften des Proletariats und dem Zustand der technischen Vorbereitung der Aufstand unmöglich sei.*

A Chemnitz lors de la conférence, la deuxième partie du plan fut battue – c'est-à-dire le soulèvement simultané des masses ouvrières social-démocrates et communistes. La proclamation de la grève générale et du soulèvement armé ne fut même pas proposée à Chemnitz à cause de la résistance des sociaux-démocrates de gauche. (...) La Centrale décida de refuser tout combat en se basant sur l'idée que le front unique du prolétariat ne pouvait pas se construire dans ce combat, qu'il était impossible de le construire [si les communistes continuaient tout seuls] et que dans cette situation, du fait de la division des forces du prolétariat et de l'état de préparation technique le soulèvement était impossible.⁶³

En tout état de cause, quels que soient les détails de la motivation, la décision fut prise, à ce moment précis, d'abandonner la grève générale – et avec elle la Révolution Allemande. L'appel à la grève générale fut remplacé par la mise en place d'un Comité d'Action qui devait sonder l'opinion du « mouvement officiel ».

La conférence avait eu lieu – et l'appel que les révolutionnaires attendaient dans toute l'Allemagne ne fut pas lancé. L'axe central de toute la stratégie révolutionnaire avait cessé d'exister.

Une réunion élargie de la Centrale communiste fut tenue immédiatement après. Elle décida que puisque le plan pour la grève générale était à l'eau, l'insurrection elle-même devait être annulée. Des émissaires furent envoyés dans tout le pays avec des ordres dans ce sens.

Lorsque la Centrale se réunit à nouveau le lendemain, les troupes de Müller avaient investi les rues de Chemnitz. Radek, fraîchement arrivé de Moscou, était présent à la réunion. Il se déclara d'accord avec l'annulation de l'insurrection, acceptant le fait que le parti n'avait pas assez d'armes en Saxe – seulement 600 fusils – et que, la classe étant divisée, la défaite était inévitable. Mais il pensait que les communistes pouvaient encore appeler à une grève générale défensive. « Tous les camarades présents rejetèrent ce plan »⁶⁴ – y compris les membres de la soi-disant « gauche ».

L'Octobre Allemand, qui avait débuté sous des auspices aussi favorables, s'était terminé par rien du tout. Les troupes de la Reichswehr purent, quelques jours plus tard, déposer et emprisonner Zeigner sans rencontrer la moindre résistance. Elles installèrent un nouveau premier ministre social-démocrate de droite. Les sociaux-démocrates de gauche furent alors d'accord pour une grève générale. Mais les travailleurs ne pensaient plus que la résistance était possible, et la grève ne fut soutenue qu'à moitié.

Mais la révolution n'alla pas pour autant se coucher sans tirer un seul coup de feu. L'ordre annulant l'insurrection n'atteignit jamais Hambourg. A l'aube du 24 octobre, quelques centaines d'insurgés communistes mirent à exécution l'opération qu'ils avaient planifiée méticuleusement depuis des semaines. Ils prirent 12 des 16 postes de police des faubourgs et commencèrent à faire mouvement vers le centre de la ville. Les insurgés croyaient au début qu'ils faisaient partie d'un soulèvement national coordonné. « Dans toute l'Allemagne », déclarait le « Comité Exécutif Provisoire » aux « habitants du district de Schiffbeck », « la classe ouvrière se bat pour le pouvoir. Dans de grandes parties de l'Allemagne, le pouvoir est aux mains des travailleurs ».⁶⁵

Le soulèvement dura à peine 24 heures. La masse des travailleurs ne s'y joignit pas comme on s'y était attendu. On ne saura jamais si c'était par manque de sentiment révolutionnaire (contrairement à ce qu'on a prétendu plus tard, Hambourg n'était pas un « bastion rouge » – il n'y avait dans la ville que 1 400 communistes, comparés aux 78 000

62 *New Left Review* 105, p. 75.

63 Karl Radek in *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, op. cit., p. 6. Comparer avec Remmele dans le même ouvrage, p. 42.

64 Radek, *ibid*, p. 6.

65 Texte in Michaelis et Schlapper, op. cit., p. 494.

membres du SPD)⁶⁶ ou parce qu'ils se rendirent compte que l'insurrection était isolée et vouée à l'échec. En tout état de cause, les insurgés se dispersèrent bientôt dans les banlieues, tenant seulement à Bambeck. Le soulèvement de Hambourg fut ensuite mythifié par le Parti Communiste Allemand – essentiellement à cause du rôle qu'y joua le futur dirigeant stalinien Thälmann. Mais en fait, il était moins significatif et mobilisateur que l'Action de Mars elle-même, et ne fut rien comparé aux luttes à Berlin, Munich et la Ruhr en 1919-1920.

La fin d'un chapitre

La chute de la Saxe prononça la faillite des espoirs en une issue révolutionnaire à « l'année de la faim ». Non seulement la base la plus puissante de la gauche révolutionnaire était désormais occupée par des troupes en armes, mais, ce qui est plus important, elle n'avait vu s'organiser aucune résistance coordonnée. Le gouvernement Zeigner tant vanté avait déguerpi sans lever le petit doigt pour se défendre, et les 250 000 militants communistes avait déserté le champ de bataille tout aussi prestement.

Dans toute l'Allemagne il y avait eu des millions de gens affamés, désespérés, qui avaient espéré, au moins à moitié, que les communistes feraient quelque chose pour mettre en place une alternative. Au lieu de cela, ils se déclarèrent impuissants face au général Müller. Il semblait que rien ne pourrait jamais changer l'ordre ancien, aussi destructif et inhumain que soient son fonctionnement. Ceux-là même qui auraient approuvé avec soulagement un changement révolutionnaire approuvaient aujourd'hui l'intronisation du général Seeckt avec des pouvoirs quasi-dictatoriaux.

Le communiste français Albert (Victor Serge - NdT) exprima ainsi le sentiment général :

On vient de vivre en Allemagne, en septembre, octobre et novembre, une profonde expérience révolutionnaire, encore peu connue et souvent peu comprise. Nous avons été au seuil d'une révolution. La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné (...) Drame silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut : derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux, murmurant : « Nous aussi ! nous aussi ! ». Les muscles de cette foule déjà prêts, les poings déjà serrés sur les Mausers qu'on allait opposer aux autos blindées de la Reichswehr. (...) Et rien ne s'est passé, que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un caporal suivi de quelques réîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flaques de sang — soixante morts au total — sur le pavé des cités industrielles de Saxe.⁶⁷

Il existe une interprétation mécaniste de l'histoire selon laquelle l'issue des événements est déterminée à l'avance par l'interaction de « forces objectives ». Elle oublie, comme le souligne Marx, que « la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle pénètre les masses ». Le développement économique, la croissance de la grande industrie, des périodes de pauvreté succédant à des périodes de prospérité, des grandes crises concourent tous à propulser un grand nombre d'hommes et de femmes dans des mouvements sociaux nouveaux. Mais l'avenir de ces mouvements dépend, au delà d'un certain point, de leurs succès ou de leurs échecs dans des combats contre leurs adversaires. Aucune bataille n'est jamais gagnée ou perdue simplement parce qu'un général détermine que ses troupes sont en nombre supérieur ou inférieur à celles de l'autre camp. La psychologie des soldats, leur déploiement au bon endroit au bon moment, la distribution correcte des armes et des munitions, tout cela joue un rôle. Alors que des dizaines de milliers de combattants se déplacent en masse confuse d'un côté à l'autre du champ de bataille, le seul fait de brandir un étendard au bon moment peut faire pencher la balance : des hommes en retraite, épuisés, sont regroupés et menés à la victoire, ou abandonnés à une fuite éperdue. Et ce qui s'applique à de simples batailles s'applique encore plus aux grands conflits sociaux, aux grèves, aux manifestations, aux révolutions.

Quelles qu'aient pu être, ou ne pas être, les chances de victoire réelles de l'Octobre Allemand, l'étendard n'a pas été brandi en Saxe. Et la classe ouvrière, si puissante dans les premières semaines d'août, courut se cacher à la fin d'octobre. Le capitalisme allemand était laissé, sans une égratignure, en possession du champ de bataille.

En termes politiques, cela signifiait un coup de balancier à droite brutal. Le 2 novembre, les ministres sociaux-démocrates démissionnaient du gouvernement central. Ils avaient joué leur partition en maintenant passives d'importantes sections de la classe ouvrière au lendemain de la chute du gouvernement Cuno et pendant les manœuvres contre la Saxe. Désormais le capitalisme allemand pouvait se passer d'eux. Le parti qui avait dominé les cinq premières années de la République de Weimar devait être exclu du pouvoir pendant les cinq années suivantes.

A Munich, Hitler crut son heure venue. Les 8 et 9 novembre, ses sections d'assaut tentèrent de forcer le commissaire spécial de Bavière, von Kahr, et le chef de l'armée bavaroise, Lossow, à se joindre à lui dans une prise du pouvoir prélude à une marche sur Berlin. Mais Lossow était satisfait du tournant à droite à Berlin, et ce qui intéressait von Kahr était le séparatisme, pas le national-socialisme hitlérien. Le fascisme n'était pas encore assez fort pour agir

⁶⁶ *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 23.

⁶⁷ Cité in P Broué, *op. cit.*, p. 739.

sans le bouclier fourni par la Reichswehr ; et les généraux pensaient qu'ils pouvaient contrôler les choses sans se soumettre à l'arrogant nouveau venu autrichien. Le putsch fut rapidement circonscrit, et Hitler dut subir l'humiliation de six mois en prison.

La bourgeoisie allemande se hâta alors de mettre en œuvre sa solution à la crise. Le mark fut stabilisé par un solide encadrement du crédit, qui provoqua une cascade de fermetures d'entreprises, jusqu'à ce que 28 % des syndicalistes fussent au chômage, et 48 % en temps partiel.⁶⁸ En même temps, l'acquis principal des luttes de novembre 1918, la journée de huit heures, fut supprimé.

L'année qui pour beaucoup devait être celle de la Révolution Allemande se termina avec les partis de droite et le Haut Commandement militaire dans une position encore plus dominante qu'après les marches des Freikorps en 1919 et 1920.

Le gouvernement du Reich ne pouvait consolider son pouvoir que par l'intermédiaire de la Reichswehr, dont le commandant en chef, le général Seeckt, fut investi d'une autorité exceptionnelle. Sous protection militaire, l'économie fut stabilisée, l'indépendance des cartels mesurée, la journée de huit heures abolie, et l'arbitrage rendu obligatoire.⁶⁹

Le Haut Commandement n'était pas tout-puissant. Il devait encore s'ajuster aux changements dans le rapport des forces sociales. En particulier, il devait charger la social-démocratie de dompter un mouvement ouvrier indépendant dans lequel on ne pouvait pas empêcher les communistes de jouer un certain rôle. Mais il avait retrouvé une grande partie du pouvoir dont il avait joui aux heures de la Guerre Mondiale.

Pour l'instant, au moins, le rêve d'une Allemagne des travailleurs se joignant à la Russie ouvrière pour remodeler le monde était terminé.

Les leçons d'Octobre

La débâcle en Saxe provoqua immédiatement un énorme débat, dans l'Internationale Communiste, sur la question de la source de l'échec. Malheureusement, on ne peut pas dire qu'il se soit agi d'un débat clair et rationnel. Il survint au moment où l'aggravation du bureaucratisme en Russie y noyait toute discussion rationnelle. Lénine était complètement hors d'état d'y participer, et mourut en janvier 1924. Zinoviev, Kamenev et Staline utilisaient l'autosatisfaction bureaucratique de larges rangs du parti russe pour isoler Trotsky et détruire sa popularité. Désormais ils étendaient les méthodes qu'ils avaient employées en Russie aux discussions dans l'Internationale.

Dans la discussion sur l'Allemagne, Brandler, Thalheimer et Radek défendirent la tactique du parti allemand avec des arguments rationnels et basés sur des faits, même s'ils étaient souvent confus et contradictoires. Mais la plupart de ceux qui les attaquèrent le firent pour des raisons d'animosité personnelle, d'amertume fractionnelle et d'intrigue bureaucratique, choisissant ou rejetant des arguments, inventant même des faits, à leur convenance.

Il n'était pas de mon propos, dans ce livre, d'examiner les polémiques fractionnelles internes qui se sont élevées dans l'histoire du parti russe, ou le cours suivi par la dégénérescence de la révolution russe. Ces questions sont importantes, mais elles ont été traitées par ailleurs de façon satisfaisante.⁷⁰ Je vais donc me borner à donner quelques rapides exemples des méthodes de discussion qui suivirent la défaite allemande.

Zinoviev et Staline attaquèrent tous deux Brandler, et pendant à peu près un an soutinrent les ultra-gauches Fischer, Maslow et Thälmann contre lui. Pourtant, à l'été de 1923, Staline avait déclaré avec insistance que les Allemands « devaient être retenus », et Zinoviev avait complètement approuvé la décision de ne pas poursuivre la grève générale et l'insurrection. A nouveau, Zinoviev permit à Fischer de cogner à tour de bras sur Brandler et Radek, considérés comme responsables du « gouvernement ouvrier » saxon – pourtant, comme nous l'avons vu, Brandler s'était opposé, en octobre, à l'entrée dans le gouvernement. Finalement, la condamnation de Brandler et Radek lors du Cinquième Congrès du Comintern, en 1924, fut basée sur la définition nouvelle et insensée de la sociale-démocratie comme « aile gauche du fascisme ».

Les véritables « leçons d'octobre » ne peuvent être tirées qu'en ignorant les conclusions des débats de l'Internationale bureaucratisée. Mais certaines des *contributions* à ces mêmes débats fournissent des indications précieuses de ce qui avait mal tourné.⁷¹ Diverses explications furent proposées. En fait, la confusion du débat était telle qu'il n'était pas rare que des individus développent deux ou plusieurs explications contradictoires au cours de la même intervention.

Quatre explications principales furent proposées.

68 Chiffres donnés in : Arthur Rosenberg, *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Francfort sur le Main, 1988, p. 419.

69 Scheele, *op. cit.*, p. 77.

70 Voir, par exemple: Isaac Deutscher, *Le prophète désarmé* (Paris 1954); Tony Cliff, *Lenin* vol 3 (Londres 1977) ; et Moshe Levin, *Le dernier combat de Lénine* (Paris 1967).

71 En particulier les discours de Radek, Brandler et Remmele in *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, *op. cit.*, et ceux de Brandler, Radek et Clara Zetkin in 5^{ème} congrès de l'internationale communiste (Paris 1924).

La première proclamait qu'il n'y avait pas, dans l'Allemagne de 1923, de situation révolutionnaire : la majorité de la classe ouvrière, loin de soutenir les communistes, était restée fidèle à la social-démocratie. C'était un élément important de l'argumentation utilisée par la direction brandliérienne pour justifier sa retraite en Saxe :

*L'erreur commune de l'Exécutif [de l'Internationale] comme de la Centrale du KPD a été une fausse estimation du rapport de forces entre le SPD et le KPD au sein de la classe ouvrière. (...) La majorité des travailleurs n'était pas encore gagnée au communisme.*⁷²

*Si, après la conférence de Chemnitz, nous nous étions lancés dans la bataille, nous aurions subi une défaite décisive, qui aurait rendu impossible pour des années toute discussion sur la possibilité d'une victoire pour le prolétariat.*⁷³

*A la conférence de Chemnitz il était évident que les travailleurs croyaient encore que la marche des troupes en Saxe était dirigée contre la Bavière. (...) Si nous nous étions risqués à la bataille, nous aurions, nous autres communistes, connu une défaite sanglante. (...) Une large section de la petite bourgeoisie était passée dans le camp ennemi.*⁷⁴

Clara Zetkin prétendait avec insistance que la grève contre Cuno n'avait montré aucune véritable tendance révolutionnaire. Au contraire, elle révélait parmi les masses « un grand manque de maturité politique pour la révolte, pour la prise du pouvoir ». ⁷⁵ Pour Thalheimer, la défaite avait des causes « de nature *objective*, et non imputables à des fautes de tactique du parti ». ⁷⁶

*La majorité de la classe ouvrière n'était plus prête à se battre pour la démocratie de Novembre (1918), (...) et pas encore prête à lutter pour la dictature des conseils et le socialisme.*⁷⁷

De ce fait, toute action en octobre aurait opposé des groupes misérablement petits de travailleurs armés aux forces combinées du fascisme, de l'armée et de la police paramilitaire.

De tels arguments ont amené des historiens comme l'Américain Angress à accepter l'évaluation de 1923 comme une situation non révolutionnaire. Pourtant ils sont porteurs de nombreuses faiblesses.

D'abord, ceux qui ont fait valoir ces raisons en 1923 n'en étaient pas eux-mêmes totalement convaincus. Brandler, par exemple, a tenu dans un certain nombre d'occasions ultérieures des propos semblant impliquer, à l'inverse de ce que disait son ami Thalheimer, qu'il y avait en 1923 des possibilités révolutionnaires, mais pas en *octobre* 1923. Ce n'était pas la définition de l'année comme potentiellement révolutionnaire qui était en cause, mais le mois d'octobre en tant que moment de passer à l'offensive. Cela ressort manifestement de son discours au Cinquième Congrès du Comintern neuf mois plus tard, ainsi que de l'interview qu'il donna, 25 ans après, à Isaac Deutsch :

*Lorsqu'on lui demande si aujourd'hui il considère que la situation de 1923 était révolutionnaire, Brandler ne donne pas de réponse claire. Par la façon dont il décrit les événements on a l'impression que sa réponse est plutôt, dans l'ensemble, affirmative. Mais il ne tire pas de conclusions définitives.*⁷⁸

L'évaluation pessimiste faite en octobre 1923 découlait d'une peur obsessionnelle constante d'une répétition de l'Action de Mars. Brandler disait :

*L'Action de Mars 1921 nous a montré que la situation de la classe dans son ensemble, toute la situation objective, n'était pas mûre pour que nous battions le capitalisme par un assaut frontal : les conditions objectives ont mené à ce que nous avons subi une grande défaite après un assaut frontal. Je fus justement rendu personnellement responsable de cette défaite. (...) Mais je pense que j'ai la capacité de ne pas faire deux fois la même erreur.*⁷⁹

Mais il était absurde de mettre le signe égal entre l'Allemagne de 1923, année où toute la société était secouée par la crise, et celle de mars 1921, où la crise n'était qu'un produit de l'imagination de Kun, Brandler, Radek et autres.

De plus, ceux qui disaient que la situation n'était pas mûre avaient tendance à surestimer grossièrement la

72 Thalheimer et Brandler in Michaelis et Schlapper, *op. cit.*, p. 505. Egalement <http://www.stmuk.bayern.de/blz/web/100081/06.html#dok5>

73 Brandler in *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, *op. cit.*, p. 26.

74 *Fifth Congress of the Communist International*, Londres, 1924, p. 66.

75 Ibid, p. 80.

76 *1923: Eine verpasste Revolution?* cité in P Broué, *op. cit.*, p. 785.

77 Thalheimer et Brandler in Michaelis et Schlapper, *op. cit.*, p. 504. Egalement <http://www.stmuk.bayern.de/blz/web/100081/06.html#dok5>

78 I Deutsch, *New Left Review* 105, p. 52.

79 *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 256.

cohésion interne des forces alignées contre la gauche. Ils parlaient de « centaines de milliers » de combattants d'extrême droite qui auraient facilement écrasé les « quelques milliers » de travailleurs en armes, sans reconnaître qu'il y avait encore de puissantes tendances, au sein des forces contre-révolutionnaires, défavorables à une réponse rapide et unifiée à une offensive de la gauche. Bien sûr, le gouvernement central, le commandement de la Reichswehr, les séparatistes bavarois et les supporters de Hitler étaient tous des ennemis de la révolution. Malgré tout, à peine une quinzaine de jours après la débâcle saxonne, ils étaient en train de se quereller entre eux.

Au lieu de reconnaître cela, même après que Hitler ait été mis en prison pour son putsch bavarois, la direction communiste allemande amalgamait les forces de droite sous la qualification de « fascistes ». Dans un remarquable travestissement de l'histoire, la direction brandliérienne déclarait :

*La Révolution de Novembre est livrée au fascisme. Le pouvoir est entre les mains de forces militaires déterminées à annihiler les organisations de la classe ouvrière. (...) Alors que la classe ouvrière voyait le centre du fascisme en Bavière, c'est à Berlin que le fascisme s'installe sous la forme de la dictature de Seeckt.*⁸⁰

La surestimation des forces alignées contre la révolution était accompagnée d'une tendance à traiter *comme un fait* ce qui n'avait pas véritablement été prouvé, à savoir que les sociaux-démocrates restaient la force décisive dans la classe ouvrière. Seule l'action pouvait déterminer quel était l'équilibre réel des forces en octobre 1923 – pourtant la direction du KPD se déroba sur la supposition que ce rapport ne pouvait pas, malgré la crise totale de la société, s'être radicalement modifié.

La seconde explication donnée à la débâcle fut que la date de l'insurrection avait été fixée *avant* que la situation révolutionnaire ne soit arrivée à complète maturité. Brandler lui-même opte à l'occasion pour ce point de vue : « Je n'ai tout simplement pas considéré la situation comme ayant atteint suffisamment d'acuité révolutionnaire, comptant plutôt sur une intensification ultérieure ».⁸¹ C'était également implicite dans les déclarations de Zinoviev et de la direction du Comintern *après* la défaite, selon lesquelles rien n'avait changé dans le rapport des forces objectif, et « l'Allemagne va, semble-t-il, vers une guerre civile aiguë ».⁸²

L'histoire a elle-même prouvé la fausseté de cet argument. Aucune vague de grèves et de manifestations ne suivit. Les travailleurs étaient démoralisés par le chômage massif et, surtout, par le sentiment que les communistes avaient eu leur chance et avaient refusé de la saisir.

La troisième explication avancée est que la véritable opportunité révolutionnaire avait été *antérieure* à octobre, mais que le Parti Communiste et l'Internationale n'étaient alors absolument pas prêts. Presque tous les dirigeants communistes acceptèrent en partie cette interprétation (sauf Zinoviev, qui la traitait de « sophisme » – sans doute parce qu'elle impliquait que son exécutif du Comintern était tout autant à blâmer que le parti allemand).

Radek prétendait qu'en avril et mai ni l'exécutif de l'Internationale ni la direction du KPD n'avaient tiré les « conclusions pratiques » de leur évaluation théorique selon laquelle la lutte dans la Ruhr se terminerait en « guerre civile ».⁸³ Clara Zetkin disait qu'à l'époque de l'occupation de la Ruhr

*le parti ne prit pas connaissance à temps et avec assez de vigueur de la situation révolutionnaire. (...) Le parti ne considérait pas la lutte pour des revendications partielles comme un moyen de recruter, mobiliser et éduquer le prolétariat pour la lutte de masse pour le pouvoir.*⁸⁴

La version la plus extrême de cet argument affirme qu'en octobre il n'y avait *aucune chance* de succès pour l'insurrection, parce que le gouvernement Stresemann avait déjà restauré la confiance de la bourgeoisie en mettant fin à la résistance passive et en commençant à prendre des mesures pour lutter contre l'inflation.

Le problème avec ce raisonnement, c'est qu'il suppose que la masse du peuple, y compris la bourgeoisie, acceptait à l'avance que les plans de Stresemann allaient être couronnés de succès. Mais la fin de la résistance passive ne fut pas suivie *immédiatement* d'un accord avec les Français : le mouvement séparatiste qu'ils soutenaient était encore actif en Rhénanie au moment de la débâcle saxonne. Et l'inflation continua à s'accroître pendant encore une quinzaine de jours. Il y avait peu de raisons pour que des gens qui avaient déjà assisté à l'échec de trois tentatives gouvernementales de maîtriser l'inflation se mettent à croire que celle-là allait marcher.

La quatrième interprétation de la défaite fut formulée par Trotsky et ses partisans. Il en existe une version vulgaire, que l'on peut trouver parfois dans la littérature trotskyste, et qui est à l'évidence fautive, selon laquelle il y avait en octobre une situation révolutionnaire que *Staline* sabota.⁸⁵ L'argument tombe de lui-même parce qu'il attribue aux

80 Thèses du KPD in *Bulletin Communiste*, 15 novembre 1923. Traduit de l'anglais.

81 Brandler in *New Left Review* 105, p. 76.

82 Zinoviev in *Pravda*, 2 février 1924, cité in L. Trotsky, *L'Internationale Communiste après Lénine*, Vol 1 (Paris 1969), p. 201.

83 *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, op. cit., p. 14.

84 *Fifth Congress*, op. cit., p. 8.

85 Voir par exemple C. L. R. James, *World Revolution* (Londres 1937) p. 181.

jugements désastreux de Staline une influence dans le Comintern qu'ils étaient loin de posséder en 1923.

En tout état de cause, la thèse de Trotsky est beaucoup plus sophistiquée. Elle n'est pas subordonnée à l'acceptation que le succès était garanti en octobre (même si Trotsky le pensait probable). L'idée centrale de Trotsky est que la situation était devenue tellement fluide que *seule* une offensive des révolutionnaires pouvait révéler le véritable rapport de forces :

C'est à un pédant – et non à un révolutionnaire – qu'il siérait d'analyser maintenant jusqu'à quel point la conquête du pouvoir aurait été « garantie » avec une politique juste.⁸⁶

Mais le parti allemand n'avait pas su répondre au brusque changement de la situation objective au cours de l'année :

Durant l'été 1923, la situation intérieure de l'Allemagne, en raison surtout de la faillite de la tactique de résistance passive, prit un caractère catastrophique. Il devenait parfaitement clair que la bourgeoisie allemande ne réussirait à sortir de cette situation « sans issue » que si le Parti Communiste allemand ne comprenait pas clairement ce fait, et n'en tirait pas pour son action toutes les conclusions révolutionnaires nécessaires. (...)

Pourquoi la révolution allemande n'a-t-elle pas abouti à la victoire ? Les causes de l'échec tiennent entièrement à la tactique et non aux conditions ou au hasard. Nous avons là l'exemple classique d'une situation révolutionnaire manquée. Le prolétariat allemand aurait marché au combat, s'il avait pu se convaincre que, cette fois, le problème de la révolution était nettement posé, que le Parti Communiste était prêt à aller à la bataille, qu'il était capable d'assurer la victoire. Non seulement les droitiers, mais aussi les gauchistes, en dépit de la lutte acharnée qu'ils se livraient, envisagèrent jusqu'en septembre-octobre, avec grand fatalisme, le processus du développement de la révolution.⁸⁷

Trotsky pensait que la direction du parti allemand avait fait une terrible erreur en n'allant pas de l'avant en octobre 1923. Mais c'était seulement l'expression finale du fait qu'ils avaient été à la traîne des événements pendant tout l'été.

Le fait que, après les événements, les réformistes semblaient avoir une emprise aussi ferme sur la majorité de la classe ouvrière ne prouvait pas que les travailleurs n'auraient pas suivi les communistes dans la bataille au sommet de la crise sociale et politique. Car la dérobade des communistes rendrait les masses à la social-démocratie.

Un parti qui a longtemps mené une agitation révolutionnaire en arrachant peu à peu le prolétariat à l'influence des conciliateurs, et qui, une fois porté au faite des événements par la confiance des masses commence à hésiter, à chercher midi à quatorze heures, à tergiverser et à louvoyer, paralyse l'activité des masses, provoque chez elles la déception et la désorganisation, perd la révolution, mais par contre s'assure la possibilité d'alléguer, après l'échec, le manque d'activité des masses.⁸⁸

Trotsky cite longuement des déclarations de Bolcheviks – en particulier de Zinoviev et de Kamenev – qui avaient, dans la Russie de 1917, utilisé des arguments contre l'insurrection qui étaient proches de ceux mis en avant en Allemagne en octobre 1923 par Brandler et Radek. Il suggère que si ces raisonnements avaient eu le dessus en 1917, ils auraient semblé corrects après l'événement :

Il n'est pas difficile de se représenter la façon dont on aurait écrit l'histoire si la tendance à se dérober à la bataille avait triomphé dans le Comité Central. Les historiens officiels, à n'en pas douter, auraient représenté la situation de façon à montrer que l'insurrection eût été une véritable folie en octobre 1917; ils auraient servi au lecteur des statistiques fantastiques sur le nombre des junkers, des cosaques, des détachements de choc, de l'artillerie "disposée en éventail" et des corps d'armée venant du front. Non vérifiées dans l'insurrection, ces forces eussent apparu beaucoup plus menaçantes qu'elles ne l'étaient en réalité.⁸⁹

En fait, la révolution aurait échoué, non pas parce qu'elle était impossible, mais parce que le parti aurait omis d'agir au moment décisif. Son hésitation aurait donné le temps à la bourgeoisie de mettre ses troupes en mouvement et de reprendre le contrôle des événements. Car la révolution se développe jusqu'à un point où, soit le parti révolutionnaire agit, soit l'histoire retombe dans son vieux moule :

La force d'un parti révolutionnaire ne s'accroît que jusqu'à un certain moment, après quoi elle peut décliner devant la passivité du parti, les espoirs des masses font place à la désillusion et, pendant ce

86 L. Trotsky, *op. cit.*, p. 192.

87 *Ibid*, p. 191-192.

88 L. Trotsky, « Autour de la révolution d'Octobre » *Leçons d'Octobre* (1924).

89 *Ibidem*.

*temps, l'ennemi se remet de sa panique et tire parti de cette désillusion.*⁹⁰

Trotsky insistait sur la nécessité pour le parti d'agir en *octobre*. Même si on accepte les arguments de Radek et de Thalheimer – selon lesquels en octobre le moment crucial était dépassé et la bourgeoisie avait à nouveau le contrôle – le diagnostic essentiel de Trotsky tient toujours. A partir de mai, de grandes possibilités n'ont pas connu de test parce que le parti était sur la défensive, et ne répondit pas au changement d'humeur des masses et à la désintégration croissante de la société.

Pour Trotsky, un certain niveau de conservatisme dans le parti était inévitable. Cela provenait du fait que, dans la plus grande partie de la vie d'un parti révolutionnaire, la possibilité objective de prendre le pouvoir n'existe tout simplement pas :

*La classe ouvrière lutte et grandit avec la conscience que son adversaire est plus fort qu'elle. C'est ce que l'on observe constamment dans la vie courante. L'adversaire a la richesse, le pouvoir, tous les moyens de pression idéologique, tous les instruments de répression. L'accoutumance à la pensée que l'ennemi nous est supérieur en force est partie constitutive de la vie et du travail d'un parti révolutionnaire à l'époque de préparation. D'ailleurs, les conséquences des actes imprudents ou prématurés auxquels le Parti peut se laisser aller lui rappellent brutalement chaque fois la force de son ennemi. Mais il vient un moment où cette habitude de considérer l'adversaire comme plus puissant devient le principal obstacle à la victoire. La faiblesse d'aujourd'hui de la bourgeoisie se dissimule en quelque sorte à l'ombre de sa force d'hier.*⁹¹

La décision de lutter pour le pouvoir ne comporte pas seulement un changement tactique décidé par l'un ou l'autre des dirigeants du parti, mais une complète transformation dans l'approche par le parti de chacune de ses activités. Il n'est donc pas surprenant, par conséquent, que des sections entières du parti tentent de se dérober au changement :

*Chaque période du développement du Parti a ses traits spéciaux et réclame des habitudes et des méthodes déterminées de travail. Un tournant tactique implique une rupture plus ou moins importante de ces habitudes et méthodes c'est là qu'est la source directe des heurts et des crises. (...) De là un danger : si le virage a été trop brusque ou trop inattendu et que la période supérieure ait accumulé trop d'éléments d'inertie et de conservatisme dans les organes dirigeants du Parti, ce dernier se montre incapable de réaliser sa direction au moment le plus grave auquel il s'était préparé durant des années ou des dizaines d'années. Le Parti est rongé par une crise et le mouvement s'effectue sans but et va à la défaite.*⁹²

La confusion dans le parti a l'effet le plus profond sur la classe :

*Sur une seule et même base économique, avec la même différenciation de classe de la société, la corrélation des forces varie en fonction de l'état d'esprit des masses prolétariennes, de l'effondrement de leurs illusions, de l'accumulation de leur expérience politique, de l'ébranlement de la confiance des classes et groupes intermédiaires dans le pouvoir étatique, et enfin de l'affaiblissement de la confiance que ce dernier a en lui-même. En temps de révolution ces processus s'effectuent rapidement.*⁹³

Si le parti fait montre d'une foi dans la stabilité de l'Etat bourgeois que même ceux qui contrôlent cet Etat n'ont pas, il l'aide par inadvertance à maintenir les masses sous sa coupe. Au lieu d'aggraver les conflits internes dans le camp ennemi, au lieu de montrer aux classes moyennes que la révolution leur offre une issue, il finit par les convaincre que leur seul espoir réside dans le statu quo.

Voilà, disait Trotsky, ce qui s'était passé dans l'Octobre Allemand. La direction communiste, après avoir amené la majorité des travailleurs et une section de la classe moyenne à un point où elles appelaient de leurs vœux un dénouement révolutionnaire à la crise sociale, n'accomplit pas sa tâche. Les masses perdirent confiance dans le parti, et les sociaux-démocrates et les partis de droite purent les récupérer.

Les tendances au conservatisme sont inhérentes à tout parti. Mais cela ne signifie pas que Trotsky pensait qu'on ne pouvait rien faire pour le combattre. Il pouvait être évité par une direction qui combinait une précision scientifique stricte dans l'analyse des événements avec la capacité de répondre à des changements vifs et soudains dans les dispositions des masses – le genre de réponse que Lénine et Trotsky avaient été capables de faire en 1917. Mais une direction semblable ne surgit pas du néant. Le parti devait développer des dirigeants de ce calibre à travers de longues années de lutte, sélectionnant parmi ses membres ceux qui se montraient capables de saisir la relation entre la situation objective et les mutations rapides dans le moral des masses. Ce n'est qu'ainsi que le parti pouvait se préparer à des batailles gigantesques pour changer le monde. L'Octobre Allemand fut réduit à rien parce que le Parti Communiste Allemand ne possédait pas une telle direction.

90 *Ibidem.*

91 *Ibidem.*

92 « Il faut étudier Octobre », *ibidem.*

93 « Autour de la révolution d'Octobre », *ibidem.*

Une telle interprétation ramène l'analyse de ce qui n'avait pas marché en 1923 à l'appréciation historique de la décennie écoulée.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, comment l'absence fatale d'un noyau stable de parti produisit les défaites dévastatrices de 1919 et l'incapacité de saisir les opportunités révolutionnaires après le putsch de Kapp en 1920. Ces échecs suscitérent à l'intérieur du parti une impatience qui lui monta à la tête lors de l'Action de Mars 1921. Cette expérience traumatisante préparait à son tour le terrain de la débâcle de 1923.

La direction du parti avait perdu toute confiance en elle-même. Sa fixation névrotique sur mars 1921 l'empêchait de répondre au changement d'humeur des masses en mai 1923. Le parti était déchiré par des querelles intestines, la direction peu sûre d'elle-même, se jurant bien de ne jamais recommencer, alors que l'opposition était encore porteuse de tous les symptômes de la folie de mars. Le parti chercha à se rassurer, non pas dans la lutte en Allemagne même, mais en se tournant pour un conseil tactique vers des hommes de Moscou qui, aussi capables qu'ils fussent (et beaucoup ne l'étaient guère plus que les dirigeants allemands), n'étaient pas en position de juger des changements d'humeur des masses au jour le jour.

1923 fut l'addition de tous les problèmes qui avaient empoisonné la Révolution Allemande depuis le début – ou, plus précisément, de l'impact répété d'un problème majeur : l'absence d'un noyau de parti en novembre 1918. Sans un tel noyau l'expérience de 1918-1919 ne pouvait produire une couche de militants capables de répondre de manière coordonnée au niveau national aux possibilités de 1920. Et cela, à son tour, détermina une combinaison de folle témérité et d'hésitation en 1921 et 1923.

La société allemande produisit des centaines de milliers, et même des millions, d'hommes et de femmes qui voulaient un changement révolutionnaire entre 1918 et 1923. La tragédie de la Révolution Allemande fut qu'un parti capable de canaliser et de coordonner leur énergie ne vit le jour qu'au moment où il était trop tard. L'histoire a souvent été comparée à une locomotive – mais elle n'attend pas que les révolutionnaires veuillent bien monter à bord. Ceux qui ne sont pas à l'heure sont contraints, comme le Juif errant de la légende, de souffrir pour le reste de l'éternité.

Chapitre 14 - L'héritage de la défaite

Une certitude sous-tendait les réactions des libéraux et des sociaux-démocrates tout au long des turbulences des années révolutionnaires. Ils étaient convaincus qu'après la crue le fleuve de l'histoire retournerait dans son lit tranquille, pour une éternité de béatitude social-démocrate – à condition qu'ils puissent isoler et détruire les forces révolutionnaires. S'ils contrôlaient le présent, ils pouvaient garantir l'avenir. C'est la même conjecture qui permet aujourd'hui aux sociaux-démocrates de conserver leur optimisme autosatisfait alors que la crise mondiale fait rage alentour.

Dans l'Europe des années 1920, une telle représentation reposait sur des illusions de la plus incroyable magnitude. Elle considérait la Première Guerre mondiale comme un accident de l'histoire que des hommes de bonne volonté auraient pu éviter, et les forces économiques liées à la guerre comme pouvant être pacifiquement contrôlées dans une nouvelle ère de prospérité.

Il est vrai que pendant les cinq années qui suivirent 1923 l'Europe et l'Amérique jouirent d'un retour apparent de l'idylle d'avant-guerre d'expansion économique et de taux de profit élevés. Mais 1929 apporta des secousses économiques dont les effets furent aussi terrifiants que les convulsions militaires de 1914. Les démons qu'on avait cru conjurés en 1923 réapparurent, en même temps que, par millions, les gens ordinaires se retournaient contre les sociaux-démocrates et les libéraux qui avaient tant promis et si peu tenu.

La troisième grande crise de l'Allemagne d'après-guerre prouva que ceux qui, pendant les deux premières crises de 1918-20 et 1923, avaient préservé l'ordre ancien n'avaient pas rendu service à l'humanité.

Le symptôme le plus évident était le retour en force du nazisme, et à un niveau bien plus important qu'en 1923. En 1928, le parti de Hitler ne recueillait que 2,6 % du vote populaire. En 1930, il avait bondi à 18,3 %, doublant encore pour atteindre 37,3 % en juillet 1932. Mais les élections n'étaient pas le seul terrain de sa croissance : les effectifs des sections d'assaut passa de 100 000 en 1930 à 400 000 en 1932.

Hitler n'aurait jamais pu prendre le pouvoir s'il ne s'était appuyé que sur les sections d'assaut. Il avait aussi besoin de la collaboration active des forces qui, dans la société allemande, s'étaient vu accorder un nouveau bail par les gouvernements sociaux-démocrates de novembre-décembre 1918 et d'avril 1920 – les généraux, les hauts fonctionnaires, les grands industriels et les intérêts fonciers. Ces derniers avaient dominé tous les gouvernements depuis 1923, avec un bref interlude social-démocrate en 1928-30. En 1930-33 leurs fondés de pouvoir, Brüning, Papen et Schleicher, étaient à la Chancellerie, gouvernant par décrets, avec d'occasionnels recours au parlement.

Les généraux et les industriels devaient toujours, cependant, s'accommoder d'un puissant mouvement ouvrier dirigé par les sociaux-démocrates. Pour conserver un minimum de bonne volonté de la part de ces derniers, ils devaient s'arrêter juste avant une attaque généralisée contre la classe ouvrière. Dans les années 1930-32, ils utilisèrent les nazis comme un contrepoids au mouvement ouvrier, gardant leur liberté de manœuvre en permettant à chacun des deux de neutraliser l'autre. Mais alors que la crise s'éternisait, ils trouvèrent le prix à payer à la social-démocratie – le maintien de certains gains réalisés par les travailleurs dans le passé – trop élevé. Les généraux et les industriels estimèrent, à la fin de 1932, que pour assurer leur domination un mouvement nazi qui détruirait les organisations de la classe ouvrière était préférable à un mouvement social-démocrate qui s'efforçait d'acheter la passivité des travailleurs.

Le premier test vint en juillet 1932. Le social-démocrate Severing était encore installé confortablement au Ministère de l'Intérieur prussien, avec sa police de 80 000 hommes armés jusqu'aux dents. Le président de la république était Hindenburg – le même Hindenburg qui, alors qu'il était dictateur du temps de guerre, avait été discrédité par l'effondrement du front, puis réhabilité par Ebert pour se joindre à l'effort commun contre le « bolchevisme ».

Au début de 1932, le soutien des sociaux-démocrates avait assuré la réélection de Hindenburg comme président. Il rendit alors aux sociaux-démocrates la monnaie de leur pièce. Il approuva la déposition du gouvernement prussien social-démocrate (de droite), démocratiquement élu dans les formes constitutionnelles, exactement de la même façon qu'Ebert, neuf ans plus tôt, avait permis la déposition du gouvernement social-démocrate (de gauche) de Saxe, démocratiquement élu dans les formes constitutionnelles. Severing, qui avait mis en route les Freikorps pour aller semer la terreur chez les travailleurs de l'Allemagne centrale et de la Ruhr, fut brutalement éjecté de son bureau par la Reichswehr qui avait été constituée à partir des Freikorps.

Et ce n'était que la répétition générale. A la fin de 1932, Goebbels confia à son journal intime sa peur que les nazis n'aient manqué leur chance ; ils avaient eu moins de voix que le total combiné du KPD et du SPD dans la seconde élection législative de 1932, et des membres déçus des sections d'assaut passaient aux communistes par milliers. L'avenir, écrivait Goebbels, « est sombre et brumeux : toutes les perspectives et tous les espoirs complètement évanouis ».

Mais à ce moment les vieux dirigeants de l'Allemagne mirent tout leur poids derrière Hitler. Les industriels Thyssen et Krupp le rencontrèrent et furent rassurés : il avait bien l'intention d'agir dans le sens de leurs intérêts. L'ancien chancelier du Parti « démocratique » du Centre, Papen, négocia avec Hitler. Puis Hindenburg donna aux nazis le contrôle

du gouvernement. Ceux qui avaient été sauvés de la « socialisation » par les sociaux-démocrates en 1919 collaboraient désormais avec Hitler pour détruire le mouvement ouvrier social-démocrate.

Pourtant, même après qu'Hitler ait été installé à la Chancellerie et que ses sections d'assaut aient commencé à « nettoyer » Berlin, les sociaux-démocrates n'arrivaient pas à croire que les liens de sang qu'ils avaient établis avec la classe dirigeante entre 1918 et 1923 fussent définitivement dissous. Au Reichstag, des porte-parole sociaux-démocrates déclarèrent qu'ils formeraient une opposition loyale à ce que leur dirigeant, Breitscheid, appelait « un gouvernement légal ».¹ Des groupes de Jeunesses Socialistes de Berlin qui avaient commencé à travailler dans la clandestinité furent exclus du parti.² La direction syndicale envoya à ses membres des instructions leur demandant de célébrer le Premier Mai aux côtés des nazis dans une « journée nationale du travail »³ – mais cela n'empêcha pas les nazis de saisir les locaux syndicaux le 2 mai et d'envoyer les dirigeants dans des camps de concentration. Breitscheid mourut aux mains des nazis – de même qu'Hilferding, le « marxiste » dont le prestige avait été si précieux au capitalisme allemand pendant l'été désespéré de 1923.

Ceux qui avaient cru au capitalisme à visage humain, à la « marche dans l'ordre vers la socialisation », à « l'ancrage des conseils dans la constitution », n'avaient fait que rendre inévitable la sujétion de l'Europe à une barbarie médiévale armée des engins les plus monstrueux produits par la technologie moderne.

Ce ne fut pas qu'en Allemagne que la défaite de la révolution constitua une catastrophe pour l'humanité. Proche de l'Allemagne s'étendait la masse gigantesque de l'ancien empire des tsars. Ceux qui avaient dirigé la révolution qui y avait triomphé en 1917 pensaient que sa destinée était liée à celle du géant industriel allemand. La propagation de la révolution de la Russie à l'Allemagne n'était pas un rêve insensé. Comme nous l'avons vu, il y eut un bref moment, en 1918, où les conseils ouvriers furent le *seul* pouvoir des monts Oural à la Mer du Nord. Il y eut un mouvement mondial, avec ses Armées Rouges dans la Ruhr aussi bien qu'en Sibérie, en Bavière comme dans le bassin du Don, ses conseils à Turin et Brême comme à Tsaritsyne.

Mais ce mouvement fut détruit à l'Ouest – en Allemagne, en Autriche et en Italie – par l'influence et la politique du réformisme social-démocrate. Au lieu que la révolution européenne se précipite à la rescousse de la république ouvrière russe assiégée, la social-démocratie européenne donna vie et espoir aux forces qui voulaient détruire cette république.

Dans de telles conditions, la démocratie ouvrière en Russie ne pouvait rester longtemps en vie. Comme Rosa Luxemburg l'écrivait dès 1918 :

*Tout ce qui se passe en Russie s'explique parfaitement : c'est une chaîne inévitable de causes et d'effets dont les points de départ et d'arrivée sont la carence du prolétariat allemand et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand.*⁴

Ce n'est pas ici le lieu pour traiter en détail de ce qu'il advint en Russie : la classe ouvrière décimée à la suite de la guerre civile et de l'intervention étrangère, la démocratie des soviets à l'agonie, la bureaucratisation, la montée en puissance d'une nouvelle classe capitaliste étatique, le stalinisme. Mais il est nécessaire de le répéter : l'apparition d'une forme nouvelle d'exploitation et d'oppression était inséparable de l'isolement de la révolution. La social-démocratie à l'Ouest engendra le stalinisme à l'Est. Le sang versé par Staline, comme celui répandu par Hitler, rougit le seuil des sociaux-démocrates (de droite) Ebert, Noske, Severing et Wels... comme celui du social-démocrate (de gauche) Hilferding.

Cette influence mutuelle est peut-être le plus clairement démontrée par le bref été indien de Moscou en 1923. En août et septembre de cette année, les nouvelles de Berlin redonnèrent vie, brièvement, à l'enthousiasme pour la révolution. A nouveau, il semblait que l'interaction entre l'Allemagne et la Russie pouvait créer de nouvelles perspectives pour l'humanité. Il y avait à l'Ouest une lueur qui pouvait mettre de la chaleur jusque dans le cœur bureaucratique froid d'un Staline. Mais bientôt cette chaleur se transformait en déception glaciale. La défaite sans combat de l'Allemagne produisit une démoralisation encore plus grande à Moscou qu'à Berlin.

Pour le bolchevik devenu bureaucrate, la perspective d'une humanité libérée semblait à nouveau bien plus distante et irréelle que la poursuite des objectifs de production et le cirage de bottes des carriéristes ; pour les travailleurs russes, la révolution était une fois de plus un mirage lointain, obscurci par la réalité quotidienne de la pénurie, des bas salaires et d'un régime chaque jour plus autoritaire.

Les effets destructifs en Russie se retournèrent directement contre le mouvement révolutionnaire en Allemagne. Les nouveaux bureaucrates moscovites étaient habitués à une obéissance immédiate à leurs ordres : ils imposèrent la même règle à leurs partisans de l'étranger. Les effets des politiques suivies dans des pays donnés en vinrent à avoir moins d'importance que ceux qui dictaient ces politiques.

La terminologie politique elle-même en fut corrompue. Serge raconte comment

1 Cité in C L R James, *World Revolution* (Londres 1937) p. 381.

2 Julius Braunthal, *Die Geschichte der Internationale*, volume 2, Bonn/Bad Godesberg 1974, p. 404.

3 *Ibidem*, p. 405.

4 Rosa Luxemburg, [*La révolution russe*](#).

*les partis changeaient de visage et même de langage : un jargon conventionnel s'imposait dans nos publications, et nous l'appelions « le sabir de l'agit-prop ». Il n'était question que de « l'approbation cent pour cent de la ligne juste de l'Exécutif », de « monolithisme bolchevik », de « bolchevisation accélérée des partis frères ».*⁵

La discussion rationnelle au sujet de ce qu'il fallait faire fut remplacée par des mots de code arbitrairement connectés destinés à justifier les décisions après l'événement.

Le Parti Communiste Allemand avait fait, dans les cinq premières années de son existence, de nombreuses erreurs graves. Mais au moins, lorsqu'on lit les procès-verbaux des congrès et des débats de ces années-là, on se sent en présence d'êtres humains qui essaient, même avec maladresse, de changer l'histoire. A l'inverse, ce que l'on trouve dans les congrès et les débats à partir de 1924, ce sont des manœuvres de coulisses sanctifiées par une citation hors contexte et par un « fait » de pure invention.

Au moment où la troisième grande crise fondit sur l'Allemagne en 1929-1933, le Parti Communiste n'était plus un facteur *positif*, montrant la voie à suivre comme il l'avait fait en 1918-1920 et en 1923. Le crétinisme bureaucratique l'avait transformé en un facteur *négatif* de l'histoire. Bien sûr, il était capable d'obtenir des millions de suffrages des travailleurs, en particulier des travailleurs sans emploi, qui ne voyaient aucun avenir dans la social-démocratie. Mais il ne pouvait traduire cette audience en défi à l'emprise des sociaux-démocrates sur le mouvement ouvrier organisé, à cause d'un gauchisme dément, ordonné de Moscou, qui faisait paraître insignifiant l'ultra-gauchisme de 1919-1921. Moscou ayant décrété que la social-démocratie était la même chose que le fascisme, les dirigeants communistes ignorèrent la menace du vrai fascisme. Les effectifs du KPD n'étaient que de la moitié du chiffre de 1923. Malgré ses cinq millions de voix, il se positionnait en marge de l'histoire, refusant de mettre les dirigeants du SPD au défi de montrer, par le test du front unique, que les mots qu'ils utilisaient n'étaient pas seulement destinés à tromper leurs partisans. Pendant que les nazis progressaient vers le pouvoir, le KPD continuait à marmonner des phrases inintelligibles sur les dangers du « social-fascisme », endormant les travailleurs avec le slogan : « Après Hitler, notre tour ».

La dégénérescence avait atteint le point de non-retour. Le monde entier dut en payer le prix.

5 Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire* (Paris 1951) p. 203.